

Le présent ouvrage aurait été impossible sans le travail réalisé par l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam qui a rassemblé en un CD Rom les œuvres de Michel Bakounine

International Institute of Social History

Correspondence address :

P.O. Box 2169

1000 CD AMSTERDAM

A propos des textes présentés

Les textes de Bakounine présentés ici sont ceux publiés par l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam. Cependant, nous n'avons pas agi avec les écrits de Bakounine comme s'il s'agissait de paroles d'Évangile – ce qu'il aurait condamné, nous n'en doutons pas. Nous avons appliqué – le moins possible pour conserver le style et le rythme de Bakounine – un minimum de règles typographiques de base indispensables lorsqu'un texte est publié. Bakounine écrivait la plupart du temps en français ; s'il nous paraît condamnable de corriger certaines de ses inventions linguistiques qui font partie du charme de sa lecture (*blasphémie* au lieu de *blasphème*, par exemple), nous avons évidemment corrigé les fautes d'orthographe, mais aussi éliminé certains abus dans l'usage des virgules et des divisions (traits d'union), corrigé certains mots manifestement employés à mauvais escient, etc. Enfin, nous avons cru bon, afin d'aérer le texte, de créer des paragraphes qui ne se trouvent pas dans le texte original.

Certains textes suédois ont cependant présenté une réelle difficulté. Leur traduction par l'IISG restitue parfois un français extrêmement approximatif. Certaines phrases des traductions sont difficilement compréhensibles et ont une syntaxe telle qu'il n'est pas possible de publier ces passages tels quels. Il nous a souvent fallu nous reporter au texte suédois pour vérifier le sens de certains mots ou pour comprendre le sens de certaines phrases : nous avons par conséquent fait du « rewriting », mais limité à ces passages. Nous n'avons cependant pas modifié le texte de la traduction sauf là où cela s'est avéré absolument nécessaire.

C'est dire que les documents traduits du suédois présentés ici le sont sous notre *seule responsabilité* et n'engagent pas l'IISG.

Couverture : Gravure de Mathias Leoni. Coll. personnelle de l'auteur

Michel Bakounine

Textes sur la question slave et sur l'Europe du Nord

(1862-1864)

Présentation et notes
de René Marie Berthier

Introduction

En 1835, Bakounine quitte l'armée et une brillante carrière d'officier d'artillerie. Il vient de découvrir Schelling, qui avait eu une influence considérable chez les intellectuels russes des années 20 et 30, et décide de se consacrer à la philosophie.

En Russie, Schelling est présenté comme le Christophe Colomb du XIX^e siècle, qui a dévoilé à l'homme une partie inconnue de son propre être, son âme, son esprit, pense-t-on. Les esprits cultivés de l'époque, mais dénués de toute connaissance scientifique, pensaient sincèrement qu'avec quelques maigres connaissances ils allaient pouvoir percer les secrets de l'univers.

Lorsque Bakounine arrive à Moscou en 1836, il approfondit sa connaissance de Hegel ; ce dernier aura sur lui une influence majeure toute sa vie. De Schelling, il conservera de façon permanente l'idée qu'il y a une unité entre les phénomènes de la nature et l'esprit humain.

Avant de se passionner pour Hegel, Bakounine s'était intéressé à Fichte dont il a traduit en russe les *Conférences sur la destination du savant*, destinées à être publiées dans la revue *Teleskop*. Le jeune Russe s'enflamme pour le philosophe d'une passion toute romantique. Fichte revient constamment dans la correspondance brûlante qu'il entretient avec ses sœurs et avec les sœurs Beer, à qui il tente de faire partager

son enthousiasme. L'amour et la béatitude sont conjugués à tous les modes. C'est l'époque où Bakounine lit et commente l'*Initiation à la vie bienheureuse*. En dehors de la vie spirituelle, il n'y a pas de vie véritable.

Politiquement conservateur, il verse à partir de 1837 dans une sorte de mysticisme hégélo-chrétien. Pour Bakounine, la philosophie est le moyen d'étancher sa soif d'absolu, mais il ne peut se contenter d'une voie qui le conduirait vers le quiétisme. La recherche de l'Absolu, c'est bien, mais ce jeune homme, qui est décrit comme *kräftig* et *kolossal* par la police allemande ¹, n'entend pas attendre que l'Absolu vienne à lui. Il va s'efforcer de le chercher, activement.

Belinski ² raconte à Stankevic ³ en octobre 1839 que, deux ans auparavant, il avait logé avec Bakounine à Moscou et que son ami avait alors « parcouru la philosophie de la religion et du droit de Hegel ». Jeux philosophiques voluptueux ou délectations intellectuelles – les expressions sont d'Annenkov ⁴ – Bakounine semble bien avoir été l'un de ceux qui ont introduit dans la Russie des années quarante la mode de Hegel. L'observateur, qui écrit dans les années quatre-vingts, donne une indication intéressante sur les raisons qui ont pu le pousser vers la philosophie de Hegel. Annenkov dit en effet que les multiples aspects, la promptitude et la souplesse de l'esprit de Bakounine « demandaient déjà une nourriture et un soutien sans cesse renouvelés », et que la philosophie hégélienne, « mer vaste et sans rivages, se présenta on ne peut plus à propos ».

En somme l'hégélianisme a fourni un exutoire, un aliment, dont l'esprit vorace du jeune philosophe a pu se nourrir.

En 1840, Bakounine quitte la Russie pour aller étudier la philosophie en Allemagne. Ce jeune homme passionné de philosophie allemande, épris d'absolu, a épuisé toutes les possibilités de progresser

¹ Puissant et colossal. Fiche signalétique de la police lors de son incarcération à la forteresse de Königstein, en 1850. Bakounine mesurait plus de deux mètres.

² *Vissarion Gregoïevic Belinski* (1811-1848), célèbre critique littéraire russe de l'époque.

³ *Nikolaï Vladimirovic Stankevic* (1813-1840), mort prématurément, fut un ami de Bakounine. Ses lettres sont d'une grande importance pour comprendre l'histoire de la pensée russe dans les années 1830-1840. Sa mémoire reste attachée au au cercle philosophico-littéraire qui porte son nom. Bakounine fut effondré en apprenant sa mort.

⁴ *Pavel Vassilievic Annenkov* (1812-1887), philologue et publiciste libéral russe qui voyageait beaucoup en Europe. Il publia la première édition critique des œuvres de Pouchkine.

dans son pays. À Berlin, il s'inscrit aux cours de Werder, suit ceux de Schelling. Puis il découvre Feuerbach, pour qui il s'entiche, et pour qui il conservera une réelle tendresse toute sa vie.

A Berlin, Bakounine se lie d'amitié avec Ivan Tourgueniev, et les deux hommes deviennent inséparables. Celui-ci note à ce moment : « Je rencontrai Bakounine le 20 juillet 1840. Je ne désire pas garder d'autres souvenirs de ma vie. » Bakounine rencontre également Varnhagen von Ense⁵, qui est au centre de la vie spirituelle de Berlin, et qui exprimera la grande sympathie que lui inspire ce « jeune homme intègre, d'esprit noble ». C'est à cette époque également que Bakounine fit la connaissance du musicien Adolf Reichel, qui écrivit plus tard :

« En l'année 1842 me furent présentés par une connaissance commune trois jeunes russes qui, tous trois, m'en imposèrent par leur taille inaccoutumée. C'étaient Michel et Pavel Bakounine et Ivan Tourgueniev qui, plus tard devint si connu par ses remarquables romans. Michel sut bientôt, par la force entraînée de sa parole, s'acquérir ma sympathie et celle de ma sœur aînée, sympathie qu'il conserva, fidèle et dévouée, jusqu'à sa mort. »

Mais très rapidement, Bakounine découvre que la philosophie est une impasse. Surtout la philosophie allemande.

Après la publication d'une brochure, *La Réaction en Allemagne*, qui fit quelque bruit, et qui fut remarquée dans les cercles d'hégéliens de gauche que Bakounine fréquentait, il abandonne la philosophie.

La vie qu'il cherchait dans la métaphysique ne s'y trouvait pas : il n'y trouva que la mort, l'ennui, l'immobilité. L'incapacité politique des libéraux et des radicaux allemands à combattre l'absolutisme l'avait conduit à ce choix. La philosophie n'était pas l'action.

Ce jeune homme aux idées conservatrices va peu à peu se transformer en un démocrate aux idées radicales, un partisan de l'émancipation des peuples slaves assujettis par l'Autriche et la Prusse, un adversaire acharné de l'empire des tsars, un socialiste aux idées un peu confuses tout d'abord, avant sa rencontre avec Proudhon.

⁵ Diplomate et écrivain allemand lié au mouvement romantique. Soupçonné de sympathies démocratiques, sa carrière politique prit fin et il s'établit à Berlin au début des années 1820.

Lorsque la révolution de 1848 éclate à Paris, il est à Bruxelles et se rend à pied dans la capitale française. Puis il tente de se rendre en Pologne. Il participera à l'insurrection de Prague, jouera un rôle déterminant dans l'insurrection de Dresde.

Ce Russe sera finalement arrêté, livré à la police saxonne, condamné à mort, livré à la police autrichienne, condamné de nouveau à mort, et enfin livré aux autorités russes. Condamné à perpétuité, il passera huit années terribles en forteresse. En Occident, ses amis le croient mort. Pendant la guerre de Crimée, les autorités craignent des troubles, une évasion, et Bakounine est transféré à la forteresse de Schlüsselbourg.

En 1857, Alexandre II, le successeur de Nicolas I^{er}, commue sa peine et Bakounine est déporté en Sibérie. Il séjourne à Tomsk, où il épouse Antonija Kwiatkowska, une jeune polonaise, ainsi qu'à Irkutsk. Il s'évade de Sibérie dans des circonstances rocambolesques. Il parvient en Californie, traverse les Etats-Unis en un mois et arrive à Londres à la mi-décembre 1861, où il retrouve ses amis Aleksandr Herzen et Nikolaj Ogarev, les éditeurs du *Kolokol*.

C'est là que commence notre histoire.

« Le reflux est fini »

Après son évasion de Sibérie, en 1861, et un périple de cinq mois par le Japon et les États-Unis, Bakounine arrive à Londres le 14 décembre 1861. En cette période de réaction qui a suivi l'échec des révolutions de 1848-1849 en Europe ⁶, Londres est devenu le centre de ralliement des réfugiés politiques – du moins de ceux qui ne sont pas en prison. Bakounine y retrouve nombre de quarante-huitards qu'il a fréquentés pendant cette période.

Alors qu'il était emprisonné, un certain Urquhart, proche de Marx, avait diffusé des calomnies infâmes contre lui ; Mazzini ⁷ et Aurelio

⁶ Bakounine raconte les événements qui ont conduit à son arrestation dans sa « Lettre sur la Russie », cf. *infra*, « Documents ».

⁷ *Giuseppe Mazzini* (1805-1872), patriote et républicain révolutionnaire italien qui lutta passionnément pour la réalisation de l'unité italienne. Bien que Bakounine fût en désaccord avec lui sur presque tout, et en particulier sur sa vision mystique du monde, il le respectait. Mazzini avait défendu Bakounine contre les calomnies de Marx. Lors de son séjour en Italie, le révolutionnaire russe combattit la politique mazzinienne. Bakounine rompit cependant avec lui lorsque Mazzini condamna la Commune de Paris.

Saffi⁸ l'avaient fermement défendu. À Londres, Bakounine leur rend visite. Peu après son arrivée en Angleterre, les mêmes calomnies furent publiées, sans signature mais émanant sans doute du même Urquhart⁹ ; Bakounine fit savoir qu'il y répondrait non plus la plume à la main mais avec la main, sans la plume. Le calomniateur se calma.

Les ouvriers anglais, en revanche, ne s'y trompèrent pas, qui lui manifestèrent leur sympathie, comme en témoigne une lettre de Bakounine, extrêmement concise mais étonnamment prophétique :

« Réponse à une députation d'ouvriers anglais,

janvier 1862.

« *The Cosmopolitan Review*, 1^{er} février 1862, Londres

« Amis,

« Je suis profondément touché par cette manifestation de sympathie de votre part que je n'espérais pas avoir méritée. Je l'attribue à l'instinct démocratique qui vous permet de reconnaître un ami, même en un étranger, parce qu'il est un ami dévoué à notre cause commune. Et en effet, aussi loin que je puisse m'en souvenir, je me suis passionnément dévoué à la cause de l'émancipation sociale et économique de l'humanité. Je n'ai pas réussi à faire grand-chose. La prison et l'exil m'ont privé de douze années de vie et d'activité. Mais tout ce qui me reste de vie et de force sera consacré à notre grande cause. Le temps est venu où le peuple russe, endormi depuis si longtemps, s'éveillera et ne s'endormira jamais plus. Nous, les Russes, savons tout ce qui dépend de cette lutte pour l'émancipation du travail, mais nous savons aussi que sa force n'est pas destructrice, mais productive. Nous sommes persuadés que l'élément Russe apportera une nouvelle idée à la grande question sociale et que la nation russe trouvera à son tour sa place au nombre des nations qui aspirent à la pleine émancipation de l'humanité et tendent une main fraternelle à ceux qui travaillent à notre cause commune. »

⁸ Aurelio Saffi (1819-1880), patriote italien, écrivain et partisan de Mazzini. Bakounine le rencontre au printemps de 1862. Saffi fut membre de l'éphémère triumvirat de la république romaine en 1849. De retour d'exil en 1860, il devint directeur du *Popolo d'Italia*, le journal mazzinien. Il est élu au parlement italien en 1861.

⁹ David Urquhart (1805-1877), diplomate britannique vigoureusement anti-russe et pro-turc. Opposé à Palmerston, il publia un violent pamphlet anti-russe : *England, France, Russia and Turkey*. Il fonda un journal en 1855, le *Free Press*, renommé en 1866 le *Diplomatic Review*, qui compta Marx parmi ses auteurs.

L'évadé est reçu à bras ouverts par Herzen et Ogarev. Bakounine n'est plus l'aristocrate dandy qu'ils ont connu. Il a vieilli et grossi, il est débraillé, mais les conditions terribles de son incarcération n'ont pas affecté son esprit. Et son appétit d'ogre n'a pas changé. Après les effusions d'usage, Bakounine demande : « Y a-t-il des huîtres, ici ? »

Herzen s'était établi à Londres en 1852 après l'échec de 1848. Pendant un séjour en France il avait collaboré à la *Voix du peuple* de Proudhon. Banni de Russie, il n'avait plus aucun contact direct avec son pays. Après la guerre de Crimée et la mort de Nicolas I^{er}, un vent de libéralisme souffla en Russie. Herzen fonda en 1855 une revue, *l'Etoile polaire*, puis en 1857 le *Kolokol* (La Cloche) qui aura une importante diffusion auprès de l'émigration russe et en Russie même, en particulier auprès des couches dirigeantes du pays. On dit que le tsar Alexandre II lui-même lisait la revue, qui devint le porte-parole du libéralisme.

A l'Ouest, la réaction victorieuse après les révolutions de 1848 est de nouveau menacée partout : Garibaldi a abattu le royaume des Deux-Siciles. Bismarck est en mauvaise posture. L'empereur d'Autriche accorde une constitution. En France Napoléon III est obligé de faire des concessions ; le mouvement ouvrier conquiert le droit de grève.

Ce qui fait dire à Bakounine : « Le reflux est fini, la haute marée va commencer. »

« Aux Russes, Polonais et tous mes amis slaves »

Bakounine a pu constater la présence et l'impact du *Kolokol* jusqu'en Sibérie. À peine arrivé à Londres, il présente à ses amis un texte qui sera publié dans leur revue le 15 février : « Aux Russes, Polonais et tous mes amis slaves ».

« Me voilà libre, enfin, après huit ans d'emprisonnement dans différentes forteresses et quatre ans d'exil en Sibérie. L'âge m'est venu, ma santé s'est délabrée, j'ai perdu cette élasticité des membres qui donne à l'heureuse jeunesse une force invincible. Mais j'ai gardé le courage de la fière pensée et mon cœur, ma volonté, mon âme sont restés fidèles à mes amis et à la grande cause de l'humanité. »

Herzen est quand même un peu inquiet, avec raison. À peine arrivé, le révolutionnaire bouscule tout le monde et pousse son entourage à l'action, reproche au *Kolokol* d'être trop modéré, propose de créer une

société secrète et entend promouvoir l'émancipation de tous les Slaves en général et des Polonais en particulier.

Dans le premier texte publié après son évasion, Bakounine n'y va pas par quatre chemins. Il trace clairement sa voie : la liberté des Russes, des Polonais et de tous les Slaves. Cette libération passe par la liquidation du régime tsariste que le révolutionnaire russe qualifie lui-même d'« allemand ». L'idée que le système politique russe est « allemand » revient constamment dans l'œuvre de Bakounine, qui oppose la monarchie, d'origine allemande, au peuple, qui est slave. Bakounine veut-il expliquer que le système politique russe n'est plus viable ? Il déclare que « les colonnes allemandes qui soutenaient l'empire fondé par Pierre sont pourries »¹⁰. De même, la Pologne est dominée par trois gouvernements *allemands* – c'est-à-dire la Prusse, l'Autriche et la Russie politiquement assimilée à un régime « allemand » : « Les efforts réunis des trois gouvernements allemands, ceux de Berlin, Vienne et Pétersbourg peuvent seuls la tenir sous un joug qu'elle hait. » « Nous ne devons plus, ajoute-t-il, être les Allemands de St. Pétersbourg »¹¹. Bakounine reconnaît tout de même que c'est un

¹⁰ « Aux Russes, Polonais, et tous les amis slaves », 2 février 1862.

¹¹ *Ibid.* Cette idée du caractère germanique du pouvoir en Russie était dans l'air du temps. En 1854, un livre était paru dans lequel on pouvait lire notamment les propos suivants :

« ...c'était bien un prince allemand, c'était le fils d'un duc d'Allemagne, tout pénétré de l'esprit, des mœurs, des institutions de son pays, qui allait inaugurer la troisième dynastie des tsars [*dont les deux précédentes, précise l'auteur, étaient également allemandes*]. Le prince dont je parle était le duc Charles-Pierre-Ulric de Holstein-Gottorp, dont le père, Charles-Frédéric, dépouillé d'une partie de ses états, à la suite des guerres de la Suède et de la Russie, avait cru se dédommager en épousant une fille du tsar victorieux. Le jeune duc était donc par sa mère le petit-fils de Pierre le Grand, le cousin de Pierre II, qui avait, succédé à Catherine, et le neveu de la tsarine Elisabeth ; mais il était en même temps par son père le neveu du roi de Suède Charles XII, il était avant tout prince de l'empire d'Allemagne, et, malgré les liens qui l'unissaient aux tsars, il manifestait une aversion profonde pour la Russie et l'esprit russe. » [...]

« La grande habileté de Catherine II fut d'employer les généraux et diplomates allemands, tout en laissant aux vieux Russes (*Alt-Russen*) l'apparence de la faveur et du pouvoir. On sait que Catherine II était Allemande. Fille d'un prince d'Anhalt-Zerbst, elle avait été mariée par Frédéric le Grand lui-même au duc de Holstein-Gottorp... » [...]

« Catherine cependant savait bien que ses fonctionnaires allemands étaient ceux qui rendraient le plus de services à l'état : les Orlof étaient environnés de lieutenants étrangers qui menaient à bien les projets de l'impératrice sans leur enlever

État à la sauce tatare, oserions-nous dire : « Notre monde officiel, toute notre actualité ne sont rien autre qu'un amalgame d'arbitraire tartare et de formes allemandes. Renvoyons nos Tartares en Asie, nos Allemands en Allemagne. » Ces propos, qui frisent de très près la xénophobie, se fondent sur l'idée fortement enracinée chez Bakounine qu'il y a une coupure irrémédiable entre la monarchie russe, qualifiée d'allemande, et le peuple qui conserve les qualités idéalisées des slaves. Exprimée ici par des jugements à l'emporte-pièce, l'idée sera affinée plus tard dans sa période libertaire.

L'article pour le *Kolokol* contient une analyse de la situation générale de l'Europe qui émerge de douze années de réaction féroce et qui se trouve à un nouveau tournant de son histoire :

« Le monde s'est reposé, a regagné la conscience de soi-même, et repris des forces pour rentrer dans la voie de l'avenir. L'Italie, que nous aimons tous, est ressuscitée, l'édifice de la monarchie Habsbourg-Lorraine est ébranlé – cette lourde pierre qui pèse sur la poitrine des peuples qui reviennent à la vie, – et menace ruine sous les coups des Italiens, des Magyars et des Slaves. Semblable à l'Autriche, nous voyons, tremblant sur ses fondements et prêt à tomber – son ennemi d'autrefois et maintenant son unique allié – son camarade d'âge, de craintes et de douleur, l'Empire ottoman, qui n'est pas moins barbare qu'elle, mais peut-être plus honnête – et des ruines de ces deux empires naîtront, pour une vie nouvelle, une large liberté – les élus de la nouvelle civilisation : les Italiens, les Grecs, les Roumains, les Magyars et la grande nation slave réunie par les liens d'une fraternité commune. Maintenant la Pologne renaît. La Russie aussi ressuscite¹². »

l'honneur du succès, et c'est ainsi que deux Allemands, le général Bauer et le diplomate Assebourg, remportaient des triomphes qui ne réveillaient plus les haines de race. Pour introduire l'élément germanique en Russie, Pierre le Grand avait brisé toutes les résistances : l'égorgeant des strélitz [*corps d'infanterie moscovite un peu semblable aux janissaires turcs. R.B.*] et le supplice même de son fils disaient assez clairement jusqu'où irait son implacable volonté ; Catherine II avait marché au même but, mais par des voies tortueuses, et obligée, en qualité de princesse allemande, de dissimuler sa politique, elle s'était appliquée à relever l'orgueil moscovite sans cesser de mettre à profit la science et le talent des étrangers. Comment s'étonner que la princesse d'Anhalt-Zerbst, la femme du duc de Holstein-Gottorp, soit devenue, aux yeux de la Russie enivrée, le plus grand et le plus glorieux des vrais chefs nationaux ? » (*Les Allemands en Russie et les Russes en Allemagne*, Saint-René Taillandier, Revue des Deux Mondes T.7, 1854.)

¹² « Aux Russes, Polonais, et tous les amis slaves », 2 février 1862.

Avec des accents un peu hégéliens, il ajoute : « Oui, nous vivons dans une grande époque. Un nouvel esprit semble avoir soufflé sur les nations endormies, il appelle les peuples vivants à l'action et creuse une tombe aux mourants. » Le voilà donc prêt à reprendre le combat pour la libération des Slaves.

La Russie est à la veille d'une révolution, affirme Bakounine dans le même article. Après la guerre de Crimée, un renouveau est apparu dans ce pays.

« La Russie a pu respirer après les trente années du règne de Nicolas. Elle a proclamé avec toute l'énergie de la jeunesse combien une régénération était indispensable. C'était un beau moment – tout respirait une vie nouvelle, tous avaient secoué leur torpeur – on n'avaient même pas de haine pour le passé, on ne regardait que l'avenir, on croyait, on aimait. »

Le début du règne d'Alexandre II est marqué par un désir de réformer et moderniser la société ; ces réformes étaient conditionnées à l'abolition du servage. En juin 1858, un oukase avait lancé les réformes dans les terres domaniales. Le problème était soumis à des comités de la noblesse, laquelle était hostile, traitant le ministre de l'Intérieur de « socialiste ». Dans le nord de la Russie et dans les pays baltiques, les propriétaires terriens voulaient bien libérer les serfs mais en gardant la terre, ou en la leur vendant très cher. Les propriétaires de terres à blé étaient surtout soucieux de garder à leur disposition une nombreuse main-d'œuvre paysanne.

L'intelligentsia russe s'enthousiasma un temps pour ces réformes : Herzen s'écria à propos de l'émancipation des serfs : « Tu as vaincu, Galiléen ! » Quant à Tchernichevsky, il salua l'initiative du tsar en déclarant : « L'abolition du servage couronne l'époque d'Alexandre de la plus belle gloire du monde. » Pourtant, le bilan de la réforme fut plutôt négatif : si les quelque 20 millions de serfs de l'État et les 900 000 serfs des apanages, dont le sort fut définitivement réglé en 1865, furent traités à peu près équitablement, les 22 millions de serfs mâles qui étaient la propriété des nobles avaient, pour 42 % d'entre eux, reçu des parts notoirement insuffisantes.

L'émancipation des serfs se soldera par un ensemble de demi-mesures qui ne satisferont personne. Le tsar nomma à la tête de la commission de 1860 le grand-duc Constantin Nicolaïevitch, qui fit réduire les parcelles paysannes ; on n'enlèverait aux nobles qu'un tiers de leurs terres. Le grand-duc signa un statut du paysan libéré du

servage : les serfs utilisés comme domestiques seraient émancipés sans bourse déliée dans un délai de deux ans. Pour les autres, qui constituaient l'immense majorité, la question de fond était la terre. Une partie des terres seigneuriales devaient être cédées aux serfs pour qu'ils puissent assurer leur subsistance. L'étendue de ces parcelles variait selon qu'il s'agissait de terres noires, de terres non fertiles ou de steppes : il y avait seize catégories. Sous l'euphémisme d'« obligation temporaire », le serf devait racheter la terre dans un délai de vingt ans ; s'il renonçait à ce rachat, il recevait gratuitement le quart de cette parcelle, qu'on appela par dérision « la part du mendiant ». En 1881, les rachats avaient tellement traîné en longueur qu'on dut les rendre obligatoires.

Enthousiastes au début, les démocrates déchantèrent. Quant aux moujiks, ils s'estimèrent trompés parce que dans leur esprit la terre n'appartenait à personne et qu'il aurait dû y avoir une redistribution périodique en fonction de l'augmentation de la population paysanne. Ces redistributions, lorsqu'elles eurent lieu, se firent sans augmentation de la superficie totale. La réforme aboutit à une immense déception parmi les serfs libérés : d'importantes révoltes éclatèrent, suivies de répressions féroces.

Les nobles étaient furieux parce que les indemnités qu'ils reçurent n'étaient à leurs yeux pas suffisantes. Cette classe était lourdement endettée. Comme leurs serfs faisaient partie de leur patrimoine, ils pouvaient, comme n'importe quel bien, les hypothéquer. Ainsi, en 1861, 70 % des serfs étaient-ils hypothéqués. Les nobles ne pouvaient garder les terres qui leur restaient et les louaient aux paysans. Des bandes de spéculateurs apparurent qui achetaient les terres des nobles et les revendaient aux paysans. À la veille de la révolution russe, la noblesse avait ainsi perdu la moitié de des terres qui lui étaient restées après l'émancipation des serfs ¹³.

¹³ En 1907 Lénine rédigea un document intitulé « Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907 », qui ne sera publié qu'en 1917, et qui est en fait une longue monographie – plus de 200 pages – extrêmement détaillée dans laquelle il analyse les données statistiques de l'agriculture russe ; il y dresse un tableau précis de la structure de la propriété foncière et des classes sociales dans la société agraire en Russie. Ce document est très utile pour comprendre la situation de la paysannerie sous le régime tsariste. (Lénine, *Œuvres complètes*, éditions de Moscou, tome XIII, pp. 229-452.)

Les serfs n'appartenant plus aux seigneurs, le droit de police passa aux communes rurales. L'abolition du servage aboutit ainsi à une modification de l'administration locale. La justice locale passa à des tribunaux à compétence limitée, au-dessus desquels siégeaient des tribunaux de canton. Si la Russie est à la veille d'une révolution, il faut maintenant passer à l'action : « Que faire ? », demande Bakounine¹⁴. Tout le monde sait qu'on ne peut garder les choses en l'état. La Russie s'écroulera, mais ses adversaires ne doivent pas se réjouir : même séparée de la Pologne, de la Lituanie, de la Russie blanche et de la Petite-Russie, de la Finlande, des provinces baltes, de la Géorgie, il restera le peuple grand-russien fort de quarante millions, « un peuple plein de force, de sagacité, de talents, presque intact, non affaibli par l'histoire et qui, on peut le dire, n'a fait jusqu'à présent que se préparer à une vie historique ».

Dans le schéma hégélien de civilisations qui successivement s'effondrent et qui naissent, le peuple grand-russe serait donc à l'aube de son existence historique, plein de vigueur et de promesses. Ce peuple a gardé ses institutions sociales et économiques purement slaves. « Lui seul, entre tous les peuples slaves, sut garder son intégrité, ne fut pas englouti par l'Europe et prouva sa force. » L'opinion de Bakounine sur les institutions propres au peuple russe se modifiera considérablement par la suite. Dans sa période libertaire, il considérera que le *mir* ne peut conduire qu'à la stagnation.

Le peuple russe, affirme Bakounine, est dominé par un système politique qui l'écrase ; le système monarchique russe est pratiquement assimilé à une occupation étrangère subie par le peuple – Bakounine parlera des « empereurs pétersbourgeois, allemands, les Holstein-Gottorp » ; le peuple russe, par nature pacifique, soutient cependant la dynastie en place en cas de guerre parce que celle-ci permet aux Russes d'être le seul peuple slave indépendant. Bakounine ne semble pas conscient d'un paradoxe dans son raisonnement : on ne peut pas à la fois reprocher à la monarchie des « Holstein-Gottorp » (les Romanov), d'origine allemande¹⁵, d'avoir mis en place un appareil d'État d'essence germanique et se réjouir que les Russes, qualifiés de

¹⁴ « Que faire ? Où aller ? Que désirer, demander ? Mille questions surgirent, et chaque question avait mille nuances. » (« Aux Russes, Polonais, et tous les amis slaves », 2 février 1862.)

¹⁵ Rappelons que Catherine II était une princesse allemande. De fait, la famille impériale russe se trouvait liée à la plupart des familles princières allemandes.

pacifiques paysans incapables de bâtir un État, soient le seul peuple slave indépendant. L'idée qui vient immédiatement à l'esprit est que l'un explique l'autre. C'est une contradiction qui ne quittera jamais Bakounine.

Dans ce texte, Bakounine fait un saisissant portrait d'une société russe au bord de l'effondrement, dans laquelle « le mensonge est partout et en toute chose » et le bureaucrate – le *tchinovnik* – corrompt tout. « Est-il donc possible que, dans les questions soulevées maintenant par le gouvernement, questions qui concernent l'affranchissement des serfs et l'abrogation du pouvoir des seigneurs, le noble-*tchinovnik* agisse contre lui-même, c'est-à-dire contre le noble-seigneur de village » ?

La noblesse est « prédestinée à une fin inévitable » ; une minorité d'entre elle « devra fusionner avec le peuple, se perdre dans ses rangs ». Aujourd'hui la force ne repose plus dans le tsar mais dans le peuple : « la noblesse n'a, dans les tourments sociaux qui nous menacent, d'autre ancre de salut que l'abolition non seulement des privilèges nobiliaires, privilèges ridicules et absurdes, mais aussi de tous les signes et conditions extérieurs de l'existence de la noblesse, oui, même de son nom. » La majorité de la noblesse ne comprendra cela que « quand le fer de la hache brillera au soleil ».

Aucune classe en Russie – noblesse, clergé, bourgeoisie – ne peut vivre de sa propre vie. Il n'y a de vivace que le peuple. Il y a cependant une force qui n'est pas représentée par une classe à proprement parler mais qui constitue une communauté, celle des hommes de pensée et de bonne volonté appartenant à toutes les couches de la population, qui ont souvent brisé avec leurs positions de classe et qui sont prêts à se sacrifier pour l'avenir.

« Ils ont les instincts du peuple, les écoutent et vivent dans leur milieu comme mus par une seule pensée, une seule passion, une seule volonté. Leurs rangs se grossissent de tout ce qui est fort, jeune, de ce qui porte en soi le germe de l'avenir, de ce qui souffre et attend sa délivrance, de tout ce qui a une volonté, et ces nouvelles recrues sortent indifféremment des rangs

de la noblesse et des paysans, des penseurs et des *raskolniks*¹⁶. Leur arme, c'est la parole vivante¹⁷. »

Bakounine donne ainsi la composition sociale des militants de l'ensemble des partis qui s'affronteront pour le pouvoir en 1917.

Il propose un programme en trois points :

1. Estimant que toutes les tentatives de réformes venant du pouvoir sont vouées à l'échec et hâteront sa chute, il ne faut pas, dit-il, s'en mêler. Il faut au contraire former un parti national, une force réelle en dehors et contre le pouvoir officiel, avec des cercles, recruter parmi ceux qui, indépendamment de leur appartenance sociale, veulent un changement de régime, « pour savoir sur qui nous avons à compter, quand viendra le temps de l'action ». Il faut rassembler des moyens, se cotiser « pour pouvoir publier et répandre dans notre patrie le plus possible de brochures et d'autres imprimés, afin de former une masse de cercles actifs dans toute la Russie et les réunir en une seule société ». En résumé, il propose de constituer un parti politique.

2. Il faut également définir et faire connaître les objectifs de l'organisation : le pouvoir au peuple, la terre, la totalité de la terre, et la liberté. La terre doit être la propriété commune de tous.

La liberté implique celle de circuler librement, sans restrictions, de s'associer, de croire, de se réunir. Naïvement, Bakounine semble penser que les restrictions à la circulation des paysans et de la bourgeoisie empêchaient que s'établissent des passerelles entre ces deux classes et que la liberté de circulation permettra une certaine mixité sociale :

« Le monde russe n'aura alors que deux classes : la classe bourgeoise et la classe villageoise : ce ne seront pas même des choses, mais seulement des différences de population et non pas des différences pétrifiées comme à l'Occident, mais bien se confondant par la libre transmigration des villageois dans la bourgeoisie et de celle-ci dans la population rurale. »

Pourtant, en Occident la liberté de circulation existait bien, mais pas la « transmigration » entre les classes. Bakounine semble penser qu'elle serait possible en Russie...

¹⁶ Schismatiques, dissidents. Terme générique employé pour désigner les dissidents de l'Église orthodoxe établie qui voulaient conserver les formes initiales du rite byzantin. Ils étaient opposés à toute réforme de l'Église orthodoxe.

¹⁷ « Aux Russes, Polonais, et tous les amis slaves », 2 février 1862. »

Le ciment de cette organisation sera « la libre confédération des sociétés indépendantes, en commençant par la commune – cette unité politique et sociale, la pierre angulaire du monde russe, – et allant jusqu'à une administration provinciale, générale pour l'État entier, et – si vous voulez – fédérative pour tous les Slaves ».

3. Le troisième point est la solidarité avec les Slaves, et en particulier les Polonais. L'oppression de la Pologne par la Russie a des effets terribles sur le peuple russe. « Tant que nous imposons notre joug à la Pologne, il nous faut entretenir une immense armée, ruineuse pour le peuple, et qui, ayant appris en Pologne à massacrer sans pitié, devient une excellente arme pour l'oppression intestine. » L'oppression des Polonais est donc un facteur d'oppression du peuple russe lui-même. Il y a cependant une difficulté : les Polonais, tout opprimés qu'ils sont, ont des prétentions territoriales. Ils sont tournés vers un passé révolu, une grandeur évanouie : ils ont tort, dit Bakounine : « Et malheur aux peuples – de même qu'aux individus – qui contemplent trop et trop longtemps leur passé : ils affaiblissent leur présent et leur avenir. » Si l'idée que la Pologne doit être libre est maintenant largement répandue en Russie, la question qui se pose est : comment l'affranchir ? Car, dit Bakounine, « il se peut bien que les Polonais demandent trop ».

L'ancien royaume de Pologne était un « État chevaleresque et aristocratique », et démocratique dans le sens antique : la démocratie s'exerçait entre nobles. « Il suffisait donc autrefois que toute contrée où l'aristocratie et la *chliachta* étaient composées de Polonais fût supposée polonaise, à quelque nationalité que pût appartenir le peuple. C'était naturel alors, car dans ces temps-là le peuple ne comptait pour rien. » Aujourd'hui les peuples demandent l'indépendance : il n'est plus possible de concevoir une Pologne réclamant des droits historiques sur des territoires non polonais. Or les Polonais « ne se contentent pas du royaume de Pologne, ils veulent avoir des prétentions historiques à la Lithuanie, à la Russie-Blanche, en y comprenant Smolensk, à la Livonie, à la Courlande, à toute l'Ukraine, sans excepter Kiev. En un mot ils voudraient rétablir le royaume polonais dans ses anciennes limites¹⁸. »

¹⁸ Bakounine, 1862 : « Aux Russes, Polonais et tous mes amis Slaves. »

Les peuples de ces régions, qui ne sont pas indépendantes, et alors même que la Pologne non plus n'est pas indépendante, devront choisir leur destin :

« Je pense que les Polonais sont dans l'erreur quand ils annexent d'avance l'Ukraine sans consulter les Ukrainiens et se basant sur leurs droits historiques seuls. Je pense que l'Ukraine polonaise, de même que les Russiens de la Galicie et notre Petite-Russie – comptant quinze millions d'habitants qui parlent la même langue, ont la même religion, n'appartiendront ni à la Pologne, ni à la Russie, mais à eux-mêmes. Je pense que toute l'Ukraine, de même que la Russie-Blanche, – la Courlande et la Livonie – qui ne sont pas des provinces allemandes mais finno-lettonnes, la Lithuanie même seront, ainsi que la Russie, la Pologne et les nations slaves qui peuplent l'Autriche et la Turquie, des membres autonomes de la grande confédération panslaviste¹⁹. »

Bakounine soulève une question parfaitement actuelle, qui a été maintes fois posée, que Marc Ferro a traitée, celle de l'appartenance de la Russie à l'Europe²⁰. Bakounine apporte à cette question une réponse *politique*, en disant que « les limites de l'Asie sont là où commencent l'arbitraire et la violence » et que, à ce titre, l'Asie gouverne l'Empire russe : « devenons un peuple libre et véritablement russe et alors soyez sans crainte, personne n'aura la force, ni la volonté de nous repousser hors de l'Europe. »

Ainsi, l'appartenance à l'Europe n'est pas un tant un fait géographique qu'un fait politique. Cette réflexion reste aujourd'hui remarquablement actuelle.

« Une seule rivalité entre la Russie et la Pologne est maintenant permise, la rivalité de force attractive envers les populations qui vivent dans leur milieu. Elles se pencheront du côté qui prendra le dessus par sa vie intellectuelle, elles se rallieront au parti qui leur octroiera la plus large

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ « S'interroger sur l'euroanéité des Russes m'apparaît scandaleux dans la mesure où il s'agit du peuple le plus culturel de notre continent. Les auteurs russes ne cessent d'être joués sur les scènes de théâtre et je ne sache pas de pays qui connaisse mieux la littérature européenne dans sa diversité. Alors, l'Europe jusqu'où ? Non pas jusqu'à l'Oural mais jusqu'à Vladivostok, jusqu'à l'extrémité orientale de la Sibérie. » (« Conscience européenne : mythe ou réalité ? » interview de Marc Ferro pour Label France, propos recueillis par Daniel Bermond, journaliste aux revues *l'Histoire* et *Lire*.)

liberté. » « S'ils veulent enfin se séparer et vivre en Etat tout à fait indépendant, qu'ils se séparent ²¹. »

Constatant qu'il y a entre Russes et Polonais des torrents de sang, Bakounine conclut son texte en reconnaissant que ces derniers sont légitimement méfiants. Les mots, quelque chaleureux qu'ils soient, ne suffisent pas pour laver les crimes des gendarmes, des généraux, des fonctionnaires, des officiers et des soldats russes. C'est pourquoi il faut des actes, et Bakounine demande : « La Pologne nous tendra-t-elle la main au moment de l'action ? »

Dans ce premier texte publié après son évasion, il n'y a aucune place pour une évolution progressive et pacifique du système en Russie. Or les rédacteurs du *Kolokol* pensaient que pour conserver leur statut implicite d'arbitre, il convenait de garder un ton modéré dans leurs critiques. Herzen, émigré à Londres, pense que l'opposition entre le tsar et son peuple n'est pas irréductible et que les réformes d'Alexandre II sont un début : il suffirait d'en appeler à la bonne volonté du tsar pour aller plus loin. Or en Sibérie, Bakounine avait eu de la Russie une vision plus proche de la réalité. Il avait constaté lui-même, sur place, une nette évolution dans le pays : « Avec le nouveau règne est née une vie nouvelle dans tout l'Empire, et la Russie dans son ensemble a tressailli et répondu à l'appel en faveur de la rénovation ; partout a résonné la parole vivante et s'est éveillée l'initiative civique », écrit-il de Sibérie ²².

« Sans parler des comités sur la question paysanne appelés à édifier un monument d'une grandeur sans pareille en vue de la grandiose Libération d'un grand peuple, combien d'autres entreprises importantes ont vu le jour en Russie ces dernières années : banques dans les villes et villages ayant pour but de promouvoir le crédit et les moyens propres à assurer l'épanouissement économique, sociétés littéraires et savantes, sociétés pour la propagation de l'instruction, écoles spéciales, commerciales, agricoles, artisanales, gymnases de filles et avant tout écoles populaires gratuites du dimanche et des jours de semaine. La Russie semblait avoir senti que son principal défaut était le manque d'instruction et qu'elle avait besoin de lumière, de beaucoup de lumière et de savoir pour exécuter la digne mission que lui a imposée l'histoire et la puissance intérieure de l'esprit national. »

²¹ « Aux Russes, Polonais, et tous les amis slaves », 2 février 1862.

²² « Amur, quelques mots sur la vie sociale d'Irkutsk », 11 avril 1861, Irkutsk.

Bakounine connaissait beaucoup mieux que Herzen la situation intérieure de la Russie. Exilé depuis de nombreuses années, son ami de Londres était coupé de la réalité russe. Les quatre années que Bakounine passées en Sibérie lui permirent de constater les évolutions importantes qui marquaient le pays, mais il voyait aussi parfaitement les limites des réformes entreprises. Il pouvait surtout constater à quel point les bonnes intentions affichées, confrontées à la réalité du terrain, étaient dévoyées. La société russe avait atteint un seuil qui rendait toute réforme interne impossible. Les faits lui donneront raison cinquante ans plus tard. Les conseils de modération de Herzen contribuèrent sans doute, un temps, à réfréner ses ardeurs révolutionnaires et son esprit critique. On parlait beaucoup d'États généraux (*Zemsky-Sobor*), de *Douma* nationale (assemblée nationale). Une délégation de la noblesse de Tver, dont faisaient partie deux frères de Bakounine, avait même présenté une supplique à l'empereur pour demander une Constitution.

Campagnes de calomnies

Lorsque sont évoquées les profondes divergences entre Bakounine et Marx, il est en général fait référence à celles qui les opposaient au sein de l'Association internationale des travailleurs sur les questions de stratégie et d'organisation du mouvement ouvrier. Or il existe une autre divergence, antérieure de vingt ans à celle-là, et sans doute bien plus profonde, sur la question slave. En 1848 Bakounine avait rédigé un « Appel aux Slaves » dans lequel il déclarait en substance ceci :

1. Il faut profiter de la vague révolutionnaire pour inciter les peuples slaves asservis à l'ouest par les Allemands, à l'est par les Russes, à revendiquer leur indépendance nationale. Bakounine est certes conscient que les différentes nationalités slaves sont parcourues de contradictions, aussi va-t-il les inciter à surmonter leurs divergences dans leur intérêt commun.

2. Les Slaves doivent soutenir les Allemands dans leur lutte pour la démocratie, comme les Allemands doivent soutenir les Slaves dans leur lutte pour l'indépendance.

3. La solution de la question nationale doit être subordonnée à la question sociale.

Lors de l'intense activité qu'il avait menée en 1848-1849 en Allemagne et en Bohême, Bakounine avait un temps espéré que le Parle-

ment de Francfort²³ tendrait la main aux Slaves d'Europe centrale pour former une alliance avec les Allemands contre le despotisme. Il se rendit vite compte qu'il n'en serait rien. Les Allemands n'entendaient aucunement faire de concessions et comptaient maintenir sur les territoires slaves annexés par l'Allemagne au cours de l'histoire le même contrôle : l'unité nationale allemande signifiait le maintien des nationalités opprimées dans leur situation antérieure. Marx et Engels ne pensaient pas autrement : ils étaient catégoriquement opposés à toute idée d'alliance entre les démocrates slaves et allemands, et donc au projet de Bakounine. Leur projet politique à l'époque était l'unité allemande, sans concessions territoriales aux Slaves, en particulier aux Tchèques. Ôter la Bohême à l'Allemagne n'était pas concevable, selon Engels :

« Et cette "nation" inexistante au point de vue historique exige l'indépendance ? (...) Il est inadmissible de donner l'indépendance aux Tchèques, car alors l'Est de l'Allemagne aurait l'apparence d'une miché de pain rongée par les rats²⁴. »

Ces propos se trouvent dans « Le Panslavisme démocratique », l'article hystérique qu'Engels écrit en réponse à l'« Appel aux Slaves » de Bakounine. Marx et Engels avaient « découvert » deux ans plus tôt le « matérialisme historique »²⁵, dont les principes sont sommairement développés dans *l'Idéologie allemande* – un texte qui ne fut publié qu'après la mort des deux hommes, en 1932. Les thèses qui y sont développées, ainsi que celles contenues dans le *Manifeste communiste* publié quelques semaines avant la révolution de 1848, se trouveront confrontées à des « travaux pratiques », sur le terrain. La bourgeoisie développe les forces productives et accomplit une fonction historique progressive. Elle détruit les particularismes locaux par l'extension de la sphère du marché. Les nations qui ne sont pas capables de s'adapter sont rejetées en dehors du cercle des « nations historiques ». Ce principe, appliqué à l'Europe centrale, implique que

²³ L'Assemblée nationale constituante allemande ou Parlement de Francfort, avait été instituée en Allemagne en 1848 après la révolution de Mars et tenta d'unifier le pays de manière démocratique. Le Parlement siégea du 18 mai 1848 au 31 mai 1849. C'était la première tentative d'unification politique de l'Allemagne. Le Parlement n'avait aucun pouvoir et la révolution fut écrasée.

²⁴ *Neue Rheinische Zeitung*, « Le Panslavisme démocratique », janvier-février 1848.

²⁵ Nous mettons cette expression entre guillemets car elle n'est jamais employée par Marx.

les nations slaves ont intérêt à se laisser germaniser. Ce principe s'applique à toute situation où une nation connaissant un faible développement des forces productives se laisse absorber : ainsi, Engels demande-t-il dans « Le Panslavisme démocratique » : « ...est-ce un malheur que la splendide Californie soit arrachée aux Mexicains paresseux qui ne savaient qu'en faire ? » A la même époque, Marx et Engels se féliciteront de l'occupation de l'Algérie par les Français, de l'Inde par les Anglais.

Par une sorte de crispation nationalitaire qui les pousse à abandonner toute vision fondée sur la légitimité des revendications des Slaves d'Europe centrale, Marx et Engels ne semblent pouvoir raisonner qu'en termes de *Realpolitik*. Tout ce qui concourt à la réalisation de l'unité allemande est déclaré « révolutionnaire » ; tout ce qui y fait obstacle est « réactionnaire ». Engels en vient même à inventer le concept de « peuple réactionnaire ». Il n'est donc pas concevable que les démocrates allemands puissent envisager des alliances avec les démocrates tchèques, comme le propose alors Bakounine. Celui-ci dira trois ans plus tard :

« Le Parlement de Francfort, sorti lui-même d'une révolte, basé sur la révolte et n'existant que par elle, se mit aussitôt à traiter de rebelles les Italiens et les Polonais, à les considérer comme des adversaires criminels et séditieux de la grandeur et de la toute-puissance allemandes ! La guerre allemande pour le Schleswig-Holstein, "parent par le sang et enlacé par la mer", était qualifiée de guerre sainte ²⁶. »

Le fond de l'argumentation de Marx et Engels s'affinera avec le temps, mais il repose sur deux points, essentiellement :

♦ La civilisation allemande représente un progrès historique pour les Slaves, qui ont par conséquent intérêt à se laisser germaniser.

♦ La Russie est le principal obstacle à l'unification de l'Allemagne et le principal danger pour la démocratie en Europe. Il faut donc lui faire une « guerre démocratique » dans l'esprit de la « levée en masse » de 1792 en France.

Bien que peu enclin à minimiser les effets de la politique extérieure russe, Bakounine ne peut accepter l'analyse de Marx, qui lui paraît trop simpliste. Une guerre contre la Russie conduirait inévitablement

²⁶ Confession, 1851.

l'écrasante majorité du peuple russe, pourtant opprimé, à soutenir le pouvoir en place. L'effet « levée en masse » se retournerait contre les Allemands.

Pour réduire l'influence de Bakounine, Marx va donc employer tous les moyens en son pouvoir, au premier chef desquels se trouve la calomnie. Celle-ci, commencée à Paris en 1848, va s'acharner contre lui toute sa vie. Traître, mouchard et agent du tsar en 1848-1849, Bakounine sera ensuite accusé, contre toute vérité, d'être un « panslaviste » dans la période où il sera militant de l'Internationale.

Marx, dit Bakounine, « fut le premier à publier une correspondance de Paris dans laquelle on me reprochait d'avoir fait périr beaucoup de Polonais par mes dénonciations. Et comme la *Rheinische Zeitung* constituait la lecture favorite des démocrates allemands, tout le monde, partout et cette fois-ci à haute voix, se mit soudain à parler de ma prétendue trahison ».

Bakounine fait ici référence à l'« affaire George Sand ». Peu après sa participation à l'insurrection de Prague, paraît le 6 juillet 1848 dans *La Nouvelle Gazette rhénane*, dirigée par Marx, un texte affirmant que « George Sand est en possession de papiers et de documents qui compromettent gravement M. Bakounine, le Russe proscrit de France, et établissent qu'il est un instrument de la Russie ou un agent nouvellement entré à son service, et qu'il faut le rendre responsable en grande partie de l'arrestation des malheureux Polonais, qui a été opérée dernièrement. Nous n'avons ici aucune objection à opposer à l'établissement d'un empire slave, mais ce n'est pas en trahissant les patriotes polonais que l'on arrivera jamais à ce résultat. » L'article affirme même que « George Sand a montré ces papiers à quelques-uns de ses amis ».

L'accusation d'être un « panslave », émanant de Marx et de son entourage, affectera Bakounine toute sa vie. Car en 1848 il n'était pas possible d'ignorer qu'il était un adversaire déterminé de l'empire des tsars, et que son projet politique concernant les Slaves d'Europe centrale consistait à bâtir une république démocratique et fédérative. C'est donc en parfaite connaissance de cause que l'accusation de panslavisme, c'est-à-dire de partisan d'un monde slave satellisé autour de l'empire russe, était proférée, pour déconsidérer Bakounine auprès de l'opinion slave.

Bakounine demanda à George Sand de justifier ces accusations. Elle répondit qu'elle n'était en rien responsable de cette « infâme et ridicule calomnie », et ajouta : « L'article de *La Nouvelle Gazette rhénane*, auquel je donne le plus formel démenti, est une invention gratuite, odieuse, et dont je me trouve personnellement blessée. » Et elle ajoute : « Je suis tentée de vous gronder pour avoir douté un instant de moi en cette circonstance ».

Le journal publia un démenti de l'écrivain précédé d'une note gênée de la rédaction affirmant qu'elle avait eu connaissance de ce « bruit » par deux correspondants différents et qu'elle n'avait fait que son devoir de publiciste. Hypocritement, la rédaction essaie de se donner le beau rôle en disant qu'en publiant ce « bruit » elle a donné à Bakounine... « l'occasion de dissiper ce soupçon, qui a véritablement existé à Paris dans certains cercles » ! Marx expliqua de façon peu convaincante qu'il était absent au moment de la publication de l'article. On a là une application exemplaire du principe : « calomniez, il en restera toujours quelque chose » : en effet, Bakounine dut longtemps subir les conséquences de cette diffamation. Cette affaire, dira-t-il plus tard dans sa « Confession », « me tombant tout d'un coup comme un pavé sur la tête au moment même où j'étais en pleine organisation révolutionnaire, paralysa complètement mon action pendant quelques semaines. Tous mes amis allemands et slaves s'éloignèrent de moi. »

Ces calomnies ne méritent d'être mentionnées que parce que leurs répercussions dans les milieux démocratiques entravèrent de façon considérable et déterminante l'activité de Bakounine pendant la révolution. C'était d'ailleurs le but recherché. Les calomnies ne cesseront pas après l'arrestation de Bakounine, le 9 mai 1849 ; au contraire, elles s'amplifieront, mais il n'en aura connaissance qu'après son évasion, en 1861.

Un ami de Marx, David Urquhart, éditeur, affirma dans *The Free Press* en août 1853 que le révolutionnaire russe avait été reçu par le tsar à bras ouverts, qu'il n'était pas en prison et qu'il fêtait sa trahison en buvant du champagne en compagnie de femmes galantes. Ces déclarations suscitérent l'indignation de Mazzini et de Herzen. Marx émit lui aussi une protestation. On sait que les conditions de détention de Bakounine étaient effroyables : il passa des mois enchaîné à un mur, il attrapa le scorbut et perdit presque toutes ses dents.

Franz Mehring, le biographe de Marx, présente les choses autrement. Ce serait « un partisan d'Urquhart complètement idiot » qui

aurait repris dans *The Morning Advertiser* l'accusation contre Bakounine. Mehring affirme que « par une coïncidence malheureuse, le détracteur de Bakounine se nommait également Marx » mais il « se refusa toujours obstinément à lever l'ambiguïté publiquement ». Herzen, « ce révolutionnaire de pacotille, exploita cette homonymie pour ourdir une basse intrigue ». Lorsque Bakounine arriva à Londres après son évasion, « Herzen lui fit croire que Marx l'avait dénoncé dans la presse anglaise comme espion russe. Ce fut là la première d'une série de médisances qui devaient tant nuire aux relations entre Marx et Bakounine. » En somme, Bakounine est l'objet de calomnies ignobles mais c'est Marx la victime...

Bakounine commenta plus tard :

« Lorsqu'en 1861, ayant heureusement réussi à m'échapper de Sibérie, je vins à Londres, la première chose que j'entendis de la bouche de Herzen fut celle-ci : Ils avaient profité de mon absence forcée pendant douze années (de 1849 à 1861, dont j'avais passé huit ans dans différentes forteresses saxonnes, autrichiennes et russes, et quatre ans en Sibérie) pour me calomnier de la manière la plus odieuse, racontant à qui voulait l'entendre que je n'étais pas du tout emprisonné, mais que jouissant d'une pleine liberté et comblé de tous les biens terrestres, j'étais au contraire le favori de l'Empereur Nicolas ; et que mon ancien ami l'illustre démocrate polonais, Worzel, mort à Londres vers 1860, et lui, Herzen, eurent toutes les peines du monde pour me défendre contre ces sales et calomnieux mensonges. Je ne leur cherchai pas querelle pour toutes ces aménités allemandes ; mais je m'abstins d'aller les voir, voilà tout ²⁷. »

Urquhart était un personnage curieux. C'était un diplomate spécialiste des affaires russes, qui haïssait férocelement les Russes et vouait aux Turcs une admiration sans bornes. Il partageait avec Marx la russophobie et l'opposition au ministre britannique Palmerston – c'était d'ailleurs là leurs seuls points d'accord. Marx collabora aux journaux d'Urquhart et autorisa *The Free Press* à publier, sous forme de tracts, plusieurs de ses articles parus dans le *New York Daily Tribune*. « Ces pamphlets anti-Palmerston eurent des tirages atteignant jusqu'à 15 000

²⁷ Bakounine, *L'Empire knouto-germanique*, 1871.

ou 30 000 exemplaires et connurent un grand retentissement », écrit Franz Mehring dans sa biographie de Marx ²⁸.

En mars 1862, Urquhart remet ça : un article anonyme dans *The Free Press* affirme de nouveau que Bakounine est un agent du gouvernement russe, qu'il ne s'est en réalité pas évadé mais qu'il a été libéré afin de susciter des troubles en Europe. Bakounine somme l'auteur anonyme de se faire connaître. *The Working Man*, le journal des ouvriers, publia aussitôt un article dans les colonnes pour saluer le retour de Bakounine.

« On n'a pas la preuve de la responsabilité de Marx », écrit Madeleine Grawitz : « On peut seulement constater qu'il ne s'opposa pas plus énergiquement cette fois que les précédentes aux calomnies de ses amis » ²⁹.

« À peine arrivé à Londres, je fus salué par une série d'articles dans un petit journal anglais, écrits ou inspirés évidemment par mes chers et nobles amis, les chefs du communisme allemand, mais ne portant aucune signature. Dans ces articles on osa dire, “que je n'avais pu m'enfuir qu'avec l'aide du gouvernement russe qui, en me créant la position d'un émigré et d'un martyr de la liberté – titre que j'ai toujours détesté, parce que j'abhorre les phrases – m'avait rendu plus capable encore de lui rendre des services, c'est à dire de faire le métier d'espion pour son compte. Lorsque je déclarai dans un autre journal anglais à l'auteur anonyme de ces articles, qu'à de pareilles infamies on répond non la plume à la main, mais avec la main sans plume, il s'excusa, en prétendant qu'il n'avait jamais voulu dire que je fusse un espion salarié, mais que j'étais un patriote de l'Empire de toutes les Russies, tellement dévoué que “j'avais encouru volontairement toutes les tortures de la prison et de la Sibérie, pour pouvoir mieux servir plus tard la politique de cet Empire”. À de pareilles inepties, il n'y avait évidemment rien à répondre. Ce fut aussi l'avis du grand patriote italien Giuseppe Mazzini et celui de mes compatriotes, Ogaref et Herzen. Pour me consoler, Mazzini et Herzen me dirent qu'ils avaient été attaqués à peu près de la même manière et fort probablement par les mêmes gens et qu'à toutes les attaques semblables, ils n'ont jamais opposé que leur silence méprisant ³⁰. »

²⁸ K. Marx, *The Story of the Life of Lord Palmerston*, publié d'abord en 1853 dans le *New York Tribune* et en Angleterre dans the *People's Paper*. Les tracts (*flysheets*) furent publiés en 1854 sous le titre *Palmerston and Russia* dans le *Glasgow Sentinel* et par E. Tucker à Londres. Le texte a été réédité en 1899 par Eleanor Marx.

²⁹ Michel Bakounine, Plon, p. 238.

³⁰ *L'Empire knouto-germanique*.

En 1863, ça recommence :

« En décembre 1863, lorsque je traversai la France et la Suisse pour me rendre en Italie, un petit journal de Bâle, je ne sais plus lequel, publia un article dans lequel il prémunissait contre moi tous les émigrés polonais, prétendant que j'avais entraîné dans l'abîme beaucoup de leurs compatriotes, tout en sauvant toujours du désastre ma propre personne. Depuis 1863 jusqu'en 1867, pendant tout mon séjour en Italie, je fus continuellement injurié et calomnié par beaucoup de journaux allemands. Très peu de ces articles parvinrent à ma connaissance – en Italie on lit peu les journaux allemands. J'appris seulement qu'on continuait de m'accabler de calomnies et d'injures, et je finis par m'en soucier aussi peu que je me soucie, soit dit par parenthèse, des invectives de la presse russe contre moi ³¹. »

Bien entendu, Bakounine n'est pas du tout indifférent à ces calomnies. Pour lui, il n'y a pas de doute : les inspirateurs des attaques dont il fut la victime étaient les communistes allemands.

Il écrit en 1872 :

« Ce sont toujours mes bons vieux amis, les chefs des communistes allemands, législateurs de la société à venir et qui, restant eux mêmes enveloppés par les brumes de Londres, comme Moïse l'était par les nuages du Sinaï, ont lancé contre moi, comme une meute de roquets, une foule de petits Juifs allemands et russes ³², tous plus imbéciles et plus sales les uns que les autres ³³. »

³¹ Lettre au rédacteur du *Réveil*.

³² L'antisémitisme de Bakounine est directement lié aux campagnes de calomnies dont il a été l'objet après le congrès de Bâle de l'AIT en 1869. Avant cette date, il ne songe aucunement à lier les attaques dont il est la victime aux Juifs. C'est donc un phénomène tardif qu'il conviendrait d'expliquer. En effet, l'examen de ses écrits montre qu'il n'y a aucune allusion antisémite antérieurement à cette date. Ce n'est qu'après 1869 que Bakounine attribue la campagne de calomnies dont il est l'objet aux communistes allemands et aux Juifs. Toutes, cependant, s'en prennent à son « panslavisme » supposé.

L'argumentaire antisémite de Bakounine est d'une absence totale d'originalité mais reste cependant fidèle à son explication culturelle et linguistique des caractères propres à chaque peuple : l'oppression subie par les Juifs a façonné leur histoire et modelé leurs comportements collectifs. Les juifs constituent une « formidable puissance », dira Bakounine en 1872 : argument usuel de l'antisémitisme. Or la « solution » de Bakounine à la « question juive » est surprenante, et finalement conforme à la nature du personnage : « Cette puissance a été créée par plus de vingt-cinq siècles de

En effet, c'est dans la presse social-démocrate allemande qu'on a pu lire les accusations les plus fantaisistes.

« Ils ont osé imprimer dans un journal, d'ailleurs très honnête, très sérieux, mais qui dans cette occasion a trahi son caractère honnête et sérieux, en se faisant l'organe d'une vilaine et sottie diffamation, dans le *Volksstaat*, que Herzen et moi, nous avons été tous les deux des agents panslavistes, et que nous recevions de larges sommes d'argent d'un Comité panslaviste de Moscou, institué par le gouvernement russe. Herzen était un millionnaire ; quant à moi, tous mes amis, toutes mes bonnes connaissances, et le nombre en est assez grand, savent fort bien que je passe ma vie dans une très rude pauvreté. La calomnie est trop ignoble, trop bête, je passe outre³⁴. » Les divergences entre Marx-Engels et Bakounine sur la question slave remontent à loin, à la révolution de 1848. Elles demeureront plus tard sous-jacentes à leurs divergences en matière de stratégie et d'organisation dans l'Association internationale des travailleurs, mais se transféreront vers le débat sur le rôle respectif de l'Allemagne et de la Russie comme principal foyer de la réaction en Europe.

La Cause du peuple

Dans les appels, proclamations et textes d'analyse de Bakounine de l'époque, on peut souvent lire le mot *zemstvo*.

Le statut de 1864 créera les *zemstvo*, qui sont des assemblées de district auxquelles se superposent des assemblées de gouvernement. Ils sont désignés par des électeurs censitaires répartis en trois classes : les propriétaires, les citoyens, les paysans. L'existence des paysans, totalement ignorants, était dans ces assemblées symbolique, mais comme aucune des catégories représentées n'avait la majorité, les *zemstvos* restaient subordonnés à l'administration. Néanmoins, ils jouèrent un certain rôle économique et social en créant des écoles, des dispensaires, développant la vie locale.

persécutions, la liberté la plus large seule pourra la dissoudre. » (« Aux compagnons de la Fédération des sections internationales du Jura », février-mars 1872.)

L'antisémitisme de Bakounine, tardif, a été vertement condamné par son entourage. En revanche, chez Marx il est un phénomène permanent, attesté dans les allusions antisémites répétées qu'on trouve dans sa correspondance.

³³ *L'Empire knouto-germanique*, Suite. Dieu et l'État, Œuvres, Champ libre, 1872.

³⁴ *Ibid.*

Bakounine reprendra l'idée du *zemstvo*, de manière quelque peu idéalisée, comme organe d'auto-administration. « Sur les ruines de l'État de Pierre le Grand, dit-il, ne peut exister que la Russie du *Zemstvo*, le peuple vivant. Il fallait déblayer la place pour le peuple. » Est-ce une préfiguration du soviét ³⁵ ?

« Pour assurer l'issue pacifique de la crise actuelle, imminente, il n'y a qu'un seul moyen : l'*Assemblée populaire du zemstvo et dans son sein la solution de la cause populaire du zemstvo*. C'est l'unique moyen de sauvetage que le tsar tient entre les mains. Mais il ne veut pas l'employer. Donc, il veut le sang ³⁶. »

Bakounine est au fond absolument sceptique sur la capacité du tsar à mener des réformes, si tant est qu'il en ait réellement la volonté : c'est que l'appareil d'État, la bureaucratie, toute la société russe ont une formidable force d'inertie. Il dira, peu après avoir rédigé son texte « Romanov, Pugacev ou Pestel ? » que ceux qui croient aux réformes « ont oublié que le principal vice de notre gouvernement, vice qui le ronge et lui creuse l'abîme, c'est l'absence totale de la vérité, c'est le mensonge qui est partout et en toute chose, et ils ne pensent pas qu'un mensonge si général et radical ne peut pas exister seulement à la surface, mais doit avoir poussé ses racines dans le fond même, dans l'origine du système gouvernemental ³⁷. »

Mais pour l'instant, le révolutionnaire russe se plie, sur la forme, à la position de ses amis Herzen et Ogarev qui pensent plus utile de s'adresser au tsar. C'est dans cet esprit que Bakounine rédigea « La Cause du peuple. Romanof, Pougatchev ou Pestel ? » (juin-juillet 1862), dans lequel il expose à Alexandre II les conditions qui pourraient accroître sa grandeur. La dynastie pourrait « élever la maison du tsar à une hauteur de puissance et de gloire qu'elle n'avait pas connue jusqu'à présent » : au lieu de cela, elle cherche le salut « en interrompant et non en encourageant la vie ».

³⁵ « Nous voulons l'auto-administration populaire, de la commune, du canton, du district, régionale et enfin du gouvernement, avec le tsar ou sans le tsar, peu importe et comme le voudra le peuple. Mais qu'il n'y ait plus de fonctionnaires en Russie et que la centralisation bureaucratique soit remplacée par la libre fédération régionale. » (« La cause du peuple. Romanov, Pugacev ou Pestel ? »)

³⁶ « La cause du peuple. Romanov, Pugacev ou Pestel ? » Londres, juin-juillet 1862.

³⁷ « Aux Russes, Polonais, et tous les amis slaves », Londres, 2 février 1862.

« Rarement un rôle aussi grandiose, aussi bénéfique n'a échoué en partage à la maison du tsar. Alexandre II aurait pu si facilement devenir l'idole du peuple, le premier tsar russe du *zemstvo*, capable d'assurer la prospérité de son peuple non pas par la peur ni par l'ignoble violence, mais par l'amour, par la liberté. En s'appuyant sur ce peuple, il aurait pu devenir le sauveur et le chef de tout le monde slave. »

Alexandre II aurait dû libérer la Pologne « avec tous ceux qui voulaient être la Pologne ». Il aurait dû sentir que l'édifice de l'oppression ne pouvait plus durer.

Dans « La cause du peuple. Romanov, Pugacev ou Pestel ? » Bakounine écrit que par le décret du 19 février 1861 émancipant les serfs, « Alexandre II était le tsar le plus grand, le plus aimé, le plus puissant qui eût jamais régné en Russie ». Mais il comprenait si mal son peuple, « il était à ce point Allemand que ce même jour, le jour le plus solennel d'entre les jours solennels de l'histoire russe, il s'est caché dans son palais et s'est entouré de gardes dans la crainte d'une révolte populaire ». Ensuite, les choses ont mal tourné : le tsar déclara au peuple avide de terre qu'il n'y aurait pas d'autre liberté ; il fit tirer sur des paysans innocents dans différents gouvernements ; il fit arrêter des nobles qui demandent une constitution. Il commit tellement d'erreurs que Bakounine le définit comme « le principal révolutionnaire de Russie »...

« Si nous désespérons d'une issue pacifique, ce n'est pas parce qu'il est trop tard, mais parce que nous avons désespéré en fin de compte de la capacité d'Aleksandr Nikolaevitch de comprendre quel est l'unique chemin sur lequel il peut se sauver lui-même et sauver la Russie. »

Il suffirait pour cela qu'il prenne la tête du mouvement de réformes. En somme Bakounine demande à Alexandre II de devenir le tsar du peuple et de se séparer de la classe dirigeante. Mais au contraire de Herzen, qui croit vraiment à l'utilité d'adresser des suppliques au tsar, Bakounine dans son texte ne propose à celui-ci, sous le couvert de monarchie constitutionnelle, rien d'autre que son suicide politique : la démarche de Bakounine n'a qu'un objectif de propagande : suppression de la noblesse, « auto-administration totale » du peuple.

Le titre même de la brochure envisage trois évolutions possibles de la politique du pouvoir en place :

- Romanov, c'est le maintien de la politique autocratique ;

• Pougatchev était un chef bande mi-paysan mi-révolutionnaire dont les bandes résistèrent farouchement aux troupes de l'impératrice Catherine, et qui fit trembler tous les possédants en Russie. Il symbolise une révolution paysanne impitoyable, féroce, dont le souvenir faisait encore trembler la noblesse. La seule solution pour éviter cette éventualité est que le tsar adopte le programme de Pestel³⁸.

• Pestel était un authentique chef révolutionnaire, éclairé, qui avait un programme politique et qui réclamait des réformes de fond. C'était aux yeux de Bakounine un homme « d'un génie incontestable » : il « entrevit le premier la nécessité d'une révolution sociale et économique en Russie », il pressentit la dissolution de l'empire russe et une confédération libre des nations slaves ».

Que préfère Bakounine ? « Disons la vérité ; nous suivrions plus volontiers Romanov, si Romanov pouvait et voulait se transformer de tsar pétersbourgeois en tsar du zemstvo. »

« Nous le suivrions encore parce que lui *seul* peut accomplir, achever la grande révolution pacifique sans répandre une seule goutte de sang russe ou slave. Les révolutions sanglantes, grâce à la stupidité humaine, deviennent parfois nécessaires, mais elles sont malgré tout un mal, un grand mal et un gros malheur, non seulement sur le plan de leurs victimes, mais aussi sur le plan de la pureté et de l'ampleur avec lesquelles elles touchent le but pour lequel elles se réalisent. Nous l'avons vu pour la Révolution française. »

Et Bakounine ajoute : « Notre position vis-à-vis de Romanov est claire. Nous ne sommes pas ses amis et nous ne sommes pas ses ennemis, nous sommes les amis de la cause populaire russe, de la cause slave. Si le tsar est à sa tête, nous sommes derrière lui. Mais quand il marchera contre elle, nous serons ses ennemis. » Les mots soulignés par nous suggèrent que Bakounine ne se fait pas d'illusion sur le fait que le tsar marchera inévitablement contre la « cause populaire russe ».

Après ce texte, Bakounine sera d'autant moins disposé à s'adresser au tsar que celui-ci fit arrêter ses deux frères, qui faisaient partie de la

³⁸ *Pavel Ivanovitch Pestel* (1793-1826), issu d'une famille noble, officier, conspira en faveur d'une république, pour l'émancipation paysanne. Il participe au soulèvement des Décembristes en 1825, lors de l'avènement de Nicolas I^{er}, réclamant une république unitaire, centraliste, égalitaire et une profonde réforme agraire avec la distribution gratuite des terres aux paysans. Il sera pendu le 13 décembre 1825. Ryleieff, poète et homme d'action, fit partie de la conspiration.

délégation de nobles de Tver venue demander une Constitution. À ce sujet, Bakounine écrit à sa belle-sœur, la femme de Paul, que l'arrestation de ses deux frères a suscité en lui « une douloureuse inquiétude, une inquiétude impuissante qui ne peut venir en aide, mais en même temps un sentiment de fierté, voire même de joie attristée. Honneur et gloire à eux ». Ils se sont montrés comme les « défenseurs dévoués d'un droit incontestable et sublime en même temps que de la raison politique ». C'est, dit-il encore, « uniquement par l'autosuppression de la noblesse que pourra être assuré un vaste et tranquille épanouissement de la liberté russe. » Pour se sauver, le régime en place à Pétersbourg, les autorités auraient « besoin de changer de nature, pour cela elles ne possèdent ni assez de raison, ni assez de volonté et de réserves de forces vives ³⁹ ».

Il n'est pas certain que cette lettre ait rassuré la jeune épouse.

L'exemple polonais

Au mois d'août 1862, le *Kolokol* publie un curieux texte, « Aux frères slaves de la part de la société panslave ». Y est ébauchée, en même temps que l'idée d'une fédération des Slaves, l'idée d'une sorte d'association internationale des peuples. Il n'est pas certain que ce texte d'une page soit de Bakounine. En effet, il contient neuf fois le mot « tribu », s'appliquant aux peuples, fait qui est tout à fait inhabituel chez le révolutionnaire russe. Il faut dépasser les « malentendus » qui ont déchiré nos « tribus » et constituer une fédération slave qui seule peut résoudre des problèmes qui, autrement, deviendront insolubles. Il faut donc constituer une grande « alliance » dans laquelle les peuples jouiraient de droits égaux « sur le plan de l'originalité et de l'indépendance », respectant les particularités nationales. Pourtant, on y trouve des thèmes qui seront récurrents dans la politique bakouninienne :

« La représentation égale en droit des régions dans le rassemblement général de l'alliance ; la liberté et l'égalité identiques devant la loi de tous les membres de l'alliance dans chacune de ses régions, sans distinction de croyance, d'origine et de langue ; l'absence de confession officielle dominante ; l'abolition totale des différences d'état ⁴⁰ ; la pleine liberté de

³⁹ Lettre à sa belle-sœur Natal'ja Semenovna Bakunina-Korsakova, 15 avril 1862.

⁴⁰ Il faut entendre ce mot dans le sens de classe ou catégorie sociale, comme dans « tiers état », c'est-à-dire tout ce qui n'était pas aristocratie ou noblesse.

pensée et de parole ; l'unité des principes dans la multiplicité des formes de gouvernement et de législation populaires ; les monnaies, les poids, les mesures uniques, la liberté de commerce et de relations ; l'unification des forces militaires et du pouvoir de liaison susceptibles de préserver l'intégrité de l'alliance volontaire contre les ennemis extérieurs et intérieurs. »

Certes, la mise en œuvre de ce plan demandera à tous de lourds sacrifices, mais, est-il affirmé, c'est la condition du développement indépendant de la force de notre « tribu » et de notre liberté commune. Sont appelés à participer à cette œuvre grandiose d'« auto-développement de leurs peuples » les autres « tribus » : celles que le destin a lié aux Slaves : Lettons, Roumains, Hongrois, Turcs et Finnois, mais aussi les peuples des autres « tribus » qui ont connu « d'autres destinées historiques », ceux qui ont « devancé les Slaves sur la voie de la liberté civique et du développement historique ».

Le tsar Alexandre II avait commencé son règne avec de grands projets de réformes, qui se heurtaient à une obstruction systématique de toutes les couches dont elles lésaient les intérêts, à commencer par les grands propriétaires ; aussi furent-elles largement sabotées dans leur mise en application.

« Ai-je besoin de raconter ce qui est arrivé depuis ? – Ce furent d'abord d'insignifiants essais de réformes, enfants misérables, mal conçus et mort-nés de la fausse et impuissante bienveillance impériale, de petits changements avec un grand bruit de paroles pour tromper l'opinion publique de l'Europe ⁴¹. »

Les réformes entreprises par Alexandre II en Russie suscitaient des espoirs en Pologne, mais à des degrés divers. Le pays était divisé en un courant aristocratique, la *chliachta*, composé de gros propriétaires fonciers qui s'accordaient bien de l'occupation russe ⁴², et un courant plus populaire sous la direction d'un comité central national qui était opposé à la fois aux grands propriétaires et aux Russes et qui recherchait l'appui des démocrates européens. Bakounine, qui était alors à Londres avec Herzen et Ogarev, maintenait le contact avec les délégués des

⁴¹ Bakounine, « Lettre sur la Russie », mai 1863, paru dans *Kolokol*, 15 septembre 1863, n° 27, Londres et dans *Aftonbladet*, Stockholm en mai 1863.

⁴² Lorsque la princesse Caroline Radziwill épousa le prince Ludwig Adolf Friedrich de Sayn-Wittgenstein, ce dernier entra en possession du plus grand domaine privé d'Europe centrale : 12 000 km² (*kilomètres carrés*) de champs, de forêts, de villages et de villes en Lituanie polonaise.

deux parties. En août 1862, il se rend à Paris où il rencontre le général polonais Mieroslawski⁴³. C'était un vieux combattant qui s'était battu dans les légions de Garibaldi. D'opinions avancées, il réclamait cependant le rétablissement de la Pologne dans ses frontières historiques. En outre, il se réclamait seul représentant de la Pologne, alors que Bakounine ne voulait pas couper le contact avec le comité central polonais, qui représentait ceux qui se battaient en Pologne même – une variante de l'éternel conflit de prépondérance entre l'exil et l'intérieur. De retour à Londres, Bakounine reçut des délégués polonais qui remirent une lettre du comité central proposant une alliance entre démocrates polonais et russes pour libérer la Pologne. Herzen, qui dirigeait la revue *Kolokol*, hésitait à s'engager. Une entrevue eut lieu entre Bakounine, Ogarev, Herzen et les délégués des comités de Varsovie. Herzen, réticent et un peu froid, informa néanmoins les Polonais qu'il comptait publier un appel demandant aux officiers russes de ne pas prendre les armes contre la Pologne. Les Polonais, à leur tour, lurent une lettre qu'ils souhaitaient publier. Cette lettre insistait surtout sur les revendications territoriales des Polonais ; elle avait un tour trop nationaliste et n'évoquait pas la question du servage et de la propriété foncière.

Il s'ensuivit une véritable négociation de marchands de tapis.

Bakounine et Herzen avaient des préoccupations divergentes dans l'affaire. Pour Bakounine, le simple fait qu'il puisse y avoir un accord entre les Polonais et les Russes était un progrès, quel que puisse être le contenu des revendications polonaises : dans son esprit, ces questions se résoudraient sur le terrain par la logique des faits. Il fallait donc qu'apparaisse publiquement un accord. Bakounine passait d'un groupe à l'autre pour tenter de trouver une voie médiane ; à ses yeux, Herzen, qui s'en tenait aux principes, chipotait sur des détails. On finit par trouver un compromis surprenant : le *Kolokol* publia le 1^{er} octobre un article reconnaissant « une seule Pologne comprenant la Lituanie et les Ruthènes » tandis que les Polonais, dans leur réponse, reconnaissaient aux habitants de ces régions « l'entière liberté de disposer d'eux-mêmes »...

⁴³ *Ludwik Mieroslawski* (1814-1878), général polonais émigré qui prit part à l'insurrection de 1830-1831. Il fut également l'un des chefs de l'insurrection des Polonais en Prusse en 1846, puis à celle de 1848-1849. Il prit part aux révolutions de 1848-1849, puis se réfugia à Paris. Chef de l'insurrection polonaise en 1863. Il fit la connaissance de Bakounine en août 1862 mais se brouilla avec lui.

C'était quand même un succès pour Bakounine car, après tout, la position adoptée par les Polonais importait plus que celle du *Kolokol*.

Mieroslawski réagit vigoureusement : il écrivit une lettre furieuse à Bakounine : « Ce que vous honorez du nom du Comité central, c'est une pure fiction », écrit-il. L'opposition de Bakounine à ce que la Pologne (occupée par les Russes, rappelons-le) annexe l'Ukraine, la Ruthénie etc. (elles-aussi occupées par les Russes) rendit le général furieux :

« Que vous prétendiez nous enseigner la géographie de notre république à votre façon, il n'y pas grand mal ; nous sommes quittes pour refaire la carte et l'ethnographie russes à la nôtre, et nous n'en resterons pas moins bons amis pour cela.

« Mais un Polonais, ne fût-ce qu'un seul capable de jouer au démembrement de sa patrie en nationalités de fantaisie, c'est une honte pour notre école révolutionnaire tout entière. Vous avez gagné là un triste allié et tué, c'était autrement viable, le dernier Mohican du Comité Central. *Vous allez entendre un long et formidable écho de ce jugement dans la presse révolutionnaire polonaise* et alors peut-être vous rappellerez-vous de ce que je vous disais lors de votre dernière visite à Paris ⁴⁴. »

Pour amadouer le général, Bakounine écrivit un article élogieux sur lui, mais Mieroslawski déclara « ne plus vouloir avoir à faire avec ce fou dangereux de Bakounine »...

En Pologne, l'émancipation des paysans russes suscitait de fortes inquiétudes chez les grands propriétaires. Le tsar allait-il étendre la réforme à la Pologne ? Alexandre II décide d'y envoyer son frère, le grand-duc Constantin, et Alexandre Wielopolski, aristocrate terrien que Bakounine, qui ne l'aimait décidément pas, traite de « Polonais renégat ». Wielopolski était très hostile à l'Autriche et voyait le salut dans l'union avec la Russie.

Le margrave (comte) Wielopolski (1803-1877) était issu d'une vieille famille aristocratique et de grands propriétaires. On pourrait le qualifier de conservateur pragmatique – à une époque où le pragmatisme n'était plus à l'ordre du jour. Sa politique aurait pu aboutir à des résultats s'il avait eu affaire à un tsar lui aussi pragmatique, ce qui était loin d'être le cas. Il voulait que la Pologne acquière une certaine forme d'autonomie dans le

⁴⁴ Citée par Bakounine dans une lettre à Józef Wierciakiewicz, Londres, 15 octobre 1862.

cadre de la domination russe. Il entreprit des réformes, augmentant le nombre d'écoles assurant un enseignement en polonais, créa à Varsovie une université (*Szkola Glowna*), mit en place des réformes bancaires ainsi que dans l'agriculture. C'était en outre un partisan de l'émancipation des Juifs. Il pensait que les difficultés internes aussi bien qu'internationales de l'empire russe forceraient le tsar à faire des concessions à la noblesse polonaise, en contrepartie de quoi cette dernière devait accepter la domination russe et prendre part à la vie politique. Peut-être pensait-il que la participation à la vie politique russe jouerait en faveur de la Pologne du fait de son degré supérieur de civilisation en contribuerait en quelque sorte à poloniser la vie russe... outre que cela garantirait des propriétaires fonciers de toute tentative de céder des terres aux paysans. Cette vision des choses n'était pas rare, mais face aux nationalistes sourcilleux, et vu le contexte de l'époque, ceux qui la partageaient étaient immédiatement considérés comme des traîtres. Des « collaborateurs », en quelque sorte. Pourtant l'histoire montrait plus d'un cas où l'envahisseur se faisait absorber par la civilisation du vaincu. Bakounine cite d'ailleurs des exemples de fonctionnaires ou militaires russes ayant cédé à cette tentation.

Malheureusement pour lui, Wielopolski, dans sa tentative de mettre en application cette politique « pragmatique », sera conduit à prendre des initiatives aux conséquences irréparables. L'envoyé du tsar attendait de son maître qu'il restaure les « libertés polonaises », établisse un gouvernement semi-indépendant, supprime la censure et les cours militaires russes. Le tsar rejeta ces demandes et fit quelques concessions limitées au moment où c'était trop tard. Pas de constitution, pas d'armée polonaise, pas d'autonomie politique. En revanche, le tsar accorda quelques libertés administratives avec nominations de Polonais, mais sans exclure les nominations de Russes. Mais à ce moment-là, les rues de Varsovie baignaient dans le sang.

Wielopolski avait voulu éviter que la réclamation d'indépendance prenne le dessus ; pour briser le mouvement nationaliste polonais, il instaura la conscription des activistes dans l'armée russe (pour vingt ans !), ce qui provoqua l'insurrection de janvier 1863 – précisément ce qu'il avait voulu éviter ! Son pragmatisme avait trouvé sa limite.

En pleine insurrection, Wielopolski demanda un congé, qui lui fut accordé en juillet 1863 : il fit mine d'aller dans une station thermale dans l'île de Rügen, mais en fait quitta le pays. Il mourut à Dresde en 1877.

Voici comment Bakounine raconte l'affaire de la conscription des jeunes polonais :

« Le marquis Wielopolski, un Polonais renégat, parricide, un traître plus infâme même que Cronstadt, ce livreur de Sveaborg ⁴⁵, et dont le nom sera désormais attaché au pilori de l'histoire, lui en suggéra une nouvelle : un nouveau mode de recrutement monstrueux, sans règle et sans limite, ou comme l'a dit un ministre anglais, une proscription en masse, soumise uniquement au bon plaisir d'une infâme et cruelle police, et qui devait frapper sans exception tous ceux qui avaient eu l'honneur de mériter ses soupçons. – Par cette mesure savante et qui rappelle si bien la politique du roi Hérode d'évangélique mémoire, on avait espéré d'atteindre l'un de ces deux buts : ou bien elle réussirait et alors la Pologne, privée d'un seul coup de toute son héroïque jeunesse, de la partie vivante, énergique de sa population, serait pacifiée pour longtemps. Ou bien ces malheureux Polonais, réduits au désespoir, se soulèveraient sans préparation aucune, sans armes, sans espoir de succès, et seraient facilement écrasés ⁴⁶. »

Ce fut donc le signal de l'insurrection, qui éclata dans la nuit du 22 au 23 janvier 1863. Des bourgeois, de petits nobles, des propriétaires, des employés rédigèrent un manifeste révolutionnaire qui ne se prononçait pas sur la cession des terres aux paysans. La masse paysanne resta donc indifférente à l'insurrection, qui se trouva ainsi vouée à l'échec. Le nouveau gouvernement « refusa de s'entendre avec les révolutionnaires russes, Herzen et Bakounine. Il eut contre lui les libéraux russes, qui lui avaient d'abord été favorables, mais qui lui reprochaient

⁴⁵ Carl Olof Cronstedt (1756-1820). Officier qui mena la flotte suédoise à une grande victoire contre la Russie lors de la seconde bataille de Svensksund, dans le golfe de Finlande, en 1790. Tombé en disgrâce peu après, il fut nommé commandant de la forteresse de Sveaborg, que les Russes assiégèrent pendant deux mois. Cronstedt finit par livrer aux Russes la forteresse. Bakounine lui en veut manifestement parce qu'à l'issue de la guerre qui suivit, la Suède céda en 1809 la Finlande à la Russie. Le ressentiment de Bakounine à son égard n'est pas justifié. Cronstedt servit de bouc émissaire après la prise de Sveaborg, mais la forteresse était mal équipée, son armement était inférieur à celui des Russes, il manquait de poudre et il n'avait pas reçu les renforts espérés. Cronstedt se rendit pour éviter le massacre des civils qui s'étaient réfugiés dans la forteresse.

⁴⁶ « Lettre sur la Russie », mai 1863. *Kolokol* n° 27, septembre 1863. Cf. *infra*, « Documents ».

de vouloir démembrer la Russie en soulevant la Ruthénie et la Lituanie ⁴⁷. »

L'insurrection en Pologne est sévèrement réprimée par les Russes. Comme à Prague en 1848, à Dresde en 1849, Bakounine juge l'insurrection prématurée, insuffisamment préparée, et il prodigue des conseils de prudence. Sa préoccupation principale reste la lutte contre l'autocratie russe, et c'est en cela que l'insurrection polonaise l'intéresse. L'indépendance polonaise n'est pas une fin en soi. Il voudrait profiter des circonstances pour infiltrer des agents en Russie afin d'y soulever la paysannerie.

Il ne surestime pas la difficulté qu'il y a à travailler avec les Polonais. Il participe à une expédition, à laquelle il s'était joint en cours de route, et qui devait débarquer des hommes dans le pays. Il raconte à ce sujet : « Pendant le court laps de temps que j'ai passé parmi les Polonais qui formaient le corps expéditionnaire, j'ai pu me rendre compte combien il est difficile à un Russe d'entreprendre une action russe avec des Polonais » ⁴⁸. (*Je souligne.*) Lapsus ? Il est clair que ce que Bakounine a en vue, c'est en fin de compte la Russie.

Déjà en 1847, Bakounine avait pu se faire une opinion. En novembre de cette année-là, deux jeunes Polonais vinrent lui demander de prendre la parole à une réunion commémorant la révolution polonaise de 1831. Bakounine accepte ⁴⁹. C'est la première fois qu'il parle en public. Dans une salle de la rue Saint-Honoré, 1 500 personnes l'écoutent. Ce géant de plus de deux mètres a la voix qui porte.

Sa présence même à cette réunion est un fait inédit : un Russe qui prend le parti de l'indépendance polonaise ! Il développe l'idée qu'il y a un lien entre la revendication de l'indépendance de la Pologne et la conquête de la démocratie en Russie. Surprenante nouveauté. Bakounine ne renie pas la Russie, il s'en prend au régime politique du pays. La moitié de ce discours, prévu pour la commémoration de la révolution polonaise de 1831, devient une analyse de la situation politique et sociale de la Russie et une description des malheurs du peuple russe.

⁴⁷ *Du libéralisme à l'impérialisme* (1860-1878), H. Hauser, J. Maurain, P. Benaerts, PUF, p. 48.

⁴⁸ *Zemlja i Volia* [Terre et Liberté], Stockholm, 9 juillet 1863, Lettre adressée au représentant en Suisse.

⁴⁹ Cf. Discours à l'occasion du 17^e anniversaire de la révolution polonaise, 29 novembre 1847

Et c'est en ce sens que le soutien, par les Russes, de l'émancipation de la Pologne, signifierait également l'émancipation du peuple russe. Argument jamais entendu ! Aucun Russe n'est jamais allé aussi loin dans une réunion publique. Évoquant ce discours, H.E. Kaminsky écrit – en exagérant peut-être un peu – dans sa biographie de Bakounine : « Pour la première fois il a prononcé le mot de révolution à des soldats et des paysans russes, ce mot qui prendra des ailes ! Son discours est en vérité la première manifestation de la Révolution russe ⁵⁰. »

« Nous, les Russes, dit Bakounine, ne sommes que les rouages inanimés de cette monstrueuse machine d'oppression et de conquête qu'on appelle l'empire russe » ; et il propose, au nom de la « véritable nation russe », une alliance :

« Enchaînés l'un à l'autre par une destinée fatale, inévitable, par une longue et dramatique histoire dont nous subissons tous aujourd'hui les tristes conséquences, nos deux pays se sont longtemps détestés. Mais l'heure de la réconciliation a sonné : il est temps que nos dissensions finissent. »

Les Polonais vont réagir à ce discours de manière mitigée, reflétant les réserves qui marqueront en permanence les relations entre eux et Bakounine. « Chaque fois que l'orateur éreinte Nicolas I^{er}, la salle retentit d'applaudissements frénétiques ; mais quand il propose l'alliance de la Russie avec la Pologne, les applaudissements se font plus maigres et le silence emplit la salle quand il se met à louer les vertus du peuple russe » dit le correspondant de *Dziennik Narodowe* (Journal national) ⁵¹. Les autorités russes avaient raison de s'inquiéter car « les idées de Bakounine avaient des répercussions non seulement dans les milieux émigrés, mais (...) elles pénétraient aussi, malgré tous les obstacles, chez ceux à qui elles étaient en réalité destinées » ⁵².

En 1848 encore, dans son *Appel aux Slaves*, Bakounine avait critiqué les Polonais pour leur tendance à faire bande à part. Il avait tenté sans succès de les persuader que les démocrates russes avaient les mêmes objectifs qu'eux, ce que les Polonais récusait catégoriquement. Ce sont, dit Bakounine, « d'incorrigibles nobliaux chevaliers

⁵⁰ *Bakounine, la vie d'un révolutionnaire*, Spartacus, p. 82.

⁵¹ Cité par Wiktoria Sliwowska et René Sliwowski, « Michel Bakounine et les Polonais, faits et commentaires », *Bakounine, combats et débats*, Institut d'études slaves, p. 145.

⁵² *Ibid.*

avec tous les vices vertueux et fondamentaux de cette caste »⁵³. Ils se passeraient d'autant plus volontiers d'une alliance avec les Russes révolutionnaires qu'ils orientent leur stratégie sur l'intervention étrangère, en particulier celle de la France qui vient de prêter secours à l'Italie contre l'Autriche. Là encore, Bakounine dès 1848 leur avait reproché leur tendance à jouer le jeu de la diplomatie, jeu qui se retournait toujours contre eux.

En 1863, il écrira :

« Nous devons tirer tout le profit possible du mouvement polonais qui ébranle l'empire, or la guerre avec l'étranger l'ébranlera encore plus. Je pense que la guerre elle-même n'arrêtera pas nos activités ; nous ne devons pas oublier que notre principal ennemi est notre Empire allemand-Pétersbourg et qu'avant tout et mieux de tout, nous devons le renverser par n'importe quels moyens. Bien entendu nous ne marcherons pas contre la Russie avec les Français, les Suédois, ni même avec les Polonais ; marcher avec eux nous compromettrait auprès du peuple. Mais la guerre ne doit pas nous empêcher de provoquer par tous les moyens le soulèvement intérieur du peuple et de déclarer à ce dernier qu'aujourd'hui le moment est effectivement venu où il doit revendiquer et prendre tout ce dont il a besoin ; et que s'il laisse passer l'heure propre⁵⁴, il n'obtiendra rien. Nous devons tourner contre le gouvernement les armes qu'il utilise contre les Polonais, en provoquant dans les gouvernements de l'Ouest la guerre sociale, nous devons profiter de cette anarchie-même qu'il inspire aujourd'hui au sein du gouvernement pour sa propre défense et dans laquelle il se plonge de plus en plus sans pudeur⁵⁵. »

Cette déclaration peut sembler abusive aujourd'hui, mais pour la plupart des protagonistes de l'époque, une guerre des puissances occidentales contre la Russie était une option possible – la guerre de Crimée l'avait bien montré⁵⁶. Le gouvernement russe lui-même pense qu'une

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ Bakounine veut sans doute dire « propice ».

⁵⁵ *Zemlja i Volia*, Stockholm, 9 juillet 1863.

⁵⁶ L'une des constantes de la politique extérieure russe est de parvenir à s'ouvrir au sud sur la mer Noire, d'occuper Constantinople pour accéder aux détroits du Bosphore et des Dardanelles, puis à la Méditerranée. Prétextant la protection des chrétiens de l'Empire ottoman, le tsar Nicolas I^{er} occupe la Moldavie et la Valachie (l'actuelle Roumanie). En février 1854, la France et la Grande-Bretagne exigent que la Russie quitte ces deux principautés. Le 27 mars, la France et la Grande-Bretagne lui déclarent la guerre. L'une des constantes de la politique étrangère britannique est d'empêcher la

révolution est imminente : la tête de Bakounine est de nouveau mise à prix, pour cinquante mille roubles (cinq fois plus qu'en 1848...).

Que dit Bakounine, dans le passage ci-dessus ? Que la révolution n'a rien à faire des conflits entre États et qu'il faut tirer profit de la guerre pour promouvoir la révolution sociale, en Russie d'abord, dans l'Europe de l'Ouest ensuite. « C'est la première fois qu'un révolutionnaire déclare que la révolution n'a rien à voir avec les conflits des États impérialistes, mais que son unique intérêt est d'en tirer profit à ses propres fins », dit Kaminski⁵⁷. Il y a une étonnante ressemblance d'analyse avec celle de Lénine au début de la Première Guerre mondiale. En réalité, Bakounine avait déjà dans son « Appel aux Slaves » de 1848 *subordonné* la réalisation de l'indépendance nationale à la question sociale.

Il n'y avait aucune chance que la France intervienne après l'expérience de Crimée : pour le seul siège de Sébastopol, elle avait perdu 95 000 hommes⁵⁸. Dans sa « lettre sur la Russie » publiée par le journal suédois *Aftonbladet* en mai 1863, Bakounine s'explique : « Le gouvernement [russe] sentit le danger. Convaincu de l'imminence d'une insurrection polonaise que ses actes barbares avaient rendue nécessaire, il résolut de la précipiter dans l'espoir qu'il pourrait l'étouffer à la naissance. »

A cela, il y avait plusieurs raisons : au moment où éclatait l'insurrection polonaise, les gouvernements russe et français étaient en train

Russie d'accéder aux détroits du Bosphore et des Dardanelles et de contrôler le commerce maritime entre la mer Noire et la Méditerranée. La Russie, dont l'expansion territoriale dans le Sud-Est asiatique inquiète la Grande-Bretagne, menace les possessions de cette dernière en Inde. Il s'agit donc aussi de briser toute possibilité pour l'Empire russe de contrôler la route des Indes par le Proche-Orient (le canal de Suez n'existe pas encore).

⁵⁷ H.-E Kaminski, *Michel Bakounine*, Aubier, p. 197.

⁵⁸ Napoléon III était plutôt favorable à la Russie mais il avait besoin de donner à l'Empire une stature internationale et entendait engager la France dans le conflit. Il envoya secrètement son cousin négociateur avec le prince Alexandre Gortchakov, en poste à Baden-Baden. Gortchakov en toucha un mot au tsar, qui finit par répondre : « Entre un Romanoff et un Bonaparte, il ne peut y avoir rien de commun. » Trois jours plus tard, la France et l'Angleterre s'alliaient contre la Russie. On a là un exemple flagrant de morgue aristocratique et d'imbécillité politique. Napoléon III ne mit pas longtemps à comprendre qu'il engageait des fonds et des hommes dans le seul l'intérêt du commerce britannique. Il ne valait pas mieux que son confrère Romanoff, la morgue aristocratique en moins...

de conclure une alliance. « On y avait travaillé des deux côtés pendant plus d'une année et on était parvenu à s'entendre dans la question d'Orient, contre l'Autriche et la Turquie et contre l'Angleterre aussi. » Il s'agissait de s'appuyer sur les nations chrétiennes de la Turquie et sur les provinces slaves d'Autriche pour attaquer la Turquie. Pour cela, il fallait que la Russie ait les mains libres. « Donc avant de s'embarquer dans cette grosse aventure d'une guerre orientale, qui ne manquerait pas de devenir une guerre générale, la Russie devait ou bien satisfaire la Pologne ou bien l'écraser de manière à ce qu'elle ne puisse bouger de longtemps. » Incapable de résoudre pacifiquement la question polonaise, le cabinet de Saint-Pétersbourg adopta la manière forte : « pour avoir les mains libres au printemps, il fit éclater le mouvement polonais en hiver ⁵⁹. »

Il y avait cependant une autre raison à la hâte des autorités russes à vouloir réduire l'insurrection : en Pologne, un nombre croissant d'officiers russes contestaient l'occupation, et des contacts s'étaient établis avec les patriotes polonais. Le tsar « ne pouvait ignorer les dispositions dont s'animaient de plus en plus les jeunes officiers russes en Pologne, puisque dans une adresse mémorable au grand-duc Constantin, publiée dans *le Kolokol*, ces officiers avaient hautement exprimé leur sympathie pour la cause polonaise et leur dégoût pour le rôle de bourreau qu'on leur faisait jouer en Pologne ⁶⁰. »

Enfin, une troisième raison faisait pencher la balance en faveur d'un écrasement hâtif de la Pologne. Selon Bakounine, le terme que le tsar avait assigné – mars 1863 – pour l'émancipation des paysans russes arrivait. Confronté au mécontentement croissant des paysans, le tsar redoutait un soulèvement général : « Si la révolution russe donne la main à la révolution polonaise, elles deviendront désormais toutes les deux invincibles. »

Selon Bakounine, les chefs de l'organisation secrète russe auraient demandé au comité central polonais de retarder l'insurrection, demande à laquelle les Polonais auraient souscrit. En revanche, les autorités russes devaient à tout prix susciter son déclenchement prématuré à n'importe quel prix. Ainsi s'expliquerait la provocation de Wielopolski.

L'écrasement de l'insurrection dut être terrible et affecter même le moral de l'armée russe. « C'est en vain que nos jeunes officiers

⁵⁹ « Lettre sur la Russie ».

⁶⁰ « Lettre sur la Russie ».

honteux, indignés, désespérés, s'efforcent de contenir les soldats : ceux-ci tournent leurs baïonnettes contre eux. Beaucoup d'officiers russes passent chaque jour dans les rangs polonais, comprenant toujours davantage qu'il ne s'agit plus ici de lutte nationale, mais du combat de la liberté et de l'humanité contre la plus infâme tyrannie⁶¹. » Bakounine mentionne un certain Krasovskij, colonel des hussards, qui a été condamné aux travaux forcés pour avoir diffusé parmi les soldats des ouvrages interdits :

« Il y a beaucoup de militaires nobles parmi les officiers d'infanterie et d'artillerie ; ils ont déjà eu le temps de se manifester à Varsovie comme à Pétersbourg ; maintenant la cavalerie se joint aussi à eux. L'exemple du colonel Krasovskij ne peut manquer d'avoir d'heureuses conséquences. Les soldats l'aimaient comme un ami ; ils lui ont lancé par la fenêtre de la prison des lettres attachées à des pierres ; ils y disaient qu'ils ne l'oublieraient jamais⁶². »

C'est une constante que toute armée d'occupation est confrontée à une forme de démoralisation, au sentiment de déshumanisation, surtout lorsqu'elle se voit imposer des mesures de répression sauvages. Plusieurs éléments indiquent qu'un travail de propagande a été fait de longue date auprès des soldats russes, et en particulier des officiers. Le *Kolokol* rend compte de cette situation. Ce journal pénétrait en Russie à des milliers d'exemplaires et participa au travail de propagande.

Peu de temps avant l'éclatement de l'insurrection, la rédaction reçut une lettre datée du 6 novembre 1862 :

« Monsieur, vous avez inséré notre adresse au grand-duc Constantin ; nous vous en remercions. Nous n'attendions aucun résultat de cette adresse, et nous l'avons écrite que pour l'acquit de notre conscience. En effet, aucun résultat ne s'est produit. Le gouvernement se conduit aujourd'hui en Pologne comme il s'y conduisait hier. Maintenant, nous venons vous prier d'insérer dans le *Kolokol* notre adresse aux officiers russes, car nous voulons que l'armée connaisse notre situation et nos convictions. Ce n'est plus pour l'acquit de notre conscience que nous avons conçu la présente adresse, mais c'est parce que nous croyons fermement à son succès.

« Varsovie, 6 novembre 1862. »

⁶¹ « Lettre sur la Russie ».

⁶² « Article à traduire pour le *Przegląd Rzeczy Polskich* », début décembre 1862, Londres.

Le texte de cette Adresse, qui porte le sceau du Comité militaire avec l'inscription : Terre et liberté, figure dans la la partie « Documents » du présent ouvrage⁶³. Il y a suffisamment de thèmes bakouniniens dans ce document – comme par exemple l'assimilation du gouvernement russe à un gouvernement allemand – pour qu'on ne doute pas que Bakounine ait au moins contribué à sa rédaction.

Les raisons qui poussent Bakounine à militer pour l'indépendance de la Pologne ne sont pas les mêmes que celles de Marx. Dans la construction théorique de ce dernier, il y a les nations historiques et les nations non historiques. D'une façon générale, les Slaves ne constituent pas des nations historiques parce qu'ils n'ont pas su construire d'États par eux-mêmes. Le critère de définition d'une nation historique est précisément sa capacité à construire un État, ainsi que sa capacité à développer les forces productives. La Pologne a un statut à part. Nation dont les structures politiques et économiques sont nobiliaires et agraires, elle n'a rien, selon les critères ainsi définis, pour avoir les faveurs de Marx ; néanmoins, elle est définie comme nation historique malgré tout.

Ce statut enviable lui vient du fait que, située entre l'Allemagne et la Russie, elle constitue un tampon contre les visées expansionnistes vers l'Ouest que Marx prête à l'empire des tsars. Tant que la Pologne résiste à la Russie, l'Allemagne peut respirer. Ce serait encore mieux si la Pologne pouvait être indépendante – à condition toutefois qu'elle ne revendique pas les territoires polonais acquis par l'Allemagne. En 1848, la reconstitution de la Pologne est censée refouler la Russie au cœur de l'Europe, créant entre l'Allemagne et la Russie un rempart de « vingt millions de héros »⁶⁴, selon l'expression de Marx. Ce sont des considérations géostratégiques qui motivent Marx plus que le souci de rendre « justice » au peuple polonais. Ce genre de préoccupation éthique vaudra à Bakounine les sarcasmes d'Engels, par ailleurs peu empressé de rendre aux vingt millions de « héros » les territoires polonais annexés par la Prusse. Dans la guerre que ce dernier appelle de ses vœux, les Polonais pourront se consoler en se dédommageant largement à l'Est, au détriment de la Russie⁶⁵ : « Les Polonais, mis en

⁶³ 1862. – « Le comité central de Varsovie et le comité militaire russe. Réponse au général Mieroslawski »

⁶⁴ *La Nouvelle Gazette rhénane*, « La Pologne, la Russie, l'Europe ».

⁶⁵ La position d'Engels sur les territoires polonais a varié. Le 12 avril 1853 il écrit à Weidemeyer : « Quant aux anciennes provinces polonaises en deçà de Dvina et de

possession de vastes territoires dans l'Est, eussent été plus traitables au sujet de l'Ouest ; et, en fin de compte, Riga et Mitau leur auraient paru tout aussi important que Dantzig et Elbing ⁶⁶. »

Marx déclare encore en 1870 que la « principale tâche de la branche russe [de l'AIT], c'est de travailler pour la Pologne, autrement dit de débarrasser l'Europe du voisinage russe » ⁶⁷. C'est là un thème qui revient constamment sous la plume des fondateurs du socialisme dit scientifique. On sait également que Marx avait écrit un vaste ouvrage, inachevé, sur l'histoire de l'assujettissement de la Prusse à la Russie en raison de la question polonaise.

Si les optiques respectives de Marx et de Bakounine, ou en d'autres termes les raisons pour lesquelles chacun veut l'indépendance de la Pologne sont différentes, leurs analyses sont très proches.

Bakounine pense que la Prusse et la Russie sont liées par leur occupation commune de la Pologne qui leur interdit de se faire la guerre, ce qui profiterait à la Pologne. Mais à l'opposé de Marx, Bakounine pense que c'est la Russie qui est assujettie à la Prusse en raison de l'occupation de la Pologne... La Prusse comme puissance européenne serait née du partage de la Pologne. La Prusse et la Russie « ne peuvent se faire la guerre, à moins d'émanciper les provinces polonaises qui leur sont échues, ce qui est aussi impossible pour l'une que pour l'autre, parce que la possession de ces provinces constitue pour chacun d'eux la condition essentielle de sa puissance comme État ⁶⁸ ». Or l'empire russe est littéralement fondé, dit Bakounine, sur les ruines de l'État nobiliaire polonais : sans les provinces polonaises acquises lors du partage de 1772, l'empire russe s'écroule, car ce sont là les régions les plus riches, les plus fertiles et les plus peuplées. Sans elles, la richesse de l'empire, « qui n'est déjà pas considérable, et sa force diminueront de moitié ».

Dniepr, je ne veux pas en entendre parler depuis que j'ai appris que les paysans là-bas sont tous des Petits-Russes (Ukrainiens) et que seule la noblesse, avec une partie des bourgeois, est polonaise et que pour les paysans de là-bas, comme dans la Galicie petite-russe en 1846, la reconstitution de la Pologne équivaut à la reconstitution de la vieille domination nobiliaire sans allègement. » C'est là exactement le point de vue de Bakounine. Mais en 1866, son opinion change totalement. Dans une série d'articles qu'il écrivit pour le journal *The Commonwealth*, il déclare que la Pologne indépendante devra récupérer les territoires perdus lors des différents partages qu'elle a subis, peuplés de Lituaniens, de Biélorusses et d'Ukrainiens.

⁶⁶ Engels, « Révolution et contre-révolution en Allemagne », 1851.

⁶⁷ Lettre de Marx à Engels, 24 mars 1870.

⁶⁸ *Étatisme et anarchie*, IV, 254 (1873).

En outre, la perte de ces provinces serait inévitablement suivie de celle des États baltes, puis de la Petite-Russie, qui deviendrait une province polonaise ou un État souverain. La Russie perdrait l'accès aux côtes de la mer Noire, serait coupée de l'Europe et refoulée en Asie. Ces dernières considérations seront formulées plus tard, dans *Étatisme et anarchie*, c'est-à-dire dans la dernière période, la période libertaire de l'évolution de la pensée de Bakounine.

Comme Bakounine, Marx pense que la Prusse « est née de la dissolution de la Pologne »⁶⁹. Marx pense que le dépècement de la Pologne lie la Prusse à la Russie et constitue la Prusse comme État⁷⁰ : le point de vue de Bakounine n'est pas contradictoire avec celui-ci, à ceci près qu'au lieu de voir une situation de dépendance de la Prusse envers la Russie en raison de leur oppression commune de la Pologne, il constate l'interdépendance des deux États, qui leur interdit précisément de se faire la guerre. C'est avec le partage de la Pologne que commencerait le processus d'autonomisation de la politique étrangère prussienne, qui va aboutir à l'élimination de l'influence russe du Nord-Ouest de l'Europe. C'est une différence d'optique qui a son importance.

Le révolutionnaire russe constate que le premier partage de la Pologne donna à la fois à la Prusse et à la Russie la « complexión d'une grande puissance européenne⁷¹ » et qu'à ce titre elles sont complices à titre égal. Marx veut accréditer l'idée que la Prusse fut en quelque sorte amenée malgré elle à participer au démantèlement de la Pologne.

La Pologne est elle aussi définie par Bakounine comme une « grande nation historique, sublime dans son martyre »⁷² ; le révolutionnaire russe affinera son raisonnement dix ans plus tard. La Pologne, dira-t-il dans *Étatisme et anarchie*, constitue un bloc à part dans le monde slave, auquel elle ne se solidarise pas. La classe dominante, dans l'ouest du pays, est largement germanisée et se trouve bien plus proche des Magyars, avec lesquels elle est liée par l'histoire. Enfin, Bakounine considère que le « monde patriote polonais » est « plus ou moins au bout de sa carrière », alors que le reste du monde slave « n'a pas encore

⁶⁹ Cf. « La Pologne, la Prusse et la Russie » in *Marx, Engels, La Russie*, 10/18.

⁷⁰ « La Prusse est née de la dissolution de la Pologne, et la progression de la Russie est la loi fondamentale du développement de la Prusse. Pas de Prusse sans Russie, bien que le danger russe subsiste même sans la Prusse. » Marx, « La Pologne, la Prusse et la Russie », in *Marx Engels, La Russie*, 10/18.

⁷¹ *Étatisme et anarchie*, Champ livre, IV, 254.

⁷² « Lettre sur la Russie », mai 1863.

d'existence ». Chez Bakounine, on retrouve toujours Hegel au coin du chemin.

Les raisons pour lesquelles l'indépendance de la Pologne est indispensable divergent chez Marx et Bakounine : pour ce dernier, en dehors de l'argument de justice selon lequel les peuples ont le droit de déterminer eux-mêmes leur sort, le maintien de l'occupation russe en Pologne est une entrave à tout mouvement de libération sociale en Russie même⁷³. C'est un point que Bakounine répétera à satiété, de façon obsessionnelle, essayant de convaincre les Polonais sceptiques que les deux combats sont liés. En 1863, les Polonais avaient parfaitement compris ce point, et leur opposition à cette stratégie venait de ce qu'ils ne tenaient pas du tout à voir déferler sur la Pologne une révolution sociale, par contagion. Bakounine n'est pas dupe : « En effet, dit-il, avec les Polonais nous avons du mal. Il y en a peu, trop peu avec lesquels nous pourrions vivre cœur à cœur⁷⁴. » Ailleurs, il dit : « Je menais une lutte souterraine contre les Polonais, lutte entamée non par moi, mais par eux⁷⁵. »

La sympathie qu'éprouve Bakounine pour la cause polonaise s'accompagne d'un manque total de complaisance à l'égard des nationalistes polonais. Les Slaves du Nord, les Polonais, dira-t-il plus tard dans *Étatisme et anarchie*, n'ont jamais cessé de se battre. Malheureusement, les partis dirigeants, constitués en grande partie de nobles, ne veulent pas abandonner leurs privilèges et sont contraints de chercher tantôt l'appui d'un Napoléon, tantôt l'alliance avec les Jésuites ou les féodaux autrichiens. En cent ans de luttes ininterrompues, les Polonais ont tout essayé : « conjurations de la noblesse, complots de la petite-bourgeoisie, bandes d'insurgés opérant les armes à la main, soulèvements nationaux et, enfin, toutes les ruses de la diplomatie, voire le soutien de l'Église. Ils ont tout tenté, se sont accrochés à tout et tout a lâché et trahi. »

« Les Polonais, héros et martyrs, ont un grand passé de gloire ; les Slaves, eux, sont encore des enfants et toute leur importance historique se situe dans l'avenir. Le monde slave, la question slave ne sont pas des faits réels, mais un espoir, et un espoir que seule la révolution sociale pourra

⁷³ Obnubilé par la politique étrangère russe, Marx ignorera encore longtemps l'existence du peuple russe et de la question sociale dans ce pays.

⁷⁴ Lettre du 1^{er} août 1863 à Herzen et Ogarev.

⁷⁵ Lettre à *Zemlja i Volja*, 9 juillet 1863.

réaliser⁷⁶ ; mais les Polonais, nous parlons bien entendu des patriotes, lesquels appartiennent en majeure partie à la classe cultivée et surtout à la noblesse, ont jusqu'à présent manifesté très peu d'envie pour cette révolution⁷⁷. »

Ces considérations ont été émises exactement dix ans après l'insurrection polonaise.

En 1863, malgré son désir ardent de parvenir à un accord avec les Polonais sur le déclenchement simultané de l'insurrection, Bakounine est toujours resté inflexible sur la question des prétentions territoriales polonaises. C'est, sans doute, une des principales causes des réserves des Polonais à son égard. On a vu que son opinion sur la question lui a d'ailleurs valu quelques inimitiés.

La Suède

En février 1863, Bakounine se rend à Copenhague en attendant un message de Varsovie et des instructions. Il attend cinq jours. En fait, les Polonais ne tiennent pas du tout à le voir débarquer chez eux. Ils finissent par le lui faire savoir : il essuie deux refus du gouvernement provisoire à sa demande de se rendre en Pologne. A Stockholm, il est en butte à l'hostilité des aristocrates polonais.

Bakounine regrette que les tentatives pour lier la cause russe à la cause polonaise se soient révélées infructueuses. Dans une lettre à Aleksandr Guttry⁷⁸ datée du 2 mars 1863, rédigée à Copenhague, Bakounine accuse réception du refus des Polonais de le voir venir en Pologne :

« Cher Monsieur, votre lettre m'a convaincu que le temps de partir pour la Pologne n'est pas encore arrivé pour moi. Je ne veux ni ne puis abandonner le projet dont l'exécution représente pour moi les espoirs les plus chers de toute ma la vie et que je n'entreprendrai pas avant d'avoir la certitude que ma présence dans le royaume est souhaitable. »

⁷⁶ Je souligne.

⁷⁷ *Étatisme et anarchie*, Champ libre, IV, 271.

⁷⁸ *Alexandre Guttry* (1813-1891) patriote polonais de Posnanie. Bakounine et lui se rencontrent en 1848. Il prit part à l'insurrection polonaise de 1830. Représentant des propriétaires libéraux. En 1863, il vit à Paris. Avant de partir pour la Suède, en mars 1863, Bakounine lui proposa ses services.

Bakounine tente d'ouvrir un second front à la révolution polonaise. Il devait séjourner deux semaines en Suède, il y restera sept mois et s'attaquera à la question de l'indépendance de... la Finlande.

« J'emploierai tous mes efforts à animer en Finlande le mouvement que nous ne sommes pas les seuls à souhaiter, mais que souhaitent aussi nos amis de Pétersbourg. En admettant que l'insurrection polonaise se prolonge encore un mois ou deux, je suppose qu'alors tout sera gagné⁷⁹. »

Il regrette que les politiciens et les diplomates fassent « plus confiance à la politique et à l'[intervention⁸⁰] extérieure des puissances occidentales qu'aux efforts propres de la révolution polonaise ». Il faut, dit-il, que l'insurrection polonaise se prolonge encore quelque temps. En attendant, il compte « inciter les patriotes suédois slavophiles à commencer l'insurrection en Finlande ».

Son objectif est double : mettre en place des filières pour faire passer de la littérature révolutionnaire en Russie ; tenter de soulever la Finlande, qui fait partie de l'empire russe – mais qui a un statut à part. Le second objectif ne sera pas atteint, mais des études ont révélé qu'une nombreuse littérature révolutionnaire était passée dans l'empire russe à ce moment-là. À la même époque, Herzen et Ogarev, de Londres, dirigeaient une revue, le *Kolokol*, d'inspiration vaguement proudhonienne. Bakounine s'associe à eux pour faire passer cette littérature en Russie : dans une lettre à Herzen et Ogarev du 10 novembre 1862, il écrit en effet : « Devant la chasse évidente, systématique et, il faut aujourd'hui le reconnaître, intelligente que fait le gouvernement à toutes les publications de Londres et qui tend à annihiler entièrement notre propagande de Russie, il nous faut, enfin, sortir de notre apathie et opposer à l'action ennemie l'action alliée. »

Bakounine ajoute qu'établir « de larges et constantes communications avec la Russie est devenu une tâche de première et d'urgente nécessité » : il ne faut pas perdre de temps. On comprend, d'après cette lettre, que les réseaux sont complexes : de la Turquie et l'Autriche vers la Russie ; de Constantinople et Galac vers Odessa ; par le Caucase parmi les troupes caucasiennes et sur le Don ; par les

⁷⁹ « Lettre à Aleksandr Guttry », 2 mars 1863.

⁸⁰ Dans le texte original il y a « insurrection ». Il s'agit manifestement d'un lapsus ou d'une erreur de transcription.

Arméniens à Tiflis et jusqu'à Nijni Novgorod. « Par la suite, conclut Bakounine, on pourra également penser à un agent en Suède. »

Si le gouvernement suédois, conservateur, ne voulait pas de vagues avec la Russie, l'opinion publique était favorable à la Pologne ; aussi la population fit-elle un accueil triomphal à Bakounine : banquets, collaboration à des journaux, il est reçu par des ministres et même par le frère du roi. Les sept mois de séjour qu'il fit dans le pays l'amènèrent naturellement à s'intéresser à la politique locale et régionale. Il rencontra beaucoup de monde, démocrates suédois et finlandais.

Cependant, Bakounine est pratiquement seul, il n'a pas à proprement parler d'organisation. Il joue sur la célébrité et la sympathie que lui ont acquises son activité pendant la révolution de 1848 et son évasion de Sibérie. Il est, semble-t-il, mandaté par un certain Provansov, le représentant de l'organisation *Zemlja i Volja* (Terre et Liberté), à laquelle il a adhéré à Londres. Provansov lui a donné « mandat d'agir au nom de l'association en Suède, en Pologne, en général, partout où les circonstances me jetteront », précise-t-il. Provansov devait le mettre en relation avec un homme sûr à Stockholm, grâce auquel il devait entrer en contact avec l'organisation et décider d'un plan d'action. Bakounine attendit en vain, et Provansov disparut de la circulation. Il apprit peu après que son recruteur était devenu fou...

La correspondance du révolutionnaire russe révèle une lettre qu'il a adressée au représentant en Suisse de *Zemlja i Volja*. Il indique qu'il a mis en place des moyens pour communiquer avec la Russie. Il a des filières pour faire des envois de propagande vers les gouvernements baltes, les gouvernements d'Oloneck et d'Archangelsk ; « des hommes et des voies pour communiquer j'en ai trouvé ici beaucoup de tout à fait sûrs et sans danger », écrit-il, afin de « nouer partout des relations et établir des communications permanentes et régulières ». Il a également « une filière de relais à travers toute la Finlande jusqu'à Pétersbourg même »⁸¹. Mais, ajoute-t-il dans sa lettre, « afin de tirer profit de toute la question, j'ai besoin de m'entretenir avec vous », ce qui laisse penser

⁸¹ « Dès septembre 1863, grâce à Bakounin et à ses amis fennomanes, les éditions russes de Londres pénétraient en Russie par la Suède et la Finlande. D'autre part, c'est par l'intermédiaire de Bakounin qu'un Finlandais d'Helsinki avait pu adresser à Herzen plusieurs lettres (aujourd'hui perdues) et publier dans le *Kolokol* du 15 novembre 1863 un article anonyme intitulé « Golos iz Finljandii » (Une voix de Finlande). » (Lettres de Nikolas Ogarev à Alexandre Herzen fils, présentées par Michel Mervaud, Publications de l'université de Rouen. Institut d'études slaves, p. 79, note 9.)

qu'il ne connaît pas son correspondant, à qui il demande de lui indiquer quels sont les buts de *Zemlja i Volja* et les moyens de les atteindre. En somme il demande des consignes à une organisation à qui il a proposé ses services, et à laquelle il se soumet. Bakounine a appris l'existence à Petrograd d'un comité central de *Zemlja i Volja* et, dit-il, « avec joie je m'y suis subordonné. Depuis, je me considère comme appartenant exclusivement à vous. Mais pour que de cette liaison et de cette subordination sorte du gain, pour que je puisse vous être utile, il faut que je m'assimile votre programme et votre plan d'action, vos attentes et espérances, il faut aussi que mes relations avec vous soient justes et constantes, et surtout que j'obtienne de vous des missions concrètes et un travail régulier ⁸². » Les relations de Bakounine avec *Zemlja i Volja* en resteront là, il ne rencontrera jamais de représentant de cette organisation sinon le fils de Herzen, avec qui il ne s'entendra pas.

Sacha Herzen semble avoir été un garçon plutôt antipathique. Il s'était présenté en Suède comme l'unique représentant de *Zemlja i Volja*, ce qui avait fortement déplu à Bakounine. Il s'était vanté d'avoir détourné une partie des fonds que son père lui avait confiés pour sa mission en Suède. « Le plus grave est que Sacha ait traité Bakounin en personnage de second plan et ait dit du mal de lui » (Mervaud, note, p. 26) Selon Mervaud, Herzen et Ogarev « n'ignoraient pas les côtés déplaisants du caractère de Sacha ». « Ils reconnaissaient l'un et l'autre son amour-propre exacerbé, son impertinence, son arrogance puérile ». Le plus grave fut que la brouille avec Sacha Herzen avait remis en question les relations que Bakounine avait établis avec Emil von Qvanten, un poète et éditeur finno-suédois partisan de l'union de la Finlande avec la Suède dans une fédération avec un roi commun et une assemblée fédérale commune. On comprend dès lors que Bakounine ait été furieux d'avoir été coupé d'un contact essentiel à ses projets.

Cela ne l'empêche pas de faire un énorme bluff : aux Suédois il présente *Zemlja i Volja* comme une organisation puissante ayant de nombreuses ramifications en Russie : lors d'un banquet ⁸³ que ses amis suédois avaient organisé le 28 mai 1863, Bakounine déclare :

« Messieurs, une vaste association patriotique, conservatrice, libérale et démocratique à la fois vient de se former en Russie. Elle porte le nom de “*la Terre et la Liberté – Zemlja i Volja*” – Son centre est à St Pétersbourg,

⁸² Lettre, 9 juillet 1863.

⁸³ Ce banquet réunit 140 personnes. Sacha, le fils de Herzen, y participait.

ses adhérents et ses membres dans toutes les provinces de la Grande Russie. Elle embrasse toutes les classes de la société russe, tous les Russes de bonne volonté, quelle que soit d'ailleurs leur fortune et leur position : généraux, officiers en masse, grands et petits fonctionnaires civils, propriétaires nobles, marchands, prêtres, fils de prêtres et paysans, et des millions de sectaires dissidents, qui voulant la même chose que nous, travaillent souvent sans y songer avec nous. »

Il ajoute que cette société est « régulièrement et fortement organisée, tend à former un État dans l'État », qu'elle a conclu une alliance avec le « Comité Central de Varsovie, aujourd'hui gouvernement national polonais, sur des bases aussi larges que justes, en reconnaissant à chaque peuple quelque faible qu'il soit, à chaque province grande ou petite le droit absolu, illimité de disposer d'eux-mêmes selon leur convenance ». Il assure même que cette organisation a « conclu une autre alliance avec les patriotes de la petite Russie, et quand les Finlandais le voudront elle leur donnera la main aux mêmes conditions ».

Est-ce de la candeur ou du cynisme ? Probablement un peu des deux. Bakounine devait bien savoir à quoi s'en tenir à propos de *Zemlja i Volja*. En effet, dans un texte datant de la même période, il dresse un tableau qui doit plus ressembler à la réalité du terrain en Russie :

« Si amer soit-il de le reconnaître, je crois que, pour assurer le succès futur de la cause révolutionnaire même, nous devons proclamer à haute voix notre conviction que l'influence de notre parti sur le peuple a été, jusqu'à ce jour, proche de zéro. La propagande révolutionnaire n'a pas encore trouvé accès à lui et n'a pas encore su ébranler sa foi insensée et malheureuse dans le tsar. Jamais encore ne s'est fait si fortement sentir la coupure existant entre le peuple et nous, et aucun de nous n'a encore franchi le gouffre qui nous sépare de lui ⁸⁴. »

En attendant, Bakounine a raconté aux démocrates suédois (et finlandais) ce qu'ils voulaient entendre. C'est qu'il avait besoin de leur soutien pour réaliser ses objectifs. Quelques petites distorsions avec la réalité n'avaient au fond pas d'importance, d'autant qu'il a fourni au

⁸⁴ « La cause du peuple. Romanov, Pougatchev ou Pestel ? », juin-juillet 1862 Londres. L'historien Piotr S. Wandycz précise le tableau que donne Bakounine – celui de la lettre du 9 juillet, pas celui du banquet avec les Suédois : « ... l'assistance russe ne pouvait pas être très efficace, vu la faiblesse de Zemlja i Volja. ». *The Lands of partitioned Poland, 1795-1918*, Seattle, University of Washington Press.

public suédois, à travers les articles que lui demandait la presse – notamment l'*Aftonbladet*, un journal de gauche – et les réunions auxquelles il participait, des analyses sur la situation en Russie et dans les pays slaves qui étaient tout à fait remarquables. Bakounine a largement contribué à éveiller l'opinion publique suédoise aux problèmes sociaux en Russie. Et puis, le propre d'une société secrète n'est-il pas qu'on n'en connaît pas les effectifs ?...

Malgré tout, *Zemlja i Volja* devait bien avoir une certaine influence car dans sa lettre à Guttry il rappelle « l'erreur qu'a commise le Comité central de Varsovie : au moment où des compagnies entières d'infanterie russe prêtaient serment sous notre drapeau : "Terre et Liberté" et n'attendaient que l'insurrection polonaise pour se joindre à elle, juste à ce moment, les Polonais les ont attaquées et ont anéanti de la sorte une année de précieux travail ; il n'y a plus aucun moyen maintenant de rallier ces compagnies à nous. »

De Stockholm, Bakounine écrit que « tout en reconnaissant avec mes amis de Londres l'énorme différence qu'il y avait entre les principes des Polonais et des Russes, j'étais tout de même d'avis et je continue de l'être que dans la mesure de nos forces et de nos possibilités, nous devons prendre part directement au soulèvement de la Pologne, étant donné qu'elle est un soulèvement contre notre commun ennemi : l'État impérial de Russie »⁸⁵.

Le 21 mars, un navire anglais, le *Colin Ward*, prit la mer avec à son bord, recrutés à Paris par le comte Braniki, les membres d'une légion internationale de volontaires décidés à débarquer en Lituanie afin d'aider les Polonais. Bakounine n'a pas été tenu informé, mais le 22, il reçoit un télégramme de Sacha Herzen et de Cwierzakiewicz l'invitant à se rendre à Helsingborg où le navire fait escale. Bakounine, furieux, n'arrive que le 26. L'expédition est encore retenue deux jours par la tempête et par la mauvaise volonté du capitaine qui avait, déclara celui-ci, oublié les documents nécessaires pour le fret et l'équipage. Ce brave capitaine avait entretemps pris contact avec le consul russe. « Ce n'est qu'une fois à bord du bateau que nous apprîmes que le capitaine, après avoir rassemblé ses marins, leur avait tenu un discours décrivant les dangers auxquels ils s'exposaient s'ils entraient avec nous dans la Baltique. »

⁸⁵ Lettre à *Zemlja i Volja*, 9 juillet 1863.

Finalement, le capitaine débarque tout le monde à Copenhague « sous prétexte d’approvisionner le bateau en eau douce, ce que, soi-disant, il n’avait pas eu le temps de faire au cours des quatre journées passées à Hälsingborg ». Il fonça à l’ambassade d’Angleterre et revint le lendemain en déclarant qu’il ne repartirait pas tant qu’il resterait un Polonais à bord. Bakounine n’est, à ce moment-là, pas au courant de la démarche du capitaine et se rend lui aussi chez l’ambassadeur qui l’informe de la visite du capitaine, la veille. À Copenhague se trouvait une agence de la compagnie propriétaire du navire, la Hansel & Cie, et Sir Paget, l’ambassadeur, informa Bakounine qu’elle était « en même temps celle de la marine de guerre russe pour les fournitures de charbon, etc. ; justement, dans ce même moment, cette agence était en train de préparer une cargaison de charbon pour un navire de guerre russe attendu le lendemain »...

Entre-temps, les marins anglais avaient tous quitté le navire ; seuls restaient le mécanicien et le pilote danois. Il fallait à tout prix quitter le Danemark dont le gouvernement s’était « jeté plus ou moins sous la protection du Cabinet de Saint-Pétersbourg ». La compagnie embaucha un capitaine et des marins danois « avec le concours desquels, le 30 mars, à 5 heures de l’après-midi, notre infortuné bateau, abandonné par tous les Anglais, entra dans le port de Malmö ». La légion internationale, débarquée, est chaleureusement accueillie par la population, et l’aventure se termine par un banquet fraternel.

On peut dire que l’équipée était de toute façon mal partie, car de profondes dissensions divisaient les deux chefs polonais de l’expédition, Lapinski et Demontowicz⁸⁶. Les sympathies de Bakounine vont au second, malgré leurs divergences. Lapinski, dit Bakounine, « est courageux, adroit, sensé, mais c’est un condottiere sans scrupules ou pour le moins à la conscience élastique, un patriote, ce terme pris dans le sens d’une haine implacable et invincible des Russes ; en tant que militaire, il déteste et méprise par profession n’importe quel peuple, voire même le sien. »

De Lapinski, Bakounine déclare qu’il nourrissait à l’égard de Demontowicz un sentiment d’hostilité : « Pour moi, il n’y avait pas le

⁸⁶ *Joseph Demontowicz* (1823-1876). Bakounine fait la connaissance de Joseph Demontowicz lors de l’expédition du Colin Ward en 1863, dont il était le chef. C’était un émigré polonais agent du Comité central national polonais en Posnanie en 1863. Il devient ensuite agent gouvernement central polonais à Stockholm.

moindre doute qu'il profiterait de la première occasion, de la première chance, pour le supprimer ». Quant à Demontowicz, il était si méfiant de Lapinski qu'il « se gardait bien (selon ses propres paroles) d'accepter de Lapinski ses aliments, craignant du poison ». « Belle expédition, commente Bakounine, où les deux principaux chefs dont dépendent sa réussite, se trouvaient en de tels rapports ! »

« En un mot, je découvrais un monceau de malentendus et de mécontentements secrets ; et je me disais qu'il faudrait attendre qu'apparaisse une très bonne étoile pour que notre malheureuse expédition ait une issue heureuse. »

Le 31 mars, Bakounine, qui est fort en colère, écrit à Herzen :

« Vous vous êtes conduits avec moi comme avec un enfant, ne me prévenant qu'au dernier moment et, comme vous le voyez vous-même, par un trop bref et trop tardif télégramme, que je devais aller ici et là ; or les préparatifs de l'expédition ont duré plus d'un mois ; vous aviez donc assez de temps pour m'informer clairement et en détails de tout ; ne l'ayant pas fait, vous avez causé un grave préjudice à l'expédition, car prévenu à temps, j'aurais pu, ici même, en Suède, être pour elle d'une incontestable et considérable utilité. »

Ce serait une erreur d'interpréter les propos de Bakounine comme une vantardise. Il était en effet – on l'oublie souvent – un officier d'artillerie de l'armée russe, qui a su faire preuve de réelles capacités militaires et qui a montré sur le terrain ses qualités d'organisateur et de meneur d'hommes. Si, à Prague, en 1848, il était sceptique quant aux chances de succès de l'insurrection, une fois qu'elle fut déclenchée il y participa en tentant d'éviter de trop grandes pertes chez les insurgés.

Il fut l'un des dirigeants de l'insurrection de Dresde, en 1848, où il fit merveille, et une fois les insurgés battus, il organisa une retraite en bon ordre – exercice notoirement difficile étudié dans les écoles de guerre – « en emportant toute la poudre, toutes les munitions, et les blessés » précisera-t-il, ce qui lui valut une appréciation louangeuse d'Engels :

« À Dresde, le combat des rues dura quatre jours. Les petits-bourgeois de Dresde – la "garde nationale" –, non seulement ne participèrent pas à cette lutte, mais ils appuyèrent la progression des troupes contre les insurgés. Ceux-ci, par contre, comprenaient presque exclusivement des ouvriers venus des quartiers industriels environnants. Ils trouvèrent un chef

capable et de sang-froid dans la personne du réfugié russe Michel Bakounine, qui fut fait prisonnier par la suite ⁸⁷ ... »

Plus tard, à Lyon, Bakounine fut un des meneurs du mouvement qui préleva à la Commune de Paris, et eut, encore une fois, une appréciation louangeuse d'un historien bolchevik, Steklov, qui déclara qu'à ce moment-là il n'y avait pas de meilleur plan possible : l'intervention de Bakounine à Lyon, dit-il, fut « une tentative généreuse de réveiller l'énergie endormie du prolétariat français et de la diriger vers la lutte contre le système capitaliste et en même temps de repousser l'invasion étrangère » ⁸⁸.

Il est donc tout à fait probable que la présence de Bakounine aurait permis de régler nombre de problèmes d'organisation ; en revanche, il est tout aussi probable que les dissensions au sein des dirigeants polonais eussent de toute façon fait capoter l'affaire.

En attendant, la colère de Bakounine, qu'il regrettera aussitôt, s'abat sur Herzen et Ogarev, restés à Londres :

« Dites-vous bien que je ne suis pas un enfant, que j'aurai bientôt 50 ans et qu'il ne me convient pas, voire qu'il ne m'est pas possible d'être chez vous un garçon de courses ; et que, désormais, je ne me croirai pas tenu à n'accepterai pas de participer à toute action, dont la nature et les modalités ne me seront connus dans leur entier. »

On a coutume de railler l'expédition ratée à laquelle Bakounine se joignit – dont il ne prit pourtant pas l'initiative et à l'organisation de laquelle il ne participa absolument pas. Comme on peut s'y attendre, Marx ne s'en priva pas : « Le colonel Lapinski, de retour depuis quelques jours de son "expédition" entreprise avec Bakounine et si joliment terminée, grâce à Palmerston, sur la côte suédoise, fait remarquer, avec force jérémiades, que les comités de Varsovie, de Londres et de Paris sont absolument sous l'influence de Bonaparte et de Czartoryski ⁸⁹. » Il est significatif que Marx, qui a rencontré Lapinski, le trouve, au contraire de Bakounine, sympathique : « La connaissance

⁸⁷ F. Engels, cité dans *Michel Bakounine et les autres*, Arthur Lehning, 10/18, p. 170.

⁸⁸ Cité par F. Rude, in *De la Guerre à la Commune*, éditions Anthropos.

⁸⁹ Lettre à Engels, 15 août 1863. S'il s'agit du prince Adam Jerzy Czartoryski, aristocrate polonais au service de la Russie, celui-ci était mort depuis trois ans au moment où Marx écrit sa lettre.

la plus intéressante que j'aie faite ici, c'est celle du colonel Lapinski. C'est évidemment le plus spirituel des Polonais que j'aie vu jusqu'à ce jour, et avec cela homme d'action. » C'est que toutes les sympathies du colonel sont « acquises à l'Allemagne », précise Marx. Ce brave colonel hait tous les Orientaux « parmi lesquels il range avec la même préférence Russes, Turcs, Grecs, Arméniens etc.⁹⁰ » Ce qui convient tout à fait à Marx.

Un certain Cwierczakiewicz, qui joua un rôle d'intermédiaire dans l'organisation de l'équipée, s'en prit à Bakounine afin, dit celui-ci, de détourner sa propre responsabilité. Dans un projet de lettre à Herzen et Ogarev, Bakounine cite les chefs d'accusation : il lui est reproché d'avoir « perdu, vendu, trahi mille fois depuis un siècle, divulgué les secrets confiés par nous à son honneur » et, « contre toute délicatesse au moins, si ce n'est pas plus, de s'être mêlé de nos affaires intérieures par des conseils incongrus et pernicieux ».

L'expédition ayant échoué, dit Bakounine, et « comme dans cette expédition il s'est trouvé un Russe, dont toute la vie a été vouée à la cause de l'indépendance et de la liberté polonaise – ce Russe seul doit être coupable⁹¹. » Ce projet de lettre est intéressant parce qu'il révèle la pensée réelle de Bakounine sur les Polonais, dont il défend par ailleurs la cause. « Ceci me rappelle 1848, dit-il ; alors comme aujourd'hui, j'aspirais au même but, alors comme aujourd'hui, je fus calomnié par des Polonais qui méconnaissent toute l'ardente sincérité de mes vœux, m'accusèrent spirituellement et généreusement à la fois d'avoir été un agent du gouvernement de St Pétersbourg – Ce qui prouve que si leur courage héroïque ne faillit jamais, leur esprit d'injustice non plus. » Propos bien amers qui reflètent l'idée – que Bakounine ne formule jamais aussi explicitement – que les Polonais ne sont pas à la hauteur de leur cause.

Fin de l'épopée polonaise

A la suite de cela, ses amis Herzen et Ogarev lui adressent des critiques terribles : trop grande confiance, insouciance d'enfant, vantardises, agitation fiévreuse, absence de toute préparation, accuse Ogarev. Herzen, quant à lui, reproche à Bakounine d'adorer les conspirations mais d'être un mauvais et ridicule conspirateur... Ogarev l'exhorte à

⁹⁰ Lettre à Engels, 12 septembre 1863.

⁹¹ Projet de lettre à Herzen et Ogarev, avril 1863.

abandonner ses tendances révolutionnaires et à étudier les problèmes de l'État et de l'organisation sociale.

Ces critiques n'ont apparemment pas d'effet immédiat, mais porteront à la longue leurs fruits : il réalise la nécessité d'une organisation structurée, disciplinée, qui ne soit pas l'effet d'improvisations successives. Bakounine doit se rendre à l'évidence que l'insurrection polonaise était une révolte nobiliaire. Les Blancs, le parti des grands seigneurs, sont opposés à tout changement social, tandis que les Rouges, le parti de la petite noblesse, tout en acceptant quelques concessions aux paysans, craignent que ces derniers ne se radicalisent.

Bakounine rapporte une conversation qu'il a eue avec Demontowicz :

« Demontowicz, le commissaire d'ici du gouvernement populaire de Pologne, se disant ultra-rouge, me disait encore ces jours-ci : " Notre mouvement est provoqué par l'intelligentsia ; votre mouvement moujik serait le triomphe de la barbarie ; il est pour nous infiniment plus dangereux que la victoire même de l'Empire, car il pourrait entraîner nos paysans également ; si bien que si je devais faire un choix entre l'empereur et la révolution russe, je préférerais le premier ⁹²." »

On ne peut exprimer plus clairement que l'occupation russe est préférable à la révolution sociale.

La capacité des Suédois à s'exalter pour la cause slave avait des limites. Le gouvernement conservateur suédois, qui tenait à garder de bonnes relations avec la Russie, trouvait ce géant russe un peu encombrant. En faveur de Bakounine, il y avait le roi de Suède, qui détestait le tsar et qui voyait d'un œil favorable l'union de la Finlande et de la Suède que préconisait Bakounine, d'autant que cette idée avait ses partisans en Finlande, dont la bourgeoisie parlait le suédois. Le roi Charles XV accorda une entrevue à Bakounine, dont on ne sut pas grand chose.

Si Bakounine constate que l'insurrection polonaise n'a aucune chance de se transformer en révolution populaire, il constate également que ses analyses se sont vérifiées : la Pologne ne peut vaincre que par la révolution. La stratégie de la noblesse polonaise consistant à transposer

⁹² Lettre à *Zemlja i Volja*, 9 juillet 1863.

leur lutte pour l'indépendance sur le terrain diplomatique a conduit à une entente entre la Prusse de Bismarck et l'empire de Russie contre les insurgés. La manie des Polonais à miser sur la diplomatie plutôt que sur l'action de masse avait déjà été dénoncée par Bakounine dans sa brochure de 1842, « la Réaction en Allemagne » et dans l'« Appel aux Slaves » de 1848. En 1863, les Polonais pensent, une fois de plus, que l'action diplomatique permettra d'aboutir à leur libération. Ils comptent sur l'intervention de Napoléon III, et pensent que l'empereur des Français leur accordera la même aide militaire qu'il a donnée aux Italiens.

Or le contexte est totalement différent.

Les Autrichiens occupent des territoires au Nord de l'Italie. L'aide que la France apporte à l'Italie contre l'Autriche ne lui vaudra que l'hostilité de cette dernière. D'autant que la Prusse, qui est en conflit avec l'Autriche sur des questions territoriales dans le Nord de l'Allemagne (l'affaire des duchés du Schleswig-Holstein), soutient la France tandis que la Russie reste neutre. Ayant des frontières communes avec l'Italie, la France espère réaliser des gains territoriaux en échange de son aide (elle acquerra Nice et la Savoie).

La France n'a aucune frontière commune avec la Pologne, qui est elle-même occupée par l'Autriche, la Prusse et la Russie. Aider la Pologne, c'est se retrouver avec trois ennemis d'un coup, et de taille. Et aucune perspective de gains territoriaux – plutôt des perspectives de pertes de territoire.

Il est tout à fait surprenant que les stratèges polonais aient pu sérieusement imaginer une aide de la France. Bakounine ne cessa d'ailleurs de leur dire qu'ils n'obtiendront rien par la voie diplomatique et qu'ils n'ont rien à attendre des gouvernements étrangers.

La fixation des Polonais sur les perspectives diplomatiques s'explique parce qu'il était de leur point de vue inconcevable d'agir autrement : l'alternative aurait été un véritable soulèvement populaire de la paysannerie polonaise (ce qui aurait impliqué des concessions à cette classe en termes de terres) mais aussi un soulèvement des populations non polonaises opprimées par les Russes. De telles options n'étaient pas envisageables. L'extrême réticence des chefs polonais à accepter le soutien des révolutionnaires russes, et de Bakounine en particulier, vient précisément de ce qu'ils craignaient par-dessus tout la transformation de leur insurrection nationaliste en révolution sociale.

Sur la question finlandaise, Bakounine commit une erreur : il fit une analogie entre la situation de la Pologne et celle de la Finlande. Cette dernière n'était pas écrasée par la domination russe, comme l'était la Pologne. Depuis le XII^e siècle la Finlande avait fait partie de la Suède. La souveraineté russe sur le pays était récente (1809). L'usage et l'enseignement de la langue finnoise n'étaient aucunement réprimés, même si, à partir de 1872, l'enseignement du russe deviendra obligatoire dans les écoles. Avec la Finlande, dit Bakounine, « le tigre impérial ne montre rien d'autre que patte de velours » parce qu'il a déjà « une Pologne troublée sur le cou »⁹³.

Il y avait en Finlande un Sénat de quatorze membres nommés pour trois ans par le tsar ; une convention établissait que les gouverneurs de province seraient finlandais. Il existait une diète rassemblant les quatre ordres : noblesse, clergé, bourgeoisie et paysans. Cette diète, qui n'avait pas été réunie depuis l'annexion, fut convoquée sur l'ordre du tsar en septembre 1863. Les propositions de conciliation du tsar Alexandre II convenaient aux Finlandais. Mais si, après l'insurrection polonaise, le tsar se voit obligé de faire des concessions aux Finlandais, c'est peut-être en partie la conséquence de l'agitation provoquée par *Zemlja i Volja*.

La collaboration entre militants russes et finlandais fut en effet durable : ces derniers permirent d'ouvrir des voies de passage à la propagande révolutionnaire en Russie. « Cette collaboration tendait à créer une tradition de luttes communes entre les peuples de Russie et de Finlande », écrit Michel Mervaud⁹⁴.

La situation de Bakounine en Suède se compliqua avec l'arrivée de Sacha Herzen, le fils de l'ami de Bakounine, qui avait pris ombrage du succès du révolutionnaire russe auprès de l'opinion et avait entrepris de le déconsidérer. Bakounine considérait le jeune homme comme un blanc-bec sans envergure⁹⁵.

⁹³ Cf. *infra*, « La Russie officielle et le peuple de Russie ».

⁹⁴ *Herzen, Ogarev, Bakounine, lettres inédites*, introduction de Michel Mervaud, p. 45. Librairie des cinq continents, Paris.

⁹⁵ « Du fils de Herzen, je ne parle pas : c'est un bon garçon presque tout entier formé de qualités négatives. Ecrasé par le puissant prestige du père, il n'est point parvenu à développer en lui ni l'esprit ni le caractère jusqu'à l'indépendance. Jusqu'à présent, il ne s'est distingué que par sa mollesse et son irrésolution ; et il a été le pâle et

Analyse de la situation en Suède

Bakounine n'est donc pas resté inactif en Suède et ne s'est pas seulement intéressé à la Pologne. Il a noué de nombreux contacts et s'est beaucoup intéressé à la situation politique des pays scandinaves, comme le montre une lettre qu'il a adressée d'Italie à Demontowicz, réfugié en Suède. Il le bombarde de questions sur ce pays, ses relations avec le Danemark, les projets du roi de Suède, ceux du Parti populaire danois, la Norvège, le Parti libéral suédois, les relations entre le Danemark et le Schleswig-Holstein⁹⁶. Ce n'est pas l'attitude de quelqu'un qui est resté pendant six mois en marge des problèmes du pays où il a séjourné.

Dans un de ses projets d'organisation visant à regrouper les démocrates scandinaves, rédigé en octobre 1864 lors de son second séjour à Stockholm, Bakounine tente de montrer que si la constitution d'une organisation secrète scandinave est nécessaire, celle-ci doit tenir compte des particularités de ces pays qui constituent « au milieu de l'Europe, comme un monde à part ».

Ce sont des pays profondément monarchiques, et Bakounine pense que « vu la situation particulière, intérieure et extérieure, des trois pays scandinaves, un roi est encore nécessaire. C'est au moins la conviction des hommes les plus intelligents du parti le plus avancé », qui se disent platoniquement républicains mais ne remettront pas en cause la monarchie. Il y a, dans ces pays, l'habitude d'une grande liberté. « La Norvège possède des institutions presque républicaines, et le Danemark depuis la réforme est gouverné par des lois beaucoup plus démocratiques que la celles de la Suède. » En Suède, s'étonne Bakounine, c'est le gouvernement lui-même et la couronne qui prennent l'initiative des réformes : c'est, dit-il, « un monde renversé⁹⁷ » !

erratique reflet de son père. (...) Jusqu'ici il n'a ni idées ni passions propres. (...) Au demeurant, en lui s'est éveillée présentement une vanité infantile et ridicule et, à regret, je dois dire, pas tout à fait pure, qui l'a amené à faire ici, en Suède, une masse de bêtises impardonnables, à propos desquelles je me crois obligé d'écrire à son père. » Lettre à *Zemlja i Volja*, 9 juillet 1863.

⁹⁶ Lettre à Józef Demontowicz, 26 février 1864.

⁹⁷ « Projet d'organisation de la famille des frères scandinaves », Stockholm, octobre 1864.

« Et ce qui est digne également de remarque, c'est que toutes les classes de la société y sont plus ou moins libérales, aucune, pas même la noblesse et le clergé n'osant, ni ne voulant, ni même ne pouvant se poser comme des corps de résistance franchement réactionnaires⁹⁸. »

Mais en même temps, toutes les classes y sont plus ou moins conservatrices ! Pourtant il y a une classe nombreuse de prolétaires : serviteurs des deux sexes, ouvriers des campagnes, des fabriques et des villes qui forme à peu près la moitié de la population et ne jouissent d'aucun droit politique et sont à peine émancipés au civil, mais cette classe n'a pas conscience de ses droits et n'exige rien.

Les deux classes qui représentent une puissance sont la bourgeoisie et la paysannerie, qui l'une et l'autre veulent une réforme constitutionnelle « dans un sens très libéral, mais pas du tout démocratique ». Quant à la jeunesse lettrée, confinée dans les universités de Lund et d'Upsala, elle est stérilisée par son éducation et n'a comme perspective que de rêver d'une carrière bureaucratique. Elle « n'apporte pas, comme elle devrait le faire, un surcroît de vie au mouvement politique de la Suède ».

L'esprit politique des Suédois est peu développé, lent, indolent, imprévoyant. Cependant, « lorsque la nécessité d'un acte décisif devient pressante, le cœur s'allume et le fait s'accomplit ». Les Suédois jouissent d'une grande liberté qui leur a peu coûté, pour laquelle ils ne se sont pas beaucoup sacrifiés.

« Elle leur est venue comme un bien naturel, dont à cause de cela même ils ne comprennent pas tout le prix. Ils en sont infatués, et en quelque sorte par elle endormis – ils en sont tellement sûrs, qu'ils ne croient pas devoir veiller pour la garder, ni travailler pour l'élargir encore et pour en étendre les bienfaits également sur tous les Suédois⁹⁹. »

La politique, la science, la religion, les arts ne sont pas la principale préoccupation des Suédois. Ce qui les préoccupe, ce sont plutôt « les intérêts quotidiens de la vie matérielle, corrigés quelque peu par la frivolité des caquets de petite ville ».

Ils s'intéressent peu aux événements de l'Europe.

⁹⁸ *Ibid.*

⁹⁹ *Ibid.*

« Ils ont pour tout ce qui se fait dans les autres pays, l'intérêt curieux d'amateurs et d'hommes civilisés, des sympathies ou des antipathies de goût, mais non d'intérêt. La majorité de la classe civilisée en Suède, pense, à tort sans doute, que les événements de l'Europe entière ne sauraient réagir en Suède – et que fût-ce la révolution, fût-ce la réaction qui doit l'emporter définitivement sur le Continent, la Suède ne changera ni de direction, ni de pas ¹⁰⁰. »

Mollesse et apathie de l'opinion publique, absence d'une grande idée, d'un grand intérêt moral, intellectuel, politique ou social, mais surtout absence d'une « grande crainte ou d'un grand désir communs à toute la nation », voilà qui explique l'isolement dans lequel vivent les hommes politiques de la Suède – ce qui ennue bien Bakounine, car il voudrait bien attirer la Suède dans le concert des nations européennes. D'autant que, selon lui, il y a deux questions qui doivent « réveiller la Suède » : la réforme constitutionnelle et la question scandinave.

De la première, Bakounine montre qu'elle aboutira à faire perdre à la noblesse les sinécures et les emplois qui lui étaient réservés par le privilège constitutionnel. Cependant, cette réforme sera très certainement accordée sans coup férir, ce qui là encore ennue bien Bakounine : à son correspondant suédois, il déclare « qu'il serait désirable pour la Suède que cette réforme ne passe sans une grande résistance, – qu'elle vous coûte de grands sacrifices, que vous l'emportiez de haute lutte. Vous êtes malade de trop de bonheur, de vos conquêtes trop faciles – vos muscles se sont relâchés ; pour les fortifier il faut la guerre : intérieure et extérieure. La réforme, si elle vous arrive tranquillement, ne vous apportera pas grande chose. Mais la lutte intestine pour la réforme réveillera l'esprit et le cœur d'une nation généreuse naturellement énergique et fière. Et une fois l'âme suédoise réveillée, ce sera un monde de questions politiques et sociales qui surgira de cette pauvre question de Réforme. Alors, mais alors seulement, vous redeviendrez une grande nation européenne, vivante et progressive ¹⁰¹. »

L'énervement de Bakounine devant cette Suède où les habitants sont en somme trop heureux, où leurs conditions de vie s'améliorent à l'initiative même des instances de pouvoir – le gouvernement et la monarchie – sans qu'il y ait de conflit est assez amusant. Ce grand gail-lard hyperactif qui a déjà participé à trois révolutions, fait huit ans de

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ *Ibid.*

forteresse et quatre ans de relégation en Sibérie, qui n'a connu que des régimes despotiques, est complètement déboussolé en Suède. Bakounine le dit lui-même : c'est le monde à l'envers.

Il y a une certaine ironie de l'histoire à voir le révolutionnaire russe s'étonner de ce qui est peut-être déjà le modèle social suédois, qui pose un réel problème encore d'actualité : le *welfare state* dont la Suède semble être le précurseur est-il le moyen d'éviter la révolution ?

La question scandinave est l'autre question susceptible de soulever l'enthousiasme des Suédois. Ceux-ci auraient un instinct général, quoique non formulé : la haine contre la Russie et, plus récemment, la haine contre la Prusse et contre l'Allemagne en général. La nation suédoise se sent prise comme dans un étau entre ces deux puissances. S'adressant aux hommes qui doivent constituer la nouvelle société secrète, Bakounine affirme :

« C'est à vous à lui expliquer que pour sortir avec honneur et avec triomphe de ce danger, il n'y a qu'une issue : c'est l'union Scandinave¹⁰². »

Il semble donc que, pendant sept les mois qu'il a passés en Suède, Bakounine ait consacré beaucoup d'efforts à la tentative de constituer une sorte de fédération des pays scandinaves comme contre-poids à l'influence russe et allemande. « Vous êtes en train de fonder une magnifique chose : C'est l'Association scandinave », dit Bakounine, qui regrette cependant que le nom de cette organisation ait été modifié en Association du Nord car ainsi, l'Allemagne et la Russie pourraient y adhérer, alors que « le mot Scandinave est compris, et ce qui plus est applaudi de tous les amis de la liberté en Europe ».

Bakounine réaffirme ainsi la nécessité d'une union du type fédéral avec la Norvège et le Danemark respectant les principes qu'il a exposés de liberté d'adhésion et de sécession : « Que toute nation, tout peuple petit ou grand, faible ou fort, toute province, ont le droit absolu de disposer d'eux-mêmes selon leurs sympathies, leurs intérêts et leurs pure volonté, sans qu'aucun état, sous quelque prétexte que ce fût, ait le droit de les en empêcher. »

Bakounine fait alors un commentaire très curieux :

¹⁰² *Ibid.*

« On ne fait plus aujourd’hui, comme au temps de la grande révolution, de déclaration de principes, et tout le monde s’en moquerait. – Eh bien ! tant pis – C’est précisément parce qu’on fait aujourd’hui fi des principes, qu’on commet tant de cochonneries. – Et ce n’est pas vrai qu’on ne les fasse plus [*Bakounine parle des déclarations de principes*], mais on les fait avec hypocrisie, falsifiées. Qu’est ce donc que le principe de “nationalité” dont on a fait tant de bruit ? N’est ce pas un principe, et précisément le même principe que celui que je vous propose, avec cette différence que le mien est clairement exprimé. Et ne comprenez-vous donc pas quelle puissance morale et par conséquent politique aussi cette déclaration vous donnerait vis-à-vis des Allemands ? Et quelle sympathique confiance en surgirait pour vous dans tous les peuples ? Si vous dites seulement : Nous voulons l’union scandinave parce qu’elle est nécessaire à notre sécurité, à notre puissance, cela ne regardera que vous. Mais si vous ajoutez : “Nous la voulons parce qu’elle est voulue librement par les peuples qui doivent la former, et nous rejetons avec dédain toute idée de conquête, de violence et de droit historique ; nous voulons pour nous et pour les autres la liberté et rien que la liberté”, votre cause deviendra celle de tous les peuples¹⁰³. »

Dans un monde profondément bouleversé depuis son arrestation, Bakounine semble reprendre du service sur la scène européenne avec les concepts de 1848.

Le mouvement scandinaviste est apparu à la fin du XVIII^e siècle et se manifesta dans la presse danoise en 1787. Une société scandinave fut créée. En 1809 la Finlande, alors partie de la Suède, est annexée par la Russie. Dans le contexte de la réorganisation de l’Europe mise en œuvre lors du Congrès de Vienne, après la chute de Napoléon, le roi du Danemark Frédéric V céda la Norvège à la Suède en échange d’une portion de la Poméranie suédoise, portion que le Danemark abandonna aussitôt à la Prusse en échange du duché de Lauenburg, lequel allait être plus tard l’objet d’un conflit, en même temps que le Schleswig et le Holstein, entre le Danemark et la Confédération germanique¹⁰⁴. Le mouvement scandinaviste perd alors son élan, mais une nouvelle agitation commença en 1829 dans les universités, qui inquiéta les gouvernements. Christian VIII combattit une société scandinave qui s’était constituée à Copenhague en 1843 et qui favorisait le parti consti-

¹⁰³ « Projet d’organisation de la famille des frères scandinaves », Stockholm, octobre 1864.

¹⁰⁴ Cf. ci-dessous, « L’affaire des duchés ».

tutionnel danois. Un journal qui avait préconisé l'idée d'une fusion des trois États sous une même dynastie fut poursuivi.

Le roi de Suède Oscar I^{er} tenta d'enrayer le mouvement mais ne put empêcher que les étudiants suédois soient reçus avec enthousiasme au Danemark, en 1845, où tout le monde prêta serment de se dévouer à la défense commune contre l'hostilité de la Confédération germanique.

Lorsqu'il fut avéré que le roi du Danemark n'avait pas de succession, la guerre de succession des duchés éclata en 1848 avec l'Allemagne sur la question du Schleswig et du Holstein. La Suède n'intervint pas. On peut penser qu'une vigoureuse intervention de la Suède aurait mis les Danois dans de bonnes dispositions pour accepter un rattachement à la Suède. Mécontents devant l'attitude de la Suède, les Danois acceptèrent l'ordre de succession de 1852 défini au traité de Londres : l'héritier présomptif serait le prince allemand Christian de Sonderburg-Glücksburg. Cette solution ne convenait à personne et l'idée d'une fusion sous une même dynastie refit surface. Lorsque Frédéric VII mourut en 1863, le prince fut couronné sous le nom de Christian IX, mais le Holstein refusa de le reconnaître.

Une nouvelle société scandinave se constitua en 1864 dans les trois États scandinaves en vue d'un rapprochement.

Ce rapide survol du contexte scandinave contemporain à Bakounine montre qu'il existait des germes de discorde entre les États scandinaves et la Confédération germanique – en fait la Prusse – qui pouvaient justifier la mobilisation des scandinavistes. Il est évident que Bakounine souhaitait que les scandinaves s'unifient pour constituer un front commun contre l'Allemagne.

En 1863, la Prusse annexe trois duchés au détriment du Danemark. Devenant le maître du jeu en Allemagne du Nord, la Prusse de Bismarck devient potentiellement une menace.

Dans ses projets, Bakounine n'abandonne pas l'idée d'une libération de la Finlande : soucieux de préserver le caractère « scandinave » de l'association quand il s'agit d'en exclure la Prusse et la Russie, il est moins regardant quand il s'agit d'intégrer la Finlande. Il tente donc de convaincre ses correspondants d'inclure ce pays dans l'Association

« Je sais bien qu'il [y] a beaucoup de membres fort honorables de votre association – (Mankell, Enblom etc.) qui ne veulent pas du tout de la Finlande. Je crois que c'est une grosse erreur politique que je n'ai pas

besoin de vous démontrer. Je demanderai seulement encore une fois : Pourquoi diable alors vous appelez-vous Association du Nord ?

« Si j'avais une voix parmi vous, j'aurais proposé de faire un appel solennel à la Finlande et de lui déclarer que si jamais des circonstances plus heureuses rendaient possible son retour à la Suède, celle-ci l'acceptera avec bonheur, non comme une esclave, mais comme une sœur égale en indépendance et en liberté, non comme une province, mais comme un État confédéré seulement pour les grands intérêts généraux politiques, de toute la Scandinavie – et conservant toute son indépendance intérieure, sa langue, et sa législation particulière.

« Rappelez-vous que le retour de la Finlande à la Suède entraînerait probablement vers vous une grande partie des populations finnoises, dans le Nord de l'Empire de Russie, – peut-être aussi l'Esthonie et la Livonie, sans conquête de votre part, sans violence, par le mouvement spontané et libre des populations – et que vous formeriez alors réellement la grande Fédération libre du Nord. Est-ce que vous n'aurez donc pas le courage de risquer la chance d'un si grand avenir ¹⁰⁵ ? »

Le projet de Bakounine est grandiose : constituer une sorte d'union européenne avant la lettre, limitée à l'Europe du Nord, se posant comme un bloc anti-despotique distinct à la fois de l'Allemagne et de la Russie et attirant dans son orbite les pays de la Baltique. Il s'agit en somme de s'appuyer sur les États les plus libéraux pour créer un modèle de libre fédération attractif pour les *populations* des États européens, faute de l'être pour leurs *couches politiques dirigeantes*. Les proclamations selon lesquelles « le droit autonome de toutes les quatre nations » sera respecté cachent mal l'intention réelle de Bakounine, qui est de parvenir à terme à une forme d'interdépendance qui rendra impossible tout retour en arrière. Il sait bien qu'il est difficile de remettre en cause le principe monarchique : aussi, tout en déclarant qu'il faut parvenir à une « union dynastique », il affirme qu'il faut transformer celle-ci en « fédération réelle et directe de ces nations » dans laquelle le roi n'est pas « une condition absolument nécessaire de cette union, et pour que l'union reste quand le roi tombera » : « Vous aurez donc en dehors ou au-dessus des parlements suédois, norvégien, danois, finlandais, un parlement scandinave ¹⁰⁶. »

¹⁰⁵ « Projet d'organisation de la famille des frères scandinaves », Stockholm, octobre 1864.

¹⁰⁶ Je souligne.

L'idée de république européenne n'est pas une nouveauté chez Bakounine ; dans une lettre à *La Réforme* du 13 mars 1848 il écrivait déjà : « Le mouvement révolutionnaire ne s'arrêtera que lorsque l'Europe, l'Europe toute entière, *sans en excepter même la Russie*, sera devenue une république démocratique-confédérée. (...) La révolution périra si la royauté ne disparaît complètement de la surface de l'Europe. » En 1864 sa position n'a pas changé sur ce point. Précurseur ou rêveur, il est difficile de présenter, comme le fait l'image d'Epinal, l'auteur d'un tel projet comme un « nihiliste » et un « pan-destructeur ».

La méthode argumentative de Bakounine est amusante. S'adressant à des hommes sur lesquels il ne se fait au fond pas d'illusion, il ne cesse de leur suggérer des positions politiques en précisant qu'il sait bien qu'ils ne les reprendront pas. Ainsi, dit-il, « vous devriez faire, selon moi, mais vous ne ferez pas, je le sais, une déclaration de principes pour la politique intérieure... »

Le programme de Bakounine pour la fédération scandinave ne s'arrête pas là. Il faut aussi une politique intérieure : « Liberté et droits politiques pour chacun – Suffrage universel – Système large d'éducation populaire – Emancipation du peuple par la liberté, par les écoles et par le crédit au travail – Principe d'association ¹⁰⁷. »

On retrouve dans ce programme l'idée proudhonienne de banque du peuple. Bakounine semble bien, à cette période, faire un retour à Proudhon, retour qui coïncide avec le retour aux préoccupations sociales, très présentes dans les textes « suédois » : les mots « ouvrier », « associations ouvrières » reviennent fréquemment, ainsi que les références à Proudhon :

« Proudhon, qui n'est pas un conspirateur du tout, a dit, dans un de ses ouvrages les plus remarquables : (*De la Justice dans la Révolution et dans l'Église*, Edition Belge), que s'il se trouvait seulement 100 en Europe, vraiment et complètement pénétrés de l'idée révolutionnaire, et qui se donneraient la main pour une action en commun, dûment organisée, le triomphe de la Révolution serait assuré dans le monde. – Je crois, cher ami, qu'il y a en Europe beaucoup plus de 100 hommes qui pensent, qui sentent et qui veulent comme nous, mais que chacun de nous, restant séquestré en lui même et ignorant tous les autres, est réduit par là-même à une triste et

¹⁰⁷ « Projet d'organisation de la famille des frères scandinaves », Stockholm, octobre 1864.

honteuse impuissance. Que serait-ce si nous nous recherchions, si nous tachions de nous reconnaître, et si nous nous donnions tous effectivement la main pour l'accomplissement en commun pour cette grande œuvre ? Mais ayant la révolution pour but, nous ne pouvons naturellement nous chercher qu'en secret, par voie de conspiration, pour réunir toute l'Europe en une Confraternité internationale secrète et révolutionnaire¹⁰⁸. »

Dans un autre document de la même période, daté de Stockholm, septembre-octobre 1864, Bakounine cite encore Proudhon et sa trop fameuse phrase : « La propriété c'est le vol¹⁰⁹ », dans un développement sur l'idée que le travail seul crée la richesse. Peu après, lorsque Bakounine retournera en Italie, il passera par Paris pour revoir Proudhon. Le 11 novembre 1864, sachant celui-ci malade, il lui écrit une lettre pour lui demander s'il peut le recevoir.

C'est sans doute en Suède que commence un processus, qui durera quatre ans, de désengagement progressif par rapport à la question slave et d'engagement progressif dans les problèmes de la classe ouvrière. Ce processus culminera avec une lettre qu'il écrira à Marx en 1868, dans laquelle il déclarera qu'il ne se consacrera plus qu'à la cause prolétarienne.

La suite du texte de Bakounine aux Frères scandinaves est consacrée à l'organisation de la société secrète. Là, on peut dire qu'il verse dans le fantasme, car il se lance dans des précisions tout à fait en dehors de la réalité : Gouvernement régional, Conseil régional, présidence régionale, Conseil national, etc. On peut aborder la question des « sociétés secrètes » de Bakounine de deux manières. Soit on pense qu'il s'agit chez lui d'une sorte d'obsession, et dans ce cas on abandonne toute réflexion politique pour se consacrer à la pathologie mentale du révolutionnaire russe ; soit on considère qu'il y a une certaine rationalité dans l'approche de Bakounine et on tente d'en comprendre le processus. Le lecteur aura sans doute compris que notre choix est celui de la rationalité, ce qui ne nous empêche pas de reconnaître qu'il y a tout de même un petit brin de manie chez lui.

Il semble évident que Bakounine ne se faisait pas d'illusions sur ses amis suédois : il espère cependant réunir quelques militants susceptibles de maintenir le flambeau et, pour ce faire, il n'y avait pas d'autre

¹⁰⁸ *Ibid.*

¹⁰⁹ « Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité », Stockholm, sept.-oct. 1864.

moyen que de former un petit groupe d'hommes actifs et cohérents¹¹⁰. Appelons cela une société secrète. « Puisque vous ne pouvez pas le faire en public, dit-il, faites-le par la voie d'associations secrètes. » Il faut tout de même garder à l'esprit que dans la plus grande partie de l'Europe, le droit d'association n'existe pas.

C'est pourquoi il propose de constituer une structure qui anticipe en quelque sorte sur une invention du parti bolchevik : la fraction. La création de fractions sera une des conditions d'admission à l'Internationale communiste. Ce sont des groupes cohérents de militants chargés de diffuser dans les organisations de masse les positions du parti. Bakounine ne propose rien d'autre que cela. Il faut qu'il y ait, dans l'association scandinave publique, « une association beaucoup moins nombreuse, mais composée uniquement d'hommes intelligents et déterminés, unis fortement entre eux par un programme beaucoup plus large et plus avancé que celui qui sera reconnu en public, unis non seulement par l'identité de leurs pensées politiques, mais encore par l'engagement solennel et secret qu'ils auront pris, l'un vis à vis de l'autre, de n'agir désormais que selon un plan arrêté en commun et d'observer sur toute l'étendue de la Suède la plus grande discipline. En un mot il vous faut une Société scandinave secrète, qui par cette puissance d'unité qu'elle aura seule au milieu de l'anarchie du grand nombre, gouvernerait et dirigerait naturellement et d'une manière invisible la grande et publique association scandinave. »

On ne peut trouver de définition plus précise d'une fraction politique.

¹¹⁰ Sur le bateau qui le ramène en Angleterre, Bakounine écrit à Adolf Hedin une lettre significative quant aux effectifs en jeu dans ses projets : « Vous êtes Vous réuni tous les trois, après mon départ et le résultat de Votre réunion a-t-il été satisfaisant ? », s'enquiert-il. « J'espère que vous tiendrez votre promesse », demande-t-il encore : « Ce sera pour moi et pour Vous même une preuve que Vous avez pris la chose au sérieux. »

Adolf Hedin (1834-1905), journaliste, publiciste et homme politique suédois partisan des réformes sociales et de la démocratie. Il fut rédacteur en chef de *Aftonbladet* de 1874 à 1876. Elu au parlement en 1870. Partisan du scandinavisme, il soutint initialement l'union de la Norvège et de la Suède mais se rallia à une solution pacifique du conflit.

Sociétés secrètes en Suède

L'expédition de Bakounine en Baltique a certes tourné au tragique, mais ce serait une erreur de sous-estimer les analyses politiques qu'il fait à la fois des pays scandinaves et de la politique polonaise.

Installé désormais en Italie, Bakounine retourne encore une fois en Suède en 1864, pour une courte durée. Est-ce pour vérifier qu'il n'y a vraiment rien à faire pour la Pologne ? S'il reconnaît que l'insurrection polonaise n'avait aucune chance de se transformer en révolution populaire, il constate également que ses analyses se sont avérées justes : la Pologne ne peut vaincre que par la révolution. La stratégie de la noblesse polonaise consistant à transporter leur lutte pour l'indépendance sur le terrain diplomatique a conduit à une entente entre la Prusse de Bismarck et l'empire de Russie contre les insurgés.

La raison du second séjour de Bakounine en Suède semble plutôt de concrétiser un travail commencé pendant son premier séjour. Il ne fait pas de doute que Bakounine a été mêlé aux milieux maçonniques lors de son long séjour en Suède. D'Italie, en avril ou mai 1864, il écrit à Lars Johan Hierta¹¹¹, à Stockholm, une lettre dans laquelle il déclare travailler sur un « projet de réforme de la franc-maçonnerie, qui doit redevenir selon [moi] un champion vraiment militant et actif de la liberté religieuse, politique et sociale, – en un mot de la démocratie humanitaire. » Aurait-il écrit cela à un profane ?

C'est en septembre-octobre 1864 qu'est créée à Stockholm une « Société internationale secrète de la Révolution » avec un « Programme provisoirement arrêté par les frères fondateurs¹¹² ». On peut donc émettre l'hypothèse que son séjour en Suède lui a permis de prendre contact avec des cercles maçonniques – les thématiques maçonniques étant particulièrement présentes dans le programme de cette société secrète.

Ce programme est un mélange d'utopie politique et sociale, d'idéal maçonnique auxquels il faut ajouter un zeste de « préanarchisme ». Il y est question de « dissolution radicale de toutes les organisations politi-

¹¹¹ *Lars Johan Hierta* (1801-1872) fait la connaissance de Bakounine en mars 1863. C'est un homme politique suédois fondateur en 1830 du journal libéral *Aftonbladet*. Il est membre de la chambre des nobles de 1828 à 1866 et membre du Comité suédois pour la cause polonaise.

¹¹² Sept.-oct. 1864.

ques, sociales et économiques actuellement existantes et la réorganisation de la Société, européenne d'abord, ensuite mondiale, sur les bases de la *liberté*, de l'*égalité* et de la *Justice* ». On n'en saura pas plus sur le programme de cette société secrète.

Un « catéchisme révolutionnaire » est aussitôt présenté qui pose d'emblée comme premier point l'élimination de l'influence divine – ce qui est une constante chez Bakounine, mais aussi chez les franc-maçons¹¹³. Avec la religion, l'homme « pose en dehors de sa raison et de sa conscience le principe régulateur de ses actes » et se trouve donc « incapable de bien et destitué de tout droit propre ». Entérinant l'existence d'une autorité supérieure, la religion condamne les hommes à la misère et à l'esclavage « en les consolant par l'espoir d'une récompense dans le Ciel ». Bakounine affirme donc que la raison humaine est la seule source de vérité ; la conscience humaine est la seule source de justice ; la liberté individuelle et collective sont les seules bases de l'ordre.

« L'ordre dans la société doit être la résultante du plus grand développement possible de toutes les libertés locales, collectives et individuelles¹¹⁴. »

On retrouve textuellement cette équation dans les « fragments d'écrits sur la franc-maçonnerie », datés de l'été-automne 1865¹¹⁵. Le programme nie le « principe d'unité » en politique, c'est-à-dire la centralisation, et affirme le « principe de liberté » par voie d'association

¹¹³ Le « Catéchisme révolutionnaire » de Bakounine est le point II d'un document dont l'intitulé complet est « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire. I. Objet. II Catéchisme révolutionnaire ». Ce catéchisme-là ne doit pas être confondu avec le « Catéchisme du révolutionnaire » de Netchaïev. Le premier est un embryon de programme politique qu'on pourrait qualifier de pré-anarchiste, tandis que le second est une sorte de manuel du comportement individuel du nihiliste, d'un cynisme extrême. Les deux documents, qui ont souvent été confondus, n'ont rien à voir l'un avec l'autre.

¹¹⁴ « Société internationale secrète de la Révolution. – Programme provisoirement arrêté par les frères fondateurs ». Cf. également : « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire. I. Objet. II Catéchisme révolutionnaire », Naples mars 1866. Bakounine avait l'habitude de reprendre fréquemment des passages des textes déjà employés.

¹¹⁵ « La raison humaine, collective et individuelle, comme critérium unique de la vérité : la conscience humaine comme base de la justice et la liberté individuelle et collective comme source et fondement unique de l'ordre dans l'humanité. » (« Fragments d'écrits sur la Franc-Maçonnerie », Fragment B.)

et de fédération. L'influence proudhonienne est ici claire. Est également affirmée l'idée que l'égalité politique est impossible sans l'égalité économique et sociale – thème qui sera récurrent chez Bakounine.

L'implication politique de ces principes est la mise en place d'une République fondée sur le suffrage universel. Ce point ne contredit pas l'« anarchisme » futur de Bakounine en ce sens qu'il n'a jamais nié la validité du suffrage universel en tant que tel mais son application dans un système politique qui ne garantit pas l'égalité économique.

En économie, les principes avancés impliquent la suppression du droit d'héritage – là encore un thème récurrent plus tard chez le Bakounine libertaire. Le travail devient le fondement du droit, « moralement et socialement, mais *non légalement* obligatoire pour tout le monde », chacun, commente Bakounine, conservant « la liberté de mourir de faim et de se déshonorer par l'oisiveté ». On a là une morale du travail très stricte.

Suit un programme économique sous forme d'énumération qui est un florilège de la pensée proudhonienne :

« – Emancipation et organisation du travail par l'association libre –
 Juste répartition des produits, fondée sur la juste balance de la qualité et de la quantité du travail de chacun – Equilibre des forces et des intérêts –
 Réciprocité des services – Organisation du travail par l'association et la solidarité universelle – Solidarité économique universelle ¹¹⁶. »

Les chômeurs qui, « par un accident difficile à supposer », ne trouveraient pas de travail seraient pris en charge par la communauté, ainsi que les enfants, les malades et les vieillards.

Un autre point qui constitue une constante chez Bakounine : « La femme différente de l'homme, mais non inférieure à lui, intelligente, travailleuse, libre comme lui, est déclarée son égale. » On ignore cependant si l'égalité accordée aux femmes incluait la possibilité pour elles d'adhérer à la franc-maçonnerie, ce qui aurait été une réelle innovation pour l'époque...

Le mariage religieux et civil est remplacé par le mariage libre. L'instruction est gratuite et obligatoire pour tous (les filles aussi, par conséquent) du primaire « jusqu'aux plus hautes institutions de perfectionnement, théorique et pratique, dans les sciences, dans les lettres,

¹¹⁶ « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire ».

dans les arts et dans l'industrie » – on a là une préfiguration de l'Instruction intégrale qui sera discutée plus tard au sein de l'Association internationale des travailleurs.

Sur le chapitre des relations internationales, « l'indépendance et l'intégrité nationale est un droit naturel inaliénable comme celles de l'individu » : c'est même, est-il précisé, un droit *naturel*, et non *historique*. « Chaque nation, chaque province, chaque commune aura le droit absolu de disposer d'elle-même comme elle le voudra, de rompre ses alliances passées et présentes et de s'associer avec qui elle voudra ». Cependant, précise-t-on, « chacun cherchera plutôt à s'unir qu'à se séparer ». « Car tout ce qui voudra rester en dehors de la Révolution sera abandonné d'elle, et tout ce qui se mettra contre elle, elle le brisera. » Là encore, c'est un thème qui reviendra fréquemment plus tard chez le Bakounine libertaire : le droit à la sécession, mais dans une perspective d'unification à terme.

Cette vision des rapports internationaux n'est pas une simple lubie. Elle est au contraire plutôt pragmatique. Bakounine ne croit pas à la viabilité des petits ensembles territoriaux. Il pense que seuls les grands ensembles sont viables : il le dira très clairement en 1873 dans *Étatisme et anarchie*. Mais pour constituer un grand ensemble, il y a la méthode étatique, par la force et la violence, et il y a la méthode démocratique, ou plutôt fédéraliste.

Pour constituer un grand ensemble, il faut que les parties qui le constituent aient fait l'expérience de l'indépendance. Et pour que ces parties s'agrègent volontairement au grand ensemble, il faut qu'elles aient la garantie de pouvoir le quitter si elles le désirent. Ensuite, la logique des choses fait son œuvre : l'habitude de la vie commune homogénéise ce nouvel ensemble.

Dans une lettre à Józef Demontowicz, un des chefs de l'insurrection polonaise, Bakounine dresse un plan qui implique, dit-il, une « décision vaste et courageuse »¹¹⁷. Il faut abandonner les prétentions territoriales et reconnaître « la liberté et l'absolue indépendance de toute la région de l'Ukraine-Petite Russie, incluant la Volhynie et la Podolie et même la région de Ruthénie en Galicie ».

¹¹⁷ 26 février 1864.

« Je suis convaincu que si ces pays doivent rester dans une union gouvernementale avec la Pologne, alors c'est seulement par cette voie que l'union peut être réalisée. Donnez-leur une entière liberté, reconnaissez-leur le droit inconditionnel à s'autodéterminer, déclarez-les indubitablement libres de tout lien historique, plus ou moins involontaire avec la Pologne, et la Petite-Russie créera un lien nouveau, véritable avec vous, sous quelque forme que ce soit. Exigez d'elle seulement un soulèvement contre Moscou et rien d'autre. »

Si les Polonais veulent continuer la « politique ancienne, étriquée, bornée concernant les régions de la Petite-Russie, vous les rejetterez définitivement de vous dans les bras de Moscou et de Vienne ». C'est, en fait, ce qui s'est passé.

Mais si Bakounine ne croit pas en la viabilité des petits ensembles politiques, il ne croit pas non plus que les grands projets se réaliseront spontanément. La révolution n'est « guère comprise par la plupart des hommes », dit-il dans son « programme provisoirement arrêté », aussi faut-il s'organiser afin de « la développer et de l'accélérer dans tous les pays ».

« D'où suit la conséquence, que tout en laissant à chaque pays *l'autonomie et l'initiative nécessaires à la liberté de chacun*, il faut néanmoins que l'organisation révolutionnaire secrète aboutisse à un *centre unique* qui ralliera à un *plan général* d'action et de mouvement les efforts partiels des révolutionnaires de tous les pays ¹¹⁸. »

Lors de la révolution de 1848 qui avait secoué toute l'Europe, Bakounine avait agi pratiquement seul, en dehors de tout cadre organisationnel, aussi bien à Paris qu'à Prague et à Dresde. Après son évasion de Sibérie, il était seul également, même s'il était en théorie affilié à *Zemlja i Volja*, dont il n'a cependant pu rencontrer aucun membre – mis à part son « recruteur » devenu fou...

Maintenant apparaît l'idée qu'une organisation structurée est nécessaire, mais le seul modèle qu'il a est le modèle maçonnique ¹¹⁹. Il

¹¹⁸ « Société internationale secrète de la Révolution. – Programme provisoirement arrêté par les frères fondateurs », sept.-oct. 1864.

¹¹⁹ Le père de Bakounine, lecteur des auteurs des Lumières, humaniste, amateur d'Italie, pourrait bien avoir été lui aussi franc-maçon – il en avait en tout cas le profil. Parlant de la renaissance intellectuelle en Russie au début du XIX^e siècle, Nicolas Berdiaev écrit : « La renaissance dont nous parlons ne se fait jour que dans une partie insignifiante de la noblesse. Les amis de la culture et de la vérité se groupent en toutes

semble que Bakounine ait adhéré à cette vénérable institution à Paris vers 1844-1846¹²⁰. Pendant la révolution de 1848-1849 il n'apparaît pas qu'il ait ressenti le besoin d'une organisation, en dehors du cercle de ses relations. Son besoin d'organisation apparaît en fait avec son implication progressive dans les luttes sociales, en Italie, vers 1864. C'est d'Italie qu'il écrit à Lars Johan Hierta qu'il veut transformer la franc-maçonnerie en centre de propagande pour le socialisme. En Italie, il est confronté à la l'influence hégémonique de Mazzini et au poids de la religion. 1864 marque aussi le départ d'une offensive papale inouïe contre l'athéisme, le socialisme, les franc-maçons, la liberté de la presse. Bakounine se faisait des illusions sur la capacité de la franc-maçonnerie à se transformer¹²¹. Il reste que les textes maçonniques de Bakounine auxquels on peut avoir accès mériteraient d'être étudiés.

Revenons à notre société secrète suédoise.

Après avoir conclu son « catéchisme » par la nécessité de constituer un « centre unique » et d'établir un « plan général d'action », Bakounine définit les modalités d'organisation. Il serait fastidieux d'entrer dans le détail de ces modalités, qui sont tellement précises et si manifestement irréalistes qu'elles relèvent de toute évidence du fantasme. La société s'organisera en Régions, Nations, Provinces, et Communes et se partagera en deux catégories différentes, les Frères internationaux et les Cousins, ou Frères nationaux. Le « Pouvoir Révolutionnaire secret » sera reparti entre une Constituante, une junte (Gouvernement) centrale avec un Conseil suprême, une Présidence et un Conseil Régionaux ; une Présidence et un Conseil nationaux ; une Présidence et un Conseil Provinciaux.

petites confréries. La maçonnerie, si répandue alors, joue dans tout ce mouvement, avec son appareil mystique, un grand rôle éducateur. » *Les sources et le sens du communisme russe*, Gallimard, 1938, p. 32.

¹²⁰ Selon Max Nettlau, Bakounine serait devenu franc-maçon en 1866 à Florence. Nous ne partageons pas cet avis : son adhésion est de vingt ans antérieure.

¹²¹ Proudhon était sans aucun doute maçon, mais sans grande conviction, semble-t-il. Invité à faire une planche dans une loge belge, il était un peu gêné parce qu'il avait oublié les détails du rituel maçonnique et demanda qu'on lui rappelât comment se comporter lors de la tenue. Bakounine avait adhéré à la franc-maçonnerie lors de son séjour à Paris, entre 1845 et 1847. On dit qu'il fut « trente-troisième » – un grade élevé dans cette institution. Il dira plus tard que la franc-maçonnerie fut au XVIII^e siècle l'Internationale de la bourgeoisie en lutte contre le despotisme, mais qu'elle était devenue une « vieille intrigante radoteuse ».

Ce n'est pas un système particulièrement démocratique, et encore moins libertaire ; il s'agit d'une organisation pyramidale où chaque niveau de la structure est soumis à l'autorité du niveau supérieur. « Le pouvoir des chefs et des Conseils de Communes relèvera directement du pouvoir provincial. » Il est cependant convenu qu'« il est impossible de prescrire une même norme d'organisation pour chaque pays » ; aussi, lorsqu'un pays veut adhérer, il présente à la Junte centrale son projet d'organisation, et celle-ci « pourra confirmer ou rejeter le projet d'organisation qui lui sera ainsi présenté ».

Les membres de cette société sont des « frères » formant une « famille internationale » ; ils sont « choisis parmi les plus honnêtes, parmi les plus énergiques et les plus intelligents révolutionnaires de tous les pays ». L'adhésion de chaque « frère » se fait par le parrainage de trois frères avec mission spéciale ou bien de sept frères ordinaires, « et dans tous les cas la sanction par la Présidence régionale ou nationale ». Les « parrains » – Bakounine n'emploie pas ce mot – sont responsables de leurs choix et engagent leur « responsabilité directe et personnelle » ; des sanctions sont prévues en cas de mauvais choix.

Les frères doivent adopter de cœur et d'esprit le Catéchisme révolutionnaire :

« Ils abjurent leur patrie aussi bien que toute ambition personnelle, et n'auront désormais qu'une seule patrie et qu'un seul suprême intérêt : la Révolution et son triomphe dans le Monde. À quelques pays différents, même hostiles entre eux, qu'ils appartiennent, ils ne formeront désormais qu'une seule grande Famille invisible et unie à jamais, couvrant toute l'Europe et le monde comme d'un invisible réseau. Les Frères internationaux de tous les pays doivent pouvoir se reconnaître à l'aide de paroles et de signes convenus ¹²². »

Les Frères ont pour devoir absolu « la solidarité et l'assistance mutuelles ». Chaque frère est totalement soumis aux autorités supérieures, le « gouvernement central d'abord, et ensuite aux autorités Régionales, Nationales et Provinciales ».

La soumission des membres à l'autorité supérieure va très loin :

« Aucun Frère ne pourra entreprendre ni continuer une action politique quelconque sans l'assentiment de ses chefs. Aucun ne pourra soustraire son

¹²² « Société internationale secrète de la Révolution. – Programme provisoirement arrêté par les frères fondateurs », sept.-oct. 1864.

action politique, soit comme écrivain, soit comme bureaucrate, soit comme homme politique à la direction de ses chefs, ni persister dans une tendance condamnée par ses chefs. Aucun ne pourra refuser soit le service de sa plume, soit l'appui de sa position politique et de son crédit personnel, ni même son action individuelle, à la direction, à la chose et à la personne qui lui seront recommandées par ses chefs. Il ne pourra non plus se refuser de faire, dans la mesure de ses forces, une guerre acharnée aux tendances, aux personnes et aux choses qui seront condamnés par ses chefs ¹²³. »

Cependant, lorsque le Frère se voit ordonner de faire des choses contraires à sa conscience, des mesures de récusation sont prévues ; il peut même démissionner, à condition bien entendu de ne rien révéler de ce qu'il sait et de ne jamais faire partie d'une autre société secrète. « Une Contravention à ce serment sera punie de mort. »

« Travaillant pour la liberté, nous ne pouvons et ne devons compter qu'aux services et à l'obéissance libres », précise le document. L'irrésolution, la mollesse, l'apathie, la négligence, surtout répétées et habituelles sont des fautes graves qui peuvent conduire à l'exclusion. À noter que « les Femmes pourront être admises à faire partie de la Société soit dans le grade de Frères, soit dans celui de Cousins ou Frères nationaux – mais pas avant que la première Constituante ait définitivement arrêté le programme et l'organisation sociale »... à l'élaboration desquels, donc, les femmes ne sont pas conviées...

En dessous des « frères » se trouvent les « cousins » qui forment « un degré subalterne d'apprentissage dans la pratique révolutionnaire ».

« L'objet de cette organisation subalterne n'est autre que celui de rattacher autant que possible à la grande entreprise de la famille internationale les éléments de révolution qui existent partout et qui par suite de conditions différentes, particulières à chaque pays, ne sont pas encore parvenus à la hauteur de la vraie pensée révolutionnaire. »

Résumons : cette société secrète n'a rien de libertaire. Elle est constituée sur le modèle de toutes les sociétés secrètes, avec hiérarchie, devoir d'obéissance, sanctions, signes de reconnaissance secrets. De telles sociétés foisonnaient au XIX^e siècle. Il est douteux que celle que Bakounine décrit pour la Suède ait jamais fonctionné. En effet, sa correspondance révèle qu'une fois rentré en Italie, ses tentatives de

¹²³ *Ibid.*

correspondre avec les contacts qu'il avait établis se heurtent au silence de ses correspondants : ils ne répondent pas.

Certains statuts ou projets de statuts retrouvés relèvent manifestement du fantasme. On peut suggérer une méthode pour juger de la capacité opérationnelle des différentes sociétés secrètes constituées par Bakounine. Plus les « statuts », les « programmes » sont longs, précis, moins l'organisation qu'ils sont censés refléter est opérationnelle. En d'autres termes, plus le document fondateur est court, plus cela a des chances de correspondre à une réalité. L'Alliance pour la démocratie socialiste, fondée en 1868, repose sur des textes très courts. Or cette Alliance a eu un rôle effectif considérable.

La « Société internationale secrète de la Révolution », fondée à Stockholm, a eu au moins l'avantage de permettre à Bakounine de développer sommairement quelques éléments d'un programme politique dont certains points sont très vagues : liberté, l'égalité et Justice, mais d'autres relativement précis, par exemple en ce qui concerne l'éducation, le statut de la femme. Il s'agit chez Bakounine d'une sorte de *république sociale* fondée sur le *suffrage universel*, visant à la *réorganisation de la société*, garantissant *l'égalité économique par l'abolition du droit d'héritage*, reconnaissant le travail *comme seul producteur des richesses*, *comme l'unique titre de possession légitime*, *l'unique base des droits politiques et sociaux de chacun*.

Il s'agit également d'un système dans lequel il est affirmé que *la liberté est l'unique principe constitutif de toute organisation sociale*, un système décentralisé¹²⁴, soucieux du *développement possible de toutes les libertés locales, collectives et individuelles et fonctionnant non plus, comme aujourd'hui, de haut en bas, et du centre à la circonférence, par voie de centralisation et par principe d'unité, – mais de bas en haut et de la circonférence au centre, par voie d'association et de fédération, conformément au principe de la liberté*.

¹²⁴ L'une des caractéristiques de la pensée politique de Bakounine est qu'il perçoit la *société civile* comme un ensemble devant être organisé de manière décentralisée, alors même que ses sociétés secrètes sont conçues comme des structures extrêmement centralisées. Le paradoxe se résout si on considère que la société secrète (ou parti politique) est une organisation d'opinion, tandis que la société civile est un fait quasi organique. Dans l'esprit de Bakounine, la prépondérance reste cependant à la société civile.

Rappelons que nous sommes en 1864, l'année de la fondation de l'Association internationale des travailleurs. Lors de son passage à Londres, Marx avait demandé à Bakounine d'y adhérer. Il ne le fera que quatre ans plus tard.

On pourra comparer l'embryon de programme proposé ici par Bakounine avec ce que Marx avait proposé 18 ans plus tôt dans le *Manifeste communiste*. Il est évident que, pour ce qui est du niveau de l'élaboration de sa pensée, Bakounine est très en retrait par rapport à Marx. On peut mettre cela sur le compte des huit ans de forteresse et des quatre ans de Sibérie du révolutionnaire russe : il a pris beaucoup de retard. Il reste cependant qu'on voit déjà poindre les divergences qui se manifesteront avec plus de force dans les débats qui secoueront l'Internationale : alors que le *Manifeste* veut « centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'État », Bakounine parle « d'association et de fédération » ; alors que le *Manifeste* préconise l'« organisation d'armées industrielles », Bakounine parle d'« organisation du travail par l'association libre ».

Ce sont les deux points autour desquels tourneront tout le conflit entre Marx et Bakounine. Dès 1864, les termes du débat sont posés.

Dans le document que nous avons brièvement examiné, Bakounine révèle un peu naïvement le niveau des effectifs de cette société secrète, puisqu'il est prévu qu'une « constituante » soit créée qui « concentrera en elle-même tous les pouvoirs administratifs, judiciaires et constitutifs » : elle sera réunie, apprend-on, « aussitôt que le nombre des Frères internationaux *se sera élevé à 55* »...

Il appartient au lecteur de décider ce qui, dans ce document, doit être pris au sérieux : les modalités d'organisation ou les premiers éléments d'un programme libertaire. Mais avant de conclure, il convient de poser une question : comment expliquer le contraste entre le caractère extrêmement centralisé, autoritaire de l'organisation, et le caractère « pré-libertaire » du programme ?

La réponse se trouve peut-être en Allemagne.

Il n'existait nulle part de parti ouvrier. Le concept est extrêmement flou même chez Marx. On oublie que son *Manifeste*, écrit en 1848, n'est pas celui du *parti* communiste : le titre de l'ouvrage est : *Manifeste communiste* (c'est-à-dire manifeste qui expose ce qu'est le communisme). Ce n'est que plus tard qu'on parlera du *Manifeste du parti communiste* (c'est-à-dire manifeste de l'organisation dite : Parti

communiste). Le terme « parti communiste » ne se trouve qu'une fois dans le *Manifeste* mais dans le sens de « mouvement », pas celui d'organisation. C'est ainsi qu'il faut comprendre la seule phrase où il est question de *parti* communiste : « En Allemagne, le Parti communiste lutte d'accord avec la bourgeoisie, toutes les fois que la bourgeoisie agit révolutionnairement contre la monarchie absolue, la propriété foncière féodale et la petite bourgeoisie. » Le parti communiste est le mouvement de ceux qui *prennent parti* pour le communisme.

La fonction de ce parti, dit le *Manifeste*, est « d'éveiller chez les ouvriers une conscience claire et nette de l'antagonisme violent qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, afin que, l'heure venue, les ouvriers allemands sachent convertir les conditions politiques et sociales, créées par le régime bourgeois, en autant d'armes contre la bourgeoisie, afin que, sitôt détruites les classes réactionnaires de l'Allemagne, la lutte puisse s'engager contre la bourgeoisie elle-même ». C'est très général : il n'est pas question *d'organiser* les ouvriers mais de les *éveiller*. Lorsque ce sera fait, les ouvriers – et non le parti – « convertiront les conditions politiques et sociales » en armes contre la bourgeoisie. La signification de ce passage est claire : les « conditions politiques et sociales », c'est l'instauration du suffrage universel dont les ouvriers devront ensuite profiter pour prendre le pouvoir.

Ce n'est pas Marx, mais Lassalle qui va trouver la solution. Il prend pour la première fois la parole dans un meeting ouvrier en avril 1862. En août 1864 il meurt dans un duel. En deux ans il réussit à constituer un parti ouvrier qui va marquer durablement de son empreinte le prolétariat allemand. La forme du parti ouvrier est dès lors trouvée. Nous sommes à peu près à la même époque où Bakounine est en Suède.

Qu'est-ce qu'un parti ouvrier ? C'est une organisation qui a des principes de base, des statuts et un programme. On adhère sur la base des principes et on accepte les statuts. Les principes de base sont donc un élément non négociable lors de l'adhésion : on est d'accord ou on ne l'est pas. La fonction du parti – et de sa direction – est de veiller à faire respecter l'invariance de ces principes de base. (Distinguons les *principes de base* du *programme* : dans le cas présent, le principe de base serait le communisme et le programme les modalités de détail permettant d'y atteindre). Le caractère invariant d'un parti n'est pas sujet au débat « démocratique » : celui qui adhère à un parti communiste (ou

quelque autre parti) en disant : « je ne suis pas communiste et je propose de modifier les objectifs du parti » se fait gentiment inviter à aller voir ailleurs.

Donc, si on réduit à l'essentiel la « société secrète » de Bakounine, en élaguant les aspects un peu folkloriques, on a un parti politique : des principes, des statuts et un programme. Le caractère secret n'est dans l'affaire que conjoncturel : habitué aux régimes despotiques où les libertés de parole et d'association sont interdites, Bakounine n'envisage pas d'autre forme. Le parti bolchevik avant la révolution était lui aussi une « société secrète », beaucoup plus proche de la société secrète bakouninienne que du parti de type marxiste.

La Suède et la politique européenne

Bakounine a laissé de nombreux documents d'analyse sur la situation politique en Suède et de sa place dans la politique européenne. Dans un assez long document qui semble avoir été écrit en marge de son projet de statut de société secrète se trouve une analyse tendant à démontrer la nécessité de former en Europe une « alliance vraiment sainte de la liberté contre la sainte Alliance de toutes les tyrannies en Europe : religieuse, politique, bureaucratique et financière ¹²⁵ ». Les peuples ne doivent rien attendre que d'eux-mêmes.

Les nations qui veulent s'émanciper et établir chez elles une sérieuse liberté doivent chercher en elles-mêmes les éléments de leur force et ne compter que sur elles-mêmes d'abord, et ensuite sur les autres nations, dit Bakounine. L'erreur des Polonais est d'avoir trop compté sur les gouvernements étrangers et la diplomatie.

Tous les gouvernements européens sont réactionnaires, aucun ne peut accepter l'établissement d'une « liberté radicale et démocratique ». Quelle que soit la rivalité des États entre eux, « ils se donneront toujours la main, secrètement ou ouvertement, toutes les fois qu'un peuple quelconque en se soulevant au nom de ses droits, menacera d'entraîner par son exemple les autres ». Une seule révolution nationale heureuse, dit Bakounine, entraînerait la révolution de toute l'Europe.

« Je n'ai pas besoin de rappeler la conduite de la Prusse, de l'Autriche et de l'Angleterre dans l'affaire de Pologne. Je m'arrêterai sur celle de

¹²⁵ « Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité », Stockholm, septembre-octobre 1864.

Napoléon III, le protecteur ostensible de cette malheureuse nation. Eh bien, nous savons maintenant de source certaine, que depuis le commencement de l'insurrection polonaise jusqu'à sa fin, il n'a pas cessé de trahir au gouvernement russe, son ennemi ostensible, tous les secrets que la crédulité des Polonais lui avaient confiés ¹²⁶. »

Bakounine veut démontrer que les peuples, lorsqu'ils veulent se libérer, se heurtent systématiquement aux « intrigues monarchistes » et à la trahison. Ainsi écrit-il que Napoléon III complotait avec Victor-Emmanuel d'Italie, avec les rois du Danemark et de Suède, les petits princes d'Allemagne, la Prusse, l'Autriche et la Russie ! Bakounine veut également dénoncer les illusions de ceux qui fondent leurs espoirs sur « ces souverains quasi-révolutionnaires : le Roi d'Italie, le Roi de Suède et à leur tête l'escroc couronné, Napoléon III » : « Jamais la réaction n'a été aussi menaçante, ni la situation des peuples libres ou qui aspirent à la liberté en Europe, aussi dangereuse qu'aujourd'hui. »

Surtout, Bakounine veut montrer que les Suédois ne sont pas à l'abri du courant de réaction qui submerge l'Europe.

« Il y a beaucoup de Suédois assez libéraux qui prétendent que tout cela ne peut regarder ni la Suède, ni la Norvège, que séparées du reste de l'Europe par leur position quasi-insulaire, et plus encore par leur développement politique tout à fait original, fortes du libéralisme sérieux de leurs paysans, ni l'une, ni l'autre ne courent le danger de se voir entraînées par le courant général de la réaction européenne, et que même le triomphe du despotisme sur le continent ne saurait arrêter leur marche progressive en avant. – Je pense qu'ils se trompent beaucoup ¹²⁷. »

L'avenir de la Scandinavie, dit Bakounine, dépend en effet du cours que prendront les choses en Europe. Il pense en particulier à la fédération scandinave dont il s'était fait le promoteur. L'idée était en l'air. Le roi de Suède avait écouté avec une oreille attentive son projet de regroupement avec la Finlande. Par ailleurs, le ministre danois Hall avait formé le projet d'une union scandinave – à laquelle la Suède ne voulait pas s'associer. Si la liberté triomphe en Europe, dit Bakounine, cette union se fera ; elle ne se fera pas « si la Prusse monarchique, l'Autriche et la Russie impériale deviennent toutes-puissantes en Europe ».

¹²⁶ *Ibid.*

¹²⁷ *Ibid.*

Même sur le plan intérieur, le maintien des libertés dans les pays scandinaves dépendra « de la direction politique et sociale, de l'esprit libéral ou antilibéral qui l'emportera définitivement sur le continent de l'Europe ». Le souffle qui balaye la liberté en Europe touchera également la Suède, ses classes dirigeantes et le roi.

« Votre royauté et sa cour, votre gouvernement, votre bureaucratie, vos financiers, vos classes privilégiées sont au fond les mêmes que partout ailleurs – libérales quand elles sont forcées de l'être. Mais leur essence, leurs instincts, leurs tendances naturelles et leurs intérêts sont pour la réaction, et dans des circonstances favorables pour eux ils en feraient jusqu'aux limites du possible ¹²⁸. »

Il est vrai que le « libéralisme historiquement développé » des peuples norvégien et suédois peut limiter le danger, mais celui-ci persiste. Pour que la démocratie devienne une force, il faut qu'elle s'organise ; or, dit Bakounine, « cette organisation vous manque tout à fait » :

« Il y a dans votre pays une incapacité de s'organiser tout à fait remarquable et très inquiétante pour votre liberté à venir. – Il y a dans votre public une telle insouciance, une telle naïveté et une telle incurie politique, que si le gouvernement s'y prenait adroitement, en évitant seulement de froisser la vanité ou la susceptibilité nationale, il pourrait faire de grands pas dans la réaction, avant que ce public s'en aperçoive ¹²⁹. »

A l'évidence, le projet d'union scandinave de Bakounine, incluant la Finlande qui n'est pas scandinave mais qui se trouve historiquement liée à la Suède, répond à une nécessité stratégique : constituer en Europe du Nord un bloc capable de faire contre-poids aux influences russe et allemande.

Le document dans lequel Bakounine s'exprime est intitulé « Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité », mais très rapidement, comme c'est habituel chez lui, le texte dérive vers des considérations plus générales et devient une analyse globale de la situation européenne.

« Je ne crois pas avoir besoin d'autres arguments, cher ami, pour vous prouver que la cause de la Scandinavie, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur,

¹²⁸ *Ibid.*

¹²⁹ *Ibid.*

est inséparable de la cause de toute l'Europe et que les dangers de celle-ci sont les siens ¹³⁰. »

Manifestement, Bakounine cherche à effrayer le public suédois : il évoque la possibilité d'une intervention européenne, russe et prussienne contre la Suède et la Norvège. Il faut donc s'entendre pour combattre l'ennemi commun.

Un congrès public ?

Quel était le point de vue de Bakounine sur la réalisation effective de ses projets de la période 1862-1864 ? Comment doit être constituée l'organisation qui défendra la politique qu'il préconise ?

Curieusement, dès qu'il aborde cette question, ses positions sont très en retrait par rapport à l'ampleur des idées qu'il développe. Il ne croit pas du tout à la possibilité d'un congrès public de démocrates européens qui réunirait des participants « non élus et envoyés comme les représentants de corps organisés quelconques, mais volontairement réunis ». Ce serait, dit-il en substance, la pagaille : « La discorde résulterait infailliblement de la composition même, volontaire et accidentelle, du congrès ». On serait amené à discuter de questions brûlantes, comme celle des frontières : « Imaginez-vous seulement un congrès composé d'Allemands, de Scandinaves, d'Italiens et de Slaves. Pour peu que ses membres soient des patriotes fanatiques, voulant chacun la grandeur extérieure de son pays comme État, sa force avant même et plus que sa liberté, et plus que la justice envers les autres pays, l'entente deviendra impossible. »

« Mais supposons même, chose qui me paraît impossible, que vous parveniez à réunir en un congrès toutes les minorités opposantes de l'Europe. Qu'en résulterait-il ? Vous entendriez sans doute beaucoup de beaux et de ronflants discours, mais il n'en sortirait pas un seul acte. Les brillants discoureurs, comme les brillants écrivains, n'agissent pas, et c'est à peine si sur cinquante orateurs, vous en trouveriez un qui saurait et voudrait mettre ses paroles en action ¹³¹. »

En somme il ne veut pas avoir affaire à une assemblée de représentants se présentant individuellement, mais à un congrès

¹³⁰ *Ibid.*

¹³¹ *Ibid.*

constitué de délégués *mandatés* par une *organisation* sur des bases bien définies. Il est convaincu qu'une assemblée composée « sans contrôle et sans critique, de tous les libéraux et démocrates, réels ou supposés, sincères ou vaniteux (...) qui voudraient seulement s'y inscrire pour prendre part à ses discussions », ne peut aboutir à rien.

« Pour remédier quelque peu à cet inconvénient », il faut que ne puissent participer à cette assemblée que ceux qui « reconnaissent le principe des nationalités », c'est-à-dire le droit de toute population à disposer d'elle-même « sans aucun égard pour le soit-disant droit historique ».

Il semble bien que le « principe des nationalités » dont se réclame Bakounine soit d'abord perçu comme la faculté à faire sécession : « Le principe des nationalités réalisé en Europe, mettra à mort la Turquie et l'Autriche, le royaume de Prusse et l'empire de toutes les Russies. » Il s'agit d'abattre le « système de la centralisation unitaire, la bureaucratie, les corps privilégiés, les armées permanentes, la monarchie, les États ». Il s'agit ensuite de

« ...fonder sur leurs ruines le système de la fédération volontaire et libre, d'abord partielle ensuite générale des peuples, leur gouvernement par soi-même, l'armement national, l'organisation démocratique de la société, et la fédération républicaine de toutes les nations de l'Europe. Voici ce que dans sa logique rigoureuse signifie le principe des nationalités¹³². »

Comment mettre en place les « moyens à employer pour produire cette union désirable » ? Malheureusement, constate Bakounine, dans presque tous les pays d'Europe les masses populaires ne savent ni lire, ni écrire, et ne sont pas capables de concevoir la nécessité d'une telle organisation : « Leur imagination ne dépasse que pour de bien rares exceptions la mesure modeste de leurs préoccupations journalières et de l'intérêt du clocher. » Les masses ne savent pas jouir d'une liberté qu'elles n'ont pas : « on les laisse à peine discuter leurs intérêts journaliers, comment pourraient-ils concevoir les intérêts généraux ? » On comprend donc que ce ne seront pas les classes les plus défavorisées qui se feront les vecteurs du changement voulu par Bakounine. Elles ne pourront devenir des acteurs de l'histoire que lorsqu'elles auront acquis l'éducation nécessaire :

¹³² « Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité », 1864.

« Changez leur position, changez leur éducation, rendez-leur tous les droits qui appartiennent à l'homme, et leur indifférence disparaîtra. Jusqu'à elles resteront indifférentes, et il faudra les entraîner malgré elles vers l'accomplissement de leur destinée ¹³³. »

De leur côté, les « classes civilisées » sont encore moins aptes à « s'élever aux grands intérêts de l'humanité ». L'indifférence des masses populaires est due à l'ignorance, tandis que celle de la bourgeoisie s'explique par des intérêts égoïstes. « Une alliance étroite entre les minorités libérales de tous les pays peut seule conjurer le danger. »

De telles positions interdisent de considérer Bakounine comme libertaire ¹³⁴. Son adhésion aux thèses libertaires peut précisément être située au moment où il abandonnera l'idée de tutelle des masses ouvrières par une minorité savante, où il considérera que le prolétariat

¹³³ *Ibid.*

¹³⁴ Nous préférons utiliser le terme de « libertaire » plutôt que celui d'« anarchiste », que nous mettons entre guillemets, lorsque nous évoquons Bakounine. Nous partageons avec Gaston Leval l'idée que ce mot est particulièrement mal choisi pour désigner le courant politique habituellement connu sous ce nom. Si Proudhon, qui aimait les formules-choc et qui avait étudié le grec, utilise exceptionnellement le mot dans une acception positive, dans l'écrasante majorité des cas il a dans son œuvre le sens commun de désordre, de chaos, comme dans l'expression « anarchie capitaliste ». Bakounine se désignait comme « collectiviste » ou comme « socialiste révolutionnaire ». Mais là encore, le mot « collectiviste » en 1869-1870 n'a pas le même sens qu'aujourd'hui, après l'expérience des collectivisations catastrophiques de l'ère léninienne et stalinienne. Une étude systématique du mot « anarchie » et de ses dérivés montre que Bakounine l'utilisait presque systématiquement dans le sens de « désordre ». Bakounine dans la dernière partie de son évolution politique se désignait également comme « anti-autoritaire ». Ce terme servait à distinguer le courant du mouvement ouvrier qui préconisait le fédéralisme (en opposition au centralisme marxiste) et qui s'opposait à la centralisation bureaucratique instaurée par Marx et ses partisans dans l'Internationale. Sémantiquement, le terme est synonyme d'« anti-bureaucratique » – terme qui n'existait pas à l'époque. Par la suite, l'expression a subi une « dérive » psychologisante pour signifier l'opposition à toute forme d'autorité, ce qui, initialement, n'était pas dans l'esprit des militants de ce courant. Cette acception finira par dominer. La principale critique que faisait Gaston Leval contre le mot « anarchisme » venait du fait que pour être compris, il nécessitait une culture politique que la plupart des gens n'ont pas, et qu'il suscitait une réelle incompréhension, alors que le terme plus exact de « socialisme libertaire » le situe tout simplement comme un courant du socialisme qui met l'accent sur la liberté. L'autre critique de Leval concernait le fait que le mot lui-même, à cause de sa connotation négative, attirait de ce fait certaines catégories d'individus – adolescents en rupture avec l'autorité paternelle, marginaux sociaux – alors même que tous les théoriciens de ce courant avaient insisté de manière lancinante sur la nécessité de *construire* un monde nouveau.

dispose des moyens – intellectuels et matériels – nécessaires pour assurer sa propre émancipation. Ce basculement se situe vers 1868-1869. Nombre d'auteurs semblent ignorer par conséquent que Bakounine n'a été « anarchiste » que pendant les huit ou neuf dernières années de sa vie.

Il reste que les conditions que Bakounine pose dans son « Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité » ne permettra pas de rallier grand monde à un congrès européen de démocrates. « En fait d'hommes sérieux, il ne pourra y avoir que des démocrates socialistes et révolutionnaires, eux seuls peuvent sincèrement adopter toutes les conséquences susmentionnées du principe de la nationalité. » Le mot est lâché : il ne s'agit pas de réunir des démocrates sincères aux tendance hétérogènes, mais un groupe cohérent d'hommes (et, qui sait, de femmes ?), *socialistes et révolutionnaires*, mandatés par des organisations préexistantes sur la base d'un programme. Bakounine entend en somme créer un parti révolutionnaire.

Reste à en déterminer la base sociale.

« On pourrait partager, je pense, la société européenne en six catégories suivantes¹³⁵ :

« 1. D'abord vient la grande masse populaire souffrante, travaillante, ignorante, non réellement hostile au progrès mais ne s'en doutant pas, résignée par tradition et par nécessité, et incapable de marcher elle-même en avant si on ne l'entraîne pas.

« 2. Au dessus d'elles il y a la minorité des classes populaires, pour la plupart du temps et dans la plupart des pays composée des ouvriers des fabriques et des villes, – minorité infiniment plus éveillée, plus passionnée et plus intelligente, ne demandant pas mieux que de marcher, mais incapable de se diriger à elle seule.

« 3. Ensuite il y a la grosse majorité des classes civilisées – le ventre – ennemie intéressée de tout mouvement, et qui se laisse prêcher par ses doctrinaires et ses prêtres la théorie de l'immobilité.

« 4. Mais au milieu et quelque peu au dessous d'elle, il y a une minorité d'hommes pratiques, simples, honnêtes, rudes travailleurs, pas trop riches, quelquefois même très intelligents, mais peu instruits, modestes, ayant l'instinct du dévouement et l'amour de la liberté, ne demandant pas mieux

¹³⁵ Lorsque Bakounine annonce une énumération, il est illusoire d'attendre de celle-ci une concordance avec le nombre de points annoncés.

que de la servir, mais attendant modestement qu'on les appelle à ce service et qu'on leur montre le chemin.

« 5. Il y a encore la jeunesse bourgeoise, portant en elle pour la plupart du temps comme une maladie traditionnelle déjà le germe de l'égoïsme bourgeois, mais généreuse encore par la vivacité de son sang et capable, sous une bonne direction, de produire de grandes choses.

« Cette direction appartient de droit à la minorité libérale des classes civilisées : écrivains, hommes de science ou hommes politiques ¹³⁶. »

Pour l'instant – nous sommes en 1864 – Bakounine en est encore à une approche quelque peu élitiste. Si on organisait un congrès « qui se composerait des libéraux et démocrates avancés de tous les pays » pour faire l'état des lieux et « arrêter un plan général d'action », cela mettrait certes en lumière la situation respective de chaque pays, cela permettrait « aux hommes sincères de tous les pays de se reconnaître mutuellement », mais il en résulterait plus d'inconvénients que d'avantages. En effet, dans une Europe dominée par le despotisme, les participants à un tel congrès seraient repérés par le pouvoir et seraient victimes de persécutions de leurs gouvernements respectifs : « dans cette position se trouveraient les Français, les Polonais, les Russes, tous les Slaves, les Hongrois, une partie des Allemands, les Italiens de Venise et de Rome, les Finlandais, et peut-être même bientôt les Danois, non émigrés ¹³⁷. »

Une alliance des démocrates socialistes est nécessaire, mais elle ne peut émaner d'un congrès public, elle « ne pourra jamais être formée qu'en secret » ; elle doit en outre avoir une cohérence interne ; il faut que « les hommes qui la forment ayant à peu près, et si faire se peut, tout à fait les mêmes convictions philosophiques, religieuses, politiques et sociales ». Pour produire une alliance des peuples efficace et réelle, il lui faut pour base « un grand principe identique, assez large et assez élevé pour devenir pour les hommes qui le reconnaissent une sorte de religion, pour leur donner une foi assez forte pour lutter contre les difficultés, les obstacles et les dégoûts journaliers, et pour leur inspirer le sacrifice de leur vanité et de leurs intérêts ».

Bakounine désigne ainsi les catégories sociales auxquelles il s'adressera trois ans plus tard au congrès de la Ligue de la paix et de la

¹³⁶ *Ibid.*

¹³⁷ *Ibid.*

liberté, et qu'il tentera en vain de convertir au socialisme. A ce congrès se retrouvera tout ce que l'Europe avait de démocrates radicaux. L'ironie de l'histoire est que ce fut un congrès *public*. C'est l'échec de cette tentative qui poussera le révolutionnaire russe à ne plus agir que dans le mouvement ouvrier.

L'affaire des duchés

Le 15 novembre 1863, le roi du Danemark Frédéric VII meurt sans enfants. Or ledit roi était aussi un prince allemand, duc de Holstein et de Lauenburg. À cette époque-là, Bakounine vient de quitter la Suède et se trouve à Londres.

Le Schleswig et le Holstein étaient deux duchés qui constituaient une épine dans le sentiment national allemand. Ils avaient été rattachés au Danemark depuis 1460, mais ils étaient la propriété personnelle du souverain danois, et non une partie intégrante du royaume. Le Holstein, peuplé entièrement d'Allemands, était un membre de la Confédération germanique¹³⁸, ce qui n'était pas le cas du Schleswig, peuplé majoritairement d'Allemands dans sa moitié sud.

En 1848, les Allemands de ces duchés, soutenus par toute l'Allemagne, s'étaient soulevés contre le roi du Danemark. La Prusse avait envoyé des troupes mais les grandes puissances s'étaient unies pour faire respecter les traités. La Prusse avait reculé et les duchés avaient été rendus au Danemark au traité de Londres en 1852.

L'affaire du Schleswig-Holstein est révélatrice de l'optique de Marx et d'Engels à cette époque. Les libéraux allemands s'enflammèrent pour la cause des Allemands opprimés par le petit Etat danois. Quelques campagnes militaires lors desquelles les troupes prussiennes se ridiculisèrent valurent à Engels d'écrire un article où il s'indigna de l'incapacité du roi de Prusse à faire entendre raison aux Danois. Ce qui nous intéresse pour notre propos est le point de vue d'Engels sur ces pays qui, « évidemment allemands par la nationalité, la langue et la mentalité, étaient également nécessaires à l'Allemagne au point de vue

¹³⁸ La confédération germanique a été constituée au congrès de Vienne en 1815, après la chute de Napoléon I^{er}. C'est une instance qui organise l'ensemble des États allemands (une cinquantaine), y compris l'Autriche. C'est une citadelle du particularisme qui défend surtout les intérêts de l'Autriche et des petits États.

militaire, naval et commercial »¹³⁹. C'est donc du strict point de vue du nationalisme que se place Engels.

Avec la mort de Frédéric VII se posa à la fois la question de sa succession et celle du sort de ces duchés. Christian IX, le nouveau roi, débuta son règne en confirmant une constitution qui incorporait le Schleswig dans un « grand-Danemark » unitaire, ce qui constituait une violation du traité de Londres. Les libéraux allemands crurent que leur heure était venue de mobiliser les masses allemandes, poussant les princes allemands à soutenir le duc d'Augustenburg, le candidat rival, et à « libérer » les duchés de la domination danoise.

Bismarck ne voulait pas voir débarquer à la Diète allemande un nouveau petit État qui voterait contre lui. Selon lui, seule l'annexion des duchés à la Prusse pouvait valoir une guerre. Il ne voulait pas non plus prendre la moindre initiative aux côtés des libéraux qui soutenaient la cause du Schleswig. Aussi eut-il l'idée de proposer une coopération entre la Prusse et l'Autriche pour faire appliquer le traité de Londres. Une alliance fut signée le 16 janvier 1864, aux termes de laquelle les deux signataires mèneraient une action commune contre le Danemark et statueraient sur le sort des duchés plus tard.

Cette alliance n'était pas voulue comme un piège pour l'Autriche mais elle aboutit à sa perte. Il y avait déjà des exemples de pays qui se partageaient la domination d'un autre pays. Le cas de la Pologne était caractéristique. La Pologne était le lien le plus fort entre la Russie et la Prusse, qui collaboraient parfaitement pour maintenir le *statu quo*. Il n'allait pas en être de même pour les duchés danois.

La guerre contre le Danemark débuta le 1^{er} février 1864. Les Danois ne faisaient pas le poids contre deux grandes puissances, mais comptaient sur une aide étrangère. Les signataires du traité de Londres laissèrent l'Autriche et la Prusse envahir les duchés, mais réagirent quand les armées d'invasion atteignirent la frontière du Danemark. Un armistice fut signé et une conférence internationale eut lieu à Londres le 25 avril. Les Danois tentèrent alors un coup de force : ils refusèrent de restaurer l'autonomie des duchés, ce qui aboutit à la dénonciation des traités par l'Autriche et la Prusse. La conférence fut ajournée et la guerre reprit. Personne ne vint au secours des Danois. Isolés, ceux-ci furent de nouveau battus et signèrent au début d'août une paix qui remettait les duchés à la Prusse et à l'Autriche conjointement.

¹³⁹ Engels, *Révolution et contre-révolution en Allemagne*, 1851.

C'était une situation absolument nouvelle : les deux puissances allemandes, adversaires, avaient mené ensemble une action de guerre ; il fallait maintenant gérer la paix.

Le projet de Bismarck était simple :

1. Il voulait asseoir la Prusse comme grande puissance à côté de l'Autriche, ce que celle-ci refusait catégoriquement.

2. Il voulait faire reconnaître l'hégémonie prussienne en Allemagne au nord du Main.

Contrairement à l'idée reçue, Bismarck n'était pas un politicien assoiffé de conquêtes territoriales. Il était à sa manière un partisan du principe des nationalités : une nationalité, un État. Sa seule préoccupation était de constituer une Allemagne homogène. Luthérien, il n'avait aucune ambition envers les États allemands du sud, catholiques. Bismarck n'avait pas d'objection à ce que Napoléon III annexe la Belgique, estimant que la France pouvait s'étendre « aussi loin que le français est parlé ». Et lorsque, après la guerre de 1870, la France perdit l'Alsace et la Lorraine, Bismarck n'était en fait pas très enthousiaste, présentant que cette annexion allait avoir des conséquences fâcheuses à terme.

Le 23 août 1864 eut lieu en Autriche une rencontre entre les deux monarques concernés. Bismarck était accompagné de Rechberg, son homologue autrichien. Il s'agissait de décider du sort des duchés. Bismarck réclama ceux-ci pour la Prusse ; Rechberg exigea une garantie prussienne sur la Vénétie et l'aide de la Prusse pour reconquérir la Lombardie dans l'éventualité d'une nouvelle guerre contre l'Italie.

Il arrive que des ministres n'aient pas le monarque qu'ils méritent. Ce fut le cas de Bismarck et de Rechberg. Le roi Guillaume et l'empereur François-Joseph firent capoter la négociation ; le premier en déclarant qu'il n'avait aucun droit sur les duchés, le second en refusant tout agrandissement de la Prusse sans que celle-ci ne cède à l'Autriche l'équivalent en territoires. Il n'y eut donc pas de traité et on convint simplement d'une domination conjointe des duchés jusqu'à nouvel ordre.

Il y avait à cette époque dans l'Allemagne du Nord – divisée en d'innombrables États – un accord douanier, le *Zollverein* dont l'Autriche ne faisait pas partie. Cet accord expirait en 1865 et devait être renégocié. Des promesses avaient été faites à l'Autriche pour l'inclure dans l'accord. Bismarck renouvela ses assurances mais se débrouilla

pour en exclure de nouveau l'Autriche. La frontière douanière entre les États du *Zollverein* et l'Autriche devint la frontière entre deux mondes : le commerce autrichien fut relégué, via le Danube, aux Balkans et le commerce allemand se tourna vers le marché mondial par la mer du Nord.

L'alliance austro-prussienne en fut cassée. Les ministres autrichiens détestaient le nationalisme allemand et avaient le sentiment de s'être fait embarquer malgré eux dans l'affaire des duchés. Ils entreprirent de soutenir la candidature du duc d'Augustenburg au trône du Danemark, pour provoquer la Prusse. Bismarck tenta de désamorcer la crise en proposant, en février 1865, de reconnaître Augustenburg comme duc du Schleswig-Holstein, mais à condition que la Prusse ait le contrôle militaire des duchés. Augustenburg, qui rêvait de devenir un prince indépendant et qui avait le soutien des libéraux allemands et du prince impérial, soumit ses propres exigences à Bismarck, avec le soutien de l'Autriche. Bismarck congédia froidement le candidat.

Finalement, un traité, signé à Gastein le 14 août 1865, divisa l'administration des duchés : le Holstein revint à l'Autriche, le Schleswig à la Prusse. Un petit morceau de territoire, Lauenburg, fut cédé à la Prusse.

Bilan : le traité de Gastein ignore le duc d'Augustenburg ; la Prusse gagne le territoire de Lauenburg ; la division administrative des duchés favorise la Prusse. Ce traité aurait pu être une occasion pour l'Autriche de prendre la Prusse au sérieux, ce qu'elle ne fit pas. L'obstination de l'Autriche à refuser un compromis va conduire à un conflit au terme duquel elle perdra sa prééminence au Nord de l'Allemagne, et la Vénétie.

L'affaire des duchés danois, qui débuta en janvier 1864, allait, en deux ans et par un enchaînement de circonstances, bouleverser complètement le jeu subtil des rapports de forces en Europe et, après une victoire prussienne éclatante contre les Autrichiens à Sadowa en 1866, asseoir la Prusse comme puissance dominante sur le continent. Les craintes de Bakounine se conformaient : une union entre les pays scandinaves aurait peut-être conduit à une tout autre issue.

L'affaire des duchés survint peu après l'évasion de Bakounine et son arrivée en Europe ; elle se déroula en même temps et peu après son séjour en Suède. L'issue de cette crise contribua à façonner l'Allemagne et l'Europe centrale que Bakounine analysera dans sa période italienne et dans sa période libertaire. C'est après la victoire de Sadowa

que la Prusse, avec Bismarck à sa tête, devint le champion de l'unité allemande. La physionomie de l'Europe centrale ne sera plus du tout celle que Bakounine avait connue en 1848, avant son arrestation.

Les événements de cette période confirmèrent que les pays scandinaves n'étaient pas à l'écart des soubresauts de la politique européenne.

Bakounine et Marx sur la question des duchés

L'affaire des duchés n'est pas une question essentielle chez Bakounine mais il y fait assez souvent référence. Dans le premier texte où il en parle, l'« Appel aux Slaves », datant d'octobre 1848, les Allemands du Limbourg et du Schleswig-Holstein font partie, avec les Italiens, les Polonais, les Slaves, les Magyars, les Valaques de l'Autriche et de la Turquie, des peuples qui gémissent « dans les fers et sous le joug étranger ». Il n'en dit pas plus. Selon toute vraisemblance, il n'en sait pas plus non plus. À ce moment-là, ses préoccupations sont plutôt tournées vers les Slaves de Bohême.

On comprend seulement que sur la question du Schleswig-Holstein, le joug ici, est danois. Cependant, il serait contraire à ses opinions d'imaginer que Bakounine puisse envisager l'annexion pure et simple de ces territoires par la Prusse.

Dans une lettre adressée à Annenkov datée du 17 avril 1848, Bakounine tempête contre le Parlement de Francfort en général et contre le Philistin allemand en particulier qui « prend toutes les mesures possibles contre le peuple » et « envoie les jeunes gens contre le Danemark pour sauver ses frères allemands à Schleswig et Holstein ». C'est là, dit-il, une action « complètement réactionnaire ». Dans leur enthousiasme nationaliste, les Allemands « déclarent le Schleswig terre allemande, bien que la moitié de la population soit formée de Danois ».

En 1848, Marx et Engels furent eux aussi saisis de cet enthousiasme national : ils s'étaient déchaînés contre l'incapacité du roi de Prusse à annexer le Schleswig et le Holstein. Engels écrivit à ce sujet que « la guerre que nous menons dans le Schleswig-Holstein est donc une véritable guerre révolutionnaire »¹⁴⁰.

¹⁴⁰ *Nouvelle gazette rhénane*, 9 sept. 1848, « L'armistice prusso-danois ».

Lorsque Bakounine prend la tête de l'insurrection de Dresde – devenant ainsi malgré lui un héros de la démocratie et de l'unité allemande – il table sur le fait qu'« une grande partie de l'armée saxonne, en général peu nombreuse, luttait alors pour la liberté et l'unité allemandes dans le Schleswig-Holstein ». À Dresde, dit-il, il ne restait que deux ou trois bataillons et « les troupes prussiennes n'avaient pas encore eu le temps d'arriver et rien n'était plus facile que de s'emparer de toute la ville de Dresde ¹⁴¹ ». Bakounine est arrêté et ne pourra s'exprimer que plus de dix ans plus tard.

C'est à Lars Johan Hierta qu'il écrit à ce sujet, dans une lettre datant du début mai 1864. Il ne faut prendre le parti du Danemark dans la question du Schleswig-Holstein que « dans la mesure d'une stricte justice » : selon Bakounine l'affaire doit être résolue en mettant le Schleswig « en dehors de toute influence et de toute prétention soit germanique soit danoise », ce qui place la solution dans le cadre du droit de chaque peuple à disposer de son sort.

Bakounine distingue dans la question des nationalités deux aspects : d'une part « le droit incontestable des nationalités réelles, naturelles » ; d'autre part « le droit plus que contestable des soi-disantes nationalités historiques » ¹⁴². Il cite alors deux exemples qui permettent de cerner parfaitement son point de vue :

« ...comme par exemple dans la question du Danemark vis-à-vis de la partie allemande du Schleswig – ou de la Pologne comme Etat vis-à-vis de la Ruthénie et des Allemands du Grand Duché de Posen. »

Or on sait ce qu'il pense de la question nationale polonaise : il soutient la libération de la Pologne, la reconstitution d'une Pologne unifiée, mais pas sur les bases de la Grande Pologne d'avant le partage de 1772, qui incluait des nationalités non polonaises – ce qui déplut fortement aux nationalistes polonais.

Il tient donc le même raisonnement pour le Danemark, qui ne peut en aucun cas prétendre intégrer « la partie allemande du Schleswig ». D'ailleurs, concernant les nationalités non polonaises, Bakounine n'exclut pas qu'elles puissent lier leur sort aux Polonais, mais cela ne peut

¹⁴¹ « Confession ».

¹⁴² « Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité », sept.-oct.1864.

se faire qu'à la suite d'un choix de leur part. Là encore, on peut penser que le même raisonnement vaut pour les Allemands du Schleswig.

En 1864, la réflexion de Bakounine concernant la fonction « géopolitique » de l'Allemagne n'est pas encore formée. On peut dire qu'elle se formera à partir de la victoire prussienne de Sadowa en 1866, mais surtout avec l'affirmation du rôle joué par Bismarck. Dans la pensée de maturité de Bakounine, l'Allemagne est le centre de la réaction en Allemagne. Sur ce point, il s'opposera vigoureusement à Marx, pour qui ce centre se trouve en Russie. On se souvient que Marx et Engels avaient appelé à une guerre contre la Russie en 1848. Ces divergences entre Bakounine et Marx sur la question germano-slave sont antérieures, et sans doute beaucoup plus profondes, que leurs divergences sur la stratégie du mouvement ouvrier dans l'Internationale.

Bakounine fera remarquer que le tsar n'avait soulevé aucune objection à la guerre menée par la Prusse pour annexer le Schleswig-Holstein, alors même que cette annexion pouvait aller à l'encontre des intérêts russes en renforçant la position prussienne sur la Baltique. Bakounine est convaincu qu'il y a eu un accord entre la Prusse et la Russie : la première a les mains libres au Nord-Ouest, en échange de quoi la seconde est libre d'agir au Sud-Est :

« Le prince de Gortchakov [*le ministre russe des Affaires étrangères*] devait bien s'en douter quand il acquiesçait au démembrement du royaume du Danemark et au rattachement du Schleswig de l'Holstein à la Prusse¹⁴³. »

Alors, Bakounine s'interroge : « Ou bien le prince de Gortchakov a trahi la Russie, ou bien pour compenser la suprématie, sacrifiée par lui, de l'Etat russe dans le Nord-Ouest, il a obtenu du prince de Bismarck l'engagement formel d'aider la Russie à conquérir une nouvelle puissance dans le Sud-Est¹⁴⁴. »

Et là, on revient dans le débat entre Bakounine et Marx.

Ce dernier est persuadé de voir la main du tsar dans toutes les initiatives qui ont empêché l'émergence de la démocratie en Allemagne. Bakounine – celui de la période « anarchiste » – ne nie pas que

¹⁴³ *Etatisme et anarchie. La lutte des deux partis dans l'Association internationale des Travailleurs*. 1873.

¹⁴⁴ *Ibid.*

la Russie soit intervenue en Europe, mais il affirme qu'elle est une puissance sur le déclin, tandis que l'Allemagne est une puissance en expansion. Le déclin même de la Russie l'empêcherait de toute façon d'intervenir directement en Europe centrale et occidentale, tandis que l'industrie allemande en plein développement, la puissance financière allemande constituent les meilleurs barrages contre les ambitions russes. C'est pour cette raison même que la Russie est contrainte de tourner ses ambitions territoriales vers l'Asie du Sud-Est, c'est-à-dire des régions moins développées qu'elle.

Pour le Bakounine de la maturité, la puissance politique de l'Allemagne, la puissance du capitalisme allemand constituent un danger pour la démocratie. La victoire allemande de 1870 et l'écrasement du mouvement ouvrier parisien qui en est la conséquence directe confirmeront son point de vue.

A partir de 1868, l'annexion du Schleswig n'est plus, dans l'optique de Bakounine, une simple question d'agrandissement territorial, elle s'intègre à ses yeux dans un plan général élaboré par la Prusse pour dominer l'Europe du Nord : il évoque « cette politique ambitieuse de la Prusse, qui, au nom des nécessités maritimes et commerciales de l'Allemagne, veut englober forcément des populations danoises du Schleswig dans la grande Confédération Germanique du Nord ¹⁴⁵... »

En 1871, Bakounine étendra ses réflexions à l'ensemble des provinces baltiques et, on le verra, il reviendra à un projet qu'il avait élaboré pendant son séjour en Suède.

« Ces provinces, on le sait, ne sont ni russes ni allemandes. Elles sont Lethes ou Finnoises, la population allemande, composée de nobles et de bourgeois, n'y constituant qu'une minorité très infime. Ces provinces avaient appartenu d'abord à la Pologne, plus tard à la Suède ; plus tard encore, elles furent conquises par la Russie ¹⁴⁶. »

La solution, selon Bakounine, serait « leur retour, ensemble avec la Finlande, non sous la domination de la Suède, mais dans une alliance fédérative, très intime, avec elle, à titre de membres de la fédération scandinave, embrassant la Suède, la Norvège, le Danemark et toute la

¹⁴⁵ Quatrième discours au Congrès de la Paix et de la Liberté, 25 septembre 1868.

¹⁴⁶ *L'Empire Knouto-Germanique et la Révolution Sociale*. La révolution sociale ou la dictature militaire, septembre 1870-avril 1871.

partie danoise du Schleswig, n'en déplaise à Messieurs les Allemands. »

Une telle solution serait « juste » et « naturelle ». Elle permettrait en outre de poser une « limite salubre » aux ambitions maritimes des Allemands. On en revient à l'idée de Confédération scandinave.

Napoléon III et l'alliance russe

Dès qu'il est au pouvoir, Louis-Napoléon abandonne ses positions ouvertement favorables à la Pologne pour adopter un profil bas. Il ne parle jamais de la Pologne, sinon pour rester dans les généralités.

La victoire alliée contre la Russie en Crimée remet la France sur la scène internationale après la signature du traité de Paris le 30 mars 1856. L'empereur des Français est dès lors moins soucieux du droit de la Pologne à disposer d'elle-même que des intérêts de la diplomatie française. Or la Russie, vaincue, cherche maintenant un allié et Napoléon III cherche à réduire le poids de l'influence anglaise. Un rapprochement s'amorce donc dès 1856 et qui devient effectif en 1858. Bakounine a parfaitement raison de souligner ce fait¹⁴⁷. Mais c'est un rapprochement fragile. La Russie soutiendra la France dans son intervention en faveur de l'unité italienne, mais l'empereur Alexandre est inquiet : le nationalisme italien ressemble un peu trop au nationalisme polonais, et il y a risque de contagion. Et puis le Second empire fait un peu trop référence au Premier, dont on connaît les liens qu'il avait avec les Polonais. Cela indispose les Russes.

Lors de l'insurrection polonaise de 1863, Napoléon reste d'une totale discrétion, mais l'opinion publique française soutient la Pologne. Or le 8 février 1863, Bismarck s'était introduit dans la danse : il signa avec la Russie la convention d'Alvensleben qui instituait une collaboration militaire de la Prusse et de la Russie contre les insurgés polonais, ce qui renvoyait la France au second rang. Bismarck remporta une victoire diplomatique éclatante contre la tendance francophile du ministère russe des affaires étrangères de Gortchakov.

¹⁴⁷ Cf. *infra* : « Lettre sur la Russie », mai 1863 : « Personne n'ignore plus maintenant qu'au moment où a éclaté cette magnifique et, espérons-le, cette dernière révolution polonaise, une alliance offensive et défensive était au point de se conclure entre la Russie et la France. »

La France perdait son principal allié ; la Prusse prenait l'initiative. Bakounine a donc raison, encore une fois, de souligner que toutes les initiatives de Napoléon III en matière de politique étrangère tournent à la catastrophe :

« À cette époque on le prenait pour l'arbitre du monde et aujourd'hui il n'est plus l'arbitre de rien. Il ne prend plus aucun risque et pourtant, la seule façon lui permettant de se maintenir, c'est de prendre souvent de gros risques. Il prit parti pour la Pologne et on opprime la Pologne. Il voulut prendre parti pour le Danemark et ce petit royaume fut ravagé par la guerre. Il a essayé d'inspirer confiance à un royaume mexicain et aucun homme raisonnable et quelque peu prévoyant n'y croit. Il s'est déclaré en faveur des Confédérés d'Amérique et ceux-ci sont à l'agonie. Il est contre Lincoln et Lincoln est réélu. Il essaie encore de magnétiser et de paralyser l'Italie par la toute-puissance des baïonnettes françaises, mais tout le monde en Italie, en France et surtout lui-même reconnaît que l'Italie échappe chaque jour un peu plus à son influence. En un mot, toutes ses actions révèlent une grande incertitude, une hésitation et une inquiétude, résultant du fait qu'il ne comprend plus l'enchaînement des événements qui commencent pourtant à évoluer dans l'ensemble et partout de façon définitive contre lui ¹⁴⁸. »

L'écrasement de l'insurrection polonaise marque la fin de toute initiative d'envergure en Pologne. A partir de 1864, la Russie met en place une vaste campagne de réformes administrative : le royaume de Pologne perd toute marque d'autonomie. Le traité de Vienne laissait en principe une certaine autonomie aux territoires polonais : armée nationale, une administration propre ¹⁴⁹. L'insurrection de 1863 était en partie motivée par l'exigence que ces dispositions soient appliquées. Désormais, il n'en est plus question. Le nom même de Pologne disparaît officiellement, remplacé par celui de « région de la Vistule », régie par un gouverneur général qui cumule les fonctions civiles et militaires, comme dans n'importe quelle province russe. La résistance à

¹⁴⁸ *Ibid.*

¹⁴⁹ « La revendication de la Russie à la possession de la Pologne porte la date du traité de Vienne », déclara Palmerton à la Chambre des Communes le 9 juillet 1833 – ce qui impliquait l'application de cette Constitution par le tsar. Mais dans une autre intervention, du 26 mars 1834, Palmerston précisa : « Le simple fait que ce pays soit partie prenante du traité de Vienne ne signifiait pas nous garantirions qu'il n'y aurait pas d'infraction à ce traité par la Russie... » Cité par Marx dans *The Story of the Life of Lord Palmerston*, Article 3. On comprend que Marx ait détesté Palmerton...

la Russie va désormais prendre d'autres formes, économiques et culturelles.

L'insurrection polonaise, qui a fait perdre à la France l'allié russe, marque le début d'un déclin qui s'achèvera sept ans plus tard lors de la guerre franco-prussienne.

Conclusion : 1862-1864, une transition dans l'évolution de la pensée politique de Bakounine

Le socialisme a toujours constitué le fond de la pensée de Bakounine, depuis le début de 1843 où, en Suisse, il a rencontré le communiste Wilhelm Weitling, et surtout depuis sa rencontre avec Proudhon. Cependant, son socialisme restait vague et se trouvait toujours marginalisé par sa préoccupation majeure, la question slave.

Une remarque s'impose à l'examen du programme de la « Société internationale secrète de la Révolution », rédigé en septembre-octobre 1864. En février 1863, Bakounine se rend en Suède pour soutenir la cause polonaise, présentée comme une priorité absolue. En septembre 1864, il crée une société secrète internationale dont le projet est « le triomphe de la Révolution dans le monde » et dont le programme contient des éléments socialistes, empruntés à l'évidence de Proudhon.

Dans le « catéchisme révolutionnaire » inclus dans son programme provisoire de la « Société internationale secrète de la Révolution », Bakounine avait déjà affirmé le statut supérieur de travail, défini comme « l'unique titre de possession légitime pour chacun, l'unique base des droits politiques et sociaux de chacun, honoré, respecté comme la source principale de la dignité et de la liberté de l'homme ». Le travail, est-il également dit, est « seul producteur des richesses, tout homme qui dans la société vit sans travail est un exploiteur du travail d'autrui, un voleur ». Ces principes hautement affirmés sont peut-être l'une des raisons de la tiédeur des démocrates suédois à se précipiter dans une action commune avec le révolutionnaire russe.

On peut dire qu'il y a un basculement progressif de Bakounine de la cause slave au socialisme. Dans la période qui se situe entre son séjour en Suède et son installation en Italie, en 1864, le discours de Bakounine évolue. C'est dans les textes qu'il écrit sur la Suède en 1863 et 1864 que commence à apparaître une thématique jusqu'alors presque absente, celle du monde ouvrier. C'est à partir de son second séjour en Suède qu'apparaissent fortement les affirmations socialistes. Entre les

deux séjours se passe un an, lors duquel il rencontre beaucoup de monde, et notamment des socialistes italiens. On peut penser que leur contact a pu l'influencer.

Lorsqu'il quitte la Suède pour la seconde fois, Bakounine écrit plusieurs « Lettres d'un démocrate » qui seront publiées dans le journal suédois *Aftonbladet* entre la fin décembre 1864 et le début de janvier 1865. Ces articles sont une critique en règle de toutes les familles régnantes d'Europe. Commenant par la Belgique, il constate que ce pays subit dans tous les domaines des attaques contre les libertés : l'autonomie des communes est remise en cause, ainsi que l'indépendance de la justice, la liberté de la presse. La réaction s'installe dans le pays, la bourgeoisie belge partage désormais toutes les appréhensions de la bourgeoisie française devant le « fantôme rouge », qui lui cause « une grande angoisse », d'autant plus qu'il ne manque pas, dit Bakounine de matière inflammable dans le pays :

« La Belgique est, on le sait, un pays relativement riche en industries, toute sa surface est couverte d'usines et de manufactures. En conséquence on trouve un nombre extraordinaire de pauvres ouvriers. Leur sort est en général assez malheureux, ils vivent du jour au lendemain, et sont chargés d'un travail extrêmement lourd. Ces pauvres gens ne peuvent pas économiser beaucoup, et lorsqu'il y a une crise industrielle, ce qui a lieu assez souvent, ils meurent de faim. La question sociale n'est pas non plus question théorique mais c'est en même temps une question d'une pratique la plus brûlante et menaçante ¹⁵⁰ ... »

C'est plus le futur militant de l'Internationale qui parle que le partisan de la révolution démocratique.

Les articles de Bakounine sont une critique décapante de la politique de la monarchie belge et de ses prétentions à se poser en arbitre de l'Europe. Il est non moins féroce contre Napoléon III dont il montre que le règne est à son déclin depuis deux ans.

La reine Victoria est rapidement expédiée car il a déjà consacré à l'Angleterre une longue « Lettre de Londres » destinée au même journal. Autrefois « idole de l'Angleterre loyale », elle a contribué à convaincre beaucoup de gens à considérer la monarchie « comme une institution non seulement inutile et dépassée, mais plutôt triste et déplorable ».

¹⁵⁰ « Lettre d'un démocrate », 5 décembre 1864.

Le tsar de Russie a surpassé son père en cruauté, mais « il y a joint l'hypocrisie qui est chez lui un trait remarquable et dont personne n'a accusé son père ». En Prusse, le « futur empereur d'Allemagne », dit Bakounine, commença son règne en se comportant « en souverain juste, loyal, libéral », mais préféra finalement le rôle de « caporal et chef des hobereaux prussiens » à celui de restaurateur de l'Allemagne.

En Italie, Victor Emmanuel dont les premières années furent « si populaires, si profitables et si brillantes » s'est désormais séparé de son peuple. Il « a d'un seul coup assombri l'éclat de la royauté en Italie ». « Sa bravoure, son dévouement à la cause italienne, sa popularité, son bonheur étaient jusqu'alors l'argument puissant et favori de tous les monarchistes en Europe, avec lequel ils firent taire les critiques de la monarchie. Dès lors cet argument ne s'entend plus et nulle part en Europe. »

L'intention de Bakounine est de montrer que les monarques européens « sont plus ou moins des obstacles et des embarras sur la route du développement, du progrès et du bonheur des peuples », que « les monarques et les monarchies touchent à leur fin irrévocable ».

De façon concomitante avec ses réflexions sur le monde du travail et sur le caractère archaïque des régimes monarchiques, apparaît chez Bakounine une réelle réflexion sur les régimes constitutionnels, qui constituera la trame de ses analyses de la période libérale, réflexion où il dit déjà presque tout : la condition ouvrière et le régime représentatif sont deux réalités contradictoires dans la mesure où la classe ouvrière ne pourra jamais s'émanciper dans un système qui ne remet pas en cause la propriété : les privilégiés « sont les propriétaires de la terre et du capital » ; en dessous d'eux se trouve « le peuple immense des travailleurs ».

« Dans les États constitutionnels, qui par leur nature sont ou deviennent nécessairement tôt ou tard bourgeois, comme nous le voyons aujourd'hui partout en Europe, ce n'est pas le travail, mais la propriété, c'est à dire la rente de la terre ou du capital, c'est à dire la fainéantise, qui distinguent l'homme, le revêtant du titre de citoyen, en lui donnant les droits politiques et la liberté ¹⁵¹. »

¹⁵¹ « Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité », sept.-oct. 1864.

Le constitutionalisme est donc « le règne de la propriété, le gouvernement de l'homme par la chose ». Bakounine précise tout de même qu'il n'entend pas affirmer que les privilégiés ne travaillent pas, ils travaillent même souvent beaucoup, mais leur travail, « grâce à leur position privilégiée, leur rapporte infiniment plus que celui du travailleur déshérité des masses populaires ».

« La faculté de ne rien faire, la rente, produit fictif d'un capital et d'une terre qui abandonnés à eux mêmes, sans travail, ne produisent absolument rien, tel est le signe distinctif du citoyen sous le régime constitutionnel. C'est l'exploitation systématique et l'asservissement du travail par la propriété et par le capital ¹⁵². »

Certes, un « travailleur plébéien » sur mille pourra sortir du lot et parvenir à une position sociale élevée, mais il deviendra lui-même un privilégié et tournera le dos à « ses quelques millions de frères délaissés » – thème qu'on retrouvera aussi plus tard chez Bakounine.

Un autre thème apparaît dans le « programme », qui deviendra récurrent : la critique de l'individualisme et de Rousseau et de l'idée de contrat social. C'est là un point important car les positions qu'adopte Bakounine par rapport à Rousseau sont un « indicateur » de l'évolution de sa pensée. Dans ses années de jeunesse, il critique Rousseau, mais à partir d'un point de vue conservateur. Dans sa période « philosophique » ; à Berlin, il adhère aux thèses des Lumières. Maintenant, apparaît la critique de Rousseau d'un point de vue révolutionnaire, critique qu'il développera dans sa période « anarchiste ».

Bakounine nie l'opposition du droit transcendant au droit individuel ; cette opposition conduit à l'asservissement de l'individu à la raison d'État. Il y aurait ainsi une coïncidence entre la théorie politique de Rousseau et la doctrine chrétienne en ce sens que Rousseau, également, « envisage la nature humaine et celle de la liberté de l'individu comme mauvaises par elles-mêmes, du moins en partie, puisqu'elles ont besoin d'abandonner cette partie afin de pouvoir se conformer à la loi universelle et morale. Cette partie, c'est sans le moindre doute la partie bestiale dans l'homme, mais pourquoi identifier la liberté avec la bestialité ¹⁵³ ? » Comme souvent chez Bakounine, l'objet d'un écrit – ici

¹⁵² *Ibid.*

¹⁵³ *Ibid.*

un « programme » –, dévie insensiblement vers autre chose, des considérations philosophiques.

La période qui va de 1863 à 1865, passée en partie en Suède, permet à Bakounine d'élaborer le brouillon de ce qu'on pourrait appeler un nouveau droit international :

« Chaque pays, chaque nation, chaque peuple, petit ou grand, faible ou fort, chaque région, chaque province, chaque commune ont le droit absolu de disposer de leur sort ; de déterminer leur existence propre, de choisir leurs alliances, de s'unir et de se séparer, selon leurs volontés et besoins sans aucun égard pour les soi-disant droits historiques et pour les nécessités politiques, commerciales ou stratégiques des États. L'union des parties en un tout, pour être vraie, féconde et forte, doit être absolument libre. Elle doit uniquement résulter des nécessités locales internes et de l'attraction mutuelle des parties – attraction et nécessités dont les parties sont seules juges ¹⁵⁴. »

Nombre de thèmes du Bakounine libertaire se trouvent donc développés dans les textes « suédois » : à travers un début de critique de Rousseau apparaît l'idée que l'individu n'est pas dissociable de la société dans laquelle il vit. Prenant l'exemple du génie (qui sera repris plus tard), il déclare que si on le met sur une île déserte, il ne s'épanouira pas. De même, « confinez-le dans une petite bourgade, au milieu de bons philistins, ou de jeunes bureaucrates buveurs du punch suédois ; il est à parier 100 contre 1, qu'après maintes révoltes douloureuses, inutiles, son génie se verra étouffé » ¹⁵⁵.

Cette même loi de solidarité existe dans l'économie, à travers la division du travail : pour la première fois chez Bakounine apparaît ce terme. Un long développement est consacré à cette question dans ce programme de 1864, où les considérations économiques se mêlent aux considérations morales. L'influence de Proudhon, qu'il cite à plusieurs reprises, est évidente, notamment à travers l'exemple du travail associé des hommes qui crée une force hors de proportion avec la somme des forces individuelles.

Bakounine s'attarde également à l'analyse de la rente foncière, dans laquelle on retrouve l'argumentation de Proudhon selon laquelle la

¹⁵⁴ « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire » [« Catéchisme révolutionnaire »], 1866.

¹⁵⁵ « Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité », sept.-oct. 1864.

propriété est « impossible » (le terme est de Proudhon), c'est-à-dire qu'elle n'a pas de justification logique, ce que les économistes eux-mêmes, selon Proudhon repris par Bakounine, conviendraient : « Les économistes eux-mêmes, dit Bakounine, l'ont si bien senti, qu'ils ont été toujours fort embarrassés de défendre la rente de la terre, diamétralement opposée à leur axiome fondamental "que le travail seul produit". Aussi ont-ils tous été forcés d'avouer cette contradiction, d'avouer que vue du point de vue économique pur, la rente est une flagrante injustice. » C'est du Proudhon tout craché, comme également l'affirmation de la capacité des ouvriers à s'associer afin de constituer une véritable puissance face aux capitalistes.

Pour l'instant, le programme de Bakounine peut se résumer en trois points :

1. L'abolition du droit d'héritage ;

2. L'« action puissante des associations ouvrières » – sans doute un écho des « compagnies ouvrières » de Proudhon qui seraient appelées à prendre en main les grands établissements industriels ¹⁵⁶ ;

3. La réorganisation démocratique du pays avec la commune comme unité de base, la fédération des communes en districts et provinces, une assemblée législative, la Nation avec l'union fédérale des provinces avec une présidence et une assemblée législative nationale et – plus tard – une fédération internationale.

Si la vision économique de Bakounine reste hésitante et approximative, vision qui évoluera sensiblement dans la période libertaire, le schéma d'organisation politique d'une société libertaire ne changera pas : il est déjà en place.

Tous les thèmes que Bakounine développera par la suite dans l'Internationale à partir de 1868-1869 sont là : l'instruction intégrale, la prise en charge de l'instruction par la collectivité (« l'école doit remplacer l'église ») ¹⁵⁷, la suppression du droit d'héritage, l'abolition du mariage, l'égalité des droits des femmes, la fédération politique.

¹⁵⁶ C'est faire une bien mauvaise lecture de l'œuvre de Proudhon que de limiter sa pensée à la perspective de la petite production artisanale. La thèse du « Proudhon théoricien de la petite bourgeoisie » ne résiste pas à l'examen et montre seulement que ceux qui la défendent se sont contentés de lire ce que Marx dit de Proudhon.

¹⁵⁷ Au risque d'en décevoir certains, Bakounine est fermement partisan du maintien du principe d'autorité à l'école : « Là, il est tout à fait à sa place, et doit y régner sans partage. » Voilà qui est clair. Bakounine estime que la liberté est une acquisition pro-

N'oublions pas que toutes ces considérations, dans lesquelles se trouvent largement développés des thèmes qui seront ceux des « anti-autoritaires » de l'Internationale, se trouvent dans un document destiné aux démocrates suédois, ce qui n'était guère susceptible de rallier ceux-ci en masse. Néanmoins, les écrits de cette période ont sans aucun doute contribué à pousser Bakounine à formuler ce qui sera plus tard le fondement de sa pensée politique libertaire.

gressive de l'humain, aussi l'enfant et l'adolescent ne sont-ils « libres que virtuellement, pas en réalité ». L'école a donc pour fonction de les initier à la liberté. « Leur liberté étant le but de l'éducation, elle doit être aussi, autant que faire se pourra, son moyen et son point de départ ; et plus l'éducation avancera avec l'âge des enfants, plus elle tendra à remplacer l'autorité par la liberté. » Bien entendu, « toutes les violences, toutes les punitions dégradantes en seront exclues ». Tout élève doit sortir de l'école « libre par l'intelligence, libre par le caractère, par la volonté, libre par son aptitude au travail. » On se prend à rêver...

Documents

1862. – Aux Russes, Polonais et tous mes amis slaves

de M. A. BAKUNIN

2 février 1862

Londres

Me voilà libre, enfin, après huit ans d'emprisonnement dans différentes forteresses et quatre ans d'exil en Sibérie ¹⁵⁸. L'âge m'est venu, ma santé s'est délabrée, j'ai perdu cette élasticité des membres qui donne à l'heureuse jeunesse une force invincible. Mais j'ai gardé le courage de la fière pensée et mon cœur ; ma volonté, mon âme sont restées fidèles à mes amis et à la grande cause de l'humanité. Plus tard je raconterai dans de courts mémoires ma vie passée, la part que j'ai prise aux événements de 1848 et 1849, mon arrestation, mon emprisonnement, mon exil, et enfin ma libération. Maintenant je viens à vous, mes vieux et fidèles frères, et vous, mes jeunes amis, qui partagez avec nous nos croyances et nos aspirations, en vous priant : recevez-moi de nouveau parmi vous et permettez-moi de dévouer avec vous le reste de ma vie *a combattre pour la liberté des Russes, des Polonais et des toutes les nations slaves.*

Ce n'est pas en vain que nous avons vécu pendant les treize dernières années, depuis la catastrophe de 1848 et 1849. Le monde s'est reposé, a regagné la conscience de soi-même, et repris des forces pour rentrer dans la voie de l'avenir. L'Italie, que nous aimons tous, est ressuscitée, l'édifice de la monarchie habsbourg-lorraine est ébranlé – cette lourde pierre qui pèse sur la poitrine des peuples qui reviennent à la vie, – et menace ruine sous les coups des Italiens, des Magyars et des Slaves. Semblable à l'Autriche, nous voyons, tremblant sur ses fondements et prêt à tomber – son ennemi d'autrefois et maintenant son unique allié – son camarade d'âge, de craintes et de douleur, l'Empire ottoman, qui n'est pas moins barbare qu'elle, mais peut-être plus honnête – et des ruines de ces deux empires naîtront, pour une vie nouvelle, une large liberté – les élus de la nouvelle civilisation : les Italiens,

¹⁵⁸ Sauf indication contraire, les notes sont de René Marie Berthier.

les Grecs, les Roumains, les Magyars et la grande nation slave réunie par les liens d'une fraternité commune. Maintenant la Pologne renaît. La Russie aussi ressuscite.

Oui, nous vivons dans une grande époque. Un nouvel esprit semble avoir soufflé sur les nations endormies, il appelle les peuples vivants à l'action et creuse une tombe aux mourants. Je sentais en moi de la vie et j'ai fui de la Sibérie. Que ferai-je maintenant ? Que devons-nous entreprendre ?

Chaque homme a un champ d'action naturel, c'est sa patrie. Agir loin d'elle est un triste destin. Moi, j'en ai trop fait l'expérience pendant les années de révolution – je n'ai pu prendre racine ni en France ni en Allemagne. Or donc, gardant la brûlante sympathie de ma jeunesse pour le mouvement progressif du monde entier, je dois – pour ne pas dépenser en vain le reste de ma vie, – limiter mon action directe à la Russie, la Pologne et les Slaves. Ces trois nations sont indivisibles dans mon amour et ma croyance.

La Russie, tout le monde le sait, – est à la veille de graves révolutions. La malheureuse – et heureuse en même temps – guerre de Crimée terminée, – un air de printemps s'est répandu sur ses plaines glaciales et a même atteint les plus lointains confins de la Sibérie. La glace s'est fondue, la Russie a pu respirer après les trente années du règne de Nicolas. Elle a proclamé avec toute l'énergie de la jeunesse combien une régénération était indispensable. C'était un beau moment – tout respirait une vie nouvelle, tous avaient secoué leur torpeur – on n'avaient même pas de haine pour le passé, on ne regardait que l'avenir, on croyait, on aimait. Mais – hélas ! – de tels moments fuient bien vite. Des sentiments il faut passer à l'action. Que faire ? Où aller ? Que désirer, demander ? Mille questions surgirent, et chaque question avait mille nuances. Si la parole était bâillonnée sous le règne de Nicolas, on ne méditait pas moins, et la pensée forte, fortifiée dans une solitude muette, armée de la science vivante, d'une éloquence fougueuse et à demi libre, entra en lice. Comme cela arrive toujours, les opinions étaient partagées : tout le monde était d'accord qu'il était impossible de rester sous l'ancien régime ; la triste fin du règne de Nicolas avait démontré toute la fausseté de son système – il avait conduit la Russie au bord de l'abîme. Mais il fallait rendre à la Russie sa force et sa gloire. L'ambition impériale, la fierté nationale le demandaient à grands cris. Mais quels étaient les moyens pour atteindre ce

but ? Cette question clairement posée, l'opinion publique, jusqu'alors partagée en une grande quantité de nuances, forma deux partis principaux, entièrement opposés l'un à l'autre : *le parti de la réforme et le parti d'une révolution radicale.*

Le premier ne voulait pas toucher aux fondements de l'empire ; il croyait qu'il suffisait d'entreprendre des réformes – assez considérables du reste, – dans l'administration, les finances, l'armée, la justice, l'instruction publique, pour rendre ses forces à l'Etat chancelant sur ses bases. Ce parti avait oublié une seule chose : nos institutions, notre code contiennent tant de règles d'or, de sentences sages et humaines, qui feraient honneur à tout philosophe ou philanthrope, – mais tout cela n'est qu'une lettre morte, parce que la Russie officielle, créée par Pierre I, où il n'y a rien de naturel, où personne n'a ni un champ de mouvement indépendant, ni de libre action, où la vie intérieure et les intérêts de la nation sont sacrifiés au profit de la force extérieure, ne peut admettre l'application de ces lois. Ils ont oublié que le principal vice de notre gouvernement, vice qui le ronge et lui creuse l'abîme, c'est l'absence totale de la vérité, c'est le mensonge qui est partout et en toute chose, et ils ne pensent pas qu'un mensonge si général et radical ne peut pas exister seulement à la surface, mais doit avoir poussé ses racines dans le fond même, dans l'origine du système gouvernemental.

Il ne leur vient pas à l'esprit que la vérité et la sincérité sont impossibles là où il n'y a point de vie ; que les forces vitales de la Russie ruinées par les réformes violentes de Pierre I, n'ont jamais soutenu l'édifice qu'il avait construit. Pendant plus de trois demi-siècles le peuple russe a porté sur ses larges épaules le gouvernement de St. Pétersbourg, si difforme et construit à la hâte ; il semblait prévoir que ce gouvernement le rallierait à l'Europe et s'écroulerait pour lui faire place ; il lui a sacrifié ses plus belles forces, mais il ne l'a jamais aimé, en a beaucoup souffert, le haïssait, et maintenant que ce régime est prêt à crouler, ce n'est pas du peuple qu'il doit attendre du secours. Ce dernier le renversera pour pouvoir respirer et être en état de se mouvoir librement. Nos réformistes n'ont pas compris qu'aussitôt après la catastrophe de la Crimée et la mort de Nicolas, l'heure du régime de Pierre avait sonné.

« La Russie, ce colosse aux pieds d'argile doit crouler ! » disent les ennemis de la Russie, pleins de joie. Oui, elle s'écroulera, mais ne vous réjouissez pas trop tôt. La ruine de cet empire ne ressemblera aucune-

ment à celle de l'Autriche et de la Turquie, qui se prépare aussi. Rien ne restera après eux, sinon des nationalités hétérogènes, qui rejeteront ces deux noms avec haine et mépris ; mais des ruines de l'empire russe sortira le peuple russe. Ôtez à la Russie la Pologne, la Lithuanie, la Russie Blanche, la Petite Russie ; arrachez-lui la Finlande, les provinces de la Baltique, la Géorgie, tout le Caucase, il vous restera encore le peuple *grand russe* fort de quarante millions, un peuple plein de force, de sagacité, de talents, presque intact, non affaibli par l'histoire et qui, on peut le dire, n'a fait jusqu'à présent que se préparer à une vie historique. Tout son passé en porte la preuve. Mû, peut-être, par le pressentiment d'un grand destin, il a gardé son intégrité, ses institutions sociales et économiques purement slaves et les a défendues contre des impulsions et des influences venant tant de l'extérieur que de l'intérieur. Depuis la fondation de l'empire moscovite jusqu'à nos jours, il n'a eu, pour ainsi dire, qu'une vie politique extérieure. Quoique sa vie intérieure fût bien lourde à supporter, quoique ruiné et esclave, le peuple aimait l'intégrité, la force, la grandeur de la Russie, et était prêt à lui faire toutes sortes de sacrifices. C'est de cette manière que se développèrent dans le peuple russe le sentiment politique et le patriotisme sans ostentation mais réel. Lui seul, entre tous les peuples slaves, sut garder son intégrité, ne fut pas englouti par l'Europe et prouva sa force.

Suivant avec patience et obéissance les drapeaux de l'Empereur contre les ennemis de la Russie, – dans l'intérieur, il défendait sa foi et son origine. Il a prouvé à tout le monde que sa patience et son obéissance ont leurs limites, qu'il sait défendre ses croyances et que la volonté du Czar n'est pas une loi sans appel pour lui. Cette résistance s'est personnifiée en un seul mot : *le Raskol*¹⁵⁹. De prime abord ce n'était qu'une protestation purement religieuse contre un acte arbitraire, religieux, l'amalgamation des deux pouvoirs spirituel et temporel, et la prétention des Czars, qui voulaient être la tête de l'église. Dans la suite – et cela se fit bientôt – il prit un caractère politique et social. Il fut

¹⁵⁹ En russe : schisme. Désigne la scission qui survint au sein de l'Église orthodoxe russe en 1666-1667. En 1652 le patriarche de Moscou Nikon entreprit d'établir la suprématie du pouvoir spirituel sur le pouvoir temporel et de réformer l'Église orthodoxe russe. Des millions de fidèles, qu'on appelle « vieux-croyants » ou *raskolniks*, se trouvèrent ainsi séparés du patriarcat orthodoxe de Moscou. Comme les historiens du XIX^e siècle, Bakounine identifie le mouvement avec la lutte des communes contre l'Etat centraliste, de la démocratie contre le servage.

l'expression de la scission de la Russie en *officielle* et *populaire*. Le régime et la société que Pierre I avait fondés, n'avaient rien qui fût sympathique au peuple, tout lui était étranger : lois, classes, institutions, mœurs, coutumes, langue, religion, le Czar lui-même, qui s'était donné le titre d'Empereur, et que le peuple, par contre, nommait serviteur de l'Antéchrist, mais qui, même dans cette scission, lui servait de symbole d'une Russie une et indivisible. Il sacrifiait au Czar ses services, son argent, son sang et sa sueur, mais sa vie intérieure, ses croyances sociales, il les porta au Raskol. Ce fut en vain que tous les Czars, depuis Aleksej Michajlovitch jusqu'à Alexandre II, luttèrent contre ce dernier ; ce fut en vain qu'ils essayèrent de le noyer dans le sang des martyrs. Plus les persécutions étaient terribles, plus le Raskol gagnait en forces. Il déborda en Russie, semblable aux vagues d'une grande mer. Nicolas même dut convenir, à la fin de son long règne, qu'il lui manquait des forces pour le combattre.

C'est dans le Raskol que continua et se conserva pour le peuple l'histoire de la Russie populaire que Pierre avait interrompue. C'est en lui qu'il trouve ses martyrs, ses saints héros, ses croyances intimes et ses espérances ; en lui sont ses consolations prophétiques. Par lui, le peuple a reçu son éducation sociale, une organisation politique, secrète mais d'autant plus puissante, c'est lui qui a soudé sa force. Le Raskol fera flotter le drapeau de la liberté pour sauver la Russie.

« Le temps n'est plus loin ! » disent les Raskolniks. C'est du Czar que le peuple attend maintenant sa liberté – et malheur au Czar, malheur à la noblesse, aux monopolistes, aux officiers, aux employés, aux prêtres impériaux, à toute la Russie impériale, si on ne donne immédiatement au peuple *une liberté complète avec pleine et entière possession de la glèbe !*

Un oukase du Czar, qui n'était que la conséquence inévitable des circonstances qui l'avaient précédé, a appelé le peuple à prendre part à la vie politique, à l'histoire de la Russie. Qu'on fasse tout ce qu'on voudra, qu'on essaie de lui barrer le chemin par des obstacles doctrinaires ou par la violence, lui, il ne rétrogradera plus. Il est impossible, du reste, de se passer de lui. Les colonnes allemandes qui soutenaient l'empire fondé par Pierre sont pourries, le knout aussi a perdu sa force¹⁶⁰. Même le régime de Nicolas a cessé d'être. Tout est en

¹⁶⁰ Le *knout* est le fouet qui était utilisé pour fouetter les criminels et les délinquants politiques.

désarroi : les finances, l'armée, l'administration, et ce qui est le plus triste, le gouvernement manque de sens commun, de volonté, de foi en lui-même. Personne ne le respecte. Comme tout ce qui est faible, il est en même temps doux et cruel, mais on ne l'aime pas pour sa douceur, ni ne craint sa cruauté. Il se fâche, menace, bannit en Sibérie, mitraille le peuple, mais on se moque de lui. Il se tourne enfin lui-même en dérision, tombant à tout moment dans des contradictions, ordonnant aujourd'hui la même chose pour laquelle il punissait hier, de manière qu'on ne sait plus à quoi s'en tenir. L'anarchie, la méfiance de soi-même et des autres règnent dans toutes les classes de la société, dans tous les pouvoirs du monde officiel. On convient qu'on n'a ni la force ni le droit d'exister, on doute du lendemain et le craint, partout on voit un désordre affreux dans les intentions, les paroles et les actions, en un mot une désorganisation complète, l'indice d'une ruine inévitable. L'ancien monde impérial croule, et avec lui la Russie impériale, la noblesse, les *tchinovniks*, l'armée impériale, le cabaret, la prison et l'église impériale ; ou – dans le sens de Nicolas – la nationalité, l'autocratie et l'orthodoxie – tous les avortons d'une alliance monstrueuse de la barbarie tartare et de la science politique allemande sont condamnés à une fin prochaine et inévitable. Et que restera-t-il ? – Le peuple seul.

Au commencement du règne actuel, le gouvernement voulait s'appuyer seulement sur les *tchinovniks*¹⁶¹ ; voulait, aidé par eux, introduire les réformes qui lui semblaient indispensables. Toute la Russie jeta un cri de colère. On hait les *tchinovniks* encore plus que la noblesse ; ils ne sont aussi rien autre que ces mêmes nobles, mais au service de l'Etat, c'est-à-dire sous leur plus repoussant aspect. Le *tchinovnik*, c'est le bâton des Czars, avec lequel ils ont frappé le peuple pendant deux siècles, c'est cette longue main qui l'a pillé et ruiné : – quiconque connaît la Russie sait qu'un *tchinovnik* intègre, populaire, soignant les intérêts de l'empire est une exception, une faute de logique, un non-sens contre la routine officielle, qui conduit nécessairement au vol et à la fourberie, – et qu'un tel non-sens ne pouvait et ne peut exister longtemps. Partout la bureaucratie tue et ne vivifie pas le gouvernement. Mais, en Russie, elle a tout corrompu – et il n'y a pas de

¹⁶¹ Le *tchin* est une hiérarchie fondée par Pierre le Grand qui renferme tous les employés de l'État (*tchinovniks*) quelle que soit la branche de service et d'administration à laquelle ils appartiennent. Tout noble dont le père et le grand-père n'ont pas servi l'État dans le *tchin* et qui n'est pas lui-même *tchinovnik*, est déchu de la noblesse.

salut à en espérer ! Pétersbourg seul a pu avoir une idée si folle – d’autant plus folle que le tchinovnik d’aujourd’hui est loin d’être un fidèle serviteur de l’Empereur autocrate ! Il a perdu la foi en lui, ne se fie plus à sa force, cherche un plus ferme appui dans l’opinion publique qu’il flatte au détriment du pouvoir impérial, pour se sauver lui-même. Enfin les deux tiers des tchinovniks sont des nobles, – de vieille souche ou non, peu importe, car ils ont tous les mêmes privilèges. Tous ceux qui ont du pouvoir ou de l’influence appartiennent à la noblesse. Est-il donc possible que, dans les questions soulevées maintenant par le gouvernement, question qui concernent l’affranchissement des serfs et l’abrogation du pouvoir des seigneurs, le noble-tchinovnik agisse contre lui-même, c’est-à-dire contre le noble-seigneur de village.

La vertu romaine n’est pas commune chez nous, le sacrifice de ses propres intérêts est un mot vide de sens pour un homme officiel, et la crainte n’a plus d’action sous le Czar actuel. Nous avons vu qu’à l’exception de quelques exemples respectables et dignes, la grande majorité des nobles-tchinovniks, les ministres, les grands seigneurs, les gouverneurs, – toute cette haute volée des bureaucrates et avec elle toute la gueusaille des tchinovniks, ont pris parti contre le Czar et pour les propriétaires. Il n’y a qu’un moyen pour mettre le monde officiel à la raison, c’est une autre crainte – la crainte du peuple. Mais l’Empereur lui-même se sent, à ce qu’il paraît, mal à l’aise en face de cette crainte et, ayant perdu l’espoir de se sauver par les tchinovniks, il cherche maintenant son salut dans la noblesse.

Oui, l’état des choses est changé. De temps de Rostovcev¹⁶², de Miljutin on menaçait la noblesse au nom du peuple ; maintenant on a trouvé en elle des vertus fabuleuses et l’on nomme les nobles les fils aînés de la Russie, les soutiens du trône, les ornements de la patrie. On découvrira sans doute bientôt qu’ils étaient les bienfaiteurs de leurs serfs et que le peuple, qui les adore, ne veut point d’affranchissement. À en croire les discours que le gouverneur-général de St. Pétersbourg a récemment prononcés, c’est dans les mains de la noblesse qu’on a

¹⁶² *Iakov Ivanovich Rostovtsev* (1804-1860) joua un rôle déterminant dans la rédaction des statuts qui aboutirent à l’émancipation des serfs. Militaire de carrière, il fut invité à se joindre au complot des décabristes, qui en 1825 réclamaient une constitution et des libertés civiles. Il dénonça le complot au tsar Nicolas I^{er}, mais refusa de livrer les noms des officiers impliqués.

Nikolay Alekseyevich Milyutin (1818-1872), homme d’Etat russe qui fut le principal inspirateur des réformes libérales entreprises sous le règne d’Alexandre II.

déposé le destin futur et la nouvelle organisation de la Russie. Les assemblées de la noblesse dans les gouvernements ont reçu la mission de discuter les réformes financières, judiciaires, administratives et finiront peut-être par octroyer une *constitution nobiliaire*.

Qu'est-ce que la noblesse russe ?

En premier lieu ce sont les descendants des boyards moscovites, des gradés militaires, que le czar Ioan Vasil'evitch ¹⁶³ le terrible punissait de mort et que pendait le héros populaire Stenka Razin ¹⁶⁴ parce qu'ils opprimaient et pillaient le peuple ¹⁶⁵. Puis les descendants de ces aristocrates, qui avaient perdu tout sentiment de leur propre dignité, – qui, quand ils écrivaient des placets aux Czars, se nommaient leurs esclaves et ne signaient pas de leur nom mais des diminutifs d'abjection comme « Van'ka » ou bien « Kondrachka » ¹⁶⁶ ; que les Czars battaient et faisaient battre tant et aussi souvent que bon leur semblait. C'est cette caste stationnaire, sans sens commun, depuis longtemps pourrie, à charge et nuisible à l'Etat, que Pierre I brisa en faisant une caste d'employés et de militaires, mais à laquelle il donna, pour la dédommager, la moitié de la population rurale comme esclave. Cette caste abjecte et voleuse, qui, depuis Pierre jusqu'à nos jours, encombrait, sous le nom de tchinovniks et d'officiers, les régiments et les chancelleries, et, remplissant sans honte ses poches percées, servait, pendant un siècle et demi, d'arme éhontée et cruelle au plus vil despotisme ; qui, pillant, tyrannisant, violentant, bannissant en Sibérie, échangeant, ven-

¹⁶³ *Ivan Vassiliévitch dit Ivan le Terrible* (1530-1584). Il passa son enfance dans une ambiance de haine et de terreur, craignant perpétuellement d'être assassiné. Ce contexte développa sans doute ses tendances psychopathes : l'un de ses loisirs était de torturer des animaux. Il est le premier tsar régnant sacré à Moscou en 1547. Il établit un code de lois en 1550, réorganise le clergé en 1551, en le soumettant à l'État. Il promulgue des lois restreignant la liberté des paysans et introduit en Russie le servage. Il soumet la classe des boyards, qu'il hait, à un régime de terreur. À la fin de son règne, la Russie est saignée à blanc par 25 ans de guerres. En 1581, il tue son fils aîné Ivan Ivanovitch dans un accès de colère.

¹⁶⁴ *Stepan (Stenka) Timofeïevitch Razine* (1630-1671) fut un chef cosaque qui mena un soulèvement contre la noblesse et la bureaucratie tsariste dans le Sud de la Russie. Bakounine le cite souvent.

¹⁶⁵ La phrase est curieusement tournée. Ce n'est pas Ivan le Terrible qui pendit Stenka Razine – le tsar mourut en 1584 – mais « les descendants des boyards moscovites ». Il fut fait prisonnier, torturé, puis mené sur la place Rouge où il fut pendu et éparri le 6 juin 1671.

¹⁶⁶ La coutume voulait que, dans les documents à l'adresse du souverain, l'auteur se désigne comme « esclave » (*rab*) ou « serf » (*holop*) de Sa Majesté Impériale.

dant, perdant au jeu ses serfs, ruinant le peuple, n'a pas même su se préserver d'une ruine totale. C'est cette classe criminelle, qui, de nos temps, et guidée par Nicolas a, sous le nom de *tchinovniks*, conduit la Russie au bord du précipice et est devenue, comme caste de seigneurs-proprétaires, un objet de mépris et de haine pour tout ce qu'il y a en Russie de gens d'esprit et d'avenir.

Il n'y a pas à douter qu'il y a eu et qu'il y a parmi les nobles des personnes qui, par leur esprit, leur éducation, la noblesse de leur caractère et la pureté de leurs intentions, ont mérité et méritent le respect, mais ce n'était et ce n'est qu'une exception et jamais l'expression d'une caste. Au contraire ils marchaient, vivaient et agissaient en opposition avec les habitudes et les intérêts de la caste à laquelle ils appartenaient par leur naissance. Le contact de la noblesse avec la civilisation occidentale eut deux résultats opposés l'un à l'autre. Sur la majorité il eut une influence corruptrice : lui ayant donné de nouvelles habitudes, de nouveaux goûts, la connaissance de la vie extérieure européenne, il ne put changer son âme de boyard tatare, ni la pente de son esprit esclave et despotique en même temps. L'ayant séparée du peuple, il eut pour résultat qu'elle méprisa le peuple et en devint enfin l'ennemi. Mais il agit tout différemment sur la minorité de cette même noblesse russe, minorité presque infime et composée de quelques dizaines d'élus.

Il éveilla en eux une nouvelle vie intellectuelle, l'amour de l'humanité ; alluma le feu sacré de nobles élans ; créa un monde idéal, un monde bien beau, mais sans forces et incapable de réalisation ; sans forces parce que s'étant formé sous l'influence de l'Occident seul, en dehors de la véritable vie russe, il n'avait rien de commun avec elle, aucun champ d'action possible. Mais, placé dans des conditions si défavorables, ce monde ne s'écroula pas ; il prit au contraire un développement rapide, en même temps que notre littérature mûrissait et que nos universités se fondaient ; ce fut, parmi ces dernières, l'université de Moscou qui revendiqua, si je peux m'exprimer ainsi, le privilège exclusif de sauvegarder et de répandre le feu sacré parmi les fils encore purs d'une noblesse sauvage et corrompue¹⁶⁷. Sous Alexandre I les nobles idéalistes ne se comptaient plus par dizaines mais par centaines.

¹⁶⁷ Bakounine parle en connaissance de cause puisqu'il fit ses études à Moscou, où il rencontra Stankevic, Belinskij, et s'initia aux philosophes allemands, notamment Kant, Fichte et Hegel.

Par l'échauffourée de décembre 1825¹⁶⁸ ils prouvèrent la pureté, la noblesse de leurs desseins mais aussi toute leur impuissance. Il y avait parmi eux des hommes d'un génie incontestable : Pestel', par exemple, qui entrevit le premier la nécessité d'une révolution sociale et économique en Russie, qui pressentit la dissolution de l'empire russe et une confédération libre des nations slaves ; – il a tout prédit mais ne put rien faire, car il agissait en gentilhomme et cela en Russie, où la majorité de la noblesse, pour des péchés anciens et récents, est prédestinée à une fin inévitable et où la minorité devra se fusionner avec le peuple, se perdre dans ses rangs, pour vivre et agir avec lui, ou bien se condamner à une inactivité honteuse et être responsable des péchés de la majorité¹⁶⁹.

Ce ne sont plus des centaines, ce sont des milliers de nobles, tout ce qu'il y a parmi eux d'hommes nobles par le cœur et la pensée, qui demandent l'abolition de la caste nobiliaire. Si la majorité avait plus d'esprit et de tact, elle comprendrait que la force ne repose plus dans le Czar mais dans le peuple, que celui-ci ne pactisera jamais avec la noblesse, qu'en lui la haine contre elle va de pair avec l'amour de la liberté, de la glèbe et que la noblesse n'a, dans les tourments sociaux qui nous menacent, d'autre ancre de salut que l'abolition non seulement des privilèges nobiliaires, privilèges ridicules et absurdes, mais aussi de tous les signes et conditions extérieurs de l'existence de la noblesse, oui, même de son nom.

La majorité de la noblesse russe ne comprend pas cela. Elle le comprendra quand le fer de la hache brillera au soleil. Est-il possible qu'il nous faille à nous une fin tragique de la noblesse pour compléter notre développement historique ? Au lieu de pactiser avec le peuple, elle demande à l'Empereur qu'il lui sauvegarde ses droits et ses privilèges et lui promet, à cette condition, son soutien. Mais où est sa force ? – Dans le peuple ? – Le peuple la hait. C'est donc dans l'Empereur seul ! Mais l'Empereur, comprenant sa faiblesse, cherche lui-même un point d'appui dans sa noblesse fidèle à ses erreurs. La faiblesse soutiendra donc le faible ? Mais c'est absurde ! Pactisons avec elle, mais pour un laps de temps bien court. Nous n'aurons pas longtemps à

¹⁶⁸ Ce que Bakounine appelle « l'échauffourée de 1825 » fut une tentative de soulèvement qui eut lieu en décembre de cette année lors de l'avènement de Nicolas I^{er}, réclamant une république unitaire, centraliste, égalitaire, une réforme agraire avec la distribution gratuite des terres aux paysans. Ce soulèvement fut féroce réprimé.

¹⁶⁹ La phrase de Bakounine est ainsi construite : on ne sait pas ce qui suit « il agissait en gentilhomme et cela en Russie... »

attendre. Qu'ils se distraient, en attendant, en octroyant des constitutions nobiliaires, qu'ils jouent au jeu constitutionnel, qu'ils embrouillent tout, et, dans ce monde de faiblesse et de caducité officielles, qu'ils entraînent à la fin le pauvre régime de Pierre dans le gouffre béant. Le réveil est proche et il sera terrible !

Il n'y a point de caste vivace en Russie. Ni la noblesse, ni le clergé, ni la bourgeoisie – tous ces avortons du système de Pierre ne peuvent vivre de leur propre vie. Il n'y a de vivace que – *le peuple*. La force et l'avenir de notre patrie¹⁷⁰ reposent en lui. Vive donc *la Russie paysanne* !

Mais il y a une autre force en Russie : non pas une force de caste, car sa base est la négation de toute différence de caste ; quoique invisible elle n'en est pas moins réelle ; elle ne s'est pas confondue dans le peuple, elle vit hors de lui, mais pour lui, et son ardent désir est de se perdre dans le peuple. Cette force c'est la communauté de tous les hommes de pensée et de bonne volonté en Russie, inspirée par un amour sans bornes de liberté, par la foi dans le peuple russe, dans l'avenir de la race slave. Elle est composée d'un nombre infini de personnes appartenant à toutes les classes : des nobles, des employés, des membres du clergé, des négociants, des bourgeois, des paysans – dans leur âme et leur pensée ; quelquefois même par leurs actes ils ont brisé avec les castes et les positions sociales reconnues en Russie ; haïssant le présent, ils sont prêts à sacrifier leur vie pour l'avenir, et vivent pour le lendemain ; c'est le temple errant de la liberté ; disséminés qu'ils sont en Russie et à l'étranger, ils vivent d'une vie beaucoup plus réelle que les soi-disant hommes utiles.

Leur influence sociale est plus grande que celle du gouvernement, car ils ont les instincts du peuple, les écoutent et vivent dans leur milieu comme mus par une seule pensée, une seule passion, une seule volonté. Leurs rangs se grossissent de tout ce qui est fort, jeune, de ce qui porte en soi le germe de l'avenir, de ce qui souffre et attend sa délivrance, de tout ce qui a une volonté, et ces nouvelles recrues sortent indifféremment des rangs de la noblesse et des paysans, des penseurs et des raskolniks. Leur arme, c'est la parole vivante. Ils n'ont pas de baïonnettes, mais bien des paroles, qui valent les baïonnettes. Ils excitent aux actions et réveillent les peuples.

¹⁷⁰ Dans le texte, Bakounine écrit « partie ».

C'est à ceux-ci, que je les connaisse ou non, que je m'adresse comme à des frères et que je demande : *que devons-nous faire ?*

Je pense que nous avons, *en premier lieu*, à nous tenir à l'écart, en simples spectateurs, et loin de tout ce qui se fait et s'essaye dans le monde officiel, surtout dans le monde nobiliaire, loin de toutes ces tentatives constitutionnelles et semi-constitutionnelles, qui feront fiasco, comme il est bien aisé de le prévoir, et n'auront d'autre résultat que d'embrouiller encore plus le désordre actuel et de hâter, peut-être, la chute imminente du régime impérial qui croulera sous la force populaire ; nous devons, avant tout, *nous lier fermement entre nous*, pour former un *parti national*, une *force* réelle, unie, véritable, indivisible, en *dehors* du pouvoir officiel et *contre lui*. Nous devons former et organiser des *cercles*, chercher à connaître les hommes pour savoir sur qui nous avons à compter, quand viendra le temps de l'action. Nous devons nous *cotiser*, pour en mains ¹⁷¹ les moyens d'envoyer nos amis en Russie et de les en faire venir pour pouvoir publier et répandre dans notre patrie le plus possible de brochures et d'autres imprimés, afin de former une masse de cercles actifs dans toute la Russie et les réunir en une seule société ¹⁷².

En second lieu nous devons proclamer à haute voix et distinctement le *but* de la société. Nous n'en pouvons avoir d'autre que le désir de fonder un *règne du peuple*. C'est le peuple que nous aimons, en lui repose notre foi, nous ne voulons que ce qu'il veut. Et quel est son désir ? Nous répétons avec le *Kolokol* : *glèbe et liberté !* Il ne lui faut pas une partie des terres russes, mais le *sol entier*, qui est la propriété inaliénable du *peuple russe*. Qu'on le lui donne, en le rachetant des nobles ou sans le racheter, – le moyen n'y fait rien. Le rachat serait possible si la noblesse avait le bon sens de renoncer paisiblement à ce qu'il est impossible de garder – c'est-à-dire à sa propre existence. Cela deviendra impossible dès que le peuple se verra dans la nécessité de prendre de force ce qui lui appartient d'après la conscience de ses croyances traditionnelles. La noblesse sera alors ruinée – mais tant pis pour elle. Heureuse encore si, pour tous ses anciens péchés, pour ses bévues récentes, elle ne paye que de sa ruine pécuniaire. D'une manière ou d'autre, et cela dans un temps bien proche, tout le sol doit

¹⁷¹ « pour en mains » : sans doute : « pour avoir en mains.

¹⁷² Bakounine ne propose ici rien d'autre que de former un parti politique.

[*devenir*¹⁷³] la propriété de tout le peuple, tout droit personnel au sol doit être aboli, afin qu'il n'y ait ni petits ni grands propriétaires, point de monopolistes, mais que chaque *Russe puisse*, par droit de naissance, *posséder la terre en commun avec les autres*. Il faut que, se fondant sur ce droit, chaque commune qui émigre puisse, partout en Russie, prendre à toute éternité possession comme propriété communale de tout espace libre, mais que la propriété personnelle soit restreinte à un certain laps de temps. Il faut que, se fondant sur ce même droit, tout individu, à quelle [*que*¹⁷⁴] caste qu'il appartienne, puisse se rallier à une commune existante, ou bien, se réunissant avec d'autres individus, en former une nouvelle.

Je pense qu'en donnant au peuple un droit exclusif à la propriété du sol et à la possession communale, on entrera dans une voie basée sur des traditions et des usages communs à toute la race slave, et que la réalisation de ce principe avec toutes ses conséquences et ses riches applications, est la vocation historique des Slaves. Je pense que cela seul réunira toutes les populations slaves en une communauté fraternelle.

Le peuple a besoin de *liberté*, mais non pas d'une liberté qui soit faite d'après l'étroite mesure de nos savants doctrinaires et de nos bureaucrates. Avant tout il lui faut *pouvoir circuler librement* et sans contrôle. Chaque Russe doit pouvoir aller là où il veut, s'occuper de ce que bon lui semble, sans avoir à en rendre compte à qui que ce soit. Le droit de quitter la commune à laquelle on appartient, – pour le bourgeois de quitter sa ville, pour l'agriculteur son village, – doit être sans bornes et sans restrictions. Le monde russe n'aura alors que deux classes : la classe bourgeoise et la classe villageoise : ce ne seront pas même des choses, mais seulement des différences de population et non pas des différences pétrifiées comme à l'Occident, mais bien se confondant par la libre transmigration des villageois dans la bourgeoisie et de celle-ci dans la population rurale.

Il lui faut une pleine et entière liberté de croyance et de parole, de commerce et d'industrie, de réunion dans les buts politiques et autres. En un mot, il a besoin de toutes les libertés, dans toutes leurs nuances. Afin que la liberté devienne pour lui une réalité, il a besoin de *l'Autonomie* ; mais que cette forme de gouvernement ne lui vienne pas

¹⁷³ Manque dans le texte.

¹⁷⁴ *Ibid.*

d'après le décret d'un dictateur, ni de la décision d'un auguste parlement, qui n'exprime jamais entièrement la pensée populaire ; ni de haut en bas comme cela s'est, jusqu'à présent, fait en Europe, mais d'après la loi de la nature, d'en bas en haut, par la libre confédération des sociétés indépendantes, en commençant par la commune – cette unité politique et sociale, la pierre angulaire du monde russe, – et allant jusqu'à une administration provinciale, générale pour l'Etat entier, et – si vous voulez – fédérative pour tous les Slaves.

Voilà ce qui correspond, suivant mon opinion, à moi, le plus aux désirs énoncés à haute voix ou instinctifs du peuple russe. Les bases sont bien simples mais suffisantes pour construire là-dessus un monde entier. Le *Kolokol* en a souvent [*parlé*] directement et indirectement, et elles paraissent être prises de la vie populaire même. Il nous reste à les discuter dans toutes leurs phases, les poursuivre dans toutes leurs applications pratiques possibles, expliquer les conditions de leur développement et de leur réalisation, enfin les répandre comme moyens de propagande et pour en faire un objet de critique générale. En les étudiant nous nous rapprocherons encore plus du peuple, il faut donc que chacun de nous s'occupe sérieusement de cet objet. Mais que Dieu nous garde de tomber dans une erreur ; ne soyons pas doctrinaires, ne composons pas d'avance des constitutions en nous posant comme législateurs du peuple. Rappelons-nous que notre mission est tout autre : nous ne sommes pas les précepteurs, mais seulement les précurseurs du peuple, c'est à nous de lui frayer une route ; et que notre destination n'est pas tant théorique que *pratique*.

En troisième lieu, nous devons tendre une main fraternelle à tous les *Slaves*, mais avant tout, et à tout prix à nos frères *les Polonais*, si souvent lésés par nous, – la paix avec eux nous est de la même nécessité que notre ralliement au peuple. Les Polonais sont nos plus proches voisins. L'histoire nous a liés par des liens si forts que les destinées des deux peuples sont devenues inséparables : leurs douleurs sont les nôtres, nous partageons leur esclavage ; une fois qu'ils seront libres et indépendants, nous le serons aussi. Tant que nous imposons notre joug à la Pologne, il nous faut entretenir une immense armée, ruineuse pour le peuple, et qui, ayant appris en Pologne à massacrer sans pitié, devient une excellente arme pour l'oppression intestine. Tant que nous possédons la Pologne, nous restons les esclaves des Allemands, nous devons être malgré nous les alliés de la Prusse et de l'Autriche avec qui nous l'avons partagée illégalement. Les efforts réunis des trois

gouvernements allemands, ceux de Berlin, Vienne et Pétersbourg peuvent seuls la tenir sous un joug qu'elle hait. Qu'un seul d'entre eux brise cette alliance et la Pologne est libre ! – Les Allemands tiendront fermement ensemble, mais c'est à nous de nous en séparer, nous ne devons plus être les Allemands de St. Pétersbourg Nous devons briser avec eux parce que la justice le demande, et puis parce qu'il est temps d'en finir avec ce péché honteux et mortel que nous avons commis envers la grande martyre slave, il est temps de ne plus nous tuer nous-mêmes et de nous barrer notre seule issue, notre avenir en Pologne. Tant que nous l'opprimons, toute route au monde slave nous est fermée.

Il y a peu de personnes maintenant, en Russie, qui osent nier que la Pologne doit être libre. Pendant et après la guerre de la Crimée tout homme pensant a vu que cela était indispensable. Chacun a compris que, de même que notre amitié allemande, l'esclavage polonais loin d'augmenter notre force, nous paralyse sous tous les rapports. On va jusqu'à raconter que l'empereur Nicolas lui-même, se préparant à déclarer la guerre à l'Autriche, voulait appeler à une levée d'armes commune tous les Slaves autrichiens et turcs, les Magyars et les Italiens. Lui-même, il avait soulevé l'orage oriental, et, pour s'en garantir il voulait d'Empereur-despote se transformer en Empereur-révolutionnaire. On dit que les proclamations aux Slaves étaient déjà signées et, entre autres, une proclamation aux Polonais.

Quelle que fût la haine qu'il portait à la Pologne, il comprit qu'un soulèvement slave était impossible sans qu'elle y participât, et, forcé par les circonstances il s'était, dit-on, vaincu à un tel point, qu'il reconnaissait l'indépendance de la Pologne, mais, avec l'arbitraire qui lui était propre, seulement depuis la Pétersbourg. Cependant ce plan lui parut, probablement, trop monstrueux. – Il mourut. Mais, depuis lors, la pensée que la Pologne doit être libre ne meurt pas en Russie. Elle s'est maintenant emparée de tous les esprits. La question n'est que : *comment l'affranchir ?* Il se peut bien que les Polonais demandent trop. Ils ne se contentent pas du royaume de Pologne, ils veulent avoir des prétentions historiques à la Lithuanie, à la Russie-Blanche, en y comprenant Smolensk, à la Livonie, à la Courlande, à toute l'Ukraine, sans excepter Kiev. En un mot ils voudraient rétablir le royaume polonais dans ses anciennes limites.

Il me semble que les Polonais commettent une grande faute en posant la question de cette manière. Cette faute, du reste, est facile à comprendre et à pardonner : on leur a ôté leur nationalité, ils souffrent

sous un joug affreux et humiliant, ils jettent des regards de douleur passionnée sur leur passé, qui n'est pas identique avec le nôtre ; nous n'avons rien à regretter ; tout ce que nous avons derrière nous est dégoûtant, et toute notre vie est dans l'avenir. La vie passée des Polonais a de belles et nobles pages : ils peuvent la regretter et en être fiers. Mais quelque beau qu'il soit, le passé est passé et l'on n'y peut retourner. Et malheur aux peuples – de même qu'aux individus – qui contemplent trop et trop longtemps leur passé : ils affaiblissent leur présent et leur avenir.

Cette rétrospectivité est d'autant plus nuisible qu'elle embrouille les principes, qu'elle détourne, au profit du passé, l'attention des questions vitales contemporaines, et sacrifie pour des sources taries de gloire et de force passées, ces principes palpitants de vie, qui seuls peuvent créer une gloire et une force nouvelles. Par exemple le catholicisme était autrefois l'âme de la Pologne chevaleresque. Plus tard, s'étant transformé en jésuitisme, il lui a beaucoup nui, ayant repoussé d'elle l'Ukraine. Puis il lui fut de nouveau utile, en séparant sa nationalité et l'empêchant de se confondre avec la Russie de Nicolas. Mais s'en suit-il que maintenant il soit le principe vital de la Pologne ? Beaucoup de Polonais le pensent ; mais je suis persuadé qu'ils se trompent gravement ¹⁷⁵, et que cette erreur est très-nuisible à la Pologne.

Une vie nouvelle ne peut surgir d'un monde décrépît, suranné et mourant. – Un autre exemple : l'ancien royaume de Pologne était essentiellement un Etat chevaleresque et aristocratique ; disons, si l'on veut, démocratique, mais seulement dans le sens antique – alors nommerons les grands seigneurs-magnats – l'aristocratie, la *chliachta* ¹⁷⁶ (les gentillôtres) libre – la démocratie, et le peuple proprement dit – les *chlopi* ¹⁷⁷ – nous représentera les esclaves dont le travail était, suivant les anciennes idées, indispensable à l'existence de la liberté civile ¹⁷⁸. Il suffisait donc autrefois que toute contrée où l'aristocratie et la

¹⁷⁵ Le texte de Bakounine dit : « grièvement ».

¹⁷⁶ Petite noblesse polonaise. Cf. le *Manifeste communiste* : « L'insurrection de Cracovie, en janvier 1846, a été préparée par l'organisation La Communauté Démocratique Polonaise, fondée en 1832. C'était une organisation de la petite noblesse polonaise (Schlachta) qui luttait contre la division et l'oppression de la Pologne par la Russie, l'Autriche et la Prusse. Outre des revendications démocratiques, républicaines, son programme reprenait la revendication de la libération des paysans de la dépendance basée sur le servage. »

¹⁷⁷ Les paysans.

¹⁷⁸ *Sic.*

chliachta étaient composées de Polonais, fût supposée polonaise, à quelque nationalité que pût appartenir le peuple. C'était naturel alors, car dans ces temps-là le peuple ne comptait pour rien ; il n'avait ni voix, ni droit d'avoir une volonté. Mais une telle chose est-elle possible de nos jours, alors que partout le peuple demande à haute voix sa liberté ?

La Pologne aristocratique pourra-t-elle résister à la Russie paysanne ? L'annexion à la Pologne de la Lithuanie, de la Russie-Blanche, de la Livonie, de la Courlande et de l'Ukraine est-elle possible si les paysans de la Lithuanie, de la Russie-Blanche, de la Livonie, de la Courlande et de l'Ukraine ne le veulent pas ? Pourquoi donc parler de limites historiques, stratégiques et économiques ? Elles n'ont aucune influence sur les peuples, ne peuvent l'émouvoir. Qu'ont-ils à faire de souvenirs historiques ? Ils leur sont étrangers, car ils savent qu'ils ont toujours été esclaves et qu'ils le sont encore. Non, il leur faut une autre chose. Comme au peuple russe, il leur faut la glèbe et la liberté dans le large sens que ¹⁷⁹ les demande le peuple russe. Tournez le dos au passé, proclamez une Pologne de *chlopi* (paysans), beaucoup de nations slaves vous suivront, et si la Russie reste en arrière – vous les aurez toutes derrière vous.

Je pense que les Polonais se trompent. Mais nous n'avons pas le droit de nous en fâcher. Nous sommes trop coupables envers eux. Honte au Russe qui, dans ce moment, quand l'armée russe massacre le peuple polonais, foule aux pieds ses enfants et ses femmes, aurait le courage de dire une parole de reproche aux nobles et héroïques fils de cette nation martyre, mais non pas écrasée. Pas écrasé, non : *Jeszcze Polska nie zginela !* [La Pologne n'est pas morte encore] Nous saluons avec enthousiasme et amour la miraculeuse régénération de cette grande nation slave, sans laquelle le monde slave ne serait pas complet, aurait un vide que rien ne saurait ¹⁸⁰ combler, aurait perdu sa plus belle couronne. Oui, nous aimons les Polonais, nous les admirons et avons foi dans leur grand avenir, qui est lié pour toujours avec celui de tous les Slaves, croyons qu'ils resteront nos frères ! Je sais bien que, maintenant, ils sont froids et méfiants envers nous, que même dans nos plus étroits rapports il y a plus de prudence diplomatique et de politesse que de sentiment amical, mais c'est que nous sommes fautifs envers eux et

¹⁷⁹ Le texte de Bakounine dit : « qu'il ».

¹⁸⁰ Le texte de Bakounine dit : « serait ».

que notre faute est bien grande ! Nous devons tout souffrir d'eux et leur prouver par nos actions plus encore que par nos paroles, que nous avons un droit à leur fraternité. Par notre patience, notre amour, notre foi en eux, par des actions de justice et de liberté nous vaincrons leur froid et leur méfiance. Nous deviendrons leurs frères, parce que cette fraternité est indispensable pour la cause panslaviste.

Nous désirons trop leur amitié et sommes trop persuadés qu'une sincérité complète est la première condition de toute amitié vraie, pour leur cacher nos pensées, même quand elles diffèrent de leurs persuasions, et je répète encore une fois : je pense que les Polonais sont dans l'erreur quand ils annexent d'avance l'Ukraine sans consulter les Ukrainiens et se basant sur leurs droits historiques seuls. Je pense que l'Ukraine polonaise, de même que les Russiens de la Galicie et notre Petite-Russie – comptant quinze millions d'habitants qui parlent la même langue, ont la même religion, n'appartiendront ni à la Pologne, ni à la Russie, mais à eux-mêmes. Je pense que toute l'Ukraine, de même que la Russie-Blanche, – la Courlande et la Livonie – qui ne sont pas des provinces allemandes mais finno-lettonnes, la Lithuanie même seront, ainsi que la Russie, la Pologne et les nations slaves qui peuplent l'Autriche et la Turquie, des membres autonomes de la grande confédération panslaviste. Je le pense, mais je puis me tromper – j'énonce une pensée, mais non pas une prétention, pas même une conviction absolue.

Je ne demande qu'une seule chose : que toute nation, toute race qu'elle soit grande ou petite ait la possibilité et le droit d'agir selon son vouloir, de se rallier à la Russie ou à la Pologne. S'ils veulent être des membres autonomes des confédérations russe, polonaise ou panslaviste, qu'ils le deviennent. S'ils veulent enfin se séparer et vivre en Etat tout à fait indépendant, qu'ils se séparent. Cela me paraît bien clair, et si la Lithuanie, la Courlande, la Livonie, la Russie-Blanche avec Smolensk, l'Ukraine avec Kiev veulent, non pas par la force ou par des intrigues, mais par une décision directe et spontanée du peuple se rallier à la Pologne, nous ne protesterons pas. Tout dépendra du degré d'indépendance de ces pays, de leur faculté ou incapacité de vivre de leur propre vie. Une seule rivalité entre la Russie et la Pologne est maintenant permise, la rivalité de force attractive envers les populations qui vivent dans leur milieu. Elles se pencheront du côté qui prendra le dessus par sa vie intellectuelle, elles se rallieront au parti qui leur octroiera la plus large liberté. Or donc la question des limites doit se

résoudre par une autre question ; celle de savoir ce qui se réalisera tout d'abord : la Pologne des *chlopi* ou la Russie paysanne ? Que Dieu fasse qu'elles se réalisent toutes les deux, qu'il n'y ait entre nous ni la question de Paul ni de Pierre ni de mais celle du Christ, c'est-à-dire la question panslaviste. Rappelons-nous cependant que nous tous : Slaves polonais et russes – sommes ¹⁸¹ encore des esclaves. Quand nous serons libres, alors nous [*morceau de texte arraché*]...

Je sais que j'aurai pour adversaires, en Russie, tous les panslavistes-centralisateurs, tous les patriotes de clocher de Nicolas. Comment, diront-ils, vous cédez à la Pologne la Lituanie ¹⁸², la Russie-Blanche, l'Ukraine ? Que nous restera-t-il donc ? Je ne cède pas, n'étant pas assez puissant pour décider des destins des peuples, et, de plus, je ne concède à personne le droit d'en décider sans leur consentement. Je dis seulement que la loi suprême pour moi et ceux qui pensent de même – et notre nombre n'est pas petit, – c'est la volonté des peuples eux-mêmes. Si ces provinces veulent en effet être des parties intégrantes de la Pologne, de quel droit les en empêcherez-vous ? Je sais bien que le droit est un mot vide de sens pour ceux qui admirent l'arbitraire de Nicolas. Mais je leur poserai une autre question : de quelle manière pensent-ils de retenir sous le sceptre de Pétersbourg, ceux qui ne veulent pas y rester ? Par le pouvoir ébranlé de Pétersbourg ?

Pour nous, soldats de la liberté, la question du droit est une question vitale. Nous comprenons que la véritable force ne repose que dans le droit ; qu'il est monstrueux, absurde, criminel, ridicule, impossible en pratique, de se soulever au nom de la liberté et d'opprimer, en même temps, les peuples voisins. Cette logique bizarre, nous [la] laissons aux Allemands, nos professeurs en logique et, les gens les plus pratiques du monde. Leur cœur est si grand qu'il donne place en un et même temps à l'indignation contre les Danois, parce qu'ils veulent danoiser les Allemands du Schleswig-Holstein et contre les Slaves de la Posnanie et du pays des Tchèques qui ne veulent pas être germanisés. Notre cœur à nous n'a pas une élasticité pareille. Je demande encore de quel droit retiendrons-nous par force la Lituanie, la Russie-Blanche, l'Ukraine et toutes les autres provinces qui nous sont maintenant soumises, si elles désirent se rallier à la Pologne ? On me répondra : par le droit que tout

¹⁸¹ Le texte de Bakounine dit : « sont ».

¹⁸² Dans la traduction du texte de Bakounine, on trouve les deux orthographes : Lituanie et Lituanie. L'orthographe correcte en français est aujourd'hui Lituanie.

le monde a de se sauvegarder, car en arrachant à la Russie actuelle sa partie occidentale, on la rejettera de nouveau en Asie. Est-ce vrai ? Comme si l'Asie, dans ce sens, était définie par des limites géographiques, et non morales. La population de la Sibérie, qui vit au delà de l'Oural, en Asie donc, d'après les notions géographiques, est-elle inférieure à la population de la Russie européenne ? N'est-elle pas plus forte et, en tous cas, plus libre ? Dans le sens moral, social et politique, les limites de l'Asie sont là où commencement l'arbitraire et la violence. Si cela est vrai, sommes-nous maintenant en Asie ou en Europe, l'Asie ne gouverne-t-elle pas tout l'Empire russe ? Car notre monde officiel, toute notre actualité ne sont rien autre qu'un amalgame d'arbitraire tatar et de formes allemandes.

Renvoyons nos Tartares en Asie, nos Allemands en Allemagne ; devenons un peuple libre et véritablement russe et alors soyez sans crainte, personne n'aura la force, ni la volonté de nous repousser hors de l'Europe. Nous n'en serons pas séparés, car il y aura entre elle et nous, en tout cas, des peuples alliés, plus ou moins liés avec nous par leur nationalité, leur langue qui ressemble à la nôtre, leurs idées morales et leurs intérêts matériels, enfin leur organisation sociale et leur politique, qui ne pourront différer des nôtres. Mais, dira-t-on, la Pologne se transformera en un fort Etat aristocratique, monarchique, peut-être, et mue par son ancienne haine contre nous, elle recommencera sa lutte pernicieuse contre la Russie. Que la Pologne fasse ce que bon lui semble ; mais croyez-vous, en effet, que, au premier lieu, une Pologne aristocratique, noble, et même royale soit possible ? Ne voyez-vous pas qu'une Pologne de *chlopi* ou de paysans soit la seule qui puisse se réaliser ? Les programmes des nobles ne soulèveront pas un seul paysan.

Et sans paysans pas de Pologne. – Quand les *chlopi* ou paysans polonais entendront que le peuple s'est levé pour sa liberté et sa glèbe, pensez-vous que les habitants de l'Ukraine, de la Russie-Blanche, de la Lithuanie, même les Polonais marcheront contre la Russie, dans le cas même que les nobles voulussent les y mener ? Que craignez-vous enfin pour le peuple de la Grande-Russie, qui compte quarante millions d'habitants ? Ne craignez rien, il n'est pas petit, on ne l'outragera pas, il se défendra ! Ne craignez pas qu'il perde son auréole légitime et cette force politique, acquises pendant trois siècles par les exploits de dévouement et de pénible abnégation pour l'unité de l'Etat. Nous avons à choisir entre deux choses : ou bien, restant esclaves, nous dépenserons

nos dernières forces pour retenir, quelques années encore, la Pologne, la Lithuanie et l'Ukraine dans l'esclavage ; c'est-à-dire nous nous donnerons à nous-mêmes le coup de grâce, afin que en réalité les peuples slaves indignés nous repoussent plus tard en Asie. Mais cela est impossible : le peuple de la Grande-Russie n'a rien à faire avec vos plans ambitieux. Quel intérêt a-t-il que les mêmes fonctionnaires qui le pillent, pillent et oppriment aussi la Lithuanie, la Petite-Russie et l'Ukraine ? Et ce n'est qu'en cela seul que consiste l'unité du grand empire russe. Il faut au peuple sa liberté, sa glèbe. Il les conquerra bientôt, mais il n'a pas besoin de la terre ou de la liberté d'autrui. Or donc il faudra renoncer bon gré ou mal gré à toutes les annexions ou détentions violentes. Il ne nous reste qu'une chose à faire : c'est de reconnaître spontanément la liberté et l'indépendance des populations slaves et non-slaves qui nous entourent.

Soyez assurés que dès que nous l'aurons fait, tous nos voisins se rallieront à nous et nous serons attachés par des liens plus forts, qu'ils ne le sont maintenant. Les Slaves, et même les Polonais auront besoin de nous. Eux-mêmes ils nous appelleront à leur secours, quand l'heure de la lutte panslaviste aura sonné, quand il faudra défendre les pays slaves dans la Prusse orientale, dans la Posnanie, la Silésie, la Boukovine, la Galicie, le grand pays des Tchèques, dans toute l'Autriche et toute la Turquie. Ne craignez donc rien pour la Russie, Messieurs, ne médisez pas d'elle en assurant que son bien-être et sa gloire ont besoin de l'abaissement et de l'esclavage des peuples voisins. Le libre peuple russe, qui ne connaît pas vos craintes mesquines et votre ambition de caporaux, tendra la main à toutes les nationalités qui se feront libres et avant tout aux Polonais.

Je m'adresse maintenant à nos frères les Polonais. Je ne dis pas à nos amis. Nous n'avons pas encore d'amis en Pologne. Entre nous et les Polonais il y a des torrents de sang, que des martyrs ont versé pendant tout un siècle et récemment encore sous les armes des soldats russes. Entre nous et eux il y a l'abîme d'un arbitraire dégoûtant et bestial creusé journellement dans toute la Pologne, d'après les ordres venant de St. Pétersbourg, c'est vrai, mais par des mains russes. Ils sont dans leur droit quand ils se méfient de nous et nous haïssent. Nous, Russes, sans aucune exception, nous sommes à leurs yeux, et aux nôtres aussi, responsables des vils méfaits, des crimes abominables des gendarmes et des généraux russes, des fonctionnaires et des officiers, et de la violence monstrueusement sauvage de nos soldats ivres d'eau-de-vie

et de coups de canne. Les mots, quelque chaleureux et sincères qu'ils soient ne suffisent pas pour nous laver de cette responsabilité. Il faut des actions, et c'est aux actions que nous nous préparons. Nous ne sommes pas seuls, la Russie entière se prépare avec nous, et nous nous demandons seulement : la Pologne nous tendra-t-elle la main au moment de l'action ?

Pour avoir de la force contre l'ennemi commun, il faut agir ensemble et pour agir de concert il faut tomber d'accord.

Finalement je m'adresse à nos frères autrichiens et aux Slaves turcs. (*Continuation dans le numéro suivant*).

1862. – Lettre à un Tchèque

A Josef Václav Frič¹⁸³,
12 mai 1862
Londres

Mon cher ami, tu as exprimé le souhait que je t'expose par écrit mon opinion quant à la situation actuelle des Slaves et quant aux moyens de libérer les Slaves de tous les jougs possibles et en particulier de ce damné joug allemand.

Le *Kolokol* de Londres va bientôt publier un article de moi : une sorte d'appel aux Slaves. J'y débats intégralement de cette question que j'analyse à fond ; mais pour l'heure je me contenterai d'indications d'ordre général.

Le Congrès de Prague marque le début d'une vie nouvelle, d'une histoire nouvelle pour les Slaves. Ils ne sont entrés dans la conscience collective européenne que depuis 1848. Mais, depuis cette date, ils ont beaucoup reperdu. On a remplacé le grandiose mouvement collectif

¹⁸³ Né et mort à Prague, 1829-1890. Poète, dramaturge et journaliste tchèque. Il participa à l'insurrection de Prague en 1849. Il était en relations étroites avec Bakounine pendant la révolution de 1848-1849. Il fut arrêté et passa de nombreuses années en prison ou en exil (Londres, Paris, Rome). Avec Louis Léger, il publia à Paris *La Bohême historique, pittoresque et littéraire*, Librairie internationale, 1867.

slave, dont l'immortel Chafarik¹⁸⁴ était l'âme et qui faisait de Prague le véritable centre d'une importante partie du monde slave, par une pitoyable politique, prônant un particularisme égoïste, qui se veut madrée, intelligente et avant tout pratique, mais qui dans les faits n'est absolument pas concrète et est excessivement pernicieuse¹⁸⁵.

Chaque pays pour soi et au diable l'Autriche : telle est la devise de vos chefs actuels. La sophistique de Palacky et de Rieger¹⁸⁶ a tout corrompu chez vous. Elle a empoisonné et dévoyé la jeunesse et a troublé l'esprit du peuple. On vous a séparés du grand idéal slave, de la source, capable de tous les prodiges, de la vie du peuple slave et on vous a appris à rechercher votre salut et le salut de la patrie dans le stratagème démodé et imposant de la diplomatie allemande. Qu'avez-vous trouvé ? Que vous avez été trahis, vendus ! On vous a imposé une loi électorale qui manifestement est une gifle à la nationalité tchèque au sein du pays des Tchèques, ce qui a pour conséquence que la majorité officielle chez vous est allemande¹⁸⁷. Lorsque vous avez accepté les lettres patentes et

¹⁸⁴ Pavel Jozef Šafárik (1795-1861) philologue slovaque et poète, historien et ethnographe. Dans son ouvrage *Antiquités slaves* (1837) il montre une vision idéalisée des Slaves primitifs, présentés comme un peuple doux et paisible, qui ignorait le servage ou l'esclavage, qui ne faisaient la guerre que pour se défendre, mais qui était affaibli par d'incessantes querelles intestines. La vision bakouninienne idéalisée des Slaves coïncidait parfaitement avec celle de l'auteur des *Antiquités slaves*.

¹⁸⁵ Josef Václav Frič écrit dans *la Bohême pittoresque et littéraire* : « Le congrès slave de Prague ne fut donc point panslaviste. Il ne fut pas même révolutionnaire. Le plus grand reproche qu'on puisse lui adresser, c'est d'avoir été trop conservateur. Il se borna à demander le développement naturel de l'élément slave dans la monarchie autrichienne, sans songer à mettre au jour l'absurde organisation de cette monarchie. »

¹⁸⁶ František Palacký (1798-1876), historien et homme politique tchèque. Son œuvre joua un rôle déterminant dans la montée du sentiment national tchèque. Il fut élu président du Parlement slave de Prague en 1848, lors du Printemps des peuples, puis élu au Parlement qui siégeait alors à Kremsier où il défendit une conception fédéraliste de l'Empire d'Autriche. Il refusa de participer au Parlement de Francfort.

František Ladislav Rieger (1818-1903), homme politique, économiste et publiciste tchèque. Il fut un dirigeant du mouvement national tchèque. Il fit ses premiers pas en politique en juillet 1848, à l'assemblée constituante de Vienne. Rieger et Palacký défendirent l'idée d'un royaume de Bohême autonome au sein d'une fédération dirigée par les Habsbourg : ce courant sera désigné sous le nom d'austroslavisme.

¹⁸⁷ « Les États y avaient élaboré une loi électorale si bien calculée que, dans un pays où les trois-quarts de la population sont tchèques, la Diète se composa de 123 Allemands contre 124 Slaves ; parmi ces derniers, la plupart étaient des paysans, qui ne s'intéressaient qu'à la question des corvées et que les centralistes ameutèrent aisément contre les Praguois. » Ernest Denis, *la Bohême depuis la Montagne-Blanche*, deuxième partie : *la Renaissance tchèque vers le fédéralisme* (1903). Le 8 novembre 1620 les

que vos chefs se sont rendus à Vienne, vous avez vous-mêmes, de votre plein gré, confirmé et entériné la fatalité de Bílá Hora ¹⁸⁸, le triomphe des Germains sur les Slaves. C'est de vos mains que vous avez déchiré la dernière charte de l'indépendance de la Bohême. Vous n'avez plus aucune base historique et seule la voie révolutionnaire vous reste désormais ouverte. Comment le malheur est-il arrivé ? Par une trahison ? Je ne le crois pas. Palacky et Rieger sont de bons Tchèques dans leur cœur, la faute vient donc de leur tête qui est devenue entièrement allemande. Tous deux croient peu dans le peuple et trop en eux. Leur vanité et leur ambition personnelle ont causé leur perte et les ont rendus non seulement inopérants mais encore nuisibles à la cause de la patrie, la cause universelle des Slaves. Ils se croyaient si intelligents qu'ils pensaient pouvoir duper le monde entier et même Vienne, ce haut-lieu du mensonge historique.

Avec des moyens minables ils voulaient produire du grand, du vivant – et maintenant qu'ils ont essuyé une défaite complète, ils n'ont même pas assez d'honnêteté, ni de noblesse de cœur pour reconnaître publiquement leurs erreurs... Non, de ces gens-là, on ne doit rien attendre de plus. Et en fin de compte, quel idéal vous ont-ils proposé ? Une Autriche slave, un slavisme autrichien, une crasse propre, une propreté dégoûtante, une vérité mensongère, une liberté respirant l'esclavage ! Seule une tête devenue intégralement allemande était capable de cette pensée monstrueuse. Aucun cœur slave ne pourra jamais l'accepter, aucune main slave ne pourra jamais la signer, car quiconque est un Slave authentique la trouvera révoltante. Et vous, les Tchèques, pensez à Bílá Hora et devenez des Autrichiens alors, si cela vous est possible.

La jeunesse à Prague n'a plus de chef. Elle doit se guider elle-même. Sans orgueil ni vanité, car ni l'orgueil ni la vanité n'accroissent les

protestants de Bohême furent défaits par les Habsbourg catholiques à la bataille de la montagne Blanche, ce qui amorça le déclin de la Bohême – « l'ère des ténèbres » selon l'expression tchèque.

¹⁸⁸ Montagne Blanche en tchèque. L'empereur d'Allemagne Ferdinand II exerça une féroce répression contre les protestants de Bohême. Plusieurs dizaines d'insurgés seront décapités à Prague le 21 juin 1621. La noblesse tchèque sera dépossédée de ses terres et remplacée par de petits nobles allemands catholiques. L'université sera livrée aux germanophones et aux Jésuites. La Bohême sera définitivement rattachée au domaine héréditaire des Habsbourg. La bataille de la montagne Blanche donne le départ d'une guerre effroyable entre protestants et catholiques, qui durera trente ans, ruinera l'Allemagne pour deux siècles et en réduira la population de moitié.

forces existantes, ils les amenuisent plutôt et la jeunesse tchèque n'a de surcroît aucune raison d'être orgueilleuse ou vaniteuse. Elle s'est laissée duper durant quatorze années et n'a encore rien fait de bon. Elle doit donc commencer avec la pleine conscience de son inexpérience et s'y employer avec l'humilité que ressent tout homme consciencieux avant toute grande entreprise sérieuse. Elle doit fonder son droit sur la nécessité de la cause et puiser sa force dans sa détermination sérieuse et sacrée à consacrer sa vie entière à une grande cause. Donc sans fausses illusions, mais aussi sans pusillanimité. J'aimerais parler en particulier d'un point important.

A savoir l'attitude de la jeunesse vis-à-vis du peuple. Elle adopte généralement à son égard un comportement hautain, intellectuellement condescendant, aristocratique et dans le meilleur des cas complaisamment protecteur. C'est ce que nous avons observé en 1848 et 1849 chez tous les étudiants allemands sans exception. C'est la même chose qui s'exprime aujourd'hui dans la jeunesse de Paris : c'est d'elle et non du peuple des prolétaires qu'elle parle dans son célèbre poème « Le lion de Paris »¹⁸⁹. C'est là un rapport excessivement nuisible parce que dépourvu d'authenticité. Il n'est pas vrai que la jeunesse cultivée soit supérieure au peuple sans instruction. Dans le peuple, aussi inculte soit-il, se trouvent enfouis la force, la vie, la vérité, l'avenir et la jeunesse, quelle que soit sa culture, ne sera capable de vivre et d'agir que si elle reste unie au peuple, dans le cas contraire elle se dessèche telle une fleur coupée de ses racines. Cette remarque vaut particulièrement pour toute la jeunesse slave, pour toutes les couches instruites et pour tous les pays slaves. Mais notre instruction n'est malheureusement pas slave, elle est étrangère, chez vous elle est allemande, chez nous elle est française. Seul le peuple est resté slave, exclusivement slave. Vous haïssez par exemple les Allemands mais votre façon de penser et votre mode de vie sont à cent pour-cent ou du moins à plus de cinquante pour-cent allemands.

¹⁸⁹ Jacquou Jasmin, coiffeur et poète gascon (1798-1864) passa trois semaines à Paris en mai 1842 et devint la coqueluche des salons, où il rencontra Charles Nodier, Augustin Thierry, Sainte-Beuve, Lamartine, Ampère, Villemain. On le surnomma « le lion de Paris », expression qui servait à désigner un personnage (temporairement) à la mode en visite à Paris. De son séjour à Paris, il déclara : « J'ai eu souvent envie de bâiller, mais je n'ai pas eu le temps. » (Cf. *Souvenirs d'un médecin de Paris*, François Poumiès de la Siboutie, Plon-Nourrit, 1910, p. 267.)

Finalement, vous n'êtes rien d'autre que des Slaves totalement germanisés qui cherchent de toute leur énergie et de toute leur passion à redevenir slaves. Et il n'y a pour cela qu'un moyen : les livres ? Non, parce que les livres sont allemands et que la vie est slave. Où trouverez-vous une vie slave ? Uniquement dans votre peuple ! Ainsi, pour me purifier de la poussière des livres allemands et pour vous libérer de ce principe étranger et asséchant, vous devez vous immerger perpétuellement dans l'élément sain de votre peuple, vous y perdre avec toute votre intelligence et votre sagesse allemandes, pour vous retrouver vous-mêmes dotés d'une force rénovée, désormais slave. Vous serez pour le peuple la forme instruite de la conscience et, quant à lui, il vous donnera la vie et la substance slave de la vie. Qui donne le plus ? Le peuple naturellement. Vous devez donc vous comporter à l'égard du peuple et surtout du peuple des campagnes, cause première en fait du slavisme, non pas comme des maîtres d'école hautains mais comme d'humbles élèves pour qu'il vous accorde sa force de lion et ce n'est qu'alors que vous aurez le droit de guider le peuple et, dotés de sa force, vous pourrez être utiles au bien-être de votre pays.

Lorsque vous vous serez rapprochés de votre peuple, vous constaterez qu'il ne se laisse pas émouvoir par des questions et des intrigues constitutionnelles, mesquines et petit-bourgeoises mais uniquement par des intérêts matériels ou par de grands idéaux. Mais laissons tout d'abord de côté les intérêts matériels, ils ne sont pas à l'ordre du jour, même si, peut-être, il serait temps pour l'heure de faire doucement et prudemment comprendre au peuple, que la noblesse allemande possède en Bohême de grandes richesses, qui finalement devraient appartenir au peuple et uniquement au peuple tchèque. L'idéal qui seul peut faire bouger un peuple slave est la réinstauration de l'ancienne liberté slave au sein du grand monde slave. C'est le panslavisme mais au sens des Tsars russes, non pas au sens des anciennes hégémonie et domination russes, mais au sens de la liberté la plus complète.

Depuis que les grands Slaves Chafarik, Hanka¹⁹⁰, Stuhr¹⁹¹ sont morts, le drapeau slave qu'ils brandissaient si haut est tombé dans la

¹⁹⁰ *Wenceslaus Hanka* (1791-1861) philologue tchèque. En 1848 Hanka prit part au congrès slave de Prague. Il fut élu à la diète impériale de Vienne mais n'y siégea pas. Il enseigna les langues slaves à l'université de Prague, jusqu'à sa mort. En 1817 il affirma avoir trouvé des manuscrits de poèmes bohémiens des XIII^e et XIV^e siècles sur l'authenticité desquels pèse un sérieux doute.

fange et personne après eux n'a eu le courage de le rebrandir. Dès la disparition des grandes âmes slaves, toute l'âme slave a sombré dans des intrigues indignes. Il faut y mettre un terme.

Laissez donc Messieurs Palacky et Rieger mener leurs intrigues à Vienne, laissez-les poursuivre avec leur parti à Prague leur jeu constitutionnel perdu, laissez les morts s'enterrer eux-mêmes¹⁹², quant à vous, les vivants, consacrez-vous à ceux qui sont vivants, ceux qui sont sérieux, ceux qui ont l'esprit pratique et tandis que ces messieurs feront leur petite politique, attaquez-vous à la grande politique.

Quel doit être votre programme, quel doit être le but de votre action ?

Evidemment, la réinstauration du slavisme dans une indépendance et une liberté totales. Vous devez admettre que la situation des peuples slaves, qui se trouvent sous domination autrichienne, est bien pire qu'elle ne l'était même en 1848-1849. Grâce à la politique égoïste de vos chefs depuis la mort de Chafarik et de Hanka, on peut dire que le pays collectif conscient qui relie si ce n'est toutes les souches slaves entre elles, le fait du moins d'une façon idéale et qui s'est très clairement exprimée lors du Congrès de Prague, est quasiment réduit à néant. Chacun des pays est resté dissocié des autres, chacun poursuivant ses objectifs propres et chacun étant trop faible pour, seul, être en mesure de réaliser quelque chose. Mises à part les expressions futiles d'une sympathie globale qui reste au stade des belles phrases, la Bohême, par exemple, n'a plus rien à voir avec les autres Slaves, n'a plus aucun lien vivant avec les Polonais, les Ruthènes, les Slovaques, les Slovènes, les Serbes, les Croates, les Dalmates, elle ne s'occupe que d'elle-même et souhaiterait par un tour de force politique inventé par Monsieur Palacky, rédigé par Monsieur Rieger et exécuté par Monsieur Brauner et surtout par le Comte Thun¹⁹³, devenir un royaume indépendant.

¹⁹¹ *Ludovít Štúr* (1815-1856), ou Ludevít Velislav Štúr, est le chef du renouveau national slovaque au XIX^e siècle. Il est le créateur du langage standard slovaque moderne.

¹⁹² Allusion à l'évangile de Matthieu, 8.22 : « Laisse les morts enterrer les morts », ou de Luc (9.60). Cette expression revient souvent dans la littérature de la gauche hégélienne. Elle sert à exprimer l'idée qu'il faut laisser le passé où il est et se tourner vers l'avenir.

¹⁹³ *Frantisek August Brauner* (1810-1880), avocat libéral député de Bohême, membre de la constituante et l'un des chefs du Parti national tchèque. Il révisa le

Nous avons déjà vu ce que ces messieurs ont réalisé. La situation du Royaume de Bohême n'a jamais été aussi désastreuse qu'à l'heure actuelle. Dois-je parler des pauvres Slovaques en Hongrie, des Polacks et des Ruthènes en Galicie ? Les Croates, les Serbes, les Slavons et les Dalmates se torturent en vain pour constituer un royaume particulier et tandis qu'ils se persuadent qu'il faut faire quelque chose, Vienne joue avec eux comme le chat avec la souris. Finalement ils se sont montrés plus capables et plus intelligents que les Tchèques. Ils n'ont pas envoyé de députés à Vienne. Seuls les Slaves turcs se sont rappelés l'ancien héroïsme slave. Les Serbes, les Monténégrins, les Bosniens et les Herzégoviens se battent comme des hommes et, au lieu de se précipiter pour les aider, que font les Slaves autrichiens, intelligents et sages, instruits à l'allemande ? Il faut que cela cesse, il faut que toutes les souches slaves comprennent à nouveau qu'elles ne pourront avoir de pouvoir que par une union puissante. Et cette union s'appelle le panславisme¹⁹⁴.

Ce mot qui effrayait les Allemands commence maintenant à effrayer les Slaves. Pourquoi ? Parce qu'on a assuré aux Slaves que le panslavisme n'avait d'autre objectif que l'asservissement de tous les peuples slaves par l'impérialisme russe. Si tel était le cas, je serais le premier à me déclarer l'ennemi de toute tendance panslaviste. Nous, les Russes, épris de liberté, avons suffisamment fait l'expérience de l'abjection du Gouvernement russe à l'intérieur de la Russie pour la défendre en dehors de Russie. Ce Gouvernement sait pertinemment qu'il n'a pas d'ennemis plus déterminés et plus dangereux que nous.

Nous sommes si résolument son ennemi, que bien loin de vouloir étendre sa puissance à l'extérieur, nous nous employons de toute notre énergie à l'anéantir à l'intérieur de notre patrie. J'ai déjà prêché publiquement contre le panslavisme impérial russe dès 1848-49. À l'époque,

brouillon du document qui appelait au congrès slave de 1848, dont l'article 18 appelait à « l'organisation du travail et des salaires ». Brauner fit disparaître cet article.

Léopold ou Leo Thun (1811-1888), homme d'Etat autrichien qui s'était impliqué dans le renouveau tchèque dans sa jeunesse. Il fut nommé en 1848 gouverneur de la Bohême. Au début de son mandat la révolution éclata à Prague et il fut emprisonné. Après sa libération il soutint Windischgrätz, qui réprima la révolte. Devenu ministre de l'éducation en 1849, il soutint l'usage de l'allemand dans les écoles supérieures.

¹⁹⁴ À ce moment-là, Bakounine distingue entre le panslavisme comme produit de l'Etat russe et le panslavisme comme produit de la population slave s'unissant librement. Plus tard il n'évoquera le panslavisme que comme une production du régime tsariste pour assurer son hégémonie politique sur les slaves.

il y avait encore un grand parti parmi les Slaves autrichiens ainsi que parmi les Slaves turcs qui attendait de l'Etat russe, apparemment si puissant, leur libération du joug allemand et turc.

Cette illusion était tout à fait naturelle ! La Russie était et est encore le seul Etat slave à avoir obtenu son indépendance. La Russie était et reste une grande puissance. Par ailleurs, les souffrances des peuples slaves sous le joug allemand et turc et la haine contre les Allemands en particulier étaient et sont sans limites. Tous ont la nostalgie de la Russie, malgré le knout, malgré le souvenir de l'exemple de l'infortunée Pologne. Le Tsar lui-même entretient cette illusion en se présentant au travers de ses agents en Autriche et en Turquie comme un ami des Slaves empreint d'humanité et en attisant les espérances secrètes de panslavisme dans les cœurs opprésés des Slaves. Ce jeu était et reste perfide car le Gouvernement n'a ni la volonté, ni les moyens de libérer les Slaves. Par le partage de la Pologne, par l'obligation dans laquelle il se trouve de la maintenir dans un silence de mort, il est ligoté par des chaînes de fer à l'Autriche et à la Prusse. Comment le Royaume russe serait-il en mesure d'aider les Slaves ? Il faudrait qu'il déclare la guerre à l'Autriche et à la Prusse. Et pour pouvoir y arriver, il devrait avant toutes choses libérer la Pologne.

Tant que subsistera ce monstrueux empire russe fondé sur la sujétion et ne se maintenant que grâce à la sujétion, il constituera obligatoirement pour les Slaves un ennemi, dans la mesure où il démoralise les Slaves par sa propagande et par ses promesses qui, à la fin, les contraignent à trahir les Allemands. Ce que l'on obtient par le knout ne peut jamais être porteur de liberté. Cet Empire n'est rien d'autre qu'une monstrueuse centralisation germano-tartare, hostile aux Slaves qui par le despotisme de Pierre le Grand nous a imposé sa façon de voir et qui opprime de la façon la plus horrible quelque 60 millions de Slaves. Nous, les Russes, malgré notre apparente indépendance subissons aussi le joug du germanisme, à l'intérieur comme à l'extérieur. À l'intérieur, nous avons les satanés fonctionnaires allemands et l'ordonnancement de la chancellerie allemande qui dévore toute vie. À l'extérieur, nous sommes *nolens volens* les serfs de la Prusse et de l'Autriche, sans la permission desquelles nous ne pouvons bouger. Ainsi, tant que ce système prévaudra, tant que durera ce puissant empire centralisé, non seulement les Slaves ne devront rien attendre de la Russie, mais ils devront en plus la considérer comme leur plus féroce ennemi.

La Russie vient d'entrer dans une nouvelle phase : elle considère que c'est une phase d'auto-admonition, pour nous c'est une phase d'auto-destruction. Elle pense à des réformes libérales, nous, nous attendons une révolution. Le système est, en soi, si perfide, si contraire au sentiment national qu'il n'est capable de produire aucune amélioration et qu'il ne peut qu'être détruit. L'Empereur actuel aurait souhaité faire maintes bonnes choses, mais il ne le peut. L'état de nécessité du système à la tête duquel il se trouve est plus fort que sa détermination. Il abolit le servage et tire sur le peuple. Il voudrait être aimé de la Pologne et se baigne dans le sang polonais. Il est manifeste qu'il aimerait apparaître comme étant l'ennemi de l'Autriche, car le sentiment national général du peuple russe est un sentiment de haine à l'égard de cet ennemi juré des Slaves. Il aimerait montrer qu'il est un véritable ami des Slaves et il ne le peut pas, il ne peut même pas reconnaître le nouveau royaume italien : l'Autriche et la Prusse ne le permettent pas. Ainsi les Slaves ne doivent pas plus attendre de lui que de Nicolas. Ses agents sont autant traîtres à la cause slave que l'étaient les agents de son père. Mais là n'est pas le danger.

Depuis les guerres de Crimée, depuis la défaite des Russes, l'état d'esprit des Slaves s'est complètement transformé. Avant on attendait tout, maintenant on n'attend plus rien de la Russie. Alors que les Slaves autrichiens et turcs doutent du Gouvernement russe, ils semblent en même temps avoir oublié que sous ce Gouvernement se trouve une population forte de 60 millions d'âmes slaves qui représentent l'espoir, la puissance et la véritable raison de tout le slavisme. En dehors de cette puissance, il reste quelque 25 millions de Slaves et cette minorité ne veut plus rien savoir de la formidable majorité ! Elle ignore, elle croit être en droit d'ignorer ce qui se passe dans ce monde de 60 millions de personnes et elle ne soupçonne absolument pas qu'il se prépare aujourd'hui une tempête, un vrai ouragan slave qui non seulement va renverser le germanisme au sein de l'Empire mais aussi le germanisme en dehors de l'Empire ainsi que l'Empire germano-tartare, pour apporter aux Slaves la véritable libération.

Je ne le répéterai jamais assez aux Slaves. Faites attention, la Russie se trouve vraiment à la veille de la révolution la plus radicale et la plus imposante que le monde ait jamais vue. Et qu'est-ce qui marquera la fin de la révolution ? Il reste encore beaucoup d'inconnu, mais nous pouvons déjà prévoir beaucoup de choses avec certitude, parce que c'est

déjà écrit dans le caractère inéluctable de toute la situation actuelle et que c'est déjà vivant dans tout cœur russe vivant.

Il y aura avant tout la dissolution complète de l'Empire russe et non pas seulement l'affranchissement de la Pologne, de la Lituanie, de la Russie-Blanche et de la Petite-Russie, mais la suppression totale du centralisme impérialo-bureaucratique au sein-même de la Grande-Russie, qui représente 40 millions de personnes, car toute bureaucratie, tout centralisme inspirent la plus grande aversion à l'âme russe. La Grande-Russie elle-même deviendra une fédération de provinces autonomes, car il ne saurait sans cela y avoir de véritable liberté. De même les provinces (*Oblasti*) deviendront-elles des fédérations de districts, les districts des fédérations de cantons (*Volosti*) et les cantons des fédérations de communes. La commune (*Obchtchina, Gromada, [Zmina]*), non pas la personne comme dans le monde germanique, telle est notre véritable monade politique, être un Etat libre qui se régit soi-même indépendamment et librement et qui se lie au travers de sa délégation élue avec d'autres monades au Volost', au district, au Oblast' et finalement à la fédération.

Ainsi, plus de centralisme, plus l'ombre d'un bureaucratisme, plus de tsarisme, mais partout, de haut en bas, une autonomie et une liberté totale. Alors, à l'instar des 40 millions de Grands-Russiens, nous pourrons nous unir aux Polonais, aux Lituaniens, aux Petits-Russiens et aux Russes-Blancs, tous devenus libres, plus étroitement que nous ne le pouvons maintenant dans cette maison de correction qu'on appelle Royaume russe. Libérés et unis librement les uns aux autres, nous travaillerons alors à vous libérer de tout joug étranger et alors seulement la liberté slave, la renaissance de tout le monde slave deviendra réalité.

C'est ce que j'appelle le panslavisme et c'est en ce sens que Chafarik, Hanka et Stur¹⁹⁵ étaient des panslavistes. Et quiconque n'est pas avec nous panslaviste au sens où nous l'entendons, n'est pas Slave au fond de son cœur.

Le panslavisme, dans son acception négative, signifie, avant tout, la haine des Allemands. Car les Allemands sont les oppresseurs originels, les ennemis jurés des Slaves, de tous les Slaves. Ils ont gagné leurs éperons de chevaliers en asservissant et en anéantissant même les Slaves et, maintenant, le petit bourgeois allemand voudrait aussi faire

¹⁹⁵ Stuhr.

vis-à-vis de nous fonction de chevalier. Ils ont fondé toute leur existence, toute leur puissance sur les vestiges slaves. Ils ont, par la violence, imposé aux Slaves leur civilisation qui nous fait horreur, comme un poison mortel, comme une peste dévastatrice, en nous démoralisant, en nous divisant et en nous arrachant les uns aux autres, pour ne nous en asservir que plus sûrement. Ils haïssent et méprisent les Slaves. Ils redoutent les Slaves car ils sentent qu'ils sont un peuple condamné à mort dont l'avenir est réglé tandis que nous sommes un peuple vivant et plein d'avenir et que, même, nous sommes leurs héritiers.

D'un point de vue positif, le panslavisme est la foi, oui, la certitude en un grand avenir slave commun.

Tous réunis, nous formons, nous les Slaves, un monde à nous seuls, un monde qui durant mille années a été opprimé par différents ennemis et qui pourtant n'a pas été anéanti ; un monde au sein duquel se distinguent différentes races dominantes, étrangères les unes aux autres, qui se sont entre-déchirées mais qui ont cependant conservé leur unité sous la forme d'une fraternité instinctive (*Bratrstvo*¹⁹⁶, un mot sacré pour les Slaves), de telle sorte que même un Polonais et un Russe, en dépit de toutes les hostilités historiques, sont plus proches l'un de l'autre qu'ils ne le sont l'un ou l'autre d'un Anglais ou même d'un Français. Ils haïssent tous deux les Allemands avec la même énergie viscérale. Un monde, qui malgré toutes les influences et démoralisations étrangères a conservé sa nature propre qui le différencie radicalement de toutes les autres classes européennes : la connaissance fraternelle, la prévision du pays sur l'état de l'unité du peuple, sur l'ordre social et l'amour indispensable presque énergique pour la liberté au sein de la communauté patriarcale. Un monde qui bien sûr a de grandes idées à exprimer en Bohême, en Pologne, en Serbie et en Russie, mais qui jusqu'à présent ne s'y est pour ainsi dire pas risqué et qui, pour finir, s'est réservé pour l'avenir qui s'approche maintenant. Le panslavisme, c'est la conviction que l'Etat slave unissant 85 millions d'individus apportera une civilisation, une nouvelle et véritable solution vivante pour que règne la liberté dans le monde. Qui parmi vous peut en douter ?

En dehors d'eux-mêmes, les Slaves ont peu d'amis et peu d'alliés. L'Allemagne est notre ennemi naturel et le royaume autrichien est la

¹⁹⁶ Fraternité.

concrétisation repoussante de la germanisation. Donc, quiconque est l'ami de l'Autriche est notre ennemi. Et tous les amis des Autrichiens sont nos ennemis. Tout Slave qui ne souhaiterait pas la destruction totale du Royaume autrichien, qui, sous quelque prétexte que ce soit, entretiendrait avec lui des relations pacifistes, n'est pas un Slave.

L'Angleterre aussi éprouve à l'égard des Slaves, en tant que tels, des sentiments totalement hostiles. L'Angleterre est en grande partie de souche allemande et a en commun avec l'Allemagne d'éprouver une répulsion instinctive à l'égard des Slaves, une sorte de mépris de civilisation vis-à-vis des Slaves. Par ailleurs, les intérêts de l'Angleterre sont radicalement opposés à ceux des Slaves, en Autriche, excepté uniquement la question italienne, elle est l'ennemie jurée de la Maison des Habsbourg, en Hongrie elle est l'amie des Magyars et en Turquie l'amie du pouvoir turc et quand il déclinera elle deviendra l'amie des Grecs contre les Slaves.

La France n'est ni l'amie, ni l'ennemie des Slaves, aussi étrange que cela soit à dire, il est vrai que la France a de tous temps été un peuple fondamentalement égoïste, car amoureux de lui-même et ne ressentant, ni ne voyant, ni ne comprenant rien qui ne soit en dehors de lui. La révolution lui a imposé des principes qu'elle a mis à profit pour se grandir. Aujourd'hui, elle poursuit plus que jamais la même politique et n'est déjà plus maintenant régie par aucun principe. Le seul principe inébranlable réside dans le maintien de la puissance impériale et si possible de la dynastie impériale, et s'il avait semblé utile à l'Empereur des Français de soutenir le despotisme en Europe et d'imposer au monde entier le papisme, il se serait présenté simultanément comme le défenseur du despotisme et du papisme en trouvant dans la phraséologie française classique suffisamment de belles phrases pour donner à l'abjection les couleurs de l'or.

La situation à l'intérieur et à l'extérieur des frontières françaises est heureusement telle que, pour pouvoir se maintenir, pour pouvoir ne serait-ce que maintenir à l'intérieur de la France son pouvoir despotique maladroitement camouflé sous des fictions constitutionnelles, il doit servir la révolution en dehors de la France. C'est dans cette optique et pour cette raison qu'il est devenu le libérateur de l'Italie. Mais précisément pour la même raison, il cherche maintenant par toutes les ruses possibles, après avoir tant contribué à la libération de l'Italie, à démoraliser l'Italie, à en entraver la vie intérieure et la force qui ont connu une évolution incroyablement rapide, pour la garder sous sa

dépendance. Napoléon est donc un dangereux ami : on a bien besoin de son aide dans certaines circonstances mais il faut toujours la redouter. Sa protection, son amitié propagent dans chaque pays objet de sa préférence un poison subtil, tout d'abord imperceptible mais qui n'est que plus mortel. Il se comporte envers les Slaves avec autant d'indifférence qu'à l'égard du reste du monde. Il se peut, il est très vraisemblable qu'il lui sera bientôt utile de donner la main aux Slaves quand, par exemple, il entreprendra la conquête des provinces du Rhin et de la Belgique, ce à quoi tôt ou tard il faut s'attendre. Il faudra alors que nous nous unissions avec l'Italie et même avec les Magyars pour porter le coup de grâce à la monarchie autrichienne.

En Europe, l'Italie est la meilleure, voire presque la seule alliée naturelle des Slaves. Autour de Trieste et en Dalmatie aucun différend n'éclatera contre nous, finalement la Trieste italienne pourra devenir une ville libre. L'Italie est une ennemie implacable de l'Autriche. L'Italie, bien qu'étant déjà si ancienne, est plus jeune que tous les autres peuples occidentaux, elle a une fraîcheur de vie, elle porte en elle une richesse à venir que, consciemment, elle apporte aux peuples slaves de l'avenir. L'Italie, je le sais de source sûre ¹⁹⁷, commence à prêter aux Slaves une attention particulière et même exclusive, et a sérieusement l'intention de s'allier avec nous. L'Italie est notre seule amie en Europe, nous devons lui tendre la main, mais pour pouvoir y parvenir, il faut que nous nous unissions. L'Italie ne peut devenir l'amie seulement des Dalmates, seulement des Croates ou des Serbes, ou seulement des Tchèques et seulement des Polonais. Tout cela lui paraît trop restreint. Elle ne peut devenir l'amie que de tout le slavisme unifié. Peut-être l'Italie a-t-elle pour vocation de jouer entre nous et les Magyars et les Roumains et les Grecs le rôle d'intermédiaire.

Avec les Magyars, les choses sont différentes. Ils veulent un royaume hongrois et, à cet effet, voudraient faire des Slaves, des Roumains en Hongrie, des sujets de la couronne magyare. C'est en cela qu'ils sont nos ennemis, mais simultanément ils apparaissent pour l'heure comme étant les ennemis de l'Etat autrichien, ils en deviennent donc nos amis. Qui sera la plus forte de l'hostilité ou de l'amitié ? Pour le moment, je pense que ce sera l'amitié. Car l'Autriche, malgré

¹⁹⁷ De Londres, Bakounine avait écrit le 31 janvier 1862 à Garibaldi pour lui proposer d'unir les Slaves du Sud et les Italiens dans une lutte commune contre l'Autriche et la Turquie mais au moment où il écrit la « Lettre à un Tchèque », le généralissime est occupé par un projet d'expédition sur Rome.

l'effroyable défaite qu'elle a essuyée dernièrement¹⁹⁸, malgré sa démoralisation intérieure et sa situation financière douteuse, est encore aujourd'hui de loin plus puissante que les Magyars ne pourront jamais l'être. Avec les Magyars, une réconciliation, une cohabitation amicale et pacifique des Slaves est possible, elle est même indispensable dans la mesure où on ne peut ni anéantir, ni chasser un peuple intelligent et énergique de 6 millions de personnes. Si les Slaves scellent entre eux une puissante alliance et se montrent efficaces dans un combat loyal contre leurs oppresseurs communs, les Magyars comprendront alors que, même pour eux, il vaut mieux entrer dans une fédération pacifique que de courir à leur perte dans un combat inégal contre les Slaves.

En un mot, que ce soit en combattant dans le sang ou sans verser de sang, nous finirons de toutes les façons par conclure avec les Magyars une solide amitié fondée sur l'égalité. En revanche, avec l'Autriche, aucun contrat n'est possible, soit elle germanisera les Slaves, soit elle ira à sa perte¹⁹⁹. Son existence repose, il est vrai, sur la négation absolue de toute nationalité et dépend de la démoralisation habituelle de tous les peuples qui lui sont subordonnés. Il n'y a donc pas de demi-mesure : soit il faut enfoncer les Slaves aux conditions déshonorantes et idiotes des Polacks de Silésie, soit ils doivent totalement anéantir la monarchie autrichienne.

Les Slaves doivent tendre la main aux Magyars. Il faut dans un premier temps que nous fassions tout notre possible pour convaincre les Magyars que le royaume hongrois dont ils rêvent est injuste et impossible. Voici la seule réponse rationnelle à la question : la république fédérative hongroise n'est possible qu'avec l'égalité totale entre les

¹⁹⁸ En 1859, l'Autriche est défaite lors de la campagne d'Italie de Napoléon III et doit céder au Piémont la Lombardie. L'empire d'Autriche, resté neutre lors de la guerre de Crimée, avait perdu le soutien russe. Cette défaite provoque des troubles auprès de la population allemande de l'Empire. Le pouvoir entreprend donc des tentatives de réforme constitutionnelle sous la forme d'une sorte de fédéralisme aristocratique : des diètes locales élues sur une base censitaire étroite et contrôlées par Vienne. Devant l'opposition des Hongrois, l'empereur met en place en février 1861 un système plus libéral qui satisfait les Allemands mais mécontente les Hongrois et les Slaves. L'Autriche subira en 1866 une défaite écrasante face à la Prusse, à Sadowa. En 1866, l'Autriche perd également la Vénétie, qui revient aux Italiens.

¹⁹⁹ Après la défaite de Sadowa, Marx et Engels déclarèrent que n'étant plus en mesure de maintenir les Slaves sous sa domination, l'Autriche avait dès lors perdu sa fonction historique.

Magyars, les Roumains et les Slaves. Cette république pourrait peut-être constituer le fondement d'une fédération beaucoup plus large.

S'il s'avérait cependant que les Magyars ne veuillent absolument pas se laisser convaincre et qu'ils ne puissent être convaincus que si les pays slaves faisaient non pas cause séparée mais cause commune sans pour autant pouvoir renoncer à leur royaume, nous serions alors obligés de nous lier à eux contre l'Autriche, de conclure avec eux un pacte temporaire et, s'ils se soulevaient, de nous soulever avec eux. D'abord et avant tout : *Pereat Austria*²⁰⁰ Lorsque l'Autriche sera réduite à néant, c'est les armes à la main que nous réglerons notre problème avec les Magyars. Et nous scellerons enfin la paix et l'amitié. À nous le droit, à nous la majorité, si nous sommes unis. C'est avec les Magyars révolutionnants et non avec le Royaume hongrois parlant politique et diplomatie que nous voulons conclure un contrat. Il est encore possible qu'il obtienne des concessions de Vienne, qu'il se réconcilie plus ou moins avec Vienne. Alors les Magyars ne pourront être que nos ennemis.

Vous le voyez donc : la situation des Slaves est assez grave. Ils n'ont qu'une seule amie : l'Italie. Et l'Italie ne deviendra notre amie qu'à la condition que nous ayons l'intelligence et la force de nous regrouper tous en une unité puissante pour faire quelque chose. La France est indifférente et n'est même pas tout à fait sûre de notre viabilité. Elle est prête à nous exploiter si nous nous montrons faibles et stupides et prête à nous servir si nous faisons la preuve de notre force et de notre union. Tous les autres peuples sont nos ennemis, l'Allemagne étant notre principale ennemie et notre ennemie jurée. Ne nous laissons pas abuser par le fait qu'elle paraisse encore déchirée et faible. Car cette Allemagne divisée, indolente, bougonnante et bavarde se lèvera comme un seul homme dès qu'elle soupçonnera la possibilité du soulèvement d'un peuple slave quel qu'il soit. Rien ne saurait plus électriser cette nation obsolète que la haine des Slaves, une haine qui transformera encore une fois, que j'espère être la dernière, les vieux philistins en héros.

Il ne faut donc pas plaisanter avec la haine allemande.

Aucun peuple slave, pris isolément, n'est de taille à remporter une victoire décisive sur cet ennemi séculaire. Il faut donc que le slavisme tout entier s'unisse et se soulève. C'est ce que j'appelle le panslavisme.

²⁰⁰ « Que meure l'Autriche ».

Mais pour nous unir, il faut que nous ayons un but précis. Notre programme est très simple. Nous voulons :

Une fédération slave universelle fondée sur l'égalité des droits et la souveraineté des peuples avec, donc, le maintien ou la restauration de l'autonomie totale de chacun des peuples, quelle que soit sa taille.

Première conclusion : Aucun centralisme étatique partiel. Aucune oppression d'un peuple par un autre ne sera tolérée au sein du monde slave. J'ai déjà dit ce que j'avais à dire sur la Russie. Il faut absolument que l'Empire russe soit dissous et fédéralisé. Mais il faut aussi que la Pologne renonce à s'unir par la force aux Ruthènes de Galicie, de Lituanie, de la Petite-Russie et de la Russie-Blanche au sein de l'Empire russe actuel. Il faut qu'elle entretienne avec ces pays des relations fédératives. Le droit historique ne prouve rien, nous ne le reconnaissons pas. Car sinon, pour être cohérents, il faudrait que nous reconnaissons le droit de l'Allemagne sur la Bohême et des Magyars sur les Slaves en Hongrie. Nous ne reconnaissons que la volonté libre, actuelle et réelle des peuples qui jouissent du droit absolu de se gouverner eux-mêmes comme ils l'entendent et de se déterminer. C'est pour nous un principe absolu, un principe inébranlable.

Au sein du slavisme libéré, il ne faut pas que puisse se constituer un Etat particulier jouissant encore d'une puissance supérieure et entretenant des relations officieuses avec l'étranger. La liberté, c'est le droit de tous les peuples à être heureux, mais leur force ne doit appartenir qu'à leur entité fédérée.

Deuxième conclusion : L'unité ne doit être que politique.

Du point de vue administratif, juridique et économique, chaque peuple jouit du droit absolu de se gouverner lui-même comme il l'entend et, à quelques rares exceptions près, aucun ni même l'ensemble ne doit s'en mêler. Ainsi, par exemple, nous, les Grands-Russiens, avons conservé le droit slave ancestral de la jouissance collective du sol. Chez nous, la terre, tout comme l'air, tout comme l'eau, de même que les forêts et le gibier dans les forêts n'appartiennent à personne en particulier, mais à tous. C'est notre droit et nous nous y accrochons. Chez vous, en revanche, de même qu'en Pologne et en Petite-Russie, ce même droit slave s'est modifié sous les influences germaniques. Vous jouissez de la propriété foncière personnelle. Il faut que vous la conserviez tant que vous le voudrez. Chaque pays doit vivre

comme il le veut, car l'âme de notre union doit être la liberté, la liberté totale.

Troisième conclusion :

L'unité politique entre tous les peuples slaves doit être réelle et forte. Notre nature slave commune nous le garantit qui, en dépit de toutes les différences qui sont apparues au cours de l'histoire, nous a si fortement liés les uns aux autres. Je citerai encore une fois les mots sacrés de *Brat*²⁰¹ et de *Bratrstvo*²⁰² qui ont pour nous, Slaves, un sens bien plus profond que pour tous les autres peuples. Ils excluent totalement tout ce qui est hostile, particulier, nuisible au bien-être commun et étranger à l'esprit slave commun.

Il faut donc qu'il y ait des lois et des restrictions négatives communes sans lesquelles toute liberté réelle, mais aussi toute unité réelle seraient impensables. En font partie l'abolition totale de toute forme possible d'esclavage, la suppression de toute espèce de centralisme, de bureaucratie, de corporatisme et de prolétariat qui constituent la source principale de tous les esclavages. Tout Slave doit toujours pouvoir trouver une place pour lui sur le sol slave. La fédération slave, dans sa forme achevée, ne peut être autre que républicaine. Mais je traiterai tous ces points plus en détails dans mon article du *Kolokol*.

Ainsi, pour finir, l'heure de la délivrance slave est proche. Il faudrait que les Slaves s'y préparent. Qui sait d'où la tempête viendra ? De France ? De Russie ? D'Italie ? De l'intérieur de l'Autriche même ? Il faut que nous soyons prêts à l'accueillir et à l'utiliser. Il faut que nous nous accordions, que nous recouvrions tous les pays slaves d'un réseau de sociétés secrètes. Et il faut que ces sociétés secrètes appellent à elles tout ce qui est vivant, intelligent, énergique, tout ce qui ressent, pense et veut de façon résolument slave. Il faudra alors que nous concentrons toutes ces sociétés secrètes dans un mouvement et une action qui soient en harmonie avec le mouvement opérant en Italie, en Pologne et en Russie.

Tu penses que je puis être utile à cette cause vraiment sacrée ? Je suis prêt à faire tout ce que je peux pour servir une cause à laquelle j'ai consacré toute ma vie.

²⁰¹ *Bratr*, et non *brat* : frère.

²⁰² Fraternité.

Il ne dépend que de vous désormais de me manifester la confiance qui me donnera les moyens de passer véritablement à l'action.

Ton ami

M. Bakounin

Post scriptum :

Tu m'as parlé d'une légion tchèque sous les ordres de Garibaldi. L'idée est bonne, elle est tentante et doit être concrétisée, mais il faudrait tout autant – peut-être cela serait-il encore plus important – envoyer des légions au secours de nos frères slaves, qui actuellement combattent en Turquie pour notre cause commune.

Excuse mon allemand effroyable, mais je suis Slave et non Allemand, et le peu d'allemand que je connaissais je l'ai désappris dans différentes forteresses et en Sibérie.

1862. – La cause du peuple. Romanov, Pugatchev ou Pestel ?

Juin-juillet 1862

LA CAUSE DU PEUPLE ²⁰³

Les temps – de jour en jour – deviennent critiques. Le temps de l'action est aussi arrivé pour les Russes. Le bruit oiseux de la littérature enivrée par ses propres mots s'est tu.

Sous le joug des circonstances actuelles et des circonstances futures encore plus menaçantes, que tous attendent et prévoient, les gens les moins sérieux, les plus pervertis par le bavardage littéraire, se sont mis à réfléchir. Assez de bavardages, il est dangereux de bavarder, il est criminel de bavarder. Car il s'agit de se sauver soi-même, de sauver sa famille, ses biens, de préserver la Russie de malheurs sanglants, d'une ruine monétaire. Chacun doit à présent songer sérieusement à ses

²⁰³ *Note de Bakounine.* – J'ai entendu dire qu'on m'attribue je ne sais quelles proclamations parues récemment en Russie. Je juge utile de déclarer qu'à part un article dans *Kolokol*, je n'ai rien publié ni écrit.

croyances politiques et à sa situation, et cela fait, décider *où et à quoi aller, avec qui et derrière qui aller*.

Ce n'est que maintenant qu'arrive en Russie le moment de la formation réelle des partis et de leur développement. Il y a quelques mois, très nombreux étaient ceux qui ne savaient pas encore eux-mêmes à quel camp ils appartenaient. Il y a eu, il est vrai, de multiples divisions et sous-divisions savantes dans la théorie, mais dans la pratique, celles-ci ne désunissaient pas les gens, parce qu'il n'existait pas de but pratique clairement défini. Tous s'élançaient de plus en plus en avant, vers la liberté, en une foule bavarde et bruyante, les uns par conviction, les autres par instinct, Les troisièmes pour suivre la mode, les derniers enfin par peur, et il semblait que tous fussent d'opinion semblable et frères dans cette foule. Mais voici qu'a brillé la première lueur, faible encore, des incendies dont la révolution *russe* sanglante porte la menace et le brouhaha de la foule oisive s'est tu. La foule s'est calmée. Les incendies étaient parfaitement accidentels, des incendies de ce genre sont un phénomène coutumier, presque périodique en Russie ²⁰⁴.

Mais les passions politiques réveillées et surtout la basse peur que dissimulait souvent notre bruyant héroïsme ont donné aujourd'hui aux incendies de Pétersbourg une autre signification. Le gouvernement a été le premier à donner l'exemple. Il a jugé utile d'accuser la jeunesse d'avant-garde d'être l'incendiaire, utile de propager cette calomnie au sein du peuple, afin de le dresser contre les étudiants. Dans le passé, personne parmi les gens convenables, amis des lettres, n'eût osé joindre sa voix aux clameurs calomniatrices d'un pouvoir épouvanté à en perdre la tête. L'opinion publique qui, même sous Nicolas I^{er}, savait stigmatiser la littérature et les écrivains de la troisième section ²⁰⁵ aux

²⁰⁴ Les paysans russes ne tardèrent pas à se rendre compte que le statut d'émancipation était une mystification. « Comme par le passé, selon un réflexe enraciné dans les mœurs et la psychologie des paysans, ils refusèrent de croire que cette loi émanait du tsar et y virent un faux décret imposé à son insu par des "fonctionnaires corrompus et les propriétaires âpres au gain". » Il y eut de nombreuses révoltes paysannes dans tout le pays. Michaël Confino, « Révolte juvénile et contre-culture : Les nihilistes russes des "années 60" », *Cahiers du monde russe et soviétique*, 1990, vol. 31, p. 503.

²⁰⁵ Le tsar Nicolas I^{er} gouvernait en se fondant sur un secrétariat composé de six « sections ». La Troisième Section, créée en 1826, était chargée de la police politique qui surveillait les Russes dans tous les aspects de leur vie. Elle pourchasse les idées révolutionnaires, surveille les milieux militaires et cultivés au sein desquels le complot décembriste s'est développé ; elle surveille l'administration, la justice et contrôle la

gages ne l'eût pas toléré. Maintenant ils s'en donnent à cœur joie. Profitant de la peur générale d'un public qui n'est pas encore habitué aux bouleversements sociaux, qui ne connaît que le bavardage et non l'action, ils ont fièrement levé leur drapeau. Et afin de ne point effrayer les faibles en faisant preuve d'une franchise superflue, ils y ont inscrit le mot « *Progrès* », en recouvrant artistement la calomnie et la délation avec des phrases libérales bon marché. Et il est hors de doute qu'il acquerront pour un premier temps, mais seulement pour un brève période, une popularité considérable. L'époque de Nicolas I^{er} a formé en Russie de très nombreuses âmes molles, sans passion au cœur, sans pensée vivante dans la tête, mais avec des phrases pompeuses sur la langue. Ces derniers temps, ces gens se sont trouvés mal à leur aise parmi nous. Ils ont senti qu'on en venait à l'action, au sacrifice... Ils sont nombreux et tous se rangeront sous le drapeau doctrinaire, à l'ombre d'un gouvernement indulgent. Le bien, la reculade opérée ouvertement et dans le but de duper sont des prétextes spécieux, et pour les couvrir, il y a cette phrase généreuse : « Nous sommes pour la civilisation contre la barbarie », c'est-à-dire pour les Allemands contre le peuple russe... Eh bien, Dieu vous garde, partez ! Il nous reste à vous souhaiter bon voyage et de gagner sur le nouveau terrain. Seulement prenez garde, ne vous trompez pas dans votre calcul : il est souvent arrivé que les bâtiments sous lesquels les gens s'étaient abrités de l'orage aient été les premiers frappés par la foudre.

Débarrassés des vieux amis, douteux et faibles des nerfs, nous sommes devenus plus forts. Nous avons besoin à présent de gens qui soient dévoués jusqu'au bout à la *cause du peuple*, et sur lesquels, pour cette raison, on puisse compter, car maintenant notre parti est devenu une fois pour toutes le parti de la cause. Et notre cause est de servir la révolution.

Nombreux sont encore ceux qui se demandent si la révolution aura lieu ou n'aura pas lieu en Russie, sans remarquer qu'elle existe déjà en Russie *maintenant*. Elle a commencé de manière logique, a largement pénétré dans tout le corps de l'Etat qui se meurt de décrépitude et toutes les couches de la vie sociale qui se renove ; elle règne chez tous, partout et dans tout, elle agit par le bras du gouvernement avec encore plus de succès que par les efforts de ses partisans, elle ne se calmera ni ne

s'arrêtera tant que le monde russe n'aura pas été transformé, tant que le nouveau monde slave n'aura pas été édifié et créé.

La dynastie cause manifestement sa propre perte. Elle cherche le salut en interrompant et non en encourageant la vie populaire qui s'est éveillée et qui, si elle était comprise, pourrait élever la maison du tsar à une hauteur de puissance et de gloire qu'elle n'avait pas connue jusqu'à présent. Mais là où est la hauteur est aussi le gouffre et cette même vie sociale incomprise, outragée, furieuse, à la suite des tentatives ridicules que font les pygmées pour refréner son cours d'une inexorable logique, peut précipiter cette maison avec tous ses conseillers allemands et ses doctrinaires maison, avec tous ses gredins bureaucratiques et policiers, dans un gouffre sans fond... C'est dommage !

Rarement un rôle aussi grandiose, aussi bénéfique n'a échoué en partage à la maison du tsar. Alexandre II aurait pu si facilement devenir l'idole du peuple, le premier tsar russe du *zemstvo*, capable d'assurer la prospérité de son peuple non pas par la peur ni par l'ignoble violence, mais par l'amour, par la liberté. En s'appuyant sur ce peuple, il aurait pu devenir le sauveur et le chef de tout le monde slave. Il n'avait pas besoin pour cela ni du génie ni même de cette science machiavélique que d'autres mettent en œuvre avec art et avec une force redoublée. Il avait seulement besoin d'avoir un cœur russe large et ferme dans la générosité et dans la vérité. Toute la réalité vivante russe ainsi que slave, prête à lui servir de piédestal à sa grandeur historique le lui demandait les mains jointes. Le règne même de son père, funeste sous tous les rapports, pour la Russie et pour les Slaves, devait lui servir de leçon et dans le même temps de mauvaise recommandation aux yeux des peuples. Nicolas I^{er} avait étouffé la Pologne ; Alexandre II devait libérer la Pologne avec tous ceux qui voulaient être la Pologne.

Il devait le faire au nom de la justice et aussi pour libérer la Russie d'un poids inutile et d'un déshonneur encore moins utile, et pour s'ouvrir, en se libérant une fois pour toutes des Allemands, une large porte dans le monde slave. Nicolas I^{er} a poussé au tréfonds de la folie le système de Pierre le Grand, le système qui dénie et étouffe le peuple au nom de l'Etat allemand ; il a tendu les forces artificielles de cet Etat à un point tel qu'il s'est brisé et a craqué en se tuant lui-même. Alexandre II aurait dû sentir que l'édifice informe qui a valu des millions de victimes, des flots de sang russe et étranger, ne pouvait pas tenir plus longtemps et qu'aucune force ne suffirait à empêcher son effondrement définitif. Sur les ruines de l'Etat de Pierre le Grand ne

peut exister que la Russie du *Zemstvo*, le peuple vivant. Il fallait débayer la place pour le peuple.

Il semblait au début qu'Alexandre II eût compris sa mission, du moins à l'égard de la Russie, parce que, en Pologne, il avait gâché du premier coup toute sa situation en trois mots. Et que de crimes, que de malheurs, que de déshonneur pour nous et que de victimes sanglantes pour les Polonais sont issus de ces trois mots : « Point de rêveries ! » Maintenant chacun peut décider qui s'est livré à des rêveries folles et criminelles : les Polonais ou Aleksandr Nikolaevitch.

Ses débuts en Russie ont été grandioses. Il a décrété la liberté du peuple, la liberté et une vie nouvelle après des millénaires d'esclavage. Il semblait qu'il voulût la *Russie du zemstvo*, parce que dans l'Etat de Pierre le Grand un peuple libre était impensable. Le 19 février 1861, en dépit de toutes les maladresses, de tous les défauts, de toutes les contradictions monstrueuses et des non moins monstrueuses étroitesse du décret portant affranchissement des paysans, Alexandre II était le tsar le plus grand, le plus aimé, le plus puissant qui eût jamais régné en Russie. Mais il le comprenait si peu, connaissait et sentait si peu l'âme du peuple, il était à ce point Allemand que ce même jour, le jour le plus solennel d'entre les jours solennels de l'histoire russe, il s'est caché dans son palais et s'est entouré de gardes dans la crainte d'une révolte populaire. Apparemment, il n'avait pas la conscience tranquille, il machinait quelque mauvaise action, apparemment il ne voulait pas donner la vraie liberté au peuple qui croyait en lui et qui y croit encore à la folie.

Et il n'avait vraiment pas la conscience tranquille. Alexandre II ne pensait même pas à la liberté du peuple. Elle aurait été contraire à tous ses instincts. Jamais l'Allemand ne comprendra ni n'aimera la Russie du *zemstvo* ; et au moment même où le peuple russe attendait une nouvelle vie de lui, il ne pensait avec ses conseillers qu'à la façon de renforcer, de rétablir, et si possible d'élargir la cause biséculaire de l'immobilisme russe, l'édifice carcéral de l'Etat de Pierre le Grand qui détestait le peuple. Avec son projet funeste, impossible, il se perd lui-même et perd sa maison, et il est prêt à plonger la Russie dans une révolution sanglante. Le génie de Pierre le Grand n'aurait pas suffi maintenant à cette tâche, et cette tâche, Nicolas I^{er} l'a entreprise.

C'est par l'absence de sens russe et d'un cœur aimant le peuple, par sa folle ambition de maintenir à tout prix l'Etat de Pierre le Grand que s'expliquent entièrement toutes les contradictions du décret portant

affranchissement et l'ineptie tout aussi dévastatrice que dangereuse de l'état de transition, et la fusillade inhumaine et stupide de paysans innocents dans différents gouvernements²⁰⁶, et la déclaration du tsar au peuple affirmant que celui-ci n'aurait pas d'autre liberté, et les histoires étudiantines, et l'incarcération en forteresse des nobles de Tver'²⁰⁷, et le souhait opiniâtre qu'a le gouvernement de conserver la classe noble, contre la volonté de la noblesse même, et le terrorisme actuel et enfin le dernier mot : Liprandi ! Liprandi²⁰⁸, tué par le mépris général, a ressuscité. Il est appelé au secours, il sauvera la Russie !... Les dés sont jetés. Il semble qu'il n'existe pas, pour Alexandre II, de retour à une autre route. Ce ne sont pas nous, c'est lui le principal révolutionnaire de Russie, que le sang qui coulera lui retombe sur la tête !

Et lui, seulement lui, a pu accomplir en Russie la très grande et très bénéfique révolution, *sans verser une goutte de sang*. Il le peut encore maintenant ; si nous désespérons d'une issue pacifique, ce n'est pas parce qu'il est trop tard, mais parce que nous avons désespéré en fin de compte de la capacité d'Aleksandr Nikolaevitch de comprendre quel est l'unique chemin sur lequel il peut se sauver lui-même et sauver la Russie. Il est impossible d'arrêter le peuple qui s'est réveillé après un sommeil millénaire. Mais si le tsar prenait fermement et audacieusement la tête du mouvement même, il n'y aurait alors pas de

²⁰⁶ Dans le village de Bezdna, dans le district de Kazan, des troubles éclatèrent en avril 1861. La troupe reçut l'ordre de tirer, il y eut 90 morts et 300 blessés. « L'ère nouvelle commençait par un massacre de paysans », dit Confino. L'incident fut suivi de troubles dans les universités. La répression contre les étudiants fit bouler de neige. Des professeurs démissionnèrent. Le gouvernement ferma les universités, ce qui laissa aux étudiants plus de temps pour se livrer à l'agitation. La politique du gouvernement, la répression policière, les charges de cosaques contribuèrent à former une génération de révolutionnaires.

²⁰⁷ Une délégation de la noblesse de Tver, dont faisaient partie deux frères de Bakounine, avait présenté une supplique à l'empereur pour demander une Constitution. Le tsar les fit arrêter.

²⁰⁸ Il y a deux Liprandi, qui sont frères : Pavel Petrovitch Liprandi (1796-1861), et Ivan Petrovitch Liprandi (1790-1883) major général et écrivain militaire, officiel d'un rang élevé au ministère de l'intérieur de 1840 à 1856. « Il ne faut pas confondre le général Pavel Petrovitch Liprandi avec son frère plus âgé, le major général Ivan Petrovitch Liprandi (1790-1883), officiel d'un rang élevé du ministère de l'Intérieur de 1840 à 1856 dont l'action secrète et celle de ses agents (P. Antonelli et d'autres indicateurs) aboutit au démantèlement en 1848 du cercle M. V. Petrachevski (1821-1866). » (*La Géorgie entre Perse et Europe*, Florence Hellot-Bellier, Irène Natchkebia L'Harmattan, 2009, page 163.) C'est manifestement du second que parle Bakounine.

mesure à sa puissance pour le bien et pour la gloire de la Russie. Sur ce chemin, il n'y a aucun danger, le succès est certain.

Le peuple a besoin de la terre, donnez-lui toute la terre. Et afin de ne pas ruiner les propriétaires par un rachat *fictif*, qu'elle ne soit pas rachetée par les paysans, mais par tout l'Etat. Le peuple a besoin de la liberté, la liberté totale de mouvements, d'occupations... Donnez-lui donc cette liberté, délivrez-le de la tutelle gouvernementale qui l'a toujours opprimé et ruiné, délivrez-le des fonctionnaires qu'il déteste, au même titre que les nobles. Donnez-lui l'auto-administration totale, celle de la commune, du district, de la région et de l'Etat. Le peuple déteste les ordres qu'ont créés vos ancêtres pour opprimer le peuple ; abolissez donc ces ordres qui sont maintenant eux-mêmes prêts à abdiquer tous leurs avantages, en partie parce que ceux-ci sont devenus insignifiants, en partie en raison d'une belle impulsion, et en partie par peur. Que soit en Russie un seul peuple indivisible. Et ne craignez rien, il sera en état de s'administrer lui-même. Le peuple connaît les siens, et chez ces gens, croyez-le, il y a plus de sens pratique que dans l'oisiveté pécheresse croissante de la noblesse.

Ne craignez pas non plus que l'auto-administration régionale coupe le lien des provinces entre elles, que s'effondre l'unité de la terre russe. Car l'autonomie des provinces ne sera qu'administrative, intérieure et législative, juridique, et non politique. Et dans aucun pays, à l'exception peut-être de la France, n'existe dans le peuple un tel sens de l'unité, du régime, de l'intégrité gouvernementale et de la grandeur du peuple que celui qui existe en Russie. Ce n'est qu'en France qu'on se rallie à cette passion bureaucratique ; en Russie, elle n'existe pas. Le fonctionnaire est odieux au peuple, et la centralisation bureaucratique ne fait, par sa violence, que l'éloigner de l'unité ; et alors l'intégrité réelle, libre ne règnera sur la terre russe que quand l'administration des fonctionnaires sera remplacée par l'auto-administration du peuple. L'unité de la terre russe qui n'a trouvé jusqu'à présent son expression que dans le tsar, exige maintenant une autre représentation : l'*Assemblée populaire du zemstvo*.

On dit qu'on craint plus que tout à Pétersbourg la Douma du *zemstvo* ; on redoute qu'avec elle la révolution ne débute en Russie. Mais se peut-il qu'on ne comprenne pas là-bas que la révolution a débuté depuis longtemps ? Qu'ils regardent autour d'eux, en eux-mêmes, qu'ils comparent leur disposition d'esprit à celle qu'avait sentie le gouvernement sous l'empereur Nicolas I^{er}, et qu'ils disent : n'est-ce

pas là une révolution radicale et totale ? Vous êtes aveugles, il est vrai. Mais se peut-il que votre cécité ait atteint un degré tel que vous vous demandiez : peut-on revenir en arrière ou s'en tirer au moyen de plaisanteries ? Et la question n'est pas de savoir si la révolution aura ou n'aura pas lieu, mais celle-ci : *son issue sera-t-elle pacifique ou sanglante* ? Elle sera pacifique et heureuse si le tsar qui aura pris la tête du mouvement populaire, aborde, en même temps que l'assemblée du *zemstvo*, largement et résolument, la transformation radicale de la Russie dans l'esprit de la liberté et du *zemstvo*. Mais si le tsar aveuglé songe à marcher à reculons, ou à s'arrêter à des demi-mesures, ou se met à chercher le salut chez Liprandi, l'issue sera horrible. Alors la révolution prendra le caractère d'une boucherie impitoyable, pas à la suite des proclamations et des complots d'une jeunesse enthousiaste, mais à la suite de l'insurrection du tout le peuple. Une terrible responsabilité incombe maintenant à Aleksandr Nikolaevitch. Il peut encore sauver la Russie d'une ruine définitive, du sang. Le fera-t-il ? Le voudra-t-il ?

Sans l'Assemblée du *zemstvo*, il ne fera rien. Seule l'Assemblée du *zemstvo* est capable de pacifier la Russie, de rétablir le crédit public et privé, d'organiser et d'assurer le rachat de la terre et de rendre à la société bouleversée le calme et la foi. Et l'autocratie ! direz-vous. Mais existe-t-elle vraiment ? C'est le caprice hier de Panin ²⁰⁹, aujourd'hui de Golovnin ²¹⁰ demain de Liprandi ²¹¹. C'est le droit incontrôlé au mal, le droit d'être une arme passive, qui n'a rien d'honorable, entre les mains des laquais de la cour, des ministères et des chancelleries, le droit d'être étranger à la Russie, de ne pas la connaître, de la conduire aux troubles, le droit de la plonger dans une révolution sanglante.

²⁰⁹ Peut-être le comte N.I. Panin, le précepteur du grand-duc Paul (le futur Paul I^{er}) qui, en 1762, avait présenté un projet visant de nouveau à limiter le pouvoir impérial au profit notamment du Sénat et d'un « Conseil impérial ».

²¹⁰ A.V. Golovnin fut un des réformateurs russes des années 1860, homme de confiance du Grand-Duc Konstantin Nikolaevich et ministre de l'Instruction publique de 1861 à 1866. Alors que le début du règne d'Alexandre II laissait présager l'introduction de nombreux changements, la politique intérieure prit ensuite un tour plus conservateur. Golovnin tenta d'obtenir du tsar qu'il permette à l'opinion publique de s'exprimer à propos des décisions gouvernementales et une plus large participation des citoyens à l'administration locale.

²¹¹ Peut-être le général Pavel Petrovich Liprandi (1796-1864), qui prit part à la guerre de Crimée.

Et si l'Assemblée du *zemstvo* était hostile au tsar ? Oui, cela est-il possible ! Car ce sera le peuple qui a encore jusqu'à présent une foi illimitée dans le tsar, qui attend tout de lui, qui y enverra ses élus. D'où peut provenir la haine ? Il est hors de doute que si le tsar convoquait *maintenant* l'Assemblée du *zemstvo*, il se verrait *pour la première fois* entouré de gens réellement dévoués. Que les désordres se prolongent quelques années de plus et la disposition d'esprit du peuple risquera de changer. À notre époque, la vie va vite. Et maintenant le peuple est pour le tsar et contre la noblesse, contre les fonctionnaires, et contre tout ce qui porte l'habit allemand. Pour lui, tous les ennemis se trouvent dans ce camp de la Russie officielle, tous, sauf le tsar. Qui donc se mettra à lui parler contre le tsar ? Et si quelqu'un le faisait, le peuple le croirait-il ? N'est-ce pas le tsar qui a affranchi les paysans contre la volonté de la noblesse, contre le désir conjugué des fonctionnaires ?

Seul le tsar en personne peut décevoir le peuple, ébranler sa foi dans le tsar. Voilà où est le danger et, peut-être, la cause principale de la peur panique qu'on sent à Pétersbourg aux seuls mots d'« Assemblée du *zemstvo* ». Et en réalité, après deux siècles d'aliénation, le peuple russe se sera trouvé pour la première fois, par l'entremise de ses représentants, face à face avec son tsar. Minutes décisive, minute au plus au haut degré critique ! Se plairont-ils l'un à l'autre ? De cette rencontre dépendra tout l'avenir des tsars et de la Russie.

Pendant deux siècles, le peuple russe a gémi sous le joug de l'Etat de Moscou et de Pétersbourg, il a enduré des tourments, des épreuves que l'étranger ne peut imaginer. La première cause de toutes les calamités a été les tsars. Oublieux du serment du fondateur de la dynastie, l' élu du peuple Michail Romanov, ils ont créé cette monstrueuse centralisation autocratique et l'ont baptisée dans le sang du peuple. Ils ont formé des castes hostiles au peuple, celles du clergé, des fonctionnaires et de la noblesse, qui leur ont servi d'arme pour leur funeste despotisme et leur ont livré le peuple en servitude religieuse aux uns et physique aux autres. C'est uniquement par leur force, par leur volonté, par leur protection directe que se sont perpétués l'arbitraire furieux du noble à demi-sauvage et la barbarie oppressive du fonctionnaire. Les tsars, jusqu'au tout dernier instant, considéraient le peuple russe avec le mépris que ressent le potier pour sa glaise, matière première inanimée, forcée de prendre n'importe quelle forme selon son bon plaisir.

A la fin du règne de Nicolas I^{er}, un général d'origine allemande a dit au chef de régiment d'une unité modèle qui accueillait un groupe de

malheureuses recrues arrivées des campagnes : « Tuez-moi même la moitié d'entre eux, mais il faut que l'autre moitié soit dressée à la baguette. » Et ce que l'Allemand a osé exprimer à voix haute, d'autres le faisaient en secret. La vie d'un homme simple, d'un paysan, d'un petit-bourgeois ne valait rien. Le système tsariste a massacré de cette manière, durant quelque deux cents ans, bien plus d'un million de victimes humaines, comme cela, sans nul besoin, simplement en raison d'on ne sait quel mépris bestial du droit de l'homme et de la vie de l'homme. Alors que la noblesse sauvage, ruinée à mort, jetait l'argent du peuple par la fenêtre, nos tsars non moins débauchés, non moins sauvages et sans nul doute plus coupables jetaient les gens par la fenêtre.

Mais fait remarquable ! Le peuple russe, quoique principale victime du tsarisme, ne perdait pas la foi dans le tsar. Il attribue ses malheurs à n'importe qui et à n'importe quoi, aux propriétaires fonciers, aux fonctionnaires et aux popes, mais seulement pas du tout au tsar. Il existe, à la vérité, des sectes dissidentes qui ont cessé de prier pour lui ; il en existe d'autres qui détestent en secret le pouvoir du tsar. Mais ce refus, quoiqu'il se soit formé au sein du peuple, est loin d'exprimer l'opinion de la majorité du peuple qui a encore fermement maintenu sa foi pour le tsar. Il n'y a pas lieu ici d'approfondir les causes de ce *fait* fort significatif, indéniable, et pour nous particulièrement important, parce que, qu'il nous satisfasse ou non, il conditionne aussi inmanquablement notre position et notre activité. J'ai tâché de l'expliquer ailleurs en disant que le peuple révère dans le tsar la *représentation symbolique, les grandeurs et les gloires de la terre russe*. Et je crois que je ne me suis pas trompé. Mais cela est insuffisant ; quand d'autres peuples, plus chrétiens, se trouvent dans une situation effroyable et que le soulèvement semble impossible pour quelques causes que ce soit, ils cherchent à se consoler en croyant à la récompense d'outre-tombe, à celles qu'ils auront dans le royaume des cieux, dans l'autre monde. Le peuple russe est principalement un peuple réaliste.

Il lui faut une récompense terrestre, et leur dieu est terrestre, c'est le tsar, personnage d'ailleurs assez idéal, quoique incarné charnellement et sous une forme humaine, qui renferme en lui-même l'ironie la plus féroce vis-à-vis des tsars réels. Le tsar est l'idéal du peuple russe, c'est une sorte de Christ russe, le père et le nourricier du peuple, tout pénétré d'amour pour lui et du souci de son bien. Il aurait donné depuis longtemps au peuple ce dont il a besoin, et la liberté et la terre. Mais il

est pauvre, captif, les boyards scélérats et les méchants fonctionnaires le ligotent. Mais viendra le temps où il se secouera et, ayant appelé son peuple au secours, il massacrera les nobles, les popes et les chefs, et alors adviendra en Russie le temps de la *liberté d'or* ! Tel est, semble-t-il, le sens de la foi populaire dans le tsar. Voilà ce que le peuple attend de lui en février ou en mars 1863. Car ce peuple qui a passé plus de deux cents ans dans d'indicibles tourments attend la parole du tsar et la résurrection ; et maintenant que tous ses espoirs, toutes ses attentes ont pris vie après la promesse préliminaire du tsar, consentira-t-il à attendre encore plus longtemps ? Je ne le crois pas.

En 1863 un terrible malheur frappera la Russie si le tsar ne se décide pas à convoquer la Douma populaire du *zemstvo*... Et alors le peuple enverra ses élus au tsar de la délivrance. La confiance et le dévouement des élus du peuple qui iront trouver le tsar n'aura pas de limites ; et ce dernier, en s'appuyant sur eux, en les rencontrant avec une foi et un amour égaux, décidé à donner de son plein gré au peuple ce qu'il ne peut déjà plus lui soustraire maintenant, pourrait placer son trône à une hauteur et avec une solidité qu'il n'avait jamais connues jusqu'alors. Mais si, à la place du tsar de la délivrance, du tsar du *zemstvo*, les délégués du peuple rencontrent l'empereur pétersbourgeois en uniforme prussien, l'Allemand au petit cœur entouré de gros bonnets, allemands eux aussi ? Si, à la place de la liberté attendue, le tsar ne donne rien, ou presque rien au peuple, et veut s'en débarrasser au moyen de paroles et de demi-mesures ? Alors, malheur au tsarisme, du moins aux empereurs pétersbourgeois, allemands, aux Holstein-Gottorp ! Car l'attachement du peuple pour le tsar n'a rien de courtisan, de servile, il est religieux. Et la religion du peuple n'est pas céleste, mais terrestre, assoiffée, elle exige d'être satisfaite sur terre. Dans le sentiment commun du peuple, l'heure promise de l'accomplissement a, semble-t-il, sonné et le peuple ne la laissera pas passer sans rien. Alors, ce sera de nouveau la révolution sanglante.

Mais si, à ce moment fatidique, où se décidera pour toute la Russie la question de la vie et de la mort, de la paix et du sang, le tsar terrestre se présentait devant l'assemblée populaire, un tsar bon, un tsar juste, aimant la Russie plus que lui-même, accordant une large confiance à l'amour du peuple, prêt à organiser le peuple selon sa volonté, que ne pourrait-il pas faire avec ce peuple ! Qui oserait s'insurger contre lui ? La paix et la foi seraient rétablies comme par miracle, on trouverait de l'argent et tout s'arrangerait simplement, naturellement, sans danger

pour personne et librement pour tous... L'Assemblée du *zemstvo*, guidée par ce tsar, créerait une Russie nouvelle sur des bases libres, larges, sans bouleversements, sans victimes, même sans recrudescence du combat et sans bruit ; parce que la liberté et les besoins du peuple sont clairs, parce qu'il s'est fabriqué une intelligence solide et saine, embryon d'une future organisation, et parce que les mauvaises intentions et aucune force adverse ne seraient en état de combattre la puissance conjuguée du tsar et du peuple.

Y a-t-il un espoir que cette alliance se réalise ? Nous disons carrément que non. Bien que le peuple soit sans nul doute dévoué au tsar, le tsar le craint visiblement. Il le craint parce qu'il ne l'aime pas, parce qu'il ne veut pas renoncer devant lui à son importance à l'allemande, à son mesquin bon plaisir impérial, et parce qu'il sent probablement qu'on ne peut pas plaisanter avec ce peuple. Peut-être se déciderait-il à faire encore confiance au peuple, dans l'espoir que celui-ci lui manifeste son attachement aveugle, s'il ne craignait plus que tout l'influence de la jeunesse d'avant-garde, de la jeunesse révolutionnaire. Cette peur est encore à l'heure actuelle parfaitement vaine ! Si amer soit-il de le reconnaître, je crois que, pour assurer le succès futur de la cause révolutionnaire même, nous devons proclamer à haute voix notre conviction que l'influence de notre parti sur le peuple a été, jusqu'à ce jour, proche de zéro. La propagande révolutionnaire n'a pas encore trouvé accès à lui et n'a pas encore su ébranler sa foi insensée et malheureuse dans le tsar. Jamais encore ne s'est fait si fortement sentir la coupure existant entre le peuple et nous, et aucun de nous n'a encore franchi le gouffre qui nous sépare de lui. Nous sommes prêts à partager sa vie, sa pensée, mais il ne nous connaît pas, et marcherait sans doute contre nous, pour le tsar, parce qu'il ne le connaît pas non plus... Donc, si vous voulez rencontrer le peuple libre de nos influences, conviez-le tout de suite. Car si vous laissez le temps passer, notre jeunesse d'avant-garde, notre espoir et notre force, finira sans doute par se frayer le chemin vers le peuple et par lui tendre la main par-dessus le gouffre fatidique. Ce sera votre faute.

Et pourquoi la jeunesse n'est-elle pas pour vous, pourquoi toute la jeunesse est-elle contre vous ? Car pour vous, c'est un grand malheur ; un malheur parce que la jeunesse en elle-même constitue le droit et la force, surtout quand, sans se replier sur elle-même, elle court impétueusement, passionnément, au peuple, au service du peuple. Cette jeunesse ignore les obstacles insurmontables. Le peuple, lui-même

jeune et lui-même passionné, la reconnaîtra tôt ou tard. Pourquoi est-elle contre vous ? Récemment, le dirigeant du parti démocrate des Etats-Unis, le colonel Douglas, a dit à un de ses amis durant les dernières élections présidentielles : « Notre cause est perdue, la jeunesse est contre nous ! ». Profondes paroles ! La jeunesse, comme le peuple, vit davantage par l'instinct, et l'instinct la tire toujours du côté de la vie, du côté de la vérité... C'est avec elle qu'est la victoire. Elle peut se tromper dans ses idées, ou plus justement, dans l'expression de ses idées, mais dans ses sentiments, elle se trompe rarement. Et les sentiments de notre jeunesse, avec toute son énergie, l'écartent de vous. Vous, messieurs les doctrinaires en tout genre, vous la détestez, comme les maîtres d'école qui sentent qu'elle a raison de se moquer d'eux ne l'aiment pas dans l'ensemble. Elle vous fuit, parce que vous dégagez une odeur de pédantisme pharisien, de mensonge et de mort ; alors qu'elle a besoin avant tout de la vie, de la liberté et de la vérité. Mais pourquoi s'est-elle détachée du tsar, pourquoi s'est-elle déclarée contre celui qui a le premier décrété la liberté pour le peuple ?

Nul n'osera l'accuser d'égoïsme. Elle a applaudi l'affranchissement des paysans et elle est prête maintenant à tout donner, à commencer par elle-même, pour que le peuple russe soit libre. Ne s'est-elle pas passionnée pour les idéaux révolutionnaires abstraits et la parole ronflante de « république » ? En partie, oui, sans doute. Mais ce n'est qu'une raison extrêmement superficielle et de second ordre. La majorité de notre jeunesse d'avant-garde comprend bien, semble-t-il, que les abstractions occidentales, qu'elles soient conservatrices, libérales et bourgeoises, voire même démocratiques, sont inapplicables à notre mouvement ; que ce dernier est, sans nul doute, démocratique et au plus haut degré social, mais qu'il se développe en même temps dans des conditions totalement différentes de celles dans lesquelles se sont produits les mouvements similaires d'Occident. Et la condition première est qu'il n'est principalement pas le mouvement de la partie instruite et privilégiée de Russie. C'était le cas du temps des Décembristes. Maintenant c'est le peuple qui y tient le rôle principal. Il est le but principal et la force unique, la force véritable de tout le mouvement. La jeunesse comprend qu'il devient impossible de vivre en dehors du peuple, et que ceux qui veulent vivre doivent le faire pour lui. Lui seul contient la vie et l'avenir, en dehors de lui le monde est mort.

Mais ce peuple n'entre pas en scène comme la feuille de papier vierge sur laquelle chacun peut selon son gré noter ses idées favorites.

Non, cette feuille est déjà à moitié remplie et bien qu'il y reste encore beaucoup, beaucoup de blanc, c'est le peuple même qui achèvera de le remplir. Il ne peut confier à personne cette tâche parce que personne dans le monde russe instruit n'a encore vécu sa vie. Le peuple russe n'avance pas selon des principes abstraits, il ne lit ni les livres étrangers ni les livres russes, il est étranger aux idéaux occidentaux, et toutes les tentatives que fera le doctrinarisme conservateur, libéral et même révolutionnaire pour le soumettre à son orientation seront vaines. Oui, pour personne ni pour rien il ne s'écartera de *sa propre* vie. Et il a vécu longtemps parce qu'il a beaucoup souffert. Malgré la terrible pression du système impérial, même durant les deux siècles de cette négation allemande, il a eu sa propre histoire intérieure et vivante. Il a élaboré ses idéaux et il constitue à l'heure actuelle un monde puissant, original, fermement achevé et cohérent, un monde qui respire la fraîcheur printanière, et dans lequel on sent un impétueux mouvement en avant. Son heure est, semble-t-il, venue ; il demande à sortir au dehors, à la lumière, il veut dire son mot et commencer sa tâche visible. Nous croyons en son avenir, dans l'espoir que libre des préjugés religieux, politiques, juridiques et sociaux enracinés et convertis en lois en Occident, il introduira de nouveaux principes dans l'histoire et créera une autre civilisation : une nouvelle foi, un nouveau droit et une nouvelle vie.

Devant ce visage du peuple, un visage grand, sérieux et même redoutable, il ne faut pas commettre de sottises. La jeunesse abandonnera le rôle ridicule et odieux de maîtres d'école mal venus des cadavres du journalisme privilégié moscovite et pétersbourgeois. Une autre prouesse l'attend qui n'est pas pédagogique mais purificatrice, la *prouesse qui consiste à se rapprocher du peuple et de se réconcilier avec lui*. Car la jeunesse, presque tout entière, par son origine, par son instruction, par ses habitudes de vie et de pensée, enfin par toutes ses relations sociales, se situe en dehors du peuple, puisqu'elle appartient à ce monde privilégié officiel que le peuple déteste non sans raison, car il voit en lui la source principale de tous ses maux. Ses aspirations sont pures et nobles ; elle déteste elle-même le caractère exceptionnel de sa condition et elle est prête à tout sacrifier au peuple, pourvu seulement qu'il accepte de frayer avec elle. Mais le peuple ne la connaît pas et, quand il la juge à son habit, à son langage, et surtout à sa vie, si différente de la sienne, il la prend pour une ennemie.

Comment donc enseigner ? Est-il possible d'enseigner si l'élève ne fait pas preuve de bonne volonté ? Enfin, qu'allons-nous enseigner ? Car si nous laissons de côté les sciences naturelles et mathématiques, le dernier mot de toute notre sagesse consistera à dénier les vérités dites premières de l'enseignement occidental, à dénier entièrement l'Occident. Mais notre peuple ne s'est jamais passionné pour l'Occident ; aussi se moque-t-il totalement du reniement. Et le principal est que, avec toute notre science, nous sommes infiniment plus pauvres que le peuple. Notre peuple est sans doute grossier, illettré, je ne dis pas non développé, parce qu'il a bénéficié d'un développement historique plus solide et plus essentiel que le nôtre ; il ne lit encore aucun livre, excepté ses rares livres. Mais en revanche, la vie est en lui, la force est en lui, l'avenir est en lui ; il existe... Et nous, à proprement parler, nous n'existons pas ; notre vie est creuse et dépourvue de but. Nous n'avons aucune cause, aucun champ d'action. Et si l'avenir existe pour nous, il n'est que dans le peuple. Et si le peuple peut se passer de nous, nous ne pouvons pas nous passer de lui.

Sans nul doute, quand nous aurons fusionné avec le peuple, quand nous aurons été acceptés par le peuple, nous pouvons lui être très utile. Oui, nous lui apporterons l'amère expérience de la vie occidentale ratée que nous avons connue avec lui, la faculté de généraliser les faits et de les déterminer avec précision, la clarté de la conscience. Connaissant l'histoire et instruits par l'expérience d'autrui, nous pouvons le préserver de la duperie et l'aider à exprimer sa volonté. C'est tout. Nous lui apporterons les formes de la vie, il nous donnera la vie. Qui donnera plus ? Le peuple, bien sûr, et pas nous.

La question de notre rapprochement avec le peuple est une question de vie et de mort non pas pour le peuple, mais pour nous, pour toute notre activité. Ce rapprochement est nécessaire, mais il est difficile, parce qu'il exige de notre part de renaître totalement, pas seulement extérieurement, mais aussi intérieurement. La barbe, l'habit russe, les mains rudes, le langage grossier ne font pas encore l'homme russe. Il faut que notre esprit apprenne à connaître celui du peuple et que nos cœurs sachent battre à l'unisson avec son grand cœur qui nous est encore obscur. Nous ne devons pas voir en lui un moyen, mais un but ; nous ne devons pas le traiter comme le matériau brut de la révolution faite selon nos idées, comme la « chair de la libération », mais au contraire nous devons nous traiter *s'il y consent*, comme les serviteurs

de sa cause. Bref, nous devons l'aimer plus que nous-mêmes afin qu'il nous aime, qu'il nous confie sa cause.

Aimer passionnément, se donner de toute son âme, vaincre des difficultés et des obstacles immenses, gagner par la force de l'amour et du sacrifice le cœur endurci du peuple est la cause de la jeunesse. Voilà où [est] sa mission ! Elle doit apprendre auprès du peuple et ne pas lui faire la leçon. Ne pas s'élever elle-même, mais l'élever lui, et se donner entièrement à sa cause. Et alors, le peuple la reconnaîtra.

La proclamation de la « Molodaja Rossija »²¹² prouve qu'il existe encore parmi certains jeunes de terribles illusions sur leur propre compte, une incompréhension totale de notre position critique. Ils crient et décident, comme s'ils avaient le peuple tout entier derrière eux. Or le peuple est encore de l'autre côté du gouffre et non seulement il ne veut pas vous écouter, mais il est même prêt à taper sur vous au premier signe du tsar. Et quoi alors, le martyr ? Oui, le martyr est bon quand les martyrs font quelque chose. J'accuse de deux grands crimes les rédacteurs de la « Molodaja Rossija ». Premièrement, de mépris insensé et véritablement doctrinaire du peuple ; deuxièmement, d'attitude désinvolte, dénuée de tact, insouciant vis-à-vis de la grande cause de la libération, pour le succès de laquelle ils sont cependant prêts à sacrifier leur vie. Ils sont apparemment si peu habitués encore à la véritable action qu'il leur semble qu'ils tournent dans le monde des abstractions. Dans la théorie, tout s'arrange. Dans la pratique, spécialement à une époque comme la nôtre, ce qui n'est pas utile est néfaste. La parution de la « Molodaja Rossija » a causé un tort certain à la cause commune et les fautifs du mal étaient ceux qui voulaient la servir. Sans *discipline*, sans organisation, sans modestie face à la grandeur du but, nous ne ferons qu'amuser nos ennemis et nous ne remporterons jamais la victoire.

²¹² « Jeune Russie ». Une proclamation écrite en mai 1862 par un étudiant nommé Zaychnevski avait été diffusée au nom d'un « Comité central révolutionnaire » constitué d'étudiants qui se trouvaient eux aussi en prison. Zaychnevski deviendra plus tard le leader du « Parti des jacobins-blanquistes russes ». Les idées de Zaychnevski influenceront Lénine mais celui-ci ne s'en vanta pas trop. La proclamation demandait l'établissement de la dictature du parti, l'abolition du mariage et de la famille, la suppression des couvents d'hommes et de femmes. La proclamation tombait à un moment où la répression se renforçait en Russie et donna prétexte aux autorités pour s'en prendre à Herzen et Ogarev, qui publiaient à Londres le *Kolokol*, les accusant de fomenter des incendies. Herzen défendit la proclamation en public mais lui reprochait son irresponsabilité.

Mais la proclamation des rédacteurs de la « Molodaja Rossija » ne peut être prise pour l'expression sérieuse des idées de la jeunesse d'avant-garde. Quelques jeunes gens audacieux se sont réunis et ont publié leur proclamation... Cela a suffi pour faire mourir de peur nos pauvres dirigeants. Il est vrai que les jeunes gens parlent d'« assemblée générale » et de « comités provinciaux de la société secrète révolutionnaire ». Mais cela a été dit en l'air, pour se donner de l'importance et pour produire une impression supplémentaire sur un gouvernement excessivement impressionnable. Dans son immense majorité, la jeunesse appartient au parti du peuple, à ce parti qui s'est fixé pour but unique le *triomphe de la cause du peuple*. Ce parti n'a de préjugés ni en faveur du tsar ni contre le tsar, et si le tsar lui-même qui avait entamé la grande œuvre n'avait pas ensuite trompé le peuple, le tsar n'aurait jamais dépassé le parti²¹³.

Même maintenant, il ne serait pas encore tard. Maintenant aussi cette même jeunesse le suivrait joyeusement, pourvu seulement qu'il marchât lui-même à la tête du peuple ; aucun préjugé révolutionnaire occidental ne l'arrêterait, car là où est la vie, là où est la vérité, là où se règle le sort du peuple, là est la jeunesse. Et que d'énergie pleine de jeunesse et de noblesse, que de forces vivantes et que d'intelligence seraient alors à son service pour accomplir la grande œuvre, la pacification et la renaissance de la Russie.

La Russie suivrait avec sérénité et fermeté le large chemin du libre développement et, s'étant renforcée à l'intérieur, elle retrouverait vite son prestige extérieur perdu. Le peuple russe tient tellement à la grandeur de la Russie qu'il n'y renoncera jamais. Elle lui a coûté tant de victimes !... Mais il se conçoit qu'aujourd'hui elle doit être élevée sur d'autres fondements. Au diable la grandeur de Pierre le Grand, de Catherine II, de Nicolas I^{er}, qui a réduit le peuple russe au rôle infamant de bourreau et dans le même temps d'esclave martyr ! Nous cherchions la force et la gloire et nous n'avons trouvé que le déshonneur, nous avons mérité la haine et la malédiction des peuples que nous avons martyrisés, nous avons fini dans la défaite et dans la honteuse impuissance. Dieu soit loué ! Notre prison biséculaire, l'Etat de Pierre le Grand, croule enfin. Nulle force ne le relèvera. Nous la pousserons nous-mêmes dans le gouffre et à nous la liberté ! À l'héroïque Pologne

²¹³ La phrase est telle dans le texte de Bakounine. Peut-être faut-il lire : « le tsar n'aurait jamais [été]dépassé [par] le parti ».

la liberté ! À la Biélorussie, à la Lettonie, à l'Ukraine la liberté ! Que soit la Pologne tout ce qui veut être la Pologne. À la Finlande la liberté, aux Finnois et aux Lettons dans les provinces occidentales la liberté ! Quant aux Allemands, il est temps qu'ils partent en Allemagne.

Si le tsar comprenait qu'il doit être désormais non pas le chef de la centralisation forcée, mais qu'à la tête de la libre fédération des peuples libres, prenant appui sur une force compacte et renaissante, allié à la Pologne et à l'Ukraine, ayant rompu toutes les alliances allemandes abhorrées, ayant audacieusement levé le drapeau slave, il serait l'auteur de la délivrance du monde slave !...

Un rêve ! me dira-t-on, oui, bien sûr, un rêve. Mais un rêve seulement parce qu'à Pétersbourg, il n'y a ni idée, ni cœur, ni volonté et que notre tsar, à l'opposé du roi David, cherche toujours la couronne et trouve la courge. Et nous le répétons à nouveau : à aucun tsar il n'a été tant donné, et à aucun il n'est tant demandé.

A Pétersbourg il n'y a pas d'espoir. Le tsar s'est choisi un chemin funeste pour lui, funeste pour la Russie. Tel le malade condamné, il s'est entouré de charlatans, le temps de nos Necker et de nos Calonne²¹⁴ est advenu. Un véritable ministère – jeune, intelligent et fort, et, imitant le gouvernement amical d'aujourd'hui, il veut mystifier la Russie en lui donnant des formes sans contenu ; avec le mot liberté sur la langue, il a l'intention de prolonger son pouvoir arbitraire et débauché. Mais il n'oublie qu'une chose, c'est que la tromperie est possible dans un pays qu'ont épuisé les luttes politiques et qu'elle est impossible chez nous, parce que la vie n'a fait qu'y commencer hier, que les passions sont à leur mouvement de flux et non de reflux et que notre tragédie est encore à venir... Les ministres ont beau être intelligents, Aleksandr Nikolaevitch ne leur fait pas entièrement

²¹⁴ Jacques Necker (1732-1804), banquier et homme politique genevois. Il fut nommé par Louis XVI directeur général du Trésor royal en 1776 et modernise l'organisation économique du royaume. Il est renvoyé en 1781 mais le soutien de l'opinion publique lui vaut d'être rappelé en 1788 avec le titre de ministre d'Etat. C'est lui qui fait convoquer les Etats généraux et qui obtient le doublement de la représentation du tiers-état.

Charles Alexandre de Calonne (1734-1802), ministre et contrôleur général des finances de Louis XVI entre 1783 et 1787. Il tenta une audacieuse réforme fiscale visant à supprimer les douanes intérieures et à taxer les propriétés de la noblesse et du clergé. Il se heurta à une opposition féroce des privilégiés. Mal compris de l'opinion, lâché par le roi, sa réforme aurait pourtant peut-être permis de sauver la royauté.

confiance. Il a appelé à leur secours l'illustre docteur Liprandi qui use des grands moyens pour soigner le pays et qui sans nul doute [le] conduira sous peu à la tragédie. Le grand réconfort du Pétersbourg gouvernemental est maintenant le peuple et l'attachement du peuple pour le tsar. Il brandit devant le peuple la menace de la jeunesse révolutionnaire. « Il suffit seulement que le tsar agite la main pour qu'il n'y ait plus d'étudiants. » Oui, c'est certain qu'il n'y en aura plus, mais le lendemain il n'y aura plus de noblesse dans toute la Russie, et le surlendemain, avec la noblesse tous les fonctionnaires tomberont sous le couperet ; vous-mêmes, mes petits agneaux, vous périrez. Allez, essayer d'agiter la main ! Et il restera le peuple et le tsar. Et que fera ce tsar de ce peuple ?

Car notre tsar est bureaucratique et noble, il n'est pas le tsar du *zemstvo*. Il se noiera lui-même dans le sang de la noblesse afin de céder peut-être la place à on ne sait quel Pugatchev ! Ne ferait-il pas mieux d'essayer les remèdes de Nicolas I^{er} : le fouet, le gibet et la Sibérie ? Les remèdes sont bons. Mais ils ne vous aideront sûrement pas aujourd'hui. *Car la peur a été tuée en Russie*. Aujourd'hui on ira à l'échafaud en se moquant de vous. Et même les lâches ne comptent nullement reculer devant *votre* peur. Il existe maintenant en Russie une peur plus redoutable, la peur *de la vengeance du peuple*. Et s'il vous faut choisir entre le couperet et le gibet, il vaut évidemment mieux tomber fort de la conscience d'avoir accompli un grand exploit que victime du fatal malentendu avec le peuple.

Vous avez encore un autre remède, la guerre. La guerre nationale contre les Allemands, en vous alliant avec l'Italie et la France, ne serait-ce sans doute que pour la liberté des Slaves, pourvu seulement que la liberté ne soit pas donnée au peuple russe. Oui, en fait, partir en guerre contre les Allemands est une bonne cause, et surtout la cause nécessaire des Slaves, en tout cas meilleure qu'étouffer les Polonais au profit des Allemands. Se dresser pour libérer les Slaves des jougs turc et allemand sera un besoin, une nécessité et le devoir sacré du peuple russe libéré. Mais vous, ennemis de la liberté russe et polonaise, quelle liberté donnerez-vous aux Slaves ? Ou bien voulez-vous répéter pour la centième fois la vieille et honteuse duperie ? Si vous ne donnez satisfaction à personne et si vous ne résolvez rien chez vous, sur quoi vous appuyerez-vous ? Vous êtes même obligés de faire vivre l'armée aux frais d'autrui, sur les subsides étrangers. Et vous ne servirez de remède qu'aux buts étrangers, vous n'acquerez rien vous-mêmes, et en

fin de compte, vous ruinerez la Russie. Peut-être comptez-vous sur son épuisement ? Peut-être pensez-vous la réduire par la faim ? Prenez garde, ne vous trompez pas dans votre calcul : chez nous, la guerre n'a empêché ni le soulèvement de Pugatchev ni la révolte de Novgorod.

Mais tous vos efforts sont vains. Ni la guerre, ni les manigances du ministère pseudo-libéral, ni la réaction ouverte ne vous aideront. Le peuple s'est réveillé et attend son heure, vous avez vous-mêmes contribué à son éveil. En faisant des coquetteries devant lui et en l'excitant contre la jeune génération instruite, vous éveillez vous-mêmes en lui la conscience de sa force et il prendra par la force ce que vous ne voulez pas lui donner de votre plein gré.

Pour assurer l'issue pacifique de la crise actuelle, imminente, il n'y a qu'un seul moyen : l'*Assemblée populaire du zemstvo et dans son sein la solution de la cause populaire du zemstvo*. C'est l'unique moyen de sauvetage que le tsar tient entre les mains. Mais il ne veut pas l'employer. Donc, il veut le sang.

Alors que les dirigeants mènent le pays à sa perte, les particuliers doivent se ranger à la cause de son salut. Je conseillerais à tous les véritables conservateurs qui ont l'intelligence de comprendre et de pressentir les événements nécessaires, à tous les marchands, à tous les popes et à tous les nobles, à tous les fonctionnaires militaires et civils qui aiment le calme et la paix et qui désirent préserver leur vie, leurs biens, leur femme, leurs sœurs et leurs enfants, à tous ceux qui tiennent à la prospérité et à la gloire de la Russie, d'y songer bien à fond. Car le temps de la libre réflexion est compté. Et il ne serait pas mauvais que, s'étant concertés, ils forment entre eux une immense association conservatrice que je leur proposerais d'appeler : « *association pour sauver la Russie de la myopie du tsar et du criminel charlatanisme ministériel* » et qu'ils élèvent en chœur leur voix en faveur de l'*Assemblée du zemstvo*, unique moyen de prévenir la catastrophe sanglante et destructrice.

Que devons-nous faire, nous, le parti révolutionnaire ? Nous aussi nous serrons nos rangs et nous nous placerons sous le drapeau de la *Cause du peuple*. Nous voulons faire triompher cette cause par la *voie populaire* et nous ne nous arrêterons pas avant qu'elle ne soit totalement réalisée.

Nous voulons et souhaitons :

1. Que toute la terre russe soit décrétée propriété de l'ensemble du peuple, de sorte qu'il n'y ait pas un seul Russe qui ne possède pas une partie de cette terre russe.

2. Nous voulons l'auto-administration populaire, de la commune, du canton, du district, régionale et enfin du gouvernement, avec le tsar ou sans le tsar, peu importe et comme le voudra le peuple. Mais qu'il n'y ait plus de fonctionnaires en Russie et que la centralisation bureaucratique soit remplacée par la libre fédération régionale.

3. Nous voulons que soient rendus à la Pologne, à la Lituanie, à l'Ukraine, aux Finnois et aux Lettons de la Baltique de même qu'au Territoire caucasien une pleine liberté et le droit de disposer d'eux-mêmes et de s'organiser selon leur propre gré, sans nulle ingérence de notre part, directe ou indirecte.

4. Nous voulons une alliance fraternelle et, si possible fédérale, avec la Pologne, avec la Lituanie, avec l'Ukraine, avec les habitants de la zone balte et avec les peuples du Territoire caucasien. Nous sommes prêts et nous sommes tenus de les aider à combattre toute violence et tous les ennemis communs, surtout les Allemands, quand ils nous auront eux-mêmes appelés à leur secours.

5. Avec la Pologne, avec la Lituanie, avec l'Ukraine, nous voulons tendre une main secourable à nos frères slaves qui gémissent aujourd'hui sous le joug du royaume prussien, des empires autrichien et turc, en nous engageant à ne pas rengainer le glaive tant qu'un seul Slave restera sous l'esclavage allemand, turc, ou autre.

6. Nous chercherons une alliance étroite avec l'*Italie* avec qui nous partageons des sentiments, des intérêts et des ennemis communs, avec les *Magyars* qui détestent, comme nous, la monarchie autrichienne, à condition seulement qu'ils renoncent totalement à opprimer les Slaves, avec les *Roumains* et même avec les *Grecois*, quand ces derniers laisseront la Bulgarie en paix, et se contentant d'être eux-mêmes, oublieront leurs rêves byzantins ambitieux, opposés à la liberté et surtout vains.

7. Nous nous efforcerons, avec tous les peuples slaves, de réaliser le rêve sacré des Slaves : la création d'une *Grande et libre Fédération slave*, dont chaque peuple, petit ou grand, sera le membre à la fois libre et lié fraternellement aux autres peuples, que chacun soit pour tous et tous pour un, et qu'il n'y ait pas, dans l'alliance fraternelle, de forces gouvernementales particulières, que personne n'exerce une hégémonie, mais qu'existe une force slave unique et inséparable.

Voici le vaste programme de la cause slave, voici le dernier mot nécessaire de la cause du peuple russe. À cette cause, nous avons consacré toute notre vie.

Maintenant avec qui, où et derrière qui marcherons-nous ? Où, nous l'avons dit. Avec qui ? nous l'avons également dit : bien sûr avec personne d'autre qu'avec le peuple. Mais derrière qui ? Derrière Romanov, derrière Pugatchev ou si surgit un nouveau Pestel', derrière lui ?

Disons la vérité ; nous suivrions plus volontiers Romanov, si Romanov pouvait et voulait se transformer de tsar pétersbourgeois en tsar du *zemstvo*. Nous nous placerions volontiers sous son drapeau parce que le peuple russe lui-même ne le reconnaît pas encore, que sa force est constituée, prête à agir et que cette [force] pourrait devenir invincible s'il lui donnait seulement le baptême populaire. Nous le suivrions encore parce que lui *seul* peut accomplir, achever la grande révolution pacifique sans répandre une seule goutte de sang russe ou slave. Les révolutions sanglantes, grâce à la stupidité humaine, deviennent parfois nécessaires, mais elles sont malgré tout un mal, un grand mal et un gros malheur, non seulement sur le plan de leurs victimes, mais aussi sur le plan de la pureté et de l'ampleur avec lesquelles elles touchent le but pour lequel elles se réalisent. Nous l'avons vu pour la révolution française.

Donc, notre position vis-à-vis de Romanov est claire. Nous ne sommes pas ses amis et nous ne sommes pas ses ennemis, nous sommes les amis de la cause populaire russe, de la cause slave. Si le tsar est à sa tête, nous sommes derrière lui. Mais quand il marchera contre elle, nous serons ses ennemis. Pour cette raison, toute la question est de savoir s'il veut être le tsar russe Romanov du *zemstvo*, ou l'empereur Holstein-Gottorp pétersbourgeois. S'il veut servir la Russie, les Slaves ou les Allemands. Ce problème sera bientôt résolu, et alors nous saurons ce que nous aurons à faire. Ni pour lui ni pour personne au monde, nous ne céderons sur un point quelconque de notre programme. Et si, pour le réaliser, il faut du sang, que coule le sang.

Nous ne pouvons penser sans trembler aux milliers de victimes qui tomberont probablement. Mais que tout le poids de la faute sanglante retombe alors sur l'unique coupable, sur le tsar, qui peut les sauver toutes, et qui apparemment les conduira toutes à leur perte. Et pour lui comme pour nous, il n'y a qu'un moyen de salut : c'est marcher jusqu'au bout à la tête de la révolution et ne pas nous arrêter à mi-chemin. Si nous voulions arrêter la révolution actuelle, nous ne le pour-

rions pas ; nul au monde ne le peut. Et si nous le pouvions, nous ne le voudrions pas, parce qu'elle est nécessaire à la libération de notre peuple, à l'accomplissement des destins russes et slaves.

Si le tsar trahissait la Russie, elle serait plongée dans de sanglants malheurs. Qu'advientra-t-il, quelle forme adoptera le mouvement, qui prendra sa tête ? Le tsar usurpateur, Pugatchev ou le nouveau dictateur Pestel' ? En ce moment, il est impossible de le prédire. Si c'est Pugatchev, plaise à Dieu qu'il trouve en lui-même le génie politique de Pestel', parce que sans ce génie il noiera la Russie et sans doute tout l'avenir de la Russie dans le sang. S'il est Pestel', qu'il soit alors un homme du peuple, comme Pugatchev, car sinon le peuple ne le souffrira pas... Et peut-être ce ne sera ni Pestel', ni Pugatchev, ni Romanov, mais l'Assemblée du *zemstvo* qui sauvera la Russie.

Il est impossible de prévoir quoi que ce soit. Notre devoir est à l'heure actuelle de serrer les rangs et de nous préparer d'un commun accord à la tâche. Peut-être ne reste-t-il que peu de temps, *employons-le pour nous rapprocher à tout prix du peuple, afin qu'il nous reconnaisse comme étant des siens*, et qu'il nous permette de sauver au moins quelques victimes. Nous joindre au peuple, fusionner avec lui en une âme commune et en un corps commun est pour nous une tâche difficile, mais inévitable et inéluctable. Sinon nous ne serons pas les représentants de la cause du peuple, mais seulement ceux de nos intérêts de cercle étroits et de nos passions personnelles, étrangers et contraires au peuple, et pour cela criminels, car aujourd'hui ce qui ne sert pas exclusivement la cause du peuple est criminel. Ce peuple est seul appelé à la vie en Russie, et ce n'est qu'avec lui, et que pour lui qu'une seule chose a droit à la vie, cette chose est avoir la force de vivre. En dehors de lui, il n'est pas de force russe ; et ce n'est qu'en nous joignant à lui que nous pouvons nous arracher à l'impuissance. Voilà pourquoi nous devons à tout prix nous lier au peuple. Il n'y a pas à l'heure actuelle pour nous d'autre question plus importante que celle-ci.

Comment nous lier à lui ? Il n'y a qu'un chemin pour atteindre le but : la *sincérité*, la *vérité*. Si vous ne le dupez pas, si vous ne vous dupez pas vous-mêmes quand vous parlez de vos aspirations en faveur du peuple, vous trouverez le chemin de son âme et de sa foi. Aimez le peuple, il vous aimera ; vivez avec lui, il vous suivra, et vous serez forts de sa force. Notre peuple est intelligent, il reconnaîtra bientôt ses amis, quand il aura des amis *réels*. Il est impossible de formuler une règle générale, un moyen connu pour nous rapprocher du peuple : tout cela

serait mort et desséché, parce que ce serait mensonger. Une cause vivante doit découler d'un esprit vivant et d'un cœur vivant.

Vous êtes nombreux et vous êtes dispersés sur toute la terre russe. Que chacun de vous, en servant la cause commune, aille au peuple à sa façon, mais que chacun y aille directement et sincèrement, sans ruse, sans duperie, que chacun lui fasse don de toute son intelligence et de tout son cœur et de la volonté pure et ferme de le servir. Que chacun lie son sort au sien. Que chaque jeune se rééduque dans le milieu populaire... Et vous deviendrez alors, sans nul doute, des gens du peuple.

Ce n'est pas une prouesse facile, mais en revanche, c'est une haute prouesse digne de sacrifices : celle d'accoucher le monde russe nouveau-né ! Ceux à qui la cause russe paraît contraire, mieux vaut qu'ils ne s'y attendent pas. Pour ceux-là, il existe un refuge sous le drapeau des doctrinaires. Notre chemin est difficile. Il y aura encore beaucoup de retardataires, de gens effrayés et fatigués... Mais nous, amis, tenons jusqu'au bout et d'un pas audacieux et ferme allons au peuple, et arrivés là, quand nous nous serons joints à lui, élançons-nous avec lui là où nous portera la tempête.

1862. – Bakounine sur les Slaves

Automne 1862

Londres

Rien ne peut arrêter la marche de notre grande famille slave, opprimée depuis des siècles : famille qui, de nos jours, cherche sa place légitime sur Terre. Le mouvement slave semble se cristalliser autour de deux pôles : au nord il y a la Russie et la Pologne, au sud la Serbie et la Bulgarie. Ces deux pôles sont reliés entre eux par une chaîne d'autres peuples également slaves, chaîne interrompue tantôt par le territoire des Hongrois, tantôt par celui des Roumains. Le foyer du mouvement, au sens politique, spirituel et moral, se trouve néanmoins à Prague. Prague, noble siège d'une nation héroïque et martyrisée, qui a su renaître, après sa quasi disparition, grâce à sa lutte pour la cause slave.

Pour ce qui est de la nation russe, sa chance a été, paradoxalement, la malheureuse issue de la guerre de Crimée : Nos frères slaves n'ont

pas vraiment compris que nous autres, les Russes, nous avons également succombé – et nous succombons toujours – à ce joug ignoble et fatal qui couvre de honte une grande partie de la famille slave. Et ceci malgré notre grandeur et notre prétendue indépendance.

Le fondateur de l'empire russe, Pierre le Grand, nous traita comme un peuple vaincu. Il avait bâti son pouvoir impérial bureaucratique sur les décombres de nos libertés régionales et de nos droits séculaires qu'il avait lui-même brisés et anéantis. Le gouvernement de Pierre, par sa nature et par sa raideur pédante, était en réalité purement germanique ; ses intérêts et ses objectifs restaient fondamentalement antislaves. Pierre fit si bien que les Allemands n'eurent même pas à se battre pour s'emparer du pays. Ainsi, l'actuelle maisonnée sur notre trône, tout comme les nobles qui l'entourent, est de pure origine germanique – elle appartient à la dynastie Holstein-Gottorp. Ce sont eux qui ont introduit chez nous l'idée de l'Etat fondé sur notre renoncement servile à une identité nationale, sur notre acceptation de tout sacrifier : les droits, les avantages, la prospérité-même des sujets ont été mis à contribution pour renforcer l'immense pouvoir d'un individu.

Pour assujettir ensuite l'ensemble du peuple, Pierre I créa, au sein de la grande nation russe, un petit Etat dans l'Etat, fait d'une minorité de bureaucrates privilégiés, en quelque sorte des « seigneurs de la plume », auxquels il livra la Russie non administrative, donc l'immense majorité de la population. Les habitants des campagnes et des villes étaient à leur merci, ils pouvaient les traiter selon leur gré, comme des objets passifs et une matière inépuisable. En retour, ils devaient servir au tsar de médiateurs totalement obéissants et sans états d'âme. Cette classe nouvelle fut dépourvue de tout sentiment d'appartenance à une communauté nationale et éthique ; telle une puissance maléfique, elle avait pour rôle d'envoûter le peuple. L'Etat, fondé sur de pareilles bases, ne pouvait se maintenir que grâce à un système d'esclavage à l'intérieur et à un esprit de conquête à l'extérieur. Humanité et liberté, évolution éthique et politique, civisme et même bien-être matériel, tout a été sacrifié, pendant un siècle et demi, à une seule idée absurde : repousser indéfiniment les frontières de l'Empire. Le peuple russe, traité comme du bétail, se trouva attaché à la terre, devint propriété absolue de ses maîtres qui, avec la bénédiction du tsar, s'approprièrent tout le pays. Maîtres qui pillaient, torturaient, déplaçaient la population d'un bout de l'empire à l'autre, faisaient du trafic avec elle, jouaient les « âmes » aux cartes. Ils abattaient les gens, comme cela arrive aux

pauvres Noirs de l'Amérique du Nord, sans faire trop de différence entre ceux qui appartenaient aux villages alliés ou aux villages ennemis. Pendant un siècle et demi, le malheureux peuple en a été réduit à nourrir, dans la sueur et dans le sang, la noblesse avec sa morgue et servir d'instrument à la voracité hégémonique de l'Etat. L'esclave, forcé à devenir bourreau, apportait une immense misère aux nations conquises.

La Petite Russie fut la première victime du nouveau système tsariste. Ce pays, harcelé par le clergé catholique romain, ainsi que par l'aristocratie polonaise, s'était volontairement soumis au tsar Alexandre, père de Pierre le « Grand ». Mais il avait clairement posé ses conditions : les lois, les coutumes, l'autonomie des régions et, dans une certaine mesure, celle de la nation resteraient intactes.

Certes, le tsar avait tout garanti par un serment sacro-saint. Mais quelle peut être la sincérité d'un monarque absolu ? ! Peu d'années s'étaient écoulées et toute l'Ukraine se trouva envahie par des agents de Moscou dont la rapacité, la cruauté et la fureur devinrent légendaires. Mais c'était la main de fer de Pierre qui pesa avant tout. Les plus grandes personnalités de la nation, les plus ardents défenseurs de la Petite Russie libre finissaient leur vie sur l'échafaud ou dans le désert de la Sibérie lointaine où ils payaient pour la confiance excessive que leurs pères avaient manifestée aux tsars. L'impératrice Catherine II, de sinistre mémoire, donna le coup de grâce à ce pays magnifique lorsqu'elle y introduisit définitivement la même administration germanique que celle en vigueur dans les autres parties de l'Empire. Les jeunes et vaillants cosaques furent désormais attachés de force à la terre de cette Ukraine jadis bénie et maintenant étranglée, vidée de ses habitants. Pauvres cosaques ! Combien de vies avaient-ils sacrifiées, au cours des siècles, pour la liberté de leur mère-patrie !

Catherine II commit un autre crime encore. Elle partagea la Pologne. Ce partage enchaîna définitivement la destinée de la Russie à celle de l'Allemagne.

La Russie ne sera ni libre ni slave tant qu'elle ne rendra pas son indépendance et sa liberté au peuple polonais. Plus encore : tant qu'elle ne l'aidera pas à se redresser, pour réparer l'injustice passée. Demander une chose pareille au pouvoir tsariste de Saint-Petersbourg serait, bien sûr, aussi insensé que de s'attendre à ce que celui-ci libère les Slaves de la Turquie ou sauve ceux de l'Autriche.

Si quelqu'un doute de mes propos, qu'il regarde de près la politique du cabinet de Saint-Petersbourg depuis l'époque de Catherine jusqu'à nos jours. Il s'apercevra assez rapidement qu'on y avait toujours joué avec le sort des Slaves. Mis à part quelques érudits, personne en Russie n'avait d'ailleurs songé, jusqu'à la fin du siècle dernier, voire jusqu'en 1830, à une pensée slave. En admettant que l'idée d'un grand Empire Oriental eût effleuré l'esprit de l'impératrice, appelée également une Sémiramis du Nord, c'était toujours dans la tradition helléno-byzantine ou même seulement religieuse. Catherine, cette disciple de Diderot et de Voltaire, semblait tout particulièrement porter dans son cœur les peuples de confession gréco-orthodoxe, tant opprimés par les infidèles turcs. Elle leur envoyait ses agents, parfois des armes et un peu d'argent. Mais elle prodiguait surtout des promesses, notamment à l'approche de la guerre qu'elle voulait déclarer aux Turcs. Profitant ensuite des terribles insurrections, elle gagna. Mais lorsqu'elle signait une paix avantageuse pour elle-même, elle songeait peu à améliorer le sort de ces pauvres Slaves : elle les abandonna à la vengeance des Turcs, certes humiliés, cependant maîtres absolus de leurs propres sujets. Ce jeu, insidieux et inhumain, se répéta à la veille de chaque nouvelle guerre engagée par la Russie avec la Sublime Porte : ce fut le cas sous les gouvernements d'Alexandre et de Nicolas, c'est le cas encore aujourd'hui. À la différence près que, depuis peu, on appelle une telle trahison la politique slave.

La formidable idée du panславisme qui, entre 1830 et la guerre de Crimée, terrorisa les Allemands, a trois sources différentes. Sa première manifestation ne fut pas l'œuvre du gouvernement mais de ces hommes nobles qui, en 1825, se firent précurseurs et prophètes martyrisés d'un grand bouleversement politique et social en Russie. Cette large conspiration embrasa tout ce qu'il y avait de plus noble et généreux dans la classe des privilégiés. C'était le premier sacrifice, comme une première amende, qu'assuma volontairement, pour ses pêchés passés, la classe des administrateurs aristocratiques qui avait représenté jadis un véritable fléau pour la nation. Le projet échoua car, tout en voulant du bien au peuple, il fut préparé en dehors et à l'insu de ce peuple. Pourtant, il aurait mérité une bien plus heureuse issue : ses idées étaient si formidables et ses concepteurs tellement dévoués ! À la tête de cette conspiration mémorable se trouvait Pestel, homme intelligent et généreux qui comprit d'emblée que la révolution russe ne pouvait pas se limiter à un changement purement politique, qu'elle nécessitait un

bouleversement d'ordre social. Une simple liberté aurait peu aidé le peuple russe si l'on ne lui rendait pas ses terres ancestrales qui lui appartenaient selon le droit historique ²¹⁵. Il comprit qu'il fallait revoir entièrement le système hérité de Pierre le Grand : tel qu'il se présentait, il restait entièrement opposé à toute idée de liberté.

Pestel' fut le premier à oser demander aux Russes d'en finir avec leur centralisme étouffant, de s'engager dans la voie d'un fédéralisme, de créer une union libre des provinces autogérées.

Il fut le premier à ne pas limiter son patriotisme à la seule nation russe ; il étreignit de son amour toute la famille slave, se doutant à juste titre du grand avenir qui nous attendait. Pestel' formula pour la première fois la formidable idée de la fraternité, l'idée d'une fédération de tous les peuples slaves. Ce n'étaient pas que des mots, il avait déjà un projet précis. Il s'agissait d'un objectif véritable et Pestel' s'investit entièrement dans sa réalisation. C'est pour cela qu'il fut pendu en 1826 à Saint-Pétersbourg, de la main paternelle du tsar Nicolas, en même temps que quatre autres de ses pairs.

Ses autres compagnons de lutte, étaient : Ryleev, Murav'ev-Apostol, Kachowski (un Polonais) et Bestunev-Rjumin ²¹⁶.

²¹⁵ On constate que Bakounine rejette la notion de « droit historique » dans certains cas (« Le droit historique ne prouve rien, nous ne le reconnaissons pas... » [Lettre à un Tchèque]), mais pas dans d'autres... Il ne reconnaît pas le droit historique *des Etats*. On peut dire qu'il ne le reconnaît pas dans le domaine politique mais qu'il lui reconnaît une validité dans le domaine social. En 1842 Bakounine avait condamné, dans *La Réaction en Allemagne*, l'école historique du droit fondée par Gustav Hugo. Il s'inscrivait ainsi dans les débats de la gauche hégélienne. Marx également avait condamné cette école dans la *Gazette rhénane* : « Si l'on peut, à bon droit, considérer la philosophie de Kant comme la théorie allemande de la Révolution française, on peut au même titre regarder le droit naturel de Hugo comme la théorie allemande de l'Ancien régime français. » (La Pléiade, III p. 342-343.)

²¹⁶ *Pavel Ivanovič Pestel*, voir note 52.

Kondratij Fedorovič Ryleev (1795–1826) poète et révolutionnaire russe, l'un des fondateurs et principaux membres du mouvement décembriste, l'Union du Nord. Il fut condamné à mort avec les hommes cités et pendu le 25 juillet 1826.

Sergueï Murav'ev-Apostol (1795-1826). Officier, membre de la société l'Union du Salut, puis de la Société du Midi, qui a participé à la guerre contre Napoléon, lieutenant-colonel à 27 ans. Pendu le 25 juillet 1826.

Pjotr Grigoryevich Kakhovskij (*Kachowski*) (1797-1826) n'était pas polonais, contrairement à ce que dit Bakounine. Issu d'une famille de nobles pauvres. Membre actif de la société décembriste du Nord, assistant de Ryleev. Il fut pendu le 25 juillet 1826.

Nicolas les fit pendre ; il s'appropriâ leurs idées, tout en les détournant à son profit, et créa son panslavisme à lui, celui du tsar.

Un ordre différent en Turquie, constitué encore avant 1830, contribua, lui-aussi, à la naissance de la cause slave. Depuis la malheureuse bataille de Kosovo qui avait donné un coup de grâce au grand empire du tsar Duchan, quatre siècles s'étaient écoulés²¹⁷. Les Bulgares et les Serbes étaient devenus esclaves de la Sublime Porte, voire des Grecs, leurs voisins toujours hostiles et jaloux. Seule une province serbe, appelée alors Zéta et aujourd'hui connue sous son nom de Monténégro, avait résisté aux hordes sauvages venues de l'Asie. C'est grâce à ses bastions naturels de montagnes inaccessibles, mais aussi grâce à l'héroïsme désespéré de ses fils et ses filles formidables que ce Mont slave avait pu garder son indépendance. Ennemi juré des Turcs, il avait su résister tout seul à leurs forces écrasantes, devait se battre pendant quatre siècles, sans trêve et sans répit. Ainsi il resta une braise, une parcelle d'un immense feu qui ravivait les révoltes des millions de Slaves voisins, réduits à l'esclavage, les incitait à de hauts faits téméraires et alimentait leur espoir. En dépit de sa récente humiliation, son combat acharné inspire toujours du respect et l'admiration du monde entier si ce n'est de la compassion²¹⁸. Malgré la trahison, malgré la ruse, malgré la barbarie des Turcs qui savourent la

Mikhail Bestunev-Rjumin (1801-1826), lieutenant d'artillerie. Pendu le 25 juillet 1826.

²¹⁷ Le 28 juin 1389, les Serbes sont défaits par les Ottomans à la bataille de Kosovo Polié (le chant des merles), ce qui marque la fin de l'empire serbe fondé par Etienne Duchan, tsar des Serbes et des Grecs (1308-1355). Cet empire, qui a été l'un des plus grands Etats européens de l'époque, n'a eu qu'une existence éphémère, de 1346 à 1371.

Dans la construction historique de Bakounine, qui veut que les Slaves (à l'exception des Russes) n'ont pas formé d'Etat, l'empire de Duchan est une exception. Bakounine dira dans *Etatisme et anarchie* (1873) : « Par leur tempérament et leur nature, les Slaves ne sont en aucune manière un peuple politique, c'est-à-dire apte à former un Etat. C'est en vain que les Tchèques évoquent leur grand royaume de Moravie et les Serbes celui de Duchan. Ce ne sont là que des épisodes éphémères ou de vieilles légendes. Ce qui est sûr, c'est que pas un peuple slave n'a de lui-même créé un Etat. » (Bakounine, *Etatisme et Anarchie*, Champ libre, IV, p. 231.) Bakounine attribue alors aux structures patriarcales de la société slave (cette « forme encore patriarcale, et par conséquent imparfaite » d'organisation) les raisons pour lesquelles ils furent « subjugués par les Turcs, les Tatares, les Magyars et surtout par les Allemands ».

²¹⁸ Les Turcs ne cessèrent jamais de tenter de prendre le contrôle du Monténégro. En 1862 une nouvelle guerre éclata. L'armée monténégrine soutint de nombreux combats contre un ennemi très supérieur en nombre. La diplomatie européenne intervint pour éviter le pire, mais le Monténégro se trouva soumis à la suzeraineté ottomane.

vengeance inespérée, le Monténégro n'est pas vaincu. Soyons sûrs qu'une nouvelle flamme naîtra de la braise, flamme qui deviendra l'étendard d'un grand mouvement de nations prêtes à renverser l'Empire turc et à reconquérir liberté et indépendance de tous les Slaves du Sud.

Mis à part le Monténégro, l'ensemble des régions slaves qui l'entourent, peuplées de nos jours par les Serbes et les Bulgares, se trouvèrent, après la bataille de Kosovo, sous le joug des Turcs. Admirer la « philanthropie et sagacité » de ces barbares languissants est devenu très à la mode, ces temps derniers, dans la haute société, surtout en Angleterre ²¹⁹. L'assujettissement à cette brute reste, il est vrai, toujours plus acceptable que la domination par les érudits qui, grâce à un système sophistiqué, au moyen de la bureaucratie et par des bassesses calculées – méthodes qu'ils appellent leur civilisation – empoisonnent et étouffent peu à peu l'âme-même des peuples qui ont eu le malheur de tomber dans leur piège. Il est vrai également que les Turcs massacrent seulement les corps ; mais ils le font avec beaucoup d'efficacité.

Pendant les quatre siècles de misère exterminatrice, jusqu'au jour d'aujourd'hui, ils dépeuplaient – et continuent de dépeupler – des villes, des villages, des régions entières partout où ils gouvernaient, et ceci à cause de leur laderie et de leur cruauté. Ils usaient de violence envers les femmes, de torture envers les vieillards, massacraient les enfants, brûlaient et pillaient sur leur passage. Ils tuaient à tout va. C'était – et cela continue d'être – le sort des peuples malheureux, dominés par leur empire. Ainsi nous ne pouvons qu'admirer l'incroyable élan vital dont fait preuve le sang slave. Combien de souffrances avons-nous dû subir, combien de sang verser nous autres, les Slaves, avant de constituer ce courant puissant qui fait si peur aux élites politiques de l'Europe !

Il n'y a pas une branche de notre famille qui n'ait été soumise à dure épreuve. La Russie, à peine libérée de l'invasion des Tartares, tomba dans les griffes des soi-disant civilisateurs. En dépit de tout cela, elle continue de vivre ! La Pologne, ayant payé pendant un siècle son tribut,

²¹⁹ Les années 1820-1860 furent marquées en Angleterre par deux « modes » apparemment contradictoires, mais pas tant que cela, de philhellénisme et de turcophilie. Le maintien d'un empire turc puissant constituait une efficace barrière à la pénétration russe en Méditerranée. La turcophilie de Marx et de David Urquhart était le pendant de leur russophobie acharnée. Les deux hommes reprochaient à Palmerston sa « russophilie ».

ressuscite et se transforme au sein même des chaînes de ses oppresseurs. Mais parmi les patries slaves la Bohême et Moravie subirent le sort le plus cruel. Lancée, au cours de la première moitié du dix-septième siècle, dans une guerre désespérée, la Bohême-Moravie y perdit deux tiers de ses nombreux habitants et assista à la disparition du fleuron de son intelligentsia. Ensuite, ce pays au nom jadis célèbre tomba dans l'oubli. Les Tchèques qui avaient survécu au désastre se transformèrent en une poignée d'esclaves. Leur terre, autrefois slave, berceau de Jan Hus²²⁰, Jan Žižka²²¹, du roi de Poděbrady²²², des frères

²²⁰ *Jan Hus* (1371-1415), né en Bohême, fait ses études à l'université de Prague ; il occupera des fonctions importantes, dont celle de recteur en 1409-1410. Il s'initie à la pensée de John Wycliffe qui avait exposé en 1376 l'idée selon laquelle l'autorité est accordée directement par Dieu et devient illégitime si son détenteur est coupable de péché mortel. Le chrétien peut prendre en mains sa vie spirituelle sans l'intermédiaire du prêtre. Ce dernier, s'il est en état de péché mortel, ne peut pas se voir pardonner ses fautes. Wycliffe condamne les guerres et l'esclavage et affirme que le clergé doit vivre selon les préceptes évangéliques de pauvreté. À ce titre il propose de redistribuer les richesses de l'Église. C'était là une remise en cause non seulement du pouvoir des ecclésiastiques, mais aussi du pouvoir politique.

²²¹ *Jan Žižka*, 1358 ?-1424, chef militaire de la secte Taborite, issue principalement de la paysannerie tchèque. Les Taborites constituaient un des éléments les plus radicaux de la révolte nationale et religieuse hussite du XV^e siècle. Žižka mit au point des tactiques originales, qui furent reprises plus tard par les Boers en Afrique du Sud. Bakounine le cite souvent, au même titre que Razin ou Pougatchev.

²²² *Georges Poděbrady* (1420-1471). Son père avait été l'un des dirigeants des Ultraquistes, la fraction modérée des hussites. Georges Poděbrady participa à l'âge de 14 ans, à la bataille de Liprany lors de laquelle les Taborites furent vaincus.

Il prit la tête du parti hussite, qui était resté puissant dans le nord-est de la Bohême. George fit plusieurs tentatives de réconciliation avec les catholiques mais se heurta à l'opposition irréductible de Rome. Finalement il leva une armée et prit Prague, presque sans résistance. La noblesse déclencha alors une guerre civile mais fut battue. George Poděbrady se vit confier l'administration de la Bohême par l'empereur Frédéric III pendant la jeunesse du roi Ladislav. La situation se compliqua lorsque Ladislav prit ensuite le parti de Rome. Après la mort prématurée du jeune roi, George Poděbrady fut nommé roi, à l'unanimité, par les états de Bohême, le 27 février 1458. Même les partisans de Rome avaient voté pour lui, en hommage à sa politique modérée, mais aussi pour éviter de se faire imposer un roi étranger. George Poděbrady est à l'origine d'un projet extraordinairement audacieux d'union des États européens, avec un Parlement commun, qui ne vit évidemment jamais le jour. L'opposition féroce de Rome, son excommunication, l'insurrection de la noblesse soutenue par l'empereur et Matthias, le roi de Hongrie et le couronnement de ce dernier comme roi de Bohême le 3 mai 1469 marquent la fin de l'épopée. Pourtant, George Poděbrady battit finalement Matthias mais négocia un arrangement avec le roi de Hongrie. Il mourut le 22 mars

Cheltchicky²²³ et Comenius²²⁴, fut donnée en pâture à la domination néfaste des jésuites ; plus tard elle sera soumise à la brutalité arrogante de nouveaux maîtres qui avaient renié toute appartenance à la nation tchèque, sera gouvernée et constamment surveillée par l'administration impériale. En moins d'un demi-siècle, elle deviendra une province germanique et elle le sera encore dans le premier quart de notre siècle. Pourtant, elle est aujourd'hui le foyer rayonnant du mouvement panslave. De façon similaire, malgré la pression de plusieurs siècles, personne n'a réussi à germaniser ou à magyariser les Slaves vivant sur le sol hongrois. Leur résistance aux agressions multiples est d'autant plus étonnante qu'ils ne peuvent pas puiser leur force dans le souvenir d'un passé glorieux comme le font les Italiens, les Polonais ou les Tchèques ; ils n'avaient opposé à la persécution permanente que leur authenticité, leurs langue, mœurs et coutumes. C'est peut-être le pressentiment d'un grand avenir tout proche qui leur a permis de survivre.

Quant aux Serbes, soumis à la domination turque, ils ont dès le début de ce siècle clairement prouvé que tous les efforts déployés par leurs oppresseurs pour les rayer de la carte, n'avaient pas réussi à venir à bout de leur sentiment national. C'est en 1804 qu'a commencé cette lutte sans merci, une guerre inouïe où un peuple, sans armes et sans argent, s'est défendu désespérément contre une armée gigantesque pourvue de renforts sans cesse renouvelés. Guerre qui a fait peu à peu de la petite nation héroïque un adversaire redoutable de la brutalité musulmane, et lui a valu une gloire immortelle. Paradoxalement, les

1471. Dans ses écrits de la période « anarchiste », Bakounine n'a pas de mots assez durs pour la noblesse de Bohême, à ses yeux « germanisée ».

²²³ *Peter Chelčický* (1390-1460) fut une figure du mouvement hussite. Il critiquait la division de la société en trois états : le clergé, la noblesse et les paysans. C'était là une division païenne qui devait être abandonnée par la communauté chrétienne, parce que c'était une organisation hiérarchique dans laquelle les deux classes supérieures dominaient et vivaient aux dépens de la troisième, le « peuple travailleur ». Il rejetait la guerre mais aussi l'usage de la force en général. Aucun chrétien ne devait avoir de pouvoir sur un autre, ce qui conduisit Chelčický à rejeter toute autorité institutionnelle comme incompatible avec la foi. Il désignait le pape et l'empereur – l'Eglise et l'Etat – comme des « baleines qui ont déchiré le filet de la foi ».

²²⁴ *Comenius (Jan Amos Komenský)* (1592-1670) philosophe, grammairien et pédagogue tchèque. Il fut membre de la secte des Frères Moraves, une branche issue du mouvement hussite.

trente ans de combats permanents, couronnés de victoire, ont eu pour seul résultat la création d'une minuscule principauté serbe. Comment se fait-il qu'après tant de sang versé, tant de batailles victorieuses, les Serbes aient pu se contenter d'un territoire qui comptait à peine un million d'habitants, tandis que deux autres millions de Serbes et cinq millions de Bulgares apparentés n'étaient toujours pas libérés ?

La réponse la plus simple est que la solidarité réciproque entre les membres de la même famille slave n'était pas enracinée, ne constituait pas encore l'un des principes fondamentaux de sa lutte pour l'indépendance, comme c'est le cas aujourd'hui. Mais il faut également considérer les pêchés de la diplomatie européenne qui, depuis la bataille de Navarin ²²⁵, n'a cessé de s'enthousiasmer pour tout ce qui était turc. La première responsable est sans aucun doute l'Angleterre : ses hommes d'Etat ne font aujourd'hui aucun effort d'imagination et d'observation, se contentant de reprendre à leur compte les vieilles idées du temps de Catherine la Grande ²²⁶. (On croyait alors qu'un certain équilibre des forces en Europe exigeât de défendre la Sublime Porte contre les appétits grandissants de la Russie tsariste ²²⁷.) Ils ne voient pas que le maintien de la domination turque sur plusieurs pays européens devient de plus en plus intolérable. Ils ne veulent pas comprendre que la seule façon de protéger ces vastes régions soit de l'anarchie intérieure, soit de la conquête extérieure consiste à aider les

²²⁵ Le 20 octobre 1827, une flotte franco-russo-britannique battit la flotte ottomane dans la baie de Navarin, à l'ouest du Péloponnèse. En 1821 la Grèce s'était soulevée contre l'occupation turque et les armées du sultan avaient entrepris une répression impitoyable, soulevant l'indignation de l'opinion en Europe. La bourgeoisie libérale veut intervenir mais les gouvernements hésitent : l'indépendance de la Grèce ne figure pas dans leurs projets : nous sommes dans le cadre de la Sainte-Alliance mise en place après la chute de Napoléon et la tendance générale est : on ne change rien. La France, le Royaume-Uni et la Russie demandent au sultan de cesser les exactions contre les Grecs et envoient une escadre pour surveiller la flotte ottomane. Pour des raisons inconnues, l'amiral anglais commandant l'escadre passe à l'attaque et écrase la flotte ottomane (en fait turco-égyptienne). Ce fut la dernière bataille impliquant la marine à voile.

²²⁶ Catherine II entreprit deux guerres contre l'Empire ottoman (sixième et septième guerres russo-turques) en 1768-1774 et en 1787-1792, qui permirent à la Russie d'annexer la Crimée en 1783. La Russie accède ainsi au littoral de la mer Noire et aménage les ports de Sébastopol (1783) et d'Odessa (1794).

²²⁷ Comme David Urquhart, Marx fut un turcophile notoire : son livre le plus vendu de son vivant fut un pamphlet contre la politique anti-turque du Premier ministre Palmerston. Son soutien à la Turquie ne provenait pas du constat que celui-ci était une nation « progressiste » mais de sa russophobie.

peuples grec et yougoslave dans leur noble combat pour l'indépendance nationale, dans leurs efforts d'élaborer et de développer une vie politique autonome. Ils sont suffisamment nombreux pour se donner une réelle chance de réussite.

C'est l'Autriche qui a constitué un deuxième obstacle majeur : elle craint tout mouvement favorable à ces peuples slaves. Habitée à voir son salut dans leur soumission et se considérant trop faible pour conquérir toute seule les Balkans, elle devient un allié naturel du protecteur turc.

Le troisième coupable dans cette histoire est naturellement la Russie tsariste : son attitude et ses actes pour ce qui est des questions d'Orient restent en tout cas les plus ignobles. Un vrai loup sous la peau d'un agneau, tantôt en tenue panhellénique ou gréco-catholique, tantôt panslave : son gouvernement, habitué à l'esclavage des Russes slaves, ne peut susciter les sympathies ni des Grecs ni des Slaves puisqu'il cherche de profiter des uns et des autres. Il n'a qu'un seul objectif – augmenter les territoires sous sa domination. Pour arriver à cette fin, tous les moyens sont bons. Se considérant l'héritier naturel de la Porte ottomane, la Russie veut depuis longtemps s'emparer de Constantinople²²⁸. À ses yeux, deux voies peuvent y mener. La première consiste à entretenir le mécontentement permanent des sujets chrétiens de la Turquie – l'empire s'en trouverait affaibli. De l'autre côté, elle alimente la brouille et la division de ces petites nations, pour qu'elles ne s'en sortent jamais : elles pourraient devenir dangereusement sûres d'elles et se passer de leur protecteur douteux. Le cabinet de Saint-Pétersbourg avait par exemple fortement contribué à la formation de la Grèce indépendante. Mais il était très content lorsque la jalousie des Autrichiens et la myopie des Anglais avaient éliminé de son territoire la Thessalie, voire l'Épire. L'existence même de ce nouvel Etat en est devenue pratiquement impossible. Les diplomates pétersbourgeois se sont tout autant réjoui d'apprendre que le premier à s'asseoir sur ce trône serait un Bavarois sans importance, marié à une perfide Oldenbourgeoise, apparentée à la famille tsariste : leur gouvernement

²²⁸ Elle sera bien près d'y parvenir : la Russie déclarera la guerre à la Turquie le 27 avril 1877 sous le prétexte de soutenir les Slaves des Balkans contre le sultan. Le 20 janvier 1878, les Russes s'emparent de la ville d'Andrinople, à 200 km d'Istanbul. À l'issue du traité de San Stefano, la Turquie perd une grande partie de ses possessions européennes et le tsar Alexandre II impose un protectorat russe sur les peuples balkaniques.

bureaucratique protégerait la Grèce de toute velléité d'expansionnisme territorial ou de prospérité intérieure ²²⁹. Le gouvernement russe a eu la même attitude dans le cas de la principauté serbe. Avec la célèbre paix d'Adrianople ²³⁰, il a donné presque naissance à la Serbie. Mais le nouveau-né est si faible qu'il doit tout le temps quémander l'aide étrangère. Encerclé d'assassins, il tourne forcément son regard vers Saint-Pétersbourg.

Même si le mouvement serbe devait au départ surmonter tant d'obstacles, d'épreuves et de misère, même si le résultat final est peu convainquant, il n'empêche : l'insurrection héroïque des Serbes a eu un impact certain sur toutes les nations slaves. Elle a réveillé dans tous les cœurs le sentiment de fraternité et de solidarité qui reste le meilleur garant de notre future libération commune.

Mais pour que ce sentiment nouveau devienne durable et se métamorphose en un levier puissant, il a d'abord fallu le stabiliser et ensuite le transformer en une idée.

C'était à Prague, métropole tchèque, que l'on a donné à cette idée formidable la puissance du verbe. Par ce geste, Prague est à nouveau célèbre : elle est devenue la capitale de tous les Slaves.

Nous avons déjà dit ci-dessus qu'au début de ce siècle, la Bohême avait encore tout d'une province germanique. Certes, les petits paysans avaient réussi, ici comme en Moravie – deux terres d'un royaume jadis célèbre – à préserver leurs coutumes et leur langue, et ceci malgré deux

²²⁹ Le royaume de Grèce fut créé en 1832 par les Grandes puissances qui signèrent le traité de Constantinople qui mettait fin à la guerre d'indépendance de la Grèce et assurait l'indépendance du pays par rapport à l'Empire ottoman. Léopold de Saxe-Cobourg-Gotha ayant refusé la couronne, c'est le prince Othon de Bavière qui devient roi de Grèce sous le nom d'Othon I^{er}, après son élection par le parlement de Nauplie le 8 août 1832. Othon I^{er} gouverne en monarque absolu, s'entoure de conseillers bavarois et répugne à faire appel aux vétérans de la guerre d'indépendance. En 1843 cependant, le roi est contraint d'accorder une constitution. Il s'aliène les Grecs par son refus de se convertir à la religion orthodoxe. Il est renversé en octobre 1862. Lorsque Bakounine écrit ces lignes datées « Automne 1862 », il n'est peut-être pas encore au courant de l'événement.

²³⁰ Le traité d'Adrianople (1829), mit fin à la guerre russo-turque de 1828-29. Le sultan Mahmoud II accorda une large autonomie à la Grèce, dont l'indépendance sera reconnue un peu plus tard à Londres. La Turquie céda à la Russie des territoires sur la mer Noire, permit l'occupation russe de la Moldavie et de la Vallachie, reconnut le tsar comme protecteur de tous les sujets chrétiens du sultan. Il ouvrit également les Dardanelles à tout navire marchand. La Serbie acquit l'autonomie.

siècles d'assujettissement cruel à des maîtres étrangers ou germanisés. Mais la nation, privée de sa littérature et de tous les moyens nécessaires pour son épanouissement culturel, aurait pratiquement disparu dans cette nuit effroyable que n'éclairait pas un seul rayon lumineux. Si cette obscurité avait persisté, la race tchèque aurait dégénéré de la même façon que les Slaves de Silésie : ce n'est pas par hasard si les Allemands les appellent les « Wasserpolakken »²³¹. En Bohême, des villes entières devinrent allemandes. Tout ce qu'on appelle la vie de l'esprit, la vie civilisée – science, arts, vie publique, loisirs et parfois même la vie privée – tout cela était allemand. *Idem* pour les écoles, l'administration et ce qu'on appelait dans l'Autriche de l'époque la vie politique. Avec la langue et les mœurs se transformaient peu à peu la façon de penser et d'agir dans toutes les couches de la société. Plus d'un Tchègue chercherait en public à ressembler à un Allemand authentique. Encore un siècle, peut-être même une cinquantaine d'années, et les Tchègues auraient été définitivement germanisés. Qu'est-ce qui les a sauvés ?

Une poignée de jeunes sans expérience, mais enthousiastes et tenaces, pouvant consacrer à la littérature une partie seulement de leur temps. Si peu riches qu'ils pouvaient à peine publier à leurs propres frais les livres dont ils étaient les auteurs et acheter ceux de leurs amis. Ils se sont associés et ont réparti entre eux les tâches liées au projet d'un renouveau fort incertain. Il ne s'agissait au départ que d'une simple conservation de la langue, de sa codification ; ensuite de la réédition de livres anciens rares. Cette activité réveillait peu à peu l'envie de lire en tchèque dans des couches de plus en plus larges de la société. La recherche philologique amenait ces érudits sincères à creuser dans un passé enseveli, mais d'une richesse insoupçonnée qui devenait source d'une culture nationale autonome. D'autres avaient rencontré, lors de leurs pèlerinages philologiques, des peuples-frères slaves et pouvaient ainsi compléter leur savoir fragmentaire, parfois même trouver un écho à leurs sentiments encore timides.

Une voie similaire a été empruntée par des poètes-collectionneurs, prêtant au départ une oreille attentive aux chants de leur propre peuple : bientôt ils ont découvert dans les légendes et chansons des autres

²³¹ Littéralement : « polonais d'eau ». *Wasserpolak* est un terme apparu au XVII^e siècle pour désigner les gens vivant en haute Silésie qui parlaient le silésien – un dialecte polonais mélangé de mots allemands et tchèques. Au XIX^e siècle le mot a un sens péjoratif.

nations sœurs des univers jusque là inexplorés mais pleins de promesses futures. Des champs et des herbages, fertiles mais à l'abandon, foulés par des pieds étrangers et imbibés de sang ; de vastes terres frappées de malédiction : malédiction d'une injustice ancienne, jamais réparée, jamais abolie ²³².

Le gouvernement myope de Metternich, habitué à réprimer sur-le-champ tout ce qui pouvait le gêner et peu attentif au passé, ne s'attendait pas du tout à une fin pareille.

Se réjouissant peut-être de la naissance de cet élément nouveau, qui pouvait le servir – espérait-il – comme une arme contre un adversaire autrement plus puissant et dangereux qu'était le mouvement national des Hongrois, il n'a pas fait d'obstruction à ce jeu apparemment anodin de quelques érudits. Du moins pas plus qu'il n'avait l'habitude de s'opposer par principe à tout ce qui bougeait ²³³.

²³² La conjonction de deux mouvements contribua au réveil national slave : les principes de 1789 et le romantisme allemand. Les Slaves apprirent ainsi qu'ils avaient eu une histoire et une littérature qui n'avaient rien à envier à celles de leurs oppresseurs. Vers le début du XIX^e siècle, des historiens, des lettrés commencèrent un travail de reconstruction de la langue en recueillant des chants populaires, en publiant de vieilles chroniques. Des philologues slaves rédigeaient des grammaires, des dictionnaires, tentèrent d'unifier l'orthographe. Bakounine omet cependant de dire qu'un certain nombre de savants allemands contribuèrent à ce travail. Herder avait écrit des pages émouvantes sur les souffrances et sur les qualités morales de ces peuples. Le renouveau de la culture slave fut accueilli favorablement dans l'Allemagne romantique, d'autant que les initiateurs de ce renouveau étaient soit des Allemands, soit des intellectuels formés dans les universités allemandes. Goethe lui-même, dont un ami, le comte Sternberg, fut nommé président du musée national de Prague, s'intéressait au mouvement et reçut Vouk Karadjitch, un philologue serbe.

²³³ Après la mort de Joseph II (1790) la politique autrichienne mit un frein à la germanisation forcée, cessa d'entraver la tendance au renouveau slave au sein de l'empire. La nouvelle politique de l'empereur François était moins motivée par l'amour de la culture slave que par l'application de la politique consistant à diviser pour régner. En effet, si la germanisation forcée fut arrêtée à l'ouest, la magyarisation forcée le fut également à l'est, dans une Hongrie difficile à tenir. L'empereur fit quelques gestes ostensibles envers les principaux tenants de l'austroslavisme. Le Slovène Kopitar (1780-1844) devint le bibliothécaire de la cour, à Vienne, et put ainsi rendre des services à de nombreux lettrés slaves. L'empereur fit parvenir au vieil et très légitimiste abbé Dobrovsky (sur le conseil du chef de la police) un témoignage de sa satisfaction. En 1834 l'empereur reçut le Croate Gaï (1809-1871), formé dans les universités allemandes et partisan d'une langue littéraire commune aux Slaves, qu'il baptisa en reprenant le mot ressuscité par Napoléon, la langue illyrienne. En 1845 Gaï reçut l'autorisation de fonder sa *Gazette slovaque*. Metternich lui-même payait sa cotisation à

Le cabinet de Metternich était loin d'imaginer que ces passionnés en tout genre travaillent sur quelque chose d'important, de prometteur : philologues mi-germanisés, cherchant des formes oubliées des verbes, professeurs qui collectionnaient la flore tchèque et élaboraient pour elle une terminologie exacte, traducteurs nouveaux et versificateurs à l'écoute de chansons vieillottes et de sottes légendes populaires, et enfin ces pédants fouillant dans les archives poussiéreuses l'histoire et la destinée d'une momie depuis longtemps ensevelie : tous ces gens-là n'éveillaient pas le moindre soupçon. Les érudits croisaient sur leur chemin ce même peuple dont ils étaient issus ; rien d'étonnant s'ils revenaient dans les villes infidèles et à moitié allemandes enthousiasmés par les mœurs campagnardes intactes, retrouvant dans l'hospitalité et la sagesse paysanne l'authentique tempérament slave. De simples érudits au départ, ils se transformaient peu à peu en défenseurs passionnés et même en porte-parole de leurs co-nationaux opprimés.

C'étaient les membres de la société historique Museum qui ont porté sur les fonts baptismaux la féconde « Matice Ceská »²³⁴, aux cotés de laquelle s'est épanouie, dans un moment de tourmente, la « Lípa Slovanská ». Cette dernière a disparu seulement grâce à un concours de circonstances et elle apparaîtra – tout aussi productive, mais cette fois durablement – à nouveau. La « Matice », quant à elle, arrivera à gagner du terrain un peu partout, dans l'ensemble de la patrie, et ceci malgré les années difficiles : elle a réveillé tout ce qui n'était que tiède, attiré tout ce qui était vivant. En peu de temps, elle a réuni pratiquement tous les « Eveilleurs », fondamentalement proches du peuple, dans une même famille, solidaire et unie.

Les noms de Hanka, Jungmann²³⁵, Palacký, la flamme des vers de Kollár²³⁶, mais surtout les fondements inébranlables de l'édifice slave

la société du musée national de Prague ! Favoriser l'austroslavisme était, dans l'esprit de l'empereur et de ses commis, un moyen efficace de lutter contre l'influence de la Russie.

²³⁴ « Matrice tchèque », société culturelle.

²³⁵ *Josef Jakub Jungmann* (1773-1847), philologue, lexicographe, écrivain et traducteur tchèque qui contribua à la Renaissance nationale tchèque et au renouveau de la langue tchèque, qu'il débarrassa des germanismes qui l'encombraient. Il chercha dans les documents historiques les équivalents oubliés, créa des néologismes quand c'était nécessaire et emprunta aux langues slaves les équivalents manquants.

²³⁶ *Jan Kollar* (Ján Kollár, 1793-1852), écrivain, poète, archéologue, homme politique slovaque. Il publia en 1836 en allemand une *Histoire de Bohême*, traduite en tchèque en 1848 sous le titre d'*Histoire du peuple tchèque*, qui révéla à ses

lancés par le grand Pavel Jozef Chafarik, resteront imprimés en lettres d'or sur l'enseigne de l'univers tchèque renouvelé, du monde slave ressuscité. N'oublions pas que l'émergence des personnalités telles que Chtúr²³⁷ chez les Slovaques, Vuk²³⁸ chez les Serbes et Gay²³⁹ chez les Croates et leur contribution à l'éveil de la solidarité slave aurait été impensable sans l'exemple des Tchèques : le foyer du panslavisme a toujours été « Prague dorée ».

C'est grâce à Prague que tout ce qui avait le moindre souffle de vie s'est rajeuni ; même la pauvre Lusace, depuis si longtemps noyée dans la mer allemande, s'est remise à respirer²⁴⁰ !

Un historien va certainement un jour décrire le processus de la naissance et du développement extraordinaires de ces groupements littéraires qui se sont petit à petit transformés en d'importants mouvements politiques. Il leur a fallu peu d'années pour construire des univers slaves nouveaux. Contentons-nous pour l'instant de remarquer ces efforts et de constater leur succès insoupçonné. À peine un quart de siècle s'est-il écoulé et des millions de Slaves, que l'on croyait germanisés, se sont réveillés et pris en main : l'Autriche n'est jamais parvenue à les dénaturer. La société « Matice Česká » a permis la naissance, en Bohême-Moravie, d'une littérature tchèque, jeune, mais puissante et précise. Son souffle s'est propagé jusqu'aux langues slaves voisines qui avaient à leur tour trouvé les moyens d'expression pour formuler clairement des idées précises.

Ce courant littéraire qui parcourt le corps encore faible des nations appartenant à la même famille a réveillé et ressuscité l'âme slave : elle

compatriotes la grandeur de leur nation au temps de l'empereur Charles IV et des hussites. La thématique développée par Kollar est que l'histoire de la nation tchèque repose sur la lutte contre la germanisation. C'est un thème qu'on trouve abondamment dans les développements de Bakounine sur l'histoire slave.

²³⁷ *Ludovít Štúr* (1815-1856), voir note p. 127.

²³⁸ *Vuk Karadzic Stefanovic* (1787-1864), philologue serbe, réformateur de la langue, collectionneur de poèmes populaires, auteur du premier dictionnaire serbe.

²³⁹ *Ljudevit Gaj* (1809-1872), linguiste, politicien, journaliste et écrivain croate d'origine germano-slovaque. Il fut le principal instigateur du renouveau national croate (ou *Mouvement des illyriens*). Il perfectionna les caractères latins en y ajoutant les signes jusqu'alors spéciaux au tchèque.

²⁴⁰ La Lusace (Lusitz en allemand) est une ancienne région occupée par des Slaves, située entre le Brandebourg au nord, la Silésie à l'Est, la Bohême au Sud, et la Misnie à l'Ouest. Elle a été incorporée au Saint Empire romain germanique sous le règne de l'empereur Henri IV (1050-1106).

ne peut plus être étranglée même si elle avait failli succomber à une forte germanisation culturelle. Les cercles modestes des érudits sincères avaient généré une grande idée : celle de fraternité et réciprocité de tous les Slaves. Elle pourrait bientôt prendre corps également sous forme d'une fédération sociale et politique des peuples slaves. Le premier à prononcer le fameux terme de « réciprocité » a d'ailleurs été le prophète tchèque Kollár : mot qui a exprimé l'objectif des ambitions slaves demeurées pendant longtemps secrètes ; mot qui remplit d'effroi et de haine tous les cœurs hostiles. L'ennemi juré des Slaves, le danger séculaire pour eux, c'était sans conteste le Saint Empire romain germanique : il semblait n'avoir d'autre objectif que de déloger ces derniers dans le Nord et à l'Ouest de leurs territoires.

Là où il ne pouvait pas se livrer à la destruction, il cherchait au moins à corrompre l'esprit et les mœurs. La religion chrétienne elle-même, entre les mains de l'Eglise catholique romaine, est devenue un des instruments pour nous rendre esclaves et pour entamer notre identité nationale. Ses évêques, émissaires véritables, avaient subrepticement poussé en Bohême et Moravie, ainsi qu'en Pologne, vers un système de gouvernement monarchique qui dépendait plus ou moins de l'Empire germanique²⁴¹. Ils avaient introduit le germe de l'aristocratie féodale non slave, des privilèges exclusifs pour les villes et d'autres, assez douteux, pour la bourgeoisie : tout cela était le fruit du droit romain, de sa protection. Il apparaît évident que ce droit était contraire à l'esprit slave : l'âme slave ne comprend pas la différenciation artificielle de la société en classes privilégiées, possède un sens inné pour une vie communautaire aux droits égaux. On ne peut pas nier que l'influence allemande avait accéléré l'évolution de la Bohême et de la Pologne, un peu trop peut-être : elles étaient les plantes qui, dans un sol

²⁴¹ Selon Bakounine, l'Eglise romaine a été un facteur décisif de la germanisation des territoires slaves : « Aussitôt qu'un nouveau pays slave venait d'être conquis, les empereurs le divisaient en diocèses et y établissaient des évêques qui obéissaient au primat archevêque résidant toujours au centre de la colonie militaire. Puis, autour des évêques venaient se grouper et s'établir de bons bourgeois de l'Allemagne apportant avec eux, dans ces pays barbares, leur travail et leur industrie respectables, leurs coutumes, leur administration municipale et le culte de l'autorité. De cette manière, de nouvelles villes allemandes se formèrent sur le territoire slave, et autour de ces villes s'élevèrent les châteaux des chefs militaires, convertis en seigneurs féodaux, maîtres de tout le pays cultivé par la portion épargnée de la population slave, désormais attachée à la glèbe. » (*L'Empire knouto-germanique*, Œuvres, Champ libre, VIII, 418.)

enrichi de substances étrangères artificielles, connaissent une floraison et maturation précoces.

Le ferment germanique avait certes contribué à un éveil rapide des deux pays, mais il apporta également un germe ennemi auquel ils ont tous les deux succombé. La Bohême d'abord, la Pologne plus tard.

La réforme religieuse de Jan Hus et le soulèvement général provoqué par sa mort violente – révolte dont l'expression la plus radicale représentaient les Taborites – fut une protestation énergique du peuple tchèque contre l'hégémonie romaine et germanique. Il s'agissait d'une tentative mobilisatrice et désespérée de se débarrasser de ce poison meurtrier qui s'était peu à peu infiltré jusqu'au cœur même de la nation. Ce que Hus avait pressenti, ce que Ziska, cet « administrateur des communes tchèques, travaillant pour la gloire de Dieu » avait défendu, l'épée à la main, le frère Petr Chelchický l'incarna par sa parole, comme s'il voulait dans son testament donner le vrai sens au mouvement tchèque : cette parole, c'était la libre communauté des frères, communauté bien slave. Ainsi se confirme à nouveau l'idée que le socialisme, cette foi dans l'avenir, fait partie du caractère des Slaves, est leur nature et leur mission ; voilà pourquoi il est si radicalement opposé au monde germanique qui trouve son expression naturelle dans l'esprit petit-bourgeois.

Sous le terme du socialisme nous entendons une vérité simple et féconde : tout épanouissement intellectuel et moral nécessite un développement de moyens et avantages matériels sur lesquels il s'appuie. Il ne peut pas y avoir de liberté si chacun ne mange pas à sa faim ; le noble objectif de la liberté politique généralisée ne sera pas atteint tant que la société ne sera [pas] organisée sur ²⁴² la base de la justice et de l'égalité. Tout homme qui vient au monde doit trouver sa place sur la Terre, notre mère commune, et doit disposer des moyens de s'épanouir selon ses capacités.

Cette vérité irréfutable s'impose avec une telle évidence qu'elle est même devenue la récente devise de la vieille intelligentsia romaine-germanique ; mais les intellectuels allemands, après l'avoir clamée dans la foulée de 1848, en ont pris peur s'avouant incapables de la réaliser : Une intelligentsia qui s'arrête ou recule, perd toute sa crédibilité et

²⁴² Le texte de Bakounine dit : « à la base ».

annonce sa fin prochaine. C'est donc aux Slaves, nation d'avenir, de s'appropriier cet héritage. Puisqu'ils sont socialistes par nature ²⁴³.

Ce côté se manifeste dans tous les domaines où ils n'avaient pas été touchés par l'influence fatale de l'Occident. Partout où ils ont gardé leur caractère propre, ressort leur penchant pas vraiment communiste, mais plutôt communautaire (civique) et ils ont du mal à comprendre les différences liées au milieu social, l'existence des privilèges et des classes dans la société. N'oublions pas que l'aristocratie, de même que la bourgeoisie privilégiée et surtout la puissante hiérarchie bureaucratique, ont été introduites chez nous par une constitution du type germanique. Les Slaves sont un peuple essentiellement agricole qui ne se sent pas heureux s'il n'est pas entouré de la nature.

Ils n'aiment pas trop les villes où avait pénétré cet air étouffant qui fait un pincement à tout cœur authentiquement slave. Seul le village, la vraie force de notre univers, constitue le noyau de notre vie politique et sociale. Dans le monde occidental, ce noyau se trouve au contraire dans chaque individu. C'est dans une communauté de paysans que naît le fameux sentiment de solidarité réciproque, si important pour la famille de nos nations : il a donné le sens, sacré et émouvant, au mot « frère », cher à tous les Slaves. Ce penchant bénéfique de notre tempérament, nous avons su le préserver, malgré une pression étrangère millénaire et moult difficultés politiques : il nous donne de la force et du courage pour affronter la lourde question sociale que l'intelligentsia occidentale nous avait laissée irrésolue en héritage.

Vers la fin du quatorzième et au cours du quinzième siècles, les Tchèques avaient atteint un niveau d'instruction jamais égalé par les nations européennes environnantes. La langue tchèque était devenue politiquement puissante, riche et célèbre dans le domaine littéraire. L'Université de Prague, contrairement à sa vocation universelle inspirée par son fondateur impérial, fut transformée, grâce aux efforts de Jan

²⁴³ *Note de Bakounine.* – « Pour ce qui est des Tchèques anciens, un émouvant témoignage nous fut laissé par le chroniqueur Dalimil :

« Ces gens étaient amis fidèles
 « leur fortune commune gardaient
 « celui qui une chose manquait
 « trouva de l'aide chez son voisin. »

(La *Chronique de Dalimil*, écrite par un auteur inconnu du début du XIV^e siècle, est la première chronique en langue tchèque.)

Hus et de Jeroným²⁴⁴, en un berceau de culture nationale. Il se trouve que plus tard, même cette source se révéla contaminée. La malheureuse défaite des Taborites, ces Slaves authentiques, dans la bataille de Lipany eut pour conséquence que les chefs les plus radicaux durent se retirer de la société. C'était une culture boiteuse, non slave ou, plus exactement, latino-germanique qui pouvait alors exister en plein jour. Dans le domaine scientifique – qu'il s'agisse de la théologie ou des sciences laïques – cette culture était latine ; par ses tendances politiques et sociales, elle était allemande.

Prague dorée et slave, une fois devenue la capitale du Saint Empire romain germanique, même si ce n'était que provisoirement, ne pouvait jamais plus se libérer entièrement de l'étreinte de l'Eglise romaine. Une Eglise tellement contraire à l'esprit slave, si néfaste pour l'âme libre d'un Slave : sa nationalité, son indépendance et son authenticité, tout cela est absorbé au profit d'une société globalement orthodoxe²⁴⁵, d'un empire infailible et despotique qui, avec ses velléités oecuméniques (en réalité avide de mettre la main sur le monde entier), rangea la Bohême-Moravie à côté les autres peuples vaincus, tel un troupeau dans une bergerie déjà trop pleine.

Les Tchèques n'avaient pas empêché la naissance progressive de leur propre noblesse féodale. Celle-ci cherchait tout naturellement à enchaîner le pauvre paysan à la terre, le traînant devant toutes sortes de tribunaux seigneuriaux. D'autre part, les villes conçues à l'allemande, avec leur petit esprit pédant, leurs privilèges, corporations et hiérarchie sociale, poussaient les ruraux à accepter leur mode de vie, si étouffant et contraire à leurs aspirations démocratiques et slaves. Les gens de la campagne, peuple assujetti mais authentique, ont su cependant préserver leur caractère slave. Ils formaient, avec les couches inférieures urbaines, avec les travailleurs et enfin avec la jeunesse inlassable et toujours active le camp victorieux : s'il se trouvait à leur tête des hommes de cœur nobles et courageux, ils ont plus d'une fois armé l'esprit populaire avec l'idée naturelle d'une société solidaire et slave, capable de se défendre contre ses adversaires. Les deux mouvements tchèques furent noyés dans le sang²⁴⁶. Après la dernière défaite meur-

²⁴⁴ Jérôme de Prague, Jeroným Pražský en tchèque (1379-1416) fut un proche ami et un des principaux soutiens de Jan Hus.

²⁴⁵ Il s'agit de l'orthodoxie du point de vue de l'Eglise de Rome.

²⁴⁶ Il s'agit de la révolte des hussites au début du XV^e siècle et de celle des protestants du début du XVI^e.

rière, les partisans de l'empereur et les bataillons noirs du catholicisme, jésuites – désormais alliés fidèles – se mirent à éradiquer par tous les moyens, y compris la ruse et la cruauté, la nation slave sur son territoire ancestral. Cette fois-ci, il s'agissait pour les Tchèques d'une simple survie. Pendant deux siècles, leurs adversaires réussirent très bien. Ils y arrivèrent mieux que la première fois, car l'élément étranger, avec son esprit, avait bien préparé le terrain, pénétrant dans le cœur même de la nation tchèque déjà bien avant la catastrophe de la Montagne Blanche²⁴⁷.

Que cette vérité fondée sur le destin de leur propre pays serve d'avertissement à tous les défenseurs de la nation ! Peu importe si on aime ou on déteste les Allemands : l'essentiel, c'est de cesser de prendre part à leur vice !

Il faut avant tout abandonner tout cet univers d'abstractions stériles et renoncer définitivement à l'esprit bourgeois étriqué et aux ambitions bureaucratiques.

Tchèques, reconnaissez que vous êtes loin de la perfection pour ce qui est de ces deux défauts. Ayez le courage d'avouer ce que je ne veux pas vous cacher par une fausse pudeur, puisque je le dis pour votre bien même si c'est pénible et douloureux : seule la vérité peut nous sauver. De quoi s'agit-il ? Une grande majorité d'hommes appartenant aux milieux cultivés tchèques souffre d'une double maladie : l'esprit bourgeois et la recherche d'une carrière dans la bureaucratie. Les habitants des villes tchèques ne se distinguent guère des bourgeois allemands ; on retrouve chez eux les mêmes préjugés, les mêmes mœurs et les mêmes manières affectées et ridicules ; les deux vivent avec un horizon également borné dans leurs idées, sentiments, désirs et ambitions ; les deux manifestent la même sensualité perverse, la même vénération presque animale d'une table abondante et riche en boissons... Le bon festin représente aux yeux des bourgeois aussi bien tchèques qu'allemands le summum de béatitude. Tous deux vouent un respect identique aux valeurs matérielles qu'ils préfèrent à l'homme, font preuve de la même servilité indigne à l'égard du riche, méprisent également celui qui ne possède rien. Autant ils dédaignent le paysan et l'ouvrier, autant

²⁴⁷ La victoire impériale de la montagne Blanche (8 novembre 1620) fut obtenue facilement, après un combat qui ne dura que deux heures. L'esprit des Taborites s'était évanoui. Il est vrai également que les troupes du général catholique Tilly étaient exceptionnellement bien entraînées, ne perdant que 700 hommes dans la bataille.

ils courbent le dos devant les titres de noblesse, le sabre et le goupillon. Qu'ils soient tchèques ou allemands, les petits-bourgeois sont partout à genoux devant la bureaucratie : leurs fils espèrent ramper sur ses gradins à un poste supérieur.

La bureaucratie, ce pouvoir des administrations, a une nature double, un double système selon son origine soit française, soit allemande. Le premier provient de la tendance centralisatrice française – n'oublions pas que celle-ci est née pendant la révolution : il a transformé toute la vie nationale, déjà passablement pauvre, en une sèche formule comptable. C'est un système simple, compréhensible et pratique, conduisant toutes les composantes de la société gouvernée vers un seul centre ; il réduit toute initiative personnelle, abolit toute forme d'autonomie communale ou régionale pour les faire accaparer par un Etat autocratique, le seul pouvoir admis. Le bureaucrate français, estimé, réputé et capricieux, mais n'exigeant pas une révérence religieuse devant sa propre personne, ressemble à un machiniste conduisant son train à un enterrement. L'« heureux » public participant au cortège funèbre, abattu et cloîtré dans les wagons, tel est le peuple français actuel : content, voire fier, que cela roule aussi vite et bien. Cette organisation, issue en 1793 de la grande révolution, a déjà façonné la société française moderne, bien docile et passionnément dévouée : ainsi faite, elle est le moteur du pouvoir actuel. Après tout, ce type de bureaucratie peut convenir à un peuple qui n'a plus envie de se prendre en main, qui trouve inconfortable de manifester sa propre volonté, agir selon ses idées, ou tout simplement vivre ; surtout s'il ne demande pas mieux que d'être guidé... Mais ce système ferait certainement périr une nation jeune et fraîche.

Par contre, la bureaucratie allemande consiste en un système à caractère presque religieux. Elle n'est pas fruit d'une centralisation moderne – l'Allemagne ne l'a jamais connue ; elle est plutôt le produit de l'esprit abstrait germanique, un luxe en quelque sorte, une espèce de temple où toute la grande nation allemande vient s'incliner devant le pouvoir divin de l'« Etat ». C'est surtout le bureaucrate autrichien qui, à nos yeux, ressemble à un prêtre, sacrifiant la sueur et le sang du peuple, l'indépendance, le droit et l'être même des nations, sur l'autel de l'idole suprême, sa Majesté l'Etat. Il s'agit d'un fanatique, d'un homme cruel par conviction, comme le sont souvent les vrais prêtres. Obligé de travailler pour un bas salaire, il est prêt à renoncer à l'humanisme, l'amitié, la famille, la patrie, au nom de son idée suprême – l'Etat : un

Etat assassin des nations, poison de la société. On ne retrouve chez lui aucune notion de la patrie – elle est incarnée par l'Etat.

C'est à partir de cette optique qu'est né, en 1848 et 1849, le terme « *Gesamtvaterlanden* »²⁴⁸, appellation de la patrie autrichienne ; au fond, elle n'était rien d'autre que la bureaucratie civile et militaire autrichienne profitant de la faiblesse, de l'esclavage des autres peuples de l'Empire. Son objectif était d'étouffer et d'assimiler de force les Slaves, les Italiens, les Roumains et les Hongrois au profit de l'esprit germanique, si bien incarné par la maison Lotharingo-Habsbourgeoise, par le cortège des pères jésuites et par la domination des « pairs autrichiens ».

Maintenant nous devons avouer avec honte qu'un bon quart, si ce n'est un tiers, des éléments de la bureaucratie autrichienne est composé de Tchèques. C'est la nation tchèque qui fournit à l'Etat le plus grand nombre de ces instruments au service d'un despotisme du plus bas étage. Les fonctionnaires tchèques, copies fidèles des bureaucrates allemands, non seulement couvrent comme une nuée de criquets la patrie où ils sont nés, mais encore ils opèrent en hordes serrées en Italie autrichienne, en Galicie, en Hongrie. Partout où l'on peut réprimer quelque chose ils se trouvent du côté des oppresseurs qui étouffent dans leurs griffes de l'aigle bicéphale autrichien des peuples entiers. En fait, ces gens-là sont eux-mêmes les ennemis dangereux de leur patrie, compromettant le nom des Tchèques et suscitant de la haine chez les peuples voisins. C'est, hélas, une haine bien méritée : ressemblant en cela aux mercenaires suisses vendus à tous les tyrans que l'Europe avait connus, les fonctionnaires tchèques sont considérés, tant dans leur patrie qu'à l'étranger, comme esclaves et instruments dociles du régime qu'ils servent.

On note toutefois, en Bohême d'aujourd'hui, un renversement heureux de tendance. La jeunesse tchèque est unanime à condamner et mépriser cette course aux bons postes dans la bureaucratie qui à la fois déshonore et lèse leur patrie.

Mais il ne suffit pas de refuser un tel mal. Il faut aussi le vaincre, lui couper ses racines. Racines qui sont désormais bien longues et profondes et consistent précisément dans cet esprit allemand étriqué dont les couches cultivées de la nation tchèque sont toujours imprégnées.

²⁴⁸ Littéralement : la patrie tout entière.

Si nous voulons que les gens cessent de vénérer le règne de l'administration, qu'ils abandonnent la mentalité petit-bourgeoise, ils n'ont qu'une voie de salut : celle d'une réforme de société, à savoir le socialisme.

Je ne songe pas ici à la doctrine des socialistes français, voire allemands qui rejettent tout dans la société actuelle, et moins encore au communisme des classes ouvrières de l'Europe occidentale. J'ai à l'esprit cette volonté pratique et féconde qui existe dans la société slave, préservée intacte et vivante jusqu'à nos jours : je veux dire le socialisme de la communauté rurale, cette fraternité ancestrale dans le droit et dans les faits qui est le fondement même de la nature slave. La jeunesse tchèque en trouvera certainement des traces auprès du peuple des campagnes, même si ce dernier a été noyé sous l'influence séculaire du système germano-latin.

L'avenir appartient au socialisme slave, lui seul servira de guide ²⁴⁹ aux aspirations patriotiques de toutes les branches de notre grande famille. Si par contre, nous devons nous limiter au seul objectif de reconstituer à notre profit ce qui s'est perdu au cours de l'histoire, c'est-à-dire reconstruire sur les ruines des Etats anciens les empires nouveaux fondés sur les mêmes principes, ces empires n'auraient de slave que leur nom ; il s'agirait alors de peine inutile, car cette voie ne mène nulle part.

L'histoire ne se répète jamais ! Et si les peuples slaves n'avaient rien de nouveau à donner lors de leur entrée sur le théâtre du monde, s'ils apportaient seulement leurs revendications de l'identité nationale menacée, s'ils n'étaient pas appelés à donner de la vie à une idée nouvelle, idée – valeur complémentaire à celle de la liberté, de quel droit, de quel besoin devraient-ils renaître ? Qu'ils doivent supporter les Allemands sur leur dos ? Qu'ils s'en trouvent pénalisés ? Qu'ils les gardent ²⁵⁰ !

²⁴⁹ Le texte de Bakounine dit : « d'égide ».

²⁵⁰ En 1873, Bakounine posera la question dans *Etatisme et anarchie* : « Les Slaves doivent-ils et peuvent-ils s'affranchir de la domination étrangère et surtout de la domination germanique, pour eux la plus haïssable, en recourant à leur tour à la méthode allemande de conquête, de rapine et de contrainte pour obliger les masses populaires slaves subjuguées à être ce qu'elles exècrent, auparavant de fidèles sujets allemands, et désormais de bons sujets slaves, ou seulement en s'insurgeant solidairement avec tout le prolétariat européen, au moyen de la révolution sociale ? » (...) « Selon nous, poser la question, c'est la résoudre. » (...) « Les Slaves seraient-ils jaloux de la haine que les Allemands se sont attirée de tous les autres peuples européens ? Ou leur plairait-il de jouer au Dieu universel ?

Heureusement ils ont cette idée nouvelle. Idée qui n'est même pas le résultat d'une spéculation sophistiquée pour l'avenir : elle existe déjà parmi nous, dans sa version ancestrale. Car elle n'a jamais cessé de vivre dans la plupart des communautés slaves. Cette idée est très simple et féconde : tout homme a le droit à sa parcelle de terre.

C'était au congrès convoqué à Prague en 1848 que nous nous sommes solennellement engagés dans notre programme panslave à reconnaître à chacun de nos nouveau-nés le droit à l'exploitation de la terre slave, notre mère nourricière commune, pour qu'il n'y ait plus de prolétariat dans nos pays.

Nous n'avons inventé rien de nouveau par la déclaration de ce principe ; nous avons simplement exprimé en public ce que nous avons profondément ressenti en nous-mêmes, par cette sorte d'intuition qui avait complètement disparu dans les milieux bourgeois et privilégiés (subissant une influence étrangère), mais qui s'était parfaitement conservée, avec toute sa vitalité, dans la paysannerie slave.

Les particularismes de notre caractère et de notre personnalité propres restent profondément enracinés à la campagne ; de la campagne viendront donc la force de l'avenir et la certitude de notre mission universelle. C'est bien là et nullement dans les villes, avec leur passé dégénéré, qu'il faudra chercher notre voie de salut.

Contrairement à la vie citadine occidentale, le monde slave nouveau sera celui de la démocratie paysanne. Il aura pour base notre communauté rurale²⁵¹ autogérée et sans différenciation sociale, vivant selon le principe « un pour tous et tous pour un » : le gouvernement, la justice et l'administration y seront assurés par des fonctionnaires démocratiquement élus. Ces communes, fédérées, formeront ensemble des

Au diable donc tous les Slaves et tout leur avenir militaire, si après plusieurs siècles d'esclavage, de martyre, de bâillon, ils devaient apporter à l'humanité de nouvelles chaînes ! »

²⁵¹ Quelques années plus tard, dans sa période « anarchiste », Bakounine modifiera totalement son point de vue sur la communauté rurale, le *mir*. Le Bakounine anarchiste était totalement sceptique sur les vertus du *mir* russe et des institutions traditionnelles de la paysannerie en général : « Notre communauté rurale n'a même pas eu d'évolution interne ; elle est aujourd'hui ce qu'elle a été il y a cinq cents ans ; et si, sous la pression de l'étatisme, un semblant de processus interne a pu être noté, c'est un processus de désagrégation ; tout moujik un peu plus aisé, et un peu plus fort que les autres, s'efforce aujourd'hui, de toute son énergie, de se dégager de la communauté rurale qui l'opprime et l'étouffe. » (Lettre à Ogarev, 14 juin 1868.) « Apathie » et « improductivité », dit-il enfin, telles sont les principales caractéristiques de la communauté rurale russe.

provinces. Les provinces seront librement réunies en pays, disposant d'un pouvoir exécutif, de la magistrature et de toute la hiérarchie administrative, avec les membres tout aussi démocratiquement élus. Ces pays, toujours autogérés, pourront se fédérer dans une unité étatique commune : Voilà notre organisation future qui embrassera dans une seule fédération tous les pays slaves autonomes, mais unis.

C'est pour nous l'idéal et l'objectif pratique que nous chercherons d'atteindre par toutes nos forces, par tous nos efforts : avec ce cap, nous trouverons certainement la victoire au bout de notre chemin !

Nous allons dresser et consacrer le drapeau d'une démocratie slave, rurale, sociale – et celui d'une fédération élective et libre sur les ruines de l'actuelle société petite-bourgeoise, bureaucratique et protégée de blasons !

L'Occident avait une influence négative également sur le développement initial de la nation polonaise. Certes, la Pologne a rendu un immense service à l'ensemble des pays slaves par sa défense énergique contre les agressions meurtrières et répétitives de l'envahisseur germanique. Se trouvant toujours confrontée avec cet élément pendant sa longue lutte victorieuse, mais cruelle, elle ne put pas échapper à la contamination, n'empêcha pas une partie du poison occidental de pénétrer dans ses veines. Elle se soumit d'abord à l'Eglise et à l'hiérarchie cléricale, ensuite elle hérita peu à peu du système féodal avec ses malheureuses différences civiques ; elle adopta même le droit de Magdebourg et entama ainsi le processus de la perte d'identité nationale dans les grandes villes polonaises²⁵². Cette organisation

²⁵² Dans la période du Moyen âge où de nombreuses villes se voyaient accorder des chartes communales, la ville de Magdebourg obtint un droit qui lui était propre et qui fut par la suite adopté par plus de quatre-vingts autres villes en Allemagne et en Europe centrale et orientale, sous différentes variantes. Fondé sur un droit coutumier préexistant, ce droit réglait l'activité économique, garantissait aux citoyens la liberté personnelle, le droit de propriété et leur intégrité physique. Ce type de droit impliquait la rationalisation des pratiques juridiques et l'élimination des pratiques irrationnelles de preuve, du type duel judiciaire.

Un évêché fut créé à Magdebourg en 962 pour convertir les Slaves. Plus tard, la ville fit partie de la Ligue hanséatique. Presque mille ans plus tard, Bakounine considère que la région de Magdebourg est encore une terre slave ! L'attitude de Bakounine dans ce passage est paradoxale. L'attribution de chartes communales à la bourgeoisie urbaine s'inscrit totalement dans le système féodal : elles sont en effet *accordées* par le seigneur féodal – dans le cas de Magdebourg, un évêque. Cependant, il

sociale du pays priva les communautés rurales, jadis libres comme chez tous les peuples slaves primitifs, de leurs terres et mit leurs habitants dans une servitude terrible. Avec la perte des terres et de la liberté, le paysan polonais oublia peu à peu son indépendance dans le village ancestral ; il sombrait de plus en plus dans la misère d'un paria, réduit à nourrir les couches combattantes privilégiées de la nation, composées du roi et des évêques, d'un conseil de grands seigneurs, propriétaires terriens héréditaires, et d'une noria indescriptible de hobereaux qui représentaient une sorte de démocratie armée, gardienne de toutes les libertés de la puissante Pologne ancienne.

s'agit d'un réel progrès du point de vue du droit civil et des libertés dans la mesure où il introduit des garanties pour les personnes et les biens.

Le droit de Magdebourg, appelé aussi « droit allemand », fut octroyé aux principales villes de Pologne. Il ne s'agissait pas, contrairement à ce que pense Bakounine, d'un alignement de la Pologne slave sur des pratiques germaniques mais de la simple conséquence du fait que la Pologne s'urbanisait – comme tout le reste de l'Europe. (Il est vrai que l'urbanisation de la Pologne est attribuée par Bakounine, en grande partie aux Allemands...).

L'extension du nombre de villes auxquelles les souverains ou les seigneurs féodaux accordent des chartes est intimement liée au développement urbain, inévitable. L'opposition ville (allemande)-campagne (slave) qu'institue Bakounine est ici artificielle. Le maintien d'un droit coutumier, devenu archaïque, aux dépens d'un droit qui vise à une certaine rationalité est loin d'être favorable aux paysans : en effet, il conduit à *maintenir dans les campagnes le système féodal*, tandis que dans les villes la bourgeoisie s'en affranchit ! En Pologne, le maintien du droit slave, oriental, garantissait la noblesse dans ses propriétés. Les villes où le droit de Magdebourg fut institué étaient dirigées par un conseil d'élus ; elles possédaient leur propre cour de justice et étaient exemptes de taxes, à l'exception d'un loyer qu'elles versaient au prince. En contestant tout caractère positif à la « loi de Magdebourg », c'est-à-dire en fait aux chartes communales qui se développent *dans toute l'Europe*, Bakounine évacue l'un des faits les plus marquants de cette période du Moyen-âge, à savoir que l'accroissement de la circulation monétaire liée à l'activité de la bourgeoisie urbaine crée une inflation qui progressivement appauvrit les propriétaires fonciers, c'est-à-dire les nobles, qui finiront par se trouver piégés par leurs dettes. L'idéalisation du Slave-paysan faite par Bakounine évacue le fait que la vision qu'ont les paysans russes de la terre comme n'appartenant à personne a pour corollaire que le tsar, lui, considère que la terre lui appartient *à lui*, qu'il est le maître absolu de toute propriété, du corps et de l'âme de ses sujets. L'incapacité de Bakounine, à cette période, de saisir la nature des communes médiévales vient de son préjugé slave et paysan qui perçoit les villes (allemandes) comme antagoniques avec les campagnes (slaves). Plus tard, le Bakounine de la période « anarchiste » fera cependant une remarquable analyse de l'histoire de la Ligue hanséatique.

C'était grâce à ce nombreux corps patriotique, fier et indépendant, presque une sorte d'Etat dans l'Etat, composé de combattants chevaleresques, et grâce au courage, à l'intelligence et au patriotisme passionné de sa noblesse remarquable que la Pologne finit par se débarrasser de l'influence allemande. Elle connut un tel essor national, un tel épanouissement artistique et intellectuel, atteignit un tel pouvoir et liberté politiques qu'elle devint une des premières nations européennes. Le mérite en revient exclusivement à sa noblesse qui se distinguait par rapport à une masse de paysans slaves asservis : le pouvoir des rois polonais, entourés d'une aristocratie allemande corrompue et influencés par des jésuites ultramontains²⁵³, était quasiment nul. La civilisation polonaise, tout en restant entièrement nationale, n'était toutefois pas slave. Elle ne pouvait pas l'être, puisqu'elle restait très loin de cet esprit démocratique et solidaire propre aux communautés authentiquement slaves dont la mémoire s'était perdue sur les terres de la Pologne. À force de vivre dans un long esclavage, ses villages se sont pratiquement dénaturés. Cette belle culture polonaise gardait en son sein, au moment de son plus grand essor, un double germe fatal, délaissé par la civilisation germano-latine :

La première erreur fut l'asservissement et la mortification systématique de la grande majorité de la nation, du peuple dans le sens propre du mot, écarté par conséquence de toute l'influence sur le déroulement des événements historiques de la Pologne. Le pays en subit les conséquences encore aujourd'hui.

Les enfants des pauvres n'apprennent rien à la maison, car ils voient leurs parents à peine deux fois par jour ; ils ne peuvent pas fréquenter l'école puisque les établissements scolaires pour la misérable jeunesse polonaise manquent cruellement et puis, il n'y a personne pour s'occuper de leur scolarité. Qui s'intéresse aux enfants « en haillons » ?

Apprendre un métier artisanal coûte de l'argent, mettre les jeunes filles à l'apprentissage de la couture (pour le sexe tendre, il n'y a pour

²⁵³ L'ultramontanisme est un courant à la fois religieux et politique qui défend la primauté de l'Eglise – du pape – sur l'Etat. Né au XVI^e siècle, ce courant s'alimente au XIX^e siècle de la réaction contre la Révolution française. Il est alors l'expression d'une tentative de reprise en main de l'Eglise sur les esprits. C'est en 1864 que le pape Pie IX publie une encyclique, *Quanta Cura*, à laquelle s'adjoint un *Syllabus*, deux documents qui constituent une intrusion de l'Eglise dans le champ politique et qui donne le coup de départ d'une offensive réactionnaire sans précédent.

l'instant aucune autre carrière disponible) demande beaucoup de frais, et puis, qui ne rejette pas une créature si longtemps négligée ?

C'est ainsi que cela se passe dans les familles misérables !

Un garçon trouve quand même plus facilement une profession : il est plus fort physiquement, plus courageux de nature, plus habile – mais quoi faire d'une fille ? Certes, on leur donne aujourd'hui du travail dans les usines, mais c'est une existence bien modeste et sujette à une belle corruption morale ! Une jeune fille tout à fait abandonnée à elle-même et constamment exposée à la présence masculine que l'on sait généralement dépravée sombre facilement dans l'immoralité ! À quoi s'ajoutent une ambiance insalubre et une vie sédentaire, monotone et malsaine. Au lieu de s'enorgueillir d'un beau visage respirant la santé et d'une stature bien proportionnée, d'un sentiment noble et sincère ainsi que d'une pudeur juvénile qu'elle aurait eus naturellement dans des conditions plus favorables, la jeune femme connaît un retard physique et mental, se corrompt dans le cœur, devient un paria rejeté par la société. Pourtant elle aurait pu, avec une éducation appropriée, exercer une activité profitable tant à elle qu'à la société !

Il est impressionnant de voir à quel point se propage aujourd'hui la prostitution, la servitude la plus dégoûtante de la société moderne ! On a aboli le négoce avec les Noirs en Amérique, mais un esclavage du type nouveau, plus dégradant encore, celui où l'on vend corps et âme à la basse luxure pour une bouchée de pain, cet esclavage prolifère sans vergogne chez nous !

Le coupable de ce mal primordial ? Le manque de travail et d'éducation...

Qui a vécu pendant quelque temps dans des grandes villes ou dans des métropoles mondiales sera effrayé par l'ampleur de ce fléau en milieu urbain. Comment se fait-il qu'un être humain puisse s'adonner à une forme si dégoûtante du péché, forme qui assèche chez un individu toute la vie affective et instinctive, qui en fait un monstre piétiné et méprisé par tout le monde ? Tout en rejetant ce mal, la société le fait vivre et se répandre par son injustice et par sa perversion !

Mais tournons la page...

Arrêtons un instant notre regard sur une famille de la classe sociale la plus conservatrice et apparemment la plus vertueuse, celle de la bourgeoisie. Cette classe porte depuis des siècles une marque caractéristique : c'est son esprit philistin. Les bourgeois sont attachés à tout ce

qui est vieux jeu traditionnel, détestent cordialement chaque bouleversement dans la société ; au progrès rapide ils préfèrent un calme somnolent et un ordre discipliné – et surtout une bourse bien remplie. Ils adorent ces choses-là à tel point qu'ils y voient la vertu et le but de tous leurs efforts, la raison d'être de leur existence. L'univers bourgeois est fait de l'argent ! Quelle est la position de la femme dans ce milieu ? Ma foi, elles n'ont pas une vie enviable ! L'aristocratie laisse aux femmes une liberté bien plus grande, peut-être même excessive...

D'autre part, la bourgeoisie polonaise est complètement dépourvue du sentiment national : de mœurs germanisées, elle ne se sent nullement concernée par la vie politique du pays qui se déroule uniquement entre le roi, les grands seigneurs et la petite noblesse.

C'est une absence totale de toute participation des éléments bourgeois et populaires à la vie de la nation qui sont à l'origine de la décadence brutale de la république polonaise, commencée à partir du XVII^e siècle. Après de nombreuses victoires sur les Russes voisins, les Tartares, les Turcs et les Allemands, elle s'est peu à peu affaiblie, dès la naissance et la formation de l'Etat et de la Nation, succombant plus à sa maladie intérieure qu'au coups réunis des trois puissances régionales qui l'ont partagée entre elles²⁵⁴.

La Pologne n'est pas morte pour autant. On a même l'impression qu'elle ait dû succomber afin de pouvoir recommencer une vie tout à fait nouvelle – un avenir slave, plus riche et glorieux que ne l'était son histoire passée. Un siècle de souffrance héroïque l'a grandie même aux yeux de ses tourmenteurs. L'idée polonaise est renée, plus pure et plus ancrée que jamais. Le cercle clos et exclusif de sa noblesse s'est ouvert : le peuple tout entier, la masse de la nation polonaise veut désormais participer au travail de la résurrection. Les aristocrates sont devenus démocrates – le patriotisme a touché les villes, hier presque germanisées, aujourd'hui polonaises dans leurs sentiments et leur façon de vivre.

La bourgeoisie et les travailleurs manifestent de nos jours un esprit plus combatif que l'aristocratie même : ce sont eux qui ont fourni les hommes aux régiments de l'insurrection nationale. L'heure où l'idée polonaise ressuscitée passera dans les milieux paysans n'est peut-être

²⁵⁴ En 1772, la Pologne fut partagée entre la Russie, la Prusse et l'Autriche. Bakounine insistera beaucoup sur le fait que ce partage est le résultat de l'affaiblissement du pays dont le système nobiliaire du pays est responsable.

pas loin : là-bas elle prendra la forme d'une démocratie sociale. Plus tard, elle va s'élever pour embrasser également l'idée slave et pour s'identifier à jamais avec cette dernière.

Détrompons-nous ! Notre lutte ne s'adresse pas aux seuls gouvernements : nous devons également combattre une opinion publique répandue dans presque toute l'Allemagne. Bien sûr que les gouvernements ne cessent pas de s'acharner contre chaque manifestation de l'esprit national slave. Mais ils sont soutenus dans cette œuvre par la totalité des organes de l'opinion publique, toutes tendances politiques confondues, qu'il s'agisse des conservateurs ou des libéraux, qu'ils soient démocratiques ou non.

Quel peuple étrange ²⁵⁵ ! En théorie, on trouverait difficilement des conceptions plus humanistes, plus vraies et plus justes que chez lui. En pratique (je ne parle pas ici de leur vie au quotidien qui est modeste, bourgeoise et honnête), sur la scène politique, ils sont tout le contraire de ces beaux concepts.

Prenez le contraire exact de ce qu'ils disent, de ce qu'ils pensent, ce dont ils rêvent, et vous saurez ce qu'ils font.

Qu'y a-t-il de plus beau et de plus noble que les idéaux de leurs poètes, que les idées de leurs philosophes ? et quoi de plus ignoble et écœurant que leurs actes dans la vie politique ordinaire ! Là les aspirations et les efforts d'une rare générosité et grandeur d'esprit, ici les exemples de l'ignorance et de l'esprit dominateur. Là les figures de Goethe, de Schiller, de Hegel, de Fichte – ici l'empereur François Joseph, les ministres, Bach, Bruck, Hasenpflug, Schmerling, Schwarzenberg ou des « héros » tels que Windischgrätz ou Haynau ²⁵⁶.

²⁵⁵ Bakounine parle ici des Allemands.

²⁵⁶ • *Bach (Alexandre)* (1813-1870). Avocat libéral à Vienne. En 1848, devient député de l'ordre des avocats, fait partie de la commission municipale provisoire, puis de la Diète de Basse-Autriche. Ministre de la Justice. Il a donné son nom au système répressif mis en place par le gouvernement autrichien après l'échec de la révolution de 1848.

• *Bruck (Karl Ludwig baron von)* (1798-1860). Elu à l'assemblée nationale allemande de 1848. et désigné comme plénipotentiaire autrichien, ministre du commerce après la révolution d'octobre 1848. Il se retire en 1851. Il voulait unifier l'Europe centrale en un vaste ensemble économique allant de la Scandinavie à la mer Noire, du Rhin à l'Adriatique.

• *Schmerling (Anton, chevalier de)*, Premier ministre autrichien de décembre 1860 à juin 1865 et chef des libéraux allemands. Il représente la « gauche » dans l'Autriche

Là vous rencontrez, dans un univers éthique, l'amour, l'humanisme, la liberté idéale et infinie, et ici, dans le monde réel, vous trouverez un despotisme déchaîné et cet esprit volontairement servile qui a fait dire au premier écrivain politique du pays, Börne²⁵⁷, que si « les autres nations deviennent parfois esclaves, nous, allemands, sommes et restons au contraire des laquais ».

Si ces contradictions n'apparaissent que dans leur vie politique intérieure, un étranger pourrait très bien ne pas se sentir concerné. Elles deviennent hélas encore plus sensibles lorsqu'il s'agit des autres nations ! Si la situation allemande se dégrade à l'intérieur et les Allemands ont du mal à se défendre contre leurs propres tyrans, ils deviennent d'autant plus arrogants en dehors de leurs frontières, ils cherchent d'autant plus de s'ériger en seigneurs et juges chez les peuples voisins. Ils manifestent de nos jours une formidable voracité politique et voudraient plus que jamais avaler des parts entières de cette Terre : ce n'est pas un moment glorieux pour nos pauvres Allemands ! Ils croient que face à d'autres peuples, et les slaves en particulier, tout leur est permis. Les mêmes gratte-papier et petits officiers qu'ils ne peuvent pas voir chez eux, se transforment soudain en de preux chevaliers dès qu'ils se comportent en maîtres absolus à Venise, Budapest ou Prague²⁵⁸.

d'après 1848. Opposé à la Prusse, c'est un partisan de la Grande Allemagne et de la centralisation politique.

• *Félix prince de Schwarzenberg* (1800-1852), diplomate, ministre-président autrichien à partir de 1848.

• *Le prince de Windischgrätz*. Il lutta contre la France napoléonienne (1805-1814), écrasa l'insurrection de Prague (1848). Il fut battu par les Hongrois à Gödöllő (1849). Il déclara : « L'homme commence au baron. »

• *Julius Jacob von Haynau* (1786-1853). Surnommé « le Hyène de Brescia », c'était un général autrichien particulièrement réactionnaire qui se distingua au cours des révolutions de 1848 par la férocité avec laquelle il écrasa des mouvements insurrectionnels.

²⁵⁷ *Ludwig Börne* (1786-1837) auteur satirique et journaliste allemand. Désirant une plus grande liberté d'expression, il s'installe en France en 1830. Il écrivit des *Lettres de Paris* (1832-1834) et *Menzel der Franzosenfresser* (1837) (« Menzel, le bouffeur de Français »), une satire du nationalisme allemand. Il est considéré, avec Heinrich Heine et Georg Herwegh comme le représentant de la « Jeune-Allemagne », le mouvement littéraire radical qui inspira les révolutions de 1848-1849 dans les pays germanophones.

²⁵⁸ Bakounine fera en 1873 une saisissante description de l'officier allemand, qu'il qualifie de « fauve civilisé » et de « laquais par conviction et bourreau par vocation » : « S'il est jeune, vous serez surpris de découvrir, au lieu d'un croquemitaine, un blondinet au teint rose, un léger duvet sous le nez, discret, placide, voire timide, mais orgueilleux – la morgue commence à percer – et à coup sûr sentimental. Il connaît par cœur

1862. – Le comité central de Varsovie et le comité militaire russe. Réponse au général Mieroslawski ²⁵⁹

**LE COMITÉ CENTRAL
DE VARSOVIE
ET LE
COMITÉ MILITAIRE RUSSE.
RÉPONSE AU GÉNÉRAL MIROSLAWSKI**

PAR M. BAKOUNINE.

LONDON

W. ALLEN ET CIE, 4, BRYDGES STREET, COVENT GARDEN.

LE COMITE CENTRAL DE VARSOVIE ET

LE COMITE MILITAIRE RUSSE.

À M. le Rédacteur en chef du *Courrier de l'Europe*.

Monsieur le Rédacteur,

Le général Mieroslawski a trouvé bon de reproduire dans les journaux une déclaration étrange et qui ne tend à rien moins qu'à nier l'existence du *Comité Central Polonais de Varsovie*, autour duquel se groupent aujourd'hui toutes les espérances patriotiques de la Pologne. Que le journal *Le Nord*, organe avoué du gouvernement russe, dans son numéro du

Goethe et Schiller et toute la littérature humaniste du Grand Siècle est passée dans sa tête sans laisser la moindre pensée humaine, pas plus que dans son cœur, le moindre sentiment d'humanité. » (*Etatisme et anarchie*, Œuvres, Champ libre, IV, 265.)

²⁵⁹ Londres. Publié d'après une brochure dans IISG : M. Bakounine, *Le Comité central de Varsovie et le Comité militaire russe. Réponse au général Mieroslawski*, Londres, sans date.

9 décembre, vienne à l'appui de cette déclaration, je ne m'en étonne pas ; mais que le patriote polonais Louis Miroslawski soit, dans cette question, du même avis que *Le Nord*, voilà ce qui a le droit de nous surprendre.

Sachant, *de source certaine*, à quel degré de puissance est arrivé ce comité occulte en Pologne, association vraiment héroïque et qui a eu l'admirable audace de s'établir à Varsovie même, au centre d'une police barbare, et de s'y proclamer comme le gouvernement de la nation, en face du gouvernement de l'oppression ; – sachant les effets salutaires de ses actes, empreints à la fois de dignité, de calme et de force, sur toute la nation polonaise et les terreurs qu'ils inspirent à toutes les âmes vendues au gouvernement russe, à commencer par le marquis Wielopolski, – je n'hésite pas à dire que le général Miroslawski, en s'efforçant d'ébranler la confiance de ses compatriotes dans ce *Comité du salut polonais* et en diminuer l'importance dans l'opinion publique de l'Europe, ne fait pas acte de bon citoyen.

Mais aux Polonais seuls revient le devoir et le droit d'en faire justice, et je ne me serais pas permis de prendre part à ce débat, si, par une insinuation aussi ingénieuse que loyale, M. Miroslawski n'avait voulu jeter contre la rédaction du journal russe, *La Cloche*, l'accusation vraiment inqualifiable, d'avoir inventé *cet étrange Comité central polonais*, DE CONCERT AVEC LE GOUVERNEMENT RUSSE, dont elle est, comme on sait, l'infatigable et ardente adversaire.

Amis de la liberté russe et, en même temps, amis de la liberté et de l'indépendance polonaise, nous avons pris pour règle à peu près absolue de n'opposer qu'un silence résigné à toutes les attaques de la presse polonaise. Jusqu'à présent nous nous sommes conformés à cette règle, non parce que nous n'avons rien à dire, mais parce que nous ne voulions pas envenimer par de vaines discussions la haine si profonde et si naturelle des Polonais contre tout ce qui porte un nom russe ; et parce que nous nous sommes sentis, et que nous nous sentons encore, malgré nous, solidaires des crimes affreux, qu'on renouvelle chaque jour en Pologne, au nom de la nation russe... avec des mains russes.

Pourtant toute patience a des bornes, et nous ne pouvons rester sous le coup des accusations étranges de M. Louis Miroslawski, sans y répondre. J'espère, Monsieur le Rédacteur, qu'après avoir publié l'accusation, votre justice ouvrira les colonnes de votre journal à ma réponse, que je tâcherai de rendre aussi courte que possible.

Je n'ai vu le général Miroslawski, dans ma vie, que trois fois, il y a à peu près quatre mois, à Paris. Dans ces courtes entrevues, il m'engagea fortement à ne conclure qu'avec lui seul une alliance au nom de la Russie révolutionnaire, à l'exclusion de tous les autres Polonais de l'émigration et même du pays, disant qu'en dehors de lui et de ses quelques amis politiques, il n'y avait rien de sérieux, même en Pologne. Je répondis à ses avances que je ne demandais pas mieux que de m'entendre avec lui, mais qu'il n'appartenait à aucun Russe de désigner à la Pologne l'homme qui, investi de sa pleine confiance, devait devenir un intermédiaire, pour ainsi dire officiel, entre elle et le parti révolutionnaire en Russie. A cela, le général me dit, que le *Comité central de Varsovie*, celui même dont il nie aujourd'hui l'existence, ne manquerait sans doute pas de lui envoyer bientôt tous les pleins pouvoirs nécessaires.

Revenu à Londres, au mois de septembre, je reçus du général la lettre suivante, que je copie textuellement, en omettant seulement quelques détails, dont la reproduction est impossible, et en mettant, au lieu des initiales des noms propres, des majuscules fictives.

« Mon cher ami, – Vous êtes bien loin d'avoir surfait M. X. C'est un homme distingué et d'un mérite solide. Nous avons causé longuement et je regrette infiniment que son trop prompt départ nous prive d'un intermédiaire aussi précieux. Ne pourriez-vous pas le décider à revenir bientôt à Paris et à y résider assez de temps pour que nous puissions établir des rapports réguliers, tranquilles, comme il nous en faudrait absolument ? Ce que je pourrais vous écrire est tout à fait insuffisant. Vous envoyer quelqu'un à Londres n'est pas beaucoup plus commode ni plus sûr, car si l'on peut se fier au caractère des gens, il n'en est pas de même de leur intelligence, et lorsque ce sont des malins, alors ce sont des demi-coquins. Il faut donc que vous trouviez un autre X. ou que vous tâchiez de venir vous-même ici. Hors de cela, je ne puis que vous transmettre des nouvelles en gros. Y. est revenu et a rapporté *une réorganisation complète et fondamentale, décidée dans une réunion des cinq provinces de la République : Galicie, Posnanie, Varsovie, Lithuanie et Ruthénie : un Comité suprême rayonnant de haut en bas et du centre à la circonférence, n'étant connu, hors du pays, que de moi seul, qui suis son unique représentant et plénipotentiaire responsable. Si donc vous désirez continuer votre alliance avec notre conjuration révolutionnaire, il faut que vous laissiez tomber en désuétude toutes vos autres relations*

polonaises et n'ayez absolument de rapports qu'avec moi, comme réciproquement je m'engage à n'avoir de confiance sérieuse et d'entente obligatoire qu'avec votre triumvirat ou, si celui-ci le juge plus convenable, qu'avec un seul d'entre vous trois, complètement autorisé par les deux autres. Dans ce cas, et si c'était vous, cher ami, vous devriez revenir ici dans le plus bref délai, car j'ai réellement une masse de choses nouvelles à vous communiquer, par suite de la réorganisation complète de NOTRE BOUTIQUE depuis un mois. La retraite de Z. et ses conséquences nous ont forcé de retrancher complètement de notre nouvelle organisation tout ce qui tenait à cette BRANCHE PERDUE. Vous voyez que nous avons énormément de choses à nous dire, mais je vous pose pour condition expresse de ne parler politique à Paris, qu'avec moi et Y., *seuls autorisés par le Comité suprême*, car votre facilité de relations avec tout le monde, lors de votre dernier séjour, a laissé derrière vous un monde de cancan exploités de la manière la plus fâcheuse par nos Erostrates²⁶⁰. Je vous embrasse fraternellement ainsi que vos deux amis.

« Votre ferme et loyal

« L. MIROSLAWSKI. »

L. MIROSLAWSKI."

Au moment même où je recevais cette lettre, nous en reçûmes une autre du *Comité militaire russe*, qui s'était secrètement formé en Pologne et qui nous annonçait qu'il venait de conclure une alliance sérieuse avec le *Comité central de Varsovie*. Celui-ci, de son côté, nous adressait en même temps cette lettre noble et sympathique, qui a si fort ému le général Miroslawski, et qui servira, j'espère, de base à la réconciliation prochaine et active de la Pologne avec la Russie.

Cette lettre porte sur deux points fondamentaux. Le premier établit le caractère largement libéral et démocratique du mouvement actuel en Pologne. Par le second, le *comité central polonais* rend un hommage solennel au *droit qui appartient à tout peuple de décider de son sort*.

Comme c'est un point excessivement important en ce qu'il résout d'une manière aussi juste que large la question des limites qui doivent séparer, dans un prochain avenir, la Pologne indépendante et libre de la

²⁶⁰ Erostrate est l'homme qui, en juillet 356 av. J.-C., alluma un incendie qui détruisit totalement le temple d'Artémis à Éphèse. Il avoua qu'il cherchait la célébrité.

Russie émancipée, et comme toute l'attaque de M. Louis Miroslawski contre nous, aussi bien que contre le *Comité central de Varsovie* est précisément basée sur ce point, je vous demande la permission, Monsieur le Rédacteur, de citer les propres termes de cette lettre, qui, d'ailleurs, a déjà paru dans votre journal, et dans le journal français, *La Cloche*, de Bruxelles.

« C'est par la violence que nous avons été privés de notre existence politique. Cette violation, nous ne l'avons jamais reconnue ; et nous [ne] saurions la reconnaître, non plus que les nouvelles frontières qu'elle a créées, et que les gouvernements qui se sont fondés sur les ruines de notre liberté. Il n'y a pas pour nous de partage de la Pologne. Nous ne connaissons qu'une Pologne, celle qui consiste de l'union des Polonais, des Lithuaniens et des Russiniens²⁶¹, sans prédominance de l'un quelconque de ces trois éléments.

« C'est de ce point de vue que nous aspirons à la restauration de la Pologne dans ses anciennes limites, laissant aux peuples qui l'habitent – c'est-à-dire aux Lithuaniens et aux Russiniens – la liberté absolue de rester unis à la Pologne, ou de disposer d'eux-mêmes selon leur propre volonté. Mais aujourd'hui, dans nos actes préparatoires, nous croyons que c'est pour nous un devoir sacré que d'employer tous nos efforts à faire marcher ensemble la Lithuanie, l'Ukraine et la Pologne, et à faire que le soulèvement populaire s'étende à la fois sur tout le territoire opprimé.

« Après avoir déclaré dans notre programme quel est notre point de vue, nous le déclarons ici de nouveau, ouvertement, franchement, sans arrière-pensée. Oui, encore une fois, nous reconnaissons entièrement le droit absolu à l'autonomie des peuples qui ont été unis à la Pologne, et qui ont souffert avec elle. Mais nous demander, à nous qui sommes sous le joug de l'ennemi, et qui n'avons même pas la liberté de disposer de nous-mêmes, de renoncer à l'union, qui, aujourd'hui même, en dépit de la séparation forcée, existe encore ; nous demander, à nos qui reconnaissons à toutes les nations le droit de se reconstituer dans leurs propres limites, de nous désister de ce droit lorsqu'il s'applique à la Pologne ; ce serait nous demander de reconnaître le partage forcé, nous demander d'abandonner la puissance que donne à la cause de notre liberté l'union des trois peuples fondus en un. »

²⁶¹ *Note de Bakounine* : Peuples de la Petite-Russie.

Après avoir lu ces lignes, Monsieur le Rédacteur, vous conviendrez sans doute avec moi, qu'une exposition de principes si patriotique, si juste, si simple, ne laissait pas même à M. Louis Miroslawski l'ombre d'un prétexte pour accuser les membres du *Comité central polonais* et nous, les patriotes russes à Londres, d'avoir voulu, les uns vendre, les autres acheter *les deux tiers du territoire polonais*.

Nous ne sommes, Monsieur, ni vendeurs ni acheteurs de peuples, et nous n'avons ni la puissance ni la volonté de disposer de leur sort. Nous croyons fermement et absolument que ce droit n'appartient qu'à eux seuls. Pour nous la liberté avec toutes ses conséquences est un principe suprême, en dehors duquel nous ne concevons rien. Nous sommes fatigués de cette grandeur fictive, fondée sur un affreux esclavage intérieur, et qui a eu pour dernier résultat notre honte et notre ruine. Nous voulons une Russie vraiment libre, et par conséquent nous voulons de bonne foi l'affranchissement de toutes les provinces rivées à notre territoire par la politique violente de St-Pétersbourg. Nous désirons seulement qu'une fois libres, elles gardent leur liberté et ne soient pas absorbées par l'ambition violente de quelque Etat voisin, contrairement à leur gré. Nous avons donc demandé aux patriotes polonais, aujourd'hui nos alliés et nos frères, de reconnaître avec nous le principe souverain de la liberté que tout peuple doit avoir de disposer de son sort, indépendamment des considérations politiques, soit de la Russie, soit de la Pologne. Ils l'ont hautement reconnu, et nous avons été heureux et fiers de leur donner la main.

Avant de nous décider à cet acte, nous avons naturellement pris des informations sur la nature des mesures prises par le *Comité central de Varsovie* et sur le degré de puissance dont il jouit en Pologne. Car il nous importait fort d'avoir affaire à une force et à une représentation réelle du pays, et non à une prétention ambitieuse quelconque, justement ou même injustement méconnue par lui. L'armée russe couvrant aujourd'hui le royaume de Pologne, et nos amis étant répandus dans cette armée, il nous a été facile de recevoir toutes les informations nécessaires. Et voici ce que nous avons appris.

Il existe réellement en Pologne une organisation admirable à laquelle obéit aujourd'hui l'immense majorité du pays. Elle embrasse toutes les villes, une certaine partie des campagnes, et compte à cette heure plus de cinquante mille membres inscrits²⁶², qui lui ont juré une fidélité absolue. C'est un gouvernement national, régulier, incomparablement plus puissant

²⁶² Le chiffre avancé par Bakounine n'est pas exagéré.

et mieux obéi que le gouvernement du grand-duc Constantin. A sa tête se trouve le *Comité central de Varsovie*, puissance autocratique s'il en fût, mais que tout le monde vénère, parce qu'elle est l'expression et l'unique organe du mouvement et des espérances nationales. Les membres de ce Comité occulte résident à Varsovie et s'assemblent chaque jour, sous les yeux même de M. Wielopolski, pour délibérer sur les préparatifs de la révolution, et pour envoyer dans les parties les plus reculées de la Pologne des ordres qui s'exécutent toujours avec une rapidité et une exactitude incroyables. Ce Comité a deux journaux officiels, imprimés en secret, le *Ruch* et la *Straznica*, qui paraissent régulièrement deux fois par semaine. On dit même qu'il a une police à lui, qui déjoue souvent les machinations de la police russe.

Naturellement, l'existence de cette puissance occulte à Varsovie même n'a pu manquer d'émouvoir le gouvernement russe. Il a fait des perquisitions incroyables, des arrestations en masse, et il n'a jamais rien pu découvrir. Ayant saisi, par hasard, le programme du Comité, il crut un instant être tombé sur ses traces, et pensa faire un acte de politique fort habile en publiant ce programme sous une forme tronquée. Le lendemain même, le *Comité central* reproduisait son programme en entier et se proclamait en même temps l'unique gouvernement régulier et national de la Pologne. Cet acte d'audace patriotique lui gagna définitivement l'assentiment de tout le pays.

Il y avait d'abord à côté de lui un comité exclusif de la noblesse, le *Comité de la Szlachta* ; mais aujourd'hui il se dissout, comprenant qu'à la veille de la terrible crise qui va décider du sort de la Pologne, l'union est un devoir et la dissidence une trahison, et qu'à cette heure solennelle tout honnête patriote polonais doit se soumettre à l'autorité absolue de ce *Comité central de Varsovie* qui, à force de dévouement sublime et d'intelligent patriotisme, a su donner cette organisation formidable aux forces vivantes de la Pologne.

Il y a eu encore une autre tentative [de faire] pour former une secte à part ; mais elle a échoué faute de croyants. Le général Miroslawski avait envoyé un ami en Pologne, avec l'ordre de le proposer comme président au *Comité central de Varsovie*. Celui-ci répondit avec raison, que le président du Comité devait se trouver, non à Paris, mais à Varsovie même, et partager tous les dangers auxquels sont journellement exposés tous les autres membres du Comité. Alors l'envoyé du général Miroslawski s'efforça de fonder une société nouvelle qui, dans tout le royaume de Pologne, recruta avec peine une trentaine de membres. Payant d'audace

aussi, le général Miroslawski publiait en même temps un manifeste polonais qui le déclarait président d'un Comité central révolutionnaire, et comme il avait envoyé une masse d'exemplaires de ce manifeste en Pologne, le gouvernement russe s'en saisit. Croyant avoir fait cette fois une immense découverte, il se hâta de la publier. Toute cette affaire fut extrêmement ridicule.

Tels sont les faits, monsieur, qui nous [ont] été rapportés par nos amis russes en Pologne. Nous ne pouvions plus hésiter ; et, suivant l'exemple du *Comité militaire russe*, nous donnâmes de grand cœur notre main à ce noble et patriotique *Comité central de Varsovie*, le seul représentant actuel du mouvement polonais.

Une fois décidés à nous en tenir à ce que notre spirituel adversaire veut bien appeler la « *branche perdue* », – c'est-à-dire à toute la Pologne vivante et sérieuse, nous devons naturellement renoncer à l'alliance du général Miroslawski, et je fus forcé de répondre à sa lettre si engageante par un refus. Mais sachant, par oui-dire, la grande susceptibilité du général, et désirant épargner les tonnerres de son vindicatif courroux à une alliance si jeune et pour nous si précieuse, je tâchai de rendre ce refus aussi délicat que possible. Voici, d'ailleurs, ma réponse.

« Ce 1^{er} octobre, 1862. Londres.

« Mon cher général,

« J'ai bien tardé à vous répondre, mais mon silence a eu pour cause très sérieuse le désir de pouvoir vous donner une réponse claire, péremptoire et précise sur toutes les questions et les conditions que vous nous posez dans votre lettre. En exigeant de nous que nous n'ayons désormais d'autres relations polonaises que celles que vous voulez bien nous proposer, vous nous mettez dans un embarras extrême. D'un côté, nous sommes à peu près convaincus que vous êtes l'un des hommes les plus énergiques, les plus intelligents et les plus décidément révolutionnaires de l'émigration polonaise. C'est assez vous dire, que nous désirons sincèrement pouvoir marcher avec vous. Mais, d'un autre côté, nous ne sommes plus libres de choisir, parce que nos compatriotes dans le royaume de Pologne, *précisément ceux qui risquent leur liberté et leur vie, en servant notre cause commune*, ont déjà fait leur choix. Vous savez fort bien vous-même qu'ils travaillent, depuis un an à peu près, de concert avec le *Comité central de Varsovie*, qui, de son côté, vient de nous adresser une lettre

quasi-officielle, que vous trouverez insérée dans le numéro 146 du *Kolokol*. Il nous est impossible de rompre ces relations, que nous n'avons pas créées, mais que nous avons seulement consacrées par notre sympathie et par notre consentement. Le programme énoncé dans cette lettre étant tout à fait identique au nôtre, nous n'avons aucune raison et par conséquent aucun droit de briser une alliance qui, à nos yeux, et, j'espère, aux vôtres aussi, devient de jour en jour plus nécessaire. – Voilà en peu de mots toute notre position. Elle n'est point à refaire. Nous vous supplions donc, mon cher général, de nous donner la possibilité de marcher avec vous, sans détruire l'alliance qui existe déjà entre nous et le *Comité central de Varsovie*.

« Agréez, etc., etc.

« M. BAKOUNINE. »

Cette lettre me valut une réponse piquante mais polie du général Miroslawski, qui plaisantait fort agréablement sur ce qu'il appelait notre généreuse condescendance pour nos jeunes gens, égarés, dit-il, par des intrigants polonais. « Si le *Comité central* a jusqu'à présent existé », ajoutait-il, « il vient de se suicider par la lettre qu'il vous a adressée » ; et il nous conseillait de nous préparer à soutenir une attaque formidable et simultanée de la part de toutes les nuances de la presse polonaise révolutionnaire.

La prophétie menaçante du malveillant général ne s'est point réalisée. Loin de là, à l'exception de la *Bacznost*, organe personnel de M. Miroslawski, toute la presse polonaise a favorablement accueilli la nouvelle de l'alliance conclue entre le *Comité central de Varsovie* et le *Comité militaire russe*, – alliance dont nous n'avons été que les intermédiaires et, pour ainsi dire, l'expression publique. Il est vrai que la *Bacznost* s'est beaucoup démenée, a jeté feu et flammes et contre nous et contre le *Comité central polonais*, et a prêché le massacre en masse de tous les Russes, sans distinction d'amis ou d'ennemis. Mais comme personne n'y a fait attention, nous l'avons laissé crier sans lui répondre.

Il paraît que ce silence a fort déplu à M. Louis Miroslawski, et lui a échauffé la bile au point de lui faire publier dans beaucoup de journaux cette accusation incroyable, que je vous demande la permission de reproduire encore une fois dans le vôtre, afin que vos lecteurs, après les explications que je viens de donner, puissent en apprécier le caractère moral. – La voici :

« Monsieur le rédacteur. – Plusieurs journaux ayant cru devoir reproduire la prétendue découverte de la police russe de Varsovie, au sujet d'un *Comité central* d'insurrection dont j'aurais la présidence, je sollicite la voie de votre journal pour décliner cet honneur. Je ne vous donnerais pas cette peine si la *Cloche*, organe du parti révolutionnaire russe, n'avait pas accueilli tout récemment de ce *prétendu Comité central polonais* une adresse ne tendant à rien moins qu'à engager les deux tiers du territoire polonais à la Moscovie régénérée, en échange d'une promesse tout aussi valable de sympathie et de concours. C'est assez prouver, j'espère, que j'ignorais jusqu'à l'existence de *cet étrange Comité central polonais*, avant que les deux presses extrêmes de la Russie eussent imaginé de l'apprendre à tout le monde.

« Agréez, etc., etc.

« L. MIROSLAWSKI. »

Je n'ai rien à ajouter, monsieur le rédacteur, sinon qu'après avoir lu cette superbe déclaration du général Miroslawski, je me sais doublement félicité de ne m'être pas laissé prendre dans ce qu'il appelle lui-même *sa boutique*.

Et maintenant, permettez-moi de terminer cette triste explication en reproduisant dans votre journal un document précieux, que la rédaction de la *Cloche* vient de recevoir de Pologne. C'est l'adresse de notre *Comité militaire* aux officiers de l'armée russe. Nos amis l'ont accompagnée de la lettre suivante :

« Monsieur, vous avez inséré notre adresse au grand-duc Constantin ; nous vous en remercions. Nous n'attendions aucun résultat de cette adresse, et nous [ne] l'avons écrite que pour l'acquit de notre conscience. En effet, aucun résultat ne s'est produit. Le gouvernement se conduit aujourd'hui en Pologne comme il s'y conduisait hier. Maintenant, nous venons vous prier d'insérer dans le *Kolokol* notre adresse aux officiers russes, car nous voulons que l'armée connaisse notre situation et nos convictions. Ce n'est plus pour l'acquit de notre conscience que nous avons conçu la présente adresse, mais c'est parce que nous croyons fermement à son succès.

« Varsovie, 6 novembre 1862. »

Suivent les signatures.

En maintenant voici l'adresse. Elle porte le sceau du *Comité militaire*, qui représente deux mains unies avec cette inscription : « *La terre et la liberté.* »

« AUX OFFICIERS DE L'ARMÉE RUSSE

adresse du comité des officiers russes en Pologne

« Camarades de tous les corps militaires, de la ligne et de l'artillerie, de la garde et de l'armée, des garnisons et des Cosaques, des académies militaires et de l'état-major !

« Notre situation est exceptionnelle.

« La manière d'agir du gouvernement dans les villes polonaises est telle, que le peuple doit perdre patience et s'insurger, sans même se demander s'il sera vainqueur ou vaincu. Les événements rapprochent, de jour en jour, le moment où il nous faudra accepter le rôle de bourreaux de la Pologne ou bien nous soulever avec elle.

« Nous ne voulons pas du rôle de bourreaux.

« Si nous étions seuls, nous aurions déposé les armes et nous nous serions éloignés ; mais derrière nous, il y a des soldats : et les soldats ne veulent pas non plus du rôle de bourreaux. Or, il n'est pas humainement possible de décider des régiments entiers à déposer les armes et à rester complètement neutres. Vous le voyez, nous n'avons pas le choix : nous soutiendrons la cause de la liberté. Nous attesterons que le peuple russe arbore le drapeau de l'émancipation et non de l'asservissement des peuples slaves. Nous ne déshonorerons pas le nom russe en nous prêtant à la continuation des crimes de l'impérialisme pétersbourgeois : nous périrons plutôt, comme des victimes d'expiation et de rédemption.

« Le Comité central de Varsovie, placé aujourd'hui à la tête du mouvement polonais, nous a déclaré que son but est : la cession aux paysans polonais des terres qu'ils cultivent, l'égalité des droits politiques et l'abolition des privilèges de classes, la délivrance de la Pologne du joug du gouvernement de Pétersbourg et des autres gouvernements allemands et la reconnaissance aux provinces unies à la Pologne par le souvenir du passé, du droit absolu de disposer

d'elles-mêmes, sans égard aux intérêts d'État polonais ou russe. C'est conformément à ces principes, mais à ces principes seuls, que, nous et nos soldats, nous sommes prêts à nous joindre à l'insurrection polonaise, car ces principes sont ceux de la liberté russe.

« En prévision d'une lutte imminente, nous sommes décidés à nous réunir en comité pour peser toutes les circonstances et déterminer la marche à suivre. Nous ferons tous nos efforts pour écarter les malheurs inutiles – mais le temps est précieux.

« Le gouvernement agit en Russie aussi mal qu'en Pologne. Après la guerre de Crimée, le gouvernement battu s'est aperçu qu'on ne pouvait plus se fier aux pilotis pourris de la bureaucratie et de la police secrète. Il a commencé à réformer avec un faux air de sincérité, mais avec la ferme intention, au fond, de ne faire aucune concession.

« Il en est résulté :

« 1° L'émancipation des paysans – avec réduction de leurs propriétés foncières, avec des chartes réglementaires forcées, avec le *rachat impossible, avec des fusillades contre le peuple*, et enfin avec la promesse de l'empereur qu'il ne donnerait jamais aucune autre liberté à la nation ;

« 2° La réforme financière – avec *augmentation* d'impôts, d'emprunts et de ruine ;

« 3° La promesse de réformes judiciaires – avec *l'emprisonnement, dans les casemates*, d'hommes dont le seul crime est leur attachement à la vraie liberté du peuple, et l'exécution d'officiers et de soldats condamnés à mort pour avoir osé parler ici de cette liberté ;

« 4° La promesse de Conseils provinciaux chargés de diriger les affaires économiques des provinces – avec *l'état de siège* introduit par degrés depuis les provinces occidentales jusqu'à Nijni-Novgorod.

« Vous voyez que l'impérialisme de Pétersbourg n'est pas sincère et qu'il est incapable.

« Le peuple russe ne peut s'organiser selon sa vraie liberté, – c'est-à-dire sans privilèges de classes, avec le droit de chacun à la terre, avec l'autonomie des provinces et leur fédération, – que par

l'intermédiaire d'une *assemblée nationale* de députés élus par *tous* et ayant la confiance de *tous*.

« Le gouvernement ne convoquera jamais l'Assemblée nationale.

« La Russie étant, à cause de son immense étendue, moins concentrée que la Pologne, s'agitera peut-être un jour plus tard qu'elle, mais son heure n'est pas éloignée. L'absence d'ordre et d'unité présage des massacres sauvages et une terrible effusion de sang.

« Qui donc sauvera la Russie ?

« L'armée !

« L'armée doit se refuser à tenir la Russie en état de siège et à être le bourreau du peuple russe, de même que nous, que le hasard a envoyés en Pologne, nous nous refusons à être les bourreaux du peuple polonais. Mais ce refus ne suffit pas : pour sauver la Russie, l'armée doit se faire l'âme du peuple et la servante de sa liberté.

« Camarades ! Prenez nos paroles à cœur, en quelque lieu qu'elles vous parviennent !

« Formez des comités comme le nôtre ; dites aux soldats que leur mission n'est pas de se faire les bourreaux, mais bien les sauveurs de la vraie liberté du peuple. Seul, le peuple russe libre peut relever les soldats du rôle mercenaire de l'impérialisme, pour en faire des hommes libres, possédant leur lot de terre, et défenseurs d'une libre patrie. Dites-leur que la liberté russe demande un nouveau serment et un saint dévouement.

« Quand vous aurez organisé des cercles puissants, avec des comités à leur tête, d'accord avec vos soldats, entrons en relations, unissons-nous en un même esprit et pour une même action. De Pétersbourg et de la Bessarabie, de l'Oural et du Don, de la mer Noire et du Caucase, formons nos rangs et traversons avec calme tous les pays russes, prévenant une inutile effusion de sang, laissant le peuple s'arranger librement et en appelant partout à la *Grande Assemblée Nationale* des élus de la nation russe, pour établir une organisation raisonnable et une union générale. Nous n'avons pas d'amour-propre, nous ne nous érigeons pas en comité central ; nous voulons que *les plus capables* soient nos guides et les vôtres : nommez-les ; nous les suivrons. Mais hâtez-vous ! le temps est précieux !

« Si pourtant le sort décide que nous devons être les premiers à refuser le rôle de bourreaux et à nous unir à la cause de la liberté, – alors c’est à vous que nous léguons le testament de la vraie liberté du peuple, que nous avons accepté des Pestels et des Ryleïeff ²⁶³.

« Camarades ! Nous, qui allons à la mort, nous vous saluons !

« Il dépend de vous que ce ne soit pas la mort, mais une vie nouvelle !

« 5 novembre 1862. »

Je termine cette lettre si longue par l’expression d’une espérance. L’heure de l’insurrection polonaise est proche. Je ne doute pas que le général Miroslawski ne se trouve à temps à Varsovie pour y prendre part, soit comme général, soit comme simple soldat, au commencement même de la lutte terrible et inégale qui doit bientôt éclater : lorsqu’il verra nos amis, officiers et soldats russes, non dans les rangs des oppresseurs, mais dans ceux des défenseurs de la liberté polonaise, j’espère que, oubliant les blessures de sa vanité prise en défaut, son cœur patriotique s’en réjouira.

M. BAKOUNINE.

Imprimé chez W. ALLEN et CIE, 4 Brydges St., Covent Garden.

1863. – Aux patriotes finlandais ²⁶⁴

Ce 25 avril 1863 – Stockholm

Je me rends à l’invitation de mes amis et d’autres émigrés finlandais qui m’engagent à adresser ces quelques mots à leurs amis de la Finlande. Je le fais avec d’autant plus de plaisir que je suis convaincu que le

²⁶³ *Pavel Ivanovitch Pestel* (1793-1826), issu d’une famille noble, officier, conspira en faveur d’une république, pour l’émancipation paysanne. Il participe au soulèvement des Décembristes en 1825, lors de l’avènement de Nicolas I^{er}, réclamant une république unitaire, centraliste, égalitaire et une profonde réforme agraire avec la distribution gratuite des terres aux paysans. Il sera pendu le 13 décembre 1825. Ryleïeff, poète et homme d’action, fit partie de la conspiration.

²⁶⁴ Stockholm, Kungliga Biblioteket, Archives Emil Qvanten

moment de nous entendre est pour nous tous arrivé. Nous n'avons pas même de temps à perdre car les événements marchent avec une rapidité saisissante et c'est à peine si nous aurons le temps de nous concerter et de nous préparer. Et nous devons nous donner la main pour une action commune car nos intérêts sont les mêmes. Vous voulez Messieurs la liberté et l'entière indépendance de Votre patrie. Nous le voulons aussi, sincèrement, pleinement, en reconnaissant à la Finlande le droit incontestable de disposer d'elle même, celui de se séparer de l'Empire Russe, soit pour rester seule, indépendante de tous ses voisins, soit pour entrer dans tel système politique qu'il lui plaira. Reconnaître ce droit est pour nous une nécessité logique, parce que notre principe est celui de la liberté quand même, de toute la liberté, sans conditions et sans restriction, c'est même plus qu'une conséquence logique, c'est une nécessité de position : Nous ne pourrons jamais devenir libres nous-mêmes tant que l'établissement centraliste et violent qu'on appelle l'Empire Russe subsistera. Nous détestons profondément et radicalement ce système qui nous a enchaînés pour faire de nous un instrument de conquête, – ce système dont nous sommes comme Vous les victimes et dont nous ne pouvons [nous] libérer, sans vous en délivrer Vous mêmes. Le renversement, la destruction complète de cet Empire violent appelé russe, quoiqu'il soit allemand dans toute son essence, l'émancipation de toutes les provinces et de tous les peuples, russes et non russes, qui subissent son joug, la liberté de tous avec le droit de chacun de s'arranger intérieurement et de disposer de lui-même selon ses vœux, ses besoins, sa nature – tel est notre but pratique, tel est le principe au nom et pour le triomphe duquel nous avons conclu une alliance avec nos frères polonais. Les Finlandais nos voisins et victimes du même système ne joindront-ils pas leur main à la nôtre ?

Le moment est propice. Cet empire artificiel, monstrueux et qui n'existe que par l'astuce, la corruption, la violence, craque de tous les côtés, profondément ébranlé dans ses fondements mêmes. Il faut en finir avec lui. Les Polonais nous donnent un généreux exemple : suivons-le : Fatigués de subir l'humiliation et la torture, puisant leur force dans leur désespoir, ils se sont soulevés sans armes et tiennent aujourd'hui en échec toute l'armée du Tzar, dont ils mettent à nu l'impuissance. Leur mouvement d'abord faible, désordonné et restreint à ce qu'en langage diplomatique on appelle Royaume de Pologne, prend à l'heure qu'il est un caractère universel, populaire et, se répandant dans toutes les autres provinces polonaises, ébranle profondément toute l'ancienne Pologne jusqu'aux frontières mêmes de l'ancienne Russie, jusqu'à la Dvina et au Dnieper. Il

ne s'arrêtera pas là, car le peuple russe également las d'esclavage et n'attendent plus rien de l'Empereur Alexandre, n'attend qu'un signal pour se soulever.

Dans ces dernières années on a beaucoup parlé en Europe et je crois en Finlande aussi des soi-disant bienfaits de l'Empereur actuel, des réformes qu'il est sensé d'avoir entrepris pour la civilisation et pour l'émancipation de ses peuples et pour l'encouragement de son progrès matériel. On s'est laissé tromper par des mots et on a accepté comme des actes des promesses et des phrases, dont après la catastrophe salutaire de Crimée, ce gouvernement hypocrite, incorrigible, mais humilié par le triomphe des armes étrangères, a cru devoir se servir pour cacher au monde la réalité de ses mauvaises intentions. Nous autres Russes, nous ne nous y sommes pas laissés tromper. Nous savions bien que ce gouvernement, que tout ce système impérial, fondé uniquement en vue l'oppression et du mal, était incapable de bien, – incapable de le concevoir et encore plus incapable de le réaliser, si par un miracle quelconque il parvenait même à le concevoir. Etat allemand s'il en fut, il a pour condition et pour base la négation absolue de tout ce qui s'appelle droit, liberté, humanité ; il n'a d'autre but, ni d'autre fonction, il n'a d'autre action possible que l'asservissement intérieur et la conquête extérieure, – c'est-à-dire le mal dans sa plus large acception. Pour faire le bien, le système impérial devrait donc commencer par se détruire lui-même. Mais jamais un pouvoir malfaisant ne s'est anéanti de lui-même. Il faut que nous venions à son aide.

La catastrophe de la Crimée a été un grand bonheur pour la Russie. Elle l'a réveillée de ce sommeil de plomb auquel l'avait condamnée Nicolas, elle lui permit de respirer plus librement en faisant chanceler cet édifice de barbare despotisme élevé par la main puissante du Tzar Pierre, et qui pendant un siècle l'avait écrasée comme un affreux cauchemar. – Loin de souffrir des suites de cette guerre désastreuse qui avait donné le coup de grâce au prestige et à la toute-puissance impériale, la Russie se sentit comme ressuscitée. L'impérialisme tombait, mais le peuple russe commençait une vie nouvelle, et la joie spontanée qu'éprouva la nation, ce sentiment de foi et d'espérances nouvelles qui s'alluma spontanément dans tous les cœurs sur toute la surface de l'Empire, contrastèrent singulièrement avec la morne tristesse du monde officiel, et prouvèrent qu'entre l'impérialisme condamné à périr et la nation appelée à un grand avenir, il n'y avait rien de commun.

Pourtant il y eut un moment où le pouvoir lui-même, reprenant espérance et courage, sembla vouloir se joindre à cet élan national, en

s'ouvrant une nouvelle carrière de justice et de liberté. On parla de réformes, d'émancipation, on confessa publiquement les fautes passées en les rejetant d'ailleurs toutes sur la tête de l'empereur Nicolas, hier encore un objet de respect, d'adulation et de crainte, aujourd'hui décrié et méprisé. – Un jeune empereur, innocent de l'affreux passé et dont le cœur semblait déborder de justice, de respect humain et d'amour était assis sur le trône, nous promettant l'âge d'or. – Hélas ! l'illusion fut bien courte. L'empereur Alexandre n'est pas un méchant homme. Son tempérament paresseux et voluptueux le porte naturellement à la bienveillance et à la jovialité. Il voudrait contenter tout le monde à peu de frais et se voir adoré sans beaucoup faire. Enivré par la toute-puissance dont il se vit tout d'un coup investi, il se crut un moment appelé à régénérer la Russie, ne comprenant pas que fût-il même un grand cœur et un homme de génie, il aurait été empêché et paralysé par la nature même de son pouvoir malfaisant en tout point et contraire par son essence même à tout développement réel et vivant de la nation. Esprit pauvre, mal cultivé et cœur étroit, il conçut la pensée la plus bizarre : celle d'introduire les réformes nécessaires et d'émanciper les peuples soumis à son joug, en conservant dans toute son intégrité l'autocratie impériale : – faire régner l'honnêteté dans l'administration et la justice dans les tribunaux en sauvegardant partout l'arbitraire des ministres et des hauts fonctionnaires, – donner aux paysans la liberté en les laissant attachés à la glèbe, leur donner la terre sans droit de propriété, – enfin se faire adorer par les Polonais et passer pour le restaurateur et le bienfaiteur de la Pologne tout en continuant le système barbare et impie de l'Empereur Nicolas, – en un mot, se poser en libérateur sans céder la moindre parcelle du pouvoir tyrannique et malfaisant qui lui a été légué par son père. – C'était une triste illusion d'une imagination déréglée, la fantaisie misérable d'un pauvre esprit. Il a dû naturellement échouer ; il a fini par comprendre que les grandes réformes projetées étaient incompatibles avec les conditions mêmes de son pouvoir, et il a renoncé aux premières, pour conserver ce dernier. Voilà en peu de mots toute son histoire. – Aujourd'hui il est devenu un tyran plus despote, plus cruel que ne l'a jamais été l'empereur Nicolas. – La tyrannie de Nicolas était celle d'une volonté inintelligente mais de fer et qui avait foi en elle-même. La tyrannie d'Alexandre est celle de la faiblesse et de la lâcheté. Il a peur, – et il a raison d'avoir peur car les jours de son règne sont comptés. Lui et sa dynastie et tout le système impérial avec eux sont condamnés à périr.

Une grande révolution s'est déjà faite dans le peuple russe. Celui qui n'a connu ce peuple qu'au temps de l'Empereur Nicolas ne le reconnaîtrait plus. – Il a pris ce qu'on a été bien forcé de lui accorder, mais il ne s'en est pas contenté. Il n'a jamais transigé avec le pouvoir impérial et il n'a jamais cessé de lutter contre lui. Ce qu'on ignore complètement à l'étranger, c'est cette lutte permanente du peuple russe contre la Russie officielle, contre la Russie impériale, lutte qui a commencé bien avant Pierre 1^{er}, encore sous le règne de son père le Tzar Alexis et qui n'a jamais discontinué jusqu'à nos jours. Les victimes de cette lutte de deux siècles ne doivent être comptées ni par centaines, ni par milliers, mais par centaines de milliers. Elle a été obscure et inconnue jusqu'ici parce qu'elle s'est passée dans les régions souterraines et la vie populaire, mais elle est pleine d'intérêt dramatique, et il faut la connaître pour bien comprendre ce qui se passe aujourd'hui en Russie. – L'immense majorité de la nation russe n'a jamais consenti à ce que l'on appelle les réformes du Tzar Pierre, ni à la civilisation allemande, bâtarde qu'il a violemment introduite en Russie. L'idée de Pierre était celle-ci : il voulut créer un grand Etat, organisé à la manière allemande, prussienne surtout, un Etat violent à l'intérieur comme à l'extérieur, militaire, bureaucratique et capable de conquérir la moitié de l'Europe. Eh bien rien n'est si contraire au génie russe qui n'est ni militaire, ni conquérant et qui se réfugie volontiers dans la liberté primitive de la vie communale, et qui n'aurait jamais créé de lui même ce qu'on appelle l'Empire russe. – Cet empire, et toute cette Russie officielle, bureaucratique, allemande, qui en forme le corps, est pour le peuple russe un objet de haine profonde irréconciliable ; et ce n'est pas sans révolte qu'il s'est laissé mettre cette camisole de force. – Ce combat à outrance entre un peuple barbare si vous voulez mais plein de vigueur et de sève et qui se sent assez d'originalité pour se développer à sa façon et ce système impérial étranger et qui n'a de russe que le nom, a pris dès l'abord le caractère d'une lutte religieuse. Vous avez entendu parler sans doute de nos dissidents, D¹F8@: \>484 ²⁶⁵, ennemis acharnés de l'Eglise officielle. Ils ne le sont pas seulement de l'Eglise, ils le sont encore et surtout de l'Etat dont cette Eglise elle même n'est qu'un instrument passif et servile. En luttant contre le S¹Synode, ils combattent l'Empereur et ils le combattent au nom des libertés communales et provinciales qui, avant Pierre, ont formé la base de la vie nationale russe. L'empereur est pour eux l'antéchrist et son empire, toute cette organisation bureaucratique, militaire, tous ces corps privilégiés, autant d'instruments d'oppression, –

²⁶⁵ Raskolniki

c'est le royaume du diable. Ce n'est pas sans raison que nos Tzars depuis Alexis jusqu'à nos jours les ont persécutés avec un acharnement qui ne pourrait être comparé qu'à celui des empereurs romains contre les premiers chrétiens. Ils ont bien compris que là était le plus grand danger pour l'Etat allemand monstrueux que Pierre avait fondé dans le sang et sur les ruines de la vie nationale. Aussi, rien ne saurait donner une idée des barbares persécutions dont ces pauvres croyants ont été l'objet pendant deux siècles de suite. Depuis Alexis il ne s'est certainement pas passé une année qu'un millier, que dis-je quelques milliers de dissidents n'aient été massacrés par les balles et les baïonnettes des soldats ou sous le knout des bourreaux. Des villages entiers ont été incendiés, exterminés, des milliers de femmes et d'enfants ont péri dans les forêts où ils ont cherché refuge contre les barbaries impériales, – des centaines de milliers envoyés en masse en Sibérie sont morts à moitié route de froid, de faim et de mauvais traitements, grâce à l'honnêteté et à l'humanité proverbiales des fonctionnaires russes, grâce à ce magnifique dédain pour la vie du prochain qui forme le trait distinctif de toute notre administration impériale. Eh bien, malgré toutes ces horreurs, les dissidents russes n'ont rien perdu de leur force. La persécution comme toujours et partout ne les a pas abattus, elle les a agrandis, – et l'Empereur Nicolas, ce despote entre tous, ce tyran idéal et certainement l'ennemi le plus implacable et le persécuteur le plus acharné des sectaires et qui a commis des miracles de férocité pour les détruire, a été forcé d'avouer hautement au déclin de son règne, que contre les dissidents il avait été impuissant. Aujourd'hui, selon la statistique officielle, on en compte près de quinze millions en Russie. Ils représentent la partie la plus vivante, la plus vigoureuse et la plus intelligente du peuple russe, et fidèles aux anciennes traditions, ils demandent aujourd'hui comme toujours, et avec plus de force que jamais la liberté, toute la liberté pour le peuple et la terre pour le peuple, – c'est-à-dire l'émancipation des communes propriétaires de la terre et se gouvernant elles-mêmes par des fonctionnaires électifs – l'abolition complète de toute bureaucratie et de toute cette organisation allemande de l'Empire, – l'autonomie administrative des provinces, et à la place de cette centralisation odieuse de l'Etat, la fédération des provinces.

Tel est aussi le programme de la société secrète qui couvre aujourd'hui de son organisation tout l'empire et qui embrasse toutes les classes, depuis la partie jeune et intelligente de la noblesse jusqu'au dernier des paysans. – Des milliers d'hommes dévoués de toutes les classes, nobles, bourgeois, paysans, prêtres, artistes, artisans grands et petits fonctionnaires militaires

et civils font aujourd'hui partie de cette association puissante et qui a mis sur son drapeau ces deux symboles de la foi populaire : « La Terre et la Liberté. »

Je m'adresse à Vous, Messieurs, au nom de cette société qui m'a donné le droit de la représenter à l'étranger, droit que je partage avec mes amis de Londres Herzen et Ogareff.

Je crois Vous avoir exposé notre pensée et notre but politiques. Je tâcherai encore une fois de les formuler en peu de mots.

1. Nous voulons la destruction entière et complète de l'Empire Russe, parce que nous sommes tous pleinement convaincus que l'existence de cet empire fondé sur une barbare oppression, sur une négation systématique et absolue de la vie nationale et ne pouvant se soutenir que par la violence, intérieurement aussi bien qu'extérieurement, est incompatible avec la liberté. – Nous sommes donc les ennemis de cet empire non par félonie, mais par patriotisme, et parce qu'étant un grand peuple de quarante millions de Grands Russes nous nous sentons assez forts pour n'avoir besoin, ni d'astuce, ni de violence ni du bien d'autrui pour nous assurer une existence respectable. – En opposition à la centralisation impériale, nous sommes des fédéralistes, non par caprice ni par engouement théorique, mais par la nécessité même de notre position, et parce qu'une cruelle expérience de deux siècles nous a prouvé que le système bureaucratique rend impossible le développement libre des forces et de la vie populaires.

2. En voulant la liberté pour nous- mêmes, nous la voulons et nous devons la vouloir pour tous nos voisins, pour ceux surtout d'entre eux que la politique conquérante de S^t Petersburg a violemment réunis avec nous. Nous ne reconnaissons pas seulement le droit de la Finlande, des provinces Esthoniennes et Lethoises, de la Pologne, de la Lithuanie, de l'Ukraine et de la Petite Russie, de la Bessarabie, de la Géorgie et du Caucase à une existence libre et indépendante de nous, mais nous voulons les aider à la conquérir. Nous le voulons autant par nécessité que par sympathie, car étant attachés au même joug, nous devons réunir nos efforts pour le briser. – Nous ne saurions nous libérer nous-mêmes sans vous libérer en même temps et vice versa. – Dans ce sens, nous avons conclu une alliance avec la Pologne révolutionnaire – et dans ce même sens nous Vous offrons notre main.

3. Nous sommes fermement convaincus que l'heure a sonné pour la dynastie impériale et que la chute de l'Empire qui pendant deux siècles a

écrasé le Nord est proche. Nous croyons donc qu'il est du devoir de chaque peuple qui en fait partie de songer à son avenir et de le préparer. Malheur à ceux qui dorment, malheur à ceux qui se laissent aveugler par le semblant de puissance de cet empire qui s'en va, malheur à ceux qui n'auront pas prévu sa chute infaillible et qui n'en sortiront pas éveillés, préparés – ils seront écrasés par ses décombres. – Nous espérons que les Finlandais aussi veillent, qu'ils auront foi en nous et qu'il nous donneront la main.

4. Nous voudrions conclure une alliance positive et étroite avec eux, ayant pour but notre commune délivrance. Voisins immédiats, liés les uns aux autres par la violence d'un maître commun, nous pouvons, nous devons nous aider mutuellement contre lui. – Les bases de l'alliance proposée sont celles-ci :

A. Nous reconnaissons hautement et de plein cœur, sans restriction et sans réserve, le droit du peuple Finlandais à une complète indépendance, et nous l'aiderons franchement et de tous nos moyens à se séparer de nous, pour se donner telle forme de gouvernement et pour entrer dans tel système d'alliance ou d'organisation politique qu'il voudra, et pour l'avenir nous l'espérons, et nous n'attendons de lui autre chose que des rapports de bon voisinage fondés sur une complète indépendance et sur le respect de nos libertés mutuelles.

B. En revanche nous lui demandons de nous aider de tous ses moyens à renverser l'Empire de S^t Petersbourg. Les Finlandais peuvent nous aider d'abord immédiatement :

a) En commençant une active propagande dans leur pays même, une propagande naturellement dirigée contre S^t Petersbourg en harmonie avec le mouvement polonais et le mouvement révolutionnaire russe. Ils doivent d'ailleurs le faire pour eux-mêmes, pour peu qu'ils tiennent à faire quelque chose – Quant à la Pologne et à nous, nous en retirerons ce grand avantage que le gouvernement de S^t Petersbourg, craignant un mouvement finlandais, sera forcé de diviser ses forces... Osez beaucoup, Messieurs, ce gouvernement effrayé jusqu'à la moelle des os, mais qui espère encore tromper le monde en se donnant des airs de courage, Vous en cédera beaucoup – Mais ne Vous arrêtez pas en demi-chemin, ne Vous laissez pas tromper par de vaines promesses surtout, profitez de chaque concession que Vous lui aurez arrachée pour en exiger de nouvelles – Osez et prenez beaucoup – C'est le temps de tout prendre – et rappelez Vous bien, nous Vous aiderons. –

b) Vous pouvez nous aider et Vous aider Vous-mêmes en faisant pénétrer Votre propagande parmi les paysans Esthoniens et Lethes de la Livonie, de l'Estonie et de la Courlande. Il est impossible qu'il ne se trouve pas parmi vous des amis qui savent parler ces langues. Eh bien, écrivez, imprimez des brochures, ou bien envoyez-nous-les pour que nous puissions les imprimer à Stockholm, envoyez des apôtres de liberté et de nationalité parmi ces paysans qui détestent ces barons allemands dont la présence déshonore ces pays – aidez-nous à les soulever.

c) Vous pouvez nous aider encore en répandant nos écrits en Russie, soit par S^t Petersbourg, soit par les provinces Baltiques, soit même par le gouvernement d'Oloneck – Vous pouvez nous aider à établir des correspondances régulières entre S^t Petersbourg, Stockholm et Londres.

C. Pour que Votre action soit plus efficace, il faut que Vous aussi, Vous Vous formiez en société secrète. Organisez un Comité central, composé soit de cinq, de sept ou même de dix personnes qui concertent tous les fils de la conspiration finlandaise et qui imprime un mouvement régulier, harmonieux, unitaire à tous les travaux de l'association finlandaise – Puis, après Vous avoir organisé chez Vous, mettez Vous en rapport avec le Gouvernement provisoire polonais, avec Londres par Stockholm et avec S^t Petersbourg. – Organisez des voies de communication et des stations pour le transport des lettres, des imprimés et des personnes dans toute la Finlande, par des hommes bien sûrs, bien prudents et bien dévoués, – surtout sur la voie de Stockholm à S^t Petersbourg par Abo et par Helsingfors, – de manière à pouvoir déjouer l'espionnage russe qui ne manquera pas de devenir chaque jour plus ombrageux, plus tracassier et plus tyrannique et à établir entre nous tous un système de communication régulier au possible. C'est de la plus haute nécessité.

D. Le porteur de cette lettre Vous apportera aussi toutes les adresses nécessaires pour Vous communiquer avec Stockholm et par Stockholm avec Londres. – Il Vous apporte également tout ce qui est nécessaire pour Vous mettre en rapport régulier avec le Comité Central de la Société « de la terre et de la liberté » à S^t Petersbourg.

Et maintenant Messieurs, il ne me reste qu'à Vous exprimer l'espoir que Vous recevrez cette lettre avec des sentiments aussi sincères que ceux qui l'ont dictée, et que Vous ne refuserez pas de conclure avec nous une alliance aussi nécessaire à votre liberté qu'à la nôtre.

J'espère aussi que Vous ne tarderez pas à me répondre.

Au nom de la Société « Zemlia i Wolia »

M. Bakounine

1863. – Discours prononcé au banquet à Stockholm

28 mai 1863

Messieurs,

Profondément ému de la noble et sympathique manifestation dont Vous voulez bien m'honorer aujourd'hui, je pense que Votre but principal est de rendre hommage à un droit tenu pour sacré dans ce pays parce qu'il est enraciné dans les mœurs et dans la conscience historique du peuple Suédois : celui d'une noble et grande hospitalité, – un droit dont vraiment vous avez lieu d'être fiers, Messieurs, car nulle part en Europe, la Grande-Bretagne exceptée, peut-être, il n'est aussi largement, ni aussi généreusement pratiqué que dans Votre pays. Vous avez voulu montrer aussi qu'une prudence qui ressemblerait à la peur Vous répugne, et qu'une nation libre et forte de sa liberté n'a pas besoin de s'humilier devant un Etat despotique, quelque grand et quelque puissant qu'il paraisse, ni d'acheter ses dangereuses faveurs par de lâches condescendances. Vous avez voulu montrer en un mot que Vous ne voulez pas de l'amitié de S^t Petersburg, que ses volontés, ses opinions, ses idées ne font pas loi en Suède et qu'au contraire tout homme persécuté par lui pour ses tendances libérales trouvera dans ce noble pays asile, sécurité, protection.

Telle est sans doute, Messieurs, la pensée dominante qui préside à ce banquet. Mais je ne me trompe pas, j'espère, en y cherchant encore une autre intention, – et d'ailleurs pourquoi la chercher puisqu'un illustre patriote suédois vient de l'exprimer tout à l'heure par le toast qu'il a porté à la jeune Russie.

Oui Messieurs, cette Russie jeune non d'années mais d'expérience et de vie politique, cette Russie populaire martyr séculaire et par conséquent ennemie de la soi-disant Russie impériale, elle existe, – et son temps est venu. Nous autres Russes, qui l'observons de plus près et qui pouvons jeter un regard dans les profondeurs de son travail intérieur nous la voyons déjà s'agiter, grandir et préparer ses forces pour une lutte suprême, – et

l'Europe la verra sans doute bientôt s'asseoir majestueusement, libre et grande, mais pacifique et juste, sur les ruines de l'Impérialisme brisé.

Dans ce moment, le gouvernement de S^t Petersbourg s'épuise en vains efforts pour persuader l'Europe que dans la politique sacrilège, insensée et féroce qu'il poursuit en Pologne il est soutenu par le dévouement passionné d'un peuple de soixante millions prêt à courir aux armes et à mourir pour lui. Si c'était vrai, ce serait un grand malheur pour la Pologne et une honte éternelle pour la Russie. Mais heureusement que c'est faux, complètement faux. Ce gouvernement ment toujours, c'est sa force, sa vie, c'est tout le secret de son existence, il est le mensonge érigé en système et il n'y a au monde que le Gouvernement du céleste Empire qui pourrait lui disputer la palme des vérités falsifiées. Toutes ces manifestations quasi-populaires dont on fait tant de bruit, toutes ces adresses de dévouement qui remplissent aujourd'hui les colonnes des gazettes vendues de Moscou et de S^t Petersbourg, sont autant de mensonges effrontés, et Vous pouvez juger Vous mêmes, Messieurs, par ce qui vient de se passer tout récemment en Finlande ²⁶⁶.

Non Messieurs, le peuple russe n'est pas avec le Gouvernement russe, et personne ne le sait aussi bien que ce gouvernement lui même. Aussi est-il saisi d'une grande peur. L'horizon s'assombrit autour de lui, la terre manque sous ses pieds, et il ne se sent même plus soutenu par la foi intérieure, par cette foi arrogante, insensée mais qui faisait la force de l'Empereur Nicolas. Aujourd'hui elle lui manque tout à fait : Enveloppé d'une désaffection profonde et générale, poussé à bout par l'insurrection formidable de la Pologne qui, pareille à un orage avançant de l'Ouest, semble devoir embraser tout l'Empire, menacé à l'intérieur par une révolution populaire bien plus formidable encore, méprisé de l'Europe, méprisé en Russie, se méprisant lui-même, il se trouble, il a le vertige et chancelle comme un homme malade et qui va bientôt mourir. Il se perd en voulant se sauver et se couvre de honte en voulant émouvoir la pitié. Il gémit, il se plaint, il pleure à S^t Petersbourg en suppliant ses gardes de ne point l'abandonner, il pleure à Varsovie en suppliant ses généraux allemands-russes et russe mongols de ne point se quereller, il supplie humblement la Finlande de ne pas trop le détester, il se recule, lui successeur de Nicolas, ce grand mépriseur des sciences et des lettres, jusqu'à presser les mains des rédacteurs des journaux qu'il achète, – enfin chose incroyable, il

²⁶⁶ Les autorités russes ont voulu faire signer une pétition pour montrer le soutien de la population à sa politique. Ce fut un fiasco.

oublie toutes les traditions impériales jusqu'au point de mendier la faveur des populaces de S^t Petersbourg et de Moscou. Sa police organise aujourd'hui des démonstrations anarchiques populaires, sans songer aux terribles dangers qu'on évoque. La peur les abrutit, les aveugle au point de les rendre à la fois imprudents, ridicules et féroces. Ils ne se donnent même plus la peine de cacher leur nature sanguinaire et ne craignent pas d'évoquer les terribles esprits souterrains, ni d'éveiller les passions populaires au risque de mettre tout l'Empire à feu et à sang. – En Lithuanie et en Ukraine ce gouvernement fatal prêche aujourd'hui la jacquerie et l'extermination en masse de toute la population catholique.

Et maintenant Messieurs, j'en appelle à Votre justice. On nous appelle, nous adversaires de ce gouvernement, des révolutionnaires. Mais n'est-ce pas lui au contraire qui est un révolutionnaire incarné. Robespierre et Marat auraient-ils pu faire davantage, l'Hérostrate²⁶⁷ le plus fou et le plus criminel pourrait-il oser davantage ? – Et tout cela, Messieurs, se fait cyniquement au grand jour, en vue de cette vieille Europe raisonnante, diplomatique, protocolisante, et qui semble n'avoir conservé de l'indignation que la parole. Et pendant qu'elle s'amuse elle-même à de stériles pourparlers, elle laisse tranquillement faire ce fou criminel et maniaque, qui parce qu'il se sent mourir voudrait faire de la Pologne et de la Russie un désert.

Que sommes-nous donc après cela, Messieurs, nous qui combattons le Gouvernement de S^t Petersbourg ? Nous sommes les vrais conservateurs. Nous avons horreur du sang, mais puisqu'il faut qu'il coule, eh bien qu'il coule non pour la ruine, mais pour le salut de la Russie et de la Pologne. Nous qu'on appelle des révolutionnaires, nous ne sommes même pas des républicains quand même, et si l'Empereur Alexandre II avait voulu se mettre franchement à la tête de la rénovation politique et sociale en Russie, s'il avait voulu rendre la liberté et l'indépendance à toute la Pologne ainsi qu'à toutes les provinces qui ne veulent point faire partie de l'Empire ; si à la place de cet empire monstrueux et violent de Pierre, de Catherine et de Nicolas, il avait inauguré une Russie libre, démocratique, populaire, avec l'autonomie administrative des provinces et si pour couronnement de cette politique nouvelle il avait arboré le drapeau fédéral Slave, – alors Messieurs, loin de le combattre nous aurions été ses servi-

²⁶⁷ Hérostrate incendia, la nuit même où naquit Alexandre le Grand (356 av. J.-C.), le temple d'Artémis à Ephèse. Livré au supplice, il avoua qu'il avait fait cela pour devenir célèbre. Par extension, tout homme qui fait n'importe quoi pour devenir célèbre.

teurs les plus fidèles, les plus ardents, les plus dévoués. Les mots de république et de monarchie n'y font rien pourvu que tout l'édifice n'ait d'autre base que la volonté réelle du peuple, ni d'autre plan que son bien-être et sa liberté. – Pourvu que la destinée de la nation Russe et de toute cette grande race Slave s'accomplisse.

Alexandre II pouvait devenir le Souverain le plus puissant de son siècle, puissant pour le bien, pour la liberté, non pour la conquête et le mal. Il ne l'a [pas] compris. Et pourtant les avertissements, les conseils, les supplications éloquentes ne lui ont pas manqué. Il n'a pas voulu les entendre. Il s'est obstiné à jouer le triste rôle d'un digne successeur de l'Empereur Nicolas. Et parce qu'il a voulu conserver son Empire, il a dû nécessairement retomber dans les mêmes fautes et surpasser même ses crimes, et il les a si bien et si vite dépassés qu'aujourd'hui entre la Russie populaire et la dynastie des Holstein-Gottorp, la réconciliation est devenue impossible.

Messieurs, une vaste association patriotique, conservatrice, libérale et démocratique à la fois vient de se former en Russie. Elle porte le nom de la Terre et la Liberté – Zemla i Wola. Son centre est à S^t Petersburg, ses adhérents et ses membres dans toutes les provinces de la Grande Russie. Elle embrasse toutes les classes de la société russe, tous les Russes de bonne volonté, quelles que soient d'ailleurs leur fortune et leur position : généraux, officiers en masse, grands et petits fonctionnaires civils, propriétaires nobles, marchands, prêtres, fils de prêtres et paysans, et des millions de sectaires dissidents, qui voulant la même chose que nous, travaillent souvent sans y songer avec nous. Cette société régulièrement et fortement organisée, tend à former un Etat dans l'Etat. Elle organise ses finances, son administration, sa police et bientôt j'espère elle aura son armée. Elle a conclu une alliance en forme avec le Comité Central de Varsovie, aujourd'hui gouvernement national polonais, sur des bases aussi larges que justes, en reconnaissant à chaque peuple quelque faible qu'il soit, à chaque province grande ou petite le droit absolu, illimité de disposer d'eux-mêmes selon leur convenance. Sur ces mêmes bases elle a conclu une autre alliance avec les patriotes de la petite Russie, et quand les Finlandais le voudront elle leur donnera la main aux mêmes conditions. Le but de cette association est tout humain et tout conservateur : celui de sauver la Russie des folies criminelles de l'impérialisme et d'effectuer la grande révolution politique et sociale qui est devenue imminente sans effusion inutile de sang. Plus cette société sera puissante, et moins il

y aura de malheurs, car la puissance inspire la modération et le calme, et l'impuissance seule est cruelle. Son programme est tout simple :

1. Elle veut rendre la terre aux paysans sans rachat et en rembourser le prix aux propriétaires actuels aux frais de toute la nation.

2. Prenant la commune pour base, elle veut remplacer l'administration tout allemande de la bureaucratie par un système national électif, et la centralisation violente de l'empire par une fédération des provinces autonomes et libres.

3. Elle veut abolir le recrutement, cet impôt de sang qui décime aujourd'hui les populations russes, et à la place de l'armée permanente incompatible avec une sérieuse liberté, elle veut introduire un système d'armement national, une milice qui sera toute-puissante pour la défense du pays, mais impuissante pour la conquête extérieure.

4. Pour réaliser toutes ces idées qui sont la plus pure expression de la volonté nationale, elle exige maintenant à haute voix la convocation d'une assemblée nationale composée des députés élus par toutes les provinces et les villes de la grande Russie sans distinction de classe, de fortune et de position.

Telle est la société à laquelle j'ai l'honneur d'appartenir, Messieurs et que j'ai l'honneur de représenter devant Vous. Au nom de cette société, au nom de cette nouvelle Russie qui doit bientôt triompher et qui apporte à tout le Nord de l'Europe la promesse d'une paix féconde, fraternelle, je tends la main aux patriotes suédois et je bois à l'avènement prochain et à la prospérité de la grande union fédérale Scandinave.

1863. – Lettre sur la Russie

Mai 1863 ²⁶⁸

Monsieur le Rédacteur,

Depuis quelque temps la presse suédoise me fait l'honneur de s'occuper de moi, et je m'empresse d'exprimer ma profonde reconnaissance aux feuilles indépendantes de Stockholm et des provinces pour la manière noble et généreuse dont elles ont pris mon parti, et en même temps défendu les droits de l'hospitalité suédoise contre des attaques, qui, pour avoir passé sous les plumes officieuses de la presse privilégiée de la capitale, n'en accusent pas moins leur origine étrangère. Cette origine, cette source qui ne se fatigue jamais de verser ses eaux noires sur l'opinion du monde, ces ennemis invisibles, mais constants, implacables, de toute vérité, de tout droit, de toute justice et de toute liberté, je les connais de longue date, car voici bientôt vingt-cinq ans que je lutte contre eux. Ils s'appellent Saint-Pétersbourg et Berlin, aujourd'hui plus que jamais solidaires et plus que jamais dignes de la réprobation du monde. Que me font après cela leurs serviteurs anonymes et leurs amis honteux en Suède ? En amitié comme en guerre, j'aime mieux m'en tenir aux maîtres.

Par des récits fantastiques, exagérés, tirés à grande peine d'une vieille gazette allemande ²⁶⁹, vendue, comme on sait, à tous les gouvernements possibles, on a prétendu effrayer le public suédois en me représentant comme une sorte d'Erostrate et de cannibale révolutionnaire, qui ne rêve que fer et carnage. Et pourtant, je n'ai jamais tué ni condamné à mort personne, jamais je n'ai fait servir le knout à la civilisation des peuples, ni massacré des populations tout entières, ni brûlé des villages et des villes

²⁶⁸ *La Cloche*, 15 septembre 1863, n° 27, Londres. Publié d'après *La Cloche*. Première publication : en traduction suédoise dans *Aftonbladet*, 12, 15 et 20 mai 1863, Stockholm.

²⁶⁹ Sans doute Bakounine fait-il un jeu de mots, désignant par « vieille gazette allemande » la *Nouvelle gazette rhénane* (*Neue Rheinische Zeitung*) dirigée par Marx, dans laquelle furent publiés des calomnies à son encontre. La *Neue Rheinische Zeitung* avait publié le 6 juillet 1848 : « ... on nous a assurés hier que George Sand est en possession de papiers et de documents qui compromettent gravement M. Bakounine, le Russe proscrit de France, et établissent qu'il est un instrument de la Russie ou un agent nouvellement entré à son service... » L'article rend Bakounine responsable de l'arrestation de Polonais qui avait été opérée peu avant. George Sand démentit catégoriquement et publiquement. Ces calomnies handicapèrent grandement Bakounine dans son activité pendant la période 1848-1849. C'était sans doute l'objectif visé.

pour les mieux pacifier. Jamais je n'ai servi de valet de bourreau, ni de gendarme *con amore*²⁷⁰, ni d'espion à un gouvernement despotique implacable, et jamais je n'ai livré à ces horribles vengeances des Polonais cherchant protection et refuge...

Je défie mes adversaires d'en dire autant.

Dans ma vie passée il n'y a pas un acte dont j'aie à rougir. En 1848 et 1849, comme aujourd'hui, je n'avais qu'une seule foi : l'humanité ; un seul but : le triomphe de la liberté. Je savais bien que tous les peuples sont solidaires dans la liberté comme dans l'esclavage, et en combattant pour la liberté de l'Occident, j'étais sûr de combattre à la fois pour la liberté russe. J'en étais d'autant plus certain que je voyais le gouvernement de Saint-Pétersbourg, épouvanté de la révolution en Europe, conspirer avec tous les gouvernements réactionnaires de l'Allemagne pour l'étouffer. Et pour nous autres, Russes bien pensants, amis de notre peuple, il y a toujours un signe certain auquel nous reconnaissons la voie honnête, la vraie voie. Profondément convaincus que le système impérial de Saint-Pétersbourg est la réalisation la plus complète de tout ce que dans la vie politique et sociale on doit appeler le mal, nous n'avons qu'à faire le contraire de ce qu'il désire, de ce qu'il veut, de ce qu'il fait, pour ne jamais nous tromper.

Slave, j'ai travaillé avec ardeur à l'émancipation des peuples slaves. Je regarde comme un grand honneur d'avoir pris part au Congrès slave de 1848 à Prague. J'y combattis à la fois deux tendances également funestes à l'avenir de cette race²⁷¹ : celle des partisans de l'Autriche qui voulaient faire des nations slaves un piédestal nouveau à la puissance des Habsbourg, et celle du panslavisme pétersbourgeois. En 1849, lorsque l'empereur Nicolas s'unissait à l'Autriche pour étouffer l'insurrection légitime des Hongrois, je tâchai d'opposer à cette alliance malfaisante la sainte alliance des peuples et de réconcilier surtout les slaves de la Bohême avec les Allemands démocrates. Mes efforts ne restèrent pas absolument sans succès. Les Allemands et les Slaves se donnèrent la main pour un mouvement simultané et général qui, s'il eût réussi, aurait sauvé l'Italie, la Hongrie, soulevé la Pologne et porté la révolution en Russie. Mais tout ceci se fit trop tard. Un mouvement de reflux général se faisait déjà sentir dans toute l'Europe. Le temps était à la réaction. Nous avons dû échouer.

²⁷⁰ « Avec amour. »

²⁷¹ Au XIX^e siècle le terme de « race » conservait encore l'acception qu'avait le mot au XVIII^e, de « filiation ». Le Littré définit ainsi le mot : « Tous ceux qui viennent d'une même famille. »

L'insurrection de Dresde éclatant plus tôt qu'on ne l'avait supposé, à la suite d'un coup d'Etat calculé, me surprit dans cette ville au moment même où je voulais partir pour Prague, où j'étais attendu. Il me devint impossible de m'en éloigner, et c'est ainsi que moi, étranger, je devins sans y penser et sans le vouloir un quasi-membre du comité insurrectionnel de Dresde. Une fois engagé dans cette lutte, je l'avais prise au sérieux, et je trouvai naturel qu'on brûlât un théâtre et quelques maisons dont le sacrifice était nécessaire à notre défense. La guerre n'est pas un jeu d'enfant, et il faut être bien naïf vraiment pour s'en étonner. Mais je m'empresse de dire que pendant toute la durée de cette lutte le peuple de Dresde n'avait pas commis un seul acte de barbarie, qu'il en avait laissé le monopole aux soldats, et que déjà alors les lieutenants prussiens et saxons avaient fait retentir ces paroles cruelles qui, aujourd'hui, hélas ! à la honte éternelle de ma patrie, sont répétées par des chefs supérieurs de l'armée russe en Pologne : « Ne faites pas de prisonniers et tuez les blessés ! »

Nous tîmes bon pendant une semaine contre les troupes prussiennes et saxonnes réunies, puis, forcés de céder le terrain, nous effectuâmes notre retraite dans un ordre parfait jusqu'à Freiberg, où nous licenciâmes la plus grande partie de nos volontaires. Arrivé à Chemnitz pendant la nuit, j'y fus pris par trahison.

Voici, monsieur, en peu de mots, toute mon histoire. Vous n'y trouverez aucun acte éclatant, ni digne d'être cité, mais aussi rien dont j'aie à me repentir. Si je regrette quelque chose, c'est de n'avoir pas mieux et plus efficacement servi la sainte cause de la liberté. Mais je me glorifie de lui avoir voué toute ma vie.

Est-ce en Suède que je pourrais en rougir ? Ah ! c'eût été bien autre chose si j'avais été exécuteur zélé et fidèle des pensées de Saint-Pétersbourg et de Berlin. Dans ce moment surtout, où tant d'infamies et d'horreurs se commettent en Pologne par les ordres de l'un et par la connivence criminelle de l'autre, il me faudrait ou bien beaucoup trop d'esprit pour voiler ma honte, ou bien beaucoup, beaucoup d'égoïsme pour la porter.

Et maintenant, monsieur, laissez-moi ajouter quelques mots sur les tendances du parti auquel j'ai l'honneur d'appartenir, celui du mouvement populaire en Russie.

On avait espéré de pouvoir épouvanter le public suédois en lui annonçant qu'un Russe révolutionnaire, tout ce qu'il y a de plus rouge parmi les rouges, s'était établi pour quelque temps à Stockholm, ce dont,

d'ailleurs, personne ne devrait s'étonner, puisque la vie y est à la fois si simple et si agréable, la société si hospitalière, et que les lois si libérales du pays permettent à tout étranger d'y venir et d'y séjourner sans passeport, en n'exigeant de chacun, en retour de cette hospitalité, que la stricte observation des lois suédoises. Maintenant, supposons que je sois réellement cet homme terrible et rouge, tel, en un mot, que voudraient me représenter mes bons amis de la diplomatie russe et allemande. Quel mal ma présence pourrait-elle occasionner en Suède ? Pouvez-vous donc sérieusement croire qu'une propagande révolutionnaire soit possible ici ?

Elle n'est faisable que dans les pays gouvernés par vos maîtres, messieurs, dans les pays où la stupidité des gouvernants ne le cède qu'à la violence cynique de leurs instincts et de leurs actes destructeurs de tout droit et de toute liberté, et où le despotisme révolutionnaire des souverains entraînera nécessairement tôt ou tard la révolution des peuples. Mais ici, dans ce pays si heureux, si tranquille dans la jouissance de cette grande liberté, qui n'est plus comme ailleurs un but ardemment désiré, mais une douce habitude, – ici où l'usage quotidien des meetings publics et de la presse la plus libre n'inquiètent plus personne, et où un développement progressif, à la fois large, régulier et rapide se fait sentir en toutes choses, – dans ce pays enfin gouverné par l'un des souverains les plus populaires de l'Europe, un homme qui essaierait de faire de la propagande révolutionnaire serait un fou ridicule et que le ridicule tuerait infailliblement.

Et d'ailleurs, messieurs, vous le savez bien, et si vous l'ignorez vous devriez le savoir, car, sans cela, à quoi vous serviraient vos espions ? – je ne suis pas venu ici pour tenter une révolution en Suède. Les temps sont changés, nous ne nous mêlons plus des affaires intérieures des autres pays. Nous avons conservé, il est vrai, toutes nos anciennes sympathies, mais l'expérience nous a démontré qu'on n'agit bien que chez soi et sur son propre terrain, et vraiment nous avons trop à faire en Russie pour avoir le temps et la possibilité matérielle de nous occuper des affaires d'autrui. Nous ne faisons exception que pour un seul pays étranger, c'est la Pologne. Ah ! c'est que la Pologne est rivée à la même chaîne que nous ; – comme nous elle est victime de la centralisation allemande monstrueuse qu'on appelle l'Empire de Saint-Pétersbourg et qui n'a de russe que le nom.

Nous détestons comme eux ce soi-disant empire russe parce que nous aimons l'honneur de notre patrie, notre peuple ; parce que, comme un affreux cauchemar, cet état violent, despotique, basé uniquement sur l'esclavage, sur l'exploitation morale et cynique de toutes les forces de la

nation, et n'ayant que la conquête pour but, pèse pendant plus de deux siècles sur la vie, sur la respiration même du peuple ; parce que, s'étant établi sur les ruines de notre vie nationale, d'abord byzantin et tartare, plus tard allemand, et toujours étranger parmi nous, il nous a souillés, déshonorés, pillés, torturés, et s'est servi de nous comme d'une matière dégradée et inerte, comme d'un instrument passif de la grandeur ; parce que, par des atrocités sans nom et sans nombre, aussi bien extérieures qu'intérieures, il a attiré sur nous les malédictions, les haines et le mépris du monde. Nous le détestons pour les horreurs qu'il commet aujourd'hui en Pologne et pour tout le bien qu'il empêche en Russie. Nous le détestons enfin de toute l'énergie de nos humiliations et de nos souffrances passées, et de toute la puissance de notre cœur. Entre nous et lui c'est une guerre à mort. – Les Polonais nous ont donné la main, à nous, parti de la régénération nationale, parce qu'ils se sont convaincus que nous voulons, comme eux, la destruction radicale de cet empire allemand, malfaisant. – Et lorsque la Finlande se soulèvera à son tour pour revendiquer sa liberté et son indépendance, nous lui donnerons la main comme nous l'avons donnée aux Polonais. – *Car tous les ennemis de l'empire russe de Saint-Petersbourg sont nos amis, les amis du peuple russe, et tous ses amis nos ennemis.*

Dans cette lutte en apparence inégale, toutes les chances semblent d'abord devoir être pour lui. – Il a contre nous toute la force d'inertie accumulée par une existence de deux siècles. Il offre tous les semblants d'un Etat puissant, régulier, commandant à soixante-dix millions d'âmes, – il a des finances, une flotte, une grande armée, une bureaucratie innombrable, servilement organisée et un corps d'agents et d'espions, intérieurs et extérieurs, encore plus innombrable, – et l'étranger, malgré l'expérience de la guerre de Crimée, malgré le succès surprenant, fabuleux de l'insurrection polonaise²⁷², – expérience et succès qui devraient bien ouvrir les yeux au monde, – on n'a pas encore perdu l'habitude de le craindre et de le respecter. – Il a de plus l'amitié *et la naïve*

²⁷² Au moment où Bakounine écrit ces lignes – mai 1863 – l'insurrection polonaise n'est pas encore battue. Une forte agitation secouait la Pologne et un mouvement révolutionnaire s'organisait, réclamant une réforme agraire, la démocratisation du pouvoir et l'indépendance avec la Russie. Une organisation patriotique radicale, les « Rouges », se préparait à la lutte ouverte et planifiait l'insurrection pour le printemps 1863. L'insurrection débuta plus tôt que prévu, sans préparation, avec une direction divisée et un cruel manque de moyens. Elle fut écrasée le 21 février 1864. Un dernier groupe de patriotes continua de sa battre jusqu'au printemps 1865.

admiration de Berlin qui se comporte aujourd'hui en âme damnée de Saint-Pétersbourg, heureux de presser ses mains dégoûtantes du sang polonais et ne sachant plus vraiment par quelle lâche complaisance mériter son sourire.

Eh bien, malgré tout cela, malgré même cette amitié et ces complaisances de Berlin, – je n'hésite pas à dire que toutes les chances de la lutte sont pour nous – que les années, les jours, de cet empire-cauchemar sont comptés, et que pour peu que le mouvement polonais continue, il ne lui reste pas un an à vivre.

Je me propose sous peu d'exposer, dans une série d'articles, les causes de la naissance, de la croissance rapide et de la décadence actuelle de l'empire soi-disant russe. Je prouverai que cet empire n'a jamais été russe et qu'entre cette Russie officielle, la seule qu'on connaisse en Europe, et la Russie populaire, nationale, il n'y a jamais eu rien de commun. Que d'abord, le tzar de Moscou, tartare et byzantin, dans toute son essence, ensuite, son complément nécessaire, l'empire allemand de Saint-Pétersbourg, ne se sont établis qu'après une lutte sanglante qui a duré plus d'un demi-siècle. Que le peuple russe ne s'est jamais soumis de bon cœur à l'empire des tzars – que par des soulèvements gigantesques, à deux reprises différentes, il l'a ébranlé dans ses fondements mêmes. Que vaincu et traité en vaincu, il [ne] s'est jamais réconcilié avec lui... Je montrerai comment cet Etat artificiel et en apparence si puissant, ne connaissant d'autre but que la conquête, soit astucieuse, soit violente, ni d'autre moyen que la crainte servile ou un sordide intérêt, miné par ses propres vices, doit nécessairement succomber, et comment de sa chute visible, prochaine, doit sortir triomphante, mais pacifique et heureuse, la nouvelle Russie libre.

II.

A celui qui s'étonnerait de la violence de la haine que je viens d'exprimer contre le système impérial de Saint-Pétersbourg, je répondrai que j'apprends à le connaître sous le règne de l'empereur Nicolas. Ce fut peut-être la période la plus sombre dans la sombre histoire de nos empereurs. Ce furent trente années de torture morale, physique, intellectuelle, affligée à soixante-dix millions d'hommes écrasés sous une main de fer. Ce fut la négation violente, systématique, perpétuelle de tout sentiment humain, de toute pensée, de toute justice. Ce fut l'étroitesse sèche et satisfaite d'elle-même, d'un caporal prussien, le knout mongol à

la main ; ce fut la médiocrité d'un pauvre esprit et d'une volonté sans cœur, étouffant toutes les âmes et toutes les intelligences dans une prison immense, mais sourde, obscure et sans issue. – On n'y entendait ni plaintes, ni murmures... Tous souffraient et mouraient en silence dans cet étouffoir monstrueux qu'on appelait l'empire de Nicolas. – Nicolas était le Don Quichotte du système fondé par Catherine II et par Pierre ; il en a été la plus parfaite et la plus tragique expression. Il avait foi en lui-même et se croyait sincèrement le bienfaiteur et le civilisateur de la Russie. Cette foi en sa toute-puissance l'exaltant jusqu'à la folie ; il faisait le signe de croix en pensant à lui-même, se regardant en toutes lettres comme un prédestiné, comme un envoyé de Dieu, avec une grande mission historique : celle d'étendre sur toute l'Europe la mort qu'il avait fait régner en Russie et qu'il appelait, lui, ordre, civilisation, bonheur des nations. Que serait-il advenu, s'il n'avait pas été battu en Crimée ? Pour la Russie, c'eût été un malheur immense. Mais heureusement pour nous, son triomphe était impossible. L'empire gigantesque et qu'il croyait tout-puissant était déjà profondément miné de toutes parts et en pleine pourriture. Ne se doutant de rien, Nicolas tendit tellement les ressorts de cette machine vermoulue qu'elle se brisa et le tua lui-même...

Quiconque s'est trouvé en Russie à la mort de l'empereur Nicolas et tout de suite après la catastrophe de Crimée²⁷³, n'oubliera jamais le tressaillement immense qui secoua tout l'empire : on eût dit le premier soupir d'un ressuscité. Le monde officiel, il est vrai, était consterné, il voyait sa puissance brisée. Mais dans tout le public, dans toutes les couches de la nation, d'un bout de l'empire à l'autre, dans tous ces millions d'âmes comprimées, humiliées, torturées, ce fut le tressaillement du bonheur, de la foi et de l'espérance. La Russie n'était point morte ; Nicolas, malgré tous ses efforts, n'avait point réussi à la tuer, et l'on sentit fort bien qu'il avait emporté dans sa tombe cette puissance impériale détestée. La création inhumaine de Pierre le Grand, de Catherine II, d'Alexandre I^{er} et de l'empereur Nicolas, ce temple monstrueux élevé par le despotisme à l'esclavage, l'empire de Russie, en un mot, était brisé. De là date la naissance de la nouvelle Russie.

Après la catastrophe de Crimée, tout le monde comprit que l'ancien système était mort et qu'il fallait en ériger un nouveau. C'était une conviction si profonde et si générale qu'elle se fit jour même dans les plus hautes sphères du monde officiel, ordinairement peu accessible aux

²⁷³ Au moment de la guerre de Crimée, Bakounine était emprisonné en Russie.

nouveautés. Ranimer le mort était impossible, on ne le craignait plus, on le méprisait. L'opinion publique si longtemps contenue, comprimée, se fit jour. On parla hautement des vices de l'administration militaire et civile. Et ces vices étaient innombrables, horribles. Tout ce corps immense de la Russie officielle était couvert d'ulcères. Partout l'on retrouvait une brutale ignorance, le mensonge érigé en système, le vol cynique, la vénalité, l'injustice, le mépris perfide de tout droit. L'impérialisme de Saint-Pétersbourg avait tout sacrifié à sa puissance extérieure, et cette puissance même lui manquait : de sorte que la Russie officielle n'avait plus même cette consolation, triste compensation de ses humiliations et de ses souffrances intérieures, – celle de se croire redoutée en Europe. On ne la craignait plus, on la méprisait, et elle était forcée elle-même de se mépriser. – La situation était devenue insoutenable. Un changement profond, radical, était nécessaire.

D'un autre côté, le peuple des campagnes s'agitait. Il demandait à haute voix *la terre et la liberté*. On ne pouvait pas les lui refuser plus longtemps sans courir les risques d'une révolution populaire terrible, sanglante.

Un jeune empereur était monté sur le trône. On le disait bon, doux, bienveillant, et il était innocent des fautes et des crimes de son père. Toute la Russie l'accueillit comme un sauveur. Jamais peut-être souverain ne fut aussi populaire que ne le fut l'empereur Alexandre II au commencement de son règne. Jamais souverain n'eut au même degré en ses mains la puissance du bien. Mais pour le faire dans la position critique où se trouvait la Russie, pour créer un monde russe nouveau, il fallait beaucoup de génie, et à défaut de génie, un grand cœur. Pour son malheur et pour le nôtre aussi, l'un et l'autre lui ont manqué. Lui seul aurait pu émanciper la Russie sans qu'il nous en coûtât une goutte de sang. Au lieu de cela, il nous a menés droit à la révolution, et il est sans nul doute aujourd'hui le plus grand révolutionnaire de la Russie.

Il aurait dû comprendre que le système de l'impérialisme saint-pétersbourgeois une fois par terre, il ne pouvait plus être ni relevé, ni renouvelé en aucune façon. – Que pour notre existence à venir, il fallait chercher une base nouvelle, que cette base toute donnée ne pouvait être que la nation si longtemps ignorée, méprisée, torturée, et qui était lasse de souffrir. – Qu'il fallait chercher enfin les éléments d'une nouvelle organisation politique et sociale dans le peuple.

Le peuple russe, au milieu de l'affreux esclavage qu'il a enduré pendant plus de deux siècles, a conservé trois dogmes primitifs et qui constituent la base profondément historique de tout son avenir.

1. D'abord c'est la croyance universellement répandue dans les masses populaires que *la terre, toute la terre appartient au peuple*. Lorsqu'il était encore à l'état de servage, il disait : « Nous sommes aux seigneurs, mais la terre est à nous. » Quant à ses rapports de dépendance vis-à-vis du seigneur, il reconnaissait le fait, non le droit. Il le détestait, il le maudissait, et tous ses efforts pendant deux siècles, toutes ses révoltes générales et partielles n'ont eu qu'un but, celui de s'en délivrer. Mais il n'a jamais douté de son droit à la terre, et il était certain qu'une fois libre, la terre lui appartiendrait sans partage. C'est ce qu'il attend encore aujourd'hui, en disant que les seigneurs doivent être pensionnés par l'Etat, et la terre, toute la terre retourner au peuple.

2. Le second dogme conservé à l'état de coutume universelle dans toute l'étendue qu'occupe la race grande-russienne, c'est *la commune*. Non la commune occidentale formant une agglomération d'individus propriétaires, mais la commune économiquement solidaire, seule propriétaire de la terre qu'elle occupe, et la partageant, à chaque génération nouvelle, à lot égal entre tous ses membres virils. La commune est l'unité politique et sociale du monde slave et surtout de la race grande-russienne. Cette prédominance de la commune sur l'individu semble d'abord devoir entraver l'essor du développement des forces individuelles, et il n'y a pas de doute qu'elle ne se ralentisse sans pouvoir toutefois l'empêcher. Mais, d'un autre côté, il est indubitable qu'elle donne à chacun de ses membres une base politique et sociale excessivement large et solide, une force qu'il n'aurait pas s'il était seul livré à sa misère et à son ignorance. Ce n'est que grâce à cette organisation communale que le peuple russe a conservé une grande partie de son énergie primitive, la puissance d'avenir, et qu'il n'a pas succombé sous la violence réunie des tzars, de la bureaucratie, de la noblesse et des prêtres. Aussi le paysan russe s'appuie-t-il avec confiance et amour sur sa chère commune et sur ce qu'il appelle le *monde (mir)*, c'est-à-dire sur le suffrage universel et sur la volonté hautement exprimée de la commune ²⁷⁴.

3. Le troisième dogme enfin, complément nécessaire des deux premiers et source de toute notre liberté à venir, c'est le *self-gouvernement* de la commune. Même au temps du servage, l'immense majorité des com-

²⁷⁴ Sur l'évolution de la position de Bakounine concernant le *mir*, voir note 215.

munes se gouvernaient elles-mêmes. Le *monde*, après un débat public dans la rue, élit, toujours à l'unanimité, tous les employés de l'administration communale aussi bien que le chef politique de la commune, pour un, pour deux, pour trois ans. Il discute de même son budget et distribue entre ses membres, selon la force et les moyens de chacun, à l'amiable, toutes les redevances soit en argent, soit en nature : telles que impôts, rentes annuelles à payer aux seigneurs, corvées et recrues. Il distribue de même la terre communale, prononce des jugements et inflige des punitions pour tous les délits qui ne dépassent pas son ressort. En un mot, c'eût été un self-government parfait s'il n'était altéré par l'arbitraire capricieux des seigneurs et n'était cyniquement violenté par la bureaucratie la plus rapace, la plus brutale et la plus inique du monde ²⁷⁵.

²⁷⁵ Lorsque Bakounine écrit ces lignes, il n'est pas encore dégagé des illusions concernant cette institution traditionnelle de la paysannerie russe. Il y a d'ailleurs entre lui et Marx un curieux mouvement : à la fin de sa vie ce dernier s'enthousiasmera pour le *mir* qui, pensait-il, devait permettre à la Russie de passer sans transition du féodalisme au capitalisme dans les campagnes, alors même que Bakounine émettra de fortes réserves. Les penseurs russes qui s'enthousiasmèrent pour le mir avaient en commun d'être très éloignés de la situation réelle des campagnes. Un mur d'incompréhension séparait l'aristocratie et la bourgeoisie des paysans. Le mir est composé de *feux*, c'est-à-dire de familles ; chaque feu possède le droit de vote à l'assemblée communale dont la principale tâche est d'assumer de manière collective les obligations envers le propriétaire, c'est-à-dire le noble ou l'Etat. C'est au mir que sont imposées les taxes et les corvées annuelles, non aux moujiks individuellement. Le mir a pour tâche de répartir ces tâches et ces taxes entre ses membres. Le mir a également pour fonction de désigner chaque année parmi ses membres un contingent de jeunes hommes qui serviront toute leur vie dans les armées impériales.

En contrepartie, le mir gère les terres, assure l'assolement triennal, répartit les lopins entre différents feux. L'assemblée du mir représente l'autorité et ses décisions ont force de loi ; autrement dit, le seigneur fait respecter la discipline par une institution issue des paysans qu'il opprime. La totale soumission du paysan à l'assemblée du mir est aisément assurée par ce que Bakounine a l'air de désigner comme la capacité judiciaire du mir qui « prononce des jugements et inflige des punitions » : la perspective d'être envoyé à vie dans l'armée du tsar devait être très dissuasive.

C'est donc abusivement que Bakounine attribue à la commune rurale une capacité de « self-government », une fonction législative : l'assemblée du mir ne gère même pas la misère, elle gère l'oppression que subissent les paysans. On peut aisément imaginer les intrigues et l'état de corruption morale dans laquelle évolue une institution chargée de désigner les jeunes qui iront tous les ans mourir au service du tsar.

Si le mir se charge de l'assistance aux démunis – les veuves, les malades, les vieux, les familles en difficulté – cette assistance a des limites. Conscripton et mariage forcé sont souvent la solution pour les cas insolubles.

Ces trois principes largement développés contiennent tout l'avenir russe. Leur conséquence naturelle, c'est la fédération des communes dans le district, des districts dans la province, des provinces dans l'Etat, et l'établissement du principe électif à tous les degrés, excepté le souverain qui pourrait rester héréditaire, – c'est-à-dire l'abolition totale et complète du système centralisateur allemand bureaucratique, tel qu'il a été créé par Pierre le Grand, perfectionné par Catherine II et tué, à force de conséquence logique, par l'empereur Nicolas. – L'empereur Alexandre II aurait dû comprendre qu'en dehors de l'impérialisme condamné et de ce système fédératif national, il n'y a pas de milieu, qu'il fallait ou persister dans le premier, ou se décider pour le second, mais qu'en dehors de celui-ci il n'y avait ni amélioration, ni réforme possible. Il aurait dû détruire de sa propre main cette bureaucratie fatale, si détestée par le peuple et qui n'est plus en ses mains qu'un instrument brisé ; et sur les ruines de la centralisation allemande, il aurait dû fonder la grande fédération nationale. – En renonçant au despotisme intérieur, il aurait dû abandonner aussi le système de violence extérieure qui a fait de la Russie une machine à conquêtes. Il aurait dû comprendre que cette grandeur tout extérieure, démesurée de l'empire, est une monstruosité et qu'aucun des pays violemment réunis à la nation russe ne lui apportait ou force, ou richesse, ou bonheur, ou honneur. Il fallait rendre la liberté et reconnaître l'indépendance de toutes les provinces qui ne voulaient et ne veulent pas faire partie de l'union politique russe. Il fallait émanciper la Pologne, avec tout ce qui veut être Pologne, et la Finlande avec tout ce qui veut être Finlande. Il fallait, après avoir accompli cet acte de justice extérieure, lever d'une main hardie le drapeau slave et proclamer hautement l'émancipation de tous les peuples slaves gémissant encore sous le joug soit des Allemands, soit des Turcs. Il fallait déchirer tous ces contrats de voleurs qui nous tiennent enchaînés à l'Allemagne et inaugurer une nouvelle politique extérieure à la fois libérale, humaine, juste et profondément nationale.

S'il n'est pas certain que le mir serait, en d'autres circonstances, un « self-government parfait », Bakounine a raison de dire que « l'arbitraire capricieux des seigneurs » s'abat sur les moujiks.

Le mir n'a pas tant été une institution créée spontanément pour répondre aux instincts égalitaires des paysans que le moyen le plus efficace de répondre aux besoins croissants de la rapacité des propriétaires. Il est significatif que le mir accroît son influence sur la paysannerie russe avec l'augmentation de l'importance du servage.

Il est difficile de penser que Bakounine ignore tout cela ; sans doute ne présente-t-il le mir sous un jour idyllique que parce qu'il a besoin de montrer à ses interlocuteurs occidentaux que cette institution est un germe d'évolution positive de la société russe.

A ce prix, l'empereur Alexandre II pouvait atteindre à un degré de puissance réelle, bienfaisante, jusque-là inconnu aux empereurs de Russie.

Le cœur lui a manqué. Lui qui pouvait tout faire, il a tout gâté et gâté de manière à ce que la réparation est devenue impossible. C'est lui, ce n'est pas nous qui avons condamné la maison des Holstein-Gottorp à tomber sous les mains de la puissance impériale, Allemands incorrigibles, ils finiront bien par s'en aller en Allemagne.

Et d'abord, qu'a-t-il fait en Pologne ? Dans ce pays héroïque, malheureux, trente ans torturé par son père et que la férocité classique, implacable de Nicolas lui-même n'avait pu ni réduire, ni briser, ni abattre ? Si les expériences de la politique servent à quelque chose, celle-ci était complète et traçait clairement le rôle d'Alexandre II. Pour pacifier la Pologne, il n'y a jamais eu que deux voies : l'une tyrannique, cruelle, en un mot, celle de l'empereur Nicolas, qui ne reculait devant aucun moyen et ne visait à rien moins qu'à la complète destruction de la nationalité polonaise. L'autre, c'était de rendre à la Pologne, à *toute la Pologne*²⁷⁶, sa complète liberté et son indépendance. Le premier moyen, mis en pratique par le farouche Nicolas, n'ayant pas réussi, devait-il, pouvait-il être repris par Alexandre ? Evidemment non. Il ne lui restait donc que l'autre ; car, penser qu'entre ces deux voies extrêmes, il pouvait y avoir un terme moyen, – penser que cette grande nation historique, sublime dans son martyre, et devenue plus grande que jamais par la constance héroïque, invincible de son patriotisme qui, lui aussi, ne recule devant aucun sacrifice, – penser que tant qu'il restera une seule goutte du vieux sang polonais dans les veines, cette fière et noble Pologne pourra jamais se contenter et se réconcilier à moins d'une entière reconstitution et d'une indépendance complète, – c'eût été prouver une triste ignorance et une grande niaiserie.

Malheureusement, l'empereur Alexandre est tombé du premier pas dans cette niaiserie. Dans la première année de son règne, il est venu à Varsovie, dans l'intention de gagner les cœurs polonais et voici ce qu'il leur a dit : « Je suis rempli des meilleures intentions pour la Pologne, je veux son bien, aidez-moi à le faire... J'aime à récompenser, mais sachez-le bien, messieurs, je saurai également punir. *Tout ce que mon père a fait, est bien fait... Pas de rêveries, messieurs, pas de rêveries !* »

²⁷⁶ C'est-à-dire aux territoires occupés à la fois par la Russie, la Prusse et l'Autriche.

Tel est le discours, qu'au commencement de son règne, le fils du bourreau de la Pologne a osé jeter à la face de la Pologne. C'était une insulte sanglante et une grande sottise à la fois. C'était la révélation complète de ce que la Pologne et de ce que la Russie elle-même avaient à attendre de cet empereur, cette sottise et cette insulte pronostiquaient des malheurs terribles à la Pologne, de grands malheurs, une honte éternelle pour nous et des rivières de sang... Que tout ce sang retombe donc sur lui, il en est seul coupable.

Ai-je besoin de raconter ce qui est arrivé depuis ? – Ce furent d'abord d'insignifiants essais de réformes, enfants misérables, mal conçus et mort-nés de la fausse et impuissante bienveillance impériale, de petits changements avec un grand bruit de paroles pour tromper l'opinion publique de l'Europe ; et au fond de tout cela, l'ancien régime devenu seulement encore plus hypocrite, les mêmes prisons, les mêmes gendarmes, les mêmes persécutions tracassières et, chaque jour, les mêmes insultes à la fierté outrageuse de la nation la plus généreuse, la plus délicate, mais aussi la plus susceptible – la même tyrannie insupportable. – Et tout ceci devait nécessairement aboutir aux scènes sanglantes de Varsovie où l'on vit une soldatesque gorgée de vin massacrer sans pitié une population désarmée, désolée, mais sublime de calme et de foi dans l'avenir de la patrie ²⁷⁷, – des femmes et des enfants prosternés au pied des autels et priant Dieu pour la Pologne.

C'était un avertissement terrible dont l'empereur Alexandre pouvait encore profiter. Mais pour profiter de quelque chose, il fallait avoir le cœur et l'esprit ouverts. Les siens étaient fermés. La malédiction qui pèse sur Saint-Pétersbourg, le génie fatal de Pierre, de Catherine II et de son père Nicolas l'écrasaient. Il ne comprit rien et ne se repentit de rien. Il le prouva en envoyant en Pologne le marquis Wielopolski et son digne frère, le grand-duc Constantin. On sait quels furent leurs actes.

III.

Cependant le drame sanglant de Varsovie eut deux effets importants. Le premier fut la conspiration polonaise. Comprenant que Dieu n'aide que ceux qui veulent s'aider, las de souffrir, de prier et de se laisser égorger, les Polonais formèrent une société secrète. Douze jeunes gens obscurs, sans nom, sans position, sans fortune, mais sachant croire et sachant

²⁷⁷ Le texte dit : « l'avenir de la patrie ».

mourir, tous pleins d'énergie et de ce feu sacré qui seul est la puissance régénératrice des nations malheureuses, formèrent au commencement de l'année 1861 le premier noyau de cette organisation formidable et qui, couvrant en quelques mois tout le pays, se fit connaître bientôt comme une puissance réelle, palpable, mille fois plus respectée, écoutée, redoutée que celle du grand duc Constantin, et comme le seul gouvernement légitime de la Pologne.

A côté de ce fait important, il s'en produisit un autre. Des officiers russes, honteux et désespérés du rôle qu'on leur faisait jouer en Pologne, convaincus de la sainte légitimité de la cause polonaise et de sa profonde solidarité avec celle de l'émancipation de la Russie, se formèrent également à Varsovie même en *Comité militaire russe secret*. Ils se mirent en rapport avec notre petit cercle de Londres, rédigeant le journal russe *la Cloche (Kolokol)* et qui, tout imperceptible qu'il est, donne beaucoup d'embarras à nos grands hommes d'Etat de Saint-Pétersbourg. Ensemble, nous conclûmes une alliance avec le *Comité central polonais* siégeant à Varsovie, et cette alliance fut plus tard ratifiée à Saint-Pétersbourg par le *Comité central de la Société secrète russe*, vaste association embrassant aujourd'hui une partie de l'armée, de la noblesse, de la bureaucratie et une foule d'hommes de toutes conditions dans la bourgeoisie et le peuple et disséminés sur toute la surface de l'empire, – société portant le nom de *Zemlia i Volja*, c'est-à-dire la *Terre et la Liberté*. L'organisation secrète des officiers russes en Pologne compta bientôt plus de trois cents membres, et se voua à une propagande active et ardente parmi les soldats.

Le gouvernement sentit le danger. Convaincu de l'imminence d'une insurrection polonaise que ses actes barbares avaient rendue nécessaire, il résolut de la précipiter dans l'espoir qu'il pourrait l'étouffer à la naissance. Il avait deux raisons principales pour le faire. La première était une raison de politique extérieure. Personne n'ignore plus maintenant qu'au moment où a éclaté cette magnifique et, espérons-le, cette dernière révolution polonaise, une alliance offensive et défensive était au point de se conclure entre la Russie et la France. On y avait travaillé des deux côtés pendant plus d'une année et on était parvenu à s'entendre dans la question d'Orient, contre l'Autriche et la Turquie et contre l'Angleterre aussi. Une guerre générale, combinée et appuyée par le soulèvement des nations chrétiennes de la Turquie aussi bien que des provinces méridionales slaves de l'Autriche, devait ouvrir le printemps et promettait de faire remonter l'empire de Russie à une hauteur même plus grande que celle dont la guerre désastreuse de Crimée l'avait précipité. Mais pour réaliser

tous ces beaux plans il fallait avoir les mains libres, et pouvait-on les avoir tant que la Pologne était là mécontente et menaçant toujours de paralyser par un soulèvement inopportun toutes les forces extérieures de la Russie ?

Donc avant de s'embarquer dans cette grosse aventure d'une guerre orientale, qui ne manquerait pas de devenir une guerre générale, la Russie devait ou bien satisfaire la Pologne ou bien l'écraser de manière à ce qu'elle ne puisse bouger de longtemps. Se sentant incapable de la satisfaire, le cabinet de Saint-Pétersbourg se décida pour le second moyen : pour avoir les mains libres au printemps, il fit éclater le mouvement polonais en hiver. Pour le faire, il avait encore une autre raison : il voyait l'entente s'établir entre les patriotes polonais et les patriotes russes ; il ne pouvait ignorer les dispositions dont s'animaient de plus en plus les jeunes officiers russes en Pologne, puisque dans une adresse mémorable au grand duc Constantin, publiée dans *le Kolokol*, ces officiers avaient hautement exprimé leur sympathie pour la cause polonaise et leur dégoût pour le rôle de bourreau qu'on leur faisait jouer en Pologne. Ces dispositions pouvaient, devaient mûrir et produire des fruits salutaires à la Russie, mais amers et empoisonnés pour Saint-Pétersbourg.

Le gouvernement russe craignait surtout une chose : aux premiers jours de mars 1863 expirait le terme assigné par lui-même à l'émancipation des paysans russes. Il était bien décidé à ne pas leur donner ni toute la liberté, ni la terre qu'ils attendaient, qu'ils attendent et qu'ils veulent encore aujourd'hui unanimement sur toute la surface de l'empire. Il redoutait donc un soulèvement en Russie, comprenant bien que si la révolution russe donne la main à la révolution polonaise, elles deviendront désormais toutes les deux invincibles. Il savait aussi que les chefs de l'organisation secrète russe avaient supplié le comité central polonais de retarder le mouvement polonais autant que faire se pourrait, que les Polonais y avaient consenti de grand cœur, et il crut faire un grand coup de maître en le faisant éclater plus tôt. Mais comment le faire ? Par quelle mesure atroce mettre à bout la sainte patience polonaise qu'il semblait avoir habituée à toutes les horreurs ? Le marquis Wielopolski, un Polonais renégat, parricide, un traître plus infâme même que Cronstadt, ce livreur de Sveaborg, et dont le nom sera désormais attaché au pilori de l'histoire, lui en suggéra une nouvelle : un nouveau mode de recrutement monstrueux, sans règle et sans limite, ou comme l'a dit un ministre anglais, une proscription en masse, soumise uniquement au bon plaisir d'une infâme et cruelle police, et qui devait frapper sans exception tous ceux qui avaient eu l'honneur de mériter ses soupçons. — Par cette mesure savante et qui

rappelle si bien la politique du roi Hérode d'évangélique mémoire, on avait espéré d'atteindre l'un de ces deux buts : ou bien elle réussirait et alors la Pologne, privée d'un seul coup de toute son héroïque jeunesse, de la partie vivante, énergique de sa population, serait pacifiée pour longtemps. Ou bien ces malheureux Polonais, réduits au désespoir, se soulèveraient sans préparation aucune, sans armes, sans espoir de succès, et seraient facilement écrasés. Le calcul, comme on voit, n'était pas mauvais ; seulement, comme il arrive souvent dans l'histoire, les matérialistes de la réaction avaient compté sans les miracles de l'idéalisme puissant d'une nation croyante, héroïque et qui se sent un grand avenir.

En 1861, la Pologne présenta le spectacle inouï de tout un peuple qui, obéissant à un mot d'ordre ou plutôt à une inspiration venue d'en haut, se laissa massacrer : hommes, femmes, enfants, sans opposer l'ombre d'une résistance, sans même jeter un cri de révolte, mais calmes et plus majestueux que jamais dans leur morne résignation. Et en 1863, une jeunesse complètement désarmée, dénuée de tous les moyens de guerre, et ne prenant conseil que de son patriotisme et de son désespoir, osa jeter le gant à la face de l'empire russe, et, entraînant avec elle toute la nation, commencer une révolution immense, populaire et qui finira, n'en doutons pas, non-seulement par le triomphe de la Pologne, mais encore par l'émancipation et par la reconstitution de tout le Nord de l'Europe.

Qu'à fait le *Comité militaire russe*, qu'ont fait nos amis officiers de l'armée cantonnée en Pologne, pour aider le soulèvement polonais ? Hélas ! Ils firent peu de choses, ou presque rien. Leur propagande parmi les soldats venait à peine de commencer, et quoique ardemment écoutés par leurs compagnies, manquant de foi au moment de la crise, ils n'osèrent croire que les soldats les suivraient jusqu'au bout. Cette foi, qui sauva le mouvement polonais, leur manqua, et à défaut de foi ils furent impuissants. Pourtant, dans les premiers jours de l'insurrection polonaise, une compagnie avait déjà prêté serment sur notre drapeau populaire russe portant cette inscription : *Zemlia i Volja* (la Terre et la Liberté). Mais quelques heures plus tard, trompée par les faux bruits que les Allemands de l'armée répandirent à pleines mains sur les prétendues cruautés des insurgés polonais envers des soldats russes, non-seulement cette compagnie changea de disposition, mais se mit à maudire les Polonais avec tout le reste de l'armée. Le gouvernement russe ne se borna pas seulement à des calomnies. Redoutant naturellement et plus que toute autre chose la fusion possible d'une partie de l'armée russe avec l'insurrection polonaise, réduit à la franchise par le désespoir et jetant à la fin ce masque

hypocrite de gouvernement humain, honnête, civilisateur, dont il aimait tant à se parer devant l'Europe, il eut recours à un moyen terrible, digne des Wallenstein, des Tilly²⁷⁸, des anciens reuters²⁷⁹ allemands ou des condottieri italiens du seizième siècle : il fit appel aux plus mauvaises passions des soldats, et leur lâchant la bride, il ne leur permit pas seulement, il encouragea, il ordonna le pillage, l'incendie et le massacre en masse des insurgés aussi bien que des habitants paisibles des villes et des villages polonais, vieillards, enfants et femmes y compris. Par cette mesure horrible et dont la seule pensée fait frémir, l'empereur Alexandre II a d'un seul coup non-seulement égalé, mais dépassé d'une tête son père, l'empereur Nicolas de féroce mémoire. Par cet acte il a jeté sur le nom et sur toute la nation russe une honte et un déshonneur dont il aura à nous répondre.

Et on ose encore parler après cela de la clémence de l'Empereur Alexandre ! Aujourd'hui même, pendant que la Pologne est en feu et en sang, grâce à cette clémence même, il se trouve des gens en Europe qui ont le courage de conseiller aux malheureux Polonais de s'en remettre à la générosité impériale ! Il y a vraiment dans le monde des naïvetés admirables et des stupidités ou des hypocrisies de langage qui pourraient faire douter de la raison humaine. Mais, dit-on, Alexandre est innocent de ces crimes, il les ignore, la faute en retombe uniquement sur ses généraux. Il est bon, bienveillant, mais ses fonctionnaires sont abominables. – Et pouvez-vous vraiment croire à tout cela ? Pouvez-vous vous imaginer que des crimes qui révoltent tous les cœurs

²⁷⁸ *Albrecht von Wallenstein* (1583-1634) né en Bohême, catholique, commandant suprême des armées de l'empereur Ferdinand II. L'une des grandes figures de la Guerre de Trente ans, entre catholiques et protestants, lors de laquelle eurent lieu d'effroyables massacres des deux côtés. La motivation de Wallenstein dans cette guerre était surtout l'ambition personnelle ; on lui attribue l'invention du principe selon lequel « la guerre doit financer la guerre » : l'exploitation économique des pays conquis est la principale ressource de l'armée en campagne. On demande éventuellement à des financiers des avances sur le tribut à percevoir. De colossales fortunes sont ainsi amassées par des hommes sans scrupule comme Wallenstein.

Joahn Tserclaes, comte de Tilly (1559-1632). Un des commandants de l'armée impériale pendant la Guerre de Trente ans. (Cf. note précédente.) En mars 1631, son armée prit la ville de Magdebourg, mit la ville à sac et massacra 25 000 des 30 000 habitants de la ville. La ville ne se remit jamais de ce désastre. Il n'est cependant pas du tout certain que le massacre eût été ordonné par Tilly, qui était un militaire expérimenté et comprenait l'importance stratégique de la ville. Le fait que l'armée était constituée de nombreux mercenaires explique peut-être le massacre.

²⁷⁹ Bakounine veut dire *Reiter* (cavalier) qui a donné « reître » en français.

humains et honnêtes de l'Europe, retentissant d'un bout du monde à l'autre, puissent lui rester inconnus ? Et une fois connus de lui, pensez-vous qu'ils aient pu être commis sans sa permission, sans son ordre formel et précis ? Mais oubliez-vous qu'il est un souverain absolu et que dans la vie et dans l'action officielles tout part de lui ? Pensez-vous enfin, qu'en envoyant le général Bergh²⁸⁰ pour pacifier la Pologne, il ne savait pas qui il envoyait, ni ce qu'il faisait ? Je défie un honnête homme et qui n'est ni stupide, ni honteusement ignorant, de croire à tout cela.

Il est vrai qu'entre l'empereur Nicolas et l'empereur Alexandre II il y a une différence remarquable, mais elle est tout à l'avantage du premier. Nicolas était plus franc, il était jaloux et fier de sa férocité et il ne permit jamais qu'on fit du mal à quelqu'un dans son empire, sans qu'il y mît la main de la manière la plus ostensible. C'était sa manière de magnétiser le monde et de se faire respecter. Alexandre est plus modeste. Il investit ses lieutenants d'un pouvoir absolu : des ordres précis leur arrivent de Saint-Petersbourg, puis quand les crimes *nécessaires* ou qui paraissent tels sont commis, il s'en lave les mains et gémit.

Heureusement, l'effet du système qu'il avait ainsi commencé²⁸¹ de mettre à exécution en Pologne, fut tout à fait contraire à ce qu'il en avait espéré. Il croyait pouvoir paralyser le mouvement polonais par la terreur et, au contraire, il le généralisa en exaspérant jusqu'au bout la nation polonaise et en forçant les deux classes qui s'étaient jusque-là en partie abstenues d'y prendre part, les paysans et les nobles, de s'y jeter à tête perdue ; les uns par indignation, les autres par désespoir. Il indigna à un si haut point l'opinion publique en Europe que, désormais, quelles que soient les lâches hésitations d'une diplomatie encore plus aveugle qu'elle n'est égoïste, il est devenu impossible aux grandes puissances, à la France et à l'Angleterre surtout, de ne pas intervenir en faveur de la Pologne. Enfin, ce système atroce a eu pour troisième résultat la démoralisation complète de l'armée russe en Pologne. Une armée qui pille ne se bat pas.

²⁸⁰ Théodore Berg. Le Grand-Duc Constantin, frère du tsar, avait ordonné, sur l'avis de Wielopolski, la conscription des jeunes Polonais, prétexte pour arrêter les radicaux. La rébellion qui s'ensuivit se répandit dans toute la Pologne occidentale. Constantin proclame la loi martiale. En août 1863, il demande à être relevé de ses fonctions de vice-roi. Nommé à la place de Constantin, le comte Théodore Berg écrase l'insurrection en mai 1864.

²⁸¹ Le texte de Bakounine dit : « Commandé ».

La discipline est détruite. C'est en vain que nos jeunes officiers honteux, indignés, désespérés, s'efforcent de contenir les soldats : ceux-ci tournent leurs baïonnettes contre eux. Beaucoup d'officiers russes passent chaque jour dans les rangs polonais, comprenant toujours davantage qu'il ne s'agit plus ici de lutte nationale, mais du combat de la liberté et de l'humanité contre la plus infâme tyrannie.

Permettez-moi, Monsieur, de profiter de cette occasion pour rendre hommage à la mémoire d'un ami bien cher, d'un jeune compatriote tué, il y a quelques semaines, dans les rangs des insurgés polonais, par une balle russe. Je veux parler d'André Potebnia²⁸². Il avait été lieutenant d'une compagnie de tirailleurs, qui, avant l'insurrection, avait tenu garnison à Varsovie même. Son éducation s'était faite dans un des corps de cadets de Saint-Pétersbourg, et ici je dois vous faire observer un fait assez singulier : l'empereur Nicolas avait particulièrement protégé les corps de cadets, s'imaginant que c'étaient autant de pépinières d'où sortiraient des masses de serviteurs selon son cœur, rompus à toute obéissance et aveuglément dévoués, sans raisonnement, sans pensée. Il détestait les universités, car il pensait, non sans raison, que quelque surveillées et restreintes qu'elles aient été sous son règne, elles formaient autant de centres d'une propagande libérale. Qu'eut-il dit, s'il avait pu deviner que ses corps de cadets bien-aimés étaient les centres d'une propagande bien autrement dangereuse, non plus seulement libérale, mais démocratique et révolutionnaire²⁸³ ? – De nos corps de cadets sont sortis et ne cessent de sortir nos plus fermes et nos plus ardents amis ; ils remplissent aujourd'hui l'armée russe et bientôt, j'espère, ils auront l'occasion de montrer ce qu'ils valent et ce qu'ils sont. Potebnia était un jeune homme au plus haut degré remarquable. C'était un héros sans phrases, unissant l'ardeur du patriotisme et l'amour passionné de la liberté avec une raison froide, une

²⁸² André A. Potnebia. « Potnebia était venu voir Herzen à Londres, en clandestin ; nous ne savons pas grand chose, à vrai dire, de ce qu'ils se dirent. Il n'est pas impossible qu'il soit venu deux fois, mais tout cela demeure nous ne savons pas grand chose assez brumeux. Ce qu'on sait de certain, c'est que, rejoignant les insurgés polonais, Potnebia tomba à la bataille de Pestchanaya Skala (« la Falaise sablonneuse ») le 4 mars 1863, tué par une balle russe. Le *Kolokol* lui consacra une série d'articles, et un nécrologue d'Ogarev. » A. Herzen, *Passé et méditations*, vol. 3. note 52, p. 504.

Accompagné de Slepcev (pseudonyme de Provansov, membre du comité exécutif de *Zemlja i Volja*), Potebnja était venu à Londres en février 1863 pour demander aux collaborateurs du *Kolokol* de devenir des représentants. Bakounine avait accepté.

²⁸³ Le prince Kropotkine, devenu plus tard anarchiste, sortait du corps des cadets...

intelligence toute pratique, un cœur qui ne s'effrayait de rien et une énergie qui reculait devant rien.

Il était l'âme de l'Association des officiers russes en Pologne et jouissait de la confiance illimitée du Comité central polonais. Son dévouement, son héroïsme froid, audacieux, ne connaissent point de bornes. Poursuivi, tracassé comme une bête fauve, par toutes les polices réunies, il parcourait en tous sens la Pologne, unissant, ranimant partout les esprits, formant des comités de second rang qu'il mettait ensuite en rapport avec le Comité militaire suprême qui, de même que le Comité central polonais, résidait à Varsovie ; et il se cachait des semaines entières dans cette ville où sa présence était presque toujours nécessaire. Il est venu à Londres trois fois, c'est là que notre petit cercle, composé de Herzen, d'Ogareff et de moi, fit sa connaissance, et quoique ses anciens par l'âge, ses frères aînés, nous nous inclinâmes tous les trois devant son jeune héroïsme, sa belle intelligence, son grand cœur et son saint amour de la patrie et de la liberté. Il avait à peine vingt-cinq ans. Sa dernière visite à Londres eut lieu deux ou trois semaines après le commencement de l'insurrection polonaise. Il vint à nous désespéré. Tous ses travaux avaient fatalement échoué, et il retourna en Pologne pour se jeter dans les rangs polonais et pour y mourir pour la sainte cause de la liberté.

Son héroïque exemple ne sera pas perdu. Non seulement des officiers, mais les soldats russes eux-mêmes commencent à passer du côté des insurgés polonais. Et peut-être, Dieu aidant, verrons-nous arriver le moment où l'on ne verra plus l'insurrection polonaise d'un côté et l'armée russe de l'autre, mais l'armée de la liberté slave aux prises avec celle du despotisme allemand²⁸⁴.

Oui, Monsieur, la politique qui se poursuit maintenant en Pologne n'est pas une politique russe, c'est une politique toute allemande, – allemande du reste non dans le sens national, mais dans celui de l'*Almanach de Gotha*. Empereurs, rois et grands-ducs, ducs et princes, comtes et barons de l'Allemagne, tout cela sympathise aujourd'hui plus que jamais avec la politique de l'empereur Alexandre, qu'ils considèrent eux, avec beaucoup de raison, comme le meilleur des Allemands et que nous regardons nous, avec la même raison, comme le plus funeste des Russes.

²⁸⁴ Pour mémoire, rappelons que Bakounine considère le système étatique russe comme une émanation de l'esprit allemand.

Avant de terminer cette longue lettre, je voudrais vous exposer, Monsieur, la situation actuelle, les besoins et les espérances de la Russie.

1863. – Zemlja i Volja (Terre et Liberté) ²⁸⁵

9 juillet 1863

Votre lettre m'est parvenue douze jours plus tard qu'il le fallait. A l'instant, dès sa réception, j'ai télégraphié à N.S., lui demandant de venir immédiatement ici. Maintenant, j'écris en vous demandant la même chose au cas où mon télégramme n'aurait pas suffi pour vous convaincre de la nécessité de notre entretien. Celui-ci est nécessaire non seulement pour vous faire connaître l'état des choses en Russie et, après vous avoir lié avec nous encore plus solidement et plus pratiquement, pour établir entre Pétersbourg et nous des relations normales et permanents, mais aussi pour éviter, en nous mettant d'accord sur un plan d'action commun, de néfastes malentendus et contradictions dès le début de l'action ; enfin, pour qu'avec votre concours, avec l'aide de vos indications tirées des riches voies et commodités offertes à la cause russe et découvertes par moi tant en Suède qu'en Finlande. Londres est loin et, comme qui dirait, coupé de la Russie, tandis que la Suède est à deux pas d'elle. Londres, par son éloignement de même que par son orientation, présente l'aspect exclusivement théorique de notre action ; à Herzen incombant la polémique et, à Ogarev la pure mathématique ; c'est-à-dire l'énoncé des principes objectifs du mouvement russe et l'action directe sur le peuple par les proclamations que nul n'est parvenu à rédiger mieux que lui. Il les écrit avec son cœur, son sang et sa vie ; et sous ce rapport, c'est vraiment un saint homme.

²⁸⁵ Ecrit à Stockholm. Source : Amsterdam, IISG, Archives Bakunin. Lettre adressée au représentant en Suisse. Publié d'après une copie en caractères latins de la main de Nettlau.

En outre, Herzen a très bien présenté et continue à défendre la cause russe devant le public européen, mais dans son for intérieur, c'est un sceptique incorrigible ; et il agit sur elle non seulement de façon non encourageante mais démoralisante. Littérateur génial par excellence, il unit toutes ses brillantes qualités avec les défauts de sa profession. Quand, en Russie, la liberté s'établira et quand elle commencera à se bâtir, il sera sans aucun doute un puissant journaliste et peut-être un tribun, un homme d'Etat, voire un homme dirigeant, mais il lui manque absolument l'étoffe d'un militant révolutionnaire.

Ogarev est plus fanatique que Herzen ; il vit uniquement par le mouvement russe et son influence directe sur le peuple peut devenir considérable ; mais comme je l'ai dit, c'est un pur mathématicien et dans la mécanique appliquée réglée par les matériaux, l'espace, le temps et surtout par les contingences, il est peu capable.

Voilà pourquoi aujourd'hui Londres présente une étrange contradiction : en lisant les proclamations d'Ogarev on peut penser qu'il est en avant de tous, mais en lisant le *Kolokol* on s'aperçoit qu'il est tiré en avant, pour ainsi dire malgré lui, par les événements. Dans la théorie, dans l'élaboration des principes, Londres comme avant est audacieux et sera longtemps encore un phare pour le mouvement russe. Dans la pratique, en tant que phare, il est irrésolu, peu clair et jamais il ne se décidera à prendre l'initiative.

Du fils de Herzen, je ne parle pas : c'est un bon garçon presque tout entier formé de qualités négatives. Ecrasé par le puissant prestige du père, il n'est point parvenu à développer en lui ni l'esprit ni le caractère jusqu'à l'indépendance. Jusqu'à présent, il ne s'est distingué que par sa mollesse et son irrésolution ; et il a été le pâle et erratique reflet de son père qui pensait à haute voix à lui et, comme qui dirait, vivait pour lui.

Jusqu'ici il n'a ni idées ni passions propres. Eduqué en terre étrangère, adolescent mi-allemand, mi-anglais, il ne connaît la Russie que par des récits ; et il s'efforce avec ferveur d'être russe alors que dans sa nature il n'y a rien de russe. Au demeurant, en lui s'est éveillée présentement une vanité infantile et ridicule et, à regret, je dois dire, pas tout-à-fait pure, qui l'a amené à faire ici, en Suède, une masse de bêtises impardonnables, à propos desquelles je me crois obligé d'écrire à son père.

Je reviens à Stockholm. Voici le bon endroit pour l'action pratique russe à l'étranger et pour l'émigration russe, si cette dernière fait le nécessaire. En été, les envois par la Finlande vers Pétersbourg et les

gouvernements baltiques, ainsi que vers les gouvernements d'Oloneck et d'Archangelsk, et en hiver, par Copenhague vers Sztetin, Dantzig et Koenigsberg, de même que par Hambourg, sont faciles, rapides et sûrs. La liberté ici est aussi solide qu'en Angleterre et la vie deux fois moins chère. Nombreux [sont] ceux [qui sont] prêts à nous aider par sympathie, par désir ardent qu'il y ait la révolution en Russie, beaucoup plus nombreux, sans doute, qu'en Angleterre où, vis-à-vis de notre cause, règne une totale indifférence et de l'antipathie plutôt que de la sympathie. Des hommes et des voies pour communiquer, j'en ai trouvé ici beaucoup de tout-à-fait sûrs et sans danger ; j'ai même un Suédois foncièrement dévoué à nous qui réside en permanence à Pétersbourg et qui se mettra volontiers à notre service. Enfin, dans un mois partira d'ici un jeune Allemand (auquel on peut entièrement se fier) directement pour Pétersbourg et de là-bas par Koenigsberg, Dantzig, Sztetin et la Finlande pour nouer partout des relations et établir des communications permanentes et régulières. Mais afin de tirer profit de toute la question, j'ai besoin de m'entretenir avec vous, sinon les lettres en provenance d'ici ne vous parviendront jamais. Enfin, ici, on peut monter à bon marché une typographie clandestine, cette dernière pour imprimer ce que vous voudrez, vos proclamations et vos innombrables brochures et tracts. Récemment, j'ai reçu une lettre de Cleborg de la part d'un des plus estimés dirigeants du parti des finnomanes ; il a des liens anciens avec les raskolniks du gouvernement d'Archangelsk et il me propose ses services pour faire passer lettres et tracts. Ainsi, avec son concours on pourra établir une filière de relais à travers toute la Finlande jusqu'à Pétersbourg même. Mais pour tout cela, vous faites besoin.

Enfin vous faites besoin également pour s'entendre à fond sur les buts et sur les moyens de les atteindre. Tout comme mes amis de Londres, j'ai été ravi d'apprendre, par mon brave ami Potebnja, l'existence à Pétersbourg d'un Comité central, Z. et V.²⁸⁶ et avec joie je m'y suis subordonné. Depuis, je me considère comme appartenant exclusivement à vous. Mais pour que de cette liaison et de cette subordination sorte du gain, pour que je puisse vous être utile, il faut que je m'assimile votre programme et votre plan d'action, vos attentes et espérances, il faut aussi que mes relations avec vous soient justes et constantes, et surtout que j'obtienne de vous des missions concrètes et un travail régulier.

²⁸⁶ Zemlja i Volja.

En février de la présente année, j'ai rencontré à Londres Provansov venu chez nous de votre part. Il m'a admis formellement dans votre association et par le droit que lui a conféré le comité, dont il faisait alors parti, il m'a donné le mandat d'agir au nom de l'association en Suède, en Pologne, en général, partout où les circonstances me jetteront.

En même temps, Provansov m'avait promis d'envoyer immédiatement de Pétersbourg à Stockholm, où je me proposais d'aller avant de me rendre en Pologne, un homme sûr dont le concours pourrait me permettre de nouer de solides relations avec l'association et avec qui je m'entendrais au sujet du plan d'action. J'ai attendu en vain ; Provansov est tombé malade et est resté en Europe, et après deux mots d'un contenu insignifiant, dans lesquels il ne me donnait même pas son adresse, il cessa tout-à-fait de m'écrire. Au lieu de l'homme sûr, membre effectif et représentant de l'association, arriva ici, à la fin de mai, le fils de Herzen porteur de très drôles nouvelles de Provansov. Quand ce dernier était à Londres, il m'avait frappé par son audace et son énergie. Malgré la modération de ses vues, il était plein de confiance et s'il péchait, c'était d'audace, prêt qu'il était à entreprendre une action résolue. Il se hâta de retourner à Pétersbourg et a pris chez moi trois mille francs pour envoyer des agents à Kiev et au Caucase.

Quelle fut ma surprise quand j'ai appris par Herzen qu'il vivait jusqu'à présent en Occident, qu'il a les nerfs malades et que son délabrement nerveux va jusqu'à la mi-démence, qu'il a perdu de but en blanc toute confiance en la possibilité d'entreprendre l'action allant jusqu'à dire au jeune Herzen que pour rien au monde il ne s'y mêlerait plus. Que voyant cela, Herzen l'a convaincu de remettre à Herzen junior les pouvoirs et le droit de représenter l'association à l'étranger dont Provansov était investi par le comité. Et c'est avec ces pouvoirs arrachés à moitié par la violence à un homme affouli ²⁸⁷ et à demi dément que le jeune Herzen arriva ici et en secret de moi se mit à déclarer aux Polonais et aux Finlandais avec lesquels je l'avais mis en relation, que je suis un imposteur et que lui seul a le droit de leur parler au nom de l'association. Cela ne lui a pas rapporté beaucoup, mais a nui positivement à la cause et à moi, car par des Polonais et Finlandais cela passa aux Suédois, jusqu'aux personnalités gouvernementales, jusqu'au roi, paraît-il, et même, m'a-t-on dit, jusqu'à l'ambassadeur de Russie Budberg et le consul général Mollarius ; et l'on dit maintenant que pas seulement les Polonais, mais les Russes également

²⁸⁷ *Sic.*

se disputent entre eux. C'est lamentable et toute cette ingérence est due à la verte ambition de ce jeune benêt qui en a eu assez de sa vie incolore et insignifiante à l'ombre de son père et qui a eu envie de se donner de l'importance. Je ne sais vraiment si oui ou non Provansov a perdu la raison, mais je dois dire qu'un homme qui a pu confier une tâche aussi importante que la représentation de l'association russe à l'étranger au jeune Herzen, parfait commis voyageur et bon secrétaire, mais pas davantage, à un jeune esprit négatif par excellence dépourvu de tout sentiment russe, de toute initiative, de toute idée personnelle, un tel homme, dis-je, devait être tout près de la démence.

Autre chose sont Herzen senior et Ogarev ; ils représentent effectivement la Russie vivante en Europe. Mais je vous ai déjà dit quels inconvénients se rattachent à leurs caractères et à leurs tendances spécifiques. L'attaque peu loyale du jeune Herzen m'est arrivée à un moment particulièrement inopportun, car elle m'a atteint alors même que je menais une lutte souterraine contre les Polonais, lutte entamée non par moi, mais par eux. Je dirai sans vantardise que j'ai réussi là à obtenir un très important résultat. Toute la nation suédoise, je puis dire toute la Scandinavie, y compris le Danemark, la Norvège et la Finlande, est aujourd'hui convaincue de l'approche de la révolution russe et a compris que cette révolution est pour elle plus importante et salutaire que l'affranchissement même de la Pologne. De ce fait, l'association « Zemlja i Vol'ja » a acquis une énorme popularité et les Suédois, qui jusqu'à présent haïssaient indifféremment toute la Russie, distinguent dorénavant fortement le gouvernement Pétersbourgeois qui concentre sur lui toute leur haine, en dehors du peuple russe pour lequel ils sont prêts à ressentir une sérieuse sympathie.

Cela ne plaisait pas aux Polonais, non seulement aux aristocrates, mais même aux démocrates. Tout Polonais déteste plus ou moins non seulement le gouvernement, mais aussi peuple russe lui-même ; et sans m'attaquer personnellement, ils s'efforcent de convaincre les Suédois que je suis un utopiste, un idéaliste, et qu'à l'exception de deux ou trois hommes d'action, toute la Russie marche avec le tsar. D'en convaincre les Suédois serait maintenant impossible. La foi en la révolution russe est maintenant solide, mais toutes ces insanités déversées ici par le jeune Herzen ont été nuisibles et désagréables, tout cela me pousse à souhaiter une définition rapide de mes obligations envers l'association.

Jusqu'à présent, je m'en suis tenu fermement à l'unité avec Londres et je lui ai sacrifié tout ce qui était secondaire, sans parler de mon amour-

propre que j'ai l'habitude de subordonner aux buts élevés. Je voulais cette unité, car j'aime profondément Herzen senior et Ogarev ; et je n'oublierai jamais l'accueil fraternel qu'ils me firent après mon évasion de la Sibérie. Je l'ai voulue également parce que je la considérais comme une nécessité politique. Je ne puis cacher cependant que l'année passée avec eux s'écoula dans une sourde bataille de famille. Il me semblait que leur orientation était trop abstraite, trop littéraire ; qu'en Russie arrive maintenant le moment pour une action pratique. Il me semblait que le « Kolokol », qui avait tant fait pour susciter et poser les questions en Russie, devait maintenant se régénérer s'il voulait conserver son influence en Russie. Il me semblait qu'il retardait d'un mois sur les événements alors qu'il aurait dû être en avance d'un mois sur eux. Il me semblait qu'il aurait dû, encore un an plus tôt, proclamer sa rupture avec l'Empire, mais il continua à flirter avec lui lorsque fut publié le projet de réformes judiciaires, il était prêt pour ainsi dire à le prendre au sérieux, alors que j'étais convaincu que l'Empire est organisé et conditionné de l'intérieur de telle manière que même dans les rares cas où il veut concrètement faire quelque chose d'utile il fait malgré lui du charlatanisme ; que son unique vocation est d'étouffer et d'opprimer la vie du peuple au nom d'une pseudo-grandeur de l'Etat et que pour ces raisons il ne peut y avoir avec lui d'affinités. Je dois dire que sur cette question, la plupart du temps j'avais de mon côté Ogarev qui donnait à sa populaire « Vera » une orientation beaucoup plus radicale. Finalement, nous nous sommes trouvés face à face avec la question polonaise. Là notre désaccord se fit plus profond et plus net. Sans entrer dans les détails de nos discussions à ce sujet, je me bornerai à dire que tout en reconnaissant avec mes amis de Londres l'énorme différence qu'il y avait entre les principes des Polonais et des Russes, j'étais tout de même d'avis et je continue de l'être que dans la mesure de nos forces et de nos possibilités, nous devons prendre part directement au soulèvement de la Pologne, étant donné qu'il est un soulèvement contre notre commun ennemi : L'Etat impérial de Russie ; étant donné aussi que pour réduire ledit soulèvement on utilise par malheur les horreurs russes qui, si l'Empire l'emporte, seront ensuite tournées contre la liberté de la Russie. Je suis donc convaincu que la cause russe est déjà entamée en Pologne. Certes, jusqu'à présent, les tentatives faites par nous comme par vous pour lier la cause russe à la vôtre se sont avérées infructueuses. Potebnja a été tué sans profit sur la terre polonaise, parmi les insurgés, montrant à lui seul aux Polonais par sa mort la sincérité de notre parole et de notre volonté. Il est vrai, par ailleurs, que toutes mes tentatives pour atteindre la Pologne ont échoué. Le comité

central de la Pologne m'en a franchement empêché par deux [fois], exigeant positivement de moi que j'ajourne mon départ et l'action projetée ; et ensuite, là où, en dépit de tout, j'avais décidé de prendre part à l'expédition maritime de la Lituanie par la Baltique, dont vous avez probablement entendu parler, je serais retenu avec tous les Polonais par la trahison d'un Anglais, le capitaine du bateau britannique qui, au lieu de nous amener à Ōmud', nous conduisit tout juste à Copenhague et refusa d'aller plus loin. Pendant le court laps de temps que j'ai passé parmi les Polonais qui formaient le corps expéditionnaire, j'ai pu me rendre compte combien il est difficile à un Russe d'entreprendre une action russe avec des Polonais.

Mon objectif était de former une légion russe et de pousser à l'insurrection, pour la terre et la liberté, des colonies de vieux-croyants en Lituanie. Mais pour que cela fût possible, il fallait la sympathie populaire, la claire compréhension et la confiance des Polonais. Je crois que je fais partie de ce petit nombre de Russes en qui les Polonais ont une confiance quasi absolue et cependant je n'ai pas trouvé même parmi les meilleurs d'entre eux la confiance qui est nécessaire pour un début heureux de l'entreprise. Les Polonais en général, à de rares exceptions, sont d'incorrigibles nobliaux chevaliers avec tous les vices vertueux et fondamentaux de cette caste qui, de grâce, n'existe pas chez nous. Pour eux, le moujik n'est qu'un moyen, pour nous, un moyen et un but, tandis que la noblesse et toute la caste qu'elle constitue, pour autant qu'elle nous est accessible, est un moyen. C'est pourquoi ils se sont arrêtés avec effroi devant le mouvement social que nous désirons passionnément, comme étant le seul possible et salutaire.

C'est pourquoi, quand les Turicy²⁸⁸ et les Lituaniens nous envoyaient leurs députés pour nous demander de nous mettre à leur tête contre les barons allemands, le Comité de Vilno refusa avec horreur, tandis que Demontowicz, le commissaire d'ici du gouvernement populaire de Pologne, se disant ultra-rouge, me disait encore ces jours-ci : « Notre mouvement est provoqué par l'intelligentsia ; votre mouvement moujik serait le triomphe de la barbarie ; il est pour nous infiniment plus dangereux que la victoire même de l'Empire, car il pourrait entraîner nos paysans également ; si bien que si je devais faire un choix entre l'empereur et la révolution russe, je préférerais le premier. » Et voilà, par suite de quoi dans les entrailles du gouvernement révolutionnaire lui-

²⁸⁸ *Sic.*

même la réaction est déjà à pied d'oeuvre. Les Blancs s'en sont déjà presque entièrement emparé et lesdits Rouges ont donné dans [la] funeste mais en même temps nécessaire conspiration contre les aristocrates membres du gouvernement qui ont réussi par leur influence à affaiblir l'énergie et le caractère général du soulèvement même ; et voilà pourquoi, on a déjà peu confiance dans le gouvernement et qu'on attend le salut de la diplomatie.

Les choses sont allées si loin que la liberté de la Pologne peut seulement être sauvée soit par l'intervention des puissances étrangères, soit par la révolution russe. Bien attendu, je souhaite cette dernière et pour les Polonais et pour nous-mêmes. Quant à l'intervention extérieure, je ne crois pas que dans l'été en cours la guerre soit possible ; mais je ne crois pas non plus que les puissances étrangères puissent tolérer l'écrasement complet de la Pologne. Comme d'habitude, la diplomatie fera probablement aujourd'hui encore une cote moyenne loin d'être satisfaisante ni pour les Polonais ni pour nous, mais suffisante sans doute pour permettre aux Polonais d'entamer une nouvelle lutte renforcée au printemps prochain ; et quand-même, on n'évitera pas la guerre. Que devons-nous donc faire ? Nous devons tirer tout le profit possible du mouvement polonais qui ébranle l'empire ; or la guerre avec l'étranger l'ébranlera encore plus. Je pense que la guerre elle-même n'arrêtera pas nos activités ; nous ne devons pas oublier que notre principal ennemi est notre Empire allemand-Pétersbourg et qu'avant tout et mieux que tout, nous devons le renverser par n'importe quels moyens. Bien entendu nous ne marcherons pas contre la Russie avec les Français, les Suédois, ni même avec les Polonais ; marcher avec eux nous compromettrait auprès du peuple. Mais la guerre ne doit pas nous empêcher de provoquer par tous les moyens le soulèvement intérieur du peuple et de déclarer à ce dernier qu'aujourd'hui le moment est effectivement venu où il doit revendiquer et prendre tout ce dont il a besoin ; et que s'il laisse passer l'heure propice ²⁸⁹, il n'obtiendra rien. Nous devons tourner contre le gouvernement les armes qu'il utilise contre les Polonais, en provoquant dans les gouvernements de l'Ouest la guerre sociale, nous devons profiter de cette anarchie-même qu'il inspire aujourd'hui au sein du gouvernement pour sa propre défense et dans laquelle il se plonge de plus en plus sans pudeur. Je vous joins une lettre que j'ai reçue ces jours-ci d'un Russe qui réside actuellement à Cracovie. Vous verrez par elle combien nombreux

²⁸⁹ Le texte de l'IISG dit : « propre ».

sont les officiers russes, vivant dans les mêmes conditions que les Polonais et réclamant de l'action, restent à présent sans activité. Nombreux sont ces éléments, beaucoup plus que nous ne le croyons nous-mêmes, mais ils veulent de l'organisation. Il faut se mettre d'accord, et ensuite passer immédiatement, systématiquement à l'action. Voilà pourquoi je désire si fort que vous veniez ici au plus vite.

Je ne vous connais pas personnellement, mais l'association vous a mandaté pour conférer avec nous. Cela me suffit pleinement, je vous accueillerai en frère et ami, mais aujourd'hui je vous parle en toute franchise. Donc, venez, et si vous ne pouvez venir vous-même, envoyez-en un autre, mais un homme avec qui l'on puisse causer sérieusement. Mais si vous ne pouvez faire ni ceci ni cela, de grâce envoyez l'adresse à laquelle je pourrais écrire à Pétersbourg ; quant à cette lettre, je vous prie de l'expédier le plus vite possible au Comité. Je resterai ici en tout cas jusqu'à la fin de septembre et j'attendrai comme à la mer, pour voir le temps qu'il fera. Si la chose est possible, et surtout nécessaire, je tâcherai de me faufiler directement en Russie ; en Pologne, nous n'avons aujourd'hui plus rien à faire. Mais si rien ne se produit, et si je ne reçois pas du Comité des instructions précises, à la fin septembre je partirai pour Londres.

Kongl. Gjurgarden - Manegehasit
Dr. Minton. Stora Vattugatan 7

M^{lle} Lise
Hot. Rydberg

1863. – La Russie officielle et le peuple de RussieOctobre 1863 ²⁹⁰**La Russie officielle et
le peuple de Russie,
dépeints dans des lettres
de M. Bakounin***Première lettre*

Monsieur le directeur ! Ayant quitté la Suède depuis déjà quelque temps, je vous prie de me permettre, par le truchement de votre estimé journal, d'adresser un mot d'adieu et de remerciement aux nombreux amis connus, et par moi, inconnus qui au cours de mon séjour de sept mois dans votre pays m'ont témoigné une si généreuse sympathie. Et j'apprécie d'autant plus cette sympathie qu'elle a pour objet un Russe, qui n'a jamais renié cette dénomination ni son sentiment de patriotisme russe ; et ce, en un temps où le nom de Russie est couvert d'infamie, non seulement à cause de la politique indigne et de la basse cruauté du gouvernement de Pétersbourg, mais également en raison du consentement volontaire et tout aussi lâche qu'une grande partie de la classe sociale russe privilégiée et prétendument éclairée continue ouvertement et avec un cynisme incomparable à accorder aux mesures adoptées par le gouvernement.

N'est-ce pas là la preuve que la population suédoise commence de distinguer à juste raison entre la Russie *officielle*, gouvernementale et privilégiée et la *Russie nationale*, dont je me considère l'un des représentants les plus sincères ? Un individu seul, et de ce fait sans pouvoir, ne saurait, quelque bonnes fussent ses intentions et désirs, attirer l'attention d'un peuple pensant, et si les Suédois m'ont honoré de leurs sympathies en dépit des terribles actions qui témoignent contre nous, et ignoré toutes les circonstances apparentes qui semblent mettre à jour l'impuissance du parti auquel j'appartiens, au milieu de toutes ces sauvages passions qui ont maintenant libre cours en Russie, c'est parce que

²⁹⁰ *Aftonbladet*, 12 et 13 novembre 1863, Stockholm. Traduction : IISG. Original en français. Publié d'après la première publication

dans le frêle son de ma voix, ils ont perçu l'écho de la puissance de celle du peuple russe, dont la clameur s'élèvera bientôt pour protester contre tous ces impies qui tout à la fois déshonorent le pays et le précipitent dans le malheur.

Même parmi nos rangs, cette participation de la classe sociale russe privilégiée aux bassesses héréditaires et traditionnelles de la cour péterbourgeoise a suscité une certaine surprise, quand bien même nous nous attendions à un tel comportement. Il se fonde tout d'abord sur le grand égoïsme et l'intérêt d'une classe reposant sur le pouvoir et ne vivant que du seul abus, ainsi que sur un fort préjugé, répandu non seulement parmi les cercles officiels de la Russie, mais au-delà, quasiment dans l'Europe entière. Ce préjugé consiste dans l'idée de la *grandeur et puissance du pouvoir*. C'est en vertu de cette seule idée, contraire tout autant à la liberté intérieure, qu'à la justice et à la paix extérieure des nations, que les Allemands, dont la politique internationale toute entière n'est actuellement qu'un enchaînement fanatique de rêves malsains, et qui ne sont pas encore parvenus à se constituer en véritable nation, que ces Allemands, donc, revendiquent le Schleswig, les provinces polonaises, Bohême, Moravie, Silésie autrichienne, Trieste et Venise. C'est cette politique qui détermine le comportement actuel de la Prusse et l'indécision hypocrite de la vieille Madeleine *non* repentante, comme on appelle l'Autriche. Cette puissance a freiné la grande et belle renaissance de l'Italie dans sa marche, et dicte maintenant aux hommes d'Etat décrépits de l'Angleterre une politique égoïste et aveuglément prudente.

Et c'est cette même puissance qui, au profit de la cour de Pétersbourg et au détriment de la Pologne, paralyse tous les mouvements de chaleureuse sympathie qui se sont éveillés en Europe pour le spectacle tout à la fois sublime et terrible d'une noble nation, se battant désespérément et pratiquement sans autres moyens de défense qu'un dévouement sans limite, contre une armée de bourreaux. Cette aspiration vers l'agrandissement de l'Etat et sa toute-puissance extérieure, falsifie et paralyse partout chez les hommes grands et petits, l'évolution libérale et la marche naturelle des sociétés – en Russie elle la tue. Partout ailleurs, nonobstant ce caractère d'égoïsme abstrait, qui lui appartient en propre, l'Etat incorpore à un tel point la vie, la croyance et les véritables intérêts de la société, que lorsqu'on défend l'Etat, on défend en même temps un principe humain, et la part du progrès général de l'humanité que cette nation, dont on est membre, a réussi à

réaliser. Seul l'Etat russe, lequel en son intérieur ne représente rien d'autre qu'un reniement systématique et absolu de tout ce qui fait la vie de la nation, se présente vers l'extérieur comme un ennemi implacable de tout ce qu'il y a d'humain dans l'humanité.

Après avoir longuement trahi le monde avec son hypocrisie, l'empire russe se trouve maintenant dans l'obligation, du fait de la révolution polonaise, de se montrer sous son vrai jour devant une Europe plus étonnée qu'indignée. En vain, les défenseurs toujours partiels de cet empire osent avec une égale cordialité louer les intentions paternelles et les tendances libérales de l'empereur Alexandre II, lequel, assurent-ils, d'ici peu surprendra le monde par l'ampleur de ses concessions et par les droits qu'il s'apprête à accorder à ses bienheureux sujets. Il sera néanmoins difficile pour les crédules d'Europe occidentale, en dépit de leur tendance générale à se faire humilier, car cela relèverait d'une naïveté inimaginable, de croire qu'un souverain qui a entraîné dans un terrible, et pour lui-même espérons-le mortel, combat contre la nation polonaise, ayant dans son système d'oppression, et avec sang froid, concentré toute la brutalité, le vil et l'horrible, que les siècles les plus barbares, et les peuples les plus brutaux, enragés par des passions sauvages ont produit – que l'empereur des Murav'ev ²⁹¹, Wittgenstein et Berg puisse vraiment être animé d'intentions bienfaisantes et caractérisées par l'amour de l'homme envers ses sujets ²⁹².

²⁹¹ • *Comte Mikhail Nikolayevich Muravyov-Vilensky* (1796-1866), l'un des hommes d'Etat les plus réactionnaires de la Russie impériale au XIX^e siècle. Durant l'insurrection de janvier 1863 il fut nommé gouverneur général de la région qui comprend aujourd'hui la Lituanie et le Belarus. Il écrasa la rébellion, brûla de nombreux villages dont il fit déporter les populations en Sibérie. Son surnom : « le pendeur de Vilnus ».

• Peut-être *Pierre de Sayn-Wittgenstein* (1829-1887), prince russe, aide de camp du tsar Alexandre II et diplomate.

²⁹² L'idée du caractère prétendument progressiste de l'empire russe est assez répandue en France à l'époque et n'épargne même pas Proudhon. Dans une lettre à Herzen du 27 novembre 1851, ce dernier écrit : « C'est chez les Russes, les cosaques pardon !, que je retrouve l'âme, la résolution, l'énergie révolutionnaire. Nous ne sommes plus, nous, Français, que des bavards et des tapageurs, lâches sous la force, implacables demain, peut-être, quand nous serons redevenus maîtres de nous-mêmes et de nos ennemis. »

Proudhon publia en 1863 un ouvrage intitulé *Si les traités de 1815 on cessé d'exister* dans lequel il développe un point de vue sur le partage de la Pologne qui mit Bakounine très en colère : « Voulant à tout prix absoudre l'histoire, il [*Proudhon*] a

Pour notre part, nous sommes depuis longtemps déjà persuadés, non seulement qu'il ne veut pas, mais qu'il est absolument incapable de

écrit une brochure malheureuse, dans laquelle après avoir démontré avec beaucoup de raison que la Pologne nobiliaire devait périr, parce qu'elle portait les germes de la dissolution en son sein, il a essayé de lui opposer l'empire des tsars comme le représentant de la démocratie socialiste triomphante. C'était plus qu'une faute, je n'hésite pas à le dire, malgré le tendre respect que j'ai pour la mémoire de Proudhon, ce fut un crime : le crime d'un sophiste qui, entraîné par les besoins de la polémique, n'a pas craint d'insulter une nation martyre, au moment même où révoltée pour la centième fois contre ses affreux tyrans russes et allemands, pour la centième fois elle gisait abattue sous leurs coups. » (*Écrit contre Marx*, 1872.) Le chapitre du livre de Proudhon consacré au partage de la Pologne mérite cependant d'être lu avec attention ; en effet, à l'examen, on s'aperçoit que le point de vue de Proudhon et celui de Bakounine se rejoignent souvent. D'ailleurs, Bakounine tempère un peu son propos dans une note dans *Écrit contre Marx* : « Le crime de Proudhon, dit-il, ne fut pas d'avoir victorieusement démontré deux vérités : la première, c'est que l'ancienne république et liberté polonaises étaient des institutions nobiliaires fondées sur l'asservissement et sur l'exploitation de toute la population rurale ; et la seconde, que l'insurrection de 1863, inspirée de même que toutes les insurrections précédentes, par la pensée patriotique et ardente, exclusivement politique, mais aucunement socialiste, de rétablir le grand Etat polonais dans ses anciennes limites, devait être fatalement une entreprise avortée. C'était cruel peut-être de dire ces vérités à une nation malheureuse, au moment même où elle succombait sous le fer de ses assassins. Mais enfin c'étaient des vérités, et comme telles elles pouvaient, elles devaient être dites. » Bakounine reproche à Proudhon d'avoir présenté « les troupes, les fonctionnaires, les sbires du Tzar comme des émancipateurs-socialistes des paysans de la Pologne, opprimés par leurs seigneurs-insurgés ». Si les Russes ont dépossédé les insurgés polonais de leurs biens, ce ne fut pas pour les donner aux paysans mais « pour les partager entre les fonctionnaires et les généraux russes ». Bakounine conclut sa note ainsi : « L'Empire russe émancipant qui que ce soit, voila une absurdité révoltante qui ne fait certainement pas honneur ni au jugement et à l'instinct révolutionnaire de Proudhon. »

Ernest Cœurderoy, un ancien quarante-huitard imprégné de proudhonisme, poussera les choses jusqu'à l'extrême. Il est l'auteur d'un ouvrage, *Hourrah ! ou la révolution par les cosaques* (1854) dont le titre est déjà tout un programme. L'Occident est décadent, embourgeoisé. Il a perdu toute vitalité, toute virilité. On retrouve là la même inspiration que chez Proudhon, mais poussée jusqu'à la caricature. La seule solution à la crise de l'Occident, dit encore Cœurderoy, c'est le déluge humain qui viendra de l'Est, une invasion qui détruira l'Europe : les Russes. Les nations civilisées sont moribondes, le tsar russe devient le Messie de la révolution. « Nous sommes les races femelles pleines de grâce, de délicatesse et de sensualité voluptueuse. Les Russes sont les races mâles qui poursuivent les races femelles, les violent et les rendent fécondes... »

Selon Cœurderoy, l'unité de l'Europe ne se fera que par l'occupation russe : « L'Europe actuelle ne peut renaître que par la plus complète des révolutions : par la MORT. » Il semble évident qu'à ce stade, l'argumentation de Cœurderoy sort du simple domaine de l'analyse politique et relève plutôt la pathologie mentale.

consentir à la moindre concession libérale en faveur de ceux qui bien involontairement se trouvent réunis sous son sceptre. Non pas qu'ils ne seraient pas en mesure de créer un grand fracas, nous sommes au contraire convaincus qu'ils ne tarderont pas à s'emparer de libertés bien plus larges et sérieuses que celles qu'un cerveau étroit et qu'un cœur plus étroit encore peuvent concevoir – mais l'instinct de ces peuples, nonobstant le fait que leurs intérêts sont en totale contradiction avec les conditions fondamentales de l'existence même de cet empire, fera qu'à l'instant où leurs chaînes se relâcheront un tant soit peu, la monstrueuse centralisation créée par la bureaucratie germano-russe, qui les maintient jusque-là, s'écroulera en morceaux.

Existe-t-il une seule province parmi toutes celles qui ont été rattachées à l'empire et qui lui témoigne son dévouement ?

Vous-mêmes, messieurs, vous vous trouvez trop près de la *Finlande* et à plusieurs égards vous êtes bien trop intéressés aux destinées de ce pays pour ne pas connaître la ridicule comédie qui est actuellement présentée par un souverain terne et cruel, dégoulinant du sang polonais qu'il fait couler de ses deux mains, dont l'une s'appelle Berg et l'autre Murav'ev, viennent avec des larmes dans les yeux et un petit sourire paternaliste sur les lèvres pour jurer devant ses « fidèles » finlandais qu'il n'a jamais rêvé d'autre chose que le bonheur de son peuple. De manière magnanime, il leur restitue les droits constitutionnels, qu'ils n'ont jamais légalement perdus, mais que le miséricordieux empereur conserve pour lui-même *in petto*, pour l'intérêt supérieur de l'Etat, et qu'il a laissé en sommeil pendant 50 ans. La cause de cette tardive magnanimité n'est pas difficile à saisir. Il s'agit encore une fois de trahir la Finlande, la Russie, l'Europe, *tout sauf la Pologne*.

Désormais, il est devenu impossible de leurrer son noble peuple avec des faux espoirs, l'empire de Pétersbourg fait de nécessité vertu et emploie maintenant les potences, les nœuds, le feu et l'épée, toutes sortes de tortures, y compris la profanation des femmes, afin de prêcher à la Pologne *sa* doctrine, dont nombre d'officiers russes de la garde, outre les Murav'ev et Berg, transformés en espions et bourreaux de la police, se sont faits les apôtres. En Finlande, en revanche, le tigre impérial ne montre rien d'autre que patte de velours. Cela, il l'a toujours fait dans une plus ou moins grande mesure, tandis qu'il se trouve avec une Pologne troublée sur le cou, et ne saurait donc se préparer contre d'autres ennemis irréconciliables au Nord. La Finlande est un petit pays, dont la population n'est que de l'ordre de 1.700.000

habitants, mais ce peuple, lent à se mettre en mouvement, à comprendre et à se décider, est doué d'une remarquable énergie et d'une merveilleuse endurance.

C'est un peuple difficile à émouvoir, mais une fois qu'il est troublé, il est d'autant plus difficile de le satisfaire et de l'apaiser. Il préfère alors aller au fond de la question. La situation géographique du pays entre la Suède et le Nord de l'empire, qui en dépit de tous les efforts du gouvernement russe demeure tout à fait étranger aux Finlandais, confère encore de l'importance à l'état d'esprit qui règne dans cet intéressant pays. Par ailleurs, les Finlandais ne veulent être ni suédois, ni russes ; ils veulent être eux-mêmes ; et le gouvernement de Pétersbourg a finalement compris, après de nombreuses vaines tentatives, que la Finlande, qui n'est rattachée à la Russie que par les fragiles liens de la conquête, était impossible à russifier. L'empereur Nicolas avait bien essayé d'introduire la langue russe comme discipline obligatoire dans les écoles finlandaises. Mais cette proposition fut si mal accueillie, outre quelques rares Finlandais, qui cherchèrent leur bonheur au service de la Russie, qu'on ne trouve pas un seul qui comprenne correctement le russe. Le malheureux plan fut donc abandonné par l'empereur Alexandre II et par son proconsul Berg – le même qui se couvre actuellement de déshonneur en Pologne – et remplacé par une autre proposition. Il est connu qu'en Finlande, les classes éclairées, c'est-à-dire la noblesse et la bourgeoisie des villes, parlent le suédois, qui dans ce pays est la langue de la civilisation, mais que la langue du peuple est le finnois. On sait également qu'il y a environ 20 ans une école littéraire fut créée à l'université de Finlande sous le nom des *Fennomanes* et qui, après avoir été initialement de nature purement philosophique, est maintenant devenue un parti politique. Pour nous, qui sommes partisans de l'émancipation des peuples à l'intérieur de la Russie, il est impossible de ne pas éprouver de la sympathie pour ce parti, car c'est celui de la démocratie nationale du pays rural, et que selon notre doctrine politique, l'avenir appartient plus aux campagnes qu'aux villes²⁹³.

Il faut toutefois reconnaître que la grande majorité de la jeunesse privilégiée de Finlande s'est engouffrée dans le parti des fennomanes

²⁹³ Bakounine omet de dire qu'en réalité, le mouvement fennomane s'était initialement constitué en réaction à l'influence suédoise et à l'hégémonie de la langue suédoise. Le mouvement avait pour objet de rendre à la langue finnoise son caractère de langue nationale.

avec un enthousiasme aussi sain qu'irrésistible, et qu'ainsi il est justement devenu le parti prédominant, et impose d'autant plus le respect du véritable peuple du fait qu'il renferme presque toute l'intelligence et la fortune du pays. Depuis l'accession au trône d'Alexandre II, ce parti s'est trouvé compromis par un péril sérieux, à savoir une protection visible et naturellement passablement intéressée de la part du gouvernement russe, lequel désespérant de pouvoir russifier la Finlande et craignant plus que tout la propagande libérale suédoise, s'est lui-même transformé en Fennomane et par cette alliance hypocrite menace d'empoisonner les sources mêmes de la renaissance finlandaise et de falsifier ce mouvement, qui doit sauver ce pays. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois ce siècle qu'un gouvernement despotique se sert des grands principes de la démocratie et de la nationalité pour combattre la liberté.

Au demeurant, le parti des fennomanes ne s'est que partiellement laissé enfermer dans le piège ; après une courte hésitation, la plus grande part de ce parti, rejetant une alliance funeste et honteuse, s'est uni au parti qu'en Finlande on appelle « libéral suédois », afin de rétablir sur un fondement purement populaire une Finlande nationale qui ne soit ni russe, ni suédoise, en tant qu'alliée indépendante de la Suède, mais hostile à la cour de Pétersbourg. Les patriotes finlandais désirent avant tout l'autonomie politique et administrative de leur pays, et ils estiment à juste titre plutôt la trouver dans le cadre d'une union fédérative étroite avec la Suède, que sous la protection fatale de l'empire russe. Cette dernière n'a jusqu'ici trouvé de partisans qu'au sein d'une partie de la bureaucratie finlandaise et chez un petit nombre de fennomanes, lesquels considèrent, sous la direction du premier fondateur de ce parti, le professeur devenu le sénateur Snellman ²⁹⁴, la question finlandaise d'un point de vue plus philologique que politique.

L'impuissance de ce parti s'est manifestée dans la remarquable affaire des adresses, dans laquelle le gouvernement impérial s'est couvert du plus parfait ridicule devant le monde entier ²⁹⁵. Ce gouvernement manque de véritable force, et en vue d'impressionner l'Europe par

²⁹⁴ *Johan Vilhelm Snellman* (1806-1881), philosophe, journaliste et homme d'État finlandais.

²⁹⁵ Le comte Armfeldt ministre finlandais, secrétaire d'Etat chargé des affaires de Finlande à Saint-Pétersbourg, fut chargé d'organiser une sorte de pétition en faveur du tsar auprès de la population finlandaise. Ce fut un fiasco complet, mais le procédé fonctionna dans les Pays baltes.

des menaces en l'air, il a imaginé cette comédie des prétendues expressions d'opinion populaire, lesquelles selon ses propres dires, auraient été adressées de toutes les parties du pays. J'aurais l'occasion de parler davantage de ces adresses d'ici peu, et le monde entier est au courant de la méthode, que le plus éminent des représentants du patriotisme russe impérial, Murav'ev « le bourreau » utilise pour collecter des signatures en Lituanie. Mais l'on se sera sans doute méfié d'employer la même méthode en Finlande. On s'y réfugie dans la rhétorique sentimentale d'un père inconnu d'un de ses enfants, dans les prières, la flatterie, les promesses ; on a mis en branle toute l'influence corrompue de la bureaucratie pour intéresser les indifférents, intimider les pusillanimes et trahir les sots. Afin de vaincre la judicieuse inaction des autorités étatiques et des tribunaux, on a laissé l'empereur s'avancer en personne, celui-ci devant réaliser les bienfaits dont il comptait combler la Finlande en raison des signatures des adresses. Tout cela en vain ! L'opinion publique se montre plus forte que l'empereur et si ouvertement hostile vis-à-vis de la politique de sa très gracieuse majesté, qu'aucun corps politique, ni université, ni tribunal ou commune n'a osé s'exprimer en sa faveur. Ce fut un fiasco complet.

Tel est ce pays que l'on espère actuellement bercer d'illusoires promesses et avec l'image trompeuse de libertés constitutionnelles. Quiconque a lu les discours du trône tenus par l'empereur Alexandre II devant les quatre états réunis à Helsinki, aura compris que l'on rejoue en Finlande la mauvaise farce dont la création revient à l'esprit inventif de la deuxième moitié de ce siècle : une constitution sans liberté.

Les Finlandais dont les besoins sont réels et qui, outre cela, possèdent une volonté véritablement sérieuse, voient clair dans ce jeu par ailleurs passablement transparent. Ils savent que ce sont les seuls troubles intérieurs qui menacent l'existence de l'empire, et en premier lieu la rébellion polonaise, qu'ils ont à remercier pour les traîtresses caresses dont ils sont maintenant l'objet. « On nous montre maintenant la patte de velours », lit-on dans une lettre que j'ai reçue en provenance de Helsinki, « mais nous nous attendons bientôt à découvrir la griffe impériale, et nous nous préparons à la recevoir. » (Suite)

1863. – (Suite) La Russie officielle et le peuple de Russie, dépeints dans des lettres de M. Bakounin

Première lettre ²⁹⁶.

Si nous passons maintenant aux provinces baltes, constituées de trois gouvernements *l'Estonie, la Lettonie et la Courlande*, avec une population d'environ 1.750.000 habitants, nous y découvrons une situation certes différente, mais nullement plus favorable pour l'existence de l'empire. Le monde entier sait de quelle façon la noblesse dans ces provinces fournit à l'empereur ses fidèles serviteurs. Les valets purement moscovites ne viennent qu'au deuxième rang. Au milieu du déshonneur, dont on nous recouvre nous autres Russes, il apparaît à la lecture des noms des officiers de l'armée russe, lesquels en Pologne déshonorent au plus au point notre patrie, au moins en tant que mélancolique consolation, que sur dix de ces bourreaux amateurs, on trouve presque toujours six et jusqu'à sept Allemands. Sur ce nombre, on peut estimer qu'un ou deux proviennent de l'Allemagne proprement dite, essentiellement de la Prusse – lesquels recherchent la gloire et le bonheur, et sont impatients de servir comme outil dans le massacre du peuple, ce qui, comme le monde entier le sait, constitue l'unique ambition et le principal titre de gloire de la noblesse prussienne.

Le reste est constitué de lettons, d'estoniens et de courlandais, dignes descendants de ces croisés qui ont apporté la preuve de leur foi par l'écrasement de millions de slaves ²⁹⁷. Ce qui caractérise particulièrement cette noblesse chevaleresque allemande en Prusse, tout comme dans les provinces baltes, c'est que, dégagés de tout sentiment d'indépendance et de dignité vis-à-vis du souverain, ils n'éprouvent pas l'ombre d'un sentiment de compassion ou de respect pour le peuple, et pour peu que l'empereur la laisse opprimer le peuple, cette noblesse lui restera fidèle jusque dans la mort. Pour ce prix, aucun service ne semble trop dur, trop barbare, trop humiliant à cette noblesse. C'est sur

²⁹⁶ Lapsus de Bakounine ; en fait, seconde lettre.

²⁹⁷ Référence à l'ordre des chevaliers teutoniques fondé en Terre sainte en 1191. Tout d'abord simple communauté religieuse allemande charitable venant en aide aux pèlerins chrétiens malades, il est réorganisé en ordre militaire vers 1192. Lorsque les Croisés quittent la Terre Sainte en 1292, les Chevaliers teutoniques se replient en Prusse et en Livonie et entreprennent de christianiser de force les populations autochtones qui résistaient férocement. L'ordre se livre en fait à un véritable génocide.

cette classe d'Allemands que l'on peut appliquer ce jugement du célèbre patriote allemand Börne, tout autant amère que vrai :

Die anderen Völker Werdene oft zu Sklaven, wir Deutschen aber, wir sind immer Lakaien ²⁹⁸.

La noblesse allemande dans les provinces baltes n'a pas de patrie. Le peuple qu'elle opprime est de souche finlandaise, et l'Allemagne d'où sont issus ses propres aïeux, n'a rien d'attirant pour elle. Pour lent que soit le processus de progression dans lesdits pays, et pour étrangement divisés qu'ils soient entre d'injustes spéculations concernant une impossible future grandeur et les malheurs d'une honteuse réalité, on y perçoit néanmoins le travail en secret d'une âme libérale, laquelle pourra constituer une source de vie pour le peuple, et qui n'en menace pas moins de mort les classes privilégiées. La noblesse des provinces baltes considère que l'Allemagne a déjà fait preuve de trop de libéralisme, et en dépit d'un modique hommage adressé aux héroïques efforts de ce malheureux roi prussien, qui hasarde la monarchie et sa propre couronne afin de sauver les privilèges de la noblesse, cette dernière n'a aucune foi dans son succès et dirige par conséquent tous ses espoirs vers l'autre monarque allemand, qui gouverne à Pétersbourg. Pétersbourg ! Voilà la patrie, ou plutôt, la salle d'attente, dans laquelle se concentrent toutes leurs ambitions et tous leurs désirs. Un tiers des postes les plus lucratifs et presque tous les postes de confiance sont occupés par des Allemands. Et cela constitue une cause d'insatisfaction et de jalousie pour la noblesse russe, laquelle s'en plaint constamment avec grande amertume.

Mais elle le fait à tort. Les Allemands ne sont pas moins des valets que les nobles russes, et les premiers ont aussi l'avantage d'avoir une fidélité plus franche et relativement plus sincère que les seconds. Loin de moi l'idée de prétendre qu'ils ne participent pas largement au terrible pillage qui cause la ruine tant du peuple que de l'État et qui semble constituer la caractéristique principale au sein de la bureaucratie en Russie. Mais en même temps qu'ils dérobent leur souverain, ils le servent consciencieusement et avec un dévouement bien pesé. L'Allemand a un sens et une passion pour le service administratif qui répugne tant à la nature bien moins méticuleuse des Slaves, et en conséquence il se montre toujours bien supérieur aux Russes, car on ne

²⁹⁸ « Les autres peuples deviennent souvent des esclaves, cependant nous, Allemands, sommes toujours des laquais. » Ludwig Börne (1796-1837)

fait rien mieux que ce que l'on fait *con amore*. De plus, l'Allemand considère, lâché qu'il est dans cet empire colossal, où il se sait cordialement haï, qu'il ne dispose d'aucun autre soutien, d'aucune autre protection que le trône, moyennant quoi il le sert avec toute la passion que l'on met toujours à l'accomplissement des propres intérêts. Lors de l'avènement au gouvernement d'Alexandre II, alors que l'heure des réformes semblait avoir sonné pour l'empire russe, le premier cri de protestation qui s'est élevé fut à l'encontre des Allemands. Ce fut un instant où la cour impériale semblait vouloir céder au désir de la nation, et où les Allemands, sans pour autant être exclus du service, paraissaient être renvoyés au deuxième rang. Mais cette impression n'a duré que le temps de l'existence d'un rêve.

Les périls d'une réalité toujours plus menaçante font alors soudainement se réveiller le rêveur impérial. Les mouvements internes à la Russie, qui avaient été réveillés, mais nullement satisfaits par les réformes mal combinées et encore moins bien mises en œuvre, ainsi que l'horrible curage²⁹⁹ de la Pologne, ont mis une limite à la fausse sentimentalité de Pétersbourg et ont amené tout un chacun à une funeste prise de conscience d'une situation qui pousse irrémédiablement le monarque à une oppression systématique et cruelle, que l'humanité interdit. Alexandre II s'est alors de nouveau entouré de ses fidèles Allemands, et aussi longtemps que son trône subsistera, ils constitueront les plus solides soutiens de la pure autocratie en Russie.

La bourgeoisie des provinces baltes, bien que d'ascendance allemande, ne ressemble guère à la bourgeoisie de l'Allemagne. Cette dernière est menée, sinon par des passions, au moins par des désirs et des rêves politiques passionnés, moyennant quoi elle supporte avec patience les malheurs d'une pénible réalité. La bourgeoisie germanophone de Courlande, Lettonie et Estonie se trouve plongée dans un sommeil profond, et reste passive même dans ses rêves. Certes, en son sein, on trouve, tout comme chez la noblesse allemande des provinces baltes, quelques jeunes hommes de cœur épris de liberté. Mais ceux-ci ne représentent qu'une minorité à peine visible, et leur sort est assez pitoyable. Ecrasés par la majorité innombrable de leurs concitoyens réactionnaires, ils ne peuvent pas à l'image de leurs alliés en Allemagne se tourner vers le peuple, car ce peuple, qui est de souche finlandaise et conquis par les Allemands, les déteste. C'est pourquoi ces pauvres

²⁹⁹ *Sic.* Le texte suédois parle de la « terrible révolte » (*fruktansvärda uppresningen*).

âmes sans patrie se tournent habituellement aussi vers la libérale Allemagne, avec leurs désirs secrets.

Mais cette Allemagne n'est elle-même rien d'autre qu'un rêve, et serait-elle une réalité qu'elle ne pourrait rien pour eux, puisqu'elle est séparée d'eux par la masse de la population finnoise, laquelle pour inférieure qu'elle soit en prestige, n'en domine pas moins le pays par son nombre. Pour les libéraux sincères de ces provinces, il ne reste que trois solutions : soit ils partent pour l'Allemagne, soit oubliant leur caractère allemand, ils s'unissent à la population russe, soit, ce qui serait sans aucun doute préférable pour eux, ils devraient, suivant ainsi le noble exemple de l'aristocratie et de la bourgeoisie, se débarrassant de leur nationalité allemande desséchée et stérile, embrasser³⁰⁰ celle de la population locale, dont ils deviendraient ainsi les sauveurs et les dirigeants. Au lieu qu'en tant que noblesse et bourgeoisie allemandes, ils ne possèdent pas de force intrinsèque, aucune efficacité possible, aucun avenir.

En-dessous de ces deux classes privilégiées, on trouve la population finnoise, parlant deux dialectes distincts, l'estonien et le letton. Il s'agit d'un peuple conquis et par conséquent asservi et passablement mal traité. L'empereur Alexandre I, qui lui aussi, mais bien plus sérieusement que son neveu, avait rêvé de réformes populaires dans sa jeunesse, avait tenté d'émanciper cette population. Mais tous ses efforts ont échoué face à la résistance passive de l'aristocratie allemande dans les provinces baltes et à son hostilité égoïste. Il en a résulté une émancipation sans liberté, qui, loin de l'améliorer, a détérioré la situation des paysans finnois. Avant cette prétendue émancipation, le serf, lorsqu'il ne disposait pas des moyens nécessaires à sa propre subsistance, était au moins nourri par son seigneur. Par la suite, il a obtenu le droit de mourir de faim, sans pour autant gagner le droit de chercher le pain qui lui manquait ailleurs. Selon les règles édictées par Alexandre I, aucun paysan n'avait le droit de quitter son gouvernement, c'est-à-dire le district dans lequel il était né, et puisque tous les propriétaires terriens de la noblesse d'une même province sont reliés par des liens de parenté et par ceux plus étroits encore de l'intérêt commun, il s'en est suivi l'impossibilité pour un paysan maltraité par son maître de trouver refuge ailleurs que sur les terres de son maître.

³⁰⁰ La traduction de l'IISG dit : « embrassent ».

Il était donc forcé de souffrir et de rester sur place. Il était obligé de travailler comme animal de trait, de manger du pain mélangé à la paille et de recevoir des coups sans protester. Pour se consoler il pouvait aller écouter les prêches de son pasteur, un luthérien orthodoxe, issu de la bourgeoisie et de ce fait rampant devant la noblesse, pauvre et dépendant du propriétaire terrien pour ce qui concerne sa subsistance, flattant bassement chaque égoïsme privilégié, mais sans cœur pour le peuple, pour lequel encore aujourd'hui il prêche la béatitude de la patience chrétienne et une soumission illimitée. Ces prêches alliés à la direction indulgente des propriétaires terriens ont eu un tel effet sur le peuple, qu'en 1842-1843, lorsque l'évêque russo-grec de Lettonie Irinarch, poussé par un zèle plus ambitieux que pieux, a fait courir la rumeur selon laquelle tous les paysans qui voulaient entrer au sein de son église recevraient l'autorisation de quitter leurs maîtres, leurs pasteurs et leur province et qu'ils pourraient émigrer en tant que pionniers vers des régions vierges de culture de la Russie, la foule entière des paysans s'est présentée pour se faire convertir. La noblesse désespérée s'est jetée aux pieds de l'empereur Nicolas, et celui-ci, tout ravi qu'il fût intérieurement à propos de cette saine frayeur, inspirée chez ses sujets les plus fidèles, a envoyé quelques bataillons avec canons afin de reconverter au protestantisme ces paysans par trop zélés³⁰¹. L'impérialisme péterbourgeois a une si haute image de lui-même, et l'influence des barons allemands sur celui-ci est si forte, qu'il répugne à confronter sérieusement ces solides soutiens de l'Etat et du trône. Actuellement, l'empereur remet l'ensemble de la population finnoise contenue dans les provinces baltes au bon vouloir de ces barons en paiement de leurs appréciables services.

Tandis qu'ils exercent le métier de bourreau en Pologne, et qu'ils s'amuse à discourir sur les réformes en Russie, la noblesse allemande nourrit également ses rêves. Elle souhaite la réunion des trois provinces en une seule, dirigée par une aristocratie constitutionnelle, naturellement soumise à l'arbitraire sans limite du despotisme péterbourgeois.

³⁰¹ Bakounine avait évoqué cette affaire en 1851 dans sa « Confession » : « On promet, en effet, à tous les convertis le libre établissement avec des terres dans le sud de la Russie. L'instigateur de tout ce mouvement fut publiquement l'évêque du lieu, Irinarch, c'est-à-dire le gouvernement lui-même. Des communes entières voulurent se convertir et émigrer, au point que le gouvernement se vit bientôt obligé d'employer les canons contre ces masses de pauvres gens qu'il avait soulevés et égarés par ses promesses. »

Selon ces rêveries, il y aurait deux chambres, l'une rassemblant tous les chefs de lignée noble, comme en Suède, l'autre étant formée des députés de la bourgeoisie des villes. Le peuple finnois, c'est-à-dire l'immense majorité de la population de Lettonie, d'Estonie et de Courlande ne se verrait naturellement octroyer ni aucune voix, ni aucun droit. Leur situation déjà si peu enviable sous l'empereur Nicolas, n'a fait que se dégrader sous Alexandre II, lequel sous le prétexte de vouloir libérer le peuple l'a arbitrairement attaché à la terre. Selon ces nouvelles dispositions, le paysan n'a pas le droit de quitter son village, sans l'accord du conseil communal, lequel se trouve sous l'influence directe du propriétaire terrien, non plus sans avoir au préalable assuré les moyens de subsistance non seulement de son propre foyer, mais également de ses oncles et cousins fragiles, pendant toute la période de son absence. Cela constitue un exemple de ce que l'on entend par « émancipation » au sein des cercles officiels de la Russie. Il convient d'ajouter que les propriétaires terriens allemands sont des maîtres dans l'art d'opprimer, et que la servitude qu'ils imposent ne deviendrait en rien moins cruelle parce qu'il serait appliqué avec plus de systématisme. Vous avez connaissance de ces conditions, monsieur le directeur ! Vous qui, de temps à autre, voyez débarquer à Stockholm des groupes de paysans estoniens, provenant principalement des îles suédophones et des communes côtières, qui ont fui la paternelle autorité des barons allemands. Je me souviens avoir entendu, en votre compagnie et dans le bureau même de votre rédaction, de nombreuses telles plaintes d'Estoniens et leurs récits, lesquels vous ont étonnés et indignés en tant que Suédois, mais qui moi, comme Russe, m'ont paru pleinement naturels et crédibles. Vous avez alors également remarqué que la patience de ces gens était à bout, et vous avez perçu, dans ces discours simples et spontanés, comme le lointain grondement d'une tempête s'approchant. Oui, cette tempête éclatera, et puissent les Allemands alors prendre garde. Malheur, alors, à ceux qui ne voudront pas aller *avec* le peuple mais *contre* lui.

Il y a environ six ou sept mois, au printemps dernier, des paysans courlandais ont envoyé une députation aux Polonais de Samogitie³⁰² avec la requête que ceux-ci se placent à leur tête afin de chasser les

³⁰² La Samogitie est une région occidentale de la Lituanie qui fut jusqu'en 1795 un Etat dont la frontière bordait à l'ouest la Prusse et la mer Baltique, au nord la Courlande, au sud le fleuve Niémen. La frontière orientale de la Samogitie n'était pas définie.

barons allemands. Les Polonais, qui craignaient par une telle entreprise de perdre l'infructueuse bienveillance de l'Europe occidentale, et qui, qui plus est, pour leur propre compte, éprouvaient une certaine crainte en vue des conséquences d'une guerre civile – ont refusé. L'avenir dira dans quelle mesure ils ont bien ou mal agi en la matière. Pour ma part, je pense qu'ils ont eu tort. L'Europe, bourgeoisement égoïste, résonnante et impuissante, ne viendra pas en aide, et leur révolution ne pourra pas vaincre sans qu'elle ne s'étende jusqu'au cœur de l'empire, ce qui ne saurait arriver sans le soulèvement de tous les paysans de l'empire. J'aurais d'ici peu l'occasion de revenir à cette question. Mais en ce qui concerne les paysans des provinces baltes, je vous assure que la chose n'est que remise, et d'ici peu. À première vue, ces paysans semblent engourdis, soumis et encore plus lents que les finnois à comprendre et à se décider. Mais il y a dans leur nature, par ailleurs modérément civilisée, une profondeur d'énergie sauvage, ainsi qu'une inexpugnable et historique haine des Allemands. Leurs malheurs contraints et leurs souffrances quotidiennes sont insupportables, et une fois sortis de leur torpeur séculaire, à travers cette sombre inquiétude qui règne actuellement dans toutes les couches populaires du royaume sans exception, ils commencent à percevoir que l'heure de la vengeance et de la véritable et complète libération est sur le point de sonner. Lorsqu'un tel état d'esprit règne dans le peuple, on ne saurait parvenir à le maintenir dans l'immobilité, lorsque le grand drame historique, dont nous ne voyons pour l'heure que le prologue, aura atteint son plein développement. Et, quoi qu'on puisse dire, quoi qu'on puisse faire, cette saine tempête appelée à transformer entièrement l'aspect du Nord, est déjà en action, et elle ne se calmera pas avant qu'elle aura donné vie à un monde nouveau.

Les paysans des provinces baltes se soulèveront, non pas pour sauver l'empire, pour lequel ils n'éprouvent aucune solidarité, ni en intérêt ni en sympathies, mais pour reprendre possession de leur pays et chasser les barons allemands, lesquels représentent le seul lien les rattachant à Pétersbourg. Ils sauront alors, avec éventuellement une petite minorité d'Allemands, s'il s'en trouve d'assez sages pour prendre leur tête, former une nationalité *purement finnoise*, et dès lors qu'ils se seront constitués ainsi, ils décideront eux-mêmes de leur destin à venir.

Dans ma prochaine lettre, avec votre autorisation, je m'exprimerai à propos de la Lituanie, de la Biélorussie, de l'Ukraine polonaise et de la Petite Russie.

M. Bakounin.

1864. – Lettre d'un démocrate.

Aftonbladet, 28 septembre, 12 et 19 octobre 1864, Stockholm

Traduit par l'IISG et revu par mes soins.

Stockholm, le 28 sept.

I.

Monsieur le directeur ! Vous souhaitez connaître mon avis à propos de la situation actuelle du parti libéral et démocratique en Europe, ainsi que sa position vis-à-vis de la question scandinave. Mais avant de poursuivre, je voudrais commencer par préciser la différence qu'il convient désormais de faire entre les deux concepts de « libéral » et « démocratique », et de souligner que seul un parti qui est à la fois l'un et l'autre, peut véritablement représenter l'aspiration progressive et solidaire de l'Europe vers l'émancipation du genre humain. Un parti *exclusivement libéral* n'aime pas la démocratie, et comme sa peur pour elle est plus grande encore que sa haine, un tel parti, paralysé par cette crainte, s'est aujourd'hui pratiquement partout en Europe transformé en un parti de l'immobilisme, mesquin, aveuglé, aux vues étroites, conservateur pour ce qui concerne ses propres intérêts, et s'opposant par conséquent naturellement à l'intérêt général. Ce parti est représenté par la bourgeoisie et par la partie prépondérante de la noblesse européenne, qui ne conservant de noble que le nom, embrasse les intérêts et passions de la bourgeoisie. Le reste de la noblesse, rétrécie, se résume à l'adoration d'un idéal sans vie, et incapable de revivre.

En Prusse, elle se distingue encore aujourd'hui par une arrogance imbécile, tentant ainsi en vain de dissimuler son dénuement moral, intellectuel, politique et économique, et lorsqu'elle décide de manifester son existence à elle-même et au monde, elle jette son gant

chevaleresque à la face de l'humanité, de la raison et du droit. En nouveau Josua³⁰³, elle prétend pouvoir freiner la marche du monde. En Autriche, avec l'aide de l'armée, elle s'est fait une patrie et s'efforce vainement par les soutiens du jésuitisme de prolonger l'existence d'un empire agonisant dans sa décrépitude. En Espagne, elle s'amuse à ressusciter l'Inquisition³⁰⁴, et en Italie elle se déshonore par des intrigues autrichiennes et papales. En Belgique, elle s'occupe dans des congrès, comme à Malines, et en France, elle s'abaisse à des enfantillages d'un sentimentalisme relevant à la fois du catholicisme et du bourbonisme. En Angleterre même, ce pays traditionnel de la noblesse libérale et progressiste, on trouve un parti aristocrate incurable qui, se sentant débordé par le mouvement d'accélération des idées modernes, s'entête, avec conviction plus brave que sage, à ne pas lâcher un pouce de terrain, et se demande déjà si leurs ancêtres avaient eu raison d'abandonner le havre rassurant de l'absolutisme pour se lancer dans la mer déchaînée de la liberté. Au Danemark, elle fait dans le patriotisme allemand, et en Suède – mais vous savez mieux que moi, ce qu'elle voudrait, mais n'ose pas, faire en Suède.

Ainsi, on voit cette partie aristocratique de la noblesse européenne dégénérée, faible, visiblement sans soutien de l'intelligence, et s'étendant de jour en jour, paralysée par une vanité ridicule et un égoïsme stérile, se rapprocher à grands pas de l'idéal de Don Quichotte, ou plutôt de celui de Don Ranudo de Colibrados³⁰⁵. Toute la partie restante, c'est-à-dire la grande majorité de la noblesse dans presque tous les pays, s'est confondue et devient chaque jour plus confondue avec la bourgeoisie. La domination de la bourgeoisie, qui fut introduite

³⁰³ Les Hébreux combattirent à la bataille de Gibéon une alliance de rois Amorites. Joshua demanda à Dieu d'arrêter la course du soleil et de la lune afin qu'il puisse terminer la bataille en plein jour.

³⁰⁴ Ce n'est pas une formule de style. L'Inquisition fut abolie en Espagne par Napoléon I^{er} en 1808, mais rétablie en 1814. La dernière victime de l'Inquisition fut pendue à Valence le 26 juillet 1826. La reine Marie-Christine l'abolit définitivement en 1834, mais l'un des effets « collatéraux » de l'Inquisition, la notion de « *limpieza de sangre* » (pureté du sang) datant du XV^e siècle, et qui interdisait les fonctions publiques aux convertis, ne le fut que le 13 mai 1865. Au Portugal, l'Inquisition fut abolie en 1835. En France l'Inquisition disparaît progressivement à partir du XV^e siècle mais le dernier inquisiteur meurt en 1703.

³⁰⁵ *Don Ranudo de Colibrados*, pièce de l'auteur danois Ludvig Holberg (1684-1754). Par orgueil de caste, un Grand d'Espagne désargenté tente d'empêcher le mariage de sa fille avec un jeune homme de petite noblesse, mais riche.

en 1830 en France à l'occasion de la révolution de juillet, est désormais devenue omnipotente en Europe. C'est elle qui de nos jours représente le libéralisme pur, libre de toute adjonction tant aristocratique que démocratique.

A notre époque, le libéralisme est devenu parfaitement pacifique en matière intérieure comme en matière extérieure. Il revendique la paix quel qu'en soit le prix et proclame haut et fort le principe suivant : « Chacun en soi, chacun pour soi, et Dieu – s'il existe, car là il reste hésitant – pour tous. » Mais l'école libérale n'a pas toujours été ainsi. Elle aussi a connu son âge héroïque. C'est au cours des années 1815 à 1830, après les grandes guerres napoléoniennes, alors que les souverains d'Europe tentèrent pour la dernière fois sérieusement d'y rétablir le droit divin, la suprématie des privilèges et le pouvoir de l'Eglise.

Mais la bourgeoisie qui se vit détroussée³⁰⁶ du trône du fait de la réaction du clergé et de l'aristocratie et menacée dans les fondements mêmes de son existence, n'a alors reculé ni devant les bouleversements externes, ni devant les révolutions internes. Elle a proclamé elle-même la solidarité des peuples et a tendu la main aux mouvements révolutionnaires en Italie, en Espagne et en Grèce. Elle n'avait alors aucune crainte d'agiter les masses, car elle en avait besoin pour renverser les trônes légitimes et l'ancien régime nouvellement rétabli. Elle s'est lancée dans les complots et y a si bien réussi, que la clé de voûte de la réaction européenne, le trône des Bourbons a un beau jour disparu à la grande surprise des rois qui avaient sérieusement commencé à croire qu'il était éternel.

Mais les peuples furent encore plus étonnés lorsqu'ils virent, le lendemain de la victoire, la bourgeoisie retourner tranquillement à ses affaires, sans se préoccuper le moins du monde de la mise en œuvre de ses nobles idées, au nom desquelles la révolution avait été entreprise, ni des autres peuples, qui avaient été moins heureux dans leur combat contre leurs oppresseurs. Cette surprise s'est ensuite transformée en indignation, lorsque la bourgeoisie oubliant les belles paroles qu'elle venait de tenir, s'est retournée avec détermination contre ses amis de la veille et a déclaré la guerre à la démocratie. « Tout par le peuple, rien pour le peuple. » Telle était et telle est encore la devise, dont la

³⁰⁶ « Dépouillée » ? « Men bourgeoisien, som såg sig stött från tronen genom den klerikala och aristokratiska reaktionen och hotad i sjelfva grundvalarne af sin tillvaro, ryggade då ej tillbaka hvarken för yttre omstörtningar eller för inre revolutioner. »

première proposition est légèrement hypocrite, mais dont la deuxième en revanche est tout à fait sincère.

L'étonnement et l'indignation des démocrates étaient naturelles mais illégitime, à tout le moins si leurs reproches étaient dirigés non pas contre tel ou tel individu en particulier, qui leur aurait fait de fausses promesses, mais contre la bourgeoisie dans son ensemble. Les sentiments nobles, le dévouement, le renoncement, l'abnégation, sont choses admirables, mais dans la société des hommes, elles ne peuvent constituer que l'exception, jamais la règle. La règle est que tout ce qui existe, bien ou mal, juste ou injuste, tend à subsister, et que toute corporation politique et sociale organisée doit nécessairement suivre les lois auxquelles elles appartiennent par essence. Et puisque les intérêts de la bourgeoisie se trouvent en contradiction avec celles de la démocratie, il fallait s'attendre à ce que l'une rentre en collision avec l'autre.

Nulle part cette collision ne s'est produite aussi ouvertement qu'en France, et cela était assez naturel, vu que nulle part ailleurs la question du *travail* et du *capital* n'a été formulée avec autant de clarté. Partout ailleurs, en Angleterre, en Allemagne, en Belgique et, comme je l'imagine, également en Suède, ils ont encore à se battre contre un troisième ennemi, les *privilèges*³⁰⁷, représentés par la noblesse et le clergé, et il est naturel que cet ennemi s'y trouve, les deux autres, démocratie et bourgeoisie, oubliant ou remettant à plus tard leurs dissensions internes, s'unissent contre l'adversaire commun. Nous en voyons une preuve en Angleterre, où le libéralisme bourgeois de Manchester tend la main aux syndicats d'ouvriers démocratiques de Rochdale, et où les périls relatifs aux questions économiques comme à la question sociale ne sont pas moins connus. En France, par contre, le privilège n'existe plus ; seuls subsistent le capital et le travail, la bourgeoisie et la démocratie. Il était donc tout à fait normal qu'elles rentrent en conflit, puisque leurs intérêts étaient contradictoires.

L'intérêt de la bourgeoisie était donc de maintenir ses positions acquises, non seulement vis-à-vis des ennemis des sommets, mais aussi et plus encore par rapport aux ennemis d'en bas. En effet, les premiers ne suscitaient plus de crainte, car il était établi qu'ils avaient perdu la partie. Mais les masses ouvrières, et parmi elles l'armée populaire fran-

³⁰⁷ Peu après le départ de Bakounine, le roi de Suède Charles XV mit en place en 1865 un régime constitutionnel et, l'année suivante, il fit perdre à la noblesse ses privilèges législatifs au Riksdag, où des sièges leur étaient jusqu'alors réservés.

çaise en ordre de bataille, menaçait la paix des bourgeois par un grand péril. Malgré le pouvoir impérial, malgré les Bourbons, ils n'avaient pas perdu les traditions de 1791. Ils s'étaient faits à cette idée et attendaient la mise en œuvre du programme révolutionnaire : « Liberté, égalité, justice ».

Dans un premier temps, ils comprirent instinctivement quelque chose que les bourgeois oublieront assez vite : *la solidarité des peuples dans la liberté comme dans la servitude*. Ils comprirent – et les événements qui se succédèrent en Europe de 1830 à nos jours leur ont donné raison – ils surent, que même en France, la liberté ne pourrait se maintenir si elle ne remportait pas de victoires hors de France, moyennant quoi ils exigèrent à hauts cris que l'on se hâte d'aider la Pologne et l'Italie, et que l'on engage une guerre générale, la grande guerre, la guerre sainte pour l'émancipation de l'homme. Les travailleurs, qui partaient du grand principe révolutionnaire que le monde peut être sauvé par la liberté avaient raison. Mais les bourgeois, qui justement étaient tout le contraire de révolutionnaires, et n'avaient jamais sérieusement désiré ou pu désirer la liberté pour le monde entier, puisqu'une telle chose signifierait un bouleversement, sinon de leurs droits, du moins de leur position et de leur influence exclusive, et qui, si seulement leurs vanité n'est jamais blessée par la présence d'une classe sociale supérieure, se contentent et se contenteront toujours d'une liberté « raisonnable », correspondant plus à leur étrange tempérament que la grande liberté, et pour eux tellement plus favorable puisqu'elle permet et suppose la présence d'un pouvoir gouvernemental fort, capable de maîtriser les masses.

Les bourgeois avaient donc entièrement raison, puisqu'ils ne voulaient pas faire l'expérience d'une telle guerre. Une guerre généralisée. En effet, une telle guerre signifie le coup de grâce pour toutes les affaires, pour le commerce, l'industrie, les banques ! Cela signifie la famine pour les populations et la ruine pour la bourgeoisie ! Tel est le sombre tableau suggéré dans l'imagination de tout bon bourgeois effrayé à la seule pensée d'une telle guerre. Il est néanmoins probable que la frayeur ait pour effet de noircir un peu le tableau. Nous avons tous été témoins de la révolution de 1848. Elle fut épouvantable ; elle a secoué dans ses fondements la France, l'Allemagne, l'Italie, toute l'Autriche, et pourtant nulle part on n'a prédit ni la ruine générale, ni une quelconque famine. Même au cours des années terribles de révolution, en 1789 et 1793, les affaires ne se sont jamais complètement

arrêtées, et elles ont fleuri en plein milieu des grandes guerres qui les ont suivies. Même de nos jours, en Amérique du Nord, on voit les affaires fleurir au milieu d'un combat gigantesque³⁰⁸.

Croyez-vous qu'en ce moment même, dans la malheureuse Pologne, écrasée, accablée sous les abominations qui appartiennent à la réaction impériale russe, les affaires se sont tant soit peu arrêtées ? Pas le moins du monde ! Que la Pologne recouvre seulement la liberté, et vous verriez qu'en quelques années elle deviendrait plus riche que jamais. La raison en est, qu'à l'intérieur de chaque société organisée et consolidée par le temps, il existe un potentiel de vie et de grandes réserves de force qui s'épanouissent dans les grandes occasions et qui sont capables de résister contre les dangers les plus épouvantables. En effet, il existe à l'intérieur de l'industrie humaine une richesse de solutions qu'aucune secousse politique et sociale n'est en mesure d'épuiser, et une énergie à la fois élastique et endurente qu'aucune tempête ne peut rompre. J'ajouterais une remarque, qui est fréquemment faite par les chroniqueurs de l'économie sociale, celle, précisément, selon laquelle les révolutions et les grandes guerres, loin d'amoindrir la fortune nationale, contribuent à la développer, et cela pour une raison assez simple : Qu'est-ce qui produit la richesse ? C'est le génie de l'homme et son travail. Dans les temps ordinaires, l'homme, bercé par la certitude d'un gain modéré mais certain, se laisse naturellement aller à la routine et au plaisir de la paresse.

*L'activité de l'homme peut trop facilement se relâcher
Il peut alors trouver son plaisir dans la tranquillité absolue
C'est pourquoi je lui donne volontiers un compagnon
Qui voyage, qui agit et s'agite comme un diable.*

Ainsi s'adresse un grand connaisseur du cœur humain à Méphistophélès dans le Faust de Goethe. Pour échapper à la routine, il faut créer. Le fait de créer est indubitablement la plus grande joie et la plus belle victoire qui soit donnée à la jouissance de l'homme ; mais c'est simultanément l'effort extrême de l'intelligence et, considérée en tant que tel, une souffrance – c'est un bonheur obtenu au prix de force souffrance. La création exige donc un esprit fort, une grande inspiration, et l'association de la capacité avec une puissante nécessité. C'est pourquoi

³⁰⁸ La guerre de Sécession dura de 1861 à 1865.

il y a si peu de création dans le monde et que tant de capacités créatrices demeurent engourdies par manque de nécessité, susceptible de les stimuler. Soit, pendant les périodes de révolution et de guerre, il n'y a jamais de carence en excitant, et tout comme l'énergie de l'intelligence, de la volonté et du travail de l'homme croît à la même mesure que les obstacles et dangers qu'elle doit combattre, le surplus de cette intelligence et de cette volonté produit fréquemment plus de richesses que les révolutions et guerres n'en peuvent détruire. Celles-ci ne seront donc jamais la cause de l'appauvrissement de la société humaine, c'est au contraire la servitude, c'est le despotisme qui tue les génies et les volontés. C'est en outre cette paix affectée, si pleine d'indolence et de déplaisir, cette rigidité morale et l'autosatisfaction si chère à la bourgeoisie, qui plonge l'énergie de l'homme dans le sommeil, et qui, à la longue, pourrait fort, à force de sommeil, le tuer. Si l'on laissait tout à fait libre cours à la bourgeoisie, elle ruinerait la société par une paix obtenue à n'importe quel prix.

Fort bien, pour autant la bourgeoisie française a eu raison de ne pas souhaiter une guerre générale. Tout d'abord, une telle guerre aurait troublé leur paix, leur chère, paresseuse routine, la confortable indolence de leurs esprits ; ils auraient été obligés d'inventer, de devenir des hommes de génie. En outre, la guerre – en supposant qu'elle ait libéré les gens, en les débarrassant de ce secret et profond déplaisir qui ronge la société européenne depuis les funestes traités de l'année 1815 ; si elle avait donné une nouvelle impulsion créatrice aux peuples, et de ce fait aussi à leur industrie et commerce, ce qui à la longue aurait également contribué à augmenter la richesse de toutes les nations, la française ne faisant pas exception – n'en aurait pas moins, dans un premier temps, occasionné une stagnation dans toutes les affaires et une terrible crise du commerce.

Combien de banqueroutes, combien d'accidents particuliers en auraient résulté. La ruine certaine pour nombre de familles ! Tout cela a certes de quoi paralyser le courage du plus brave des bourgeois. Ceci est une règle générale, et désormais sans exception, applicable à l'ensemble de la bourgeoisie de l'Europe. Partout et toujours, lorsqu'elle a à choisir entre une paix honteuse et une guerre, poussée par le devoir et la gloire, entre la paix et la liberté, entre la paix et les devoirs de l'humanité, et même entre la paix et l'avenir de la patrie – elle choisit *toujours* la paix. Et ce n'est pas aujourd'hui, en cette année 1864, après tout ce que nous avons vu dans les catastrophes polonaise

et danoise, qu'on saurait contester cela – pas même en Suède. Et l'on ne peut pas en rendre responsable la bourgeoisie. Lorsqu'elle agit de la sorte, elle ne fait que suivre les lois qui appartiennent à sa nature. Mais il faut néanmoins en déduire, que l'on ne doit jamais trop compter sur elle lorsqu'une question est soulevée qui regarde l'intérêt général de l'Europe.

Et tout cela n'aurait aucune signification si à son manque de nobles sympathies elle substituait une clairvoyance intelligente. Mais la situation est telle, qu'elle n'est pas le moins du monde clairvoyante. Le défaut profond de la bourgeoisie en matière politique réside dans une prudence poussée jusqu'à la pusillanimité, or on sait que la peur n'aiguise guère l'entendement. L'occupation permanente et toujours fébrile aux affaires ne lui laisse aucun temps pour étudier les grandes questions de la politique, et elle s'emploie tant aux préoccupations et soucis du quotidien, que l'avenir est pour elle un livre cacheté. Elle ne comprend guère la logique des choses, et même si un sacrifice significatif ou une action courageuse, accomplis aujourd'hui, lui épargnerait un grand malheur demain, on pourrait parier à dix contre un qu'elle ne consentirait ni à un tel sacrifice, ni à une telle action courageuse. En un mot, son manque de prévoyance est dans la plupart des cas si grand, elle est au fond de son cœur si déterminée à maintenir la paix, quel qu'en soit le prix, que lorsque des circonstances contraignantes, que même les concessions les plus déshonorantes ne sauraient toujours conjurer, rendent la guerre inévitable, une telle guerre la trouvera toujours désarmée. Et c'est pourquoi un pays ne court jamais de risques aussi grands que lorsque ses destinées sont exclusivement menées par la bourgeoisie. Nous en voyons de nos jours le témoignage aux Etats-Unis d'Amérique.

Mais si cette bourgeoisie française en 1830, et par la suite, a refusé de se lancer en guerre pour l'émancipation du peuple, on ne saurait pour autant dire qu'elle a entièrement manqué de prévoyance. C'était au lendemain de sa victoire, après un combat mémorable, dans lequel elle avait employé force intelligence. Elle était alors pleine de la vie de la bataille, et sa force morale n'avait pas encore, comme cela fut le cas depuis, été paralysée sous la calme jouissance de son triomphe et ses privilèges. La bourgeoisie française avait eu raison. Un instinct sûr et une familiarité des plus intimes avec les partis révolutionnaires dans les autres pays, avec lesquels elle avait conspiré pendant plus de dix ans, l'ont avertie des périls découlant du réveil d'une guerre générale

susceptible, dans le reste de l'Europe, et en conséquence également en France, d'amener à un bouleversement dépassant celui survenu en 1793. L'intérêt de la bourgeoisie était de calmer, et non de stimuler par l'exemple de l'Europe les passions justes, nobles, mais dangereuses des ouvriers français. Elle les connaissait assez bien, puisqu'elle avait en leur compagnie conspiré contre les Bourbons, contre la noblesse et contre les curés pendant plus de dix ans. Elle savait que les ouvriers français étaient demeurés fidèles à la bannière de 1791, et que les mots de « liberté » et « égalité » avaient une signification bien plus large et sérieuse que pour elle-même.

L'égalité, telle qu'elle est perçue par la bourgeoisie, consiste, sous la persistance des inégalités de rang social, dans la toujours fictive égalité de tous devant la loi, et dans la liberté de jouir pour ceux qui possèdent, de travailler, si travail il y a, et autrement, de mourir de faim pour ceux qui ne possèdent rien. En France, elle résidait pour le nombre relativement faible de ceux qui payaient 300 francs et au-delà en impôts directs (pour une population de 30 millions d'habitants, le nombre d'électeurs n'a jamais dépassé 300.000 sous Louis-Philippe) dans le droit pour un homme français sur 30 de désigner des législateurs, et pour le nombre encore plus faible de ceux payant 1.000 francs au titre du même impôt, dans le droit de définir les lois pour l'ensemble du pays. Elle résidait dans le droit, pour les riches de saisir, et pour les pauvres de se faire saisir à volonté – un privilège incommensurable, une injustice incommensurable, qui en l'espace d'un peu moins de 20 [ans] aura mis fin, en France, tant à la dynastie d'Orléans qu'au pouvoir de la bourgeoisie.

Cela permet de comprendre, comment, à l'extérieur aussi bien qu'à l'intérieur, en matière de guerre comme de paix, ainsi que dans celles touchant à l'organisation politique et sociale, la sage et paisible bourgeoisie peut parfois être anéantie, précisément en raison d'un excès de prudence.

II.

M. le rédacteur ! En prenant la plume pour écrire cette deuxième lettre je me trouve dans un grand embarras. Je me suis proposé de caractériser et d'expliquer aussi bien que je le sais, la position des différents partis Européens vis-à-vis de la question scandinave. À cette fin, ce fut pour moi un devoir indispensable de commencer par la recherche scrupuleuse de la nature particulière de chaque parti. Mais

lorsque ceux-ci se découvrent seulement par l'exposition historique de leurs programmes, leurs intérêts et leurs positions particulières, je me sens obligé de commencer par un essai, une esquisse historique des dernières trente années, qui ont fait de l'Europe ce qu'elle est à l'heure actuelle, qui par là-même préparait l'avenir grand et mystérieux auquel notre indiscrétion veut ôter le voile, mais dont en même temps nous craignons de faire la connaissance.

Et bien, Monsieur, lorsqu'il s'agit seulement de parler du programme du parti libéral-constitutionnel de la classe moyenne, je ne trouve pas de difficultés. Chacun connaît la nature modérée et paisible de cette classe sociale honorable ; chacun sait qu'il n'y a rien dans ses idées, qui pourrait électrifier les masses, rien qui enflammerait une conflagration de l'univers. Mais alors ma situation est différente. Aujourd'hui je vais parler du programme de la démocratie européenne, et je crains que quelques paroles, quelques vérités ne heurtent les oreilles d'une partie de vos lecteurs – de ceux qui se sont contentés des avantages, de la richesse et des distinctions sociales. Je vous assure, Monsieur, que je désire satisfaire tous vos lecteurs – mais que faire, pour ne pas blesser leurs oreilles sensibles ? Est-ce que je peux, à cause d'eux, altérer la condition réelle des choses, altérer le sens de l'histoire ? Lorsque je me prononçais sur les classes privilégiées, noblesse et bourgeoisie, je me trouvais forcé de remarquer que ces classes honorables croient identifier, mesurer leurs plaisirs, mesurer la liberté et les droits qu'ils possèdent, d'autant plus grands devant ceux qui en sont privés, et alors je ne peux, pour rester toujours fidèle à la vérité, éviter de dire qu'au contraire, la démocratie demande la liberté, la justice et la légalité³⁰⁹ pour tous.

Monsieur le rédacteur ! Je suis de l'avis que les théologiens conséquents et zélés de toutes les confessions chrétiennes avaient et ont de nos jours tout à fait raison, lorsqu'ils fulminent leurs excommunications sacrées contre les principes d'égalité et de fraternité de la révolution française. Alors qui sait en fait l'essentiel de la doctrine chrétienne³¹⁰ ? C'est sans doute l'égalité de tous les hommes mais non envers les hommes, seulement envers Dieu, c'est en outre l'immortalité de toutes les âmes et par conséquence leur valeur, c'est la rédemption,

³⁰⁹ Le texte suédois dit : « égalité ». Plus précisément « jemnlighet », égalité permanente.

³¹⁰ « Alors, qu'est-ce qui fait l'essentiel de la doctrine chrétienne ? »

leur béatitude mais pas sur cette terre, mais seulement au ciel. Et cette terre qui est encore accablée par le poids de la damnation divine qui la frappait, elle est la patrie, non de la justice, de la liberté et de la joie, mais seulement de la pénitence, de la contrition, de la souffrance, de la détresse, des épreuves.

« Bénis soient ceux qui sont humiliés, opprimés, et qui portent leur misère et leur honte avec soumission sacrée, car ils vont acquérir les trésors célestes et seront admis au royaume de Dieu. » C'est ce que nos pères spirituels nous répètent jour après jour. Il est vrai qu'ils feraient encore mieux de proclamer leurs doctrines un peu plus souvent par leurs exemples, mais en tout cas, faute d'actions, soyons d'accord pour leur être reconnaissants de leurs belles paroles. Et ils montrent avec logique que, comme la terre reste seulement la demeure des peines et des épreuves, ce serait par là une folie et un crime de l'homme, une blasphémie et une révolte contre Dieu de chercher ici-bas la justice, la liberté, la légalité, le bonheur – en un mot, la réalisation de la destinée de l'homme, que l'homme ne peut ni doit « *fare da se* », que tout ce que l'on appelle l'intelligence humaine, la vertu humaine, la force humaine et la valeur humaine, est une misère aux yeux de Dieu, rien qu'une inspiration de l'arrogance satanique et le chemin le plus sûr vers la perte, que l'homme étant déchu de son état originel d'innocence par une action malheureuse de désobéissance, qui en même temps fut la cause du monde humain, aurait été abandonné à la domination des ténèbres éternelles, s'il n'avait pas miraculeusement été sauvé par le mystère divin et affreux du divin sacrifice, et que cette rédemption divine même ne nous donne pas encore la béatitude, mais seulement la chance de la rédemption, qu'il faut à chaque homme qui voit le jour, être libéré par le bain du baptême des impuretés innées, et que le diable, pour un moment battu par terre, mais se relevant tout à l'heure, recommence immédiatement dans l'intérieur même de l'homme sa lutte éternelle contre Dieu, une lutte qui serait pour lui mortelle s'il n'était pas soutenu ³¹¹ à chaque instant par la Grâce divine.

Mais comment mériter cette grâce ? Ici les deux confessions se séparent, la catholique et la protestante, qui jusque-là se donnaient la main. La doctrine catholique insiste que la grâce a choisi son domicile exclusivement dans l'église catholique romaine, qui à perpétuité reçoit les inspirations du Saint Esprit et reste le seul représentant de Dieu sur

³¹¹ Texte suédois : *understöd*. La traduction de l'IISG dit : « supporté ».

la terre, le médiateur entre l'homme et lui. Elle seule est capable de soutenir l'homme dans ses luttes quotidiennes contre les tentations du diable. On ne mérite la rédemption que sous condition de lui rester soumis³¹² et obéissant. Le membre obéissant et dévot des grands troupeaux doit, de l'heure de sa naissance jusqu'à son dernier soupir, toujours se laisser conduire et diriger par les prêtres, les porte-voix de Dieu, les envoyés ordonnés sur terre – il est facile de tirer les conséquences politiques et sociales de ce système religieux.

En outre, l'histoire a complètement développé la conséquence – c'est l'autorité absolue et divine en premier lieu de l'Eglise, en second des rois, ses fils premiers-nés, ensuite les classes nobles, ses filles mineures privilégiées, des ministres, des chefs militaires et civils, des magistrats, des policiers, des espions, des geôliers, des bourreaux – tous ensemble les représentants du pouvoir royal et de *l'ordre présent*, qui, on le sait bien, vient de Dieu.

C'est la doctrine catholique sur le point de vue politique, et si de nos jours l'Eglise catholique semble parfois très prête à traiter avec le libéralisme moderne, même à se réconcilier avec la république de 1848, ce n'est qu'une duperie sacrée, une souplesse prudente et inévitable pour le cas où le diable – pardon si je me trompe – une concession, je veux dire, à cet esprit du temps malheureux, qu'il faut assoupir par des flatteries pour le reconduire peu à peu sous le joug salutaire des autorités cléricales et royales.

La théologie protestante montre un autre chemin à la rédemption. Elle se révolta contre l'autorité de l'Eglise, qu'elle caractérisait comme une usurpation et un sacrilège, et en déclarant, que la cause de la béatitude est une cause tout à fait intérieure, qui ne peut, qui ne doit pas être traitée autrement que dans la profondeur la plus secrète de la conscience individuelle, entre l'homme seul et Dieu, sans autre médiateur que le Christ qui, quoique invisible, se trouve toujours présent parmi nous, elle bouleversait tout à fait l'édifice majestueux de l'omnipotence cléricale romaine, et sembla pour un instant vouloir préparer le même sort à tous les royaumes de l'Europe. De cette première impulsion, les institutions libres en Hollande, en Suisse, en Angleterre et aux Etats-Unis virent le jour. Pourquoi s'arrêta-t-elle sur un chemin aussi bon ? C'est pourquoi la doctrine protestante dans le fond même n'est point révolutionnaire. La doctrine protestante, elle

³¹² Texte suédois : *undergifven*. La traduction de l'IISG dit : « sujet ».

aussi, reste ennemie de la liberté et prête serment à la puissance : ses premières révoltes prenaient leur source moins dans son esprit que dans le développement historique. Souvenons-nous que Luther et le doux Melancthon³¹³ lancèrent leurs anathèmes et incitèrent avec assez de zèle passionné les princes et la noblesse de l'Allemagne contre les pauvres paysans, qui se révoltaient au nom de la liberté.

La liberté repose dans la valeur de l'homme, dans sa capacité de parvenir à la vérité par son intelligence, par sa propre conscience, à l'intelligence du juste, par sa force morale du bien ; mais toutes ses conclusions sont diamétralement opposées à la théologie chrétienne ; et chaque protestant qui prend au sérieux la doctrine de la chute humaine, de la réconciliation par le mystère divin du Christ, de la nécessité absolue de la grâce, doit comme les catholiques abhorrer tout ce qu'il y a de purement humain dans l'homme. Toute théologie est basée sur le mépris de l'homme. L'homme n'est rien, moins que rien, il est tel un vaisseau du mensonge, du péché et de la misère et ne peut changer que par la Grâce et Dieu. Et c'est pourquoi hors de cette grâce, ses efforts les plus distingués, purs, nobles, les plus intelligents, les plus hauts, contribuent, loin de la rédempter, seulement à sa perte, parce qu'ils remplissent son cœur d'arrogance et ses pensées de chimères ; ainsi l'homme le plus détestable et vilain à en juger humainement, deviendra le plus sain, si seulement la grâce le choisit, et émeut son cœur.

La grâce dédaigne ceux qui sont fiers et se fient à leurs propres forces, mais elle va chercher les humbles et les faibles. Par suite, plus l'homme devient conscient de la dignité de l'homme et de sa force, plus il s'éloigne – mais plus il se méprise, plus il s'approche de la Grâce divine. Mais qui se méprise lui-même, méprise les autres. Regardez l'égalité comme les théologiens la comprennent : il n'y a que l'égalité du péché et de la misère sans aucune différence ; quant aux quelques élus, ce sont ceux qui sont touchés et justifiés par la grâce. Et comment croyez-vous qu'une telle égalité va s'ensuivre ? – la liberté qui vit dans et par l'estime mutuelle et l'estime de l'homme pour lui-même ?

Les prêtres, les catholiques ainsi que les protestants, sont affreux envers cette pauvre humanité. Avez-vous remarqué, Monsieur, avec quel empressement inquiet ils prennent les bourreaux sous leur protec-

³¹³ Philippe Melancthon (1497-1560), humaniste et réformateur religieux allemand, disciple de Luther et auteur de la Confession d'Augsbourg. Bakounine fait presque systématiquement précéder le nom de Melancthon de l'adjectif « doux ».

tion ? Avez-vous vu que partout – je ne sais pas, si même en Suède – que partout où l'on propose l'abolition de la peine capitale, les prêtres catholiques et protestants s'y opposent en première ligne ? On s'en est beaucoup étonné et affligé et quand même, il faut avouer, qu'ils ont mille fois raison : en sacrifiant un homme sur la terre, ils lui garantissent la félicité au ciel, et en tous cas la mort, de toutes les pénitences, quoique ce soit la plus affreuse, en tout cas la dernière. N'avez-vous pas observé, comment dans la question du pouvoir séculaire du Pape la majorité du clergé protestant prit le parti de Rome, et comment à l'instant présent la même majorité de tous les pays soutient les mesures les plus conservatrices et réactionnaires ? Et bien, tout va s'expliquer à mon avis d'une manière aussi naturelle que résultant des principes fondamentaux de la religion chrétienne, c'est-à-dire que cette terre doit être pour les hommes non pas le domicile de la joie, de la valeur humaine reconnue, mais la demeure de la tristesse, de l'humiliation, de la peine.

La révolution proclame le contraire. Comment attendre qu'elle ne fût pas bannie à la fois par la théologie catholique et protestante ?

La révolution a proclamé que pour la rédemption de l'homme, il ne faut ni médiation³¹⁴ ni grâce divine et immédiate, que son intelligence sous la forme tripartite de sentiment, imagination créatrice et raison pure, lui suffit pour gagner pas à pas la vérité, que sa propre conscience crée les lois secrètes du droit ; et qu'il lui suffit de son énergie morale, de sa volonté pour faire le bien.

Les idées de la révolution ne prétendent pas que l'homme soit toujours raisonnable et bon. Elle reconnaît et déplore la part considérable que les instincts bestiaux, la faiblesse de la volonté, le mensonge et la déraison jouent à la nature humaine. Mais elle pense que, indépendamment de toute influence miraculeuse de la part de Dieu, se trouve dans l'homme même une énergie, une force intérieure invisible : sa propre intelligence et sa propre conscience qui à travers les générations et les siècles le firent avancer vers le vrai, le juste et le bon, et que pour dépêcher la marche triomphale de l'humanité vers son terme, il ne faut lui concéder abondamment que liberté et égalité.

Ce point de vue se distingue fortement de celui des théologiens en ceci que ces derniers restent convaincus qu'au fond l'homme est corrompu et mauvais, le déclarent impuissant à se guider et à se gouver-

³¹⁴ Texte suédois : *bemedling*. La traduction de l'IISG dit : « méditation ».

ner lui-même, incapable de profiter de la liberté qui inmanquablement le conduit à la perte. Dans l'enfance – disent-ils – il faut à l'homme pas encore développé recevoir la discipline nécessaire par une éducation religieuse conséquente, qui sera en état de briser sa force naturelle, son esprit de révolte et de conduire son arrogance sous le joug de l'autorité. Et à l'âge mûr il lui faut, pour avancer vers son terme, qui est exclusivement la béatitude, y être forcé continuellement par une *autorité ordonnante* extérieure, pleine de puissance et de sainteté. L'opinion révolutionnaire demande au contraire que l'homme ne puisse devenir moral, noble, vraiment humain que par la liberté seule. Elle reconnaît aussi la nécessité d'une éducation préparatoire, éducation tout à fait humaine, virile et vigoureuse, non fondée sur la soumission de l'intelligence et de la volonté sous le joug d'une autorité sacrée, mais sur un développement successif des dispositions morales de l'enfant et de la raison humaine, de la religion, de la justice, des lois, du travail, du respect mutuel et de la dignité personnelle.

En un mot : ce qu'elle veut dire par éducation, c'est de familiariser peu à peu l'enfant et l'adolescent avec la liberté. Elle impute la plus grande part des vices et de la déraison qui encore oppriment le genre humain même dans les pays les plus civilisés justement à cette éducation que l'homme a subie du début des siècles jusqu'à nos jours, c'est-à-dire cette puissance extérieure fondée sur l'autorité divine, qui – dit-elle – au lieu de le perfectionner moralement, au contraire le corrompt en détruisant systématiquement par *le joug de l'autorité* sa force intellectuelle et morale, sa dignité. Cette même opinion voit une autre cause dans l'inégalité épouvantable qui règne en général dans le monde de nos jours et qui – en réservant les droits, la justice, la liberté, en un mot l'ensemble des avantages de la vie sociale et tous les plaisirs, aussi bien matériels qu'intellectuels et moraux à un nombre très insignifiant de personnes privilégiées – condamne des centaines de millions d'êtres humains à une existence déshonorable par l'anathème divin, éternellement enchaîné aux fers de la misère et des ténèbres. Contre ces malheurs affreux, contre cette humiliation profonde de l'humanité dans la vie sociale contemporaine, cette opinion ne connaît qu'un seul remède : *la liberté*. Elle veut que quiconque voit le jour, ait une chance certaine de se développer en un homme véritable, c'est pourquoi elle proclame *la liberté pour tous et pour tous justice et égalité*.

III.

Je crois avoir prouvé dans ma seconde lettre que les théologiens ont grandement raison de ne point aimer le principe de la Révolution. Dois-je prouver maintenant que les classes privilégiées ont raison de le détester ? – Mais ne médions pas trop de ces classes. Reconnaissons plutôt que chacune, dans son temps a bien servi l'humanité. Ne fut-ce pas la noblesse qui jeta en Europe les premiers fondements de la liberté ? – d'une liberté fort restreinte, il est vrai, rétrécie, appauvrie, déshonorée par le privilège et qui le plus souvent rejetait de son sein et les masses populaires et la classe bourgeoise, mais qui tout de même fit éclore en Europe les premiers mouvements d'une indépendance vis-à-vis du pouvoir absolu et le sentiment de la dignité personnelle. La noblesse anglaise n'a-t-elle pas créé cette vieille constitution qui honora si longtemps le sol britannique, cette *Magna Charta*, à laquelle elle fit même généreusement participer les bourgeois ? – Ne fut-ce pas encore la noblesse qui au XVI^e siècle se déclara dans une grande partie de l'Europe le champion de la grande réforme religieuse.

Au XVIII^e siècle, la noblesse française ne prit-elle pas sous sa protection ces idées philosophiques et humanitaires qui devaient transformer le monde ? Et lorsque plus tard, il fallut passer des paroles aux actes, ne fut-ce pas elle encore qui, dans la nuit mémorable du 4 août 1789, déchira de ses propres mains tous ses parchemins nobiliaires et sacrifia ses privilèges sur l'autel de la liberté ? Enfin, – comme si le génie de l'histoire, avant d'emporter pour toujours cette classe jadis si fière, si puissante et qui s'en va partout mourante aujourd'hui, avait voulu encore une fois nous montrer toutes les magnificences et toutes les grandeurs dont elle avait été jadis capable, – n'avons-nous pas vu récemment la noblesse polonaise, « cette dernière fleur vivante sur la croix catholique », comme l'a si bien appelé le publiciste russe, Aleksandr Herzen, – ne l'avons nous pas vue, ne la voyons nous pas encore, aujourd'hui sacrifier tout ce qui est cher à l'homme pour sauver la patrie, et surpasser tout ce que les âges passés et présents ont connu en dévouement, en héroïsme et en grandeur... Hélas ! ce sont les derniers adieux d'une classe qui ne revivra jamais plus. Paix aux mourants ! honneur aux héros ! Et la bourgeoisie ! – Qui créa la civilisation moderne, si ce ne fut elle ? Les sciences, les arts, l'industrie qui transforme et qui humanise en quelque sorte toute la surface du globe terrestre, le commerce qui unifie les nations, et enfin les idées qui émancipent l'homme sur la terre, – tout est sorti d'elle.

Qui fut le premier lutteur de la démocratie en Europe, qui brisa l'étroite prison dans laquelle la caste nobiliaire retenait enfermée la liberté, cette âme du monde, qui la proclama au tocsin de 1789 égale pour tous les hommes sur la terre ? – Ce furent encore des bourgeois. – Rendons donc honneur à la bourgeoisie !

Mais pourquoi donc, ces deux classes, bourgeoisie et noblesse, après avoir fourni une si noble carrière, se sont-elles arrêtées en mi-chemin ? Hélas ! c'est que les classes, aussi bien que les individus, ont chacune leur mesure naturelle de vie, d'énergie et d'idées qui, une fois épuisée ne se renouvelle jamais. Et malheur à qui se survit, il devient nécessairement un réactionnaire et un conservateur : il ne voit plus rien dans l'avenir et n'a de foi que pour le passé ! Il se sent mourir et voudrait que le monde entier meure avec lui. – Ainsi un jeune et libre penseur s'élançait dans la carrière littéraire – Il est plein de passion et plein de foi dans la vie. Rien ne lui paraît ni trop hardi, ni trop grand, ni trop libre. Il ne respecte ni préjugés, ni obstacles, il brise tout. Enfin il a triomphé : ses idées deviennent des lois pour tout le monde. Il commence à se reposer sur ses lauriers. Mais voici qu'un homme plus jeune apparaît, s'empare de ses idées, et rempli de cette même audace juvénile qui l'avait poussé lui-même autrefois tirant les conséquences des principes posés par lui-même, il a hardiesse de le dépasser. Et aussitôt le ci-devant révolutionnaire devient un réactionnaire, il crie à l'impiété et ne se sentant la force de voler il voudrait couper les ailes à son successeur, et va même jusqu'à nier ces mêmes principes qui l'ont fait triompher autrefois. – Telle a été l'histoire de la bourgeoisie et de la démocratie.

La démocratie populaire moderne n'a fait rien autre chose que de tirer les conséquences, les principes posés pendant la révolution française par les bourgeois. – Liberté, égalité, justice – Qu'est-ce que cela signifie, sinon que la liberté, les jouissances de la vie, l'honneur et les droits n'appartiendront plus à la position héritée, mais à l'action personnelle et libre de l'homme, – sinon que tout homme, ne devant être responsable que de lui-même, pour n'être que le fils de ses œuvres, ne doit hériter ni en bien, ni en mal, ni en misère ni en fortune, ni en honneur ni en déshonneur, de ses parents, sinon qu'il faut l'égalité du point de départ pour la carrière individuelle de chacun et que pour cela, il faut établir une nouvelle organisation sociale, dans laquelle tout homme naissant à la vie, trouve une égale possibilité de développer d'abord par l'éducation et par l'instruction, et ensuite d'appliquer à des conditions égales pour tout le monde, par un libre travail soit intellectuel, soit

physique, toutes les forces et facultés différentes que la nature à mises en lui.

Le théorème social est juste en lui-même, et il faut bien convenir que c'est le seul moyen d'émanciper et d'humaniser les masses populaires, – mais il faut avouer en même temps qu'il est terrible, puisqu'il présuppose³¹⁵ le renversement radical du monde social actuel. Car aujourd'hui, moi, fils stupide d'un homme riche, je trouve les moyens de développer ma stupidité, tandis qu'un enfant de génie né dans la misère et dans les ténèbres de la vie travaillante populaire, y trouve tous les moyens d'étouffer son génie. – C'est injuste, mais cela est, et pour que ce ne soit plus, il faut une révolution non seulement politique, mais sociale.

« Il faut une révolution sociale » – tel fut le cri que *Babeuf* mourant sur l'échafaud jeta aux masses ouvrières. Ceci remplit d'horreur et glaça d'effroi les cœurs les plus généreux et les plus vaillants de la bourgeoisie, et contribua beaucoup à la précipiter sous la protection de Bonaparte, dont la main de fer promettait sinon la liberté, du moins beaucoup d'ordre et la tranquillité. L'empire passa et les Bourbons aussi, mais les ouvriers de Paris n'avaient point oublié le dernier testament de Babeuf, sa doctrine avait été religieusement transmise par la vieille génération, contemporaine de Babeuf, à la génération de 1830, elle s'était pour ainsi dire infiltrée dans le sang populaire. Aussi lorsqu'en 1830 et plus tard, le peuple s'élança sur les barricades, il ne combattait plus seulement pour la république, il était socialiste. – Je ne parlerai pas des tentatives d'émeute³¹⁶ qui signalèrent presque chacune des dix premières années de règne de Louis Philippe. Mais il m'est impossible de ne pas dire un mot sur la formidable insurrection des ouvriers de Lyon en 1839. Précurseurs de la Révolution de 1848, elle se fit à ce cri qu'aucun en France n'a encore oublié aujourd'hui : « Du pain en travaillant, ou la mort en combattant. »

C'était déjà le mot menaçant et terrible de la Révolution sociale. Le général Bugeaud, alors chef de la division de Lyon, et cette fois-là plus heureux que par la suite à Paris, a étouffé dans le sang du peuple ce soulèvement. Et depuis cette époque, et jusqu'en 1848, la France est demeurée plongée dans un calme sinistre. On appelait cela la victoire de l'ordre, et ce n'était pourtant rien d'autre qu'une lente et silencieuse

³¹⁵ Texte suédois : *förutsätter*. La traduction de l'IISG dit « suppose ».

³¹⁶ Texte suédois ; *upprorsförsök*. La traduction de l'IISG dit : tentations d'émeute

préparation à cette tempête de 1848, laquelle devait pour toujours rompre le système purement constitutionnel et libéral régnant en Europe.

Certes, la France était calme : M. Guizot et M. Duchatel gouvernaient sans partage, eux-mêmes guidés par un roi, fort intelligent, un voltairien, doux, ingénieux, bourgeois au plein sens du mot. Peu à peu, Guizot démantela l'alliance libérale avec l'Angleterre, un héritage de la révolution de 1830, et se rapprocha pas à pas, au prix des plus grandes humiliations, des trois grandes puissances despotiques d'Europe. Cependant, M. Duchatel, ministre de l'intérieur, n'a eu de cesse de soudoyer son petit électorat, d'un effectif ne dépassant pas 240 000, et il est presque parvenu à le mettre dans sa poche. Tout allait à merveille. L'Europe absolutiste ferma les yeux, et la France s'endormit. Ecœurée par ces soulèvements, qui gênaient le commerce, et surtout terrorisée par le soulèvement, si déterminant et si menaçant, des ouvriers lyonnais, la bourgeoisie pouvait à nouveau respirer. Les affaires allaient pour le mieux ; les intérêts matériels restaient dans le bon droit et jouaient désormais un rôle de premier plan dans les occupations quotidiennes. Rien ne manquait, pas même l'apparence de liberté. Car Louis était bien trop perspicace, et, bourgeois lui-même, il ne comprenait que trop parfaitement la nature de la bourgeoisie, pour la priver du plaisir inoffensif et néanmoins indispensable de discourir librement et bruyamment de toutes choses. Mais voilà que s'abat sur les têtes de ces bons bourgeois, tel l'éclair dans un ciel limpide, la révolution de 1848 : Et quelle en était la raison ?

La raison en était que les idées socialistes n'avaient pas cessé leur action souterraine parmi le peuple. Ce fut le cas également du christianisme dans les temps primitifs, cette religion de la justice, de l'égalité et de la liberté (pour l'être humain céleste), convaincu que le vin nouveau doit être mis dans des bouteilles neuves, qui se tournait non pas vers les puissants, les fortunés, les sages de l'époque, mais vers les gens sans instruction, les pauvres miséreux, la foule plébéienne, les esclaves, pour les encourager, les libérer par le verbe, saper lentement et finir par détruire les bases mêmes de la société antique. Or, la nouvelle religion socialiste de la liberté, de la justice et de l'égalité terrestres agit de la même façon. Elle se tourne tout aussi directement et presque exclusivement vers les grandes masses, ces millions de déshérités, qui, n'ayant rien à perdre mais tout à gagner, sont seuls à pouvoir l'embrasser avec passion, car elle leur promet la libération et le salut.

Mais tout comme le christianisme, cette religion divine de la démocratie, bien que se tournant vers les masses, n'en a pas moins souvent pris ses maîtres et ses apôtres les plus éloquents parmi le cercle de ses castes privilégiées, celles-là mêmes qu'elle menaçait d'anéantir, et c'est également dans la bourgeoisie que le socialisme trouve ses défenseurs les plus chaleureux et les plus habiles.

Je ne parlerai ici ni du saint-simonisme, ni du fouriérisme. Ces doctrines furent, si l'on peut dire, une version aristocratique et catholique pour la première, bourgeoise pour la seconde, de l'idée socialiste – et toutes deux des utopies irréalisables – ne présentant d'intérêt que parce qu'elles furent les premières à faire prendre conscience au public érudit de l'importance de la question sociale, par leur critique acérée, aussi brillante que profonde, qui a mis à nu les contradictions prodigieuses de l'organisation sociale actuelle, et parce qu'elles administrèrent le coup de grâce au système libéral de l'économie sociale.

En revanche, il me semble devoir dire quelques mots à propos du communisme de Babeuf, Buonarroti et Cabet.

1864. – Lettre d'un démocrate ³¹⁷

5 décembre 1864

STOCKHOLM 12 Déc.

Lettre d'un Démocrate.

Bruxelles, le 5 décembre.

Je suis arrivé à Bruxelles afin de prendre part à une cérémonie assez intéressante, les funérailles de l'épouse d'un des professeurs de l'université libre de cette ville. Vous demandez avec raison ce qu'il y a

³¹⁷ *Aftonbladet*, 12, 15, 29 décembre 1864, 7 janvier 1865, Stockholm. Original en français. Publié d'après la première publication. Date fictive : le 5 décembre Bakounin n'était plus à Bruxelles

d'intéressant à ces funérailles. Ce fut l'absence de prêtres et de cérémonies ecclésiastiques. Ce furent à la fois des funérailles et une grande démonstration philosophique et politique. Le cercueil fut accompagné par une grande foule de personnes, presque tous les membres des quatre sociétés : « Association de Libre Pensée », « Les Libres penseurs », « Les Solidaires » et « Les Libérés ». Le but principal de ces quatre sociétés est le même, c.à.d. libérer la vie politique et sociale de chaque intervention ecclésiastique – fût-elle judaïque, protestante ou catholique.

La Belgique entourée sur trois côtés – et se trouvant ainsi sous la triple influence de la France, de l'Allemagne et de l'Angleterre – semble avoir emprunté une certaine qualité et une certaine direction particulière à chacun des trois pays. De l'Angleterre elle a pris la liberté et l'esprit caractéristique du self-government pratique qui n'est une qualité distinctive ni pour la France ni pour l'Allemagne. Contrairement à cet esprit elle a malheureusement emprunté à la France la centralisation bureaucratique qui produit un effet destructif sur toute sorte de libertés et qui convertit une société vivante en matière, et ce qu'il y a de plus remarquable, c'est que justement le parti qui s'appelle libéral, représente maintenant en Belgique ces tendances centralistes. C'est pourquoi le ministère actuel, appuyé sur la majorité des deux chambres, remportait un de ces jours une victoire brillante sur les aristocrates et sur les radicaux, qui cette fois étaient associés, victoire en même temps dirigée contre la liberté, car l'on réussit à faire passer une loi qui, sous le prétexte apparent d'abolir l'octroi concédé aux villes, reconnaît à l'état le droit, jusqu'alors exclusivement réservé aux communes, de recouvrir [recouvrer] les impôts et d'administrer les finances de chaque commune. C'est une attaque mortelle contre l'autonomie des communes, base de chaque liberté véritable. Le soi-disant parti libéral se rendit coupable, avec le même ministère en tête, il y a 13 ans, d'une attaque aussi violente contre une autre base essentielle de la liberté, c.à.d. la liberté de la presse qui jusqu'en 1848 était illimitée en Belgique comme en Suède. On l'a considérablement limitée en remplaçant pour presque toutes les causes de liberté de presse, la juridiction impartiale du jury, par une juridiction tout à fait partielle et gouvernementale. On se plaint maintenant unanimement des magistrats en Belgique, qui avec quelques rares exceptions honorables, semblent décidément manquer aussi bien d'intelligence que de conscience ; dans tous les procès politiques ils prennent systématiquement le parti des autorités contre le droit et de l'équité et

contre la liberté. Et lorsque ces magistrats furent nommés par Sa Majesté, le roi Léopold I, sur la proposition de ce même ministère, que l'on peut à peu près appeler permanent, et que tous les deux connaissaient très bien les personnes qu'ils avaient élevés à de hautes positions, il en faut conclure qu'ils étaient décidés à étouffer insensiblement et systématiquement par pression, une bureaucratie usurpant jour après jour la liberté créée par la révolution. La police autrefois si modeste en Belgique est devenue fâcheuse, querelleuse, quelquefois brutale, surtout vis-à-vis des démocrates, parce que ceux-ci ne sont plus protégés par l'opinion bourgeoise, qui déjà en 1848 est devenue tout à fait conservatrice et réactionnaire.

Celui qui connaissait la Belgique dans ses années mémorables, surtout dans les années 1845, 1846, 1847, ne reconnut plus le pays d'alors. La liberté était alors à l'ordre du jour dans son développement le plus hardi, le plus libéral. On ne parlait pas de son abus, mais on ne craignait rien plus que ses limitations. On ne se laissait pas de rappeler à toutes les occasions et de toutes les façons le principe éternel et vrai que la liberté seule est capable de réparer les difficultés passagères qu'elle a produites, seule capable de faire des hommes moraux en les transformant en des citoyens et de créer un ordre fondé sur la justice et ainsi protégé contre toute révolution violente. Ce principe fut amplement appliqué dans l'enseignement, dans la presse, dans la propagande politique, socialiste, dans toutes les manifestations publiques gouvernementales, parlementaires et nationales. En un mot, la liberté n'était pas une phrase ; et la Belgique était où se trouvait très bien en 1848 : ce ne fut rien d'autre que cette liberté qui sauva le pays de cette infection révolutionnaire qui s'était répandue sur le continent entier de l'Europe, et le roi Léopold eut son meilleur moment lorsque, après avoir offert aux Belges de se mettre en solde, s'ils ne voulaient pas le retenir, il fut persuadé par l'amour, la confiance et la volonté de toute la nation, de continuer à régner en tant que roi constitutionnel.

On pourrait croire que cet exemple brillant aurait affermi l'amour des Belges pour la liberté, mais c'est justement le contraire qui se passa. Depuis ce temps-là la réaction prit sa naissance en Belgique. Les bourgeois belges partageaient toutes les appréhensions de la bourgeoisie française éveillées par l'apparition du fantôme rouge. Le socialisme dont les différentes théories étaient depuis longtemps divulguées en Belgique lui causait une grande angoisse, d'autant plus qu'il ne manquait point de matière inflammable dans le pays. La Belgique est, on le sait, un pays

relativement riche en industries, toute sa surface est couverte d'usines et de manufactures. En conséquence on trouve un nombre extraordinaire de pauvres ouvriers. Leur sort est en général assez malheureux, ils vivent du jour au lendemain, et sont chargés d'un travail extrêmement lourd. Ces pauvres gens ne peuvent pas économiser beaucoup, et lorsqu'il y a une crise industrielle, ce qui a lieu assez souvent, ils meurent de faim. La question sociale n'est pas non plus question théorique mais c'est en même temps une question d'une pratique la plus brûlante et menaçante, car si les socialistes avaient atteint leur but en France ils auraient de même sans doute gagné le jeu en Belgique. C'est pourquoi ces appréhensions, et c'est la cause pour laquelle les angoisses et le démon de revanche de la réaction y furent à peu près aussi puissants qu'en France. Au cours d'un an, tout changeait en Belgique. Jusqu'alors c'était relativement un des pays de sympathies nobles et libérales, l'asile de tous les proscrits, et elle avait poursuivi cette tendance jusqu'à ouvrir son armée pour les officiers de l'émigration polonaise et mettre à sa tête le général Skrynecki. Quand la Belgique fut finalement reconnue par l'Empereur de Russie en 1846 on chassa non seulement les braves polonais qui avaient servi loyalement à la Belgique pendant 15 ans, mais encore on les exila du pays. En 1849 M. Værnhagen³¹⁸, le chef du vieux parti libéral, but en public à la santé de Windischgrätz et Radetzky et souscrit 2.000 frs. pour les Autrichiens blessés.

(à suivre)

1864. – Lettre d'un Démocrate

Bruxelles, le 5 décembre

(Suite de l'édition de lundi)

Quant aux affaires intérieures, elles devinrent encore pires. L'ancien esprit libéral et le respect des lois furent remplacés par les préjugés notés par les soucis, par l'inspiration malheureuse d'un soi-disant bien public et par la persécution violente, brutale, arbitraire et acharnée de tous les gens honnêtes et logiques, radicaux et libéraux, de tous ceux qui, en 1831 et plus tard, avaient rendu les plus grands services à la Belgique. Le parti des ultramontains et de l'aristocratie triomphait. Le parti libéral, repentant, géra leurs affaires. Il laissa prendre des mesures et adopter des lois qu'il

³¹⁸ Verhaegen. La confusion de l'orthographe vient sans doute de Karl August Varnhagen von Ense (1785 - 1858) qu'il avait fréquenté.

n'avait jamais osé proposer lui-même. Et pendant ce temps que fit le Nestor des monarques³¹⁹, le sage Léopold ? Oubliant son heureux règne et les années qu'il devait au seul respect des lois, il se jeta avec la gaieté d'un parvenu dans les bras des trois despotes du Nord qui avaient hésité si longtemps à les lui ouvrir. La crainte de la France, d'abord républicaine, ensuite impériale, l'influence de l'aristocratie anglaise et, finalement, les rapports familiaux le poussèrent dans les bras de l'Autriche qui devint son alliée en 1853 par le mariage de son fils. Après avoir été un souverain libéral pendant près de vingt ans, il fut dès lors complètement dominé par l'esprit anglo-autrichien et surtout par les tendances réactionnaires de l'Autriche. Il fit la paix avec l'ultramontanisme et fraternisa avec lui, alors qu'il l'avait considéré jusque-là comme le pire de ses ennemis. Finalement il devint un prince franchement réactionnaire. Ayant gardé de son conservatisme original, l'habitude de faire l'hypocrite, il fut l'instigateur de toutes les mesures et de tous obstacles qu'on a mis depuis sur le chemin de la liberté. Il ne se contenta pas de jouer le rôle de l'éteignoir en Belgique : fort de ses rapports familiaux avec l'Angleterre, Orléans, le Portugal et avec les grandes familles d'Autriche, enivré de se voir appeler le souverain le plus sage d'Europe, il voulut s'acquérir une renommée qui, de toute évidence, dépassait de loin les modestes frontières du pays sur lequel il était appelé à régner. En prenant au sérieux le surnom de Nestor, il prétendit tout aussi sérieusement au rôle de juge et de conseiller suprême de l'Europe. A partir de ce jour-là et dès qu'une nouvelle question européenne apparaît à l'horizon politique, on le voit se mettre en marche, se donner des airs, voyager sans cesse et faire toute sorte de gestes ridicules pour attirer sur lui l'attention des milieux politiques et pour faire croire à tout le monde que le sort de l'Europe, la guerre et la paix sont entre ses mains : il fut ainsi le digne émule de M. de Beust, ce grand ministre de la Saxe qui tout aussi prétentieux et non moins vaniteux que celui-là, s'amuse à agir en Allemagne comme Léopold le fait en Europe. La modestie, le sage désintéressement, le respect des lois et de la liberté, de la civilisation et du progrès, bref tout ce qui avait marqué son règne avant 1848, tout cela, il l'a oublié. Maintenant il est le plus réactionnaire parmi les réactionnaires, le plus ridicule des ambitieux parmi les fous ambitieux. Comme il tombe d'une prétention, d'une folie dans l'autre, comment savoir de quoi il s'occupe maintenant ? Encouragé par le *brillant* succès de son beau-frère, l'archiduc Maximilien au Mexique – succès que je connais bien – il vise un nouvel empire en Amérique du Sud

³¹⁹ Nestor était le plus âgé et le plus sage des héros de la guerre de Troie

pour son deuxième fils Frédéric Philippe. Et ne croyez pas, M. le rédacteur, que ce bruit soit une mauvaise plaisanterie ; c'est la pure vérité, très ridicule sans doute, mais l'intention est sérieuse. Et si vous me demandez le nom du malheureux pays qu'il convoite, je vous répondrai qu'il s'agit ni plus ni moins de toute la république d'Argentine avec Buenos Aires, de l'Uruguay et probablement aussi du Chili.

Vous trouverez qu'il n'est nullement difficile et que l'âge a porté atteinte d'une certaine façon, à la sagesse presque proverbiale de Sa Majesté, mais il ne semble pas que l'esprit royal en soit diminué pour autant. Vous avez certainement remarqué, depuis quelque temps, que le roi Léopold a fait assidûment la cour à l'empereur Napoléon III. Eh bien, toutes ces basses complaisances et toutes ces flatteries n'ont que ce seul but. Il a tellement vieilli que, jusqu'au bout, il a pris au sérieux la puissance de l'empereur français en Amérique ; et ce pauvre homme modeste n'a sans doute plus suffisamment d'intelligence pour comprendre que la victoire de la grande et vraie cause de l'humanité aux Etats-Unis, qui se précise de jour en jour, jugera en bloc tous les aventuriers européens qui ont opprimé et déshonoré l'Amérique, et chassera du continent jeune et magnifique tous les princes, les jésuites, les soldats sans patrie et les voleurs au porte-feuille vide qui veulent refaire ce pays à leur idée profitant de la guerre civile qui le divise en ce moment.

Vous avez certainement dû rire, comme toute l'Europe et surtout la Belgique ont ri en apprenant la mésaventure de ce pauvre roi, dernier Nestor, lorsqu'il arriva trop tard à la rencontre des deux empereurs à Nice. Il était en Suisse où il s'efforçait de se faire attribuer un rôle quelconque dans l'affaire de la convention d'Italie, affaire qui, de par sa nature, ne regardait nullement, ni le roi ni son pays, lorsque ses augustes oreilles apprirent la nouvelle de l'empereur Alexandre II à Nice et de sa rencontre prévue avec l'empereur Napoléon III. Un événement, tel que la rencontre personnelle des deux monarques les plus puissants d'Europe, ne pouvait et ne devait pas avoir lieu sans l'intervention personnelle et simultanée du roi de Belgique. Et moins de deux, il s'installa dans un wagon de voyageurs et s'en fut directement à Nice par le train express. Il y arriva, mais ni Alexandre II, ni l'empereur Napoléon n'y étaient encore. Tout abattu, le roi Léopold retourna en Belgique.

On doit admettre en effet, que les années 1863 et 1864 n'ont pas été favorables aux peuples. Nous avons vu la Pologne et le Danemark, battus et, chaque jour, nous avons vu triompher d'autant plus insolemment la réaction. Mais celle-ci n'a pas été favorable non plus à la cause de la

monarchie, car, à l'exception d'un seul pays, la splendeur entourant les monarques s'est ternie à peu dans tous les pays d'Europe. Sans parler des nombreux princes régnants, dont la seule chose à dire est que l'on se moque d'eux, jetons un coup d'œil sur l'un des rares à occuper l'opinion publique en Europe, tout au moins depuis la campagne de Crimée, et commençons par le plus célèbre de tous, par l'empereur Napoléon III. Quelle différence existe-t-il entre la place que l'Europe et la France lui réservaient dans leur estime, il y a deux ans encore, et celle à laquelle il est à présent descendu. Que reste-t-il de sa ruse et de toute sa puissance ? A cette époque on le prenait pour l'arbitre du monde et aujourd'hui il n'est plus l'arbitre de rien. Il ne prend plus aucun risque et pourtant, la seule façon lui permettant de se maintenir, c'est de prendre souvent de gros risques. Il prit parti pour Pologne et on opprima la Pologne. Il voulut prendre parti pour le Danemark et ce petit royaume fut ravagé par la guerre. Il a essayé d'inspirer confiance à un royaume mexicain et aucun homme raisonnable et quelque peu prévoyant n'y croit. Il s'est déclaré en faveur des Confédérés d'Amérique et ceux-ci sont à l'agonie. Il est contre Lincoln et Lincoln est réélu. Il essaie encore de magnétiser et de paralyser l'Italie par la toute-puissance des baïonnettes françaises, mais tout le monde en Italie, en France et surtout lui-même reconnaît que l'Italie échappe chaque jour un peu plus à son influence. En un mot, toutes ses actions révèlent une grande incertitude, une hésitation et une inquiétude, résultant du fait qu'il ne comprend plus l'enchaînement des événements qui commencent pourtant à évoluer dans l'ensemble et partout de façon définitive contre lui. Mais au sujet de la France, j'aurai, dans ma prochaine lettre, l'occasion de revenir sur la position actuellement si délicate et difficile de ce souverain rusé.(A suivre)

Lettre d'un démocrate

Bruxelles, le 5 décembre

(suite du n^o 292)

Que dire de la Reine Victoria qui, autrefois, était l'idole de l'Angleterre loyale. Je ne me risque pas à citer les adjectifs et surtout les substantifs, dont on se sert dans ce pays pour la caractériser. Je ne puis non plus rapporter les anecdotes particulières, que l'on fait circuler sur Sa Majesté Gracieuse, et je crois déjà avoir dit dans ma lettre d'Angleterre que ceux qui commencent à considérer la monarchie comme une institu-

tion non seulement inutile et dépassée, mais plutôt triste et déplorable, en sont persuadés d'une manière étonnante.

Passons alors au clément empereur de Russie. Quel chemin a-t-il parcouru dans une période de moins de dix ans ! Néanmoins il faut lui faire justice, c'est un fils plein d'amour. Son père n'avait pas bonne réputation : il a voulu la rétablir en prouvant qu'il est possible de se comporter encore plus mal que l'Empereur Nicolas ; il l'a surpassé en cruauté, et il y a joint l'hypocrisie qui est chez lui un trait remarquable et dont personne n'a accusé son père. La Pologne a succombé, il triomphe. Est-ce que ainsi, devenu plus fort, il se sent plus calme sur son trône ? Tout ce qu'il fait de nos jours prouve le contraire et nous avons raison d'espérer que les événements imminents vont lui prouver que le mensonge et le crime sont de mauvais supports même en Russie. Mais quittons aussi vite que possible ce monde barbare ; jouissons et récréons-nous sous le soleil de la civilisation allemande. Un mot sur le futur Empereur d'Allemagne, le brillant conquérant du pauvre petit Danemark le roi Wilhelm I.

Malgré sa mauvaise renommée en tant que prince héritier, il a néanmoins commencé, durant ses premières années de gouvernement, en souverain juste, loyal, libéral, et se présenta comme le futur réorganisateur et libérateur d'Allemagne. Alors sa position, qui était encore plus puissante que même celle du Roi Victor Emmanuel en Italie, fut la plus heureuse, la plus enviée en Europe. Toute l'Allemagne, exigeant la liberté et la réunion et honteuse de son rôle misérable en Europe, se soumit à lui et demanda seulement un peu de bonne volonté, de bonne foi et d'intelligence. Après quelques hésitations apparentes, le Roi Frédéric-Guillaume I^{er} préféra le rôle de caporal en chef ³²⁰ des hobereaux prussiens au rôle de restaurateur de l'Allemagne ; de tous les souverains allemands il est sans doute le moins aimé et le moins reconnu. M. von Bismarck l'a totalement éclipsé.

Celui dont les premières années de gouvernement, si populaires, si profitables et si brillantes et qui devaient être un encouragement à continuer la même route, « il Rè Galantuomo » de nos jours n'est pas plus heureux que celui-là. Aspromonte ³²¹ lui a causé une blessure mortelle, il

³²⁰ Le texte dit : « corporal et chef ».

³²¹ Pendant l'été de 1862, le général Garibaldi prépara une expédition pour prendre Rome, dont il voulait faire la capitale de l'Italie. Napoléon III, qui devait ménager les catholiques français, pressa le roi d'Italie d'empêcher Garibaldi de mener son projet à terme. L'armée du roi d'Italie s'opposa à l'invasion des Etats pontificaux par les troupes du *generalissimo*. Le 29 août 1862, à la tête d'une poignée d'hommes,

ne s'en remettra jamais. Par cette catastrophe malheureuse, dont la cause à première vue ne fut que lui-même, tandis que la cause réelle est à chercher ailleurs, Victor Emmanuel sans retard s'est séparé de son peuple et, quoiqu'on en dise ou fasse, il a d'un seul coup assombri l'éclat de la royauté en Italie. Sa bravoure, son dévouement à la cause italienne, sa popularité, son bonheur étaient jusqu'alors l'argument puissant et favori de tous les monarchistes en Europe, avec lequel ils firent taire les critiques de la monarchie. Dès lors cet argument ne s'entend plus et nulle part en Europe – sauf toujours en votre pays, où l'on trouve alors un souverain nécessaire et utile – tous les autres sont plus ou moins des obstacles et des embarras sur la route du développement, du progrès et du bonheur des peuples.

Que les monarches et les monarchies touchent à leur fin irrévocable, nous nous occupons des peuples qui vont leur survivre. De nos jours la Belgique se réveille de l'apathie réactionnaire dans laquelle les événements des années 1848 et 1849 l'ont plongée. Bourgeoise par préférence à cause de son organisation contemporaine, elle préférerait poursuivre son sommeil, s'il n'y avait pas de puissants remèdes pour la réveiller. Le premier, c'est le danger toujours menaçant d'une invasion impériale. Ce que l'on craint de nos jours, ce n'est ni le bonnet rouge, ni le drapeau rouge, mais ce sont les pantalons rouges des Français et leurs baïonnettes. Contre cette puissance redoutable, la Belgique peut seulement opposer une seule raison : le développement de sa liberté et sa puissance tout à fait morale – autrement il n'y aurait aucune raison à ce qu'elle ne soit dévorée tôt ou tard. C'est pourquoi elle doit être très libérale. Même les bourgeois les plus résistants ont commencé à le comprendre, parce que l'aigle impérial, libéré des dangers sociaux de la France ³²², menace l'Europe de ses ailes et griffes étendues depuis la guerre de Crimée et surtout la guerre d'Italie, lorsque le principe de la nationalité et le principe encore plus menaçant de récompenses territoriales et de la restitution d'équilibre

Garibaldi se retranche dans le massif d'Aspromonte, en Calabre. Effondré par cette bataille fratricide, Garibaldi fait cesser le combat lors duquel il sera blessé. Le prestige du roi d'Italie sera considérablement terni par cette affaire.

³²² Bakounine fait sans doute référence à la libéralisation du régime en France à partir de 1860. L'empereur permet en 1862 à une délégation française de se rendre à l'exposition universelle de Londres en 1862, visite qui aboutira, par ricochets, à la fondation de l'Association internationale des travailleurs. Napoléon III accorde même le droit de coalition. Des ouvriers se présenteront à l'élection complémentaire de février 1864.

furent appliqués. L'exemple de Nice³²³ n'est point encourageant pour la Belgique, aux trois quarts française de langue, dont on pourrait aussi bien prétendre officiellement, comme de la petite province italienne, qu'elle constitue une partie de l'Empire français. Ceci est à peine au goût des classes dirigeantes en Belgique. Mais si le peuple belge désire rester belge, il lui faut y trouver son intérêt. Il lui faut ainsi donner beaucoup de liberté et c'est le seul intérêt que la France impériale ne peut pas lui accorder.

L'autre remède, ce sont les partis catholiques. Les Jésuites ne manquent pas de finesse et ils [s'en] sont servi largement pour profiter déjà en 1848 de toutes les inquiétudes, de toute la lâcheté et de toute la stupidité de la bourgeoisie. La lutte entre le parti libéral et l'Eglise reste sans doute un des traits les plus caractéristiques de l'histoire du royaume de la Belgique depuis sa constitution en 1831. La révolution belge fut réalisée par les efforts communs des catholiques et des libéraux, et on peut à peu près affirmer que les catholiques, mus par leur haine contre le protestantisme en Hollande, y contribuèrent plus que les libéraux car ceux-ci, pour la plupart de grands marchands et industriels, subirent de grandes pertes matérielles lorsque la Hollande et la Belgique se séparèrent. Quoiqu'il en soit, le premier résultat de cette révolution fut, par une convention générale, la séparation complète de l'Etat et de l'Eglise.

Ce fut un grand bonheur non seulement pour la Belgique, mais pour l'Europe entière. Il était tout à fait nécessaire [qu'il y ait] [un petit coin] en Europe où le catholicisme, luttant contre la civilisation, le progrès, la liberté et l'humanité, puisse se manifester³²⁴ librement dans tout le cynisme de ses intentions et de ses prétentions et prouver au monde ce qu'il valait et ce qu'il voulait. Les autres pays à la fois catholiques et despotiques comme l'Autriche, la Bavière et l'Espagne, où il règne sans

³²³ Napoléon III, très italoophile, avait rencontré Cavour, président du conseil du royaume sarde, à Plombières le 21 juillet 1858, et l'avait assuré de son appui. Un traité fut signé le 26 janvier 1859 qui permettait d'engager une guerre contre l'Autriche. Les troupes françaises battent les Autrichiens à Magenta et à Solferino le 4 et le 24 mars mais, à la déception des Italiens, en restent là car l'empereur craint une intervention prussienne. L'armistice de Villafranca donne la Lombardie au Piémont, ce que les nationalistes italiens trouvaient insuffisant. Cavour profite des circonstances pour organiser un plébiscite qui unit l'Italie centrale au Piémont, en mars 1860. En compensation de son aide militaire, la France reçut la Savoie et Nice.

³²⁴ Le texte dit : « se remuer ».

partage³²⁵ et [sans qu'] aucun pouvoir politique [ne] lui dispute sa puissance, l'influence ultramontaine opprime³²⁶ et étouffe tout ce qui s'oppose à lui. Il ne s'emporte pas car, soutenu³²⁷ par son vassal, le pouvoir séculaire, il est toujours sûr d'impunité et de victoire. A Rome il n'y a nul autre que lui. Rome, c'est le grand théâtre, il y joue comme un acteur de talent avec plus ou moins de succès le rôle du père bienfaisant pour l'édification du monde entier. Ce fut, pendant quinze siècles, la fabrique, toujours inspirée et privilégiée par Dieu, de toutes les falsifications, de tous les trucs religieux et politiques, de tous les mensonges pieux, de toutes les cafarderies et hypocrisies. A l'extérieur, tout est clément, connivent et paternel – à l'intérieur il est au contraire violent, dur et cruel. Mais cette partie intérieure ne se découvre que bien rarement, pour ainsi dire jamais. Des mesures prudentes sont prises pour étouffer les soupirs des victimes dans les mornes voûtes des prisons ou dans les caves souterraines de l'Inquisition. Ces prêtres au cœur païen, désirant les plaisirs et la puissance, ces cent cardinaux qui se partagent le pouvoir à Rome sont jaloux l'un de l'autre, se combattent dans une lutte sans merci, se détestent ; mais le mensonge impudent et les sentiments criminels permanents et héréditaires qui constituent le seul fondement et la seule origine de leur existence, la solidarité dangereuse et l'intérêt commun des ruses les enchaînent l'un à l'autre comme des forçats et les forcent à agir ensemble. S'ils voulaient raconter tout ce qu'ils savent, nous entendrions des choses monstrueuses. Mais ils ne parleront jamais parce que tous prennent part au crime et les intérêts communs et privés restent indissolubles. Ainsi disposée, ainsi constituée, Rome est le chef de tout le système despotique, la source centrale de toutes les pressions religieuses, politiques et sociales qui oppriment l'Europe. C'est à la fois la cause première et la sanction de toutes les injustices qui diffament et abrutissent l'humanité. C'est à présent le centre, le camp sacré de la puissante conspiration cléricale, monarchique, aristocratique et en même temps bourgeoise et oligarchique, contre l'émancipation des peuples. C'est pourquoi Rome se trouve sous la protection intéressée non seulement des puissances catholiques, mais aussi protestantes. Car si Rome tombe, tous les autres pouvoirs qui, tous comme Rome, sont basés sur le mensonge et l'injustice – et combien y en a-t-il en Europe ? – vont à la fois tomber. C'est la raison pour laquelle on trouve à Rome une conspiration tacite

³²⁵ La traduction dit : « sans limites ». Texte suédois : « der han herrskar odeladt ».

³²⁶ La traduction dit : « supprime ». Texte suédois : « förtrycker ».

³²⁷ La traduction dit : « supporté ».

entre les prêtres pour cacher la honte héréditaire – et c’est la cause de l’existence de ces prêtres mêmes – on trouve en Europe une conspiration tacite entre les diplomates qui feignent le respect envers le Saint Siège. Le monde entier le déteste au fond de son cœur et on cherche rarement à dissimuler ces sentiments au cours d’un entretien privé, mais le monde entier en parle publiquement comme s’il était en fait le siège de la vertu et de la sainteté.

Si on fait cela, ce n’est pas par indulgence pour la superstition des peuples, une indulgence actuellement moins répandue qu’on le croit, mais seulement et uniquement parce qu’on sent et on sait qu’on ne survivra pas un an, peut-être même un mois après la disparition du Saint-Siège ³²⁸.

C’est d’abord en France que cette hypocrisie officielle paraît au grand jour. Dans les autres pays, où la civilisation est moins avancée et la stupidité plus répandue, et où cette stupidité, cette apathie indifférente s’empare du trône, p.e. en Autriche, en Bavière ou en Espagne, une illusion sincère reste encore plus ou moins possible. Les hommes au rang le plus élevé y sont souvent honteusement ignorants ³²⁹. Mais en France, la patrie de Voltaire et de l’Encyclopédie, après la grande révolution, avec [l’intervention de cette littérature critique qui a provoqué les deux révolutions suivantes – en France, où l’esprit officiel est athée, se moque de Dieu et du Diable, et ne croit en rien d’autre que le bon sens] ³³⁰, où chacun connaît [le mérite, la valeur et l’objectif] ³³¹ des vertus cléricales, on ne peut qu’entendre avec profond dégoût des hommes intelligents et

³²⁸ IISG : « Et on ne l’affecte pas en regard de la superstition des peuples, qui alors n’est pas aussi forte que l’on préfère le croire, mais, seulement, parce que l’on m’ignore point, que l’on n’existera pas une seule année, peut-être pas un seul mois, après la disparition du Saint Siège. » Texte suédois : « *Och man gör detta icke af undseende för folkens vidskepelse, hvilken numera icke längre är så stor, som man behagar tro, utan endast och allenast därför, att man känner och vet, att man icke skall existera ett år, kanske icke en månad efter den heliga stolens försvinnande.* »

³²⁹ La traduction de l’IISG dit : « Des gens des plus rangs y sont fréquemment des ignorants honteux. » (*Sic.*)

³³⁰ Traduction de l’IISG : « Avec toute cette littérature critique démasquante, qui a causé les deux révolutions suivantes en France, où l’esprit officiel est athée, se moquant de Dieu et du diable, et ne croyant en rien d’autre qu’en la raison saine [sunda förnuftet]... »

³³¹ « den klerikala dygdens värde och syfte... »

instruits³³² parler avec un dévouement apparent de la sainteté de l'Eglise et du Pape. Mais cela se fait après mûre réflexion³³³ : la fiction religieuse doit servir de support au pouvoir politique. [Tel est le but essentiel du concordat conclu entre Napoléon et le pape]³³⁴. Depuis que la révolution tua le catholicisme en tant que foi sincère et libre, on a voulu le ressusciter comme outil politique dans le système centralisateur universel, où tous les aspects de la vie politique et privée sont absorbés par le pouvoir prépondérant de l'Etat. Ainsi l'Eglise catholique en France a [acquis] une position nouvelle et tout à fait singulière, en fait à peu près identique à celle de l'Eglise Orthodoxe en Russie. On est prêt à lui concéder le premier rang à toutes occasions solennelles, elle jouit du respect, est privilégiée vis-à-vis de toutes les autres confessions et fortement protégée par l'Etat, mais à la condition de le servir et de lui obéir, et de conserver vis-à-vis de l'Etat seulement l'apparence de liberté.

Il est fort fâcheux et humiliant pour une Eglise qui, convaincue de sa mission de dicter les lois et habituée à commander, ne supporte qu'avec impatience cette tutelle et cette protection et, loin de [remercier l'Etat] de tant de sollicitude, le déteste et devient son ennemi naturel et acharné. Ce n'est point un Etat à son goût. Il provient de la révolution, l'Eglise le sait bien, et quoiqu'il se donne un air d'orthodoxie, il ne réussira jamais à duper l'Eglise qui voit en lui un fils de la révolution, sans doute traître et ingrat, mais en même temps naturel. Elle aimerait bien le renverser³³⁵ et le remplacer par un autre ordre selon son goût, mais elle [n'ose pas]³³⁶. Et elle ne l'ose pas parce qu'elle n'ignore point que, cet ordre une fois renversé, l'Eglise elle-même, qui n'est liée à la France que par des liens artificiels, va disparaître au même moment du sol français, et non seulement du sol français mais de celui de l'Europe entière. Car l'Etat qui à présent règne en France est la digue principale que la réaction oppose à la révolution et cette digue une fois détruite, la révolution va triompher en Europe. Mais le triomphe de la révolution, c'est la mort de l'Eglise

³³² Le texte suédois dit : « kunninga », sans soute à la place de « kunniga ».

³³³ Traduction de l'IISG : « avec beaucoup de réflexion » (mogen öfverläggning).

³³⁴ Traduction de l'IISG : « Et c'est le but et l'essentiel depuis le concordat conclu par Napoléon avec le Pape ». (Le texte suédois : « Detta är ändamålet och hufvudsaken, till och med i det af Napoleon I med påfven afslutna konkordatet ».)

Négocié dès 1799, le concordat entre l'empereur et le pape signé en 1801 restitue au christianisme une place dominante dans la société. Le régime concordataire organisera les rapports entre les différentes religions et l'Etat de 1801 à 1905.

³³⁵ IISG : bouleverser (omstörta).

³³⁶ IISG : « ne le risque pas » (hon vågar ej detta).

catholique et romaine, plus encore, la mort de toute Eglise. C'est la raison pour laquelle les Eglises protestantes et même l'Eglise orthodoxe grecque, quoiqu'elles détestent l'Eglise catholique, néanmoins [feront] tout leur mieux pour la conserver ; c'est pourquoi l'Eglise catholique, quoique détestant de tout son cœur l'Etat présent en France, fait et fera tout son mieux pour le conserver. Elle est forcément loyale, mais le considère comme un mal indispensable pour sa propre conservation et son bien-être. Mais bien qu'elle le supporte, elle ne réussira jamais à dompter et à cacher tout à fait sa mauvaise humeur et son indignation vis-à-vis de l'Etat et toujours, quand elle croira pouvoir le faire sans trop grand risque pour elle-même et pour l'Etat, elle ne [manquera] pas de le compromettre, de le contrecarrer et de lui jouer toutes sortes de vilains tours, cherchant toujours à le soumettre à ses buts particuliers, tant que ceux-ci ne correspondent pas aux intérêts de l'Etat-même. L'Etat, de son côté, ne peut pas se [passer] de l'Eglise, mais il s'en méfie, parce qu'il se sait bien détesté d'elle et en même temps perdu, s'il se laissait mener par sa bride. A présent l'Etat en France se trouve [sous] une double dépendance, il dépend de l'Eglise, dont il s'appelle avec hypocrisie le fils, [mais aussi] de la révolution, qui est sa mère, une mère abandonnée et trahie. Dans cette situation doublement fausse, il joue l'une contre l'autre pour qu'elles se paralysent réciproquement ³³⁷.

(à suivre)

Lettre d'un démocrate

Bruxelles, décembre

L'Etat qui se trouve constitué depuis l'avènement au pouvoir de Napoléon I^{er} jusqu'à nos jours, n'a comme fondement nul principe organique, national : c'est un fait dont l'existence faute de causes positives s'appuie sur de fortes bases négatives, p.e. peur, résignation, scepticisme chez la bourgeoisie, la classe dominante de nos jours, sur son impotence complète à mener à bonne fin le développement des principes révolutionnaires. En ces beaux moments où l'Etat français s'humanise et joue le libéral, il se vante de résulter des principes de 1789, dont il prétend continuer l'œuvre d'émancipation. Mais c'est un mensonge dangereux ou

³³⁷ IISG : « il joue un double jeu et les il joue le jeu de l'oppression maintes fois sur les deux et les soulève l'une contre l'autre pour les paralyser l'une par l'autre. »

du moins une très grande illusion. Qu'y a-t-il de commun entre l'esprit limité, formaliste, subalterne, despotique qui l'anime, et cette grande flamme de liberté qui anima et enflamma si profondément le peuple français en 1789, que dis-je, toutes les nations de l'Europe ? Ouvrez les cahiers de doléances des provinces avec leurs plaintes et exigences, qui furent soumis par toutes les provinces, toutes les communes de la France durant cette élection à jamais ineffaçable, qui précéda la grande révolution ; lisez tous les discours qui furent prononcés à la première *assemblée nationale* ; et vous y pressentissez l'amour de la liberté, la foi dans la liberté dont vous cherchez de nos jours en vain la moindre trace dans cette France domptée, tracassée par la police officielle bourgeoise.

Alors la liberté fut le mot le plus saint, le plus haut, un mot tout-puissant et magique, capable d'agiter et de transformer le monde – et à cette époque on ne craignait ni l'agitation, ni la transformation – on ne craignait que l'immobilité et le repos dans l'esclavage ; alors on honorait la liberté même plus que la légalité. Mais la logique des principes de la révolution est inamovible, son tour va venir, *car il n'y a pas de liberté véritable sans égalité* ; et ce fut la mission de la convention nationale, de l'avoir compris et exigé. Egalité ! Mot dangereux, qui pour ne pas rester vide de sens doit ramener à ses bases non seulement le monde politique, mais en même temps social en Europe. C'est l'ultime jugement, où, suivant l'Évangile, les derniers seront les premiers ; un mot aussi dangereux pour la bourgeoisie que pour l'aristocratie ; parce que les bourgeois préfèrent ignorer les libertés réelles sauf pour eux-mêmes, c.à.d. pour ceux qui possèdent quelque chose, en excluant les innombrables millions qui travaillent sans posséder ; il leur faut, en conséquence naturelle, détester et craindre l'égalité, tout comme les autres castes privilégiées. Il est vrai que le parti montagnard qui représentait dans la convention nationale la pure pensée révolutionnaire, [que] tous ces célèbres *zélotes de l'égalité*, cherchant la liberté dans l'égalité, eux-mêmes provenaient de la classe bourgeoise. Mais leurs pensées étaient obstinément dirigées contre l'exclusivité du troisième état, et cet état prit sa revanche en les renversant le 9 thermidor. Dès lors la révolution temporairement vaincue, tomba des mains de la convention ainsi punie, dans les mains impures du directoire, qui la remit, déjà enchaînée, au despotisme du premier consul et premier empereur. On avait oublié la liberté, diffamé et banni l'égalité. Que restait-il pour la France de toute cette

orgie³³⁸ révolutionnaire ? La fatigue – l’effroi de la bourgeoisie, cherchant le repos et la sécurité ; désirant jouir en paix de ses privilèges et des biens nationaux achetés à bon marché, elle demanda à haute voix un protecteur, un seigneur. Il ne resta plus que l’unité.

Ce désir de l’unité est le désir le plus vieux de la France moderne. D’abord favorisé par le despotisme des rois, il fut le précurseur de la révolution ; d’abord la révolution lui sut gré de ses victoires définitives et curieusement, elle ne sortit de la révolution que pour l’étouffer. En fait il n’y a rien de plus naturel car rien n’est si contraire à la liberté que cette unité mécanique, uniforme, centralisatrice, à laquelle, en un mot, les plus grands esprits du 18^e siècle songeaient. Ces esprits aimant les systèmes, qui ne comprirent pas que la vie, qui est mille fois plus originale et plus riche que le meilleur système que l’imagination humaine puisse produire, ne peut se soumettre à personne sans déchoir. La liberté, la vie, n’excluent ni l’unité ni l’ordre, mais cet ordre et cette unité proviennent de la vie et de la liberté et en sont l’apogée, et non l’origine et la source, parce que rien de vivant ne peut surgir d’un système inventé d’avance par la raison humaine, et l’ordre réglé par anticipation ne peut conduire à nul autre qu’à l’esclavage. C’est ce que la révolution française nous a prouvé de façon convaincante. Durant les grands jours de renaissance de la liberté, en 1789, la France se reconnut comme une et désira rester une. Cette forte volonté nationale fut reconnue et réalisée par les décrets de l’Assemblée Nationale. Dans la nuit mémorable du 4 août, lorsque l’on crut pour un moment en finir avec toutes les injustices qui séparaient les actions et les gens, avec toutes les barrières, qui ralentissaient et paralysaient la liberté non seulement en France mais dans toute l’Europe, où l’on se fit entraîner et ne put que se faire entraîner par l’exemple de la France, au cours de cette nuit les représentants de tous les pays, qui constituaient la France, sacrifièrent d’un seul éclat noble et unanime tous privilèges, toutes les coutumes et droits différents séparant les provinces les unes des autres, et proclamèrent une France une et indivisible. La liberté semble créer l’unité – on eut tant de confiance en la puissance tout à fait nouvelle de la liberté que l’on ne craignit pas de créer une forte unité, oubliant qu’il y eut un abîme entre l’union organique et l’unité mécanique et autant le premier est le complément nécessaire de la liberté, autant le deuxième en fut et en sera toujours la négation absolue.

³³⁸ IISG « tout cet orgie ».

L'Assemblée Nationale créa les premiers fondements d'une forte unité mécanique en France. Elle ne se contenta pas d'égaliser les droits des provinces et de détruire les barrières qui les séparaient les unes des autres, elle anéantit la division ancienne, naturelle et historique de la nation en provinces et introduisit à la place la division artificielle et tout à fait mécanique en départements, dont les frontières n'avaient d'autre raison d'existence que d'exister dans les esprits de quelques hommes d'Etat comme Mirabeau, Monnier, Malmet, l'Abbé Sieyès et quelques autres administrateurs et doctrinaires de génie, qui voulaient tailler la France selon leur système et qui au fond de leurs cœurs s'intéressaient beaucoup plus à la puissance extérieure de la France qu'à sa liberté. Jusqu'alors la vie intellectuelle et morale, politique et sociale de la nation française n'était pas tout à fait concentrée à Paris, mais restait presque également répartie sur le pays entier, dans grands centres d'un autre ordre qui formaient les capitales des provinces. Mais après leur destruction systématique elle a quitté le pays et, se portant tout à fait sur Paris, la première et unique capitale, le munit de cette prépondérance affreuse, qui alors devint le malheur de la France et reste encore de nos jours la cause première de son esclavage ; tant [que] cette puissance exagérée subsistera, il suffit de devenir maître de Paris pour soumettre toute la France. Ce fut le premier pas, le premier pas décisif vers cette centralisation politique abominable, qui non seulement rend la liberté impossible en France, mais de plus menace en permanence la liberté en Europe. L'Assemblée Constituante s'aperçut du danger et essaya de le diminuer en donnant une autonomie presque totale à chaque commune et en ordonnant que les nouveaux départements soient gouvernés par les employés et les conseils généraux, avec indépendance réelle en tout ce qui concerne l'administration intérieure. L'expérience prouve que ce n'était pas assez. On ne crée pas selon le plaisir, et pour ainsi dire d'une manière mécanique, des autonomies provinciales qui ne peuvent être réelles et vivantes, lorsqu'elles ne sont pas créées organiquement par l'histoire et fondées sur les caractères différents du peuple³³⁹, sur ses traditions, sur ses coutumes et mœurs, pas moins que sur ses intérêts et besoins locaux. Il est impossible

³³⁹ On songe à Hegel : Qui doit faire la Constitution ? demande-t-il dans les *Principes de la Philosophie du Droit* : « Vouloir donner *a priori* une constitution à un peuple, même si par son contenu, cette constitution est plus ou moins rationnelle, c'est une initiative singulière, qui néglige précisément l'élément qui fait d'elle plus qu'une simple vue de l'esprit. Chaque peuple a, par conséquent, la constitution qui lui est appropriée et qui lui convient. » § 274. (Vrin.)

d'improviser tout cela d'un trait de plume quelque éloquent et patriotique qu'il soit. On ne soumet pas la vie à l'arbitraire. Les nouveaux départements restèrent ainsi sans vie, c'étaient des autonomies ingénieusement imaginées mais sans aucune faculté de se mouvoir ; des machines très commodes pour la centralisation bureaucratique, mais par là incapables de conserver contre celle-ci la liberté de la France.

Les Girondins, c'est le nom que l'on préférerait pour le parti de la liberté de la Convention Nationale, comprirent cela et conçurent l'idée de restituer la division naturelle et historique de la France en provinces, avec la différence importante, de donner au lieu des états provinciaux, essentiellement monarchiques et privilégiés, à chacune d'elles une constitution intérieure, libre, sur le principe d'élection nationale et de les lier organiquement dans un lien national par une constitution politique, puissante. Ce fut une idée bonne et juste mais irréalisable pour l'époque. Elle dut échouer pour plusieurs raisons, en premier lieu parce que suivant les intentions des Girondins, ce projet était chargé de graves fautes et portait l'empreinte d'un esprit aristocratique particulier. Le parti des Girondins comprenait presque unanimement des cœurs nobles, dévoués corps et âme à la cause sacrée de la liberté. C'était le parti le plus intelligent de la Convention Nationale, l'expression la plus riche, la plus universelle et la plus heureuse de l'esprit du siècle, non seulement en France mais en Europe, et comme on sait, les génies ne manquaient pas au 18^e siècle. Les Girondins ne comprirent quand-même pas comment prendre garde d'une fausse route, où même les gens les plus intelligents allaient s'égarer, c.à.d. le mépris et la méfiance des masses populaires, un mépris et une méfiance qui se fondent dans leur ignorance nécessaire. Ils ne se fièrent qu'en l'esprit cultivé et versé et méprièrent l'esprit naturel et pratique du peuple qui, quoique manquant de culture et de formes artistiques et érudites, n'est pas moins réel, ferme et énergique, et souvent plus riche en pressentiment et instinct qu'un esprit surchargé et opprimé par des connaissances inutiles, affaibli et accablé par la discipline pédante des gens instruits. Ce furent ce que l'on appelle en un mot les *aristocrates de l'intelligence*. Ceux-ci veulent tout pour le peuple mais *rien ou à peu près rien par le peuple*. Eux-mêmes nobles et libres de tous calculs ambitieux, ils ignoraient que l'on ne trouve rien d'aussi asthmatique, d'aussi las et en même temps d'aussi pauvre d'esprit et vide de noblesse, d'aussi accablant, tyrannique et inquiétant pour les masses populaires qu'un groupe ou une classe de gens qui, en occupant envers eux la position des représentants accrédités et éclairés, pour cela les prennent pour

condamnés aux ténèbres éternelles et par conséquence à l'esclavage éternel.

Que l'on n'objecte pas que l'aristocratie de l'intelligence ne serait que par hasard une aristocratie qui elle-même cherche à se diffuser et à disparaître en propageant les lumières parmi les masses. Une telle assertion contredirait tout ce que l'on sait de la nature humaine, tout ce que l'histoire nous enseigne. Tous les droits exclusifs, tout privilège, tendent toujours à se conserver et à se concentrer. Prenez un groupe d'hommes capables, et mettez-les pendant un certain temps dans une position privilégiée, exclusive, et ils deviennent mauvais. Mettez toute l'humanité à genoux devant un homme de génie et il s'y laissera prendre. L'homme est intelligent et bon tant qu'il ne se considère pas supérieur aux autres et il n'est un génie vivant et utile que tant que son intelligence et ses actions sont les expressions de l'esprit et de la volonté du monde entier. D'autre part, l'histoire nous prouve que les castes n'ont produit que des parias et que les académies scientifiques, artistiques et littéraires, une sorte de corps avec brevet d'intelligence, au lieu de servir son cours et son progrès, l'ont toujours fixée et au lieu de répandre les lumières dans les masses populaires, les ont toujours conservées pour elles-mêmes en excluant strictement toute autre église et toute autre coterie.

1864. – Lettre de Londres

Novembre 1864

À l'*Aftonbladet*³⁴⁰

Londres, le 8 novembre³⁴¹

Probablement les journaux ont-ils déjà communiqué que Müller³⁴² fut condamné. Vous avez certainement admiré la haute impartialité avec

³⁴⁰ *Aftonbladet*, 15, 17, 19 novembre 1864, Stockholm. Original en français. Publié d'après la première publication

³⁴¹ La date est fictive : le 8 novembre Bakounine n'était plus à Londres.

laquelle la cause fut plaidée aussi bien de la part du *Solicitor General* que de celle du *Lord Chief Baron*. Les preuves des crimes de Müller étaient incontestables : les moyens de procédure ne manquaient pas. Vous savez sans doute avec quelle passion toute la population allemande à Londres se chargea de sa cause, et non seulement les Allemands de Londres, mais de toute l'Allemagne. Le pauvre Müller était à leurs yeux un héros, un martyr national. La justice anglaise l'aurait poursuivi jusqu'aux États-Unis, non parce qu'il avait assassiné Briggs, mais parce qu'il était Allemand. Cela aurait été la revanche de l'Angleterre contre les grands triomphes de la politique allemande en Danemark. Cette supposition semble un peu ridicule, n'est-ce pas ? – Mais les Allemands sont un brave peuple, ils ne craignent pas le ridicule lorsque celui-ci est lié à une injustice, et avec ces instincts despotiques qui caractérisent leurs gouvernements, ils ne renoncent jamais à soutenir³⁴³, à protéger et si on leur demande, à enflammer les revendications et opinions injustes du peuple allemand. Le parti qu'ils en tirent est net : plus le peuple allemand sera aveugle, plus durera son esclavage intérieur. Dans l'affaire affligeante de Müller l'aristocratie allemande et les représentants des cours allemandes ont pris parti pour Müller. Un comité allemand fut formé pour l'élaboration de sa défense. On n'avait économisé ni recherches, ni autres mesures, ni argent, en lui donnant comme défenseur une des plus grandes célébrités du corps des avocats de Londres, M. Parry. Eh bien, tout cela n'eut qu'un seul effet : c'est-à-dire que la nature criminelle de Müller devint plus claire que jamais. Déjà condamné à la peine capitale, il sera pendu dans peu de temps. À mon avis ce n'est qu'à partir de ce moment qu'il commence à devenir intéressant. Quel que peut être le crime perpétré, je prends toujours le parti du condamné à mort, non pas d'un point de vue allemand, mais purement humain. À mes yeux la peine capitale est une barbarie basse et stupide³⁴⁴.

³⁴² Franz Müller était un jeune allemand qui vivait Londres et fut accusé du meurtre d'un employé de banque – le premier crime perpétré dans un train. Il ne put être arrêté en Angleterre car il avait pris le bateau pour les États-Unis. Arrêté avant d'avoir pu débarquer, il fut extradé en Angleterre, jugé et condamné à mort. L'affaire passionna l'opinion publique anglaise et allemande pendant des mois. Bakounine n'évoque sans doute cette affaire que parce que se déroulait au même moment un conflit territorial entre la Prusse et le Danemark sur les duchés de Schleswig et de Holstein.

³⁴³ Le texte de l'IISG dit : « soutenir ». Texte suédois : « underlåta dessa aldrig att understödja ».

³⁴⁴ L'exécution de Müller se passa dans des conditions sordides. Il avait toujours nié être l'auteur du crime. Toujours, ou presque. Pour l'opinion publique anglaise, il

On s'est beaucoup occupé du voyage du prince et de la princesse de Wales aux pays scandinaves. On fut bien reconnaissant de la réception cordiale à Stockholm. En général on peut dire que toutes les classes de la société anglaise, tous les Anglais – sauf peut-être une seule personne, qui maintenant à demi rongée d'inquiétude, malheureusement se trouve à la tête d'eux tous – sont également favorables à l'union de la Scandinavie. Et une sympathie naturelle, basée aussi bien sur les intérêts de la Grande-Bretagne que sur les amitiés de politique, de religion et de race. Mais je m'empresse d'ajouter que c'est une sympathie tout à fait platonique qui ne promet rien ou à peu près rien aux pays scandinaves. Les ministres de ce pays seraient bien naïfs de s'y fier, *car il y a un parti défini dans l'opinion publique en Angleterre, qui est de ne se mêler en aucune façon aux affaires extérieures de l'Europe*. Ce que l'on reproche aux ministres de la reine, ce n'est pas d'avoir refusé de faire la guerre pour aider le Danemark : mais d'avoir ridiculisé l'Angleterre aux yeux de l'Europe par des mesures, comme on ne l'ignorait pas, qu'ils ne pouvaient et ne voulaient pas prendre, et d'avoir entraîné le Danemark dans une guerre dévastante par des promesses qu'ils n'avaient pas la moindre intention de tenir. Conformément à ³⁴⁵ cette loi de la nature humaine qui dit que celui ³⁴⁶ qui commet des fautes se réjouit, se console ³⁴⁷, et de quelque manière s'étonne de voir les autres tomber dans la même faute, qu'il a commise lui-même, les Anglais cherchent la cause dans la conduite du comte Manderström ³⁴⁸, qui en sa qualité de ministre scandinave –

fallait en effet qu'il soit coupable. On lui dépêcha au dernier moment un prêtre qui lui demanda d'avouer. On ne sait pas ce que Müller déclara, mais le prêtre affirma ensuite qu'il avait, au dernier moment, reconnu être l'auteur du crime. Tout le monde fut rassuré. Si la première victime de cette affaire fut Müller, la seconde fut le prince du secret de la confession...

³⁴⁵ Texte de l'IISG « Selon ». Texte suédois : « I enlight ».

³⁴⁶ Texte de l'IISG : « chacun ».

³⁴⁷ Texte de l'IISG : « se conforte ». Suédois : « tröstar ».

³⁴⁸ *Christofer Rutger Ludvig Manderström* (1806-1873), ministre suédois des affaires étrangères entre 1858 et 1868. En mars 1863 eut lieu à Stockholm un meeting sur la Pologne dont il est possible que Bakounine soit pour quelque chose. Il arrive à Göteborg le 3 mars en direction de Stockholm.

Mandelström déclara à ce sujet qu'il « n'attribuait pas beaucoup d'importance à cette réunion, du moment où l'on savait déjà la sympathie pour la Pologne être aussi forte, et aussi générale, qu'on la voyait presque partout. » Mandelström était favorable à une prompt répression de l'insurrection polonaise car elle « ne pourrait pas constamment tenir la tête aux Russes, et que l'empereur ne voudrait jamais traiter avec la révolte armée, – plus elle durerait et plus Sa Majesté serait irritée et opposée aux concessions ultérieures. » Lettre de Jeringham à John Russel, Foreign secretary, in *La*

prétend-on – avait vis-à-vis du Danemark des devoirs de sympathie et d'intérêt beaucoup plus importants que l'eut l'Angleterre.

Mais quoi que les Anglais disent et fassent, ils se reconnaissent quand-même humiliés. Ils comprennent qu'ils ont perdu beaucoup de leur *prestige* et qu'ils sont de moitié moins estimés en Europe qu'auparavant. Le *Times* cherche à les reconforter avec des arguments qui ne manquent pas de justesse. À l'occasion d'un discours du mayor Beresford – où l'honorable mayor, dernier rejeton³⁴⁹ du parti tory – prétendait que le ministère anglais par sa politique dans la question danoise avait détruit tout le prestige dont l'Angleterre jouissait autrefois en Europe, le *Times* rappela que l'on trouvait le même argument dans la bouche de l'opposition depuis la guerre américaine et les guerres de Pitt contre la révolution et contre Napoléon, après les affaires grecques, et encore plus tard après la guerre de Crimée – mais malgré tout cela, dit le journal, nous trouvâmes en 1863 comme aujourd'hui l'Angleterre en situation de *premier arbitre de l'Europe*. Cela prouve – ajoute-t-elle – que ce que l'on appelle le *prestige politique*, n'est jamais quelque chose de purement historique, le résultat et le fruit des actions du passé, mais quelque chose de plus simple et de plus compréhensible, c'est-à-dire *l'évaluation juste de sa puissance et de ses intentions présentes*. L'Angleterre est prête à entrer en guerre sous certaines conditions et si elle jette le poids de ses armes dans la balance, on sentira ce poids. L'Angleterre ne le fera ni en hâte, ni souvent, mais elle le fera sous certaines conditions, on pourrait presque dire périodiquement, et l'Angleterre aura toujours assez de force et de volonté pour utiliser cette puissance pour conserver un rang respecté dans le grand conseil des nations – et c'est tout ce qu'elle désire.

De tout cela, une chose devient tout à fait claire, c'est qu'en Angleterre, l'opinion publique se déclare de jour en jour d'une manière plus décidée pour la conservation de la paix à tout prix et pour l'observation à peu près absolue du principe de non-intervention dans les affaires du continent. Et cela n'est pas seulement l'opinion gouvernementale, qui est celle de la haute bourgeoisie, c'est aussi bien

Pologne et la diplomatie ; recueil des documents officiels distribués au Parlement anglais, suivi des notes des trois puissances de la réponse russe, de la dépêche de Lord Napier à Lord Russell, et de la dépêche du gouvernement national polonais au prince Czartoyiski, John Russel, Paris, E. Dentu, p. 166.

³⁴⁹ Texte de l'IISG : « scion ». Le texte suédois dit : « ättlingen », littéralement « scion » (Littré : « Petit brin, petit rejeton tendre et très flexible d'un arbre, d'un arbrisseau. »)

l'opinion du parti de la noblesse, celle du parti progressiste, du parti de Manchester, représenté par Cobden et Bright, les Wilson³⁵⁰ et en partie par Gladstone et de Milner Gibson³⁵¹, tous les deux membres du cabinet présent.

On avait cru jusqu'alors qu'il y aurait une question qui pouvait secouer l'Angleterre de sa position pacifique – la question orientale. Alors lisez seulement le discours prononcé il y a peu de temps par Lord Stanley à ses électeurs. L'opinion prononcée par quelqu'un comme Lord Stanley est toujours de grande importance³⁵². Et elle le devient plus, de jour en jour, lorsque l'on prend en considération l'infirmité politique et médicale des deux chefs du parti libéral-conservateur : Lord Palmerston et Comte Russell³⁵³. Le monde politique reconnaît dans la personne de Lord Stanley un de ses chefs futurs. Dans la classe moyenne on désigne comme tels, Milner Gibson, Cobden, Gladstone, les deux premiers membres du parti de Manchester, le dernier un peilien. On n'ose pas encore nommer John Bright qui par le

³⁵⁰ *Richard Cobden* (1804-1865) était un industriel britannique et un homme d'État radical et libéral, l'un des fondateurs avec John Bright de l'Anti-Corn Law League, en 1838, à Manchester. L'objectif initial de la *League* était d'abolir la loi sur les grains, mais l'objectif s'élargit à l'abolition totale et unilatérale du protectionnisme.

John Bright (1811-1889), industriel et homme d'État libéral. Il fut l'un des plus grands orateurs de son temps et un critique de la politique étrangère britannique. Il fut un fidèle disciple et ami de Cobden.

George Wilson (1808-1870) était le président de la *League*. Organisateur remarquable, il supervisait toutes les activités de l'énorme machinerie de l'organisation.

³⁵¹ *William Ewart Gladstone* (1809-1898), homme d'État libéral et quatre fois Premier ministre du Royaume uni.

Thomas Milner Gibson (1806-1884), homme politique britannique, d'abord conservateur, mais passé libéral, partisan du libre échange. Allié à Cobden, il fut élu au Parlement en 1841, puis fit partie du gouvernement de Palmerston.

³⁵² Sans doute *Edward Stanley, 15^e comte de Derby* (1826-93). Elu au Parlement en 1848. Secrétaire aux colonies et à l'Inde (1858-59) et secrétaire aux relations étrangères (1866-68). Il fit une brillante carrière mais son principal talent fut sans doute d'avoir su décliner les offres « peau de banane » qu'on lui faisait. Pendant la crise de la question d'Orient il mena une politique indépendante. La « question d'Orient » ne fait pas référence à un problème particulier mais à l'ensemble des problèmes soulevés par le déclin de l'Empire ottoman et le sort des territoires européens dominés par les Turcs – territoires qui suscitent des convoitises. La guerre de Crimée, contemporaine de Bakounine (il était alors enfermé dans une forteresse russe) est l'un des événements marquants de cette « question d'Orient ».

³⁵³ Né en 1784, Palmerston a alors 80 ans. Il mourra peu après que Bakounine eût écrit ce texte, le 18 octobre 1865. John Russel, né en 1792, a alors 72 ans.

radicalisme de ses principes effraye une grande partie de l'opinion anglaise et qui d'autre part s'est un peu ridiculisé en poussant son amour quackérien de la paix jusqu'à l'outrance. Mais dans l'aristocratie, autrefois si riche en hommes d'Etat, on compte alors seulement sur un seul – Lord Stanley.

Fils aîné du comte Derby, le chef éloquent et fameux des Tories actuels, Lord Stanley fut élu par les Tories à la Chambre des Communes, il y fut introduit comme Tory mais il s'est toujours comporté en radical, au plus grand étonnement et à la plus haute consternation des Tories. Son dernier discours à ses électeurs a ému tous les journaux conservateurs de l'Angleterre, du *Times*, la feuille du parti Tory, jusqu'au *Morning Post*, l'organe de Palmerston. Le chagrin de ce dernier journal est néanmoins tout à fait naturel, car le propos de Lord Stanley fut en fait le discours d'un héritier, attendant le décès prochain du propriétaire. C'est en fait un nouveau programme étonnant par sa hardiesse et par sa haute sincérité et simplicité. Lorsqu'il parle, par exemple, de la question orientale qui, il y a quelques années, fut capable d'exaspérer toute l'Angleterre, il déclare que la dissolution de l'empire turc n'est qu'une affaire de temps et cela, croit-il, en très peu de temps. Les Turcs en ont fini avec leur rôle dans l'histoire. Ils ont eu leurs jours de gloire, mais cette époque est révolue. « Et j'admets – ajoute-t-il – que je ne peux expliquer la décision de nos vieux hommes d'Etat (Palmerston et Russell) de soutenir à tout prix la Turquie, même contre toute justice et équité, par l'influence d'une vieille tradition politique. Je crois que nous nous rendons coupables envers les races jeunes et pleines d'avenir, slaves et grecques, qui, quoi que nous en pensions, seront en peu de temps les races dominantes en Orient, et je crois que de cette manière nous empêchons le progrès dans ces vastes contrées, dont le développement est quand même pour nous, les plus grands marchands du monde, plus important que tout autre. J'admets que l'Angleterre est intéressée à la neutralité de l'Egypte ; il y a un certain intérêt, quoique plus petit, que Constantinople ne soit pas la proie d'une des grandes puissances nordiques ; mais sauf ces deux propos, je ne vois pas ce que l'Angleterre pourrait craindre d'un changement radical et d'une victoire des races opprimées en Turquie. Quoique cela ne se pose pas pour le présent comme question pratique, j'ai la conviction intime qu'elle le sera dans peu de temps. »

Les idées de Lord Stanley sur la situation présente de l'Allemagne sont aussi claires et distinctes et – je le pense – elles ne réjouiront pas les patriotes allemands. « Il y a une part de l'Europe, dit-il, où nous verrons

de grands changements dans peu de temps. Je parle de l'Allemagne. Il est vrai que le jugement sur le mécanisme étrange³⁵⁴ que l'on appelle la Confédération Allemande a déjà été porté, et au moins en partie exécuté, et que la situation de l'Autriche et de la Prusse, sans parler de la jalousie des deux grands Etats voisins de l'Allemagne, rendent de jour en jour plus impossible l'unité d'intention et d'action entre les différents pays allemands. Ne restent pour l'Allemagne que deux alternatives : ou bien les petits Etats se réunissent pour se protéger les uns les autres contre les usurpations de la Prusse et de l'Autriche – en ce cas cette fédération par nécessité va tomber sous l'influence prépondérante de la France – ou bien ceux-ci considérant leurs rapports militaires, diplomatiques et leur situation géographique, et suivant leurs tendances religieuses et politiques, les uns vont se réunir à la Prusse, les autres à l'Autriche. Cette dernière alternative me paraît la plus vraisemblable, et dans ce cas, j'espère que l'Angleterre ne va se mêler à aucun égard de cette affaire, et qu'elle va élever la voix pour chercher à l'empêcher. L'existence de toutes ces petites souverainetés allemandes est tout à fait inutile. Elles provoquent comme nous le voyons, des prétextes de guerres ; plus vite elles disparaîtront de la carte de l'Europe, mieux ce sera. »

On voit que lord Stanley, en vrai lord anglais qu'il est, n'envisage pas une troisième option, qui serait un nouveau mouvement populaire, la révolution qui, bien qu'elle a sommeillé en Europe pendant quinze ans, n'a cependant pas encore pris congé et peut ouvrir à l'Europe de nouveaux horizons, inconnus à leurs hommes d'Etat.

Mais ce qu'il y a de plus intéressant dans le discours de Lord Stanley, ce sont ses opinions franches sur la politique intérieure de l'Angleterre. La politique intérieure, la réforme électorale, les lois désuètes, forment autant de forteresses dont le principe de naissance et le monopole des capitaux se sont entourés pour se conserver et pour se protéger contre les usurpations tout à fait justifiées et bienfaites de la démocratie ; l'extension des droits politiques et du droit de vote aux classes laborieuses, c'est le problème qui réunit de nos jours tous les partis politiques de l'Angleterre.

On s'aperçoit que de grands développements approchent : que les vieux partis politiques, Tories et Whigs, sont morts, que les vieilles questions, qui furent discutées entre les aristocrates conservateurs et libéraux, sont mortes, et qu'il n'est plus possible d'ajourner la solution des questions nouvelles et brûlantes, qui sont mises à l'ordre du jour et qui, si

³⁵⁴ Texte de l'IISG ; « artificiel ». Texte suédois : « konstig ».

elles ne sont pas résolues de façon légale et constitutionnelle, vont se résoudre de façon révolutionnaire. La population ouvrière nombreuse et puissante, qui rend honneur, richesses et puissance à l'Angleterre, mais qui est frustrée par une législation injuste de tous ses droits politiques, s'agite, s'émeut, s'associe sur toute l'étendue de l'Angleterre et de l'Ecosse pour demander l'accès à la vie politique,

Quoique sympathisant avec toutes les questions justes, nationales et populaires en Europe, comme elle le prouve par son attitude dans la question danoise et l'accueil magnifique qu'elle a donné au héros des cercles populaires, Garibaldi – elle ne désire pas non plus la guerre aujourd'hui ; mais pas par égoïsme, car elle a prouvé son manque d'égoïsme pendant la crise du coton qui lui coûta tant de souffrances affreuses. Cela ne l'empêcha pas, malgré les insinuations malhonnêtes de toute l'aristocratie et de la bourgeoisie, de soutenir sincèrement et unanimement, contre ses propres intérêts, les Etats d'Amérique du Nord contre les Etats du Sud qui se livrent à l'exploitation des esclaves et à la culture du coton.

Si elle s'oppose à la guerre, ce n'est pas par égoïsme, mais parce qu'elle n'ignore pas qu'une guerre européenne, à la longue, va ajourner la solution des grandes questions intérieures, et parce qu'elle comprend que le peuple anglais ne peut mieux servir la cause de l'émancipation radicale et universelle en Europe qu'en poussant bien en avant la liberté dans son propre pays. Ainsi tous les partis s'arment et se préparent à la grande bataille qui va peut-être éclater en 1865, au plus tard deux ans après. Car en 1865, la législature de la Chambre des Communes va expirer, et sans aucun doute les nouvelles élections vont introduire des questions tout à fait nouvelles et un nouveau mouvement dans la vie intérieure de l'Angleterre.

Stockholm, le 17 nov.

Lettre de Londres (suite)

(Par le correspondant de l'*Aftonbladet*.)

Londres, le 10 novembre.

Dans ma première lettre j'ai qualifié Lord Stanley de radical. Et il l'est indéniablement en comparaison avec les deux partis à peu près éteints, les Whigs et les Tories, mais il ne l'est point en comparaison avec le nouveau parti libéral démocratique, dont nous saluons en ce

moment la naissance. Vis-à-vis de ce parti, Lord Stanley semble vouloir créer un nouveau parti aristocratique et conservateur, qui, quoiqu'en ayant recours à une masse de lois obsolètes qui défigureraient jusqu'alors la législation et la vie politique en Grande-Bretagne – et quoique paraissant préparé à faire en même temps les plus grandes concessions aussitôt que celles-ci seraient prises au sérieux par l'opinion publique, il s'efforce quand-même, et va toujours s'efforcer, de protéger contre cet esprit de réforme hardi et nouveau, les trois premières bases de chaque conservatisme aristocratique en Angleterre : le droit d'aînesse, les lois exceptionnelles sur la propriété et la cession de la terre et le privilège du droit de suffrage des *boroughs* dans les villes – c'est-à-dire les trois points qui aujourd'hui sont attaqués avec grande fureur par les chefs de l'école de Manchester, Cobden et Bright.

En ce qui concerne la question de la réforme du suffrage, Lord Stanley s'est exprimé avec la plus grande clarté : « Je considère qu'il est inutile » dit-il, « de discuter cette question à fond tant que nous ne savons pas comment le gouvernement présent va essayer de la résoudre et dans quel esprit il va le faire. Je suis sûr d'une seule chose, c'est que tant qu'une mesure limitée ne suffira pas au parti demandant cette réforme, une mesure plus ample ne pourra pas être réalisée si elle n'est pas soutenue fortement par les passions réveillées du peuple. Ce serait une erreur de croire qu'une réforme qui aura pour conséquence que le pouvoir passe des mains d'une classe à l'autre puisse se réaliser facilement dans le calme, au moyen de discussions amicales et paisibles. Souvenez-vous de l'année 1832. À cette époque, la classe moyenne et la classe ouvrière se sont réunies d'un côté, et de l'autre côté il n'y avait que quelques centaines de personnes, intéressées à conserver les *rotten boroughs*³⁵⁵. Mais vous vous souvenez très bien que la réforme électorale, adoptée quand même, de justesse, agita tout le pays d'un bout à l'autre. Et aujourd'hui ce n'est pas la noblesse mais c'est la grande classe moyenne, comprenant à peu près tous les propriétaires terriens de l'Angleterre, qui constitue la classe la plus puissante du pays, c'est la classe qui possède et qui de nos jours détient la puissance politique suprême, et cette classe ne me semble

³⁵⁵ « Rotten borough » (bourg pourri). Une circonscription électorale dont la population avait diminué mais qui continuait de posséder une représentation électorale, indue. Les « bourgs pourris » permettaient à des candidats d'être facilement élus. Tom Paine faisait remarquer que « la ville de Old Sarum, qui contient à peine trois maisons, envoie deux membres [au Parlement] ; et la ville de Manchester, qui a plus de soixante mille âmes, n'a le droit d'en envoyer aucun. » Tom Paine, *Rights of Man*, 1791.

préparée à faire aucune concession volontaire. D'autre part, je ne trouve encore parmi les classes ouvrières aucun mouvement assez puissant, assez passionné pour forcer l'autre côté à fléchir. »

Former un tel mouvement populaire passionné – c'est ce que les efforts combinés des libéraux démocrates de Manchester et des unions ouvrières démocratiques socialistes ont en vue. Mais avant que je m'explique sur ce mouvement je voudrais dire quelques mots sur M. Gladstone, une des personnalités les plus remarquables de notre temps, et qui par son discours hardi sur la nécessité de donner des droits politiques à la classe ouvrière – discours au Parlement – s'est placé comme le Premier ministre futur. M. Gladstone est d'une intelligence puissante aussi bien théorique que pratique, un des hellénistes les plus célèbres de notre temps, un grand orateur, le premier financier de l'Europe et – un hypocrite parfait. Autrefois Tory conservateur, il passa avec Sir Robert Peel³⁵⁶ dans le camp des libéraux. Depuis lors il a été, comme ministre, le grand réalisateur de la grande pensée du libre-échange, le grand destructeur du système féodal protectionniste. Et cela est à son honneur.

Mais, toujours claire et perspicace, saisissant le juste, son intelligence, même lorsqu'elle n'impressionne pas son cœur, ne juge jamais de manière désintéressée ou sincère – si peu sincère que le grand helléniste, l'homme éclairé, fit il y a peu de temps, à l'université de Cambridge – dont il est le chancelier – un discours en faveur des privilèges de l'Eglise épiscopale. Son intelligence, dis-je, lui a permis de concevoir et de proclamer une autre grande vérité économique qui ne pouvait pas rester ignorée de toutes les sociétés européennes dans la mesure où celles-ci deviennent plus démocratiques, et qui est, que l'unique impôt juste et logique est l'impôt direct, tandis que tout impôt indirect reste une méthode hypocrite et perfide d'exploitation des masses populaires sans que celles-ci ne s'en aperçoivent et sachent qui en est coupable.

Et Gladstone, l'hypocrite, Gladstone le circonspect, eut le courage de proclamer cette vérité. Il faut lui en tenir compte tout comme il nous faut le juger assez sévèrement pour quelques actions moins honorables, p.e.

³⁵⁶ *Robert Peel* (1788-1850), homme politique britannique, dirigeant de l'opposition Tory à la Chambre des communes de 1830 à 1834. Premier ministre de 1834 à 1835 et de 1841 à 1846. Partisan du libre échange. Pour l'anecdote, il dut sa première élection à la chambre des Communes à un *rotten borough* dans lequel seuls vingt-quatre électeurs étaient inscrits.

l'affaire de l'Eglise épiscopale³⁵⁷, ou l'autre concernant le départ à peu près forcé du général Garibaldi³⁵⁸, où Gladstone joua un rôle peu honorable. Une histoire assez piquante fut aussi le premier de ses discours de l'année dernière en faveur des classes ouvrières. Cela survint comme un éclair dans un ciel clair et sans nuages. Pourquoi – dit-on – lui le ministre, le membre d'un cabinet qui sous le prétexte de libéralisme nourrit un conservatisme pur sang, se prononce-t-il si franchement, sans aucune pression extérieure et sans aucune nécessité apparente, et défend-il devant un parlement effrayé la cause d'une réforme qui ne va pas seulement bouleverser le ministère, mais anéantir le parti dont il est le représentant. On pouvait à peine en croire ses oreilles. Personne d'abord ne comprit comment cette affaire s'est passée. Et quand même, l'énigme était facile à expliquer. – Lord Palmerston, âgé de 80 ans, souffrait alors d'une de ces affreuses attaques de goutte qui déjà plusieurs fois l'avaient porté jusqu'au seuil de la tombe. Et cette fois l'attaque était plus violente que jamais ; on crut qu'il allait y succomber. Si Lord Palmerston mourrait vraiment, ce ne serait probablement pas ce pauvre Lord John Russell, à peu près aussi vieux que Palmerston mais beaucoup moins intelligent, qui conserverait ce ministère et ce parti, composé de membres impuissants et infirmes.

³⁵⁷ En 1838 Gladstone avait publié un livre, *The State in its Relations with the Church* (L'Etat dans ses relations avec l'Eglise), dans lequel il défendait l'idée que l'Etat devait promouvoir la défense de l'Eglise d'Angleterre. Entre 1856 et 1860 eut lieu une controverse à l'intérieur de l'Eglise épiscopale écossaise (de communion anglicane). Gladstone tenta de s'imposer comme médiateur. La controverse tournait autour de la présence réelle du Christ dans l'eucharistie, défendue par l'évêque de Brechin, Alexander Forbes.

³⁵⁸ Garibaldi était un personnage gênant, considéré par les différents gouvernements européens, y compris l'italien, comme à peine moins qu'un bandit, mais il était le héros des éléments radicaux en Angleterre, qui l'invitèrent. « La stratégie de Palmerston était de le confiner à Londres, de l'entourer étroitement d'une quantité d'admirateurs respectables, et de se débarrasser de lui aussi vite que possible. L'un de ses principaux instruments dans la réalisation de cet objectif était Gladstone. » (*Gladstone*, vol. I, Richard Shannon, p. 502, University of North Carolina Press, 1984.) La visite du général italien créa beaucoup d'agitation. Garibaldi fit savoir à une amie, Mrs Schwabe, qu'il s'était « rendu compte avec chagrin que le gouvernement anglais considérait comme embarrassante la prolongation de son séjour en Angleterre ». Vers la même époque, Bakounine entra en relations avec Garibaldi et il lui rendit visite en Italie. Les hommes politiques anglais qui rencontrèrent le *generalissimo* semblent avoir été frappés par la vacuité de son discours.

Un nouvel âge commence à poindre pour l'Angleterre et M. Gladstone, qui est trop intelligent pour ne pas comprendre que ce qui est une fois mort, est tout à fait mort, et par conséquent ne peut servir d'appui à personne, a ainsi voulu se créer parmi les classes ouvrières un nouveau soutien pour un nouveau pouvoir. Mais on vit subitement le vieux malade à la mort, l'immortelle *Pam*³⁵⁹, comme les Anglais l'appelaient, revenir à la vie ; et Gladstone, pris sur le fait de trahison et de mauvaise foi par le Premier ministre, encore si puissant dans toute son impuissance, fut forcé de faire amende honorable et d'effacer l'impression du premier discours par un deuxième, également à la chambre des Communes.

Mais cette impression ne dépendait plus de lui-même. Le discours fut rendu public dans toute l'Angleterre et y suscita un immense écho³⁶⁰. Non parce que nul autre avant Gladstone n'avait aussi bien que lui, et peut-être mieux, défendu les droits des classes ouvrières. Mais ce qui était nouveau et si important, c'était que le premier homme de finances de la Grande-Bretagne, bien connu pour sa prudence et pour son instinct politique sûr, avait cru l'heure venue et que les gens pratiques et ceux qui aspirent à la puissance, pouvaient et devaient reconnaître leurs³⁶¹ droits. Quoique le second discours fût humiliant pour l'honneur personnel de Gladstone, il n'eut pour effet que quelques condoléances et beaucoup de sourires ; mais Gladstone ne réussit point à affaiblir les impressions du premier discours ou à diminuer ses conséquences pratiques. On date de ce premier discours un nouveau mouvement politique dans les classes ouvrières – un mouvement qui, on l'espère, ne renoncera pas à son but avant de l'avoir atteint. En outre, M. Gladstone, lorsqu'il se trouva soutenu par toute la démocratie de l'Angleterre, se remit de son premier

³⁵⁹ « Pam » était le surnom de Palmerston.

³⁶⁰ En mai 1864, Gladstone déclara qu'il ne voyait pas pourquoi tout homme mentalement sain ne bénéficierait pas du droit de vote. La déclaration attrista la reine Victoria et rendit Palmerston furieux. Plus tard, il admit qu'une telle réforme ne pourrait avoir lieu que le jour où la classe ouvrière montrerait quelque intérêt pour la question. Bakounine sous-estime l'inertie formidable du gouvernement et les raideurs auxquelles Gladstone (qui est alors chancelier de l'Échiquier, c'est-à-dire ministre des Finances) doit faire face. Lorsque celui-ci voulut abolir les taxes sur le papier afin de faire baisser le prix des livres et permettre aux ouvriers de lire, il se heurta à une opposition féroce et le projet fut rejeté par la chambre des Lords ; pour la première fois en 200 ans les aristocrates rejetaient un projet fiscal, ce qui provoqua un scandale national. Gladstone dut avoir recours à un subterfuge pour faire passer le projet l'année suivante.

³⁶¹ « Leurs droits » : ceux des classes ouvrières.

effroi. On comprit sans doute que ni même la volonté vigoureuse de Lord Palmerston, ni la colère du misérable Lord John Russell ne pourraient le chasser du ministère. Sa destitution aurait pour conséquence la démission volontaire de M. Milner Gibson – cet ami célèbre et intelligent de Cobden et Bright, un des activistes les plus infatigables, qui accomplit sans le moindre bruit une des meilleures réformes de la législation commerciale de l'Angleterre. Avec la démission de ces deux hommes – les seuls vivants, les seuls reconnus, les seuls actifs dans ce cabinet mort, représentant un parti mort – le ministère entier tomberait. Et celui-ci une fois tombé, la dissolution du Parlement serait inévitable. Et Lord Palmerston et Comte Russell n'ignorent point que les nouvelles élections vont porter un parti dont ils ne resteront jamais les chefs. Et alors M. Gladstone, tout à fait sûr du maintien de sa place au ministère ³⁶², se rendit dans toutes les grandes villes de l'Angleterre, où répétant de nouveau les thèses principales de son premier discours et les développant avec encore plus de hardiesse, plus d'ampleur, il s'adressait très franchement aux passions politiques des ouvriers.

Et ces passions sont éveillées, pas seulement dans la classe ouvrière, mais aussi dans la classe bourgeoise démocratique, dont Manchester est la ville principale.

Stockholm, le 19 nov.

Lettre de Londres (suite)

(Du correspondant de l'*Aftonbladet*)

Londres, le 12 Nov. 1864.

L'école de Manchester ³⁶³ a subi des changements remarquables après ses grandes victoires dans les questions du blé et du libre échange. Elle se répandit considérablement quant à ses principes, comme quant à son activité. Triomphant durant les années 1846, 1847, 1848, elle sembla ensuite en sommeil depuis cette époque. Elle avait gagné au combat ouvert tout ce qu'elle demandait et semblait n'avoir plus de raison d'existence. D'abord Sir Robert Peel, puis M.M. Gladstone et Milner

³⁶² Son soutien à la réforme électorale valut à Gladstone de perdre son siège lors de l'élection de 1865.

³⁶³ On désigne ainsi un groupe d'hommes, parmi lesquels J. Bright et R. Cobden, à qui l'ont doit l'abolition des Corn laws et l'adoption du libre-échange par la Grande-Bretagne après 1846.

Gibson avaient réussi à tirer et à adopter du grand principe de libre échange toutes les conséquences pratiques, que l'école avait admises, et ainsi il ne leur restait qu'à saluer avec approbation toutes les tendances nobles et salutaires. C'est pourquoi on n'entendit presque jamais parler pendant treize ans, entre 1848 et 1861, de l'école de Manchester. Ce ne furent que les troubles et la guerre en Amérique du Nord qui l'éveillèrent de son sommeil prolongé.

Cette grande crise du coton fit époque dans l'histoire de l'Angleterre. En premier lieu, elle montrait plus que toute autre chose jusqu'à cette époque, l'abîme sur lequel se fonde la prospérité aussi exaltée de l'Angleterre. Une seule guerre étrangère a réussi à ôter le pain et le gain à des centaines de milliers d'ouvriers. C'est dangereux, si on considère cela d'un point de vue humain, mais extrêmement risqué, d'un point de vue politique. En outre, cette crise dangereuse a dévoilé toutes les ressources de force morale, de raison pratique et de conviction démocratique pure qui se cachent sous les mœurs grossières des ouvriers anglais – et en même temps tout l'égoïsme perverti des classes conservatrices de l'Angleterre.

Depuis longtemps jaloux de la grandeur croissante de la jeune race de l'Amérique du Nord, haïssant de tout son âme l'esprit général démocratique qui l'anime et craignant avant tout que l'exemple éblouissant du triomphe glorieux de la démocratie et sa prospérité florissante puissent influencer les masses du peuple anglais, les aristocrates des généalogies et des banques regardaient avec plaisir cette crise effrayante qui menaça de détruire et d'annihiler la république des Etats-Unis. Ils voulaient se servir de la crise de coton, conséquence inévitable de la guerre, qui créa tant de misère et tant de souffrances affreuses, pour monter le peuple anglais contre les Américains. Sans doute, s'ils avaient réussi, ils n'auraient pas seulement pris le parti des esclavagistes du Sud contre les républicains du Nord, mais ils leur auraient déclaré la guerre. Mais ils ne l'ont pas risqué. Ils ne l'ont pas risqué, parce que la masse des ouvriers, malgré toutes les souffrances causées par la guerre civile en Amérique, reconnurent dans les républicains du Nord, leurs frères, leurs alliés naturels et les représentants des grands principes de la démocratie, tout en restant sourds à toutes les insinuations perfides, à tous les chants de sirène des aristocrates.

Des articles de journaux insensés, des brochures du même calibre, des meetings – rien ne fut négligé par l'aristocratie pour entraîner la classe ouvrière. Tout fut inutile, les ouvriers restèrent inébranlables et plus que jamais des amis passionnés des institutions et de la puissance démocratique des Etats-Unis. Il faut attribuer ces beaux résultats surtout

aux vertus particulières des ouvriers anglais, mais aussi à part à la forte propagande et à l'activité de l'école de Manchester subitement réveillée. Réveillée – disons-le – parce qu'elle s'était reposée sur ses lauriers de 1847 et 1848 ; mais le bruit causé par son vieil ennemi l'aristocratie, agitée par de vilaines passions, la réveilla tout à coup de son sommeil et quand elle vit son ennemi s'agiter aussi vivement, elle se mit aussi à l'œuvre. Elle se réveilla, plus républicaine qu'elle ne le fut en s'endormant.

La monarchie en Angleterre est une institution aristocratique et non bourgeoise. Les bourgeois de Manchester ont toujours éprouvé une sympathie vivante et naturelle pour les frères d'Amérique du Nord. Mais dès l'instant qu'ils virent leurs frères et leurs institutions attaquées avec tant d'animosité par l'aristocratie anglaise, leur ennemi commun, cette sympathie devint passion, et ils comprirent que ce n'était pas seulement le républicanisme des Etats-Unis qu'ils aimaient, mais aussi les institutions républicaines, bourgeoises et démocratiques de ces Etats. Dès lors un parti républicain s'est formé à Manchester, qui compte parmi ses membres un grand nombre de riches marchands et dont le chef est M. John Bright. Ce parti a commencé à former une grande association pour soutenir les républicains des Etats du Nord, il a envoyé plusieurs de ses membres en Amérique avec l'intention de fraterniser avec ces républicains. Puis ils ont engagé une lutte acharnée contre l'aristocratie et l'ont attaquée à son point le plus vulnérable : le système du fidéicommiss et le privilège lié à la propriété de la terre. A peu près depuis un an, M. Bright parcourt toute l'Angleterre et déclare qu'autrefois l'aristocratie a pris, à tort, possession de la terre et que le paysan anglais est l'homme le plus malheureux du monde. Cobden le soutient dans cette lutte.

Le parti de Manchester a reçu avec satisfaction les pétitions de M. Gladstone et de Lord Stanley. Il salue en eux les futurs ministres mais, malgré tout, il ne se fait aucune illusion. Il n'ignore point que M. Gladstone est un hypocrite, qui ne le suivra que tant que forcé par la situation et par son ambition. Il sait aussi que Lord Stanley est un aristocrate de pur sang, qui forcément feint le radicalisme parce qu'il est trop intelligent pour ne pas comprendre les exigences du temps, mais qui cherchera toujours à ressusciter sous des formes nouvelles les privilèges et l'hégémonie de l'aristocratie. Mais en Anglais véritables et pratiques, les démocrates et bourgeois de Manchester se méfient des personnages mentionnés ci-dessus, et en même temps se protègent d'eux avec toutes

précautions nécessaires, cherchant à s'en servir, sous réserve de s'en débarrasser le plus tôt possible.

Le parti républicain de Manchester, en attendant, a fait quelque chose de grande importance : il a tendu la main aux associations ouvrières et fondé avec elles, à Manchester, un *Comité d'Union Nationale*, avec l'intention ouvertement proclamée de faire de l'agitation dans le pays en vue de l'élection imminente, c'est-à-dire pour ouvrir au parlement la voie à la représentation des masses populaires.

Ainsi on voit dans l'Angleterre de nos jours, tout le monde se préparer à la lutte. On a parlé, pendant un moment, de la dissolution prochaine du Parlement. Mais on semble y avoir renoncé et conclu quelque arrangement, pour le faire survivre jusqu'au terme de sa cessation légale, c.à.d. jusqu'en 1866, à moins qu'auparavant l'octogénaire Palmerston ne mourait, ce qui, selon les lois de la nature, pourrait se produire un de ces jours. Cette élection va ouvrir une nouvelle époque pour l'Angleterre – le mouvement démocratique et républicain. Après avoir sommeillé pendant quelque temps sous les libertés constitutionnelles, dont les autres classes plus heureuses ont joui à leur profit, cette fois le peuple anglais va lutter pour sa propre liberté et justement par là contribuer plus que jamais à l'émancipation du monde.

1864. – Catéchisme Révolutionnaire ³⁶⁴

a) Elimination absolue de l'influence divine dans les affaires humaines. Sans entrer dans la question philosophique de l'Absolu et de Dieu, il est certain qu'aussitôt que l'homme pose en dehors de sa raison et de sa conscience le principe régulateur de ses actes, il se déclare par cela même incapable de bien et destitué de tout droit propre.

³⁶⁴ Le « Catéchisme révolutionnaire » est extrait d'un document intitulé « Société internationale secrète de la Révolution. – Programme provisoirement arrêté par les frères fondateurs », datant de septembre-octobre 1864. Il en existe une autre version, plus complète, datée de 1866. Les deux versions du « catéchisme » de Bakounine ont parfois été confondues, par les meilleures plumes, avec le « Catéchisme du révolutionnaire » de Netchaïev. Il n'y a aucun rapport entre les deux textes.

Il est à noter que la rédaction du « Catéchisme » est légèrement antérieure aux « Lettres de Londres ».

De là, comme conséquence inévitable, une autorité supérieure, qui sous la forme d'Eglise, de Monarchie ou de Gouvernement autoritaire quelconque, substitue ses intérêts particuliers à l'intérêt de tous, l'arbitraire de son égoïsme et de sa cupidité aux lois éternelles de la justice, exploite en un mot tous les biens de la terre à son profit, et condamne les hommes sur cette terre à la misère et à l'Esclavage en les consolant par l'espoir d'une récompense dans le Ciel.

b) Affirmation de la raison humaine comme source unique de la vérité ; – de la conscience humaine comme base de la justice, – et de la liberté individuelle et collective comme source et base unique de l'ordre dans l'humanité.

c) La liberté de chacun n'est réalisable que dans l'égalité de tous. La réalisation de la liberté dans l'égalité est la Justice.

d) Exclusion absolue de tout principe d'autorité et de la raison d'Etat. La liberté doit être l'unique principe constitutif de toute organisation sociale, politique et économique. L'ordre dans la société doit être la résultante du plus grand développement possible de toutes les libertés locales, collectives et individuelles.

e) L'organisation politique et économique de la société doit partir, par conséquent, non plus, comme aujourd'hui, de haut en bas, et du centre à la circonférence, par voie de centralisation et par principe d'unité, – mais de bas en haut et de la circonférence au centre, par voie d'association et de fédération, conformément au principe de la liberté.

f) La liberté est impossible sans l'égalité ; mais l'égalité politique et sociale est à son tour impossible sans l'égalité économique.

Application politique : Exercice libre des droits individuels, absolus, inaliénables, imprescriptibles, garantis également pour tout le monde – Suffrage universel – République.

Application économique : Transformation de la propriété, du mariage et de la famille par l'abolition du droit d'héritage. – Tous les enfants des deux sexes et sans exception aucune, élevés et instruits sur le fonds d'héritage, aux frais et sous la tutelle de la communauté. – Le travail devenant l'unique titre de possession légitime pour chacun, l'unique base des droits politiques et sociaux de chacun, honoré, respecté comme la source principale de la dignité et de la liberté de l'homme, et rendu par là même, moralement et socialement, mais non

légalement obligatoire pour tout le monde. – Emancipation et organisation du travail par l'association libre – Juste répartition des produits, fondée sur la juste balance de la qualité et de la quantité du travail de chacun – Equilibre des forces et des intérêts – Réciprocité des services – Organisation du travail par l'association et la solidarité universelle – Solidarité économique universelle.

g) Le travail étant seul producteur des richesses, tout homme qui dans la société vit sans travail est un exploiteur du travail d'autrui, un voleur. – Chacun sera libre de mourir de faim, ou d'aller vivre dans les déserts ou dans les forêts parmi les bêtes sauvages. Mais aucun n'aura le droit d'exploiter ni de voler les autres. – Il se peut que la charité communale ou individuelle consentira à donner le minimum des moyens d'existence aux oisifs, mais ils seront méprisés et privés de tous les droits du citoyen.

Ceux qui par un accident difficile à supposer dans une organisation juste de l'économie sociale ne trouveraient point du travail, vivront aux frais de la communauté jusqu'à ce qu'ils en trouvent, sans perdre aucun de leurs droits. – Les enfants jusqu'à l'âge de leur majorité, les vieillards privés de soutiens et de moyens d'existence, les invalides, les malades seront entretenus par les communes.

h) Chacun sera libre de s'associer ou de ne point s'associer pour le travail. – Mais le travailleur isolé se privera alors volontairement des bénéfices énormes que présente le travail associé.

i) La femme différente de l'homme, mais non inférieure à lui, intelligente, travailleuse, libre comme lui, est déclarée son égale.

j) Le Mariage religieux et civil est remplacé par le mariage libre ³⁶⁵.

m) L'instruction gratuite et obligatoire pour tout le monde, depuis les écoles primaires jusqu'aux plus hautes institutions de perfectionnement, théorique et pratique, dans les sciences, dans les lettres, dans les arts et dans l'industrie – Sans autre réserve que celle de l'incapacité absolue de quelques élèves, et que celle de la nécessité et du droit pour chacun de choisir, après l'enseignement général, une spécialité quelconque.

³⁶⁵ Les paragraphes *k* et *l* semblent avoir été omis.

n) Les libertés nationales étant solidaires, les révolutions particulières de tous les pays doivent l'être aussi. Il n'y a plus des révolutions, il n'y a désormais, pour toute l'Europe et pour tout le monde civilisé, que la Révolution, comme il n'y a qu'une seule Réaction européenne et mondiale. Tous les intérêts particuliers des nations et surtout toutes les hostilités nationales doivent aujourd'hui se fondre dans l'intérêt unique et suprême de la Révolution qui assurera l'indépendance et la liberté de chaque nation par la solidarité de toutes.

L'indépendance et l'intégrité nationale est un droit naturel inaliénable comme celles de l'individu. – C'est un droit naturel, non historique, et qui ne revient qu'aux nations vivantes, réelles, non aux Etats historiques. De ce qu'un pays petit ou grand à été involontairement ou même volontairement uni à un autre pendant des siècles, il ne s'en suit pas qu'il doive subir cette union, s'il n'en veut plus. Les générations passées n'ont pas eu le droit d'aliéner la liberté des générations présentes ou à venir. Donc encore une fois, chaque nation, chaque province, chaque commune aura le droit absolu de disposer d'elle-même comme elle le voudra, de rompre ses alliances passées et présentes et de s'associer avec qui elle voudra. – Seulement par intérêt propre, rendue à sa complète liberté, chacun cherchera plutôt à s'unir qu'à se séparer, et il ne sera bon pour aucune soit de rester indifférente, soit d'opposer ses prétentions particulières et ses intérêts égoïstes à l'intérêt suprême et au droit de la Révolution. Car tout ce qui voudra rester en dehors de la Révolution sera abandonné d'elle, et tout ce qui se mettra contre elle, elle le brisera.

o) La vraie révolution n'étant guère comprise par la plupart des hommes, c'est à la conspiration de la développer et de l'accélérer dans tous les pays. – D'où suit la conséquence, que tout en laissant à chaque pays l'autonomie et l'initiative nécessaires à la liberté de chacun, il faut néanmoins que l'organisation révolutionnaire secrète aboutisse à un centre unique ; qui ralliera à un Plan général d'action et de mouvement les efforts partiels des révolutionnaires de tous les pays.

Sommaire

Introduction	3
« Le reflux est fini »	6
« Aux Russes, Polonais et tous mes amis slaves »	8
Campagnes de calomnies	19
La Cause du peuple	27
L'exemple polonais	31
La Suède.....	47
Analyse de la situation en Suède.....	60
Sociétés secrètes en Suède.....	69
La Suède et la politique européenne.....	81
Un congrès public ?.....	84
L'affaire des duchés	89
Bakounine et Marx sur la question des duchés.....	93
Napoléon III et l'alliance russe.....	97
Conclusion : 1862-1864, une transition dans l'évolution de la pensée politique de Bakounine	99
Documents.....	106
1862. – Aux Russes, Polonais et tous mes amis slaves	106
1862. – Lettre à un Tchèque	127
1862. – La cause du peuple. Romanov, Pugatchev ou Pestel ?	144
1862. – Bakounine sur les Slaves	167
1862. – Le comité central de Varsovie et le comité militaire russe. Réponse au général Mieroslawski	199
1863. – Aux patriotes finlandais	212
1863. – Discours prononcé au banquet à Stockholm.....	221
1863. – Lettre sur la Russie	225
1863. – Zemlja i Volja (Terre et Liberté)	246
1863. – La Russie officielle et le peuple de Russie	254
1863. – (Suite) La Russie officielle et le peuple de Russie, dépeints dans des lettres de M. Bakounin	263
1864. – Lettre d'un démocrate.....	270

1864. – Lettre d’un démocrate	289
1864. – Lettre d’un Démocrate.....	292
1864. – Lettre de Londres.....	307
1864. – Catéchisme Révolutionnaire	322
